

LE COMTE  
CAMILLE DE TOURNON

PRÉFET DE LA GIRONDE

1815-1822

---

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS  
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PAR

L'ABBÉ JACQUES MOULARD

---

*Ouvrage orné d'un portrait, d'un plan et d'une carte en phototypie*



PARIS

LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION  
ÉDOUARD CHAMPION

5, QUAI MALAQUAIS

—  
1914

Tous droits réservés.

*Thèse  
Paris  
1914.*











**LE COMTE**  
**CAMILLE DE TOURNON**

**PRÉFET DE LA GIRONDE**

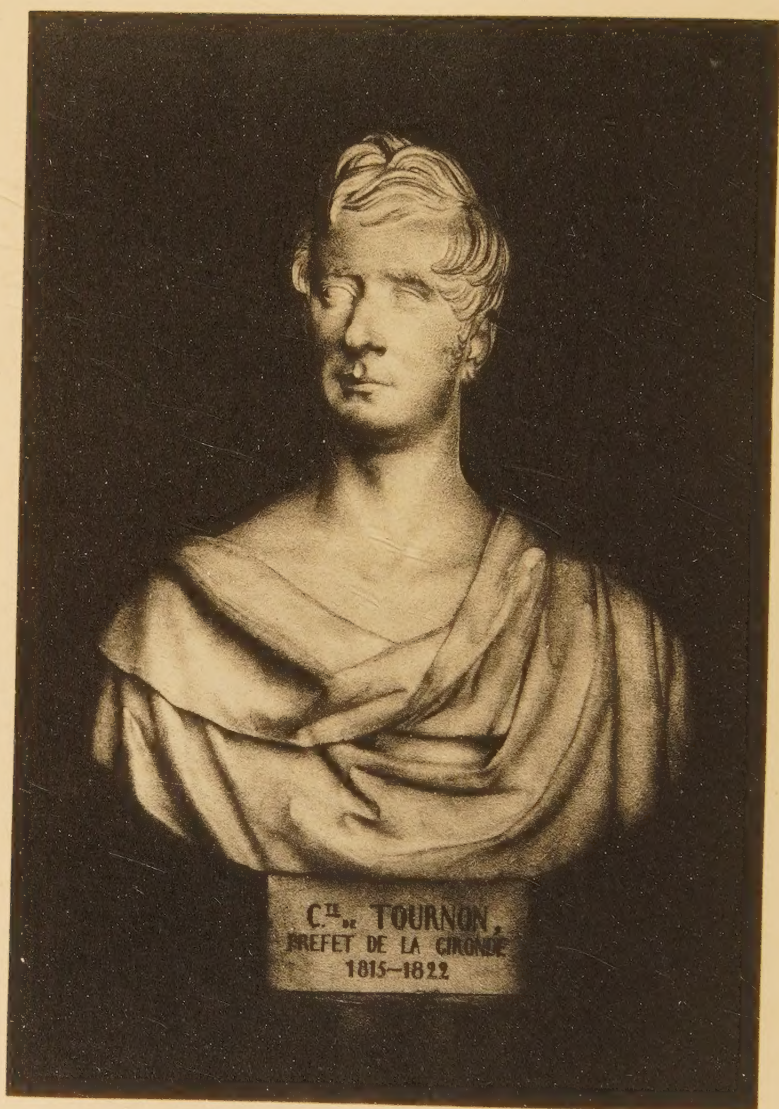
**1815-1822**







Digitized by the Internet Archive  
in 2026



Buste voté par le Conseil Général de la Gironde en 1858  
au comte CAMILLE DE TOURNON  
en reconnaissance des grands services qu'il rendit  
à la Ville de Bordeaux et au département durant sa préfecture  
(Salle du Conseil général à Bordeaux, ancien hôtel Saige)



LE COMTE  
CAMILLE DE TOURNON

PRÉFET DE LA GIRONDE

1815-1822

---

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS  
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PAR

L'ABBÉ JACQUES MOULARD

*Ouvrage orné d'un portrait, d'un plan et d'une carte en phototypie*



PARIS

LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION

ÉDOUARD CHAMPION

5, QUAI MALAQUAIS, 5

---

1914

Tous droits réservés.



## INTRODUCTION

*On n'a guère écrit que des généralités sur la Restauration de 1815 à 1830. Les « Histoires » concernant cette époque se bornent presque toutes à une nomenclature d'idées abstraites, de morceaux choisis des discours parlementaires, d'analyses de lois, cimentés par quelques réflexions personnelles. Peu de ces travaux arrivent jusqu'aux détails précis, qui donnent vraiment la sensation de la réalité. Il se produisit pourtant alors dans la France entière des conflits d'opinion, comme aussi un immense travail de réorganisation qui sont intéressants à étudier de très près. — En quel état exact la Restauration trouva-t-elle l'héritage légué par l'Empire, et jusqu'à quel point, par ses réformes dans les diverses branches de l'Administration, méritait-elle son beau nom ?*

*L'étude que je présente au public n'a d'autre ambition que celle d'offrir une de ces monographies, appuyée le plus solidement possible sur les documents. Elle contient l'historique d'une préfecture, celle du comte de Tournon, dans l'un des plus importants départements de France, la Gironde, de 1815 à 1822. — Camille de Tournon, bien que personnage de second plan, n'est point un inconnu en histoire. M. Louis Madelin, dans son beau livre La Rome de Napoléon, et dans un article remarqué*



du Correspondant<sup>1</sup>, a déjà esquissé la physionomie de cet administrateur, à son avis « prodigieusement actif, et inlassablement courtois<sup>2</sup> ». L'estime singulière qu'il montre pour lui a suscité le désir de le connaître mieux. Or, la préfecture de Bordeaux me paraît le point culminant de cette vie si utile. Raconter son œuvre de 1815 à 1822, c'est redire l'histoire à peu près complète de la Gironde et de son chef-lieu, durant ces sept années, car il n'y eut rien d'important qui ne ressentît l'élan réformateur de sa débordante activité; c'est encore constater la pitoyable situation où se trouvait le département (et, par une déduction assez logique, la France elle-même) après les Cent-Jours, comme aussi les bienfaits tangibles de la Restauration; c'est enfin jeter une lumière nouvelle sur plusieurs points curieux d'histoire générale, tels que l'affaire Clauzel, l'affaire Randon, la manière policière de Decazes, la donation Richelieu... Tous ces motifs d'intérêt divers m'ont encouragé à livrer avec confiance au public ce modeste travail. Ce qui m'y encourage plus encore, c'est que, grâce à l'obligeance de tous, j'ai pu l'écrire à peu près exclusivement sur des documents restés inédits. Ils se trouvent dispersés, d'étrange manière, en de multiples archives publiques ou privées que j'ai longuement et patiemment fouillées.

La division adoptée m'a semblé la plus naturelle : Politique et Esprit public d'une part, de l'autre Administration proprement dite. La première partie elle-même peut se partager en deux tranches assez nettes : Période d'organisation, qui correspond à la Chambre introuvable, et Période organisée, pour les autres années. L'administration se subdivise en cinq parties : Les Finances et les questions militaires. — Les Travaux publics.

1. *Le préfet français de Rome*, Correspondant du 25 juillet 1895. — J'ai moi-même publié deux articles sur Camille de Tournon : 1° *Lucien Bonaparte et son départ de Rome* d'après des documents inédits; Correspondant du 10 août 1909; et *Une page inédite de l'Histoire de Lyon : les Elections de 1822 et la préfecture du Comte Camille de Tournon*, Lyon, Emmanuel Vitte, 1911, in-8° de 43 pages.

2. *La Rome de Napoléon*, p. 694.

— Les services hospitaliers, la Bienfaisance et l'Hygiène publiques. — L'Agriculture, le Commerce et l'Industrie. — Le Culte, l'Instruction et les Beaux-Arts. *Plus d'une de ces matières, qui semblerait demeurer logiquement en dehors de l'influence préfectorale, a cependant subi, on le verra, le contre-coup direct de l'inlassable dévouement de Tournon.*

*Je n'ai pas cru devoir donner de notices biographiques sur les personnages que je cite, sauf ceux pour lesquels, comme Randon, j'ai trouvé quelques détails inédits. Ces vies se retrouvent à peu près toutes, soit dans les grands Dictionnaires, soit dans la précieuse Biographie de Féret. — Par contre, je charge le bas de mes pages d'assez nombreuses explications, indications de sources, citations d'extraits des Mémoires inédits ou lettres de Tournon, des lettres de Lainé, Richelieu, Derazes, etc., qui m'ont paru avoir quelque intérêt pour les érudits bordelais, et même pour les historiens en général. — Aux hommes de puissante synthèse et de robuste travail, à tirer de mon étude les conclusions générales qu'elle comporte, et à lui assigner sa petite place au bon endroit.*

\*  
\* \*

*Un travail de cette nature ne va pas sans que l'auteur ait à faire appel à la bienveillance d'un grand nombre de quasi-collaborateurs. Que tous ceux donc qui m'ont aidé en quelque manière, ou simplement apporté le réconfort de leurs sympathiques encouragements, dans ce rude labeur, reçoivent ici un témoignage public de ma profonde reconnaissance, et mon plus cordial merci. — En première ligne, je dois nommer M. le Comte et M<sup>me</sup> la Comtesse Jean de Chabannes La Palice, petite-fille du Comte Camille de Tournon, qui m'ont donné toute liberté d'user au mieux de leur riche collection d'Avrilly, en particulier des précieux Mémoires inédits, et auxquels je dois tant ; ceux ensuite qui m'ont ouvert libéralement leurs Archives, M<sup>me</sup> la Mar-*

quise de Croix, à G nelard, qui m'a permis, avec une exquise bonté, d'emporter ses très importants papiers; M. le Comte Just de Tournon, au château du Verger, M. le Baron de Barante, M. le Duc d'Audiffred-Pasquier; les Bordelais qui m'ont si aimablement accueilli, M. P. Courteault, M. E. Labadie, M. Ducaunn s-Duval qui m'a guidé aux Archives municipales, M. Brutails et M. Chauvet aux Archives départementales, le regretté M. Céleste et M. G belin à la Bibliothèque de la ville, M. Har  aux Archives de l'Académie, M. Clavel à l'ancienne préfecture, M. Meller qui m'a communiqué les papiers inédits d'Edmond Géraud, M. Camille Jullian qui m'a donné de savantes indications... Je veux nommer aussi M. le lieutenant-colonel Picard, qui m'a aidé aux Archives de la guerre, M. Pierre de Joinville, qui achève un beau travail sur le grand Balguerie-Stuttenberg, l'ami de Tournon, et avec lequel j'ai fait de réciproques et intéressants échanges de papiers, M. Louis Madelin, qui tient Camille de Tournon en si grande estime, et qui m'a communiqué plusieurs documents, M. Gaudillère, mouleur aux Archives Nationales, qui m'a découvert de nombreuses et importantes lettres en des cartons pratiquement inabordables pour le public.

M. le professeur E. Denis a bien voulu me faire l'honneur de diriger ce travail en vue du Doctorat à la Sorbonne, et me donner de précieux conseils: je le prie d'agréer l'expression de ma profonde gratitude.

Montmelas, le 4<sup>er</sup> novembre 1913.



## BIBLIOGRAPHIE

---

### I. — SOURCES INÉDITES

Avant d'exposer par le détail ces sources inédites, et pour n'en point surcharger la nomenclature, j'estime nécessaire de donner une notice rapide et spéciale sur trois sortes de documents qui m'ont plus particulièrement servi : les *Mémoires inédits* de Tournon, ses *Lettres*, le grand *Rapport au Conseil général* de 1822.

Les *Mémoires inédits* de Tournon (Archives du château d'Avrilly) sont divisés en 3 cahiers in-4°, écrits de sa main, et en assez bon état. Le premier, d'un format un peu plus grand que les deux autres, a 32 pages. Il comprend son enfance jusqu'à 14 ans, l'émigration en Suisse, le siège de Lyon, la jeunesse à Claveson, en Dauphiné, jusqu'à 25 ans, le séjour à Paris, et ses impressions comme Auditeur au Conseil d'État, sa mission dans les départements de l'Est, l'Intendance de Bayreuth (1806-1809), la captivité à Munkacs et le retour. Le second a 120 pages; il va du début de la préfecture de Rome jusqu'à l'arrivée à Bordeaux (23 juillet 1815). Le troisième (92 pages) contient sa préfecture de Bordeaux, celle de Lyon et les débuts de la Pairie en 1824. Ces Mémoires finissent brusquement à cette date. Un cahier de 12 pages, intitulé *Souvenirs*, du même format et autographe, s'y rattache naturellement. Il donne d'intéressants détails sur la Révolution de 1830 (à partir du 26 juillet) dont Tournon fut le témoin oculaire et navré.

Ces *Mémoires* commencent ainsi : « Le récit des événements « d'une vie agitée peut servir d'utile leçon à ceux qui coulent « dans le repos des jours heureux, et les détourner du prestige

« attaché au charme de la fortune et de l'ambition. C'est dans  
 « cette vue que je prends la plume pour apprendre à mes enfants  
 « quelle fut la carrière que parcourut leur père, et quels écueils  
 « il rencontra dans cette mer brillante qu'on appelle le monde ;  
 « ils pourront, dans cette lecture, puiser des préceptes qui les  
 « conduiront à devenir meilleurs, et j'aurai ainsi le bonheur  
 « de leur prouver mon amour même au delà du tombeau. »  
 Tournon se proposait donc surtout de raconter sa vie à ses  
 enfants, et plus d'une fois il redit la même phrase : « ... mes  
 enfants, pour qui seuls j'écris ». Il désirait que ces *Mémoires*  
 ne fussent point publiés. C'est pourquoi la famille, pour rem-  
 plir le vœu de son aïeul illustre, a décidé qu'ils resteraient  
 inédits. Mais elle a bien voulu m'autoriser à prendre dans cette  
 précieuse source toutes les idées, à faire toutes les citations que  
 j'estimerai nécessaires pour l'ensemble de mon travail sur  
 Tournon. J'en extraurai l'essentiel.

Ce document possède une réelle valeur historique. M. Louis  
 Madelin, qui en a connu la partie relative à Rome, a pu dire  
 que « le ton général de cette œuvre inspire une confiance plus  
 grande que la plupart des récits contemporains. La verve de  
 l'auteur, ajoute-t-il, rend par surcroît charmants des souve-  
 nirs qui paraissent très précis<sup>1</sup> ». Quatre causes principales  
 me semblent déterminer cette valeur documentaire : le noble  
 caractère et la grande loyauté de Tournon que tous ses contem-  
 porains se plurent à louer comme son premier mérite ; la modé-  
 ration de ces *Mémoires* et la simplicité du ton (quelle diffé-  
 rence, par exemple, avec les *Mémoires* d'un baron de Marbot ou  
 d'un général Thiébault !); la confirmation que vient apporter à  
 chaque fait la volumineuse correspondance du préfet, *toutes*  
*les fois* que le contrôle est possible ; enfin, les documents mêmes  
 qui ont servi à les rédiger. Tournon avait pour écrire ses  
*Mémoires* (qu'il commença vers 1830 et finit en 1832) non seu-  
 lement de nombreux papiers administratifs et autres, les manu-  
 scrits de presque toutes ses lettres, mais des liasses d'extraits de  
 journaux, de notes, de documents divers<sup>2</sup> que Mme de Tour-  
 non réunissait presque chaque jour, pour son mari, avec un  
 admirable dévouement. Il s'en est servi à tel point qu'on

1. L. MADELIN, *La Rome de Napoléon*, p. 45.

2. Il s'en trouve aux Archives d'Avrilly et à celles de Gênelard.

retrouve des deux côtés des phrases identiques. On peut donc consulter cette source avec confiance, et lui appliquer ce que Tournon dit lui-même de ses *Études statistiques sur Rome* : « N'appartenant ni à l'école enthousiaste, ni à l'école dénigrante et railleuse, mais seulement à *l'école de la vérité*, j'en'ai accordé la louange ou le blâme qu'avec mesure, et toujours sous une forme sincère et sérieuse... J'avais moins de chances d'obtenir des lecteurs, mais plus d'espoir de gagner l'estime de ceux qui me liront ; et, à mes yeux, il y aura plus que compensation <sup>1</sup>. »

Malgré la richesse des *Mémoires*, la source la plus féconde, et de beaucoup, aura été pour moi la correspondance de Tournon, lettres officielles, confidentielles, ou lettres de famille et d'amis. Bien peu d'hommes politiques de ce temps-là ont écrit plus que lui. Les 865 lettres que j'ai pu recueillir sur Bordeaux forment une précieuse collection qui donne la suite des événements de sa préfecture presque au jour le jour. Je les ai trouvées éparpillées en de multiples cartons ou liasses des *Archives Nationales*, ou dans des *Archives privées*. Les importants registres-copies de Génelard m'ont permis de combler les lacunes, et d'avoir la série à peu près complète. — Rien comme ces lettres au style toujours clair, alerte, parfois pétillant d'esprit, avec des mots à l'emporte-pièce, ne met en plein jour l'âme forte, active et généreuse de Tournon ; à ce seul titre, et en dehors même des éléments nouveaux qu'elles apportent à l'Histoire, elles mériteraient une publication complète <sup>2</sup>.

Le grand rapport de Tournon au Conseil général de 1822 constitue un document d'un genre particulier, indispensable, on peut dire, à pareil travail. C'est le résumé, en traits larges, mais complet, de toute son administration dans la Gironde. Il l'offrit aux membres du Conseil, alors qu'il était déjà préfet du Rhône, *en témoignage de reconnaissance et d'attachement* à son cher Bordeaux. Son intérêt vient moins des faits nouveaux qu'il apporte, et qu'on retrouve, pour la plupart, dans les autres rapports annuels aux divers Conseils généraux, que de la facilité qu'il donne de marquer clairement le point de départ et celui d'arrivée, de ne rien omettre d'essentiel, de juger les choses

1. DE TOURNON, *Études statistiques sur Rome*, t. I, Avant-propos, p. x.

2. Je la ferai incessamment. J'en ai trouvé pour sa vie entière 2 878.



d'après l'importance même que leur attribuait Tournon, de connaître enfin les projets qu'il avait formés pour achever son œuvre dans le département. Le document comprend 137 pages grand in-4°, et se divise en trois chapitres : 1° événements *politiques*; 2° résumé des principaux actes *administratifs*; 3° *vues* sur les améliorations dont le département est susceptible (ce dernier particulièrement intéressant, parce que les idées qu'il contient ne se retrouvent nulle part ailleurs).

Le Conseil général reçut le manuscrit avec une profonde satisfaction. Le rapporteur en parlait ainsi (séance du 9 septembre 1822): « Ce travail est traité d'une manière large, franche, vive et colorée; c'est le style de l'Histoire, quand elle renferme, en peu de lignes, de grands tableaux et de grandes leçons... Quant aux résumés des actes administratifs, ce n'est, à la vérité, que l'élégante analyse de ces rapports plus détaillés que vous écoutiez avec tant d'intérêt, tous les ans, à l'ouverture de vos séances; mais vous aimerez à trouver ici, réunis comme en un faisceau, les faits, les résultats nombreux d'une aussi brillante administration. Ces rayons d'une même lumière, ainsi rassemblés, semblent répandre un plus grand jour sur la carrière parcourue... Pour les améliorations dont il croit le département susceptible, ces vues sont le résultat de ses méditations, de ses nombreux voyages, de ses observations... Peut-être se croyait-il appelé un jour à exécuter ce qu'il ne voyait encore qu'en projet<sup>1</sup>. » Le Conseil général, à l'unanimité, vota des remerciements à Tournon, décida « que le précieux Mémoire serait déposé dans ses Archives, pour y être religieusement conservé » et que chacun de ses membres s'en ferait remettre une copie. — Malgré tant de sollicitude, le manuscrit n'en a pas moins disparu de toutes les collections bordelaises : je l'ai cherché, en vain et longtemps<sup>2</sup>. Jouannet cependant l'a eu entre les mains, et s'en est très largement servi pour rédiger sa *Statistique*. (Il y a même des passages textuellement copiés, tel que le suivant : « En 1815, une dette énorme pesait sur la plupart des hôpitaux du département, principalement sur ceux de la capitale... Les comptes n'avaient pas été réglés depuis 1806, » etc., t. II, p. 51, 52.) — On devine ma joie lorsque, après ces fouilles infruc-

1. *Archives Nationales*, F<sup>1c</sup> V, Gironde 3, Conseil général de 1822.

2. Il ne se trouve pas, non plus, aux *Archives Nationales*.

tueuses, j'en ai trouvé aux *Archives d'Avrilly* le texte original même, annoté de la main de Tournon, celui d'après lequel a été faite la copie définitive.

## 1. ARCHIVES PUBLIQUES

### A. — Archives Nationales.

Cette source (d'une richesse que beaucoup de travailleurs de province ne soupçonnent pas <sup>1)</sup> a été, pour moi, la plus féconde de toutes. Elle m'a fourni, presque pour chaque idée saillante, des preuves ou des compléments de preuves indispensables. En dehors des volumineux rapport de Tournon au Conseil général, de ses comptes rendus administratifs divers à Vaublanc, Lainé, Decazes, Mounier, j'ai pu y trouver de lui environ 400 lettres autographes, éparpillées dans une foule de cartons. Voici, par ordre de séries, la nomenclature de ceux consultés.

F<sup>1a</sup>, Administration générale, Gironde 413.

F<sup>1b</sup> I, d'ossier personnel de Tournon.

F<sup>1b</sup> II, Gironde, cartons 6 et 7, personnel administratif (1815-1819 et 1820-1824).

F<sup>1c</sup> III, Gironde, — 3, 6, 7, 9, Esprit public et Élections. — Dans le carton F<sup>1c</sup> III, Gironde 6, j'ai trouvé un très-précieux rapport de Tournon à Lainé (25 mars 1818) sur toutes les branches de l'administration. Il a 58 pages, et forme une véritable petite statistique de la Gironde, à ce moment-là. Je le cite souvent sous le titre: Grand rapport à Lainé.

F<sup>1c</sup> V, Gironde, — 2 et 3, Conseils généraux.

F<sup>2</sup> I, Gironde, — 390, État civil — 921, cours d'eaux, moulins, etc. 969, ponts communaux — 1053, 1054, chemins vicinaux (par communes).

F<sup>3</sup> II, Gironde, Comptabilité départementale.

F<sup>7</sup>, Gironde, — 3677 <sup>9 a 11</sup>, police générale — 9063 à 9068, affaires administratives de 1814 à 1817 ; cartons très importants pour mon étude. Dans 9065 (dossier 32 718) j'ai trouvé 61 lettres autographes de Tour-

1. « Quel que soit le sujet d'histoire moderne locale que l'on traite en province, a dit fort justement M. Aulard, et si abondante que soit la source locale, il y a presque toujours quelque chose à prendre aux *Archives Nationales*, souvent quelque chose d'important, parfois même quelque chose d'essentiel. » — Lettre-préface de M. Aulard dans *Les Sources de l'histoire de France, depuis 1789, aux Archives Nationales*, par M. Schmidt.

non. — Pour les années 1818 à 1823, il faut voir toutes les liasses, car les départements y sont mélangés. Les cotes sont F<sup>7</sup> 9262 à 9304 pour l'année 1818, et F<sup>7</sup> 9340 à 9441 de 1819 à 1823, soit 139 cartons ou liasses !

F<sup>7</sup> 9661 et 9662, situation des départements de 1815 à 1830. Cartons très importants. Dans 9661, il se trouve 78 lettres autographes de Tournon.

F<sup>8</sup> Gironde Carton 51, hygiène publique. (Nombreuses lettres de Tournon).

F<sup>9</sup> série en cours de classement : 4 liasses concernant la Gironde, non numérotées. Documents relatifs à la conscription et à la Garde nationale de 1789 à 1830.

F<sup>10</sup> série non inventoriée : documents relatifs à l'agriculture.

F<sup>11</sup> Gironde, cartons 354, 355, 726, Subsistances. (Dans 726, nombreuses lettres de Tournon).

F<sup>12</sup> Gironde, — 1255<sup>B</sup> Commerce et industrie (aucun document intéressant).

F<sup>13</sup> Gironde, — 1710 à 1715, Bâtiments civils.

F<sup>14</sup> Gironde, — 290 et 291, Ponts et chaussées — 447, 549, 550. Navigation de 1790 à 1826.

F<sup>15</sup> Gironde, — Cette série est bizarrement classée en deux parties : F<sup>15</sup> II Gironde, qui comprend 4 à 5 liasses non numérotées, pour le département ; et F<sup>15</sup> 448, 2879, 1424, 1415. — J'ai trouvé de précieuses lettres de Tournon dans l'une et l'autre partie.

F<sup>16</sup> Série non classée, sauf pour les Dépôts de mendicité de 1808 à 1817. Cartons 1005, 1006 et 404 pour la Gironde. Documents concernant les prisons et la mendicité. — Dans 404, intéressantes lettres de Tournon sur la maison centrale de détention de Cadillac.

F<sup>17</sup> Instruction publique. Documents classés chronologiquement par établissements (Exemples : Académies ; Frères des Écoles chrétiennes ; Enseignement secondaire, etc.). Tous les départements sont mêlés, ce qui rend les recherches très longues et très difficiles<sup>1</sup>, chose d'autant plus regrettable que l'instruction publique, sous la Restauration, est fort mal connue.

1. Je me permets une remarque à ce propos. Le chercheur, aux *Archives Nationales*, est vraiment stupéfait de trouver tant de *Séries* encore si mal et si incomplètement classées, alors qu'elles concernent des documents datant de près d'un siècle. C'est ainsi que dans la grande série F<sup>7</sup>, les *Affaires administratives* pour les années 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, n'ont qu'un classement numérique. — Pour les cinq de ces années relatives à mon sujet, il ne m'a pas fallu voir moins de cent vingt-cinq cartons susceptibles de contenir des lettres ou rapports de Tournon (j'en ai, en effet, trouvé d'intéressants). De 1824 à 1830, le classement redevient départemental. — J'en dirai autant pour les séries F<sup>13</sup> (Hospices), F<sup>19</sup> (Cultes), F<sup>20</sup> (Statistique), et surtout pour la série F<sup>17</sup> (Instruction). J'ai entendu plus d'une fois formuler à ce sujet de vifs regrets, sinon d'amères critiques.



Voici les liasses que j'ai pu trouver concernant la Gironde :

F<sup>17</sup> E, liasse 4376, Académie de Bordeaux, personnel et affaires diverses.

F<sup>17</sup> G, Académie de Bordeaux;

liasse 2735 (1810-1821) ; Correspondance du Recteur.

— 2796 : État du personnel.

F<sup>17</sup> H, Collèges royaux ;

liasse 3436 (1815-1820) ; j'y ai trouvé quelques lettres de Tournon, et un intéressant rapport des inspecteurs Ampère et Rendu sur l'état de l'enseignement dans le Collège royal de Bordeaux, sous Tournon (10 pages).

Liasses 3472, 3476<sup>1</sup>, 3176<sup>11</sup>, 3946. Correspondance du Recteur.

F<sup>17</sup> J, Enseignement primaire (1815-1829), liasse 1730 ; état du personnel et correspondance.

F<sup>19</sup>, *Culles*, liasse 429, Gironde.

F<sup>20</sup>, *Statistique*. Précieuse série où l'on trouve des documents de toutes sortes (population, agriculture, commerce, industrie, et même esprit public. Le titre de *Statistique* est donc impropre). Série non inventoriée.

ADxix<sup>1</sup> 24, enfin, m'a fourni copie des 202 circulaires que Tournon adressa aux maires jusqu'à l'année 1820, où commence le Recueil des Actes administratifs imprimés.

## B — Archives de la guerre.

Les Archives de la guerre m'ont fourni quelques documents intéressants. J'ai pu y retrouver dans les cartons de l'*Armée de la Loire* des éclaircissements et des compléments nécessaires pour l'affaire Clauzel. D'autre part, les préfets eurent à s'occuper beaucoup, en ce temps-là, des questions militaires (Gardes nationales, soldats licenciés, Légions départementales, Gardes royales, recrutement) ; il fallait donc s'enquérir de la correspondance de Tournon avec le Ministre de la guerre sur ces points divers.

### *Armée de la Loire.*

1 carton 5-18 juillet 1815 (Intéressant par les nombreuses lettres de Clauzel).

1 carton 19-31 juillet, et 1-10 août 1815.

1 carton 11 au 22 août 1815.

Les cartons précédant les trois nommés ci-dessus, et concernant la Gironde, ont pour titre : *Corps d'observation des Pyrénées Occidentales*. Il s'y trouve 2 cartons intéressants pour l'histoire des Cent-Jours à Bordeaux.

*Correspondance générale :*

La *Correspondance générale* relative à la deuxième Restauration, de 1815 à 1830, comprend 132 cartons. Ceux que j'ai fouillés se répartissent ainsi :

23 cartons (plus un supplémentaire) du 21 mars au 7 juillet 1815 (il y en a 6 du 1<sup>er</sup> janvier au 20 mars 1815).

86 cartons, du 8 juillet 1815 au 31 décembre 1821.

En dehors des cartons susdits, 1 carton portant : *Situation des 1<sup>re</sup> à 16<sup>e</sup> divisions*, m'a donné des détails précis sur le nombre de canonniers du Château-Trompette, que possédait Clauzel.

**C. — Archives départementales de la Gironde.**

Comme toutes les Archives-départementales de France, celles de la Gironde sont réparties en Séries auxquelles on a attribué, suivant une méthode uniforme, les lettres de l'alphabet : A-I affectées aux séries anciennes, K-Z aux séries modernes. La série L concerne spécialement les documents de l'administration révolutionnaire. Elle est d'une grande richesse pour Bordeaux et le département, et n'a encore été que fort peu utilisée. — Les séries suivantes, de M à Z sont purement administratives. Là se trouvent les dossiers de tous genres sortis des bureaux de la préfecture, les comptes de gestion des mairies et autres établissements justiciables du Conseil de préfecture, les rôles des contributions directes, les études des grands travaux publics.

Malheureusement, il n'existe aucun inventaire des séries modernes dans ces archives. (Des instructions ministérielles récentes ont prescrit d'établir pour ces séries des *Répertoires numériques*.) Il faut chercher, avec patience, sur les divers rayons, les liasses concernant l'objet et les années qu'on étudie. En outre, dans plusieurs de ces liasses, le classement est mal fait, et les documents ne correspondent pas toujours, comme date, aux chiffres marqués sur la couverture. J'ai été bien aidé, dans ces recherches ardues, par l'inlassable bienveillance du Directeur des Archives, M. Brutails, et de l'archiviste, M. Chauvet.

— A mon étonnement, et en mettant à part les registres des arrêtés préfectoraux, cette source ne m'a fourni que très peu de documents importants, beaucoup moins que les Archives Nationales, les Archives d'Avrilly et celles de Gévelard. Voici, d'après l'ordre de mon travail, les séries des liasses et registres compulsés :

## Série M. — CORRESPONDANCE GÉNÉRALE.

- 1 liasse, <sup>1</sup> petit dossier personnel de Tournon (fort peu de chose).
- 1 — correspondance du préfet avec les sous-préfets de Bazas et de Lesparre, 1806-1852.
- 1 — correspondance du préfet de la Gironde avec les préfets étrangers, 1809-1837.
- 1 — correspondance du préfet avec divers fonctionnaires, 1811-1846.
- 1 — correspondance du préfet avec les ministres, de 1806 à 1854.
- 1 — département de l'impôt, 1805-1852.
- 1 — communes débitrices, 1795-1820.

## CONSEILS GÉNÉRAUX. — Série N.

Deux registres sans numéro d'ordre qui portent comme titre : *Conseil général, procès-verbaux des séances*. Le premier comprend les années de 1810 à 1820; le second, de 1821 à 1826. Ces registres sont manuscrits. (Avant la loi du 10 mai 1838 qui les autorisa à publier tout ou partie de leurs délibérations, les Conseils généraux ne livraient pas à la publicité le détail de leurs travaux.) Ils ne contiennent que l'abrégé des rapports de Tournon.

En outre de ces registres, il existe 16 liasses, portant les nos de 22 à 37, pour la période 1815 à 1822. Ces liasses sont beaucoup plus intéressantes et importantes à compiler que les registres eux-mêmes. Elles contiennent d'assez nombreuses copies, et même des brouillons autographes, des rapports de Tournon au Conseil général, des lettres quelques-unes de Mgr d'Aviau), des pétitions à lui adressées et qu'il déposait sur le bureau du Conseil.

## REGISTRES DES ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX. — Série K.

- Registre K. 36. Finances, Secrétariat particulier et comptabilité (du 2 janvier au 9 septembre 1815).
- K. 37. Police générale et Travaux publics (du 2 janvier 1815 au 22 février 1816).
- K. 38. Finances, Domaines, Secrétariat particulier et comptabilité (du 9 septembre 1815 au 1<sup>er</sup> mai 1816).



- Registre K. 39. Police générale et Travaux publics (du 22 février 1816 au 11 novembre 1817).
- K. 40. Finances, Domaines, Bureau particulier et comptabilité (du 2 mai 1816 au 30 avril 1817).
- K. 41. Secrétariat général, Finances, Domaines, Bureau particulier et comptabilité (du 5 mai 1817 au 22 juillet 1818).
- K. 42. Police générale et Travaux publics (du 13 novembre 1817 au 20 décembre 1819).
- K. 43. Secrétariat général, Finances, Domaines, Secrétariat particulier et Communes (du 20 juillet 1818 au 2 juillet 1819).
- K. 44. Police générale et Travaux publics (du 22 décembre 1819 au 30 décembre 1820).
- K. 45. Secrétariat général, Finances, Domaines, Secrétariat particulier et Communes (du 25 juillet 1819 au 30 décembre 1820).
- K. 46. (Pas de titre. Les arrêtés de ce registre concernent le Secrétariat général, les Finances, Domaines, etc.) (du 2 janvier 1821 au 30 juin 1821).
- K. 47. (Pas de titre. Les arrêtés enregistrés se rapportent au Travaux publics, aux Communes, aux Finances) (du 1<sup>er</sup> juillet au 30 décembre 1821).

## TRAVAUX PUBLICS.

Série S. — *Ponts de Bordeaux et de Libourne.*

|   |                                   |           |
|---|-----------------------------------|-----------|
| 1 | liasse, Pont de Bordeaux. . . . . | 1813-1816 |
| 1 | — id. . . . .                     | 1818-1832 |
| 1 | — Pont de Libourne. . . . .       | 1772-1833 |

*Château-Trompette.*

- 1 liasse, Château-Trompette, démolitions, indemnités, procès-verbaux et destination des terrains.
- 1 — Château-Trompette 1785-1820 (avec plan explicatif de la place Louis XVI et des rues environnantes).

*Port de Bordeaux.*

|   |                                       |             |
|---|---------------------------------------|-------------|
| 1 | liasse, Travaux rive gauche. . . . .  | 1801-1820   |
| 1 | — id. . . . .                         | 1820-1840   |
| 1 | — Règlements de police . . . . .      | 1791-1830   |
| 1 | — Alignements, Réclamations . . . . . | an XI-1816  |
| 1 | — id. . . . .                         | 1817-1824   |
| 1 | — Navigation des rivières . . . . .   | an III-1824 |

Série P. — *Cadastre.*

|   |                                       |           |
|---|---------------------------------------|-----------|
| 1 | liasse, Cadastre-expertises . . . . . | 1815-1820 |
| 1 | — Cadastre-réclamations. . . . .      | 1813-1817 |
| 1 | — id. . . . .                         | 1818-1831 |
| 1 | — Cadastre-délimitations. . . . .     | 1813-1816 |

*Routes nationales. — Série S.*

## Route nationale n° 40.

|                                        |           |
|----------------------------------------|-----------|
| 1 liasse, Alignements . . . . .        | 1809-1815 |
| 1 — id. . . . .                        | 1816-1819 |
| 1 — id. . . . .                        | 1819-1823 |
| 1 — Extraction de matériaux . . . . .  | 1801-1824 |
| 1 — Vente de matériaux . . . . .       | 1806-1815 |
| 1 — Réclamations. . . . .              | 1802-1830 |
| 1 — Acquisitions de terrains . . . . . | 1814-1827 |

## Route n° 89.

|                                       |           |
|---------------------------------------|-----------|
| 1 liasse, Alignements . . . . .       | 1803-1825 |
| 1 — Réclamations . . . . .            | 1811-1884 |
| 1 — Acquisitions de terrains. . . . . | 1819-1826 |

## Route n° 127.

|                                            |            |
|--------------------------------------------|------------|
| 1 liasse, Extraction de matériaux. . . . . | 1809-1853  |
| 1 — Contraventions . . . . .               | 1817       |
| 1 liasse, Travaux. . . . .                 | an XI-1828 |

## Route n° 132.

|                             |            |
|-----------------------------|------------|
| 1 liasse, Travaux . . . . . | an XI-1820 |
| 1 — id. . . . .             | 1821-1830  |
| 1 — Alignements . . . . .   | 1804-1830  |

## Route n° 136.

|                                        |           |
|----------------------------------------|-----------|
| 1 liasse, Travaux . . . . .            | 1792-1830 |
| 1 — Extractions de matériaux . . . . . | 1813-1830 |
| 1 — Alignements . . . . .              | 1806-1833 |

## Route n° 137.

|                                        |           |
|----------------------------------------|-----------|
| 1 liasse, Travaux . . . . .            | 1811-1830 |
| 1 — Extractions de matériaux . . . . . | 1806-1883 |

*Routes départementales. — Série S.*

## Route n° 1.

|                                    |           |
|------------------------------------|-----------|
| 1 liasse, Contraventions . . . . . | 1805-1867 |
| 1 — Alignements . . . . .          | 1802-1842 |

## Route n° 2.

|                             |           |
|-----------------------------|-----------|
| 1 liasse, Travaux . . . . . | 1811-1836 |
|-----------------------------|-----------|

## Route n° 4.

|                                            |           |
|--------------------------------------------|-----------|
| 1 liasse, Réclamations, plaintes . . . . . | 1803-1851 |
| 1 — Travaux . . . . .                      | 1805-1826 |

## Route n° 5.

|                            |           |
|----------------------------|-----------|
| 1 liasse, Travaux. . . . . | 1805-1859 |
|----------------------------|-----------|

## Route n° 6.

|                             |           |
|-----------------------------|-----------|
| 1 liasse, Travaux . . . . . | 1811-1863 |
| 1 — Alignements . . . . .   | 1802-1830 |

## Route n° 7.

|                                 |           |
|---------------------------------|-----------|
| 1 liasse, alignements . . . . . | 1807-1829 |
| 1 — acquisitions. . . . .       | 1815-1869 |
| 1 — — . . . . .                 | 1818-1853 |
| 1 — travaux. . . . .            | 1819-1851 |

Les dossiers des chemins vicinaux sont classés au nom de la commune qu'ils desservent; certaines communes ont plusieurs dossiers. Ceux que j'ai compulsés m'ont prouvé qu'il n'y a là que très peu de documents, et insignifiants, relatifs à l'époque de Tournon.

*Bâtiments civils. — Série N.*

|                                                     |           |
|-----------------------------------------------------|-----------|
| 1 liasse, <i>Préfecture</i> , acquisitions. . . . . | 1776-1858 |
| 1 — — — . . . . .                                   | 1776-1862 |
| 1 — — — . . . . .                                   | 1809-1890 |
| 1 — <i>Préfecture</i> , mobilier. . . . .           | 1813-1818 |
| 1 — — — . . . . .                                   | 1819-1891 |

Il y a, en outre, 6 cartons relatifs aux travaux et mobilier des sous-préfectures touchant cette époque, mais qui ne contiennent que des détails techniques.

|                                                        |           |
|--------------------------------------------------------|-----------|
| 1 liasse, <i>Palais de Justice</i> , Travaux . . . . . | anX-1816  |
| 1 — — — . . . . .                                      | 1819-1823 |
| 1 — — — mobilier. . . . .                              | 1810-1849 |

En outre, 5 liasses sur les travaux opérés dans les Tribunaux des arrondissements.

|                                                          |           |
|----------------------------------------------------------|-----------|
| 1 liasse, <i>Prison du fort du Hâ</i> , Travaux. . . . . | 1673-1817 |
| 1 — — — . . . . .                                        | 1818-1819 |
| 1 — — — . . . . .                                        | 1820-1823 |

En outre, 3 liasses sur les travaux opérés dans les prisons des arrondissements.

|                                                |           |
|------------------------------------------------|-----------|
| 1 liasse, <i>Château de Cadillac</i> . . . . . | 1819-1839 |
| 1 — <i>Archives départementales</i> . . . . .  | 1813-1891 |

## HOSPICES ET ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE. — Série X.

|                                                         |           |
|---------------------------------------------------------|-----------|
| 1 liasse, Hospices . . . . .                            | 1800-1888 |
| 1 — Service médical, personnel . . . . .                | 1805-1895 |
| — Transactions, échanges, remboursements . . . . .      | 1802-1884 |
| 1 — Inscriptions, hypothèques . . . . .                 | 1806-1831 |
| 1 — Divers, réparations, etc. . . . .                   | 1804-1896 |
| 1 — Personnel . . . . .                                 | 1808-1896 |
| 1 — Correspondance . . . . .                            | 1807-1895 |
| 1 — Affaires générales, traitements, ateliers . . . . . | 1802-1895 |
| 1 — Service médical, et chirurgical . . . . .           | 1816-1850 |
| 1 — Hospices à la disposition des militaires . . . . .  | 1802-1871 |
| 1 — Épidémies, choléra . . . . .                        | 1805-1882 |
| 1 — Demandes, réclamations. . . . .                     | 1806-1896 |
| 1 — Bureaux de bienfaisance . . . . .                   | 1815-1830 |
| 1 — Asile d'Aliénés . . . . .                           | 1816-1835 |
| 1 — Mendicité, Caisse d'épargne . . . . .               | 1820-1825 |
| 1 — Mont-de-Piété . . . . .                             | 1818-1865 |
| 1 — Bureau de bienfaisance de Bordeaux. . . . .         | 1805-1814 |
| 1 — Société de charité maternelle . . . . .             | 1816-1874 |

## AGRICULTURE. — Série O.

|                                      |           |
|--------------------------------------|-----------|
| 1 liasse, Forêts communales. . . . . | 1806-1864 |
|--------------------------------------|-----------|

## Série Q.

|                                      |           |
|--------------------------------------|-----------|
| 1 liasse, Dunes, affaires générales. |           |
| 1 — Dunes . . . . .                  | 1791-1819 |
| 1 — Dunes de la Teste. . . . .       | 1820-1829 |
| 1 — Dunes de Leige . . . . .         | 1819-1855 |

## Série S.

|                                             |             |
|---------------------------------------------|-------------|
| 1 liasse, Navigation des rivières . . . . . | an III-1824 |
|---------------------------------------------|-------------|

## COMMERCE. — Série M.

|                                                |           |
|------------------------------------------------|-----------|
| 1 liasse, Importation-Exportations . . . . .   | 1804-1817 |
| 1 — — — — — . . . . .                          | 1818-1822 |
| 1 — Subsistances, Approvisionnements . . . . . | 1811-1815 |
| 1 — — — — — . . . . .                          | 1816-1838 |
| 1 — Mercuriales, prix des denrées . . . . .    | 1814-1816 |
| 1 — — — — — . . . . .                          | 1815-1818 |
| 1 — — — — — . . . . .                          | 1816-1817 |
| 1 — — — — — . . . . .                          | 1817      |
| 2 liasses, — — — — — . . . . .                 | 1818      |
| 1 liasse, — — — — — . . . . .                  | 1819      |
| 1 — — — — — . . . . .                          | 1819-1821 |
| 1 — — — — — . . . . .                          | 1820-1821 |



## INDUSTRIE. — Série M.

|                                             |            |
|---------------------------------------------|------------|
| 1 liasse, Statistique industrielle. . . . . | an XI-1813 |
| 1 — — — — —                                 | 1813-1815  |
| 1 — — — — —                                 | 1816-1820  |
| 1 — — — — —                                 | 1821-1826  |

## CULTES. — Série V.

|                                                                                                                                             |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| 1 liasse, Frais du culte . . . . .                                                                                                          | 1812-1816    |
| 1 — — — — —                                                                                                                                 | 1816-1830    |
| 1 — Affaires diverses . . . . .                                                                                                             | 1800-1897    |
| 1 — Demandes adressées aux communes à l'effet de savoir<br>si elles ont les ressources nécessaires pour loger leur des-<br>servant. . . . . | 1808-1816    |
| 1 liasse, Création de succursales. . . . .                                                                                                  | an XIII-1864 |
| 1 — Séminaires, boursiers . . . . .                                                                                                         | 1811-1889    |
| 1 — Séminaires, affaires diverses. . . . .                                                                                                  | 1811-1892    |

*Anciens papiers de l'Archevêché.* Ces Archives, admirablement classées, comprennent relativement à cette étude :

- 2 registres contenant la correspondance de Mgr d'Aviau 1802-1826;
- 1 liasse : Grand séminaire de Bordeaux ;
- 1 — : Séminaire de Cadillac, de Cardan, irlandais; petites communautés de clercs ;
- 1 — : Correspondance et divers.

## INSTRUCTION PUBLIQUE. — Série T.

*Instruction supérieure.*

|                                                                                             |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 1 liasse, École Saint-Cyr . . . . .                                                         | 1819-1849 |
| 1 — École normale. Collège royal de la marine à Angoulême. . . . .                          | 1791-1848 |
| 1 — École des Mines, de Cavalerie, des Forêts, des Chartes. Centrale, de la Flèche. . . . . | 1805-1850 |
| 1 — École Polytechnique. . . . .                                                            | 1804-1849 |

*Instruction secondaire.*

|                                         |           |
|-----------------------------------------|-----------|
| 1 liasse, Collège de Bordeaux. . . . .  | 1801-1890 |
| 1 — Collèges de Bazas et Blaye. . . . . | 1812-1893 |
| 1 — Collège de La Rèole. . . . .        | 1812-1884 |
| 1 — Collège de Libourne. . . . .        | 1812-1893 |

*Instruction primaire.*

|                                        |           |
|----------------------------------------|-----------|
| 1 liasse, Écoles commerciales. . . . . | 1819-1887 |
|----------------------------------------|-----------|

## BEAUX-ARTS. — Série T.

|                                             |           |
|---------------------------------------------|-----------|
| 1 liasse, Grand-Théâtre à Bordeaux. . . . . | 1810-1819 |
| 1 — — — — — . . . . .                       | 1820-1840 |

Enfin dans la collection en volumes des *Archives historiques de la Gironde*, j'ai trouvé (t. XIII, p. 569) une lettre de Tournon au maire de Bordeaux, 20 juillet 1816.

## D. — Archives municipales de Bordeaux.

Les Archives municipales de Bordeaux, particulièrement pour les papiers concernant la préfecture de Tournon, ont été anéanties, en majeure partie, par l'incendie de l'Hôtel de Ville, survenu dans la nuit du 13 juin 1862. — Les documents qui restent n'ont pour mon travail qu'une importance bien secondaire. Voici la liste de ceux où j'ai pu trouver quelques menus faits :

1 carton : Restauration, 1815 (très mêlé).

1 carton, 1816 à 1830. — Il s'y trouve en particulier la brochure sur la conspiration de Randon, citée aux sources imprimées. En outre, un recueil manuscrit des pièces du procès des frères Faucher, dont une longue lettre de César Faucher au maire, etc.

2 cartons : Pont de Bordeaux (dessins, devis, plans, rapports estimatifs des ingénieurs, etc.)

Feuilles du Conseil municipal de l'an IX à l'an XX. Fonds très incomplet.

Cahier du Conseil municipal de 1820 (très abîmé par le feu).

Autre cahier, juin 1816 à février 1818.

Premier registre des délibérations du Conseil municipal. Il ne commence qu'en l'année 1821, et ne contient que le sommaire des délibérations.

## E. — Bibliothèque de la Ville de Bordeaux.

1 manuscrit, *Rapports de l'Académie de Bordeaux*, 1818-1820.

2 manuscrits des *Procès-verbaux*, le premier comprenant les années 1816, 1817, 1818, le deuxième les années 1819, 1820. Dans ces manuscrits, il se trouve quelques lettres et envois divers de Tournon.

*Tablettes* de Bernadau, t. IX, de 1814 à 1820 inclusivement; t. X, à partir de 1821 jusqu'à 1831.

Ces volumineux manuscrits, qui vont du 5 mars 1787 au 18 avril 1852, sont encore inédits, et l'on doit reconnaître que leur publication n'apporterait qu'un appoint bien médiocre à l'his-

toire de Bordeaux. Il n'est pas nécessaire de les parcourir longtemps pour s'apercevoir qu'on ne doit consulter Bernadau qu'avec une très grande prudence, et « le tenir pour suspect tout ». — Il a beau nous dire dans son *Avertissement* : *Quod vidi, audivi legique pinxi... il ne faut pas croire que ce que j'ai écrit dans le temps soit hasardé; tout y est positif au fond. J'ai mieux aimé garder le silence que de consigner ici des choses douteuses : la vérité avant tout...*; de telles affirmations valent... ce que vaut l'homme. — Les *faits matériels* cités, et les *dates* sont ordinairement exacts; mais les jugements et les appréciations portés sur ses contemporains se ressentent par trop de ses rancunes et sont, la plupart du temps, faux, sinon odieux. — En voici quelques preuves : il dit de Ravez et de Lainé, t. IX, p. 662 : « L'un et l'autre forment une bonne paire d'intrigants. » — P. 250, il prétend que « les grands royaux » firent peser l'impôt extraordinaire de 100 millions sur ceux qui ne partageaient pas leurs opinions..., alors qu'ils furent admirables de désintéressement. — P. 659, il dit de la dotation Richelieu : « Voilà une bien grande faveur pour un bien court service. » — Selon lui, de Gourgues est « une bûche », de Lur-Saluces « un fagot » (t. X, p. 15), Labroue un « hâbleur de tous les régimes » (t. IX, p. 49), Decazes « un polichinelle politique » (t. IX, p. 582). — Il confond grossièrement Camille de Tournon avec son frère le chambellan, quatre fois dans le t. IX, p. 235, 347, 483, 593. — Chose plus grave, il insinue que Tournon a « imaginé » lui-même la conspiration Randon (p. 453), et prétend qu'il n'a demandé l'érection d'une statue à Tourny... que pour se « procurer quelque argent » ! (T. III, p. 42.)

Ces citations, qu'on pourrait multiplier, suffisent à déconsidérer l'homme et l'œuvre.

**F. — Archives de la Commission administrative  
des Hospices de Bordeaux.**

L'ensemble des papiers concernant les hospices se trouve aux Archives départementales, auxquelles ils furent remis le 23 novembre 1885. Il en existe cependant une collection au siège de la Commission, renfermée dans des caisses; il n'y a pas d'inventaire. Je dois communication des suivants à l'aimable obligeance de Mr. P. Courteault :

Six lettres de Tournon aux membres de la Commission des hospices en 1821, relatives à la donation Richelieu, et à la pose de la première pierre du nouvel hôpital, etc.

Cinq lettres de la Commission à Tournon (1820 à 1829) sur le même sujet. Aux archives de Génélard, se trouve copie de celle du 29 mars 1825.

**G. — Bibliothèque de la Chambre de commerce de Bordeaux.**

1 volume : Mémoires et lettres de la Chambre de commerce 1802-1839.

Je n'ai rien trouvé d'intéressant pour mon sujet à cette source, pas plus que dans les *Registres des délibérations* qui ne donnent que des résumés succincts. Toutefois, dans le registre n° 6, p. 12, se trouve un discours de Tournon au sujet du pont de Bordeaux, 17 avril 1821.

La Chambre de commerce a cédé les collections, se rattachant à mon étude, aux Archives départementales en 1867 et 1868.

**II. — Archives du pont de Bordeaux.**

Ces poussiéreuses archives, par trop inabordables, ne m'ont fourni que des menus faits sans importance. Sur les divers cartons et liasses fouillés, deux seuls sont à noter :

1 carton : comptabilité, correspondance 1810 à 1834, deux lettres de Deschamps à Tournon relatives au pont.

1 carton : 1808-1852, concernant les médailles du pont, la cloche à plonger, etc.

Aux Archives du service maritime (2, rue J.-J.-Bel), je n'ai trouvé que des documents portant sur des détails techniques, et étrangers à cette étude.

**I. — Archives de la Cour d'assises, au Palais de Justice.**

(Place Magenta.)

Dans ces Archives (presque inabordables tant elles sont poussiéreuses et mal tenues), j'ai cherché en vain le dossier relatif au procès Randon, en 1817. — Seul, le registre des arrêts (année 1817-1818, n<sup>os</sup> 478 à 728) m'a donné l'arrêt de condamnation officiel de Randon et de ses complices, le 24 mars 1817.



## J. — Archives de la conservation des Eaux et Forêts.

(Rue Vergniaud, n° 9.)

- 1 carton n° 12. — Dunes, ateliers de Leige; entreprises Barrère, de 1819 à 1821, et de 1820 à 1827.  
 1 carton n° 10. — Dunes, ateliers de Hourtin, entreprises Barrère, 1814-1815; entreprises Vives, 1817-1821.  
 1 carton n° 20. — Dunes, affaires générales, ateliers divers, 1805 à 1839.  
 1 carton n° 19. — Dunes, ateliers de La Teste.  
 1 carton n° 34. — Travaux, délibérations des communes, 1812-1851.

Ces archives ont trait surtout à des questions techniques peu importantes pour cette étude.

## K. — Archives de l'Académie de Bordeaux.

(A l'Athénée, rue des Trois-Conils, n° 53.)

Tous les papiers de l'Académie antérieurs à la Révolution ont été confisqués par l'État, et se trouvent à la Bibliothèque de la ville. — Mais elle possède les archives postérieures à sa reconstitution (en 1796). Je n'y ai rien découvert relativement à Tournon qui ne se retrouve dans les *procès-verbaux* des séances, à la Bibliothèque.

## 2° ARCHIVES PRIVÉES

## A. — Archives du château d'Avrilly (par Trévol, Allier).

Ces archives ont été admirablement classées par le fils du préfet, M. le comte Philippe de Tournon, qui avait gardé pour la mémoire de son illustre père un culte d'affectueuse et profonde vénération. Elles se rapportent à toute la vie du grand administrateur. Leur importance vient surtout : 1° des précieux *Mémoires inédits*; 2° des nombreuses lettres autographes à lui adressées par des Princes, Ministres, Pairs, amis politiques, etc.; 3° du grand rapport au Conseil général de 1822.

J'en extrais ce qui concerne la préfecture de Bordeaux, en suivant l'ordre d'importance, et en donnant les numéros de la collection.

- N° 89. — *Mémoires* du Comte Camille de Tournon, écrits de sa main et terminés en 1832.

N° 55. — Correspondance du Comte de Tournon, avec divers personnages politiques et ses amis, reliée en volume <sup>1</sup>.

|                                       |             |
|---------------------------------------|-------------|
| Baron de Barante . . . . .            | 34 lettres. |
| Lainé. . . . .                        | 21 —        |
| Duc de Richelieu . . . . .            | 10 —        |
| Duc Decazes. . . . .                  | 3 —         |
| Duc Pasquier. . . . .                 | 17 —        |
| Ravez . . . . .                       | 5 —         |
| Baron Mounier. . . . .                | 9 —         |
| Comte Molé . . . . .                  | 2 —         |
| Monseigneur d'Aviau de Sanzay . . . . | 2 —         |
| Vicomte de Martignac. . . . .         | 10 —        |
| Baron Portal. . . . .                 | 3 —         |
| Comte de Breteuil . . . . .           | 2 —         |
| Duc de Guiche. . . . .                | 2 —         |
| De Jaucourt. . . . .                  | 1 —         |
| Comte Lynch. . . . .                  | 1 —         |
| Baron d'Haussez . . . . .             | 5 —         |
| Comte Siméon. . . . .                 | 3 —         |
| De Vaublanc. . . . .                  | 3 —         |
| Comte de Vogt. . . . .                | 3 —         |
| Marquis de La Tour-Maubourg. . . .    | 7 —         |
| Comte de Salabarry. . . . .           | 1 —         |
| Général de Loverdo . . . . .          | 1 —         |
| Comte de Damas-Crux . . . . .         | 1 —         |
| Comte Amédée de Pastoret . . . . .    | 1 —         |

N° 58. — Minute de la lettre adressée par le Comte de Tournon au Duc de Richelieu pour le remercier de la donation faite à la ville de Bordeaux, 14 février 1818.

N° 49. — Lettre du Duc d'Angoulême au Comte de Tournon, relative aux travaux du pont de Bordeaux, 30 mars 1816 (signée : Louis-Antoine).

Lettre du même (autographe) assurant le Comte de Tournon de toute son estime, 26 décembre 1816.

Lettre du Duc de Berry, concernant les artistes bordelais (signée : Charles-Ferdinand), 8 février 1820.

N° 47. — Lettres relatives à la prise de possession de l'administration du département de la Gironde, en juillet 1815, principalement du général Clauzel.

1. Je donnerai la nomenclature entière de ces précieux autographes dans la vie complète de Camille de Tournon, à la partie *Sources*. En outre de ceux nommés pour Bordeaux, on peut citer parmi ses principaux correspondants : Maximilien-Louis, roi de Bavière, Chateaubriand, Talleyrand, Canning, Princesse Caroline de Brunswick, margrave de Bayreuth, Guizot, Cuvier, Benjamin Constant, de Villele, Peyronnet, Corbière, général Bertrand, maréchal Oudinot, Villemain, etc.

N° 45. — Témoignages honorables émanés de diverses autorités et particuliers de Bordeaux :

11 septembre 1818. — Extrait des registres des délibérations du Conseil municipal de Bordeaux ; délibération par laquelle le nom de Tournon est donné au Cours qui va de la place projetée sur l'emplacement du Château-Trompette à la place Tourny.

18 juillet 1821. — Adresse de la Chambre de commerce de Bordeaux, témoignant de sa reconnaissance pour la conduite du Comte de Tournon lors de l'incendie du navire l'*Enigheit*.

22 janvier 1822. — Lettre du Cardinal Archevêque de Bordeaux exprimant ses regrets du départ du Comte de Tournon.

16 janvier 1822. — Lettre collective des membres du Conseil municipal.

17 janvier 1822. — Lettres des membres de la Chambre de commerce.

19 janvier 1822. — Lettre des membres de la Commission administrative des hospices.

24 janvier 1822. — Lettre des autorités et habitants de l'arrondissement de Bazas.

30 janvier 1822. — Lettre du maire, adjoints et conseillers municipaux de la commune de Bourg.

29 janvier 1822. — Lettre des membres du Conseil général de la Banque de Bordeaux.

28 janvier 1822. — Lettre des membres du Conseil de la Caisse d'Épargne.

18 janvier 1822. — Lettre des membres du Conseil de préfecture et des employés de la préfecture. — 80 autres lettres reliées en un portefeuille, exprimant les mêmes regrets.

9 septembre 1822. — Rapport présenté au Conseil général sur l'administration du Comte de Tournon, de 1815 à 1822, dans le département de la Gironde.

Articles du *Mémorial Bordelais* et de la *Ruche d'Aquitaine*.

31 août 1822. — Extrait du procès-verbal des séances du Conseil général de la Gironde, constatant les sentiments d'estime et d'affection que le Comte de Tournon lui a inspirés.

N° 104. — Exposé de l'administration du département de la Gironde, de 1815 à 1822, et vues sur les améliorations dont le département est susceptible, présenté au Conseil général de la Gironde, en témoignage d'attachement et de reconnaissance, par le Comte de Tournon, ancien préfet du département.

N° 43. — Nominations et brevets du Comte de Tournon. Brevet de membre de la Société pour l'Instruction élémentaire, 13 décembre 1815. — Brevet de membre honoraire de la Société Linéenne d'émulation de Bordeaux, 18 octobre 1821. Brevet de correspondant de la Société royale et centrale d'agriculture, 16 décembre 1818.

N° 98. — Liasse d'extraits faits par M<sup>me</sup> la Comtesse de Tournon, d'articles

du *Moniteur* et autres journaux et de documents concernant la carrière de son mari, de sa main ou de celle de Mlle Alix de Tournon.

N° 63. — Lettre du préfet de la Gironde, de Mentque, à Mme de Tournon, lui annonçant que le Conseil général de ce département a voté, le 26 août 1858, l'érection dans la salle de ses séances, d'un buste du Comte de Tournon, « qui a laissé de si grands souvenirs dans le pays », et qu'un décret de l'empereur Napoléon III a sanctionné ce vote. — 14 décembre 1858. — Copie du décret (29 novembre) y est jointe.

Dans la partie des *Archives* contenant les plans et les cartes (particulièrement intéressante pour *Rome*) : « Plan du cours de la Garonne depuis l'île du Blanc jusques à 650 mètres au-dessous du pont de Bordeaux, pour servir à faire juger des changements produits sur les bancs de Bouillac et de la Manufacture par l'effet des premiers travaux entrepris pour la construction d'une digue sur la rive droite, depuis la maison du Buch jusques au droit de la Suille. » — Beau plan en couleur dressé par Deschamps (signé), inédit; (0<sup>m</sup>,50 × 1<sup>m</sup>,15).

Non classé : 3 feuilles in-4°; bouts rimés dus à M. de Tranchère, directeur général des douanes de la Gironde. Quelques vers sur de Tournon.

#### B. — Archives du château de Gênelard (Saône-et-Loire).

Ces archives n'ont aucun classement. Pour les citer avec un peu d'ordre, je les range d'après la division même de mon Étude (politique, administration...). Elles sont riches surtout pour la partie Rome (très nombreuses lettres et rapports divers manuscrits). M. Louis Madelin ne les a pas connues. J'en donnerai le détail pour mon ouvrage complet sur de Tournon<sup>1</sup>. Voici tout ce qui concerne Bordeaux :

##### a) AFFAIRES POLITIQUES ET ESPRIT PUBLIC.

Deux registres-copies de rapports hebdomadaires et lettres diverses de Tournon (format grand in-4°). Le premier va du 22 octobre 1815 à la fin de 1817. Il contient 186 lettres proprement dites et 86 rapports. — Le second comprend les années 1818 et 1819. Il renferme 136 lettres et 81 rapports. Ces registres sont fort précieux; ils donnent la copie officielle de nombreuses et très intéressantes lettres dont les autographes ont disparu. Le contrôle avec ceux retrouvés aux *Arch. Nationales* m'a montré la parfaite exactitude de ces copies.

1. En dehors des papiers sur Rome et Bordeaux, j'ai trouvé dans ces *Archives* un autre document particulièrement précieux : l'original de la *Statistique de la province de Bayreuth* que Tournon rédigea lorsqu'il y était intendant. Les Bayreuthois, qui ont ce travail en grande estime, n'en possèdent donc qu'une copie.



Cahier comprenant 3 copies-lettres de Tournon sur les élections de 1815 (6 à Vaublanc, 2 à Fouché).

Cahier comprenant 6 copies-lettres de Decazes à Tournon, et 2 autographes du même sur les élections de 1816.

Cahier contenant copie de 11 lettres de Tournon à Mounier et à Siméon sur les élections de 1820, et l'élection de Gourgues, en 1821.

Cahier contenant 7 autographes de divers (de Gourgues, maire de Bordeaux; La Salle, sous-préfet de Libourne; Charlet, trésorier général de la Duchesse d'Angoulême...) à Tournon sur les élections de 1816-1820, etc.

Cahier contenant douze autographes de Tournon, brouillons de lettres sur l'affaire Randon, l'esprit public, les élections de 1820, en particulier 2 à Pasquier, 6 et 20 décembre 1819 (celle du 6 seule se retrouve aux *Archives* de M. le Duc d'Audiffred Pasquier; elle porte la date du 7) et 1 à Decazes, 20 décembre 1819.

Cahier contenant divers extraits des Conseils généraux (de 1816 et de 1822), et brouillon autographe du discours de Tournon au Conseil général de 1818.

Cahier contenant des couplets divers (sur le vin de Bordeaux, la Sainte-Alix, adieux à la Gironde) qui paraissent être du secrétaire de Tournon, Sigoyer, et inédits.

Rapport manuscrit, de 27 pages in-4°, sur le revenu approximatif du département de la Gironde, le 3 octobre 1818. Signé Deston, directeur des contributions directes.

Lettre de Maître, chef de la 1<sup>re</sup> division du Ministère de l'intérieur, Lainé, au Marquis Fortia d'Urban, parent de Tournon, 30 août 1833. — Fort curieuse par le jugement qu'elle porte sur Tournon, préfet de la Gironde.

Liasse contenant 15 lettres autographes du préfet à son épouse, écrites durant son voyage dans les Pyrénées, en 1819, et de Paris en 1821, lors de sa nomination à Lyon.

Cahier de comptes de Tournon pour les années 1816, 1817, 1818.

#### b) ADMINISTRATION. — 1<sup>o</sup> *Travaux publics.*

Cinq cahiers cartonnés (grand in-4°) contenant les rapports de Tournon aux Conseils généraux de 1817, 1818, 1819, 1820, 1821. Il y a un cahier pour chaque session. Il manque les rapports au Conseil général de 1816. J'ai trouvé ces derniers aux *Archives Nationales*, F<sup>1c</sup> V Gironde 2, et résumés aux *Archives départementales de la Gironde*.

Mémoire de Deschamps sur le projet du pont en construction sur la Garonne, devant Bordeaux, 20 avril 1815, 94 pages in-4°. Très précieux document qui contient tout l'historique du pont jusqu'à cette date.

État des dépenses faites pour la construction du pont de Bordeaux, depuis le commencement des travaux jusqu'au 15 janvier 1818 (le total donné est de 2344 853), 1 page annotée par Tournon.

Notes manuscrites de Tournon sur le pont, depuis l'origine jusqu'à la fondation de la Compagnie (3 pages in-4°). — Dépenses, projets divers, travaux accomplis, etc.

Deux lettres de Becquey (signées), 13 et 28 août 1821, relatives aux médailles du pont.

Autographe du discours prononcé par Tournon pour la pose de la dernière pierre du pont de Bordeaux, 25 août 1821.

Autographe du discours de Tournon pour la pose de la première pierre du pont de Libourne, 24 août 1820.

Mémoire sur les routes royales et départementales de la Gironde (34 pages grand in-4°) le 30 septembre 1815, par l'ingénieur en chef des Ponts et chaussées, Wiotte. Précieux document qui donne un aperçu de l'effroyable état où se trouvaient alors les routes de la Gironde.

Rapport de Deschamps sur la route neuve de Bordeaux à Libourne (20 pages in-4°). Il expose sommairement les difficultés auxquelles a donné lieu le règlement des indemnités de terrains.

État des fonds alloués au département de la Gironde, de 1816 à 1821 inclusivement, par les divers services dépendant de l'administration des Ponts et chaussées, 1 page in-4°, sans signature. (Totaux : routes royales, 1 435 900 francs; pont de Bordeaux, 6 088 000 francs; pont de Libourne, 1 500 000 francs; ports maritimes, 273 310 fr. 81; dunes, 376 000 francs; navigation, 59 152 fr., 45; routes départementales, 762 576 francs. — Total : 10 494 939 fr. 26).

Note contenant divers détails, surtout financiers, sur le pont de Bordeaux, la navigation, les dunes, les bâtiments civils (sans signature).

Lettre autographe de Deschamps à Tournon où il lui rend compte des divers travaux de la Gironde (abords, trottoirs et parapets du pont de Bordeaux, pont de Libourne, etc.), lui demandant de leur continuer son effective sollicitude, 2 novembre 1822 (4 grandes pages in-4°).

Mémoire sur le projet de rendre le Ciron navigable, et utilité qu'il peut produire, tel qu'il a été présenté à Mgr le ministre Necker (il y a Meker) en 1788, par MM. Mazer et Martin, se chargeant de rendre la dite rivière navigable à leurs frais et dépens, moyennant 30 ans de droits exclusifs, 5 pages in-4°.

Lettre confidentielle de Deschamps à Tournon, 20 novembre 1828, sorte de petit traité sur la question Routes, 6 pages in-4°.

## 2° *Bienfaisance.*

*Lettre officielle du duc de Richelieu* annonçant à Tournon qu'il consacre à la ville de Bordeaux tous les revenus de la dotation votée par les Chambres, en vue de construire un nouvel hôpital, et contenant les conditions de ce don, 14 février 1819. — J'ai trouvé ce précieux document totalement inconnu, et enfoui pêle-mêle dans une caisse avec d'autres paperasses.

Autographe de la note remise par Tournon au duc de Richelieu, sur sa demande, indiquant le besoin urgent d'un nouvel hôpital et de fontaines pour Bordeaux, 13 février 1819.

Lettre du duc de Richelieu à Tournon, le remerciant de lui avoir fait parvenir le compte rendu de la pose de la première pierre du nouvel hôpital, 8 mai 1821 (signée).

Plan géométral du nouvel hôpital, par Marchebeus, architecte du gouvernement (signé), 23 décembre 1821.

— Les documents suivants, bien que venant après la préfecture de Tournon dans la Gironde, sont curieux par le témoignage qu'ils donnent de son efficace sollicitude pour la question du nouvel hôpital, de la confiance qu'avait en lui la Commission administrative, et par les détails inédits qu'ils apportent. — Je les cite par ordre de date :

Lettre de Desfourniels à Tournon, 12 février 1822, où il lui exprime le regret unanime qu'a causé son départ, et ses idées personnelles de retraite.

Lettre de la Commission administrative des hospices à Tournon, lui demandant son portrait, 27 mars 1822.

Copie de la délibération de la Commission administrative des hospices, réunie en séance extraordinaire, le 21 mai 1822, portant supplique pour que les revenus du majorat du duc de Richelieu continuent d'être gérés par la dite Commission, en vue de l'hôpital à fonder.

Copie de la lettre écrite le 18 novembre 1824 par le baron d'Haussez, préfet de la Gironde, à Messieurs les membres de la Commission des Hospices à Bordeaux, relative à la construction du nouvel hôpital, 6 pages in-4°.

Copie de la lettre écrite par la Commission administrative des hospices au préfet de la Gironde, le 27 novembre 1824, sur le nouvel hôpital à fonder, et particulièrement sur un projet d'emprunt pour se procurer les ressources nécessaires. 17 pages grand in-4°.

Lettre de Desfourniels à Tournon, le 16 décembre 1824 (curieuse par ses appréciations sur le Conseil municipal de Bordeaux).

Extrait des registres des délibérations de la Commission administrative des hospices de Bordeaux, sur la manière dont elle s'est occupée jusqu'alors de la question du nouvel hôpital, 11 février 1825. (7 pages in-4°.)

Lettre de la Commission des hospices à Tournon lui annonçant que le Conseil municipal de Bordeaux, dans sa séance du 26 mars, a été entièrement favorable à l'entreprise du nouvel hôpital, 29 mars 1825.

Note sur le nouvel hôpital de Bordeaux (démarches et travaux divers de la Commission). 6 pages grand in-4°, sans date.

Lettre de la Commission à Tournon sur la marche des travaux du nouvel hôpital. 7 février 1827.

### 3° Agriculture.

Grand tableau contenant état général des sommes qui ont été dépensées pour les différents ateliers de semis des dunes du département de la

Gironde, depuis l'arrêté des Consuls du 13 messidor an IX jusqu'au 31 décembre 1815, et du nombre d'hectares des dunes couvertes, et plaines ensemencées sans couverture aux différents ateliers, jusqu'à la même époque — par l'inspecteur des travaux, le 1<sup>er</sup> janvier 1816 (sans autre signature).

Tableau des époques auxquelles on peut rapporter les différents degrés de l'avancement des ouvrages à faire pour la fixation et la fertilisation des dunes du golfe de Gascogne. 3 pages, auxquelles est joint un tableau des sommes dépensées et à dépenser. Signé : Brémontier (sans date).

Situation des travaux exécutés pour les semis des dunes sur les côtes du département de la Gironde, 6 pages in-folio, 1<sup>er</sup> juillet 1816, par l'inspecteur en chef des Ponts et chaussées, Wiotte.

Notes autographes de Tournon sur les dunes (historique de leur fixation, travaux accomplis sous sa préfecture, projets divers), 5 pages in-folio, 1821.

Mémoire sur les dunes (brouillon autographe et copie) adressé par Tournon à la Société d'Agriculture du département du Rhône, début de 1823.

Une feuille manuscrite de Tournon (au crayon) dans laquelle il note les diverses dépenses à faire pour le Canal des landes. Il estime la dépense totale à 16 000 000 de francs, et la durée du travail à 5 ans.

Notes diverses sur les dunes, et relevé des sommes dépensées depuis 1816 jusqu'à 1820, 6 pages (sans signature).

Lettre de Balguerie-Stuttenberg à Tournon, indiquant les projets et devis du Canal des landes, 9 novembre 1821 (signée).

Copie de la lettre envoyée par la Compagnie des Dunes au directeur général des Ponts et chaussées pour lui rappeler les conditions acceptées pour l'exécution du Canal des landes, et presser cette exécution, 14 janvier 1825 (7 pages).

Lettre de Balguerie-Stuttenberg à Tournon lui demandant son appui pour l'exécution du Canal du Duc de Bordeaux, 15 janvier 1825.

Copie de la lettre envoyée par la Compagnie des Dunes à Becquey, directeur général des Ponts et chaussées, pour presser à nouveau l'exécution du Canal des landes, 18 avril 1826.

Deux notices sur le canal du « Duc de Bordeaux », 12 pages, signées : Deschamps, 1826.

Lettre autographe de Deschamps à Tournon, pour le prier d'appuyer auprès de Becquey l'affaire du dit canal; 5 février 1825.

Lettre de Lainé (signée) remerciant Tournon du rapport adressé sur les marais d'Orcins, de Béchevelle et de Laffitte, 10 octobre 1818.

Autographe du discours prononcé par Tournon à la Société d'agriculture de Libourne, en remettant la décoration de la Légion d'honneur à Lacombe en 1819.

Lettre des directeurs de la *Ferme expérimentale* à Tournon, lui deman-



dant de continuer à l'œuvre sa bienveillante protection, 4 février, 1823, signée : Verdonnet, Maillère.

Autographe du discours prononcé par Tournon devant les fondateurs de la Caisse d'Épargne, le 25 février 1820.

#### 4<sup>o</sup> *Instruction et Beaux-Arts.*

Original du discours prononcé par Tournon à la distribution des prix du Collège royal, en 1816.

Lettre du Recteur de l'Académie à Tournon pour le remercier de ce discours, et de la protection qu'il accorde au collège, 10 septembre 1816.

Autographe du *Mémoire sur les travaux entrepris à Rome par l'administration française de 1810 à 1814*, lu par Tournon à la séance de l'Académie de Bordeaux, 27 août 1821.

Lettre de l'ingénieur Bonfin à Tournon, relative à l'inauguration de la statue de Montesquieu, 12 avril 1822.

— En dehors des Archives, on trouve au château de Génélard des gravures ou dessins relatifs à la préfecture de Tournon à Bordeaux (les plus intéressants concernent Bayreuth et Rome). En voici la liste :

Carnet de dessins de Tournon pour Rome et la Gironde. Vue des dunes de La Teste en venant de la mer, 1816 (ébauche); Lormont, près Bordeaux (ébauche); château de Villandraut; château de Montaigne; citadelle de Blaye vue de la mer; vue de la Tour dans laquelle était le cabinet de Montaigne.

Gravure, inauguration du pont Louis XVIII, par A. Guillet, 25 août 1821 (mesures 0 m. 40 × 0 m. 30).

Vue perspective de la place projetée sur l'emplacement du Château-Trompette à Bordeaux, par Louis, architecte (0 m. 90 × 0 m. 50).

Vue de la fête donnée le 25 août pour la pose de la dernière pierre des voûtes du pont, par Lemercier (0 m. 30 × 0 m. 50).

Vue du pont de Bordeaux pendant la construction. Raymond Brascasat (0 m. 70 × 0 m. 30).

Élévation du pont de dix-neuf arches en fer avec piles, d'après les dessins de Deschamps (1 m. 50 × 0 m. 50).

Vue géométrale du pont sur la Gironde, 1822 (0 m. 60 × 0 m. 25).

#### C. — Archives du château du Verger

(par Desaignes, Ardèche).

Ces archives n'ont aucun classement. Elles m'ont fourni la précieuse collection de la plupart des lettres de famille de Tournon (celles de Rome exceptées, qui sont aux *Archives d'Avilly*), les si jolies lettres écrites à son père, et surtout à sa mère, durant son séjour à Paris (1803-1806), où il donne ses impressions sur la capitale et la société d'alors, les lettres de

Bayreuth qui fournissent de typiques détails sur le pays, les gens et les coutumes ; celles de Bordeaux, enfin, à sa mère (quelques-unes à son frère Hippolyte). Ces dernières, au nombre de 45, ont trait généralement à des affaires de famille, mais notent quelquefois, en mots charmants, l'opinion du préfet sur l'esprit public de son chef-lieu. — Il faut y joindre 2 lettres de Madame de Tournon mère à son fils Hippolyte, contenant ses impressions sur Bordeaux. Toutes ces lettres, éparpillées sans ordre aucun, quelques-unes même trouvées à l'intérieur des livres de la bibliothèque du Verger, ont été recueillies et classées avec soin.

**D. — Archives de M. de Barante**

(à Barante, Puy-de-Dôme).

Ces riches archives renferment les lettres de Tournon à son ami Barante, depuis 1806 jusqu'à 1820 inclusivement. Elles sont au nombre de 22, dont 12 relatives à la préfecture de Bordeaux. Ces lettres, dépouillées de tout l'apparat officiel, donnent, prises de vif, les idées de Tournon relatives à la politique ou aux hommes de ce temps-là. — M. Claude de Barante, dans les *Souvenirs du Baron de Barante*, en a publié trois (t. II, pages 183, 188, 352) ; la troisième y est faussement datée du 1<sup>er</sup> janvier 1819 ; elle est du 1<sup>er</sup> octobre 1819.

**E. — Archives de M. le Duc d'Audiffred-Pasquier.**

(Château de Sassy, Orne.)

Ces archives, admirablement classées, m'ont fourni 6 lettres autographes de Tournon à Pasquier, durant sa préfecture de Bordeaux.

**F. — Archives de M. Pierre Meller.**

(43, pavé des Chartrons, Bordeaux.)

M. Meller a mis gracieusement à ma disposition ses intéressantes archives contenant la correspondance et les volumineux *Mémoires* d'Edmond Géraud. J'ai trouvé, dans la première, deux lettres de Tournon à Géraud, et dans les seconds (un volume par année), d'intéressantes appréciations de l'auteur sur le préfet.

**G. — Collection Gustave Bord** (rue Aubert n° 2, Paris).

Ces archives, d'un accès très difficile, constituent une réunion de précieux documents, pour la plupart inédits. Elles sont composées :

1° D'un lot considérable d'autographes répartis dans une cinquantaine de cartons classés par ordre alphabétique. Ces lettres se rapportent à toutes sortes de personnages, d'Abd-el-Kader à Fragonard, de Daru à Changarnier, de Mme Necker à Zola, de Fieffée à Madier de Montjau... Plusieurs doivent présenter, sans doute, un grand intérêt historique.

2° D'un fonds important de papiers concernant l'histoire administrative, politique, religieuse et militaire de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration, et aussi l'histoire d'un certain nombre de grandes familles françaises, ou de personnages politiques célèbres (en particulier : famille de Noailles, famille Carnot, famille d'Orléans, famille Cavaignac, marquis de Sade, Barbé-Marbois, Babœuf, Champagny, La Rochejacqueelin, Trogoff, mais surtout *Lainé* et *Mounier*).

Voici les cartons que j'ai compulsés avec le plus de soin comme se rapportant à mon travail :

1 carton, *Gironde*, W 16, contenant 12 liasses de documents, qui vont de 1789 à 1860. Ce carton est très mêlé (papiers sur l'administration, les travaux publics, les affaires religieuses, la navigation, les finances, le musée, etc.). Il renferme un assez grand nombre d'autographes intéressants. Les documents relatifs à la préfecture de Tournon sont rares et sans grande importance. Il s'y trouve quelques lettres signées de lui.

3 cartons, *Lainé* (correspondance et divers).

Ces volumineux cartons renferment de très précieux papiers sur l'esprit public de 1814 à 1819 (projets de lois, mémoires divers, lettres, renseignements confidentiels sur les députés, les préfets, les fonctionnaires (notamment aux Cent-Jours), rapports sur les élections, sur l'état de l'Université et de l'enseignement, spécialement sous le ministère Lainé 1816-1818 (fort curieux). — Il s'y trouve beaucoup de pages *autographes* de Lainé, en particulier un long rapport sur le projet de culture des landes de la Camargue.

5 cartons, *Mounier* (papiers divers.)

Même genre de documents que dans les cartons Lainé. L'ensemble des dossiers va de 1814 à 1840; mais c'est surtout la période de 1820 à 1822 qui est riche en papiers intéressants. (Lettres politiques et administratives du

baron Mounier, notes et rapports de la police sur les fonctionnaires, sur les députés, sur la politique européenne, en particulier les événements d'Espagne. Il faut signaler un dossier très précieux de documents originaux relatifs aux troubles de Paris en 1820.)

Dans ces divers cartons, je n'ai recueilli que de rares documents relatifs à la Gironde et à Tournon.

NOTA. — Une enquête sérieuse dans les riches archives de M. le duc Decazes, au Château de la Grave (Gironde), au château de Drée (Saône-et-Loire), et dans divers dépôts susceptibles de contenir d'autres papiers sur Tournon, préfet de Bordeaux, ne m'a rien fait découvrir de relatif à mon sujet.



## II. — SOURCES IMPRIMÉES

Il serait facile... et fastidieux d'allonger beaucoup la nomenclature des imprimés divers qui ont trait à pareil travail. — Je ne donne ici que ceux qui m'ont apporté vraiment quelques idées utiles, ou que je cite dans le cours de cette étude. Cinq livres émergent de la liste comme m'ayant servi davantage : 1° l'*Histoire de Bordeaux* de M. Camille Jullian, pour les notions générales, toujours si précises, qu'elle fournit sur cette époque; 2° les trois volumes de la *Monographie* publiés par la municipalité, où j'ai trouvé de multiples et précieuses indications concernant la ville de Bordeaux; 3° la *Statistique* de Jouannet (commencée d'après les conseils et sous les auspices de Tournon), qui encadre d'aperçus généraux et nécessaires les divers travaux du préfet, dans le département; 4° la *Biographie* de M. Féret, qui m'a donné des détails sur la vie d'une foule de personnages, très difficiles à recueillir ailleurs; 5° enfin *Les sources de l'histoire de France depuis 1789 aux Archives Nationales* de M. Charles Schmidt, livre plus que précieux, absolument indispensable, à quiconque veut avoir une documentation riche et complète aux Archives Nationales, pour toute monographie d'histoire provinciale, depuis le début de la Révolution.

ALBARÈDES (P. Barth. d'). *Mémoires du Baron Portal*. 1846, in 8°.

ALBERT (M.). *Un homme de lettres sous la Restauration*, Ed. Géraud. Paris, 1893, in-8°.

AUBERT (J.). *Esquisses historiques de l'armée française*. Saumur, 1837, in-8°.

BACHELIER. *Histoire du Commerce de Bordeaux*. 1862, Bordeaux. 2 vol. in-8°.

BARANTE (Claude de). *Souvenirs du Baron de Barante*, publiés par son petit-fils. Paris, 1892, 3 vol. in-8°.

BÈRES DE GERS. *Des causes de l'affaiblissement du Commerce de Bordeaux*. Paris, 1835, in-8°.

- BERNADAU. *Histoire de Bordeaux depuis l'année 1675 jusqu'en 1836*. Bordeaux, in-8° (édition de 1839).
- BERO (D.). Plan de la ville de Bordeaux avec les projets principaux d'alignements et redressements par M. Pierrugues, gravé par J. Lemaitre, 1822, (Bibliothèque nationale Q. 7004 n° 880).
- BERTRAND (Abbé). *Histoire des séminaires de Bordeaux et de Bazas*. Bordeaux, 1894, 3 vol. in-8°.
- BIGOT (Ch.). *Un témoin des deux Restaurations*. Ed. Géraud. Paris, 1892, in-8°.
- BILLAUEL. *Notice sur Deschamps*, 1844, in-8° (aux Annales des Ponts et chaussées, n° 114, rue des Saints-Pères, 28, Paris).
- BONFIN (Michel-Jules). Deux *Mémoires* relatifs à la construction d'un hospice sur le terrain de Notre-Dame et sur le terrain de Saint-Raphaël. Bordeaux, 1808, 1809, in-4°.
- BORDES (Aug.). *Histoire des monuments anciens et modernes de la ville de Bordeaux*. Bordeaux, 1845, in-4°.
- BRÉMONTIER (N.-T.). *Mémoire sur les Dunes*, 67 pages in-12, Paris, imprimerie de la République, thermidor an V.
- BRUTAILS (J.-A.). *Guide illustré de Bordeaux et de ses environs*. Bordeaux, 1904, in-12.
- CAPEFIGUÈ. *Histoire de la Restauration et des causes qui ont amené la chute de la branche aînée des Bourbons*. Paris, 1844, 4 vol. in-12.
- CAVAZZA (imprimerie). *Recueil de toutes les pièces de la procédure (de l'affaire Randon)*. Bordeaux, 1818, in-12; brochure de 144 pages, aux Archives Municipales, n° 485.
- CÉLESTE (R.). *Histoire de la Bibliothèque de la ville de Bordeaux*. Bordeaux 1892, in-4°.
- CHABOT (M.) et CHARLÉTY (M.-S.) *Histoire de l'Enseignement secondaire dans le Rhône de 1789 à 1900*. Paris, 1901, in-8°.
- CLAUZEL (Général). *Exposé justificatif*, 1816, in-12.
- CLAVEL (G.). *Les routes départementales et les chemins vicinaux du département de la Gironde, de 1800 à 1893*. Bordeaux, 1894, in-8°.
- DARESTE (M.-C.). *Histoire de la Restauration*. Paris, 1879, 2 vol. in-8°.
- DAUDET (Ernest). *La Terreur blanche : Épisodes et souvenirs sur la réaction du Midi*. Paris, 1878, in-8°.
- DAUDET (E.). *Le ministère de M. de Martignac*, Sa vie politique et les dernières années de la Restauration. Paris, 1875, in-8°.
- DAUDET (E.). *Louis XVIII et le Duc Decazes*. Paris, 1899, in-8°.
- DEBIDOUR (A.). *Histoire de l'Eglise et de l'État en France de 1789 à 1870*. — Paris, 1898, in-8°.
- DEMANGEON (A.). *Les sources de la géographie de la France aux Archives Nationales*. Paris, 1905, in-8°.

- DUBREUIL (Ch.). *Recherches historiques sur les établissements et régimes hospitaliers de Bordeaux*. Bordeaux, 1864, in-8°.
- DUCOURNEAU (A.). *Histoire nationale des départements, Guyenne*. Paris, 1845, 4 vol. in-4° (le 2<sup>me</sup>).
- DULAURE (J.-A.). *Histoire de la Restauration française depuis 1814 jusqu'en 1870*. Paris, 1838, 8 vol. in-8°.
- DUPRÉ DE SAINT-MAUR. *Mémoire relatif à quelques projets intéressants pour la ville de Bordeaux* (avec 4 planches). Bordeaux, 1782, in-4°.
- FAUCHER (Casimir). *Procès des frères Faucher*. Bordeaux, 1830, in-8°.
- FÉRET (Ed.). *Statistique générale du département de la Gironde*. Bordeaux-Paris, 1874-1889, 3 vol. in-8°, t. III, première partie : Biographie (1889).
- FORCADE (Ch.). *Du nouvel hôpital de Bordeaux*. Paris, 1829, in-8°.
- FORGUES (Eug.). *Mémoires et relations politiques du baron de Vitrolles*. Paris, 1884, 3 vol. in-8°.
- FROMENT. *La police dévoilée sous la Restauration, et notamment sous MM. Franchet et Delavaux*. Paris, 1829, 3 vol. in-8°.
- GRADIS (H.). *Histoire de Bordeaux*. Bordeaux, 1888, in-8°.
- GRANDJEAN. *La dune littorale*. Brochure in-8° de 57 pages, extraite de la *Revue des Eaux et Forêts*, 1885. — Aux Archives des Eaux et Forêts, à Bordeaux.
- GUICHEN (Vte de). *Le duc d'Angoulême, 1775-1844*. Paris, 1909, in-8°.
- GUICHEN (Vte de). *La France morale et religieuse sous la Restauration*. Paris, 1912, 2 vol. in-12.
- GUILLON (E.). *Les complots militaires sous la Restauration, d'après les documents des Archives*. Paris, 1895, in-12.
- HAUSSEZ (Baron d'). *Études administratives sur les landes, etc.* Bordeaux, 1826, in-8°.
- HÉRISSON (Cte d'). *Souvenirs intimes et notes du Baron Mounier*. Paris, 1896, in-8°.
- JOINVILLE (Pierre de). *Le commerce de Bordeaux au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Paris, 1908, in-8°.
- JOUANNET (F.). *Statistique du Département de la Gironde*. Bordeaux (1837-1843), 2 vol. in-4°.
- JULLIAN (C.). *Histoire de Bordeaux depuis les origines jusqu'en 1895*. Bordeaux, 1895, gros in-4°.
- LACRETELLE (Ch. de). *Histoire de France depuis la Restauration*. Paris, 1835, 3 vol. in-8°.
- LANGLOIS (V.) et STEIN (H.). *Les Archives de l'Histoire de France*. Paris, 1891-1893, in-8°.
- LARDIER. *Histoire biographique de la Chambre des pairs depuis la Restauration*. Paris, 1829, in-8°.
- LATERRADE (Ch.). *Éloge d'Edmond Géraud*. Bordeaux, 1890, in-12.
- LUBIS. *Histoire de la Restauration*. 6 vol. in-8°, 1837.

- LY ONNET (Abbé). *Histoire de M<sup>sr</sup> d'Aviau du Bois-de-Sanzai*. 2 vol. in-8°. Paris, 1847.
- MADELIN (L.). *Fouché*. Paris, 1901, 2 vol. in-8°.
- MADELIN (L.). *La Rome de Napoléon*. Paris, 1906, in-8°.
- MALAEZIN. *Histoire du Commerce de Bordeaux, depuis les origines jusqu'à nos jours*. 4<sup>m</sup>e vol. XIX<sup>e</sup> siècle. Bordeaux, 1892, vol. in-8°.
- MARÉCHAL (E.). *Histoire contemporaine de 1789 à nos jours*. T. 1<sup>er</sup>, 1789-1848, s. d. Paris.
- MARTIGNAC fils (de). *Bordeaux au mois de mars 1815. — Tableau de la situation du département à l'époque du 12 mars 1814*.
- MIRMONT (H. de la Ville de). *Histoire du Musée de Bordeaux*. Bordeaux, 1899. T. I, 1801-1830, grand in-8°.
- MORTEMART (Marquis de). *Eloge de M. le Comte de Tournon*, lu à la Chambre des pairs par le Baron Mounier (séance du 14 février 1834), in-12.
- MOULINÉ. *Notice sur les Bains de Bordeaux*. Bordeaux 1826, in-8°.
- MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. — *Ports maritimes de la France*. in-4°. T. VI, *De la Rochelle à Hendaye*. Paris, 1885-1887.
- MUNICIPALITÉ BORDELAISE. *Bordeaux, aperçu historique, sol, population, industrie, commerce, administration*. 3 forts volumes in-4°, et un album, Bordeaux-Paris, 1892.
- MUNICIPALITÉ BORDELAISE. *Un siècle d'administration 1800-1900 (Finances et Octrois)*. Bordeaux, 1903-1904, 3 vol. in-4° (I, Finances; II, Octrois; III, Graphiques).
- O'REILLY (Abbé). *Histoire complète de Bordeaux*. Bordeaux, 1863, 6 vol. in-8°.
- ORLOF (C<sup>te</sup>). *Voyage dans une partie de la France* (Guyenne, Pyrénées, Languedoc). Paris, 1824, 3 vol. in-8°.
- PASQUIER (duc d'Audiffred). *Mémoires du chancelier Pasquier*. Paris, 1893-1895, 6 vol. in-8°.
- PELLEPORT (V<sup>le</sup> de). *Historique des Écoles populaires de Bordeaux*. Bordeaux. 1866, in-4°.
- PIERRUGUES, *Mémoire explicatif des projets d'alignement et d'embellissement proposés par la ville de Bordeaux*. Bordeaux, 1815, in-8°.
- RÉVOLAT (Docteur). *Considérations sur l'Hôpital des aliénés de Bordeaux*, 1838, in-8°.
- ROLLAC. *Exposé fidèle des faits authentiquement prouvés qui ont amené la journée de Bordeaux*. 1816.
- SCHMIDT (Ch.). *Les sources de l'histoire de France depuis 1789 aux Archives Nationales*. Paris, 1907, in-8°.
- SYLVESTRE (Baron). *Notice biographique du Comte de Tournon*. Paris, 1834, in-12.
- THUREAU-DANGIN. *Le parti libéral sous la Restauration*. Paris, 1888, in-12.



- THUREAU-DANGIN. *Royalistes et Républicains*. Paris, 1888, in-12.
- TOURNON (C<sup>te</sup> Camille de). *Études statistiques sur Rome*. 2 vol. in-8°, Paris, 1831.
- VAULABELLE (A. de). *Histoire des deux Restaurations jusqu'à l'avènement de Louis-Philippe*. 8 vol. in-8°, 1844-1854.
- VITROLLES, *Mémoires du Baron de Vitrolles*. Paris, 1884, 3 vol. in 8°.
- VIVIE (A.). *Histoire de la Terreur à Bordeaux*. Bordeaux, 1877, 2 vol. in-8°.
- WILLIAMS (Miss Helena). *Relation des événements qui se sont passés en France depuis le débarquement de Napoléon Bonaparte, au 1<sup>er</sup> mars jusqu'au traité du 15 novembre 1815*. Paris, 1816, in-8°.

#### Journaux, Revues et divers.

- Actes de l'Académie de Bordeaux*, à partir de la séance du 26 août 1819, tome I<sup>er</sup>, 1819-1821.
- Almanach du Commerce de Bordeaux*, 1 volume in-12 par année (aux Archives municipales, années 1816, 1819, 1821. Les années 1817 et 1818 m'ont été aimablement communiquées par M. E. Labadie). J'ai trouvé l'année 1820 aux *Archives de Gévelard*, et l'année 1815 à la Bibliothèque Nationale (Q. 7004, n° 872).
- Bulletin des lois* (aux Archives Nationales).
- Bulletin polymathique* du Muséum d'instruction publique de Bordeaux. Commencé en 1803, 1 vol. par an, t. XIII (1815) et suiv. (précieux par ses renseignements statistiques et ses éphémérides bordelais).
- Compte des recettes et dépenses de la ville de Bordeaux pour l'année 1821 et suite de comptes des années 1817, 1818, 1819, 1820*. Bordeaux, 1822, in-4°, 24 pages (s. n. d.).
- Correspondant (le)* du 25 juillet 1895, *Le préfet français de Rome*, par L. Madelin.
- Correspondant (le)* du 10 août 1909, *Lucien Bonaparte et son départ de Rome en 1810*, par Jacques Moulard.
- Correspondant (le)* du 25 août 1813, *Souvenirs de 1815*. Duchesse d'Angoulême.
- Étude sur les Landes de Gascogne*, par Edouard Harlé, brochure in-8°. Extraite du Bulletin de la Société Géologique de France, 4<sup>e</sup> série, t. XII, p. 414, année 1912.
- Feuille du Dimanche*; un exemplaire, 25 août 1816 (*Arch. de Gévelard*) et quatre aux *Archives Nationales*, F<sup>7</sup> 9066, dossier 43074. (Exemplaires des 10 et 17 décembre 1814, du 7 janvier 1816, du 9 mars 1817.)
- Mémorial bordelais* (depuis le 19 mars 1814. Il ne parut pas du samedi 1<sup>er</sup> avril au samedi 22 juillet 1815). 2 vol. in-4° par année.
- Indicateur* (journal); 2 vol. par année; — pour le début de la préfecture de Tournon, jusqu'au 22 septembre 1815; et ensuite, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1818.

*Moniteur (le)* (à la Bibliothèque Nationale).

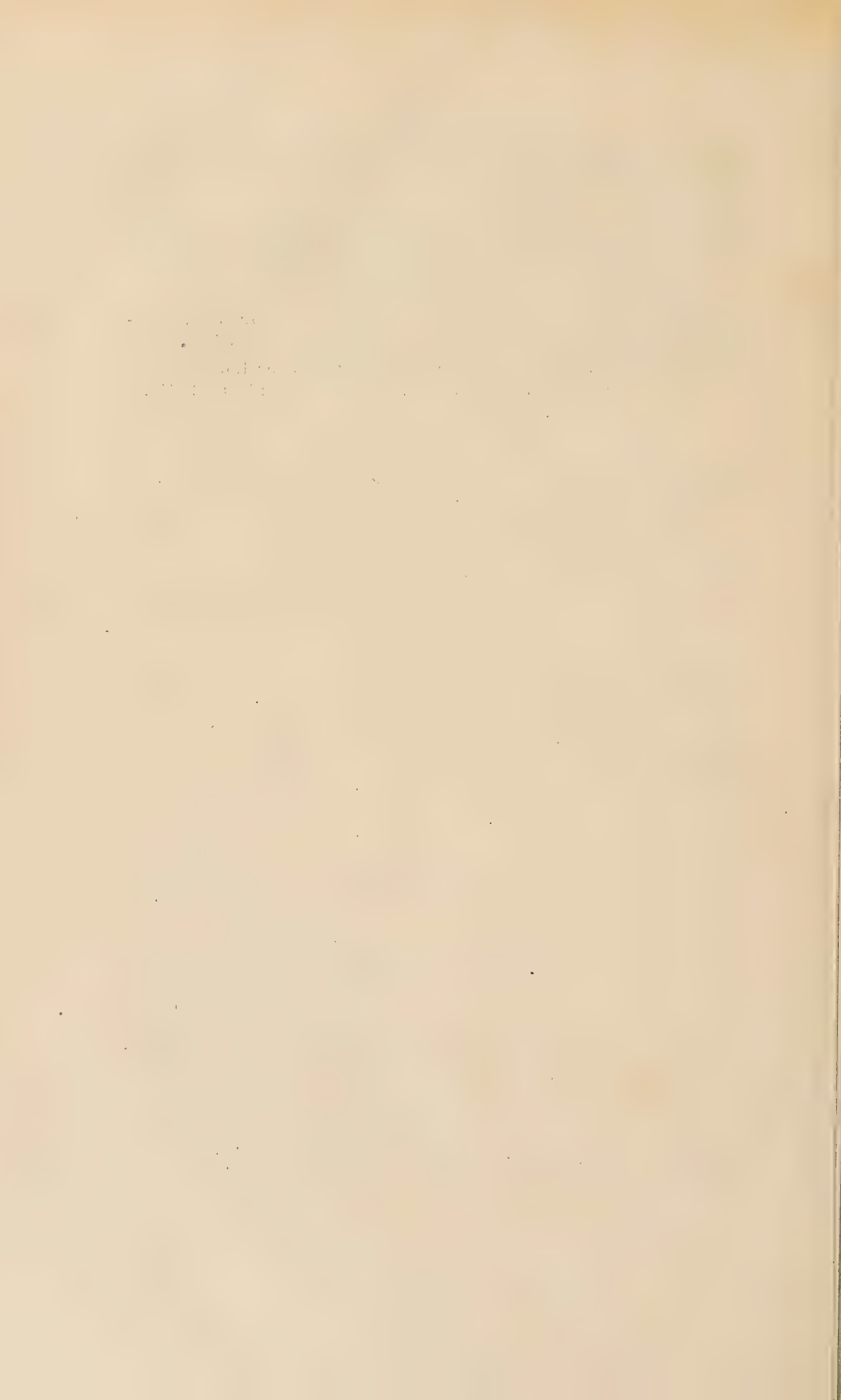
*Notice sur le pont de Bordeaux*, in-4° de 10 pages, sans nom d'auteur.  
Bordeaux, 1821. (*Archives de Gévelard*.)

*Notice sur la pose de la première pierre du pont de Libourne*, 25 août 1820,  
4 pages in-4°, sans nom d'auteur (*Arch. de Gévelard*).

*Procès-verbal de l'inauguration de la statue de Montesquieu* par la Cour  
royale de Bordeaux. Bordeaux, 1822, in-4° 19 pages.

*Recueil des actes administratifs de la Gironde* (aux *Archives départementales*). Volume n° 1, du 1<sup>er</sup> juillet 1820 au 20 décembre 1822.

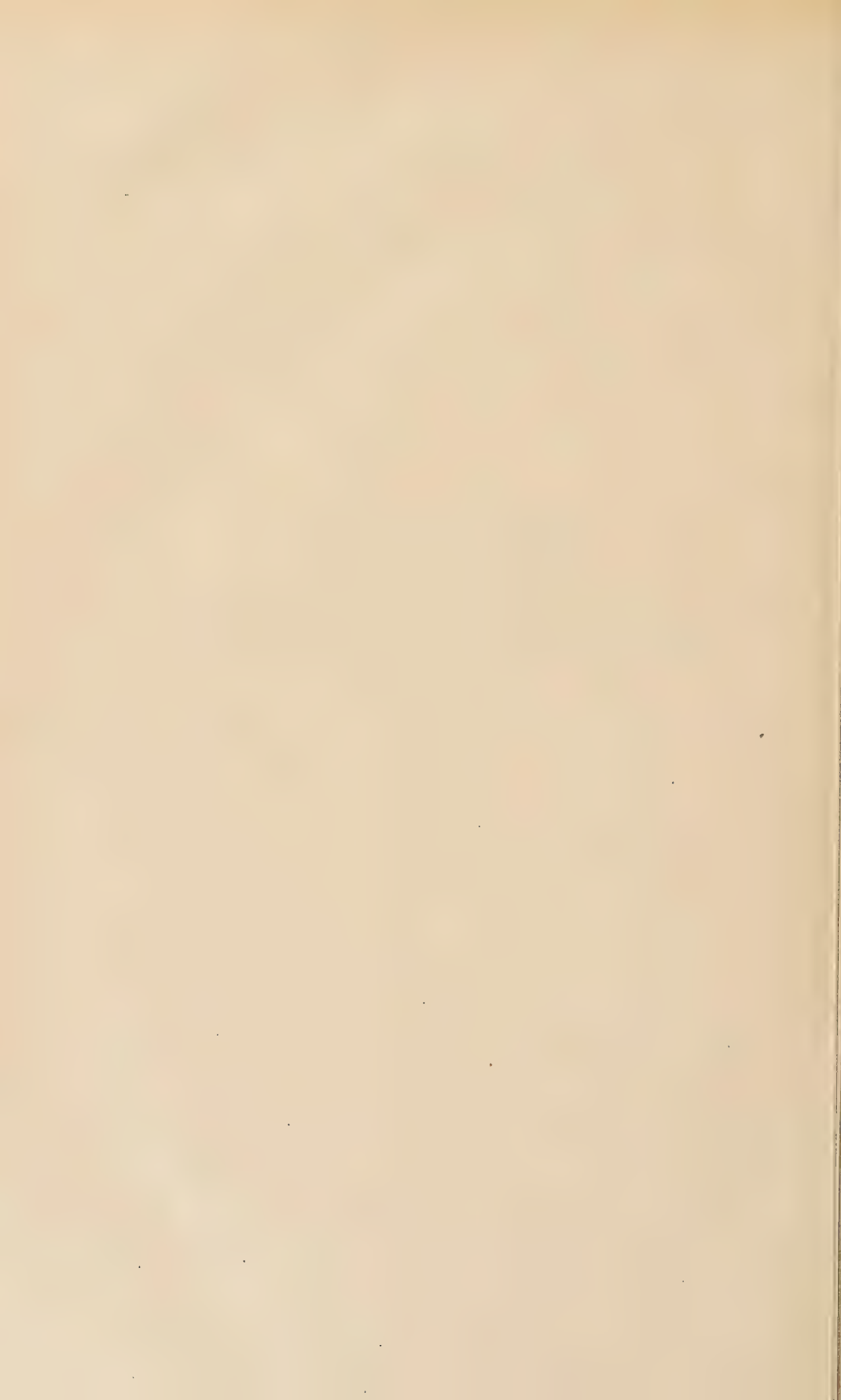
*Ruche d'Aquitaine*. A partir du 1<sup>er</sup> juillet 1817. Collection in-8°, en  
4 volumes (années 1817 à 1819). En in-folio à partir du 1<sup>er</sup> août 1819.



# LIVRE PREMIER

## LA POLITIQUE ET L'ESPRIT PUBLIC





## PREMIÈRE PARTIE

### LA PÉRIODE D'ORGANISATION

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### LA NOMINATION — LE DÉPART

Talleyrand veut offrir une préfecture à Tournon en 1814; opposition des Princes. — Conduite de Tournon aux Cent-Jours; ses refus aux offres de Napoléon; la combinaison royaliste manquée; son entrevue avec Blücher. — Louis XVIII le nomme préfet de Bordeaux; Tournon s'instruit sur son nouveau poste. — Decazes veut lui confier une opération de police contre Napoléon; refus de Tournon. — Les ministres le pressent de se rendre à Bordeaux; son départ. — Sa mission confidentielle auprès de Davout. — Etat de l'opinion dans les départements qu'il traverse. — Son arrivée à Bordeaux.

La première Restauration s'efforça de garder, parmi les réformes de la Révolution et de l'Empire, celles qui lui parurent légitimes et pratiques. Elle trouva bon, en particulier, le système départemental, et le préfet, « cet empereur au petit pied », demeura, comme sous Napoléon, le principal agent du gouvernement<sup>1</sup>. Mais beaucoup, et non des moindres, parmi ceux qui avaient occupé cette charge, ne purent obtenir les faveurs du nouveau pouvoir. Camille de Tournon fut de ceux-là. — Revenu de Rome à Paris, après un voyage aux mille péripéties, il aurait volontiers accepté un emploi, car l'inactivité, en ces moments si critiques pour la France, lui pesait lourdement. Talleyrand, qui l'appréciait beaucoup, voulut

1. Cf. CAMILLE JULLIAN, *Histoire de Bordeaux*, p. 698 et 713.

lui offrir une préfecture, et le soutint de toute son influence<sup>1</sup>. Il le présenta au cardinal Consalvi qui lui donna lui-même, comme appui, le témoignage public et éclatant de sa reconnaissance pour tout le bien fait à Rome<sup>2</sup>. Tournon, de son côté, fit parvenir au gouvernement royal une « note apologétique<sup>3</sup> » qui mettait en relief le côté modérateur, tout de bienfaisance et de pitié, de son administration. L'abbé de Montesquiou, Ministre de l'intérieur, auquel appartenait le choix des fonctionnaires, désirait employer un homme de ce mérite : il dut céder devant l'opposition formelle des Princes et de tout leur entourage. Le titre d'*ancien Préfet de Rome* devait marquer Tournon comme d'une tare longtemps indélébile aux yeux des ultras. Il prit donc le parti de se retirer au château de Gênelard<sup>4</sup>, et de s'enfoncer dans le travail, en particulier, la rédaction de ses notes statistiques sur Rome.

Aux Cent-Jours pourtant, il demeura fidèle à ce gouvernement qui l'avait si mal accueilli, et refusa deux préfectures<sup>5</sup>, avec une énergie qui lui valut les menaces de Napoléon<sup>6</sup> et l'admiration d'amis moins fermes ou plus heureux<sup>7</sup>. C'est qu'il

1. Cf. *Mémoires inédits* de Tournon.

2. *Id.*

3. *Arch. du château d'Avrilly* (brouillon autographe). Ce document, que ne cite pas M. Louis Madelin, est curieux. Il rappelle, en particulier, que Tournon, après le séquestre des biens des cardinaux, ordonné par l'Empereur en avril 1810, conserva leur mobilier, leur bibliothèque, et une grande partie de leurs propriétés aux cardinaux Mattei, Consalvi, Di Pietro, Gabrielli; leur prébende à plusieurs chanoines âgés de Saint-Jean-de-Latran et de Sainte-Marie-Majeure; qu'il fit suspendre la demande de serment aux curés par ses énergiques rapports à Montalivet, rapports mis sous les yeux de l'Empereur; qu'il empêcha la demande de serment aux vicaires, aux bénéficiaires, aux simples prêtres; sauva du partage et de la vente les biens des grands Chapitres de Rome; conserva dans toute sa décence le culte public, par la création de la *Commission des Eglises*; obtint de ne fournir que 100 gardes d'honneur, presque tous volontaires, au lieu des 152 réclamés, etc.

4. Gênelard, en Saône-et-Loire. — Il appartenait alors à son beau-père, M. de Pancemont.

5. La préfecture du Finistère, 23 mars 1815, et celle de l'Hérault, 25 avril. — Les lettres de nomination (signées Carnot) sont aux Archives d'Avrilly.

6. *Mémoires inédits*.

7. Pasquier dit à ce propos dans ses *Mémoires*, t. III, p. 188: « La nomination des préfets fut pour Napoléon l'occasion de déplaisirs fort sensibles. Il essuya un grand nombre de refus, même de la part de personnes qui n'avaient pas été bien traitées par la Restauration, M. d'Houdetot et

était convaincu « que le gouvernement de Bonaparte ne pouvait se soutenir que par la violence, étouffer tout espoir de liberté sous les exigences de la guerre<sup>1</sup> », et devenir « funeste » à son pays. Après Waterloo, il fut l'un des plus assidus dans le petit cénacle où les royalistes libéraux Pasquier, Becquey, Guizot, Anglès, Mounier, le duc de Reggio et d'autres, complotaient journellement sur le meilleur moyen de ramener les Bourbons en France, en dehors de toute intervention étrangère, et d'épargner à la capitale la honte d'une seconde occupation. Fouché était tenu au courant des résolutions prises, et l'on chargea Tournon lui-même d'aller s'entendre avec lui, chaque matin, sur la marche à imprimer aux événements<sup>2</sup>. Mais il semble bien que, dans leur désir d'aboutir au plus vite, et avec la connaissance qu'ils avaient de sa profonde immoralité politique, ces hommes d'énergie et de loyauté aient voulu se passer de son concours. Les choses allèrent même assez loin sur le chemin de la réussite, dans ce plan inédit dont le maréchal Oudinot fut le principal acteur. Les chefs de la Garde nationale promettaient de faire se déclarer Paris en faveur des Bourbons; les postes étaient tous distribués d'avance; Tournon devait prendre possession de l'Hôtel de Ville, et y exercer l'autorité de préfet<sup>3</sup>. Mais, dans l'inextricable imbroglio des combinaisons politiques à ce moment-là, le moindre rouage un peu faussé pouvait détraquer toute la machine, et c'est, en effet, ce qui arriva<sup>4</sup>. Une très curieuse entrevue que

M. de Tournon, par exemple. Ce dernier mit une persistance remarquable à ne rien accepter, car il fut nommé deux fois à des préfectures différentes. C'était un des meilleurs administrateurs de France, et contre lequel le gouvernement royal avait conçu, fort mal à propos, des préventions uniquement fondées, je crois, sur ce qu'il avait été préfet de Rome. Il s'y était fait, cependant, universellement estimer. »

1. *Mémoires inédits*.

2. *Id.*

3. *Mémoires inédits*. — Sur ces diverses machinations politiques, Cf. L. MADELIN, *Fouché*, t. II, p. 406 et suiv.; VITROLLES, III, 40; PASQUIER, III, 235 et suiv.; DE BARANTE, II, 460 et suiv.; THIERS, *Histoire de l'Empire*, etc. Les *Mémoires inédits* de Tournon sont pleins de détails intéressants sur toute cette période de la première Restauration, en 1814, et des Cent-Jours.

4. Voici comment Tournon explique l'échec de la combinaison des modérés, en ses *Mémoires inédits* : « Il fallait s'assurer de l'armée qui campait sous Paris... Le maréchal, duc de Reggio, proposa une entrevue au général en chef Grouchy, dans une auberge à la Villette. M. de Vitrolles

l'ancien préfet de Rome eut, quelques jours après, à Versailles, avec Blücher, sans aucun caractère officiel et presque fortuitement, pour empêcher les étrangers d'entrer à Paris, n'aboutit pas à un plus heureux résultat <sup>1</sup>.

Devant le loyalisme d'une telle conduite, Louis XVIII, après son retour de Gand, comprit qu'il serait malhabile de laisser encore inoccupé un homme de cette trempe. Du reste, en ces jours de périls, la France avait tant besoin de toutes ses ressources en hommes comme en argent ! Dédaignant donc les réclamations des « enragés » du pavillon de Marsan, il fit avertir Tournon par Talleyrand et Pasquier, qu'on lui destinait

y assista. On semblait prêt à s'entendre, lorsque les généraux Valmy Dejean et Fressynet, ayant appris cette conférence, entrèrent dans la salle et, par leur présence, rompirent tout. Le plan de proclamation du Roi fut écarté..., on redouta la responsabilité, et personne n'osa plus en parler. Ainsi manqua une occasion unique d'épargner à Paris la honte d'une seconde occupation.» Sur cette conférence, Cf. PASQUIER, III, p. 301.

1. Il la raconte ainsi dans ses *Mémoires* : « ... Nous rencontrons d'épaisses colonnes de Prussiens, et bientôt nous voyons paraître l'état-major du maréchal. Nous nous arrêtons, et mon guide (un officier prussien que lui avait donné le général Thielman, commandant l'avant-garde) prenant les devants, fut m'annoncer. Je m'avançais alors vers le maréchal, grand homme sec, voûté, à longues moustaches, l'air brusque et sauvage, une longue pipe à la bouche et vêtu très simplement. Aussitôt, je vis sortir de son escorte le Comte Noslitz, qui avait passé un hiver à Rome, et le Comte Fleming, que j'avais beaucoup connu à Bayreuth. Ces messieurs, aides de camp du maréchal, me firent mille politesses, et parlèrent sur-le-champ de moi, tant au général en chef qu'au général Gneisenau, chef de l'état-major. Cette reconnaissance me valut de leur part beaucoup d'accueil, et les deux généraux, m'ayant fait mettre entre eux, nous commençâmes à causer en allemand. — Je leur répétais ce que j'avais dit au général Thielman : que Paris résisterait à une attaque, et qu'une forte armée était réunie sous ses murs ; mais que si le Roi se présentait en promettant que les étrangers n'y pénétreraient pas, j'étais persuadé que la grande majorité des Parisiens l'accueilleraient, et qu'alors le but de la coalition serait atteint sans verser de sang. — Le général Gneisenau me répondit que l'intention des puissances était de rétablir les Bourbons, et qu'elles s'étaient expliquées dans une proclamation dont il me donnerait un exemplaire en arrivant à Versailles. Je lui répondis que je me faisais fort de faire connaître cette proclamation à Paris, et que j'en espérais beaucoup, si on laissait faire les Français seuls. Enfin, je ne négligeai rien pour leur persuader que l'unique moyen de finir était un arrangement intérieur dont les étrangers ne se mêleraient pas, leur dépeignant les moyens de résistance de Paris comme formidables. — Le maréchal parlait peu, mais Gneisenau entraînait tout à fait dans mes idées, et semblait avoir le projet de prendre seulement position à Versailles, et de laisser au Roi le temps d'arriver.

« Le maréchal, qui suivait le sentier pratiqué au delà du fossé, était



une grande préfecture. Le *Moniteur* apprit au nouvel élu que cette préfecture était Bordeaux<sup>1</sup>. « Belle destination ! s'écrie Tournon dans ses *Mémoires* ; aussi, n'hésitai-je pas à entrer dans une carrière que j'aimais, où je pouvais servir une cause que je croyais juste, et dont le triomphe me paraissait l'unique moyen de rendre la France heureuse. » Le choix ne pouvait être meilleur. Alors à l'apogée de son savoir administratif, théorie et pratique, qu'il avait acquises comme Auditeur au Conseil d'Etat<sup>2</sup>, dans son « vizirat<sup>3</sup> » omnipotent de l'intendance de Bayreuth, dans la fameuse préfecture de Rome, Tournon allait mettre cette expérience au service de Bordeaux, avec, en plus, toute son affection et son dévouement, montrer « qu'on peut avoir siégé au Capitole, et cependant mériter la confiance<sup>4</sup> ». Mais la ville et le département lui étaient absolument inconnus ; il n'en savait qu'une chose : les graves dangers et l'anarchie de la situation présente. Aussi, s'empressa-t-il de visiter tous les Bordelais de marque qu'il sut être alors à Paris, entre autres Balguerie-Stuttenberg et Lainé, « déjà célèbre comme auteur de la fameuse adresse<sup>5</sup> ». Il nota le plus de faits possibles sur les

souvent arrêté par les cadavres de ses propres soldats (tués dans la terrible charge Exelmans) couchés en travers. Le sang-froid avec lequel, sans quitter sa pipe, il enlevait son cheval pour le faire franchir cet obstacle me pénétra d'horreur... A la grille de Versailles, je pris congé, et on me donna rendez-vous après le dîner. Mais bientôt nous entendîmes le bruit du canon du côté de Sèvres, et nous vîmes passer des troupes s'y portant avec rapidité. Un combat s'était engagé sur les hauteurs de Sèvres et de Meudon. Je courus au quartier général : je n'y trouvai que des visages irrités... ; les menaces les plus vives étaient proférées contre Paris, et il ne s'agissait rien moins que de lui donner l'assaut ou de le bombarder. Ce changement m'atterra... » — Après ce malheureux incident, il ne fut plus question d'entrevue avec Blücher. Tournon, dévoré d'inquiétude sur le sort de Paris, obtint un sauf-conduit pour y revenir en grande hâte. Il eut la douleur d'y voir entrer, quelques jours après, Prussiens et Anglais. « J'en avais le cœur d'autant plus navré, dit-il, que j'avais espéré contribuer à empêcher cette honte. » — Sa visite à Blücher eut lieu le 3 juillet.

1. L'Ordonnance du Roi est du 9 juillet, et la lettre de nomination officielle du Ministère de l'intérieur n'est que du 14. — *Archives départementales* de Bordeaux, série M, petit dossier personnel de Tournon.

2. Cf. *Mémoires inédits*. — Il y donne d'intéressants détails sur la manière d'être de l'Empereur aux séances du Conseil d'Etat. « Napoléon, dit-il, avait en particulier la manie, pendant la discussion, de jouer d'un canif, de découper les bords de la table ou déchiqueter le tapis, » etc.

3. *Mémoires inédits*.

4. *Id.*

5. *Id.*

hommes et sur les choses, s'informa dans les ministères des affaires arriérées, et en pressa vivement l'exécution. « Je pris copie des budgets, ajoute-t-il, enfin, je m'armai de toutes pièces, afin d'arriver un peu moins neuf<sup>1</sup>. »

Decazes, un Bordelais lui aussi, récemment nommé Préfet de police, désira l'entretenir. Ils causèrent longtemps. Celui-ci se fit très insinuant, car il avait une certaine besogne à proposer au nouveau préfet : Bonaparte était toujours à Rochefort, inquiet de ressaisir un reste de pouvoir et de popularité<sup>2</sup>. Or, les souverains avaient déclaré qu'aucun pourparler n'était possible tant que l'ex-empereur serait présent sur le sol français. D'autre part, ce voisinage entretenait des espérances parmi ses partisans, et faisait craindre aux royalistes un retour offensif ; il importait donc de le forcer à partir au plus vite. Pour cette opération, des Gardes nationales seraient probablement nécessaires ; celles de la Gironde, par leur bon esprit et leur voisinage, n'étaient-elles point les plus aptes à cette mission<sup>3</sup>?... Tournon vit très bien où Decazes voulait en venir, et lui « qui n'avait jamais aimé la police, même lorsqu'il eut à la faire<sup>4</sup> », accueillit froidement l'insinuation. Rendez-vous fut pris le soir chez Talleyrand, pour arrêter le plan définitif. Mais l'ancien préfet de Napoléon, dans la crainte qu'on ne lui proposât une expédition inacceptable pour lui, s'abstint d'aller chez le ministre. Ses répugnances furent comprises en haut lieu, et on ne lui parla plus de rien. Au reste, Tournon soupçonnait fort Decazes d'avoir voulu éprouver, par cette manœuvre, son royalisme de teinte un peu récente.

Les ministres cependant, instruits du périlleux état de choses où se trouvait Bordeaux, le pressaient vivement de se rendre à son poste. Pasquier le dispensa même de prêter entre les mains du roi le serment exigé. « Vous me l'adresserez par écrit<sup>5</sup> », lui mandait-il. La chose était beaucoup plus facile à

1. *Mémoires inédits*.

2. Cette entrevue, que ne date pas Tournon dans ses *Mémoires*, doit se placer vers le 15 ou le 16 juillet. Or, ce fut précisément le 15 que Napoléon quitta assez brusquement Rochefort sur l'*Epervier*, brick français, pour le *Bellérophon*. — DARESTE, *Histoire de la Restauration*, t. III, p. 173, 174, confond ces dates en le faisant partir de la Malmaison le 30 juillet, et arriver à Rochefort le 3 août.

3. *Mémoires inédits*.

4. *Id.*

5. *Archives Nationales*, F<sup>1b</sup>II, Gironde 6, lettre de Pasquier, 14 juillet 1815.

ordonner qu'à faire. Les Prussiens barraient la route avec leurs bandes pillardes, et leur commandant, le général Thielman, lui fit attendre son passeport durant trois jours<sup>1</sup>. Enfin, il l'obtint, et après avoir dirigé sa famille sur G nelard, ne voulant pas l'exposer à travers un pays dont il ignorait l'accueil, il se mit en route le 19 juillet, « laissant Paris fort agit , sous les insolentes menaces des Prussiens qui n'épargnaient même pas le roi<sup>2</sup> ».

Gouvion-Saint-Cyr, Ministre de la guerre, l'avait chargé d'une mission très confidentielle pour le prince d'Ekm lh, général en chef de l'armée retirée derrière la Loire. Tournon devait causer avec lui du licenciement de cette armée qui préoccupait si douloureusement le maréchal, et lui suggérer les mesures que l'on estimait les meilleures à Paris pour mener à bonne fin cette opération dangereuse. Le nouveau préfet eut avec lui un entretien secret de plus de deux heures. « Je lui donnai, dit-il, des nouvelles de la capitale, et lui expliquai la position des choses. Il la comprit parfaitement, et convint que toute résistance serait inutile et entraînerait les plus grands malheurs. Sur ma demande, il désigna lui-même Macdonald, duc de Tarente, comme l'homme le plus propre à contenir l'armée, et   la dissoudre avec douceur<sup>3</sup>. » Davout, dans la conversation, s'étendit longuement sur ce qu'il avait voulu faire avec Fouché pour amener la proclamation du Roi, après l'abdication de l'Empereur; il s'exprima « avec mépris » sur ce dernier, et affirma même qu'il *l'aurait fait fusiller s'il se f t présenté à l'armée*<sup>4</sup> ! — Les généraux, officiers et soldats que

1. *Arch. Nat.*, *ibid.*, Lettres de Tournon   Pasquier, 16 et 17 juillet. — Voici ce que Tournon dit de Thielman dans ses *Mémoires*: « Le général était Saxon. Il avait abandonné nos drapeaux vaincus à la bataille de Leipzig, pour entrer au service de la Prusse victorieuse. Un officier d'état-major, M. de Trotigneau, qui l'avait beaucoup connu, vint lui porter à Orléans une dépêche du maréchal Davout; il avait la cocarde blanche. — « Eh bien, Trotigneau, lui dit Thielman, vous avez changé de cocarde encore une fois? » — « Il est vrai, mon général, répondit l'aide de camp, mais non pas de patrie! » — Le coup était vif, il fut senti, et le vainqueur rougit devant le vaincu. »

2. *Mémoires inédits*.

3. *Id.*

4. Lettre de Tournon   Fouché, 20 juillet 1815. — Elle se trouve dans les *Papiers Gaillard*, entrés en 1898 dans la *Collection Lumbroso*. J'en dois la communication à l'obligeance de M. Louis Madelin, qui la cite dans son *Fouché*, t. II, p. 464. — Tournon l'avait expédiée par estafette, en

vit Tournon, « semblaient entièrement découragés ». Il leur parla, suivant ses instructions, des bonnes dispositions du roi envers eux, et « ce langage parut faire plaisir à tous<sup>1</sup> ». Le préfet donne à leur sagesse, leur résignation, leur amour de l'ordre, un témoignage précieux à recueillir : « Je continuai ma course avec rapidité, dit-il, trouvant partout des bandes de soldats qui rentraient chez eux, mais avec un ordre, une tranquillité qui les honore au plus haut degré... Ils n'avaient ni étapes, ni logements, ni solde, et cependant ils ne commettaient aucun excès, ne demandaient rien ; et, quoique le pays fût dépourvu de toute police, qu'il n'y eût ni magistrats, ni gendarmes, ces braves gens gagnaient leurs foyers aussi tranquillement que s'ils eussent été sous les yeux de leurs chefs. Quelle armée, dans ces circonstances, eût tenu une pareille conduite<sup>2</sup> ? »

Les départements traversés par le voyageur lui présentaient un double courant d'opinions bien tranchées. Dans ceux qui avaient souffert d'une manière ou de l'autre de l'invasion, fermentait un sentiment de haine farouche envers les étrangers, que l'impuissance seule empêchait d'éclater ; et, envers le gouvernement, « une grande indifférence, puisqu'il ne pouvait les protéger<sup>3</sup> ». Le pays qui n'avait pas connu les charges et le douloureux spectacle de la présence des ennemis sur le sol français offrait un tout autre spectacle : l'affection pour le roi s'y montrait dominante, et devenait d'autant plus chaude que l'on approchait plus du Midi. Dès Saint-André-de-Cubzac, Tournon vit flotter les premiers drapeaux blancs, et trouva les esprits « très exaltés<sup>4</sup> ». A Bordeaux même, les bannières fleurdélisées ornaient toutes les fenêtres, les cocardes piquaient de blanc presque toutes les boutonnières, mais lisérées de franges vertes<sup>5</sup> ; le royalisme, simple couleur blanche, n'était pas d'un

même temps qu'un « long rapport » à Gouvion-Saint-Cyr, sur ce qu'il avait vu et entendu (*Mémoires inédits*). Ce dernier document n'est pas aux archives de la guerre. Je l'ai en vain cherché dans les cartons de la Correspondance générale et de l'Armée de la Loire.

1. *Mémoires inédits*.

2. *Id.*

3. *Id.*

4. *Id.*

5. *Archives Nationales*, F<sup>7</sup> 9661. Lettre de Tournon à Pasquier, 22 août 1815 (confidentielle).



teint suffisant : il y fallait du vert, signe distinctif « des enragés ».

L'arrivée du premier magistrat du département (le 23 juillet, au matin) s'effectua tout à fait inaperçue ; point de ces acclamations de la foule enthousiaste qui allaient accueillir Lynch, le duc de Bourbon, Viomenil, en attendant le duc et la duchesse d'Angoulême. Tournon n'était qu'un préfet, un préfet surtout qui avait servi sous Napoléon le « Tyran », l'« Envoyé de l'Enfer », le « Corse pourchassé par les Euménides », le Nouvel Attila », comme parlaient certains mémorialistes de l'époque<sup>1</sup>. A l'Hôtel de la préfecture, la Garde nationale le reçut aux cris répétés de « Vive le roi ! », comme pour bien lui traduire les sentiments du public<sup>2</sup>. Il prêta serment devant les conseillers, et entra immédiatement en fonction<sup>3</sup>. — Il est nécessaire de mettre ici, le plus possible, en lumière, la véritable physionomie de Bordeaux et l'état d'esprit de ses habitants à ce moment-là, pour bien comprendre les immenses difficultés, il faut dire les terribles dangers, auxquels Tournon allait se heurter dès le début : Pour cela, un très rapide coup d'œil, comme à vol d'oiseau, sur l'histoire de Bordeaux depuis la Révolution sera utile.

1. *Le Mémorial Bordelais* (passim) ; Edmond GÉRAUD ; cf. Camille JULIAN, *Histoire de Bordeaux*, p. 706-707.

2. *Mémorial* du 24 juillet 1815, n° 375.

3. *Bulletin Polymathique*, t. XIII, p. 322.



## CHAPITRE II

### L'AFFAIRE CLAUZEL

(Ce chapitre, augmenté d'une notice sur la vie de Tournon, a été couronné à l'inauguration des *Jeux Floraux* de Lyon, 19 novembre 1912, où il a obtenu le *Prix d'Histoire* et la *Violette d'argent*.)

- I. Aperçu très rapide sur l'histoire de Bordeaux depuis 1789; le peu d'enthousiasme des habitants pour la Révolution. — Faveur qui accueille l'arrivée de Bonaparte au pouvoir. — Détachement progressif du régime napoléonien; le Douze-Mars; prompt réveil de l'idée monarchique. — Consternation à la nouvelle du retour de Napoléon; opposition à l'Administration des Cent-Jours — Joie folle du public à l'annonce de Waterloo et du retour des Bourbons. — Douleur de Clauzel et de ses soldats. — Le Château-Trompette. — Dangers de la situation.
- II. Premiers actes de Tournon; son entrevue avec Clauzel. — Visite des principaux fonctionnaires; leur état d'âme. — La Garde nationale; arrivée du comte de Montalembert. — Menaces de Clauzel; terreurs réciproques. — Arrivée du duc de Guiche et de nombreux « *missi dominici* » — Conduite étrange de Clauzel; exagérations de son « *Exposé Justificatif* ».
- III. Tournon reçoit la nouvelle de la fatale Ordonnance du 24 juillet. — Les trois partis à prendre. — Il annonce à Clauzel sa mise en accusation; incidents de l'entrevue. — Précaution de Tournon. — Il apporte à Clauzel ses passeports. — Fureur populaire quand l'Ordonnance est connue. — Issue probable des événements sans l'habile conduite de Tournon.

Malgré ces premiers enthousiasmes que suscite le nouveau, les Bordelais, dans l'ensemble, n'eurent jamais la foi révolutionnaire. Ils souffrirent trop cruellement du régime terroriste, comme aussi de la nullité du Directoire qui ne changea presque rien dans leur ville, à part la guillotine<sup>1</sup>. Les efforts et

1. Cf. *Histoire de la Terreur à Bordeaux*, par VIVIE.

toutes les menaces des conventionnels Ysabeau et Tallien qui voulaient secouer leur « léthargie<sup>1</sup> » restèrent vains. Le commerce, si florissant naguère, fut brusquement tari dans ses sources les plus fécondes par la révolte des nègres de Saint-Domingue, et par l'état de guerre avec l'Angleterre. L'effroyable dépréciation des assignats accéléra la catastrophe. Ce fut la banqueroute pour le haut négoce, la misère noire pour les ouvriers du port et de la ville, le mécontentement partout. La population rendit la Révolution responsable de tous ses maux. « Aussi, peu de villes accueillirent la République avec tant de défaveur<sup>2</sup>. » L'idée royaliste, ouvertement ou comme courant souterrain, y demeura l'idée politique dominante au fond, grâce surtout aux efforts de l'association secrète l'*Institut philanthropique* qui en entretenait soigneusement la tradition et la vie<sup>3</sup>. Elle fut assurée d'une popularité qu'elle n'avait point dans la capitale et d'une complicité quasi générale<sup>4</sup>.

Voilà pourquoi, soit haine du régime jacobin, soit désir d'ordre et de sécurité, soit besoin ardent de travailler, de produire, de s'enrichir à nouveau, les Bordelais saluèrent avec un vif espoir l'arrivée de Bonaparte au pouvoir. Lors de son passage dans leur ville pour se rendre en Espagne (avril 1808), ils l'accueillirent avec d'unanimes acclamations, et firent même,

1. C. JULLIAN, *Histoire de Bordeaux*, p. 686.

2. CAUDRILLIER, *L'Institut philanthropique de Bordeaux*, Introduction, p. xiv.

3. Tournon parle ainsi de cet *Institut* à Decazes : « Dès le temps du Directoire, il se forma à Bordeaux une association dont le but était le rétablissement des Bourbons. Malgré les persécutions qu'éprouvèrent quelques chefs, cette société s'accrut d'autant plus que l'on ne chercha à y faire entrer que des hommes d'une classe inférieure, plus propres que d'autres à affronter des dangers, et que leur obscurité mettait hors d'atteinte. Un chef habile disposa si bien son plan, que plus de 600 individus se dévouèrent à le servir, sans le connaître et sans se connaître entre eux. — La fortune toujours croissante de Bonaparte ne permit pas longtemps de mettre à exécution aucun des plans formés contre lui, et ce ne fut qu'à, près les malheurs de la campagne de Russie que le chef de l'association qui portait le nom d'*Institut de Guyenne*, se mit en relation avec les royalistes qui correspondaient avec le roi. L'approche de l'armée anglaise facilita l'exécution du plan formé depuis longtemps, et la reddition de Bordeaux à S. A. R. Monseigneur le Duc d'Angoulême fut le résultat des opérations de l'association secrète que le succès grossit, en un moment, de tous les royalistes qui n'avaient pas encore osé se déclarer... » *Archives de Gênelard*, lettre à Decazes sur les Associations, 11 décembre 1815.

4. CAUDRILLIER, p. xiv, cité.

en son honneur, une superbe illumination générale<sup>1</sup>. Par les fameux décrets du 24 et du 26 avril qui, entre autres bienfaits importants, cédaient à la ville les terrains du Château-Trompette, et ordonnaient la construction du pont sur le fleuve, Napoléon essaya de secouer la torpeur commerciale de Bordeaux. Parmi les travaux prévus, beaucoup ne furent commencés que longtemps après; l'exécution du peu qui se fit procura cependant à l'industrie locale des ressources précieuses en ces temps de misères<sup>2</sup>.

Hélas! le mieux-être ne dura pas longtemps. Les très onéreux passages de troupes, et surtout celui de la Grande Armée, vers la fin de 1808, bien que l'occasion d'arcs-de-triomphe, de fêtes patriotiques et de banquets multiples, commencèrent à faire oublier aux Bordelais les bonnes intentions de l'Empereur. Les réquisitions de toutes sortes, les charges écrasantes qui leur furent imposées causèrent la « ruine totale du commerce<sup>3</sup> ». Les fréquentes levées d'hommes qui suivirent, les lourdes taxes imposées à la ville et au département; plus tard, les désastres de Russie, le froissement de l'amour-propre national si vif à Bordeaux, achevèrent d'éloigner du régime napoléonien ceux qui s'y rattachaient encore, et cela, malgré les efforts et même les menaces du commissaire spécial, le sénateur Cornudet<sup>4</sup>. Les royalistes de *l'Institut*, terrés sous la main de fer de l'Empereur, surgirent alors de partout, et furent les vrais auteurs<sup>5</sup> de la fameuse journée du 12 mars 1814, où le maire Lynch ramena les six mille Anglais du maréchal Beresford, et peu après, le duc d'Angoulême en personne. Et si cette révolution fut surtout, dans la rapidité de son dénouement, « le guet-apens d'un meneur », comme le pensait un Bordelais de l'époque<sup>6</sup>, si le nom des Bourbons, presque inconnu de la génération de ce temps-là<sup>7</sup>, n'éveilla point, dès l'abord, un vif enthousiasme dans la masse du peuple, plus surprise, effrayée même, que réjouie de l'entrée des Anglais, en quelques semaines

1. ERNEST ROUSSELOT, *Napoléon à Bordeaux*, p. 49.

2. Cf. BERNADAU, *Histoire de Bordeaux*, p. 242.

3. ROUSSELOT, *Napoléon à Bordeaux*, p. 38 et suiv.

4. BERNADAU, *Histoire de Bordeaux*, p. 257 et suiv.

5. Cf. Lettre de Tournon à Decazes, 11 décembre 1815, citée.

6. FERRÈRE dans *Mes Souvenirs*, manuscrit encore inédit appartenant à M. GOUTTEAU. Cité par C. JULLIAN, *Histoire de Bordeaux*, p. 709.

7. Cf. *Tablettes* de Bernadau, t. IX, p. 22.

l'idée royaliste se propagea, soudaine et forte, dans Bordeaux et dans toute la Gironde. La grande modération du duc d'Angoulême, sa promesse d'abolir la conscription, les Droits réunis et tous les impôts vexatoires qui pesaient sur la France, rendit bien vite agréable et populaire aux Bordelais, gens fort impressionnables mais très positifs quand leurs intérêts sont en jeu, ce passage d'un régime à l'autre. La visite de la duchesse d'Angoulême, le souvenir de ses malheurs, son austère bonté, achevèrent de ramener les cœurs à la cause royale. Du reste, les souvenirs des temps monarchiques n'étaient-ils point, pour ce bon peuple, tout radieux encore et charmeurs? Le vieux cri de « Vive le Roi! » ne rappelait-il pas cette époque de prospérité inouïe sous Louis XVI, alors que Bordeaux était la métropole coloniale de l'Europe, que l'aisance était générale, la prospérité dans chaque classe, que le « Pactole coulait <sup>1</sup> » pour tous?

Aussi, la nouvelle du débarquement de Napoléon, au 1<sup>er</sup> mars, et les progrès de sa marche foudroyante causèrent-ils, dans la vieille cité, une consternation générale. On connaît les tentatives de la duchesse d'Angoulême pour résister à Clauzel nommé gouverneur de Bordeaux, ses efforts inutiles pour soulever les soldats de la garnison. Elle aurait pu, d'un mot, rendre la résistance dure et sanglante au général; elle aima mieux s'exiler à nouveau, « suivie par toute la population en larmes jusqu'au bord de la mer <sup>2</sup> », et quitta Bordeaux peu avant que Clauzel y entrât<sup>3</sup>. Pendant les Cent-Jours, l'administration s'appliqua en vain à réchauffer l'amour public envers le nouveau régime : l'idée royaliste s'était réveillée trop profonde et vivace pour se laisser ainsi étouffer. Il faut lire, pour être

1. VIVIE, *Histoire de la Terreur à Bordeaux*, t. I, p. 9.

2. Cette citation est tirée d'un ouvrage rare et fort peu connu : « *Relation des événements qui se sont passés en France depuis le débarquement de Napoléon Bonaparte au 1<sup>er</sup> mars 1815 jusqu'au traité du 20 novembre* » par Miss Hélène Williams. — Traduit de l'anglais par Breton de la Martinière, Paris, 1816. — L'auteur ajoute : « Les sanglots, les transports d'enthousiasme, éclataient de tous côtés. Chacun voulait posséder quelque chose ayant appartenu à la princesse, afin d'en conserver un plus précieux souvenir. On n'eut pas mis plus d'empressement à recueillir les reliques d'un véritable martyr. La princesse abandonna donc son schal, ses gants, les plumes de son chapeau. Tous ces objets furent coupés en mille pièces, et distribués à la multitude. »

3. Cf. Sur ce même sujet, les « *Souvenirs de 1815* » de la duchesse d'Angoulême, publiés par le *Correspondant* (25 août 1913).



bien renseigné sur ce point, les lettres si suggestives du préfet Fauchet qui reconnaît avec mélancolie et désespérance la vigueur de ce sentiment, les difficultés de sa « position de plus en plus embarrassante », l'inutilité de ses efforts pour « désaveugler<sup>1</sup> » les Bordelais, « les femmes surtout, *folles de la Duchesse*<sup>2</sup> ». Clauzel, de son côté, se débattait au milieu d'embarras inextricables, environné de défiances, de haines et d'un mauvais vouloir universel. C'est que les Cent-Jours ramenèrent pour Bordeaux<sup>3</sup> toutes les souffrances des dernières années de Napoléon, avec la crainte de misères plus grandes encore, s'il était victorieux<sup>4</sup>.

Aussi, quand on y apprit le désastre de Waterloo et le retour, bien définitif cette fois, de Louis XVIII, ce fut une

1. *Archives nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre de Fauchet au Ministre de la police, 6 avril 1815.

2. *Archives Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre non datée. — Il y a, dans tout ce dossier, de nombreuses et curieuses lettres du préfet des Cent-Jours. — Fauchet quitta Bordeaux « clandestinement » le 19 juillet (*Tablettes de Bernadau*, t. IX, p. 223), et assez lâchement. — Il fut remplacé provisoirement par Barennes, l'un des conseillers de préfecture. — C'est Fauchet surtout que vise Clauzel, dans sa proclamation du 24 juillet, où il flétrit ceux qui « se sont absentés, après avoir rempli leurs fonctions avec un zèle qu'il a fallu souvent modérer ». *Arch. de la guerre*, Correspondance générale, Carton du 19 juillet au 10 août 1815.

3. L'histoire complète et bien documentée des Cent-Jours à Bordeaux est encore à faire, et serait intéressante. Six sources principales, selon moi, devraient être consultées :

I<sup>o</sup> A Bordeaux; les *Tablettes de Bernadau*, t. IX. Il est très long sur les Cent-Jours (à contrôler soigneusement); le journal *l'Indicateur*; le *Bulletin Polymathique* (13<sup>e</sup> année, 1815); quelques livres à idées générales : C. Jullian, *Histoire de Bordeaux*. — Malvezin, *Histoire du commerce de Bordeaux*. — Lyonnet, *Monseigneur d'Aviau*, etc., le tout à la Bibliothèque de la ville. — Les *Souvenirs de 1815* de la duchesse d'Angoulême (*Correspondant*, du 25 août 1913). — *Mes souvenirs*, par Ferrère, cité p. 14. — Les *Archives municipales et départementales* (peu riches sur ce point.)

II<sup>o</sup> A Paris; aux *Archives Nationales*, les lettres de Fauchet (F<sup>7</sup> 9661); le dossier des rapports de police du commissaire Gaillard (F<sup>7</sup> 9064) presque tout entier sur la première Restauration et les Cent-Jours à Bordeaux.

III<sup>o</sup> Aux *Archives de la guerre*; la volumineuse correspondance de Clauzel et du général Pégot, Armée de la Loire et Correspondance générale.

IV<sup>o</sup> *Archives du Château d'Avrilly*.

V<sup>o</sup> *Archives de Genélard*.

VI<sup>o</sup> *Archives de la collection Gustave Bord*, Paris.

4. Voici une curieuse lettre d'une Bordelaise de ce temps-là, qui indique bien les vrais sentiments du populaire : « Le lendemain du jour où se fit l'entrée du satellite Clauzel fut un jour de consternation difficile à peindre... Les Brigands travaillèrent à organiser le Château-Trompette. Il n'y avait pas moins d'une vingtaine de canons (Tournon dira expresse-



explosion presque incroyable de joies et de fêtes publiques. Les gens se saluaient, s'embrassaient sans se connaître, aux cris répétés de « Vive le Roi ! Vivent les Bourbons ! » — « On ne peut se faire une idée, écrit un témoin, de l'aspect enchanteur que présentaient nos rues, nos places, nos quais... ; les danses, les chants d'allégresse, l'enthousiasme général d'une population qu'un dieu bienfaisant paraissait centupler, sont des choses qui ne peuvent se décrire que faiblement<sup>1</sup>. » — Quand Tournon arriva, le 23 juillet, les fêtes « battaient leur plein » ; il en demeura tout ébloui, et écrivit quelques jours après à son ami Barante l'expression de son étonnement : « L'exécration de Buonaparte, dit-il, n'est nulle part aussi vive ; elle est dans toutes les classes, et les petites filles dansent dans les rues en chantant des chansons contre lui<sup>2</sup>. » Pièces de circonstance au théâtre, *Te Deum* solennels dans les églises, illuminations générales et prolongées, cortèges interminables, avalanches de drapeaux blancs et verts, images enguirlandées du duc et de la duchesse d'Angoulême, proclamations multiples et enflammées, pétards, chansons, feux de joie<sup>3</sup>..., rien n'y manquait de ce qui peut montrer un esprit public chauffé à blanc. Les harangères allaient « donner la farandole » devant les maisons de ceux qui leur étaient signalés comme n'étant pas royalistes assez blanc et vert, et se chargeaient de leur faire la conduite en public<sup>4</sup>. — C'était vraiment du

ment quarante) braqués sur la ville pour nous tenir en respect. J'avoue que j'ai eu bien des craintes, et elles n'étaient pas sans fondement. Tout cela ne m'a pas empêché de suivre ma tête. J'endossai le *Lys* (*sic*) le 1<sup>er</sup> avril, et le costume vert et blanc. J'ai passé tête levée à côté des officiers et soldats, avec mon lys à découvert, et je suis allé visiter les prisonniers dans cet équipage. Jamais je n'ai éprouvé le moindre désagrément de mes crâneries, tandis qu'on arrachait des fleurs blanches à plusieurs personnes... Nous allons être dédommages ; nous allons avoir le bonheur de posséder nos anges tutélaires, nos princes chéris... » *Archives de la collection Gustave Bord, Carton Gironde W. 16*, lettre de dame Charron Denucé à M. Baron, officier de grenadiers à cheval de la Garde du roi, à Paris, 17 août 1815.

1. Journal *l'Indicateur*, mardi 15 juillet.

2. *Archives de M. de Barante*, lettre de Tournon à Barante, 30 juillet 1815.

3. *Bulletin polymathique*, p. 322, t. XIII, année 1815. — Cf. sur le même sujet, Abbé LYONNET, *Monseigneur d'Aviau*, p. 634.

4. *Tablettes de Bernadau*. t. IX, p. 248. — Elles aimaient à répéter le refrain populacier :

|                         |                                   |
|-------------------------|-----------------------------------|
| « Bonapartistes,        | Les royalistes                    |
| Vous êtes tous foutus ; | Vous donnent la pelle au c... ! » |

Bernadau ajoute spirituellement un peu plus loin, p. 255 : « En 1789,

*délire* comme l'écrivait Rignoux, le chef d'état-major de Clauzel<sup>1</sup>.

Mais, au milieu de ces transports bruyants et prolongés, quelques fronts demeurent tristes, menaçants surtout : Clauzel et ses soldats ; un monument ne s'illumine pas : le Château-Trompette. — Les soldats de Clauzel, vieux vétérans de la 20<sup>e</sup> division militaire, sont à ce moment-là dans un état de fureur et d'exaltation qui, lui aussi, *tient du délire*<sup>2</sup>. Avant l'annonce de la défaite, ils gardaient des airs de vainqueurs vis-à-vis des habitants craintifs, et toisaient, avec des poses de défi, les gardes nationaux rencontrés. Au théâtre, où presque personne ne paraissait, excepté les militaires, ils voulaient faire crier de force : Vive Bonaparte ! et sur la moindre apparence d'hésitation, « brisaient les quinquets et les lanternes<sup>3</sup> ». Parce que leur général, instruit confidentiellement du désastre de Waterloo, avait différé la remise des Aigles envoyés par le ministre, il s'étaient mis presque en insurrection. Ils les réclamèrent violemment et les reçurent aux cris de : « Mort aux traîtres ! guerre aux royalistes ! les Aigles ! vive l'Empereur ! » et ces cris retentirent bien avant dans la nuit. Maintenant qu'ils le savent tombé, *Lui*, leur dieu, la colère a remplacé l'espoir ; et cette colère va s'exacerbant de la joie même des royalistes victorieux, et surtout des insultes des gardes nationaux rendus à la confiance.

Plus d'un cependant parmi ceux-ci, malgré les chants de triomphe, se sentait pris d'une secrète terreur lorsqu'il portait ses regards vers la sombre forteresse. Que pouvaient les Bordelais contre quinze à seize cents<sup>4</sup> hommes biens armés, don-

nos regrattières crièrent les premières : Bibé la nation ! ; en 1793 : Bibé la République ! en 1799 : Bibé Bonaparte ! et en 1814 : Bibé le roi Louis XVIII ! » Il cite même (p. 248) une femme fouettée publiquement, parce que bonapartiste, et qui serait morte de ses blessures (p.).

1. *Archives de la guerre*, carton : Armée de la Loire, du 49 au 31 juillet. Lettre de Rignoux au général Thouvenot, commandant à Bayonne, 23 juillet 1813. — Ce délire gagna même les communes voisines, tel le Bouscat, où les jeunes villageois « vêtus de blanc » portèrent processionnellement le buste de Louis XVIII couronné de guirlandes, au milieu des cris de joie, des fanfares et des danses. *Indicateur* 10 août.

2. CLAUZEL, *Exposé justificatif*, p. 4.

3. Edmond GÉRAUD, *Un témoin des deux Restaurations*, p. 184.

4. C'est le chiffre que donne Tournon dans ses *Mémoires*. J'ai pu en trouver confirmation dans les documents suivants : *Archives de la guerre*,

quatre-vingt-seize canonniers vétérans<sup>1</sup>, solidement abrités, prêts à tout, et dans la main d'un chef comme Clauzel ? Quels moyens de préservation contre les « quarante bouches à feu largement approvisionnées<sup>2</sup> » dont les gueules béantes, tournées vers la ville, là-haut sur les remparts, la menaçaient d'un effroyable bombardement ? — Plusieurs d'entre eux avaient lu leur histoire, et se rappelaient quelle fut l'épouvante et le bouleversement dans tout Bordeaux lorsque, en 1648, le Duc d'Épernon fit parvenir à la garnison du Château l'ordre de tirer sur la ville. Or, la vieille forteresse de Charles VII, quintuplée presque dans son étendue par Vauban, offrait encore, en 1815, un « aspect imposant et formidable » avec ses massifs bastions, ses larges fossés, la longue ligne de ses épaisses murailles, son isolement, « sa mâle nudité<sup>3</sup> », son silence et ses graves sentinelles. Elle avait subi un commencement de démolition sous Louis XVI; mais seuls quelques ouvrages avancés furent défaits<sup>4</sup>. Aux Cent-Jours, Clauzel donna l'ordre de réparer les murailles et de les armer de pièces; il fit ceindre le haut des remparts d'une forte « palissade qui couronnait ses cinq bastions<sup>5</sup> ». Et s'il n'eut au début, comme il l'affirme, d'autre intention « que de contenir, en l'intimidant, cette partie du peuple tour à tour victime et instrument des factieux<sup>6</sup> », son but, dans les derniers jours, fut certainement d'en faire, pour lui et ses soldats, un asile inviolable. Dès le 1<sup>er</sup> juin, il demande au Ministre de la guerre des munitions, des fusils et

Armée de la Loire, carton du 19 juillet au 10 août. Ordre du jour de Damas Crux, le 1<sup>er</sup> août, déclarant dissous le Corps d'observation des Pyrénées occidentales, et portant ces mots : « Les militaires retraités composant les 2 bataillons de la 20<sup>e</sup> division militaire qui forment la garnison du Château-Trompette, déposeront leurs armes et équipement. » — Or, le bataillon, à ce moment-là, comprenaient 6 compagnies d'environ 100 hommes chacune. — De plus, Clauzel avait consigné dans la forteresse les Gardes nationales de la Charente qui faisaient partie de la garnison (*Exposé justificatif*, p. 64), et demandé des renforts à Bayonne.

1. *Arch. de la guerre*, carton portant : Situation des 1<sup>e</sup> à 16<sup>e</sup> division, situation de Bordeaux au 15 mai 1815 (la dernière donnée) qui compte « 96 canonniers vétérans sous les armes ».

2. *Mémoires inédits* de Tournon.

3. *Bulletin Polymathique*, t. XVII, p. 112 (extrait d'une longue étude sur le Château-Trompette).

4. *Mémoires inédits*

5. *Id.*

6. *Exposé justificatif*, p. 42.

de l'argent « pour pousser les travaux (de Bayonne, de Saint-Jean-de-Luz) et du Château-Trompette<sup>1</sup> ». Même le 23 juillet (la date ici a son importance), alors que l'ordre lui était parvenu depuis quatre jours d'adhérer à Louis XVIII, qu'il avait fait arborer le drapeau blanc<sup>2</sup>, et envoyé aux commandants de place des 11<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> divisions militaires l'ordre « de défendre désormais la place pour le roi<sup>3</sup> », son chef d'état-major, Rignoux, écrit à Bayonne, au général Thouvenot, d'envoyer immédiatement à Bordeaux un escadron du 5<sup>e</sup> chasseurs et un bataillon du 94<sup>e</sup> de ligne : « Qu'ils fassent trois journées en deux jours, dit-il; à Langon, ils s'embarqueront et viendront par eau jusque vis-à-vis du Château-Trompette<sup>4</sup>. » Bref, dans l'état où se trouvait alors la forteresse, Tournon reconnaît et affirme qu'elle pouvait « *en quelques heures, réduire la ville en cendres*<sup>5</sup> ».

Telle se présentait donc la situation : d'un côté, l'enthousiasme fou, l'indicible élan d'une ville de plus de 80 000 âmes, enveloppant de haine et de fureur impuissantes une citadelle redoutable, plantée au cœur même de la cité, et qui la tenait sous l'effroi par la menace de ses terribles canons; de l'autre, une garnison frappée dans son affection la plus chère et, partant, livrée à toute l'exaltation de la colère, insultée mais hors d'atteinte, rendant haine pour haine, défi pour défi. C'étaient vraiment deux *délires* de sens contraire qui, d'un moment à l'autre, pouvaient se heurter et faire explosion en catastrophe. Dans des circonstances bien moins critiques, le maréchal Brune fut assassiné à Avignon, Ramel à Toulouse, et une sanglante collision se produisit à Montpellier entre la garnison et une troupe de royalistes. Comment donc Clauzel et ses soldats se risquèrent-ils à quitter sans lutte leur inexpugnable refuge, et comment les Bordelais exaspérés les laissèrent-ils partir sans aucune effusion de sang? — Grâce à l'énergie, au sang-froid,

1. *Arch. de la guerre*. Corps d'observation des Pyrénées, 1 carton juin-juillet 1815, lettre de Clauzel au ministre, 1<sup>er</sup> juin 1815.

2. Il reçut cet ordre le 19.

3. Ce fut le 22, à 3 heures, qu'on arbora le drapeau blanc. *Bulletin polymathique*, t. XIII, p. 322.

4. *Archives de la guerre*, carton : Armée de la Loire, du 19 juillet au 10 août, lettre de Rignoux à Thouvenot, le 23 juillet.

5. *Mémoires inédits*.



à l'esprit de décision de leur nouveau préfet, le comte de Tournon; mais c'était grand temps qu'il arrivât.

\*  
\* \*

Dans ce bouillonnement des passions populaires déchaînées, son premier acte fut de faire afficher, dès l'arrivée, la proclamation qu'il avait composée en cours de route<sup>1</sup>, et qui incitait les Bordelais à la concorde. « Habitants de la Gironde, disait-il, le Roi, en me confiant l'administration de votre beau département, a comblé tous mes vœux. Je me hâte, en arrivant parmi vous, d'entrer en fonctions; vous pouvez, dès aujourd'hui, vous adresser à moi pour toutes les affaires qui concernent l'administration... J'ai besoin de votre confiance et j'espère mériter votre estime. Je sais que je ne puis prouver au Roi que je suis digne de ses bontés qu'en me dévouant tout entier à servir vos intérêts, à hâter le retour de votre prospérité... Administrateurs, employés de toutes les classes, j'attends de vous des conseils et une franche coopération... Pendant que nous travaillerons de concert à ramener dans ce pays un bonheur que le court passage de l'usurpation a détruit, j'opposerai une invincible fermeté aux 'perturbateurs du repos public<sup>2</sup>. » La proclamation affichée, le nouveau préfet alla rendre visite au général Clauzel. L'entrée en relation devenait d'heure en heure plus urgente. L'entrevue fut polie, mais extrêmement réservée des deux parts. Quelle « matière à rapprochement, à effusion de cœur<sup>3</sup> », entre ces deux hommes qui ne se connaissaient nullement, et dont l'un venait inaugurer un pouvoir qui renversait l'autre? Le général se plaignit très amèrement de la Garde nationale qui engageait ouvertement ses soldats à la désertion. Tournon promit d'employer tous ses efforts à maintenir la paix entre bourgeois et militaires; « mais, ajoute-t-il, je ne savais trop comment je m'y prendrais<sup>4</sup> ».

1. *Mémoires inédits*.

2. *Mémorial* du 24 juillet, n° 375. — Cf. *L'Indicateur* du même jour.

3. *Mémoires inédits*.

4. *Id.* — Il donne ainsi le portrait de Clauzel : « C'était un homme de taille élevée, un peu gros, mais bien proportionné, le teint très brun, de beaux yeux, les traits légèrement aplatis et indiquant quelque mélange de sang africain. Saphysionomie était agréable et spirituelle, et ses manières militaires ne manquaient pas de dignité et de grâce. »



On se quitta très froidement. A peine rentré chez lui, Tournon vit accourir tout un afflux de visiteurs : les secrétaires généraux et conseillers de préfecture, anciens et modernes, ceux qui occupaient les places avant le 20 mars, et ceux qui les avaient remplacés, le Conseil municipal avec de la Broüe faisant fonction de maire, les officiers de la Garde nationale, de Martignac, de Peyronnet, Ravez, Gauthier, et les fonctionnaires de moindre rang. Il ne connaissait personne, et « toutes ces figures passaient et repassaient devant lui comme des ombres chinoises <sup>1</sup> ». Mais si les physionomies étaient diverses, un même esprit animait toute cette foule, « esprit extrêmement belliqueux, joint aux symptômes d'une grande frayeur... On ne parlait que d'attaquer le Château-Trompette, que de détachements à envoyer, que de postes à placer <sup>2</sup> ». Un mot imprudent de sa part, un geste d'encouragement aux partisans forcenés de l'attaque immédiate, et la terrible conflagration tant redoutée pouvait s'ensuivre aussitôt. Mais Tournon, selon son expression, « n'était pas venu à Bordeaux pour y organiser la guerre civile <sup>3</sup> ». Il s'efforça le plus possible de calmer les têtes échauffées, d'inciter chacun au calme, à la concorde, « et demanda le temps de regarder autour de lui pour prendre le meilleur parti <sup>4</sup> ». Le soir de cette première journée, la foule se réunit devant la préfecture en poussant de grands cris de « *Vive le Roi!* » comme pour ranimer son zèle suspect. Tournon n'eut garde de se montrer; ce n'était certes pas d'excitation qu'on avait besoin. Il s'enferma une longue partie de la nuit avec Barennes, le premier conseiller de préfecture, pour s'instruire sur les choses et sur les personnes, et en consultant sa carte, les notes prises à Paris, il parvint à se faire une première idée du théâtre du drame et de ses principaux acteurs <sup>5</sup>.

Le lendemain se passa à prendre des arrêtés pour rétablir dans leurs fonctions, du moins provisoirement, les sous-préfets et les maires qui en avaient été expulsés après le 1<sup>er</sup> mars, et surtout à se concerter avec les chefs de la Garde nationale, seul

1. *Mémoires inédits.*

2. *Id.*

3. *Id.*

4. *Id.*

5. *Id.*

pouvoir réel en face du Château-Trompette. Ils reflétaient bien, dans leurs sentiments, l'état d'esprit public, et se montraient à la fois très craintifs et fort menaçants, redoutant beaucoup une attaque subite du général Clauzel<sup>1</sup>. A ce moment, la garde nationale comprenait, pour Bordeaux, environ 800 hommes à pied et 80 cavaliers; en quelques jours, stimulé par le danger, Tournon eut plus que triplé ce nombre<sup>2</sup>. Un heureux événement vint, sur ces entrefaites, augmenter sa confiance et sa force. Le comte de Montalembert, envoyé par la duchesse d'Angoulême, arriva avec trois mille bons fusils et des munitions<sup>3</sup>, sur une frégate anglaise. Tournon, qui semble bien avoir partagé un peu la terreur inspirée par Clauzel, et qui cherchait des garanties contre ses coups possibles, donna aussitôt des ordres pour que ces armes fussent amenées jusqu'à la ville, sur des allèges. Un tel secours était important, car on manquait surtout d'armes et de munitions : le Château-Trompette en gardait jalousement le dépôt. Mais le premier résultat de l'envoi fut d'accroître encore les difficultés par la chaleur combative qu'il alluma chez les royalistes exaltés<sup>4</sup>. Ils ne parlèrent plus que

1. *Mémoires inédits*.

2. *Archives Nationales*, F<sup>7</sup> 9065. Lettre au Ministre de l'intérieur, 12 août 1815. — Le 6 août, il put passer à Bordeaux une revue de 2 000 hommes et de 150 cavaliers bien équipés.

3. *Mémoires inédits* de Tournon. — Cf. *Archives de la guerre*. Correspondance générale, carton du 23 au 31 juillet, lettre du général comte de Coëtlosquet, envoyé extraordinaire du roi, au Ministre de la guerre, le 24 juillet 1815.

4. Les plus forcenés parmi eux n'appartenaient même pas à la Garde nationale. — En dehors de ce corps officiel, il y avait alors à Bordeaux des volontaires groupés sous le nom de *Légion de Marie-Thérèse*, et d'autres qui avaient seulement le titre de *Volontaires Royaux*. Les premiers s'étaient organisés spontanément dès les premiers jours d'avril. Ce corps, composé presque en entier de militaires qui avaient refusé à Napoléon le service aux Cent-Jours, réunissait alors 1 200 hommes d'infanterie, 500 de cavalerie et une compagnie d'artillerie (Cf. *Mémorial* du 27 juillet, n° 378).

Les *Volontaires Royaux* s'étaient recrutés surtout parmi les membres de l'ancienne association, l'*Institut de Guyenne* (*Archives de Gévelard*, lettre de Tournon à Decazes, 11 décembre 1815.) — La duchesse d'Angoulême avait envoyé, le 28 juin, d'Angleterre, le comte de Lastour, colonel, pour activer l'organisation des uns et des autres (*Archives de la guerre*, Correspondance générale, Carton du 23 au 31 juillet. Lettre du général comte de Coëtlosquet au Ministre de la guerre, 24 juillet 1815).

C'étaient eux surtout qui constituaient la matière éminemment inflammable du côté des royalistes, d'autant plus dangereux qu'ils se refusèrent, au début, à reconnaître l'autorité du préfet (*Mémoires inédits*, — *passim*).

« d'attaquer Clauzel », de « donner l'assaut » à la forteresse ; seule assaut dont la seule conséquence aurait été, d'après Tournon lui-même, *de combler bravement les fossés de leurs cadavres*<sup>1</sup>.

Du haut des glacis, les soldats de la garnison avaient pu voir tout à l'aise le transport et le débarquement de ces armes : leur méfiance et leur exaspération s'en étaient accrues d'autant. Clauzel, de son côté, commençait à redouter sérieusement que la populace ne se portât à « quelque entreprise » contre sa personne<sup>2</sup>. Il faisait bivouaquer une compagnie entière d'infanterie à sa porte, sur le Cours du jardin public où il logeait, tout à portée du Château. Entre le préfet et lui, c'était « une correspondance de toutes les heures ou des conférences fort animées ». A diverses reprises, Tournon insista pour le déterminer à remettre le commandement au général d'Armagnac, son second, homme d'un caractère sage, modéré et conciliant<sup>3</sup>, et à se rendre auprès du Ministre de la guerre pour prendre ses ordres. Clauzel ne voulait pas, et n'osait pas, s'éloigner du refuge assuré qu'il avait sous la main, et parlait bien plutôt de s'y renfermer. Solution redoutable que Tournon craignait « par-dessus toutes choses<sup>4</sup> », car il ne gardait d'action sur les soldats que par lui ; une fois le général installé dans le Château, il n'y aurait plus de moyen de se voir, et la collision serait impossible à empêcher. A force d'instances, il put faire encore ajourner cette grave démarche.

Pendant la nuit suivante, plusieurs chefs de la Garde nationale viennent brusquement réveiller le préfet, en lui annonçant qu'un nombreux détachement de troupes semble diriger une attaque contre la ville. Il prescrit à la hâte quelques dispositions qui les rassurent. C'est simplement un fort parti de soldats qui, ne se croyant plus en sûreté à la caserne, gagne le Château-Trômpette. Ce seul fait montre, et la confiance qu'inspirait aux militaires la forteresse, et « la peur qu'on se faisait mutuellement<sup>5</sup> ».

Le 25 juillet, autre aggravation. Le duc de Guichè arriva

1. *Mémoires inédits*.

2. *Id.*

3. *Arch. de la guerre*, lettre du général comte de Coëtlosquet, au Ministre de la guerre, 24 juillet 1815 (citée).

4. *Mémoires inédits*.

5. *Id.*

des environs de Bayonne, où se trouvait alors le duc d'Angoulême ; il venait prendre le commandement de toutes les troupes de la garnison. Mais ce nouvel arrivant n'agissait que pour le compte du prince, sans aucun pouvoir du Ministre de la guerre. Clauzel eut donc le droit de lui refuser toute autorité. Heureusement le duc de Guiche, « beau jeune homme, cœur noble et généreux<sup>1</sup> », avait beaucoup de tact et de bon sens ; loin de contrecarrer les efforts conciliateurs du préfet, il l'aida de son mieux. Néanmoins, il se vit aussitôt entouré des nombreux échauffés qui trouvaient déplacée la prudence de leur préfet, et réclamaient avec véhémence l'attaque brusquée de la garnison. Comme préambule, ils désarmèrent de leur propre initiative un détachement de 14 hommes qui venait d'être relevé par la Garde nationale au fort du Hâ. Clauzel, informé de l'aventure, fit écrire à Tournon, par son chef d'état-major, une lettre fort menaçante en ses sous-entendus : « ... Cet état de choses peut avoir des suites désagréables... ; vous connaissez assez le général Clauzel pour croire qu'il ne cédera pas à la volonté de personnes pour qui sa présence peut être gênante... Les militaires se trouvent humiliés de cette conduite de la part de la Garde nationale, et vous savez ce que c'est que l'amour-propre humilié<sup>2</sup>. » Tournon répondit qu'il donnerait des ordres pour la cessation de pareils abus, ordres du reste dont on ne tenait pas grand compte. Car, enhardis par l'arrivée du duc de Guiche, l'assurance de l'impunité et l'espoir de bonnes places, de prétendus fondés de pouvoirs, anciens et nouveaux, des *missi dominici* de tout ordre, se disant Commissaires du Roi, Envoyés spéciaux de Madame, Représentants officiels du duc d'Angoulême, Délégués du Lieutenant général comte de Damas-Crux, sans compter les jeunes « brassards » fougueux, retour de Toulouse, surgissaient de partout et, remplis de dédain pour l'autorité préfectorale, incitaient ouvertement les soldats de Clauzel à quitter la garnison et à rentrer dans leurs foyers<sup>3</sup>. On imagine facilement quelle somme de patience, d'énergie et

1. *Mémoires inédits*.

2. *Archives d'Avrilly*. Lettre du baron Rignoux au préfet, le 26 juillet.

3. Quelques-uns de ces Commissaires, tels le comte de Lastour, envoyé de Madame, avaient la mission toute spéciale de provoquer la désertion dans les régiments. — *Arch. de la guerre*, lettre du général de Coëtlosquet, 24 juillet 1815, citée.



de tact il fallut au malheureux préfet pour se maintenir et manœuvrer en vue d'apaiser les rancunes, au milieu de toutes ces puissances contradictoires ! Il en résulta plusieurs désertions qui lui valurent de nouvelles lettres et des plaintes fort amères de la part de Clauzel <sup>1</sup>.

Les historiens sont unanimes à reconnaître la modération, l'esprit de conciliation unis à la fermeté, dont fit preuve le général durant les Cent-Jours. « Il sut, dit avec raison Bernadau, vivre pendant quatre mois au milieu d'une population presque toute ennemie, y maintenir l'ordre avec fermeté, sans violence, et assurer la tranquillité publique en imposant à ses propres soldats que l'on exaspérait journellement par d'imprudentes et lâches provocations <sup>2</sup>. » Lui-même, dans l'*Exposé justificatif* de sa conduite, rappelle ses efforts et ses succès pour garder Bordeaux calme, « sans secousse ni réaction, dans la plus violente effervescence <sup>3</sup> » ; et il ajoute, avec l'accent de la sincérité et d'une noble fierté : « Je pouvais, par une lâcheté, éviter les malheurs qui pèsent aujourd'hui sur moi..., venir aux Tuileries, solliciter de la bonté du roi mon pardon... ; mais en quittant Bordeaux, j'aurais infailliblement livré cette ville à toutes les horreurs de l'anarchie, et abandonné pour la première fois de ma vie mes frères d'armes, dans le moment du danger <sup>4</sup>. » Et pourtant, surtout vers les derniers jours, quel singulier et douloureux mélange de courage et d'abattement, d'énergiques résolutions et d'incertitudes, de crainte et de sécurité, et aussi que d'exagérations dans ce plaidoyer *pro domo* qu'est l'*Exposé justificatif* ! — Après comme avant Waterloo, il affiche ouvertement ses sentiments en faveur de Napoléon et du roi de Rome. Pour la distribution des Aigles au 3<sup>e</sup> léger et au 24<sup>e</sup> régiment à Bayonne, il charge le général Thouvenot de bien faire connaître aux soldats que le vœu de la nation et de l'armée se porte « constamment vers Napoléon II », et que lui-même ne se séparera jamais des couleurs nationales <sup>5</sup>. De fait, le 12 juillet, jour où fut connue à Bordeaux la rentrée du

1. Arch. d'Avrilly, en particulier lettre du 27 juillet.

2. Tablettes, t. IX, p. 336,

3. *Exposé justificatif*, p. 4.

4. Id., p. 55.

5. Arch. de la guerre, Corps d'observation des Pyrénées occidentales, carton juin-juillet 1815. Lettre du baron Rignoux au général Thouvenot, 5 juillet.



roi à Paris, il ordonna d'enlever le drapeau blanc arboré sur le Grand-Théâtre pour y replacer le drapeau tricolore, et fit agir vigoureusement la troupe contre ceux qui, disait-il, voulaient « insurrectionner la ville<sup>1</sup> ». L'ordre du Ministre de la guerre d'adhérer au roi lui arriva le 19 juillet, et ce ne fut que le 22 qu'il autorisa le drapeau blanc<sup>2</sup>. Ce jour-là même, il envoie aux commandants de place des 11<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> divisions militaires cet ordre singulier : « Vous avez désormais à défendre la place pour le roi Louis XVIII... Vous considérerez comme nul tout ordre qui vous serait donné, *même par moi*, de remettre la place et d'en faire sortir la garnison<sup>3</sup>. » Or, nous l'avons vu demander, dès le lendemain 23 juillet, et d'urgence, des renforts pour le Château-Trompette; ce qui ne l'empêche nullement, dans l'intervalle, de réclamer avec instance et par deux fois au Ministre de la guerre qu'il le relève de ses difficiles fonctions<sup>4</sup>. — Les conversations et les lettres échangées avec de Tournon sont pleines de réserves, froides, hautaines, et l'on y sent parfois la menace. Il fait bivouaquer ostensiblement une nombreuse troupe de soldats devant sa porte, et veut s'en fermer, les derniers jours, dans la forteresse. Et cependant, le 26, il écrit encore au préfet et au maire pour protester de ses intentions pacifiques : « ... Rien n'est plus propre, dit-il, à rassurer les habitants de Bordeaux que la conduite qu'ils m'ont vu suivre pendant plusieurs mois, et la bonne discipline de ces mêmes troupes qu'on cherche à noircir à leurs yeux... Pour moi, si j'avais voulu croire aux rapports qui m'ont été faits, la moitié des habitants de Bordeaux n'existerait plus...; ceux qui s'agitent ainsi sont plus à craindre que le Château-Trompette et sa garnison, et que moi qui ne cesserai, tant que je commanderai, de remplir toutes les obligations qui me sont imposées par la loi envers la patrie et le roi, comme citoyen, sujet et soldat<sup>5</sup>. » Enfin le Château-Trompette n'était

1. *Arch. de la guerre*. Armée de la Loire, carton du 5 au 18 juillet, lettre de Clauzel à Thouvenot. — Il y eut même, à cette occasion, une échauffourée et un homme tué par la troupe, ce qui exaspéra davantage encore les Bordelais (GRADIS, *Histoire de Bordeaux*, p. 387).

2. *Bulletin polymathique*, t. XIII, p. 322.

3. Cf. *Arch. de la guerre*, carton du 5 au 18 juillet, cité.

4. *Id.*, lettres de Clauzel à Gouvion-Saint-Cyr, le 18 et le 23 juillet.

5. *Arch. d'Avrilly*. Lettre de Clauzel au maire de Bordeaux avec copie pour le préfet, 26 juillet.

point du tout, comme il l'assure, délabré et hors d'état de nuire, ni la garnison réduite à presque rien par la désertion ; sa fuite n'allait pas, bien au contraire, amener l'anarchie dans Bordeaux, et malgré ses affirmations, c'est précisément à l'ins-tant du plus grand danger qu'il va abandonner ses frères d'armes<sup>1</sup>.

\*  
\* \* \*

Tournon, malgré tous ses efforts de conciliateur entre les deux partis, reconnaît qu'une telle situation lui apparaissait « *sans issue pacifique* »<sup>2</sup>, lorsqu'un événement inattendu vint précipiter la solution du conflit. Le 28 juillet au matin, il vit entrer dans son cabinet trois négociants bordelais qui accou-raient de Paris en grande hâte ; c'étaient Balguerie-Junior, Balguerie-Stuttenberg et Dussumier-Fontbrune. Ils lui remi-rent, tout émus, le *Moniteur* qui contenait la fatale Ordonnance du 24, par laquelle Fouché livrait aux tribunaux les plus zélés partisans de Bonaparte, et parmi eux, le général Clauzel ! Cet acte amenait le danger à son point critique extrême. Le courrier ordinaire devait arriver peu d'heures après, et faire connaître la nouvelle à tout Bordeaux. « L'effet qu'elle produirait sur le peuple et sur les troupes n'était pas calculable ; et il s'agis-sait de prévenir, par une détermination subite, des malheurs dont peu d'instants plus tard il serait impossible de préserver la ville »<sup>3</sup>. » Selon toute apparence, le peuple allait se précipiter d'un seul élan contre la demeure du général. Mais le rude sol-dat n'était pas homme à se laisser prendre, ayant une troupe dévouée sous la main, et, tout à côté, une forteresse bien armée et bien munie. « C'était le commencement d'une atroce guerre civile entre un ennemi habile, audacieux, bien préparé, et une population courageuse, mais sans discipline »<sup>4</sup>. »

Or, il n'y avait, en cette redoutable conjoncture, que trois partis à prendre : faire arrêter, si possible par surprise et brusquement, le général au moyen de la Garde nationale, ne

1. Cf. *Exposé justificatif*, p. 55 et suiv.

2. *Mémoires inédits*.

3. *Id.*

4. *Id.*

rien faire, lui faciliter l'évasion. Dans la première hypothèse, pour opérer ce métier de gendarme, « il aurait fallu, écrit le préfet, ne pas avoir dans les veines le sang des Tournon, et Dieu merci, la pensée ne m'en vint même pas. » Deuxième solution : ne rien faire et laisser tranquillement la nouvelle se répandre ; c'était la guerre aussitôt engagée avec ses deux alternatives : *le massacre de Clauzel ou le bombardement de la ville*. Au contraire, dans le troisième cas, en favorisant l'évasion du malheureux général, Tournon, comme il l'assure, « évitait ces affreux malheurs<sup>1</sup> », sans danger pour la cause royale, puisque Clauzel fugitif n'était plus à craindre, et la garnison beaucoup plus facile à désarmer : « Je n'exposai que moi, ajoute-t-il, que le Gouvernement pouvait punir d'avoir agi contre ses ordres, et qui perdais la confiance de la population que je venais administrer. » Ces réflexions se présentèrent toutes à la fois à son esprit ; il fallait prendre un parti soudain, car jamais les instants ne s'écoulèrent plus précieux. Il mit donc le *Moniteur* dans sa poche, et s'en fut immédiatement chez Clauzel.

Il le prend à part, et, sans autre préambule, lui tend silencieusement le journal en lui indiquant du doigt l'article à lire. Le général peut voir ainsi, entre les dix-huit individus envoyés devant le Conseil de guerre<sup>2</sup>, son nom, Clauzel. Quelle perspective ! « Mes yeux, dit Tournon, suivaient attentivement l'expression de son visage qui pâlit d'abord, rougit ensuite et pâlit de nouveau. Il me semblait voir son cœur énergique et habitué jusque là aux victoires et aux prospérités bondir sous la main de fer d'un pouvoir nouveau. Mille sentiments tumultueux se pressaient dans son âme, et venaient apparaître sur son expressive physionomie<sup>3</sup>. » — Quand la lecture est terminée, Clauzel reporte ses yeux sur le préfet, fixement et en silence, comme pour deviner le motif qui l'avait déterminé à lui apporter la terrible nouvelle. Puis, il commence posément à faire l'apologie de sa conduite ; il explique comment il n'a pris de service qu'après le départ du roi, sa loyauté vis-à-vis de la duchesse d'Angoulême, et la modération dont il a fait preuve à Bordeaux ; qu'ainsi donc, il ne craint pas un jugement.

1. *Mémoires inédits*. — Tous ces détails leurs sont empruntés.

2. *Moniteur* du 24 juillet.

3. *Mémoires inédits*.

Mais peu à peu ses paroles se font plus véhémentes et son ton plus amer. Les éclats de colère jaillissent tout à coup, suivis aussitôt d'un profond abattement. « Cette âme si fière devant l'ennemi pliait sous le joug de la loi, et tout son courage s'évanouissait devant l'idée d'un jugement. C'est alors, ajoute Tournon, que je vis plus que dans aucune autre occasion la puissance de la loi, quelque arbitraire qu'elle soit<sup>1</sup>. »

Les deux interlocuteurs parcouraient rapidement le salon, et le préfet fut longtemps à savoir comment prendrait fin cette scène pendant laquelle il n'avait pu placer un seul mot. Profitant d'un moment d'accalmie, il engage Clauzel à se rendre à Paris, à se présenter courageusement au Ministre de la guerre, puisqu'un jugement ne lui fait pas peur. — « Mais comment aller à Paris? », interrompt Clauzel. — « Je vous donnerai un passeport, répond Tournon; je ne suis venu vous apprendre cette nouvelle avant qu'elle soit connue dans la ville que pour vous en offrir un, afin que vous ayez le moyen de vous justifier<sup>2</sup>. » Cette proposition semble lui faire plaisir, et la conversation s'établit sur les moyens d'accomplir le voyage en sûreté. La première pensée du général fut alors pour sa femme et ses enfants. Tournon lui offrit de les conduire à la préfecture, et se porta garant de leur sûreté. Clauzel l'en remercia très vivement. — Tous ces points convenus, le préfet s'en revint préparer les passeports. Aussitôt arrivé à la préfecture, il fait prier le duc de Guiche, de Montalembert et quelques autres notables de la ville de se rendre immédiatement chez lui. Il leur montre le *Moniteur*, et sans rien dire de la démarche déjà faite auprès de Clauzel, les consulte sur la conduite à tenir. Tous sont d'avis qu'il faut donner au général les moyens de quitter Bordeaux afin d'éviter, « ou qu'il se jette dans le Château-Trompette, ou qu'il ne tombe sous les coups de la populace<sup>3</sup> ». Le préfet s'offre alors à lui porter un passeport, moyen de salut que chacun approuve. Par cette « consultation » prétendue préalable, sa démarche obtenait ainsi l'assentiment de personnes considérables qui pouvaient aider à le soutenir, tant contre l'opinion publique qu'auprès du gouvernement.

1. *Mémoires inédits.*

2. *Id.*

3. *Id.*



De retour chez le général, il le trouva tout ému et fort inquiet, parce qu'un bruit sourd, d'origine inconnue, circulait déjà en ville sur l'Ordonnance du 24. Il lui remit deux passeports en blanc<sup>1</sup>, et le quitta après avoir reçu ses plus chaleureux témoignages de gratitude. « Quoique je parusse croire qu'il irait à Paris, écrit Tournon, en lui donnant les passeports en blanc, je lui laissai toute latitude de se diriger sur un autre point, et surtout de prendre un faux nom, unique moyen de se soustraire aux recherches<sup>2</sup>. » Revenu chez lui, le préfet manda aussitôt les généraux d'Armagnac et Pégot pour leur faire part des événements, les prier de se charger du commandement des troupes, et surtout de licencier celles qui occupaient le Château. Ils vinrent au-devant de toutes ses propositions, et montrèrent beaucoup de prudence et de zèle. En même temps, il se concerta avec les chefs de la Garde nationale pour qu'elle prît aussitôt les armes et établit des postes solides<sup>3</sup>.

Toutes les mesures de sécurité possibles étaient ainsi arrêtées; quand, vers midi, le courrier arriva; les journaux furent distribués, et « la nouvelle que le général Clauzel était mis en jugement se répandit avec la rapidité de l'éclair<sup>4</sup> ». Comme Tournon l'avait prévu et redouté, « *le mouvement populaire fut terrible* ». En apprenant que « l'objet de sa haine » était appelé à comparaître devant un conseil de guerre, une foule énorme remplit les rues et se précipite, avec des clameurs furieuses, vers la maison du général. Là, elle se heurte à une forte patrouille de la Garde à laquelle s'étaient joints, en protecteurs de Mme Clauzel, de Labroue, de Guiche, Montalembert et quelques autres personnages influents. Ils annoncent hautement que le général est parti pour Paris le matin même. Cet avis est reçu par des cris de vengeance et de mort, et sur-le-champ, un grand nombre de Bordelais à cheval, des jeunes gens en particulier, se jettent à sa poursuite dans diverses directions. D'autres firent habilement courir le bruit, comme diversion, qu'il s'était caché dans un navire prêt à partir pour les États-Unis; et la foule aussitôt de courir vers le

1. L'un pour lui, l'autre pour son aide de camp. — *Mémoires inédits*.

2. *Id.*

3. Cf. *Tablettes de Bernadau*, t. IX, p. 336, 29 juillet.

4. *Mémoires inédits*.



port pour le chercher. « Il était plaisant, écrit Bernadau, de voir les Brassards furetant dans les plus petites embarcations. Ils lui eussent fait un mauvais parti s'ils l'eussent trouvé<sup>1</sup>. » Le bruit de son arrestation faisait pousser des clameurs de joie, et cette poursuite enfiévrée dura plusieurs jours. — Heureusement, Clauzel avait deux grandes heures d'avance<sup>2</sup>. Après avoir franchi sous un déguisement la Garonne à Lormont, il s'était caché dans une maison de campagne, chez des amis sûrs; de là, il gagna les environs de Saint-Jean-d'Angély, et, deux mois après, s'embarqua pour l'Amérique à la Rochelle<sup>3</sup>.

Pendant ce temps, les généraux d'Armagnac et Pégot entraient au Château-Trompette pour s'acquitter de leur mission. A l'annonce que le chef aimé et vénéré était en fuite, et devant la promesse de leur licenciement immédiat, toute l'exaltation de ces pauvres soldats s'évanouit brusquement, et il devint très facile d'obtenir leur obéissance. — Au reste, Tournon, très vivement appuyé en ce sens par le duc de Guiche<sup>4</sup>, fit tous ses efforts non seulement pour les garantir des insultes, mais encore pour qu'ils fussent « reçus en frères<sup>5</sup> » dans la ville. La Garde nationale vint, aussitôt après, occuper la redoutable forteresse, à la grande joie de tout Bordeaux, délivré enfin de cette terrible épée de Damoclès. « Cent un coups de canon, et les cris répétés de « Vive le Roi ! Vivent les Bourbons ! » saluèrent l'heureux événement. Cela fit aux colères tendues à l'extrême une diversion éminemment favorable. Au lieu de cette terreur secrète et continuelle dans laquelle chacun vivait sous la menace des quarante canons, la sécurité

1. Bernadau ; *Tablettes*, t. IX, p. 336.

2. Dans son ordre du jour d'adieu pour les troupes au baron d'Armagnac, Clauzel l'avertit qu'il se rend auprès du duc d'Angoulême; et celui-ci en donna la nouvelle aux soldats ce jour-là même, 28 juillet. — *Mémorial* du 29, n° 380.

3. C'est Clauzel lui-même qui donna plus tard ces détails à Tournon (*Mémoires inédits*). — On sait qu'il fut condamné à mort par le Conseil de guerre de Paris, le 11 septembre 1816. De Philadelphie où il se trouvait alors, il protesta publiquement contre sa condamnation par une lettre cinglante qu'il adressa, le 17 novembre, au général Dupont, l'ancien Ministre de la guerre de 1814. — Il fut amnistié en 1820.

4. Il avait été chargé, par le duc d'Angoulême, du commandement de la 11<sup>e</sup> et de la 20<sup>e</sup> divisions militaires, en attendant Damas-Crux.

5. Proclamation du duc de Guiche. — *Journal l'Indicateur*, 30 juillet, n° 3521.

devint générale, complète « et l'ordre se rétablit comme par enchantement<sup>1</sup> ». Une grande procession se forma aussitôt dans les rues avec, en tête, les *Dames de la Halle*, d'un royalisme exubérant. Les hommes suivaient, portant une énorme bannière blanche sur laquelle étaient peints, en « parfaite ressemblance », le duc et la duchesse d'Angoulême ; le tout avec grand accompagnement de tambours, de musique et de cris de joie<sup>2</sup>. — Malgré une fin aussi heureuse du conflit, la foule « privée de sa vengeance<sup>3</sup> », se montra fort irritée contre Tournon. Quelques personnes l'avaient vu aller deux fois chez Clauzel dans la matinée ; on ne manqua pas d'en conclure que c'était lui, l'instigateur de l'évasion. Un rassemblement nombreux et hostile se forma sous ses croisées, qu'on ne dispersa qu'avec peine. Pendant longtemps, il fut regardé « d'un très mauvais œil » de la masse du peuple, défiance augmentée encore par les mille bruits que semèrent les ultras de plus haut rang, pour faire « suspecter son royalisme<sup>4</sup> ». Mais les gens sensés reconnurent vite l'immensité du service rendu par Tournon, et beaucoup vinrent, bien qu'un peu en cachette, le féliciter<sup>5</sup>. Ils commençaient à deviner chez lui cette main énergique, mais habile et souple, dont leur cité avait alors si grand besoin. « Ainsi, dit le nouveau préfet, cet événement prépara, en somme, le succès de mon administration, et je fus promptement récompensé de ma conduite. » Et comme épilogue à cette page dramatique de l'histoire de Bordeaux, il ajoute ces nobles paroles : « Ce fut une des rares occasions de ma vie où le devoir consista dans la désobéissance, où ce fut bien servir son Prince que de ne pas exécuter ses ordres... La Providence m'inspira le courage de prendre le parti qui n'était périlleux que pour moi, et le soir de cette journée si pleine d'émotions, je trouvai bien doux mon oreiller, parce que ma conscience était satisfaite<sup>6</sup>. »

Quelle aurait été l'issue probable d'un pareil conflit, si Tournon ne s'était montré immédiatement l'homme de très

1. *Mémoires inédits* de Tournon.

2. *Indicateur*, 28 juillet, et *Mémoires inédits*.

3. *Mémoires inédits*.

4. *Id.*

5. *Id.*

6. *Id.*

prompte et sage détermination? — Les hypothèses que peut faire l'imagination ne sont point permises à l'histoire... Ce qu'il importe seulement de bien noter, c'est que le préfet rappellera plus d'une fois<sup>1</sup>, devant ceux qui en furent les témoins pleins de gratitude, ce premier acte de son administration comme son meilleur titre à la reconnaissance des Bordelais. En particulier, quand on voudra l'enlever, en 1849, à son cher Bordeaux pour en faire un Ministre de la police ou un préfet de Lyon, après avoir montré à son ami Barante le plan de ses vastes travaux non encore achevés, il ajoutera ces suggestives paroles: « Mieux que personne, vous savez que j'ai gardé Bordeaux *vierge de sang*, que, bravant la fureur populaire, *j'ai dérobé le général Clauzel à la mort et la ville à la destruction*<sup>2</sup>. »

Le lendemain, il expédia une estafette à Paris avec une longue relation de ce qui s'était passé. Jamais il ne reçut la moindre réponse. « Les ministres, dit-il à ce propos, aiment assez à laisser la responsabilité sur les épaules de leurs subalternes. » L'affaire était sans doute trop grave et trop délicate; le gouvernement préféra l'envelopper de silence et d'oubli, car la relation elle-même dont parle Tournon a disparu des Archives de la guerre<sup>3</sup>.

1. *Mémoires inédits*, et surtout grand rapport au Conseil général de 1822. — *Archives d'Avrilty*.

2. *Archives de M. de Barante*, lettre de Tournon à Barante, 28 janvier 1819.

3. *Archives de la guerre*, Correspondance générale, carton du 19 juillet au 10 août. Dans une chemise, se trouve une lettre du Ministre de la guerre au Ministre de la police, ainsi libellée: « J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à V. Ex. l'extrait d'une lettre du préfet de la Gironde qui contient des renseignements sur le général Clauzel, et sur la direction qu'il a prise. » Mais, sur la chemise, sont écrits ces mots: « La pièce annoncée manque. »

## CHAPITRE III

### NOUVELLES DIFFICULTÉS :

#### LE GOUVERNEMENT DE TOULOUSE ;

#### LES FRÈRES FAUCHER ;

#### LA VISITE DU DUC D'ANGOULÊME ;

#### LES ÉLECTIONS DE 1815.

- I. Les multiples commissaires royaux ; leurs prétentions. — Le comte de Damas-Crux. — Le gouvernement de Toulouse et le marquis de Villeneuve. — Habile conduite de Tournon ; fin du conflit.
- II. Les frères Faucher ; leur arrestation. — Leur procès ; leur exécution. — Opinion de Tournon sur eux.
- III. La visite du duc et de la duchesse d'Angoulême. — Proclamation de Tournon. — Réception enthousiaste des Bordelais. — Conduite des Princes. — Ils règlent avec de Tournon la question Rome et Clauzel. — Sur les conseils du préfet, la duchesse invite ses partisans à la modération.
- IV. Les élections de 1815 ; efforts de Tournon en faveur de Lainé et de Ravez. — Le collège électoral ; les résultats. — Le duc d'Angoulême part pour repousser l'invasion espagnole. — Heureuse influence de cette visite pour l'administration de Tournon.

Débarrassé de ce cauchemar, Tournon aurait voulu donner immédiatement son activité aux choses de l'administration qui étaient dans un incroyable désordre. « J'ai trouvé tout sens dessus-dessous, écrit-il à son frère, et ce n'est qu'à force de travail que j'ai pu rétablir un peu d'ordre. Hier, j'ai passé 15 heures dans mon cabinet<sup>1</sup> ! » Mais des difficultés imprévues allaient encore paralyser pour quelque temps ses meilleurs efforts, et ne lui laisser de loisirs que pour parer aux besoins les plus urgents. Tout le mois d'août fut employé soit au

1. *Archives du Verger*, lettre à son frère Hippolyte, 9 août 1815.

règlement de l'affaire de Toulouse, soit au procès des frères Faucher, soit à la réception du duc et de la duchesse d'Angoulême, soit enfin à préparer les élections.

Le duc d'Angoulême, retiré en Espagne et investi par le roi des pouvoirs les plus étendus, en avait fait de nombreuses délégations, et trop souvent, chez les personnes honorées de cette marque de confiance, les talents se bornaient à un zèle intempestif et déplacé. Quand il revint à Toulouse, ce fut bien autre chose. Il se crut vraiment roi dans la capitale de « ce nouveau Duché d'Aquitaine <sup>1</sup> ». Et chacun de ses suivants ou de ses visiteurs voulut avoir quelque part à son gouvernement, recevoir au moins une de ces « *missions* », alors si fort à la mode, devenir « *Commissaire Royal extraordinaire* » ! De Bordeaux en particulier, il se produisit vers Toulouse un véritable afflux de royalistes-ultras, en quête de faveurs et de bonnes places <sup>2</sup> ; et l'on peut croire qu'ils n'allaient pas y chanter les louanges de Tournon... Aussi, après le retour, surtout ceux qui revenaient « *Commissaires* », n'avaient-ils que du mépris pour ce préfet « provisoire <sup>3</sup> ». Or, ce n'était pas seulement de Toulouse que venaient ces nombreux chargés de pouvoirs ; il en surgissait de partout, même avec « des titres de vieille date <sup>4</sup> ». Vers le commencement d'août, il y avait alors à Bordeaux, pour se disputer l'autorité principale, en dehors des fonctionnaires officiels, sinon contre eux : le comte de Damas Crux, envoyé par le duc d'Angoulême pour prendre le gouvernement de Bordeaux, avec le titre de gouverneur de la onzième division militaire <sup>5</sup> ; le duc de Guiche et le comte de Lur Saluces, autres représentants du duc d'Angoulême ; le comte de Lastour et le comte de Montalembert, envoyés particuliers de Madame ; et enfin, le général comte de Coëtlosquet, délégué spécial du roi pour surveiller tous les précédents. Malgré leur nombre, l'un après l'autre de ces « *missi dominici* » était reçu « aux acclamations de la foule, tant il y avait surabondance d'enthous-

1. *Mémoires inédits* de Tournon.

2. *Id.*

3. Cf. Lettre du marquis de Villeneuve, citée page 38. — *Mémoires inédits*.

4. *Archives de la guerre*, Armée de la Loire, carton du 19 juillet au 10 août 1815. Lettre de Rignoux à Thouvenot, 23 juillet, citée.

5. Il arriva à Bordeaux le 31 juillet. o



siasme<sup>1</sup> ». L'arrivée du duc de Bourbon et du maire Lynch<sup>2</sup> prolongea encore cette allégresse qui semblait ne pas devoir finir. Chacun, après une telle réception, se croyant vraiment appelé à gérer une ville si accueillante, faisait afficher une proclamation. Jamais Bordeaux n'en reçut, comme durant ces jours, une pareille averse<sup>3</sup>. Et pourtant qu'il en avait lu de nombreuses dans ces dix-sept mois de révolutions, de nombreuses et aussi de contradictoires, bien que « signées souvent du même nom<sup>4</sup> » ! Avec tant de prétentions et de si nombreux prétendants, entre lesquels naissaient souvent des conflits d'autorité et « de vifs combats d'amour-propre<sup>5</sup> », on comprend tout ce que l'administration dut avoir, au début, de difficile et de pénible pour Tournon. L'Ordonnance royale du 13 juillet<sup>6</sup> avait bien été rendue pour mettre fin à ce désordre ; mais elle était demeurée, dès l'abord, lettre morte à Bordeaux. L'envoyé spéciale du roi, le comte de Coëtlosquet, avait dû « intimier à ces messieurs », en exhibant ses pouvoirs, l'ordre formel de reconnaître comme « seule autorité civile<sup>7</sup> » celle du préfet Tournon. Encore fallut-il de longs jours avant que tout rentrât dans l'ordre.

Le principal, comme aussi le plus à redouter parmi tous ces tenants de la cour de Toulouse, était sans contredit le comte de Damas-Crux<sup>8</sup> « Persuadé qu'un gouverneur nommé par le duc d'Angoulême réunissait tous les pouvoirs<sup>8</sup> », il se montra, dès l'abord, plein de prétentions. Excellent homme au reste, fort poli, et « ne demandant pas mieux que de faire du

1. *Mémoires inédits*.

2. Le duc de Bourbon arriva à Bordeaux le 2 août, le même jour que de Viomenil. *Bulletin Polymathique*, t. XIII. p. 323. — Le comte Lynch arriva le 9 du même mois. *Id.*, p. 329.

3. En dehors des proclamations presque journalières de Clauzel, voici les principales de cette dernière quinzaine de juillet : celle de l'ancien maire Grammont ; du conseiller de préfecture Derancy, chargé par Fauchet des fonctions de préfet ; du comte de Lur Saluces ; de Barennès, à son tour préfet par intérim ; du premier adjoint de Labrouë, faisant fonction de maire ; de Tournon ; du duc de Guiche ; du comte de Damas-Crux ; etc.

4. C. JULIAN, *Histoire de Bordeaux*, p. 710.

5. *Arch. de la guerre*, lettre du comte de Coëtlosquet, 24 juillet ; citée.

6. Cf. *Pasquier*, t. III, p. 360.

7. Lettre de Coëtlosquet, 24 juillet, citée.

8. *Mémoires inédits* de Tournon.

bien<sup>1</sup> ». Tournon, sans relation alors avec les ministres qu'absorbaient les affaires étrangères, n'avait aucun moyen de lutter contre lui. Chaque matin, de Damas le priait, très aimablement, de passer chez lui, et s'informait des moindres détails de l'administration. « Les lui refuser, avoue Tournon, c'était commencer un combat dans lequel j'eusse été seul contre tous, et accroître les préventions qu'on avait contre moi, depuis d'affaire Clauzel<sup>2</sup>. » Pour se débarrasser de cette gêne, il prit le parti d'« accumuler » chaque jour, dans la chambre du prétendu « gouverneur », tous les dossiers administratifs : police, travaux, législation, finances, et de « l'étouffer sous cette masse<sup>3</sup> » de papiers. Tournon riait bien en lui-même « de le voir, avec sa conscience d'honnête homme et son ignorance de courtisan, retourner dix fois la moindre affaire, et ensuite convenir qu'il ne savait comment la décider<sup>4</sup> » ! Après trois ou quatre séances de cet exercice, il demanda grâce et laissa dès lors le préfet bien tranquille à ses bureaux.

Les ennuis causés directement à Tournon par le pouvoir, indépendant du roi, qui voulait établir son centre à Toulouse, furent plus graves et plus sérieux. Dès son arrivée à Bordeaux, il s'était hâté d'écrire au duc d'Angoulême pour lui offrir ses « très respectueux hommages ». Le jour même du départ de Clauzel, le 28 juillet, il lui parvint une fort curieuse réponse du marquis de Villeneuve, administrateur général civil dudit gouvernement; « Son A. R., disait celui-ci, a reçu votre lettre, Monsieur, et elle me charge de vous faire savoir qu'elle vous autorise à remplir *provisoirement* les fonctions de préfet de la Gironde, dans lesquelles personne encore n'avait été installé avant votre arrivée<sup>5</sup>. » A cette lettre était jointe une longue instruction imprimée, par laquelle de Villeneuve ordonnait au préfet de correspondre directement avec lui, d'envoyer à ses bureaux des listes triples de candidats pour les places de sous-préfets et de maires. La même instruction l'autorisait à suspendre les officiers de gendarmerie, les juges de paix, les per-

1. *Mémoires inédits*.

2. *Id.*

3. *Id.*

4. *Id.*

5. *Archives nationales*, F<sup>15</sup>II, Gironde 6. Lettre de Tournon à Pasquier, 29 juillet 1815, dans laquelle il cite la lettre de Villeneuve,

cepteurs; il devait impitoyablement écarter de ces fonctions tous ceux qui n'avaient pas tenu leur serment au roi, et enfin nommer un commissaire général de police. Tournon obtenait cependant la permission de continuer ses relations habituelles avec le gouvernement de Paris, à la condition de rendre à Toulouse un compte détaillé « de tous les événements et de tous les actes de son administration<sup>1</sup> ». De Villeneuve, « homme d'esprit et d'instruction, mais fort ambitieux » et qui se croyait déjà « Ministre<sup>2</sup> », envoya même un sous-préfet à Libourne, de la Salle, muni d'une commission du Prince<sup>3</sup>. C'était, par bonheur, un fonctionnaire modéré, honnête, zélé, et Tournon put le maintenir à son poste, sans inconvénient. Mais ce « provisoire » devenait inquiétant et gênant pour le nouveau préfet qui s'attendait de jour en jour à voir arriver son successeur, venu en droite ligne de Toulouse. Heureusement, il avait appris à Rome la science des *combina-zione*.

Il se contenta d'abord de « louvoyer<sup>4</sup> » avec de Villeneuve « qui n'était pas bien fort<sup>5</sup> », de lui répondre des « généralités », en le priant instamment d'exprimer à « S. A. son profond respect pour Elle, et le désir ardent de mériter ses bontés<sup>6</sup> ». Et comme cette situation anormale se prolongeait, pour la plus grande gêne des affaires publiques, il écrivit à Pasquier<sup>7</sup> et à Barante des lettres assez vives : « Vous devez sentir, disait-il à ce dernier, combien il me serait agréable de me trouver dans le gouvernement de... l'héritier du trône qui serait témoin de mes efforts, et pourrait m'en tenir compte. Mais il ne s'agit pas de moi : c'est du service du roi... Vous ne doutez pas que je connaisse assez mon devoir pour ne pas hésiter; mais il ne serait pas juste que l'accomplissement de ce devoir attirât sur moi la disgrâce d'un Prince du sang. Ainsi, hâtez-vous de faire cesser cet état de choses, ou de me dire... quelle conduite je dois tenir, quand les ordres du Prince ne concordent pas avec

1. *Mémoires inédits*.

2. *Id.*

3. *Arch. nationales*, F<sup>1b</sup> H. Gironde 6. Lettre du 5 août à Pasquier, et *Mémoires inédits*.

4. *Mémoires inédits*.

5. *Archives de M. de Barante*, lettre du 8 août à Barante.

6. *Mémoires inédits*.

7. Lettre du 5 août à Pasquier, citée.

ceux du ministère<sup>1</sup>. » Pasquier loua fort son habileté et son « bon esprit » pour concilier les deux obligations d'obéissance au roi et de déférence au duc, et, tout en l'engageant à donner les renseignements exigés par Toulouse, lui assura que cette anomalie allait bientôt finir<sup>2</sup>. De fait, Louis XVIII averti coupa le désordre dans sa racine, en rappelant d'urgence son neveu à Paris. — Même l'excellent Damas Crux dut céder le gouvernement militaire de Bordeaux au général de Viomenil, mais avec quelle mauvaise grâce et après quels tenaces refus<sup>3</sup>! Le nouveau venu, malgré son mépris pour tout ce qui s'appelait Gouvernement représentatif, Chambre et Charte, et malgré qu'on l'eût prévenu contre le préfet, reconnut bien vite, avec sa rude franchise, la haute valeur et la loyauté d'un tel administrateur; il devint même son ami et son dévoué collaborateur<sup>4</sup>. — Ainsi fut étouffé « ce germe de Duché d'Aquitaine et de Comté de Toulouse qui plaisait fort aux importants du pays, plus assurés

1. *Arch. de M. de Barante*, lettre du 30 juillet à Barante.

2. *Archives Nationales*, F<sup>1b</sup>II, Gironde 6, réponse de Pasquier le 1<sup>er</sup> août.

3. Rien n'est plus suggestif que ces refus de Damas-Crux, pour montrer l'anarchique mélange des pouvoirs dans le midi de la France, à ce moment-là. — Viomenil arriva à Bordeaux le 2 août (*Bulletin polymathique*, t. XIII, p. 323) et ne pouvant, malgré toutes ses démarches, décider son prédécesseur à se démettre, il lui écrivit le 5 août : « Je vous requiers d'avoir à me remettre, dans le plus bref délai, le commandement des troupes de la 11<sup>e</sup> division, avec les papiers et documents de service... » Il lui envoie, en même temps, une ampliation des lettres par lesquelles le roi l'a nommé à ce poste. — De Damas lui répond, le même jour, qu'il ne peut obéir à cette réquisition, vu que les lettres patentes du 3 juin qui le nomment gouverneur des 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> divisions militaires n'ont point été révoquées. « La signature de Gouvion-Saint-Cyr, ajoute-t-il, ne peut invalider les Lettres Patentes signées par le roi. » — Et il persista plusieurs jours encore dans son refus. — *Arch. de la guerre*, Correspondance générale, carton du 1<sup>er</sup> au 10 août.

4. Voici ce que Tournon dit de lui dans ses *Mémoires* : « C'était un vigoureux octogénaire endurci dans les camps, plein d'honneur, de franchise, et même de rudesse; ne connaissant que le devoir militaire, n'admirant que l'ancien régime, et regardant comme des sottises tout ce qu'on appelait Charte, Chambre, Gouvernement représentatif. Ses idées très restreintes étaient à la merci de quiconque le flattait et lui montrait une extension de pouvoir. Du reste, il était bon, généreux et incapable par lui-même de faire du mal. Dès la première heure, il ne me cacha pas qu'on l'avait prévenu contre moi, et qu'on m'avait dépeint comme partisan de Bonaparte. — Je lui racontai l'affaire du général Clauzel, et il comprit assez bien mes motifs pour que, depuis cette explication, nous marchions d'accord ensemble. »



d'y trouver place pour leurs talents qu'à Paris<sup>1</sup>». Les prévisions pessimistes de Barante ne s'étaient point réalisées. « Je crains, lui avait-il écrit, que vous n'ayez bien de la peine à vous défendre des sottises de M. de Villeneuve, et de cet excellent Damas-Crux dont le général Laborde trouvait l'incapacité si rassurante<sup>2</sup>. »

\*  
\* \* \*

Ce fut dans ces jour d'essais d'un gouvernement méridional qu'eut lieu l'arrestation des frères Faucher. Le général Clauzel remit lui-même, avant son départ, leur correspondance au préfet. Il s'y trouvait la fameuse lettre du 27 juillet, imprimée plus tard dans le procès, et qui devint la principale cause de leur condamnation. Tournon ne connaissait nullement les frères Faucher. Il savait seulement que la Réole se trouvait dans un « grand état de fermentation<sup>3</sup> » ; et la voix publique accusait les deux frères d'y fomenter la révolte. La lecture de leur étrange lettre ne pouvait que le confirmer dans cette impression. Après avoir annoncé au général que de nombreux militaires étaient venus les supplier en pleurant de les conduire, sous les couleurs tricolores, au service de la patrie, ils ajoutaient : « Au moment où nous écrivons, nos armes sont là, nos avenues sont éclairées et le corps de la place en défense, et nous ne craignons pas la désertion de la garnison... Nous enlèverions ces Messieurs dits *Gardes royaux à cheval*, et comprimerions leurs satellites; ce serait l'affaire de deux heures en plein midi... Mais nous craignons que cet acte de juste défense ne puisse être le signal de la guerre civile; nous vous aurions une grande obligation, si vous nous disiez quelle est la marche que nous devons tenir<sup>4</sup>. »

1. *Mémoires inédits*.

2. *Archives d'Avrilly*. — Lettre autographe de Barante à Tournon, 8 août 1815.

3. *Mémoires inédits*. Cf. *Archives municipales de Bordeaux*, gros carton (1816-1820) qui contient tout le recueil manuscrit de la procédure des frères Faucher; il s'y trouve, en particulier, une longue lettre de César Faucher au maire.

4. *Mémorial* du 25 septembre n° 437, supplément sur l'affaire Faucher. — Cf. VAULABELLE, *Histoire des deux Restaurations*, t. IV, p. 21 et suiv. — Il est très long sur cette affaire, et pas suffisamment impartial. — Tournon fit parvenir copie de la fameuse lettre à Fouché, ainsi que d'autres



Tournon ne pouvait savoir ce qu'il y avait d'exagération railleuse dans ces préparatifs, ce « corps de place en défense », et ce dépôt d'armes. La prudence lui commandait de s'informer. Il craignait que ces hommes, « la terreur des honnêtes gens, ne cherchassent à former un corps de déserteurs <sup>1</sup> ». Il prit donc, le 29, un arrêté qui chargeait le capitaine de gendarmerie Maury d'opérer dans la demeure des Faucher une visite domiciliaire. Pour cette besogne, la Garde nationale lui avait paru dangereuse et « trop ardente <sup>2</sup> ». La perquisition amena la découverte de 12 fusils, quelques pistolets, des sabres et un assez grand nombre de cartouches <sup>3</sup>. Tournon ne pensait pas qu'il y eût matière à poursuite, après un pareil résultat, non plus qu'après la fatale lettre <sup>4</sup>. Il savait trop qu'aux époques de violents orages politiques comme celle-là, un homme arrêté est souvent un homme perdu. Le procureur du roi, Dumoulin, excité encore par le sous-préfet Pirly, en jugea autrement, et ordonna l'arrestation <sup>5</sup> immédiate des deux jumeaux. L'un et l'autre de ces personnages, promus à leurs fonctions sous l'Empire, demeurés en place sous la première Restauration, et maintenus durant les Cent-Jours par l'influence même de César et Constantin Faucher, voyaient sans doute, dans l'emprisonnement des deux généraux signalés comme ennemis des Bourbons, un titre à l'indulgence du nouveau régime <sup>6</sup>. Toujours est-il que le lendemain de leur arrestation, le 2 août, le procureur général près la Cour royale, Rateau, ordonna d'extraire les deux frères de la prison de la Réole, de les amener à Bordeaux, et de les incarcérer dans un infect cachot du fort du Hâ.

lettres écrites par eux au maire de la Réole. *Arch. Nationales* F<sup>7</sup> 9064, dossier 27353, lettre du 29 juillet 1815. « Je ne pense pas, y disait-il, que sur cette pièce, ni même d'après la conduite habituelle (des deux frères), je puisse prendre aucune mesure contre eux. » — Et il demandait au ministre des instructions qui ne vinrent pas.

1. Lettre à Fouché, du 29 juillet, citée.

2. *Mémoires inédits*.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9064, lettre à Fouché, 2 août.

4. *Mémoires inédits*.

5. Voici les termes dans lesquels le *Mémorial* annonce cette arrestation, et qui montrent à quel diapason l'opinion publique était alors montée : « Les frères César et Constantin Faucher, de la Réole, ces deux *misérables* que leur conduite forcénée a rendus si fameux parmi nous, et dont on ne prononce le nom qu'avec *horreur*, viennent enfin d'être jetés dans la prison de la Réole ! » *Mémorial*, 5 août 1815.

6. Cf. *Vaulabelle*, IV, p. 35.

Ce n'est point le lieu de redire ici les souffrances physiques et morales qu'ils eurent à subir<sup>1</sup>; seul le rôle qu'eut Tournon dans cette triste affaire doit nous occuper. Il ne ménage, dans ses *Mémoires inédits* et ses *Lettres*, ni son admiration, ni le témoignage de sa vive sympathie pour leur héroïque attitude de la fin. On sait que les deux prisonniers comparurent devant le Conseil de guerre de la 11<sup>e</sup> division, le vendredi 22 septembre 1815. L'audition des témoins dura jusqu'au lendemain à 7 heures du soir. Il y en eut quarante à charge et treize à décharge<sup>2</sup>. Le barreau bordelais ne s'honora guère, dans la circonstance. « Dominés par l'esprit de faction... ou par la crainte du peuple *horriblement animé*<sup>3</sup> », tous les avocats refusèrent de prêter leur ministère aux accusés, et ceux que le Conseil de guerre nomma d'office ne les assistèrent que pour la forme<sup>4</sup>, se donnant comme « avocats de la loi plutôt que pour les défenseurs des accusés<sup>5</sup> ». Même Ravez, l'allié, l'ami intime des Faucher, après avoir formellement promis de se charger de leur cause, avait écrit qu'il était obligé de renoncer à les défendre<sup>6</sup>. Devant un pareil abandon, les accusés se firent « eux-mêmes la plus énergique et la plus habile défense<sup>7</sup> ». Ils montrèrent, dans tout le cours de ces tristes débats, « une grande facilité à s'exprimer, et une remarquable présence d'esprit<sup>8</sup> ». Malgré tout, le Conseil de guerre les condamna à mort, à l'unanimité des voix. Ils subirent<sup>9</sup>

1. L'histoire très complète, très documentée, sans grandes exclamations à la Vaulabelle, de toute cette affaire Faucher est encore à écrire.

2. *Arch. Nationales*; F<sup>7</sup> 9064, dossier 27353. Lettre de Tournon à Fouché, le 24 septembre 1815.

3. *Mémoires inédits*.

4. Cf. BERNADAU, *Tablettes* IX, p. 259.

5. *Mémorial*, 28 septembre, n<sup>o</sup> 440.

6. Il faut ajouter, pour sa justification, qu'il avait reçu de la part du gouverneur de Viomenil une lettre lui intimant l'ordre de ne point se mêler ni directement, ni indirectement, de l'affaire Faucher. — Pourtant, sa promesse, son caractère, son attachement connu pour le roi, auraient dû le mettre au-dessus de toute crainte.

7. *Mémoires inédits*.

8. Lettre de Tournon à Fouché, 24 septembre, citée.

9. Vaulabelle raconte (t. IV, p. 48) que, sur leur passage pour se rendre au lieu de l'exécution, une dame placée à une fenêtre peu élevée, et qui se faisait remarquer par la vivacité de ses exclamations hostiles, agitait, en les poussant, un mouchoir blanc qu'elle laissa tomber. César quitte aussitôt son frère, s'avance sous la fenêtre, ramasse le mouchoir, le rend avec un sourire à la dame, et reprend sa place dans le funèbre cortège. — Ce trait, dont il ne cite pas le témoin, et dont ne parle point Tournon, reste très

leur peine avec une fermeté, un sang-froid, une tendresse mutuelle qui ne se démentirent pas un seul instant, et leur firent beaucoup de partisans<sup>1</sup>.

L'immense majorité des Bordelais, cependant, applaudit à ce jugement et approuva cette exécution. Seuls, en dehors des révolutionnaires et des bonapartistes irréductibles, quelques hommes de modération et de sang-froid les regrettèrent; parmi eux, en première ligne, il faut placer Tournon. Sans mettre au nombre des martyrs de tous points innocents les frères Faucher, qui ne furent guère, en somme, selon le mot de Bernadau, « que des intrigants très subalternes », n'ayant « ni la volonté, ni les moyens de faire une conspiration<sup>2</sup> », le nouveau préfet souhaitait vivement qu'ils sortissent acquittés du procès. Il aime à se rappeler que son arrêté de visite domiciliaire chez eux fut la seule part qu'il eut à cette déplorable aventure, qu'il n'a jamais compris pourquoi Clauzel lui remit la fatale lettre, et il conclut ce dramatique épisode par ces paroles : « J'aurais fort désiré que leur sang n'eût pas coulé, parce que, dans les discussions civiles, nul n'est jamais assez certain d'avoir la justice de son côté. Leur mort fut un triomphe pour le parti que je cherchais à contenir, et c'était un motif de plus pour que je m'en affligeasse<sup>3</sup>. »

\*  
\* \* \*

Dans l'intervalle de l'arrestation et du procès des frères Faucher, eut lieu la visite du duc et de la duchesse d'Angoulême. Dès le 14 août, Tournon annonce la bonne nouvelle à ses administrés :

#### HABITANTS DE LA GIRONDE !

« Vous allez recevoir le prix du noble courage qui, le 12 mars, vous fit, au milieu de mille périls, embrasser la cause des reje-

suggestif, s'il est vrai, de l'état d'âme des Faucher et du public à ce moment-là.

1. *Mémoires inédits*.

2. BERNADAU, *Tablettes*, IX, p. 253.

3. *Mémoires inédits*.

tons de Saint Louis.... Mgr le Duc et Mme la Duchesse d'Angoulême arrivent au milieu de vous... Puissent vos acclamations unanimes convaincre la France et l'Europe entière que les habitants des rives de la Gironde sont tout prêts, s'il le faut, à servir au trône d'inébranlables soutiens<sup>1</sup> ! » Mais les Bordelais n'avaient nullement besoin, en la circonstance, d'encouragement et d'excitation. Ils revenaient donc parmi eux, « les anges tutélaires<sup>2</sup> »; elle revenait surtout, « l'idole<sup>3</sup> » qu'ils avaient un moment désespéré de revoir ! Car c'était la duchesse en particulier, le grand ferment des ardeurs royalistes, et comme le centre de leur culte passionné. Ils allaient lui montrer ce que peut une imagination fougueuse, sur les bords de la Gironde, lorsque le cœur s'en mêle ! Tous les documents où cette mémorable visite est mentionnée, les revues, les journaux, surtout les lettres du préfet et ses *Mémoires inédits*, sont unanimes à reconnaître que jamais, peut-être, Bordeaux n'offrit spectacle pareil.

Tournon était allé recevoir les augustes visiteurs à la limite du département, en grande inquiétude sur la manière dont il serait lui-même traité. La première entrevue fut bien alarmante. Le prince ne daigna pas lui parler ; il savait sans doute que Tournon était pour beaucoup dans son rappel de Toulouse. Quant à la duchesse, elle le fit entrer dans son bateau pour passer la Dordogne, en lui adressant ces seuls mots : « N'avez-vous pas été préfet de Rome ? » — « Oui, Altesse, répondit Tournon ; c'est là que je me suis rendu capable de bien servir le Roi » ; et ce fut tout ! Pendant le reste du trajet, elle se montra polie, mais extrêmement froide<sup>4</sup>.

Et pourtant, l'incomparable splendeur de la réception que lui faisait Bordeaux était bien propre à effacer toutes les préventions contre son préfet. Dès leur arrivée à la Bastide, le duc et la duchesse purent juger de la féerie du spectacle. La superbe gondole qui les reçut, les nombreux bâtiments du majestueux fleuve pavoisés dès le matin en drapeaux « de

1. Journal *l'Indicateur*, 16 août 1815. — L'original, manuscrit autographe de cette proclamation, se trouve aux *Archives du château du Verger*.

2. Lettre d'une Bordelaise, 17 août 1815, citée.

3. *Mémoires inédits* de Tournon

4. Détails et citations tirés des *Mémoires inédits*.



toutes les nations<sup>1</sup> », présentaient comme « une forêt de pavillons de diverses couleurs<sup>2</sup> ». L'immense « population d'une province » semblait être rassemblée sur le port, et les quais étaient comme « pavés de têtes découvertes<sup>3</sup> ». Les fenêtres disparaissaient derrière les drapeaux blancs, les guirlandes et « d'ingénieux emblèmes<sup>4</sup> » ; les rues, jonchées de fleurs et de verdure, semblaient des jardins coupés de magnifiques arcs-de-triomphe. Les balcons et même les toits étaient noirs de spectateurs agitant leurs mouchoirs. On s'abordait, on se parlait, on s'interrogeait « sans se répondre et sans se connaître<sup>5</sup> », à la méridionale... Et sur tout ce tableau de fête, le beau ciel bordelais « d'une splendeur éclatante<sup>7</sup> » déversait des flots de lumière.

Dès que les princes parurent, le grondement du canon, le roulement des tambours, les joyeuses envolées de cloches, les « vivats le long des rangées de belles maisons<sup>8</sup> », ne laissèrent distinguer, pendant longtemps, qu'un formidable bloc « d'acclamations s'élevant jusqu'au ciel<sup>9</sup> ». Tournon avoue n'avoir jamais rien vu de comparable au spectacle de ce moment-là comme enthousiasme et unanimité de sentiments, spectacle « qui agissait sur l'âme avec une puissance irrésistible<sup>10</sup> ». Malgré la recommandation expresse des magistrats de ne point sortir des rangs, et de garder une « respectueuse modération<sup>11</sup> », quand les augustes visiteurs eurent débarqué, ce fut une poussée folle autour de la duchesse « qu'on pressait, qu'on serrait, avec toute la familiarité méridionale<sup>12</sup> ». Sa voiture fut dételée, tirée, comme portée en triomphe par vingt-cinq jeunes gens désignés d'avance ; soixante jeunes demoiselles vêtues de blanc et couronnées de lis l'environnèrent aussitôt. Un régiment d'enfants habillés à la Henri IV

1. *Bulletin polymathique*, XIII, p. 323.

2. *Mémorial* du 20 août, n° 402.

3. *Id.* du 21 août.

4. *Mémoires inédits* de Tournon.

5. *Id.*

6. *Mémorial* du 21 août, cité.

7. *Id.*

8. *Mémoires inédits*.

9. *Mémorial* du 21 août.

10. *Mémoires inédits*.

11. *Mémorial* du 21 août.

12. *Mémoires inédits*.

ouvrait la marche. Au moment où la voiture entrait dans la rue Dauphine, une couronne de lis, soutenue par deux anges fort ingénieusement arrangés, descendit sur la tête de la duchesse; et celle-ci voulut, en souvenir, conserver ces deux figures. Devant l'explosion d'une telle allégresse, « tantôt elle riait, tantôt elle pleurait <sup>1</sup> » en s'écriant : « Quel beau jour de fête ! Que je me trouve heureuse d'être au milieu des Bordelais <sup>2</sup> ! » Vraiment, selon la remarque de Pasquier, elle trouva, dans cette inoubliable réception, un des rares bonheurs dont il lui ait été donné de jouir dans sa vie <sup>3</sup>. Au milieu de cette foule, le cortège allait très lentement, et la voiture eut beaucoup de difficultés à parvenir jusqu'au Palais Royal où devaient loger les visiteurs <sup>4</sup>. Le prince était à cheval, et Tournon s'efforçait de suivre ses hôtes pour les protéger de trop indiscrets manifestants. Mais il fut bien vite rejeté au loin par les jeunes « brassards » qui cueillaient seuls les sourires et les attentions de la duchesse. Ils en étaient « électrisés », et « d'un mot, elle eût soulevé la ville <sup>5</sup> ». Que pouvait donc bien compter, en de pareilles circonstances, aux yeux de ces enflammés, un ancien préfet de Napoléon ? Tournon reconnaît avec mélancolie que ses sympathies et ses préférences pour les ultras étaient sans doute légitimes : ils avaient donné à la cause « tant de marque d'attachement <sup>6</sup> » !

Pendant tout le séjour des princes, l'allégresse populaire fut maintenue à son paroxysme. La duchesse ne pouvait sortir sans être aussitôt acclamée avec « délire <sup>7</sup> », entourée, suivie, poussée; et Tournon avait « fort à faire pour garantir ses robes <sup>8</sup> » ! Volontiers, on eût déchiré ses habits pour s'en faire des reliques, comme à son départ de Bordeaux, en mars, devant Clauzel. Il n'y eut aucune fête officielle à cause du malheur des temps, et d'après la volonté formelle des nobles visiteurs<sup>9</sup>; mais

1. *Mémoires inédits*.

2. *Mémorial* du 21 août.

3. PASQUIER, *Mémoires*, III, p. 408.

4. Le cortège se dirigea par les Fossés du Chapeau-Rouge, de l'Intendance, par la place et la rue Dauphine, et entra au Palais Royal par la place du Jardin.

5. *Mémoires inédits*.

6. *Id.*

7. *Id.*

8. *Archives* de M. de Barante, lettre de Tournon à Barante, 21 août 1815.

9. Grand rapport au Conseil général de 1822.

chaque jour, le peuple y suppléait « par d'ingénieux moyens <sup>1</sup> ». Députation des villes du département, visites des diverses corporations montrant leurs splendides bannières <sup>2</sup>, embrasement spontané de la ville par une illumination générale pour la fête du roi, magnifique d'entrain, le 25 août <sup>3</sup>, danses publiques, chants et refrains populaires <sup>4</sup>, tout fut employé par Bordeaux, afin de charmer ses hôtes ravis. La duchesse, d'ailleurs, se prêtait volontiers aux ovations publiques; elle aimait à se montrer fréquemment, « se promenait en calèche ou à cheval pour contenter le désir qu'on avait de la voir <sup>5</sup> », et allait tous les soirs au théâtre <sup>6</sup>. Chacune de ses entrées était saluée par des acclamations frénétiques, et par les cris mille fois répétés de « Vive le Roi! Vive l'héroïne de Bordeaux! Vive le héros du Nord! »

Au milieu de toutes ces démonstrations publiques, Tournon plein de prévenances et de sollicitude, mais toujours froidement reçu, attendait l'occasion favorable pour une explication définitive. Nommé par le roi, il ne voulait point continuer son administration dans l'hostilité manifeste de l'héritier du trône. La duchesse comprit son désir, et lui fournit l'occasion cherchée. Un jour, après une réception, elle l'appelle et l'in-

1. *Mémoires inédits.*

2. L'une de celles que la duchesse remarqua le plus fut celle des Dames aubergistes. C'était une bannière en taffetas blanc; au centre, se détachait l'écusson de France avec, en-dessous, ces mots : « Fidélité trouve enfin son prix. » A droite on lisait : « Avril, gloire »; à gauche : « Juillet, récompense. » — *Mémorial* du 21 août, cité.

3. *Bulletin Polymathique*, XIII, p. 357.

4. Parmi les couplets qui eurent le plus de succès, il faut citer les suivants où l'affection naïve éclate, à défaut de poésie :

Vive Henri IV,  
Vive son fils chéri;  
Au diable à quatre  
Son fils ressemble aussi,  
Car il sut combattre  
Et plaire comme lui.  
Bordeaux sera fidèle;

Les Bordelais contents,  
N'oublieront jamais celle  
Qui reçut leurs serments.  
L'affreuse tyrannie  
Peut bien régner un jour,  
Leur arracher la vie,  
Non leur amour.

Repose en paix, ô princesse chérie,  
Peines et soucis doivent fuir ton palais;  
Les Bordelais qui t'ont donné leur vie,  
Veilleront tous auprès de leur Marie!

*Mémorial*, 20 août, n° 402.

5. *Archives du château du Verger*. Lettre de Mme de Tournon, mère, à son fils Hippolyte, 4 septembre 1815.

6. Lettre à Barante, 21 août, citée.

vite à la suivre. « Nous entrons dans son cabinet, écrit Tournon, elle en ferme la porte, s'assoit et me fait prendre un siège. » Alors, le regardant fixement, elle lui dit : « Monsieur de Tournon, *vous avez fait évader le général Clauzel*. — Oui, madame, répond ce dernier ; mais votre Altesse royale voudra sans doute écouter les motifs de ma conduite. — C'est trop juste, répliqua-t-elle, parlez<sup>1</sup>. » Le préfet lui raconta alors très en détail cet événement et les motifs qui l'avaient guidé. Il lui « démontra que la guerre civile, et même la destruction de la ville » aurait résulté de la retraite inévitable du général Clauzel dans le Château-Trompette ; ou encore que la cause royale aurait pu être « souillée comme à Toulouse par un ignoble assassinat<sup>2</sup>... » Le récit « fut long et fait avec beaucoup de calme ». Il y joignit une explication nette de sa conduite à Rome. Quand il eut fini, la duchesse, qui n'avait pas cessé de le regarder fixement, se leva et lui dit : « Monsieur de Tournon, vous avez agi en homme de bien et de courage ; je vous en estime davantage<sup>3</sup>. » Depuis cette entrevue, la duchesse et le duc, avec lequel il avait aussi discuté à fond la question *Rome*, le « traitèrent avec une bonté et une confiance parfaites<sup>4</sup> ». Pour bien marquer ses sentiments nouveaux, la princesse dit un jour publiquement dans son salon : « De Tournon, je voudrais qu'il y ait beaucoup de préfets comme lui<sup>5</sup>. » La mère de notre administrateur était alors à Bordeaux ; Madame se montra dès lors pour elle pleine de touchantes délicatesses, et lui dit toute sa satisfaction pour *son Camille* « qui administrait à merveille<sup>6</sup> ! », moyen très efficace d'encourager Tournon, et de le toucher droit au cœur, car il gardait pour sa mère un véritable culte et une profonde affection.

Il usa de ce retour de faveur pour insinuer à la duchesse

1. Le récit de cette scène est tiré tout entier des *Mémoires inédits* de Tournon.

2. *Id.*

3. *Id.*

4. *Id.*

5. Lettre à Barante, 21 août, citée.

6. *Archives du Verger*, lettre de Madame de Tournon, mère, à son fils Hippolyte, 4 septembre 1815. Elle écrit en particulier : « ... Ton frère s'est conduit d'une manière très franche, très noble. Il lui a dit (au Duc) qu'il donnerait sa démission, s'il ne lui était pas agréable. Le Prince et la Princesse lui ont témoigné leur satisfaction, et j'en ai eu beaucoup à le voir sortir de ce pas épineux aussi bien. » Même lettre.



qu'il serait grandement profitable à Bordeaux d'employer sa haute influence à modérer le zèle par trop intempestif des ultras. Elle s'y prêta très volontiers, et ne cessa dès lors de prêcher la modération par toutes ses paroles et ses démarches<sup>1</sup>. Elle montra, en particulier, son mécontentement de voir qu'il y avait beaucoup de cocardes vertes à côté des cocardes blanches, et voulait même faire cesser cette anomalie par un ordre formel. Tournon, qui s'appliquait à ne froisser personne, obtint de n'employer que « les voix d'insinuation<sup>2</sup> », et huit jours après, le vert avait disparu de toutes les décorations. Il aurait bien voulu que ce blâme de l'intransigeance à droite fût accompagné d'un geste large d'oubli à gauche, et que le prince et la princesse ne fissent aucune distinction de partis ; mais ils refusèrent formellement de voir une seule des personnes qui avaient prêté serment ou occupé un emploi pendant « l'usurpation<sup>3</sup> » des Cent-Jours, et ne reçurent les individus que sur invitation spéciale. Le préfet regretta vivement, à part lui, cette « distinction fâcheuse », « cette ligne tirée entre deux classes d'hommes que leurs affaires et leurs devoirs réunissaient à chaque instant de la vie<sup>4</sup> ». — La duchesse partit pour Toulouse le 1<sup>er</sup> septembre, ne permettant pas à Tournon de l'accompagner jusqu'à la limite du département, « car sa présence, disait-elle, devenait trop nécessaire à Bordeaux<sup>5</sup> ». Les regrets et les acclamations de la ville entière furent ses meilleurs suivants<sup>6</sup>.



Dans l'intervalle de la visite des Princes, se placèrent les élections de 1815. Dès le 13 juillet, une Ordonnance royale con-

1. *Arch. Nationales*. F<sup>7</sup> 9661, lettre de Tournon à Pasquier, 1<sup>er</sup> septembre 1815.

2. Lettre à Barante du 21 août, citée.

3. *Id.*

4. *Id.*

5. Lettre à Pasquier, 1<sup>er</sup> septembre, citée.

6. *Bulletin Polymathique*, XIII, p. 338.

Voici comment Tournon juge la Duchesse : « J'ai trouvé à Madame un jugement très sain, des idées très nettes sur les affaires, un caractère bien prononcé sur tous les points, mais un grand respect pour la volonté du roi. Elle incline à un peu plus de sévérité que celle que l'on montre. » Lettre à Barante, 21 août, citée.

voqua les collèges pour nommer la nouvelle Chambre. La Charte avait touché beaucoup trop superficiellement à cette question électorale. D'après la seule loi qui existât, le Sénat devait choisir les députés parmi les élus des collèges de département et d'arrondissement. Comme il n'était plus, on décida que les collèges d'arrondissement présenteraient des listes doubles de candidats, et que les collèges de département feraient le choix définitif<sup>1</sup>. Le nombre de députés à élire pour la Gironde avait été fixé à sept. Tournon s'occupa, dès les premiers jours, de cette importante affaire. Le but et le seul résultat possible de ses efforts, vu la date récente de son arrivée, ne pouvait être que d'écarter les hommes trop exagérés, de « canaliser » vers des candidats moins chauds le courant qui dominait. « Je crois, écrivait-il à Barante, qu'en cédant un peu au torrent, je parviendrai à faire entrer des hommes susceptibles d'adopter les idées modérées... Cependant, il faut vous attendre à des produits tout à fait *équinoxiaux*<sup>2</sup>. » Il travailla vivement et inutilement à l'élection de Decazes<sup>3</sup>. Le clan hostile au Préfet de police avait partie trop bien liée; du reste on le connaissait fort peu dans son département où il n'habitait presque jamais<sup>4</sup>. Tournon réussit seulement à favoriser la candidature des modérés Lainé, Ravez et Dufort, et à écarter quelques individus par trop « embarrassants », en particulier de Peyronnet, très avancé alors, « dangereux » même dans ses opinions ultras, et dont les jeunes têtes exaltées avaient fait leur « coryphée<sup>5</sup> ».

Les électeurs assistèrent aux séances d'arrondissements en beaucoup plus grand nombre que dans aucune autre occasion précédente<sup>6</sup>. Le duc d'Angoulême, sur l'ordre formel du roi lui-même, présida le collège du département<sup>7</sup>, avec une assi-

1. Cf. DARESTE, *Histoire de la Restauration*, t. I, p. 179.

2. *Archives de M. de Barante*, lettre à Barante, 8 août 1815.

3. Decazes fut élu second sur la liste des députés de la Seine. Cf. *Pasquier*, t. III, p. 414.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>1c</sup> III, Gironde 3. Lettre de Tournon à Pasquier, 17 août 1815.

5. Même lettre.

6. *Archives Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, dossier 32718, lettre du 12 août à Fouché.

7. La lettre du roi qui lui donnait cet ordre et que le duc lut à l'assemblée était ainsi conçue : « Monsieur mon neveu, je vous fais cette lettre pour vous dire qu'ayant l'intention de donner à ma bonne ville de Bordeaux et au département de la Gironde un témoignage honorable de ma satisfaction pour leurs sentiments de fidélité, j'ai fait choix de votre per-

duité et une impartialité qui excitèrent l'admiration du préfet; jamais de préférence manifestée pour aucun candidat, et liberté absolue dans les choix. Chaque jour, il faisait inviter à sa table une partie des électeurs, sans aucune distinction d'opinions. Cette manière d'agir consola un peu Tournon des différences faites entre les Bordelais pour les réceptions particulières<sup>1</sup>. Au resté, le prince continuait à lui témoigner publiquement une grande affabilité et une estime particulière, voulant qu'il assistât aux séances toujours « assis à côté de lui »<sup>2</sup>. A l'ouverture du collège, il prononça un discours qui ne pouvait que soulever les applaudissements : « Je n'oublierai jamais, disait-il, et votre premier accueil quand j'étais dans ces contrées le précurseur du roi, et votre loyal dévouement quand l'adversité frappa de nouveau notre patrie... Il y a dans cette assemblée un esprit si pur, qu'il n'est pas besoin de vous parler de la nécessité de faire un bon choix »<sup>3</sup>. »

Quatre candidats obtinrent au premier tour la majorité absolue : Lainé, avec 184 voix, Ravez 153, Dussumier-Fontbrune 151, de Marcellus 120<sup>4</sup>. Dans la séance suivante, Filhot de Marans fut élu par 104 voix, et André Dufort par 101. Le dernier choisi fut de Lur Saluces, élu par 153 voix, à la pluralité des suffrages. Ravez, ayant donné sa démission pour raisons financières, et malgré les instances de Tournon pour l'en empêcher, on élut à sa place Pontet fils avec 143 voix. Lainé, à la fin de la séance, adressa au duc d'Angoulême un discours qui plut grandement à Tournon par son allure modérée<sup>5</sup> : « Ces députés, disait-il, auront à lutter contre des ennemis intérieurs, à guérir des prétentions immodérées, des jalousies anti-sociales..., à diriger vers la sagesse et l'ordre cet esprit de liberté si fatale à l'espèce humaine »<sup>6</sup>. » Des sept élus, c'était le seul auquel Tournon reconnût du talent<sup>7</sup>. Avec Dufort son

sonne pour présider le collège électoral de votre département. » *Arch. Nationales*, F<sup>10</sup> V, Gironde 3.

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661. Lettre à Pasquier, 22 août 1815.

2. *Mémoires inédits*.

3. *Indicateur* du 24 août.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>10</sup> III, Gironde 3. Lettre du 26 août à Pasquier. — Comme cette lettre est officielle, les chiffres donnés par l'*Indicateur* du 24 août (184 voix, 152, 151, 143) sont donc fautifs.

5. *Mémoires inédits*.

6. *Indicateur* du 26 août, n° 3548. — Cf. *Moniteur* du 2 septembre 1815.

7. *Arch. de M. de Barante*, lettre de Tournon à Barante, 17 septembre.

ami, d'une grande libéralité de principes, il devait se placer dans la partie modérée de la Chambre introuvable. Parmi les cinq autres députés, deux se distinguaient par la vivacité de leurs sentiments ultras : le « plus chaud <sup>1</sup> », de Marcellus, que cette mauvaise langue de Bernadau appelait « Dom Garcellus », « dévôt à la monarchie pure comme à la religion catholique, mais éminemment homme de bien <sup>2</sup> » ; le second, Bernard Pontet, « fort borné, mais entêté et prévenu <sup>3</sup> » contre la Charte et le parlementarisme. Les trois autres, Alexandre de Lur Saluces, noble caractère et très attaché au roi ; Dussumier-Fontbrune, riche négociant protestant, et Filhot de Marans, alors très âgé et de santé chancelante, étaient susceptibles de suivre une marche raisonnable. Cependant, tous n'avaient qu'une opinion sur l'urgence de mettre Fouché et même Talleyrand à la retraite <sup>4</sup>, et de ne confier le gouvernement qu'à des « mains pures ». — En somme, le préfet se félicita vivement d'un pareil résultat, dans un pays à « l'exagération extrême <sup>5</sup> », car toute la députation de la Gironde, divisée sur quelques points, reconnaissait la nécessité de se rallier fortement au trône <sup>6</sup>.

Pendant la session électorale, on apprit à Bordeaux le mouvement de l'armée espagnole commandée par le général Castanos, qui menaçait d'envahir le Roussillon, et voulait prendre sa part à la curée générale de la France. Le danger s'annonçait grave, car cette armée ne se composait guère que d'hommes sans discipline, accoutumés à tous les excès ; et, dans l'exaltation du Midi, les pires maux étaient à craindre. Le prince écrivit, en présence même du préfet, sa fameuse lettre au roi d'Espagne où il lui demandait, dans les termes les plus énergiques, d'arrêter le mouvement des troupes, et lui manifestait sa volonté de s'opposer à l'invasion par tous les moyens. Il la lut à de Tournon qui en approuva fort la vigueur <sup>7</sup>, et prit

1. Même lettre.

2. *Id.*

3. *Id.*

4. *Id.*

5. *Arch. Nationales*, F<sup>1c</sup> III, Gironde 3. Lettre confidentielle à Pasquier, 26 août 1815.

6. *Id.*

7. *Arch. de Génélard*. — Lettre confidentielle au Ministre de l'intérieur, 26 août.



congé du préfet et de la ville par ces nobles paroles : « Les Espagnols n'entreront en France que sur mon corps, et je repousserai la force par la force<sup>1</sup> ». On sait que le prince exécuta ses desseins avec une grande promptitude et un rare bonheur, ce qui lui valut un surcroît de popularité dans tout le midi, en particulier à Bordeaux.

Cette visite du duc et de la duchesse d'Angoulême, les publics témoignages de sympathie et d'estime qu'ils donnèrent à Tournon, après l'explication claire et décisive sur la question Rome et la question Clauzel, améliorèrent beaucoup sa situation. Les exagérés mirent une sourdine à leurs attaques et à leurs dénigrement contre lui; il n'était pas prudent de s'en prendre trop violemment à un magistrat ainsi protégé par les Princes, et dont on savait, au moins par ouï-dire, la vigueur et la fermeté. D'autre part, les modérés et tous les gens sensés, reconnaissant de plus en plus l'immensité du service qu'il avait rendu à leur ville en favorisant l'évasion de Clauzel, allaient se serrer autour de lui et l'aider de leur plus entier concours. Lui-même constate cet heureux et assez subit changement, et s'en félicite : « Maintenant tranquille sur mon avenir, dit-il dans ses *Mémoires*, et avançant chaque jour dans la confiance du pays, je pus enfin faire de l'administration : je m'y livrai tout entier. » — La Restauration commençait vraiment pour la Gironde.

1. *Archives de Gévelard*, lettre du 24 août à Fouché.

## CHAPITRE IV

### LES FONCTIONNAIRES

- I. Principes directeurs de Tournon dans le choix des fonctionnaires; intransigeance des ultras; sa modération. — Les conseillers et le Secrétaire général de préfecture. — Les sous-préfets. — Les maires; importance que Tournon attache à leur choix. — Etat d'esprit des maires; statistique des changements de maires, adjoints et conseillers municipaux. — Le Conseil général trouve les destitutions insuffisantes; refus de Tournon de les augmenter. — Le maire de Bordeaux. — Les autres fonctionnaires.
- II. Conduite de Tournon à l'égard de ses subordonnés; ses exigences; son contrôle; ses encouragements. — Difficultés à faire obéir les maires; fermeté et condescendance du préfet. — Comment il sait prendre la défense des fonctionnaires et de leurs intérêts. — Résultats de cette conduite.

Ces premières difficultés résolues, dans cet immense travail de réorganisation générale qui s'imposa dès l'abord à Tournon, l'un des actes les plus délicats et les plus difficiles fut, sans contredit, le choix des fonctionnaires. On devine quelle singulière anarchie d'opinions diverses régnait parmi eux. Le préfet voulait trouver chez tous des collaborateurs honnêtes, laborieux et sûrs; il exigeait donc naturellement qu'ils fussent fidèles à l'idée monarchique, mais entendait aussi résister à la violente poussée qui s'efforçait de l'entraîner dans le sens d'un injuste ostracisme. Car le puissant et furieux parti des ultras posait, comme premier article de son code, l'élimination impitoyable de tout fonctionnaire qui aurait servi pendant les Cent-Jours, et la foule était immense de ceux qui se prétendaient des droits inéluctables à les remplacer. Heureusement, Tournon avait pris son parti, « une fois pour toutes, d'avoir contre lui tous ceux qui professaient des opinions exagérées, et voulaient des

vengeances<sup>1</sup> ». En de telles circonstances très délicates, il fit preuve, une fois de plus, de cette fermeté et de cette modération qui demeurèrent la caractéristique de toute sa vie administrative. Il ne cesse de se prévaloir de l'une et de l'autre dans sa correspondance avec les ministres sur cet épineux sujet, et plus d'une fois pour les inciter eux-mêmes à moins de rigueur, surtout Vaublanc livré à une dangereuse exagération : « En écartant avec sévérité les hommes indignes de confiance, écrit-il, j'ai tâché de me garantir des mauvaises impressions que les passionnés voulaient me donner... Je suis loin d'obéir à l'esprit de réaction qui existe dans ce pays... où l'opinion publique est singulièrement dominante et acerbe... Dans le choix que je fais pour remplacer les fonctionnaires que j'écarte, je suis loin de me laisser entraîner au torrent de l'opinion qui tend à remplacer un parti par un autre..., et je mets le soin le plus scrupuleux à me tenir en garde contre les haines particulières<sup>2</sup>... » Certes, la conduite des fonctionnaires pendant les Cent-Jours, « temps où tous les masques étaient tombés », devait lui servir comme de pierre de touche pour bien juger et s'éclairer. Mais il ne voulait éloigner que les plus zélés partisans de Bonaparte, les combatifs et les irréductibles, ceux qui avaient « activement » soutenu sa cause pendant « l'usurpation », et perdu ainsi tout droit à la confiance du gouvernement aussi bien que de leurs administrés.

C'est avec de tels principes qu'il allait choisir d'abord ou indiquer les meilleurs, selon lui, pour remplir les charges publiques; les exciter au travail ensuite; les encourager, et au besoin, les défendre. Il établit parmi eux comme une double catégorie : ceux que leurs attributions mettaient en relations plus intimes avec lui : les conseillers de préfecture, les sous-préfets et les maires; et ceux dont les fonctions ne se rattachaient qu'indirectement aux siennes : les juges, les receveurs de contributions, les employés des postes, et autres agents subalternes.

Tournon donna un soin tout spécial au choix des premiers.

1. *Mémoires inédits.*

2. *Arch. Nationales*, F<sup>1b</sup> II, Gironde 6, lettre du 2 septembre 1815 à Pasquier sur les fonctionnaires (longue et intéressante). — Cf. F<sup>7</sup> 9065, 2<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 29 octobre 1815; F<sup>1b</sup> II, Gironde 6, lettres à Vaublanc, 8 et 17 février 1816.

Pour les conseillers de préfecture, témoins de ses efforts et confidants futurs de ses projets, il savait devoir leur demander une vaste somme de labeur. Il les voulut donc à toute épreuve. Lors de son arrivée à Bordeaux, deux parmi les cinq en service durant les Cent-Jours n'occupaient plus leurs fonctions : prévoyant leur destitution future, ils l'avaient devancée<sup>1</sup>. Les trois membres du conseil alors en activité, Barennes, Barthez et Letellier, furent maintenus. Le préfet les avait vus un mois à l'œuvre, et pris sur eux des renseignements confidentiels. Barennes, avocat très recommandable, haut placé dans l'estime publique, demeura le préféré et devint vite l'ami intime de Tournon; il devait toujours être choisi pour le remplacer durant ses absences. Barthez, revenu à des idées royalistes après s'être montré au début un enthousiaste de la Révolution, jouissait d'une réputation méritée d'homme très probe et très versé dans les affaires. Letellier, resté honnête en de grandes infortunes commerciales, remplissait sa charge avec exactitude, zèle et intelligence<sup>2</sup>. On remplaça les deux démissionnaires, l'un par de Castelnau que Tournon connaissait de vieille date, l'autre par le sous-préfet même de Bordeaux, Chicou-Bourbon. Ce dernier, fort « galant homme » du reste, et protégé de la duchesse d'Angoulême<sup>3</sup>, montrait dans ses fonctions une incapacité par trop notoire. Le nouveau préfet se vit contraint de demander son changement; mais il lui assigna le cinquième rang parmi les conseillers de préfecture, avec une lettre flatteuse qu'il obtint des ministres, comme fiche de consolation.

L'importante charge de Secrétaire général de la préfecture fut attribuée à Denis de Senneville<sup>4</sup>, fonctionnaire d'une capacité et d'un dévouement remarquables. On devait, en 1817, la supprimer, malgré les vives protestations de Tournon auprès de Lainé. « Peut-être, dira-t-il au Conseil général de cette année-là qui

1. Batré et Campaniac.

2. Détails tirés de la lettre à Pasquier du 2 septembre 1815, citée. — Sur ces divers personnages, Cf. *Biographie de Férét*, *passim*.

3. *Archives de M. de Barante*, lettres à Barante, 30 juillet, 8 et 21 août 1815.

4. Cf. *Almanach du commerce de 1816*. — Tournon eut, comme secrétaire particulier, son parent de Sigoyer, poète et littérateur distingué, qui avait déjà rempli, à Rome, les fonctions de Secrétaire général de la *Commission des embellissements*. — Cf. sur lui, *Biographie de Férét*, p. 575.



appuya sa requête de tout son pouvoir, ai-je les mêmes droits de demander que la Gironde obtienne la même exemption que la Seine, moi qui, chargé de l'administration d'un vaste département, suis forcé de donner une grande partie de mon temps aux détails d'un arrondissement dont la population égale presque celle des autres départements, et qui, en outre, occupe celle de Commissaire général de police <sup>1</sup>. » Une Ordonnance royale du 21 décembre 1815 avait en outre supprimé les sous-préfets dans les chefs-lieux de départements, pour raison d'économie, et laissé aux préfets le soin de remplir leurs fonctions, charge nouvelle jointe à tant d'autres pour Tournon <sup>2</sup>. Ses réclamations restèrent vaines; les conseillers généraux de préfecture ne devaient être rétablis qu'en 1821, peu de mois avant son départ de la Gironde <sup>3</sup>.

Parmi les sous-préfets, en dehors de l'arrondissement de Bordeaux, il n'y eut qu'un seul changement, celui opéré directement par le duc d'Angoulême, à Libourne, où Alexandre de la Salle remplaça La Grèze. Le choix se trouva excellent et demeura définitif. Les autres, de Gèzes de Camarsac à Lesparre, Thomas Pirly à la Réole, Victorin de Conteneuil à Blaye, Pierre d'Escure à Bazas, « tous habitants des arrondissements qu'ils administraient depuis plusieurs années <sup>4</sup> » parurent à Tournon, après enquête et surveillance minutieuses, des hommes « d'opinions très sûres <sup>5</sup> », et méritant d'être conservés en place. Tous, ils allaient se montrer dignes de cette confiance de leur préfet et obtenir, ceux de Libourne et de Bazas en particulier, ses vifs éloges.

« L'épuration » la plus laborieuse <sup>6</sup>, à laquelle notre préfet attachait une majeure importance, fut celle des maires, adjoints et conseillers municipaux. Dans un département vaste comme celui de la Gironde, dont les communes sont très nom-

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

2. Cf. *Arch. Nationales* ADxix<sup>1</sup>24, circulaire de Tournon aux maires de l'arrondissement de Bordeaux, 16 janvier 1816. — Cf. *Mémorial* du 16 janvier 1816. — Le comte de Drée qui était venu remplacer Chicon-Bourbon à la sous-préfecture de Bordeaux, installé le 15 décembre, resta donc 6 jours en fonctions!

3. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821.

4. *Archives Nationales*, F<sup>1b</sup> II, Gironde 6, lettre de Tournon à Vaublanc, 17 février 1816. — Cf. lettre du 8 février au même.

5. *Id.*, F<sup>7</sup> 9065, lettre de Tournon à Fouché, 12 août 1815, citée.

6. *Id.* F<sup>7</sup> 9065, 2<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 29 octobre 1815.

breuses, perdues souvent au milieu des landes lointaines, comment contrôler de manière bien efficace la conduite des fonctionnaires, si le choix initial a été mauvais? En vain, le pouvoir central travaille avec ardeur à la prospérité générale, lorsque le courant qui doit transmettre à la masse du peuple l'heureuse influence de son dévouement est coupé dans son point d'arrivée. « C'est donc, affirme Tournon, en ce premier anneau de la chaîne administrative qu'il est essentiel de trouver des opinions franches et pures et de la fermeté<sup>1</sup>. » *La fermeté*, voilà, selon lui, la qualité fondamentale; il veut écarter, « non seulement les hommes suspects, mais tous les hommes faibles... C'est surtout de la force de caractère, dit-il, que nous devons rechercher chez les magistrats<sup>2</sup> ». — Une circulaire du Ministre de l'intérieur, du 20 juillet, avait autorisé les préfets à suspendre de leurs fonctions tous les maires et conseillers dont ils croiraient la retraite nécessaire pour la tranquillité publique. Appuyés sur une telle permission, les ultras « l'assaillirent<sup>3</sup> » par leurs dénonciations et leurs demandes de changements. En pareille circonstance surtout, il dut se raidir pour résister à la poussée des vengeances mesquines et des louches combinaisons.

Les maires et les conseillers municipaux de la Gironde avaient prêté serment en assez grand nombre aux Cent-Jours, avec résignation et passivité. Que leur importait, en somme, le nom de Bourbon ou de Bonaparte, si la même misère devait continuer à sévir dans leurs campagnes et dans leurs villages? Tournon fut même stupéfait de trouver parmi eux un fort contingent de « républicains<sup>4</sup> ». Rien n'apporte autant de prestige à un gouvernement que l'espoir d'un mieux-être pour ses adeptes. Or, cette fois, le préfet leur parla de paix définitive qui semblait très vraisemblable, de Restauration, de grands travaux à faire, d'agriculture et de commerce qui allaient reflourir. Les imaginations, au reste, demeuraient frappées par le récit des splendides fêtes données à Bordeaux et dans les principales villes en l'honneur du duc et de la duchesse d'Angoulême. On se prit à croire, avec ardeur, au retour de la prospé-

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065. Lettre à Fouché, 12 août 1815, citée.

2. *Id.* 19<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 5 mars 1816.

3. *Id.* F<sup>1b</sup> II, Gironde 6, lettre à Pasquier, 2 septembre 1815, citée.

4. *Id.*, F<sup>7</sup> 9065, lettre à Decazes, 22 octobre 1815.

rité, et cette persuasion activa grandement le renouveau des sentiments royalistes. Aussi, beaucoup de maires et de conseillers municipaux s'empressèrent-ils de rétracter le serment des Cent-Jours, et Tournon fit publier leur nom dans sa *Feuille du Dimanche*. Comme exemple, il en destitua formellement lui-même quelques-uns, en petit nombre, de ceux qui s'étaient montrés chauds adhérents de Bonaparte, ou qui affichaient encore publiquement des opinions révolutionnaires. Mais il se jugeait trop nouveau venu pour opérer, en pleine connaissance de cause, dans la généralité des cas. Après leur avoir communiqué les principes directeurs qu'il entendait suivre en la matière, il s'en rapporta aux sous-préfets, qui connaissaient bien leurs subordonnés, pour faire tous les changements que, « sous leur responsabilité <sup>1</sup> » entière, ils lui demanderaient. Pour plus de sûreté, il fit prendre lui-même, par sa police, des renseignements secrets sur « tous les maires et adjoints <sup>2</sup> ». La scrupuleuse « exactitude avec laquelle il voulut opérer <sup>3</sup> » ne lui permit pas d'accomplir ce renouvellement des fonctionnaires municipaux au temps légalement fixé; il demanda la prolongation du pouvoir extraordinaire pour l'achever. Ce ne fut que vers la fin de février 1816, après cinq grands mois de travail et d'enquêtes, qu'il put enfin avoir listes closes. Il avait révoqué pour cause « d'opinions politiques » 69 maires, 77 adjoints et 269 conseillers municipaux <sup>4</sup>, révocations que le Ministre de l'intérieur sanctionna par arrêté du 26 février 1816.

Le Conseil général de cette année-là trouva cependant ces chiffres insuffisants, et fit insérer dans ses cahiers un vœu relatif à une épuration encore plus rigoureuse pour les maires et les percepteurs. Tournon se rebiffa devant ces prétentions qu'il estimait exagérées, et en écrivit à Lainé une lettre assez

1. *Arch. Nationales*, F<sup>15</sup> II, Gironde 6, lettre de Tournon à Vaublanc, 8 février 1816.

2. Même lettre.

3. Lettre du 2 septembre 1815 à Pasquier, citée.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>16</sup> III, Gironde 6, grand rapport à Lainé, 25 mars 1818. Il en donne le détail par arrondissement. — Un fait, qui donne une idée de la difficulté de pareil travail, et aussi du désordre administratif régnant alors à la préfecture de Bordeaux, c'est qu'il n'y existait pas de registre offrant le tableau statistique des maires, adjoints et conseillers municipaux du département, ainsi que de leurs mutations successives. (Même rapport.)

vive : « Je puis affirmer, disait-il, que tous les maires (et tous les percepteurs) contre lesquels l'opinion publique s'élevait ont été remplacés... Avec quelque attention que cette opération ait été faite, il est impossible cependant que, sur 560 maires et 160 percepteurs, il ne se trouve des hommes sur lesquels l'opinion ne soit pas unanime. Mais j'ai la certitude d'avoir fait, suivant les localités, les meilleurs choix possibles <sup>1</sup>. » Le Ministre de l'intérieur l'approuva pleinement.

Entre les maires du département, un surtout, celui de Bordeaux, importait au préfet. Le comte Lynch, qui occupait la fonction depuis 1809<sup>2</sup>, ne lui sembla pas réunir ces qualités de modération, d'initiative, et ces capacités qu'il désirait trouver dans le premier magistrat de son chef-lieu préfectoral. « C'était, dit-il de lui, un homme très borné, mais qui cachait assez habilement son insuffisance sous un aspect digne et composé<sup>3</sup>. » Les ultras l'avaient entièrement à leur dévotion, et le mettaient toujours en avant pour favoriser leurs desseins. Entre leurs mains, protégé par la duchesse d'Angoulême, il devenait fort « embarrassant<sup>4</sup> » pour le préfet. Comment contrecarrer ouvertement l'homme du *Douze Mars* dans une ville qui s'enorgueillissait tant alors de cette date mémorable ? — Aussi Tournon, pour s'en délivrer, appuya-t-il de tout son pouvoir son élévation à la pairie. « Notre maire, M. Lynch, est à Paris, écrit-il à Barante, n'en ferez-vous pas un pair ? Il est plus important que vous ne croyez de ne pas nous le renvoyer <sup>5</sup>. » On le renvoya, mais pour peu de temps. Le 22 septembre, il fut nommé pair de France, et remplacé à la mairie de Bordeaux, sur la demande personnelle de Tournon, par le vicomte de Gourgues dont « tout le monde disait du bien<sup>6</sup> », et qui portait un nom

1. *Archives Nationales*, F<sup>1c</sup> V, Gironde 2, longue lettre de Tournon à Lainé sur les cahiers du Conseil général, 8 août 1816.

2. Les maires de Bordeaux avaient été : Lafaurie de Monbadon, 1805 à 1809; Lynch, 1809-1815; Grammont, durant les Cent-Jours. — De Gourgues devait occuper l'Hôtel de Ville jusqu'en 1823; le vicomte du Hamel lui succéda cette année-là.

3. *Mémoires inédits*.

4. *Id.*

5. *Arch. de M. de Barante*; lettre à Barante, 30 juillet 1815.

6. *Mémoires inédits*. — Le comte Lynch avait accompagné la duchesse d'Angoulême à son départ de Bordeaux le 2 avril. — Il revint dans cette ville le 9 août, et fut reçu avec de grands honneurs. *Bulletin Polymathique*, XIII, p. 333; *Tablettes de Bernadau*, t. IX, p. 243.



très « honoré » de ses concitoyens. Le préfet tint à l'installer lui-même solennellement<sup>1</sup>.

Notre préfet n'eut pas seulement à s'occuper des changements dans l'ordre administratif; toute la série des fonctionnaires devait y passer : réforme des listes de jurés « que, selon lui, dans aucune autre circonstance, il ne fut plus nécessaire d'avoir composée d'hommes sages et fermes... J'espère, ajoutait-il, que mon travail terminé, je pourrai constamment les former de manière à rassurer sur leurs décisions le gouvernement et les accusés<sup>2</sup> »; — réforme des agents des postes dont il fut obligé de remplacer un grand nombre de directeurs<sup>3</sup>, bonapartistes incorrigibles; — réforme des percepteurs<sup>4</sup>, d'autant plus urgente que le recouvrement des impôts s'opérait souvent, nous le verrons, par leur négligence sinon leur malhonnêteté, avec un incroyable désordre; — réforme enfin dans l'ordre judiciaire. En ce dernier cas, les changements furent peu nombreux. Le premier président de la Cour royale, de Brézets, prêta serment aux Cent-jours, et la grande majorité des juges suivit son exemple. A la seconde Restauration, de Brézets, sachant qu'il ne serait pas confirmé par le Roi, voulut s'éviter le désagrément d'un renvoi et se retira de lui-même. Ses subalternes qui l'avaient imité en demeurèrent pleins d'inquiétude et tout désemparés. De Peyronnet, nommé président du Tribunal de première instance, à la place de Galigne démissionnaire<sup>5</sup>, employa sa fougueuse

1. Le 20 février 1816. — « Je serai heureux, M. le Maire, dit-il après lui avoir ceint l'écharpe, si je puis, en m'associant à vous pour faciliter l'accomplissement de vos bienfaisantes vues, entendre un jour mon nom uni au vôtre prononcé avec quelque reconnaissance par les habitants d'une ville à laquelle j'ai voué toutes mes affections. » — « Guidé par vous, M. le Préfet, répond de Gourgues, mon inexpérience administrative évitera les écueils également dangereux de l'exagération et de la faiblesse; j'apprendrai de vous à satisfaire tous les esprits et à réconcilier tous les cœurs. » — *Mémorial* du 21 février 1816.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, lettre à Decazes, 5 décembre 1815. — Cette liste des jurés, dressée complètement au milieu de 1816, comprenait 2 099 noms, « quantité suffisante, disait Tournon, pour que chacun ne puisse être désigné que tous les quatre ans ». Rapport au Conseil général de 1817.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 2<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 29 octobre 1815.

4. Il y avait à ce moment, dans la Gironde, 176 percepteurs. Grand rapport à Lainé, 25 mars 1818, cité.

5. Dans le carton F<sup>7</sup> 9065 se trouve une longue liste, du 24 août 1815, envoyée par Gaillard, l'ex-lieutenant général de police, des « fonctionnaires publics (de la Gironde) parjures à leurs serments... à notre roi légitime ».

ardeur à obtenir de ceux qui avaient ainsi « cédé au torrent<sup>1</sup> » la rétractation du malencontreux serment. Tournon n'en demandait pas davantage. A son tour, il put facilement persuader au Ministre de la justice « qu'il suffisait d'éloigner un petit nombre de présidents, considérés comme les instigateurs de ce qui s'était fait en avril, pour réunir franchement le reste des membres des tribunaux auxquels l'opinion publique pardonnait un acte faiblesse<sup>2</sup> ». La composition des Justices de paix, pour lesquelles « de toutes parts » on réclamait « de nouvelles nominations<sup>3</sup> », lui causa seule de longs soucis, en cet ordre de fonctionnaires : il ne l'acheva qu'à l'automne de 1816.

\* \* \*

Choisir avec soin des collaborateurs dignes de confiance et qu'il eût bien en main ne suffisait pas à Tournon ; il s'efforça, dès le début, de leur inculquer, par de multiples encouragements ou de sévères remontrances, le goût du travail et de l'ordre dans les affaires, goût et ordre souvent fort contraires à leurs habitudes ; de les éclairer à l'occasion, les maires surtout, en leur ignorance, parfois extrême, de la législation ; au besoin de les défendre contre des attaques injustifiées qui ne manquèrent pas de se produire. — Nous verrons que pour tenir le Ministre de la police très au courant de l'esprit public dans son département, il lui adressait chaque semaine un rapport détaillé. Mais, afin d'être bien renseigné lui-même et de garder leur zèle en éveil, il exigea de tous ses sous-préfets et du maire de Bordeaux un travail analogue de renseignements contrôlés et positifs. La lettre où il le réclame serait toute à citer. « Votre correspondance avec moi, dit-il, ne doit pas se borner à me transmettre dans un ordre successif la connaissance des faits et des événements qui se rattachent à la police positive. Il est essentiel que vous embrassiez, dans des rapports périodiques, tout ce qui est relatif à la sûreté de l'État... Vous devez me

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 4<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 12 novembre 1815.

2. *Id.* 2<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 29 octobre 1815, cité. La cour prévotale de la Gironde fut installée le 26 avril 1816.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>10</sup> V, Gironde 2, rapport de Tournon au Conseil général de 1816.

faire connaître les variations diverses de l'esprit public, les abus, les négligences qui peuvent exister dans chaque branche de l'administration, les sentiments qui animent les différents fonctionnaires. Il est nécessaire que j'y trouve les rapprochements, les observations, les vues que pourront comporter les différents objets sur lesquels se sera portée votre attention... Je désire qu'un rapport me présente, chaque semaine, le tableau exact de la situation morale et politique de l'arrondissement (ou de la commune). C'est par votre exactitude à m'en faire l'envoi chaque samedi, que je pourrai apprécier votre zèle. Lors même que l'état des choses ne vous paraîtrait pas de nature à fournir la matière d'un rapport, il sera à propos que j'en reçoive l'avis positif et spécial. Autrement, je me verrai forcé de signaler votre négligence<sup>1</sup>. »

Les sous-préfets n'étaient point accoutumés à pareille besogne; dans les premières semaines, quelques-uns d'entre eux, comme celui de la Réole, crurent ne voir là qu'ardeur passagère d'un débutant plein de feu, et négligèrent l'envoi régulier des fameux rapports. Tournon les rappelle à l'ordre d'un mot sec et sans réplique: « Je vous serai obligé de n'y plus manquer à l'avenir<sup>2</sup>. » — « Votre dernier rapport ne m'est point parvenu, écrit-il au sous-préfet de Lesparre; vous savez cependant que je tiens beaucoup à recevoir fréquemment des rapports généraux sur l'ensemble des affaires que vous dirigez. C'est pour moi un moyen de vous aider de mes avis, quand vous rencontrez quelques difficultés, ou d'être tranquille quand vous l'êtes aussi<sup>3</sup>. » — Au contraire, les fidèles comme ceux de Libourne et de Blaye, ne recevront que de chauds encouragements: « Je suis satisfait des rapports hebdomadaires que vous m'adressez; vos observations portent un caractère de vérité qui m'inspire autant de confiance en leur justesse que d'estime pour vous<sup>4</sup>. » — « Je vois toujours avec un nouveau plaisir vos rapports hebdomadaires, puisqu'ils m'annoncent l'amélioration constante de l'esprit public<sup>5</sup>. » — Ils finirent par comprendre tous

1. *Archives de Générard*; lettre du 26 octobre 1815 aux sous-préfets, et au maire de Bordeaux.

2. *Id.*, lettre aux sous-préfets de Bazas et la Réole, 3 février 1816.

3. *Id.*, lettre au sous-préfet de Lesparre, 13 mars 1816.

4. *Id.*, lettre au sous-préfet de Blaye, 8 septembre 1815.

5. *Id.*, lettre au sous-préfet de Libourne, 4 avril 1816.

que le désir de leur chef était sérieux, sa volonté tenace, et ils furent désormais exacts.

S'agit-il de modérer un zèle intempestif, ou de calmer des alarmes sans cause, notre vigilant préfet est encore là pour donner des conseils pleins de sagesse, ou proclamer haut sa confiance en l'avenir, afin d'en bien pénétrer les autres : « Il faut tout voir, mais tout voir avec calme, ne point se créer de difficultés pour se donner la peine et l'honneur de les surmonter, et tendre au but sans inquiétude des petits obstacles qui se trouvent sur la route... Une activité surabondante et un zèle outré prouvent plus la faiblesse que la force<sup>1</sup>... La victoire est à nous, nul doute de cette vérité ! Les factieux sont à jamais abattus, et nous pouvons sans inquiétudes les voir sourire et se frotter les mains. C'est le seul plaisir qui leur reste de donner de l'inquiétude à quelques esprits faibles. Cette sérénité que j'ai complète, par le sentiment de ma force n'est cependant pas aveugle<sup>2</sup>. » A de tels encouragements, fermes et pondérés, si l'on joint les invitations réitérées<sup>3</sup> aux sous-préfets de parcourir souvent leur arrondissement, les visites au moins annuelles et détaillées du département par Tournon lui-même, on comprend quelle noble émulation pour le bien public il sut faire naître chez tout l'état-major des fonctionnaires de la Gironde.

Au bas de l'échelle administrative, avec les maires et les conseillers municipaux, il trouve des difficultés plus rudes, de l'entêtement, quelquefois du mauvais vouloir, surtout de la nonchalance qu'il lui fallut vaincre et dominer de haute lutte. Il n'avait pu, malgré ses efforts, s'éclairer parfaitement sur la valeur de tous les maires en particulier ; de là, des choix moins bons. Quelques-uns étaient d'une extrême ignorance en matière de législation ; plusieurs même ne savaient pas lire, ce qui obligea Tournon à recourir aux instituteurs, malgré la défense royale<sup>4</sup>. D'autres se montraient aussi fêtus que bornés, ou encore

1. *Arch. de Gênelard*, lettre du 2 septembre 1815, au sous-préfet de Bazas.

2. *Id.*, lettre au sous-préfet de Libourne, 4 avril 1816.

3. Elles se retrouvent souvent dans les nombreuses lettres aux sous-préfets ; *Archives de Gênelard*.

4. Le roi voulait que ni instituteur, ni militaire, ni percepteur, ni juge ne fût nommé maire ou adjoint. — Or, il existait des communes où deux personnes à peine savaient un peu lire, et l'une d'elles était l'instituteur.



d'une extrême susceptibilité, tel le maire de Lesparre qui trouvait, dans l'exactitude du préfet à vouloir être renseigné sur les motifs des principales opérations municipales, une intention blessante, et lui envoyait sa démission<sup>1</sup>. Mais leur défaut le plus général aux yeux de Tournon résidait dans une sorte « d'apathie » et mollesse administrative, fruit d'un certain scepticisme politique développé par les dernières années d'anarchie, et qui les laissait trop souvent sans volonté et sans ressort devant les moindres difficultés. « Les maires sont bons, écrit-il à Lainé; mais ils manquent généralement de cette émulation qui est indispensable dans les emplois publics. Leur zèle se refroidit dès que les obstacles deviennent plus consistants... Ce défaut d'action dans les premiers anneaux de la chaîne des pouvoirs est l'obstacle le plus grand qu'éprouve l'administration supérieure<sup>2</sup>. »

Notre préfet employa tous les moyens en son pouvoir pour secouer cette inertie et communiquer à ses maires l'ardeur au travail : exemple personnel d'un labeur intense, quotidien, sévère tenue et ordre parfait dans les bureaux de la préfecture, grande célérité et régularité absolue dans l'expédition des affaires, multiples circulaires où il donne souvent de clairs exemples et de minutieux détails, telles des leçons un peu difficiles expliquées à de grands enfants, visites fréquentes, facilité d'abord enfin, et invitation à tous ses maires de venir eux-mêmes le voir souvent. Ses instructions en ces différents points pourraient servir de modèle à tous les préfets : « J'attends de vous, monsieur le maire, une grande exactitude dans votre correspondance avec moi. Je veillerai de mon côté à ce que toutes les affaires urgentes et susceptibles d'une immédiate décision soient expédiées sans retard; mais j'exige que vous me répondiez toujours par le piéton qui suivra celui qui vous aura porté ma lettre. Vous connaissez trop l'importance de la célérité dans l'expédition des affaires, pour ne pas vous conformer avec plaisir à ce que je prescris... Votre correspondance sera ouverte par moi seul, et les affaires renvoyées dans

*Arch. Nationales*, F<sup>1b</sup> II, Gironde 6, lettre du Ministre de l'intérieur au préfet, 10 septembre 1817, et réponse de Tournon, 18 septembre.

1. *Arch. de Gênelard*, lettre de Tournon à Decazes, 27 mars 1819.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>1c</sup> III, Gironde 6, lettre de Tournon à Lainé, 25 mars 1818.

les bureaux respectifs ou réservées pour mon cabinet, lorsqu'elles devront être traitées secrètement. Vous pouvez donc m'écrire avec une entière liberté. Toutes les fois que vous viendrez au chef-lieu, je serai très aise de vous voir; vous serez reçu tous les jours à deux heures, avant toute autre personne. Le secrétariat général et les bureaux seront ouverts à midi. J'ai dû indiquer des heures fixes afin de ne pas interrompre le travail<sup>1</sup>. »

A ces exhortations venaient se joindre, quand il le fallait, des exemples d'inflexible sévérité qui faisaient vite réfléchir les plus rebelles. Le Conseil municipal de Bourg s'entêtait à ne point voter le budget communal, parce qu'il trouvait le gouvernement trop peu royaliste! A cette nouvelle, Tournon ordonne au maire de convoquer d'urgence ledit Conseil, de faire délibérer quel que soit le nombre de membres présents, les absents devant être révoqués immédiatement : « Ma ferme résolution, ajoute-t-il, est de ne jamais céder à cette tendance de certains hommes qui veulent que le gouvernement ne voie que par leurs yeux, et n'agisse que d'après leurs passions<sup>2</sup>. »

Exigeant, scrupuleux et ferme, juste aussi et affable envers ses subordonnés, Tournon achève de gagner leur sympathie en se montrant, comme à Bayreuth, comme à Rome surtout, leur défenseur irréductible, quand il les voyait injustement attaqués. — Des accusations anonymes d'intransigeance dans le sens des ultra-royalistes, et de mauvaise administration contre de la Salle, sous-préfet de Libourne, parvinrent jusqu'à Lainé qui sembla convaincu de leur bien fondé. Notre préfet répond par un éloge en règle de la modération, du talent, du zèle de ce fonctionnaire, « absolument incapable de manquer à ses devoirs d'homme public<sup>3</sup> ». Même réplique à propos du sous-préfet de Lesparre, de Gèrès, que les policiers secrets de Decazes lui ont signalé comme ne résidant qu'un jour par semaine au chef-lieu. Ses absences se bornent à visiter des propriétés qu'il possède à Saint-Sauveur, et c'est un excellent administrateur<sup>4</sup>. — A diverses reprises, les ministres voulurent diminuer les frais de bureaux de la préfecture, le nombre des employés, ou du moins leur traitement. Quelques libéraux

1. *Arch. Nationales*, ADXIX<sup>24</sup>, 6<sup>e</sup> circulaire aux maires, 16 janvier 1816.

2. *Arch. de Génélard*, lettre au sous-préfet de Blaye, 8 décembre 1815.

3. *Arch. de Génélard*, lettre à Lainé, 8 mai 1817.

4. *Id.* lettre du 27 mars 1819.

malveillants avaient dénoncé une disproportion sur tout cela entre la Gironde et les autres départements : et le gouvernement d'alors avait l'oreille si promptement ouverte à toute idée suggérant quelque économie ! Tournon se donna le malin plaisir de faire un petit cours au ministre sur le travail qui s'accomplissait à la préfecture de Bordeaux. Dans le premier trimestre de 1816, il y a eu 8 111 enregistrements et signatures données soit à l'entrée, soit à la sortie, dont 584 arrêtés <sup>1</sup>. Pendant l'année entière, il a été répondu à 22.584 demandes venant de l'intérieur du département, et à 2.617 lettres ministérielles. En 1817, 20.296 lettres diverses furent écrites, et 2.352 pétitions reçues et enregistrées. « On peut d'après cette note, ajoute simplement Tournon, calculer le nombre des affaires expédiées, car à la fin de l'année, on n'en aurait pas trouvé vingt en retard <sup>2</sup>. » De plus, comme le préfet seul est chargé de la haute police, qu'il ne reçoit du ministre, pour cette besogne, que la somme de 4 800 francs par an, exclusivement employée à solder les agents secrets, tout le travail ostensible doit être fait *gratis* par les bureaux. — Conclusion, il est « impossible », sans compromettre le service, de réduire le nombre des employés, et il y aurait de plus une réelle « inhumanité » à leur faire éprouver la « moindre diminution » sur leur faible traitement. Ce n'est même « qu'à force de zèle et de dévouement de leur part, qu'on peut tenir le travail à jour <sup>3</sup> ».

D'autres mécontents estiment encore que l'on se chauffe et même que l'on s'éclaire trop copieusement dans ses bureaux, et surtout que les frais des tournées préfectorales se chiffrent par une somme exagérée... Tournon reprend sa bonne plume pour rappeler qu'il y a onze cheminées ou poêles, tous nécessaires à entretenir, et qu'il faut pour beaucoup de travail beaucoup de lumière. Il offre du reste au ministre les quittances des 1 800 francs que coûte cet entretien. Quant aux frais de tournées, les motifs pour les justifier ne manquent pas. Il ne faut point oublier, dit-il, « que ce département est le plus étendu du royaume, qu'il a six arrondissements..., que celui du chef-lieu est plus vaste que le département du Rhône..., qu'il y a des

1. Arch. Nationales, F<sup>1b</sup> II, Gironde 6, lettre à Lainé, 4 avril 1816.

2. Même lettre.

3. *Id.* — Les appointements des employés de la préfecture s'élevaient à la somme totale de 33 019 francs.

routes royales d'une longueur de quatre-vingt-dix lieues que je dois inspecter, et que j'inspecte, que les semis des dunes exigent chaque année un voyage dispendieux..., qu'il est plus qu'aucun autre rempli d'établissements publics importants, qu'on y exécute ou qu'il s'y projette de grands travaux qui exigent une correspondance étendue, qu'il est, par sa situation maritime, en contact avec les Douanes, la Marine, les Commissions sanitaires<sup>1</sup> ». Devant des explications aussi catégoriques et le ton péremptoire qui les soulignait, les ministres ne parlèrent plus de diminuer ni les traitements, ni les frais de voyage, ni le nombre des employés, et laissèrent dorénavant ces derniers bien tranquilles à leurs travaux et à leurs poèles.

On comprend à quel point une telle conduite, toute de loyale fermeté et de vigilante sollicitude, dut galvaniser le zèle des divers fonctionnaires de la Gironde. Après les inévitables lenteurs d'une première mise en marche, enveloppés dans cette atmosphère de protection et de travail, ils se mirent à l'œuvre, pour la plupart, avec un superbe entrain. Aussi Tournon, dans son grand rapport au Conseil général de 1822, se plaît-il à donner un solennel et précieux témoignage de satisfaction à ceux qui l'aidèrent dans sa rude tâche : « Peu de départements, dit-il, ont offert une réunion aussi remarquable de fonctionnaires publics, distingués par leurs talents et par le sentiment profond de leurs devoirs... ; il doit être permis à celui qui, pendant près de sept ans, fut leur collaborateur, leur ami, de leur rendre ce dernier témoignage<sup>2</sup>. »

1. Arch. de Gévelard, lettre à Lainé, 10 mars 1818. Tournon touche, en particulier, dans cette lettre, à la question du traitement des préfets que l'on parlait de ramener au chiffre de l'an VIII, à 26 000 francs (au lieu de 36 000 auquel l'avait fixé la loi du 28 août 1816). « ... On ignore, dit notre préfet, que les premières années qui suivirent l'établissement des préfetures s'éloignaient peu de celles où les magistrats s'honoraient du titre de *sans-culotte*, que tout luxe était banni, qu'on aurait craint de manquer à l'égalité en ayant des voitures, des laquais, des livrées..., qu'il est indispensable aujourd'hui que le préfet ne soit pas, pour sa dépense, au-dessous du plus grand nombre de gens et de la classe élevée de son département..., que les préfets recevaient alors, en frais de bureau, une somme tellement forte, qu'il faut croire que l'intention du gouvernement était de les dédommager, par ce moyen, de l'exiguïté de leurs traitements. Ces frais se sont élevés, à Bordeaux, de l'an VIII à l'an XVIII, à 88 000 francs ! »

2. Rapport au Conseil général de 1822.



## CHAPITRE V

### LA DIRECTION DE L'ESPRIT PUBLIC

- I. Etat des opinions dans la Gironde. — Les *ultras*; caractère particulier de leur royalisme; leur intransigeance; leurs appuis. — Opinion de Tournon sur leur incapacité de nuire. — Les *modérés*; faiblesse numérique du parti. — Opposition violente des deux sociétés de Bordeaux, nobles et négociants. — Les *libéraux*. — Les officiers à demi-solde; leur état d'âme. — Le peuple est royaliste sans conviction. — Indifférence politique dans les campagnes. — Exceptions; les protestants à Sainte-Foy; les républicains à Lesparre. — Ravages des fausses nouvelles dans l'esprit public; leur origine; elles viennent surtout d'Amérique.
- II. Lutte engagée par Tournon contre les fausses nouvelles. — La *Feuille du Dimanche*; sa composition; ses effets. — Les colporteurs. — Les visites annuelles du département; leur efficacité. — Mésaventure de Tournon faussement rappelé à Paris.
- III. Ses efforts pour rapprocher les deux sociétés à Bordeaux. — Les soirées de la préfecture; leur grand succès. — Les petits déboires. — Elles commencent d'opérer la « fusion » désirée.

Les premiers rouages administratifs remis en marche, dans ce tourbillon d'affaires multiples à réorganiser, ou même à créer, Tournon plaça, parmi les plus délicates, la direction de l'esprit public. Il lui fallut à la fois, et dès l'abord, résister aux pires intransigeances des ultras, déjouer les sourdes et habiles menées des révolutionnaires, et former le parti des constitutionnels modérés qui n'existait pas.

L'intensité et l'exagération du sentiment royaliste qui l'avaient si vivement frappé dès son arrivée, se maintinrent longtemps à un degré de « calorique<sup>1</sup> » extrêmement élevé. A Bordeaux, les « enragés » tenaient le haut pavé. Ils triomphaient comme si eux seuls eussent ramené le roi, et ne

1. Lettre de Tournon à Barante, 8 août 1815, citée.

voyaient de salut possible pour la France que « dans le retour à la monarchie absolue ». Les mots Charte, Constitution, Chambre des députés, ne revêtaient aucun sens bien précis à leurs yeux. « Fortement blessés des maux de la Révolution, disait d'eux le préfet, ils voudraient en effacer jusqu'à la trace <sup>1</sup> » et revenir aussitôt à toutes les institutions du passé. Leur royalisme avait même pris au début une teinte spéciale à cette partie de la France : la forme monarchique et Louis XVIII leur importait fort peu ; tout l'excès de leur amour, « de leur idolâtrie <sup>2</sup> », convergeait sur le duc et, en particulier, sur la duchesse d'Angoulême. « Il est impossible, avoue Tournon, de dire toute la force de ce sentiment ; c'est d'elle que l'on attend le bonheur de la France, et la couleur blanche ne paraît le signe du royalisme que lorsqu'elle est lisérée de vert <sup>3</sup>. » Il en résulta, dès l'abord, un grand mépris pour « les pays du nord », pour Paris terne et froid, une vive tendance à devenir capitale, qui ne fut pas sans inquiéter un peu le préfet <sup>4</sup>.

Les ultras ne permettaient pas que leurs opinions fussent contestées, et voulaient les faire prévaloir de haute lutte. « Ici, il faut être *exagéré* ou l'on est *jacobin* <sup>5</sup> », pas de milieu, écrira la mère du préfet. La Chambre introuvable ne gardait quelque prix à leurs yeux que parce qu'elle devait « régénérer la France et changer la situation de la noblesse <sup>6</sup> ». C'est qu'en effet la noblesse, à laquelle venait s'adjoindre l'ordre des avocats presque en entier, formait le gros noyau du parti. Quelques prêtres partageaient ces mêmes opinions, bien que l'archevêque, le vénérable Mgr d'Aviau et son entourage immédiat, marchassent pleinement d'accord avec le préfet. Appuyés sur les représentants de la Gironde aux deux Chambres, sur les pairs Lafaurie de Monbadon, le comte Chollet et surtout Lynch, favori de Madame, sur les députés dont cinq sur sept étaient à leur entière dévotion, en particulier Dussumier-Fontbrune et Pontet, sur l'inspecteur des Gardes nationales de la Gironde, le

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, lettre du 22 octobre 1815 à Decazes, citée.

2. Lettre de Tournon à Barante, 30 juillet 1815, citée.

3. *Id.*

4. *Mémoires inédites*.

5. *Arch. du château du Verger*, lettre de M<sup>me</sup> de Tournon mère, à son fils Hippolyte, 4 février 1816.

6. *Arch. Nationales*, F<sup>1c</sup> III Gironde 9, lettre confidentielle de Tournon à Vaublanc, 22 février 1816.

comte de Puységur, d'une combativité royaliste très susceptible, et sur tout son état-major, sur de Peyronnet, président du tribunal de première instance, le baron de Raynes, colonel de gendarmerie, appuyés — chose plus grave pour Tournon — sur la mairie où semblait s'être concentré « l'esprit de réaction<sup>1</sup> », ils mirent de pénibles entraves aux premiers efforts réorganisateurs du préfet. Ne pouvant l'entraîner, comme ils l'auraient voulu, dans la voie des violences et de l'arbitraire, ils s'en vengèrent par de surnoises attaques et d'hypocrites dénonciations. Ils accusaient « sa froideur<sup>2</sup> », son extrême réserve, son manque de zèle pour le « bon parti » ; plus d'un même le classait volontiers parmi les « anarchistes ». Chacun de ses actes administratifs excitait leur défiance, leurs critiques, leurs commentaires pessimistes ; car, d'agir en dehors de leur inspiration ne pouvait, selon eux, que mener droit à une autre révolution qu'ils redoutaient, à des « abîmes », des « précipices », dont ils se croyaient sans cesse environnés<sup>3</sup>. Ils ne voulaient point comprendre que leurs prétentions, un peu ridicules, et leurs revendications surannées ne faisaient que fortifier le parti adverse, par les craintes assez légitimes qu'ils lui inspiraient : « Nos royalistes, écrivait d'eux le préfet, sont fort imprudents, car toutes leurs démarches tendent à consolider ce qu'ils voudraient renverser, en plaçant sur la défensive les partisans des idées nouvelles<sup>4</sup> ».

Heureusement, ces chaudes opinions et ces attaques elles-mêmes se bornaient toutes à d'amères critiques, à de grands éclats de voix, à de beaux gestes... sans jamais passer aux actes. La vigueur bien connue de Tournon, et sa froide ténacité à résister au courant ultra, donnaient à réfléchir aux plus irréductibles. Du reste, le préfet n'avait pas une très haute idée de leur courage, et ne les tenait point pour bien méchants : « J'ai besoin de beaucoup de fermeté, disait-il encore, non pour contenir ce parti, il est incapable de nuire, mais pour résister au mouvement précipité qu'il voudrait m'imprimer : j'ai besoin, pour subir ses préventions, du sentiment intime que j'ai acquis

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9064, dossier 26930, lettre de Gaillard, lieutenant de police, à Fouché, 27 juillet 1815.

2. *Mémoires inédits* de Tournon.

3. Cf. *Mémoires inédits*, et *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9063, 30<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 30 mai 1816.

4. Lettre du 22 octobre 1815, à Decazes, citée.

du mal que je ferais au roi, en achetant des applaudissements par une funeste facilité à tout changer et à tout bouleverser<sup>1</sup>. » Son inaltérable courtoisie, sa scrupuleuse attention à ne froisser inutilement personne<sup>2</sup>, la grandeur des services déjà rendus à Bordeaux et les magnifiques projets de travaux mis en circulation, le sentiment même de l'inutilité, sinon du ridicule, à se cantonner dans une stérile intransigeance, émoussèrent peu à peu, nous le verrons, les sentiments hostiles de beaucoup d'ultras. En attendant, il s'efforça de dériver ce courant dans le sens du bien public, en particulier du paiement des impôts, et il y réussit. Les royalistes exagérés murmuraient souvent contre leur préfet, mais lui obéissaient quand même, et c'était pour lui l'essentiel. « Les opinions se soutiennent ici à un degré de chaleur qui n'a rien d'alarmant, écrit-il à son ami Barante, tout l'excès de calorique s'en exhale dans les salons, et il n'en reste en affaires que ce qu'il faut pour promptement payer ses impôts, et obéir... Je ne crains pas du tout les gens du caractère du nôtre, et je suis presque certain que, malgré notre réputation, le roi ne sera nulle part mieux obéi qu'ici<sup>3</sup>. »

Le parti des constitutionnels et des modérés, « de ces hommes à qui les idées saines de liberté et de droits du peuple sont chères<sup>4</sup> », n'existait pas, comme tel, dans ce département, à l'arrivée de Tournon. Seuls, des individus isolés professaient de telles opinions, et les cachaient « dans le sein de la famille<sup>5</sup> », n'osant pas les afficher autrement; ils les sentaient trop froides, « à dix degrés Réaumur<sup>6</sup> » au-dessous de l'atmosphère générale de la Gironde, affirme Tournon. Comme tout ce qui est modéré, ils se montraient fort peu combattifs, et délaissaient la politique pour les affaires. A cette classe appartenaient quelques avocats, presque tous les plus riches négociants, les armateurs et les grands propriétaires. Leur nombre était petit; cependant, comme avec eux se trouvaient « la fortune et les talents, l'influence s'y trouvait aussi<sup>7</sup> ».

Mais les divergences d'opinions ne séparaient pas seules ces

1. Même lettre.

2. *Mémoires inédits*.

3. *Arch. de M. de Barante*, lettre à Barante, 17 octobre 1815.

4. Lettre à Fouché, 12 août 1815, citée.

5. Même lettre.

6. Lettre à Barante, 8 août 1815, citée.

7. Même lettre.



hommes de valeur d'avec la noblesse ; une coupure beaucoup plus profonde, parce que motivée par des considérations d'orgueil blessé, partageait en deux camps fort opposés la société bordelaise d'alors. Les nobles, « très vains de leurs titres <sup>1</sup> », avaient beaucoup souffert pendant l'émigration ; la plupart y avaient même perdu presque tous leurs biens <sup>2</sup>. C'est pourquoi le souvenir de l'opulence de jadis, et aussi des souffrances passées qu'ils considéraient comme endurées pour la bonne cause, la ferme conviction que la royauté allait bientôt leur redonner privilèges, honneurs et fortune, les entretenaient en de hautes espérances ; et d'autre part, la vue de richesses et de propriétés leur ayant peut-être appartenu, entre les mains d'hommes qui n'étaient, à leurs yeux, que des parvenus de la veille, sinon les fauteurs de cette révolution qui les avait ruinés, leur emplissait le cœur d'une profonde rancune, et mettait dans leur manière d'agir un immense dédain envers tous ces gens-là. Il fallait un nom à particule et un blason pour avoir droit à leur intimité et à leurs sourires. Les négociants, en retour, « très vains de leurs richesses <sup>3</sup> » et pour qui « beaucoup d'argent valait beaucoup de titres », rendaient dédain pour dédain, mépris pour mépris. Ils opposaient volontiers leur vie de travail à la vie désœuvrée des « nobles oisifs », et de savoir que leur fortune reposait sur un labeur intelligent, suffisait amplement à la justifier à leurs yeux.

De ces vanités en sens contraire était résulté une sorte de paroi à cloisons étanches qui empêchait ces deux mondes de se mêler et de se visiter, et les cantonnait dans leur quartier traditionnel, la Cité pour les nobles, et les Chartrons pour le commerce. L'antagonisme allait même si loin que les demoiselles nobles préféraient ne pas se marier que de s'unir avec des gens du négoce, ce qui donnait pour cette classe un nombre élevé de vieilles filles à étonner la mère du préfet <sup>4</sup>. Et Tournon

1. Lettre de M<sup>me</sup> de Tournon mère, à son fils Hippolyte, 4 février 1816, citée.

2. Lettre à Vaublanc, 22 février 1816, citée.

3. Lettre de M<sup>me</sup> de Tournon, 4 février 1816, citée.

4. *Arch. du Verger*, lettre de M<sup>me</sup> de Tournon, 29 février 1816. — Ces lettres de la mère du préfet à son fils Hippolyte contiennent de charmants détails : « Le Commerce ici, écrit-elle, déteste la Noblesse qui le lui rend bien. Rien n'est si drôle, dans nos réunions, que de voir la manière dont on est ensemble ! Cela me guérirait de la hauteur, si j'en avais. — Bordeaux

avoue que la balance n'était pas facile à tenir en équilibre entre les deux sociétés, qu'il fallait une surveillance continue de soi-même pour ne blesser personne<sup>1</sup>. Il allait travailler de son mieux à les « fusionner ».

Dans la nomenclature ordinaire des partis sous la première Restauration, à côté des *ultras* et des *modérés*, viennent toujours se placer les *libéraux*. Ce nom demeura inconnu à Bordeaux durant toute cette première période que nous avons nommée de *réorganisation*. Ceux qui gardaient des sentiments hostiles au gouvernement royal les cachaient sous l'apparence d'attachement à Napoléon, de vagues idées républicaines ou même révolutionnaires. Ils étaient du reste en petit nombre, et dissimulaient prudemment leurs véritables opinions. Faire oublier leur passé, sans renoncer à leur programme, constituait pour le moment la tactique suivie. Plus d'un, qui avait affiché aux Cent-Jours les théories les plus antimonarchiques, et devait revenir plus tard augmenter le parti libéral, donnait alors son adhésion au roi par conviction du moment, par lassitude, par l'effet de l'entraînement public, par secret désir de se mettre à l'abri, et surtout dans l'espoir que les belles années de prospérité qu'on avait connues sous Louis XVI allaient refleurir bientôt. Tournon pouvait citer nominativement au ministre les chefs de ce petit clan : « Fieffé, Batré, Forcade, Caze, gendre de Brézets<sup>2</sup> », flanqués de quelques jeunes gens qui « aimaient le gouvernement de Bonaparte comme leur ouvrant de larges routes vers les honneurs et vers la fortune<sup>3</sup> ». Ils montraient une activité en raison inverse de leur nombre, et grâce à un remarquable esprit d'organisation et de cohésion, ils inquiétèrent plus tard vivement Tournon dans les élections de Bordeaux.

est une belle ville, mais on n'y est pas hospitalier comme à Lyon pour les étrangers. Les lettres anonymes sont fort en vogue... On met les demoiselles de très bonne heure dans le monde ; elles vont au spectacle, bal, etc., ce qui leur donne l'air assez libre. Les jeunes gens préfèrent les actrices, ce qui les éloigne du mariage. Ils vont peu dans la société ; ils ont des cercles où l'on joue gros jeu ; ils y sont moins gênés qu'en bonne compagnie. Le Barreau a beaucoup de gens d'esprit. Je connais mon Bordeaux parfaitement. Les bords de cette Garonne couverte de navires ont une vue dont je ne puis me lasser... » — Même lettre.

1. *Mémoires inédits*.

2. Lettre du 22 octobre 1815 à Decazes, citée. — Sur ces divers personnages, cf. *Biographie de Férét*, passim.

3. Lettre du 12 août 1815 à Fouché, citée.

Tout à côté d'eux, partageant la même espérance, mais sans se mêler à leur société et tenus pour beaucoup plus dangereux par la police préfectorale, vivaient les anciens militaires et les officiers à demi-solde. Ils étaient environ 250 à Bordeaux<sup>1</sup>. Tournon en classait une centaine d'entre eux parmi les hommes bien pensants. Quant aux autres, il les reconnaissait « capables de tout<sup>2</sup> », prêts à se jeter dans n'importe quel parti pour changer leur situation, tellement elle leur paraissait intolérable. « Le retour dans les chaumières de leurs pères, disait-il d'eux, le repos forcé auquel ils étaient devenus étrangers, l'espèce de méfiance qu'on leur témoigne, leur déplaît mortellement et les exaspère sans cesse<sup>3</sup>. » Facilement reconnaissables à leur longue redingote toute boutonnée, leur haut chapeau à forme évasée, le ruban de la Légion d'honneur qui tache leur col de rouge, leur canne plombée et leur démarche raide, ils vivent le plus possible entre eux, dans une petite société fermée, l'œil défiant, car ils se sentent épiés. Et c'est toujours le même éternel sujet qui revient dans leur conversations : *Il, Lui, le Petit, la Maman, la Violette, le Caporal, l'Enfonceur, la Victoire, l'Empereur!*

Quelle joie intime et quels regards brillants d'espérance, lorsqu'ils apprennent, ou croient apprendre, des nouvelles de leur Idole! — Non seulement *Il* s'est évadé, mais *Il* se trouve à la tête d'une armée en plein royaume<sup>4</sup>. *Il* est en Amérique, à Philadelphie, dont *Il* a fait sa nouvelle patrie; *Il* va châtier l'Angleterre et débarquer en France<sup>5</sup>; *Il* vient..., on fait même circuler sous le manteau une proclamation de *Lui* qui rappelle les temps où l'Europe admirait la France et ses guerriers, où la patrie comptait des hommes sachant vivre et mourir pour elle, et qui se termine par un vibrant appel « aux armes », avec la magique signature : *Napoléon*<sup>6</sup>! Comment douter qu'elle soit bien de *Lui*? — Nouvelles toujours identiques dans le

1. Arch. Nationales, F<sup>7</sup> 9066. Dossier 47187, lettre à Decazes, 17 février 1816.

2. Même lettre.

3. Lettre à Decazes, 22 octobre 1815, citée.

4. Arch. Nationales, F<sup>7</sup> 9065, 12<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 17 janvier 1816.

5. Archives de Gênelard, longue lettre de Tournon à Decazes, 22 décembre 1817.

6. Copie de cette prétendue proclamation se trouve dans la liasse F<sup>7</sup> 9661.

fond, toujours aussitôt démenties..., et toujours accueillies avec la même foi naïve. On comprend quels ennemis implacables le régime devait avoir en ces hommes-là, et pourquoi Tournon, en toutes les tentatives de révoltes ou de complots à Bordeaux, rencontrera, en premier lieu, leur influence et leurs mains. Ils avaient des signes de reconnaissance particuliers, et entretenaient une correspondance secrète dont la police du préfet ne parvint à pénétrer le mystère, momentanément, que dans les affaires Randon et Dardelle<sup>1</sup>.

Parmi ces facteurs divers qui concouraient à la formation de l'esprit public, le peuple ne comptait pas. Tout entier à son travail du jour, il recevait des divers centres les opinions toutes faites, sans presque les discuter, docile et soumis. Et c'était alors un vif sentiment royaliste qui dominait chez lui, à peu près exclusivement. Les vastes courants d'idées politiques, formés par l'apport et l'addition d'innombrables idées individuelles, et alimentés par la presse quotidienne, n'existaient point, à ce moment-là, tels que nous les connaissons aujourd'hui. Toute la direction émanait de petits groupes d'hommes intelligents et actifs, et c'est ce qui leur donnait tant d'influence, et aussi de dangers. Tournon, dans ses nombreuses lettres, nous dépeint cet état d'âme du populaire à Bordeaux. « Le peuple, et sous ce nom je comprends tous les marchands en détail et les petits propriétaires, n'a montré, lors des élections, ni joie, ni tristesse, ni crainte, ni espérance. Pour lui le roi est tout, et tant qu'on crie : « Vive le Roi, vive Madame » il est satisfait. Cependant, le choix des hommes qu'il connaît, tels que MM. Lainé et Ravez, lui ont fait plaisir, parce qu'il est assuré qu'ils défendront les Bourbons, objets de toute son affection<sup>2</sup>. »

Or, la ville de Bordeaux réglait alors la marche de l'esprit

1. Voici, à titre curieux, un exemple de ces mots de passe mystérieux qui intriguaient si fort Tournon. — Un ouvrier bordelais, antiroyaliste avéré, fabriquait « des étuis et autres objets de manière à présenter, dans la partie supérieure des montures, le profil de Buonaparte, et au-dessous, celui du roi renversé ». Tournon envoya un de ses agents secrets acheter un de ces objets, soi-disant pour l'expédier aux Etats-Unis. L'ouvrier, en le lui remettant, ajouta ces mots : *Ah ! vous voulez de la Tisane !* — Ni l'agent, ni Tournon ne purent jamais savoir ce que signifiait cette tisane-là ! — *Arch. de Gévelard*, longue lettre du préfet à Decazes, 22 décembre 1817.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 45<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 10 octobre 1816.



public pour tout le reste du département; ou plutôt elle en donnait seule l'unique expression. Car, en dehors de certains centres où les idées antimonarchistes s'étaient comme ramassées, et de la classe élevée, nobles et riches, disséminés sur une vaste étendue, à peu près tous d'un royalisme combatif, le reste des habitants de la Gironde ne témoignait d'aucune opinion politique bien arrêtée. Ils avaient vu tant de changements de régime, en quelques années, qu'ils étaient devenus sceptiques et blasés sur les avantages et les inconvénients de chacun d'eux. Cependant, la Restauration, c'était la paix assurée, et la paix malgré de lourds impôts, payés du reste avec une admirable résignation, leur apparaissait comme seule susceptible d'apporter quelque adoucissement à leur misère, quelque prospérité dans les affaires, et d'éloigner pour toujours la conscription abhorrée. Aussi, bergers un peu sauvages des landes<sup>1</sup>, tranquilles paysans de l'Entre-deux-mers, laborieux vigneron du Médoc, adoptaient-ils l'opinion du jour par intérêt, par atavisme, par crainte, et parce que c'était le *Gouvernement*.

Le préfet, dans les comptes rendus de ses nombreuses visites du département, aime à louer leur amour pour le roi, doucement monotone et fataliste, sans bruit ni enthousiasme, même lorsque de graves événements politiques, élections, changements de ministères, discussions de grandes lois, révoltes diverses, venaient surexciter les autres classes de la société. « Le peuple, dit-il, ne prend aucune part à l'agitation (des élections); il ignorera longtemps, j'espère, qu'il existe des Chambres et une Constitution<sup>2</sup>. » — Cette grande indifférence politique des campagnes que Tournon a constatée maintes fois, dont l'une des principales causes était, sans doute, la non-participation du peuple aux élections, montre aussi, selon lui, combien peu profondément la secousse révolutionnaire avait

1. Voici comment Tournon parle de ces braves gens dans l'un de ses rapports : « Ces hommes vivant presque isolés au milieu de leurs déserts, étant étranger à tout ce qui se passe dans le reste du monde, ne sont pas susceptibles de sentiments enthousiastes qui ne se développent que dans les grandes masses du peuple; mais ils sont calmes, obéissants et ils aiment ce gouvernement parce qu'il ne leur fait aucun mal et leur procure quelque soulagement. Demander d'autres sentiments au peuple des campagnes, c'est mal le connaître. » F<sup>7</sup> 9065, 37<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 27 juillet 1816.

2. Arch. de Gênelard, lettre à Decazes, 2 octobre 1816.

fait pénétrer dans la masse les notions, si vagues encore, d'égalité des citoyens, de suffrage universel, de droits pour tous aux charges publiques, et avec quelle force la main de fer de Napoléon avait étouffé ces idées dans leur germe. Cela, du reste, enchantait notre préfet qui se gardait bien de réveiller une telle apathie, car il n'était nullement populacrier ni démocrate, au sens politique du mot, et pensait que la direction de la chose publique doit être confiée à une élite, jamais au vote de la multitude; que le peuple, très habile à gérer ses propres affaires, n'est nullement apte à concourir à la direction de celles de l'État<sup>1</sup>.

Comme exception à cette atmosphère de calme politique où vivaient les bons habitants de la Gironde, deux villes, par leur turbulence, attirèrent souvent l'attention du préfet, au point de l'inquiéter : *Sainte-Foy* et *Lesparre*. — A Sainte-Foy et dans quelques communes environnantes, régnait de vieille date une violente animosité entre protestants et catholiques. Ces derniers, appartenant presque tous à la classe ouvrière, et royalistes déterminés, se plaignaient de ce que les gens aisés, la plupart protestants, ne leur donnaient point de travail, et ils attribuaient ce refus à des motifs de haine religieuse<sup>2</sup>. Forts de leur nombre et soutenus par l'opinion dominante, ils entretenaient, par des menaces et des injures, leurs adversaires en de perpétuelles alarmes; durant les troubles de Nîmes, elles prirent les proportions d'une véritable panique. Tournon, pour essayer la réconciliation des deux partis, y conduisit le duc d'Angoulême, lors de sa visite à Bordeaux, en janvier 1816. Reçu aux acclamations de tous, le prince « accueillit avec bonté les principaux protestants, engagea les catholiques à s'unir franchement à eux<sup>3</sup> », et voulut amener l'union par l'admission des uns et des autres dans la Garde nationale. La bonne entente ne dura guère; il fallut pour l'imposer la crainte et la force<sup>4</sup>. Tournon ne vint à bout de ces dangereuses que-

1. *Mémoires inédits* et lettres, *passim*.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 35<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 10 juillet 1816.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre à Decazes, 8 janvier 1816. (Longue et intéressante lettre.)

4. Ici se place l'incident de l'expulsion du pasteur protestant Thomas, à laquelle Tournon fut un peu mêlé, et qui demande quelques explications précises. — Pour juger l'affaire le plus impartialement possible, j'ai demandé une notice sur ce personnage à MM. les Pasteurs protestants de

relles que par l'augmentation de la gendarmerie à Sainte-Foy, de fréquentes visites, une surveillance continuelle, et son haut esprit de tolérance<sup>1</sup>.

À l'autre extrémité du département, la ville de Lesparre avait,

Sainte-Foy; ils ont bien voulu me donner des détails inédits dont je les remercie profondément. — Pierre Thomas, né à Eymet (Dordogne) vers 1762, pasteur à Sainte-Foy en 1782, orateur distingué, fut nommé maire de Bordeaux, le 1<sup>er</sup> germinal an II (21 mars 1794) à l'instigation du terroriste Lacombe. Thomas semble avoir usé de sa situation pour arracher plusieurs victimes aux rigueurs révolutionnaires. Après l'exécution de Lacombe (14 août 1794), il abandonna ses fonctions de maire, et reprit son ministère à Sainte-Foy. Il y resta jusqu'au commencement de 1816. Une Ordonnance royale du 24 janvier de cette année-là le révoqua, et peu après, Thomas fut envoyé en surveillance à Blanquefort (Landes). Le principal motif invoqué, en dehors de ses anciens rapports avec les terroristes de Bordeaux, fut la part prépondérante qu'il eut à la délibération du Consistoire de Sainte-Foy (18 janvier 1815), qui, seul de ceux de la Gironde, refusa de célébrer, le 21 janvier, un service commémoratif de la mort de Louis XVI, et l'accusation d'être le principal auteur de l'état de trouble qui régnait en ce canton. Sa relégation prit fin en 1818; mais on ne l'autorisa pas à reprendre son ministère à Sainte-Foy; il fut nommé pasteur à La Roche Chalais. Il mourut subitement à Libourne en 1822.

Thomas accusa de sa disgrâce le duc d'Angoulême et Tournon. Par une lettre au Consistoire du 2 février 1816, il se plaint en ces termes : « M. le Préfet ne veut pas que je me justifie; je n'ose pas rechercher les motifs particuliers... Il y en a pourtant, car on ne concevrait pas autrement qu'il voulût que je fusse jugé sans être entendu... Il ajoute une chose qui n'est pas très certaine que mon nom figure à côté de celui de Tallien..., d'Ysabeau..., de Lacombe que j'ai contribué à renverser avant la chute de Robespierre... »

Sans vouloir affirmer qu'il n'y ait point eu là un acte quelque peu arbitraire, le plaider de Thomas ne doit, selon moi, être accepté qu'avec les plus expresses réserves, et pour les motifs suivants : 1<sup>o</sup> la modération reconnue, par tous les historiens, du duc d'Angoulême qui, précisément, ne vint à Sainte-Foy en janvier 1816, que pour s'efforcer de réconcilier catholiques et protestants, et qui reçut avec une « grande bonté » les principaux de ces derniers; 2<sup>o</sup> la tolérance et l'esprit de justice chez Tournon, si unanimement appréciés par tous ses administrés, les protestants en particulier; 3<sup>o</sup> la pleine approbation que sa conduite reçut, en ces circonstances, de Lainé et de Decazes; 4<sup>o</sup> les vifs éloges que le préfet donne à la conduite des Pasteurs protestants de la Gironde; pourquoi eût-il fait une exception, et persécuté Thomas, si celui-ci eût été vraiment de tous points innocent? 5<sup>o</sup> Le calme et la paix qui s'établirent à Sainte-Foy, après le départ de Thomas, etc. — Du reste, Tournon en écrit ainsi à Decazes : « V. Exc. se souviendra que je n'ai pas provoqué l'exil de M. Thomas..., mais puisqu'il a été prononcé, je crois utile à la tranquillité de cette partie du département de le prolonger de quelques mois... Rusé, astucieux, tout ce que j'ai recueilli de lui me donne l'assurance que, zélé royaliste en public il fera en secret tous ses efforts pour perpétuer la discorde et la haine. » — *Arch. de Gênelard*, lettre à Decazes, 24 octobre 1816.

2. Cf. page 491.

de très vieille date, même au temps de l'Empire, attiré l'attention de la police. Un grand nombre de révolutionnaires s'y étaient réfugiés, de Bordeaux et des autres villes de la Gironde, comme dans leur domaine réservé. Là, « sous le nom d'avoués, ils désolaient les habitants, en les portant à plaider pour les moindres affaires<sup>1</sup> ». Non contents de ruiner leurs clients, ils se plaisaient à les jeter dans le parti adverse au gouvernement, pour mieux pêcher en eau trouble. Leur influence néfaste se faisait sentir à tout l'arrondissement; et c'est là que le préfet avait trouvé, à son vif étonnement, un grand nombre de maires républicains, ces « soi-disant *Catons*<sup>2</sup> » dont le principal talent consistait dans la critique sournoise et à jet continu de l'autorité supérieure. — En somme, Bordeaux et ces quelques centres de résistance et de « mauvaises opinions » mis à part, la grande dominante de l'esprit public dans la Gironde était alors un tranquille loyalisme, le besoin de paix, l'amour du roi et l'entière obéissance au gouvernement établi.

Toutefois, une cause immédiate de troubles, et qui déjà opérait des ravages parmi ses administrés, lui parut réclamer des remèdes urgents: *les fausses nouvelles*. Dès les premiers jours, il avait pu constater, avec stupéfaction, qu'une avalanche de rumeurs plus ou moins sinistres courait tout le département, semée à profusion par les ennemis du régime. Beaucoup de ces bruits revêtaient une première apparence d'absurdité et d'invraisemblance, telle qu'ils auraient dû s'évanouir sous un éclat de rire général. Tournon les voyait pourtant reçus dans les campagnes avec une crédulité et même une avidité inimaginables. Les mêmes fables répétées cent fois étaient crues cent fois. — Plus de doute, la dîme et les privilèges des nobles vont être rétablis, et la vente des biens nationaux annulée<sup>3</sup>; — Eugène de Beauharnais, chargé par l'Autriche et la Bavière de soutenir les droits de Napoléon II, marche à la tête d'une puissante armée; il est déjà maître de Lyon<sup>4</sup>; — la discorde règne à la Cour, Madame est partie pour Londres, le roi a quitté Paris, les princes sont en fuite<sup>5</sup>; — les protestants, par tout le Lan-

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9063, 12<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 17 janvier 1816.

2. *Id.*, lettre à Decazes, 22 octobre 1815, citée.

3. *Mémoires inédits*.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9063, 22<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 27 mars 1816.

5. *Id.*, 23<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 2 avril 1816. — Cf. 47<sup>e</sup> rapport, 2 novembre 1816.



guedoc, ont pris les armes; le maréchal Soult et le général Gilly les commandent, et l'insurrection va atteindre Bordeaux <sup>1</sup>; — les faubourgs de Paris se trouvent en pleine révolte, il y a des séditions partout, à Lyon, à Bourg, à Metz... <sup>2</sup>; et toujours, comme fond de tableau, la silhouette de l'Empereur se dresse victorieuse ou menaçante; son nom se répète bien bas, emplissant de terreur l'âme des royalistes, et d'espoir le cœur de ses fidèles <sup>3</sup>. Chose curieuse aussi, et qui montre à quel point certaines dates fatidiques peuvent frapper les esprits, c'est en mars, au 1<sup>er</sup> mars, que surviendra la prochaine révolution, et c'est Lyon la ville « d'où la lave doit écouler <sup>4</sup> ».

Les propagateurs de ces fausses nouvelles se montraient d'une extrême habileté pour échapper aux investigations de la police, varier leurs méthodes, et mettre à profit les moindres incidents défavorables au régime. Troubles de Nîmes et de Lyon, révolte de Grenoble, famine de 1817, conspiration de Randon..., chacun de ces événements capables d'alarmer le public coïncidait avec une recrudescence de bruits sinistres qui surgissaient de partout à la fois. Et les rapports du préfet laissent percer souvent l'aveu de son impuissance à atteindre les premiers, les vrais coupables, et révèlent même son inquiétude devant les ravages opérés ainsi sur l'esprit public par ces insaisissables adversaires <sup>5</sup>. Il n'ignore certes pas que le petit clan des libéraux bordelais et celui des fameux avoués de Lesparre constituent des sources intarissables d'où coulent à jet continu les nouvelles pessimistes; mais combien il apparaît difficile d'inculper nominativement des individus aussi rusés! Et d'ailleurs, il existe d'autres responsables que ceux-là qui échappent à toute sanction. Car le *Comité central* des libéraux à Paris, par des émissaires, des articles de journaux hostiles, en particulier du *Morning Chronicle*, habilement découpés et qu'ils répandent

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 5<sup>e</sup> rapport, 19 novembre 1815.

2. *Id.* F<sup>7</sup> 9661, lettre du 6 février à Decazes. — Cf. F<sup>7</sup> 9065, 12<sup>e</sup> rapport, 17 janvier 1816.

3. Cf. Lettres et rapports cités, 22 octobre 1815, 17 janvier 1816, 29 décembre 1817.

4. 21<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 20 mars 1816, cité. — Presque toutes les lettres et les rapports de Tournon durant les six premiers mois de sa préfecture signalent l'avalanche et les ravages des fausses nouvelles. — Cf. en particulier, rapports des 17 et 31 janvier, 7 et 14 février 1816.

5. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 13<sup>e</sup> rapport, 31 janvier 1816.

à profusion, donnent une aide puissante aux révolutionnaires de la province. « Les bruits sinistres partent toujours de Paris <sup>1</sup> », écrit Tournon à Decazes, dans un accès de mauvaise humeur. Son département recevait aussi par la poste, sous le timbre de Bruxelles, des imprimés extraits du *Nain Jaune* <sup>2</sup>.

Mais le plus grand arsenal à fausses nouvelles se trouvait chez les Américains. Il arrivait chaque année à Bordeaux plus de cent navires <sup>3</sup> venant des Etats-Unis. Les capitaines et les passagers apportaient des paquets de journaux de leur pays où, tout à côté des réclames et prix-annonces, s'étaient des colonnes réservées aux affaires potitiques de France, toujours présentées sous un aspect défavorable et mensonger. « Les rédacteurs, pouvait écrire le préfet, y donnent les preuves de leur haine pour la France monarchique <sup>4</sup>. » C'est ainsi, pour n'en citer qu'un trait, que le capitaine Lane du schooner le « Général Jackson, » avait raconté, imperturbablement, au *National Intelligence*, que le roi était détrôné, et que le drapeau tricolore flottait à Bordeaux depuis le 6 février <sup>5</sup>. Et ce journal, rapporté d'Amérique, venait à son tour annoncer comme très sûre la chose aux Bordelais! Les libéraux, tout joyeux, s'empressaient d'expédier de tels articles jusqu'au plus lointain village des landes. Il en était résulté, chez les Bordelais, une générale et très vive animosité contre les Américains, spécialement contre William Lee <sup>6</sup>, consul des Etats-Unis, dont le préfet exigea le déplacement. Il dut même, plus d'une fois, interposer son autorité pour soustraire les marins de cette nation aux insultes et aux coups de la multitude <sup>7</sup>. Les Anglais s'appliquaient de leur mieux à entretenir ces ressentiments favorables à leurs intérêts, et ne manquaient jamais l'occasion de nous nuire le plus possible.

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 23<sup>e</sup> rapport, 2 avril 1816, cité.

2. *Id.*, 25<sup>e</sup> rapport, 19 avril 1816.

3. *Arch. de Gênelard*, lettre du 18 juillet 1816 à Lainé.

4. *Id.*, lettre du 6 mars 1816 au Ministre de l'intérieur.

5. *Id.*

6. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, lettre à Fouché, 31 août 1815, citée.

7. *Id.* « Comme il y a constamment à Bordeaux, disait-il, 7 à 800 Américains, il est impossible de veiller sur la sûreté de chacun d'eux; ainsi, je ne puis répondre qu'il n'arrive quelque malheur. » Même lettre.

\*  
\* \*

Cet état des esprits dans son département et son chef-lieu préfectoral clairement reconnu, les dangers qui pouvaient y menacer la tranquillité publique une fois bien établis, Tournon prit d'énergiques mesures défensives pour garder à ses administrés les avantages de la paix, amener tous les hommes sages, en les détachant des camps extrêmes, dans cette voie de la modération qui était la sienne, comme aussi celle des réformes et du progrès pour la Gironde et pour Bordeaux.

La plus pressante de ces mesures en la circonstance — l'organisation de la police mise à part<sup>1</sup> — était bien d'engager la lutte contre les fausses nouvelles, et de circonscrire les ravages qu'elles opéraient sur l'opinion publique. En vain Tournon avait-il pris un arrêté sévère ordonnant l'emprisonnement immédiat de tout individu convaincu d'en avoir lancé dans le département; en vain employait-il les menaces, rédigées, pour mieux les accentuer, dans ce style pompeux qu'aiment assez les Méridionaux : « Que les honnêtes gens se rassurent donc... ; une police active a les yeux ouverts dans toutes les parties du département sur quiconque se permettra de troubler le repos des bons citoyens par des nouvelles absurdes..., et rien n'échappe à ses observations; mais que les factieux tremblent; je les poursuivrai, je les atteindrai partout<sup>2</sup>! » Sa police avait beau ouvrir les yeux, elle ne pouvait voir ni arrêter le flot montant de ces faux bruits qui passaient, légers et mobiles, à travers les mailles les plus serrées que leur opposait la vigilance préfectorale. Tournon cependant ne voulait point demeurer inerte et impuissant devant les craintes qu'ils faisaient naître dans les campagnes. Il résolut de placer le remède à côté du mal, d'agir comme il voyait faire aux « braves habitants des landes », en combattant « le feu par un contre-feu<sup>3</sup> », et d'opposer les vraies nouvelles aux fausses nouvelles.

A cet effet, trois mois après son arrivée, il proposa au Ministre de l'intérieur, qui l'approuva fort, le projet d'un

1. Cf. Chapitre suivant.

2. *Mémorial* du 5 mars 1816.

3. *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe du duc de Guiche à Tournon, 16 avril 1816.

journal officiel en forme de placard, destiné à faire connaître partout au peuple « le véritable état des choses, l'instruire et l'occuper par des récits vrais, afin qu'il pût juger lui-même de la fausseté des autres<sup>1</sup> ». — Ce fut l'origine de son journal la « *Feuille du Dimanche*<sup>2</sup> ». Il la rédigeait lui-même avec soin. Imprimée le mardi au *Mémorial Bordelais*, elle était expédiée en double exemplaire à toutes les municipalités pour être lue par le maire à l'issue de la messe principale, le dimanche, et affichée ensuite à la porte de l'église et de la mairie<sup>3</sup>. Le premier numéro parut le 9 décembre 1815<sup>4</sup>. Tournon s'efforçait de la composer d'articles « bien à la portée des paysans » : nouvelles de Paris, de la famille royale, des Chambres, extraits des principaux discours, récits exacts et succincts des troubles dans les diverses villes et de leur immédiate répression, démonstrations évidentes de l'absurdité de certains faux bruits. A ces nouvelles, étaient jointes des considérations diverses : preuves que la Restauration, en ramenant la paix, avait ramené le principal élément de prospérité publique ; encouragements à l'union de tous sur le terrain modéré, religieux et gouvernemental ; et surtout, chose la plus vivement appréciée dans les campagnes, conseils agricoles, prix des denrées, nouvelles commerciales, état des travaux publics<sup>5</sup>.

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9561, lettre de Tournon à Vaublanc, 31 janvier 1816.

2. Il prit un arrêté pour en ordonner la publication : « Considérant, y disait-il, que les habitants des campagnes accueillent toutes les impressions que veulent leur donner les factieux, arrête... » *Mémorial* du 2 décembre 1815.

3. Cf. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 17<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 20 février 1816. — *Arch. de Génelard*, lettre du 14 février 1816 à Decazes.

C'est une nouvelle occasion pour Bernadau de se livrer à ses diatribes contre le préfet : « Cette feuille dominicale, dit-il, contient le précis de toutes les cérémonies qui se font à la Cour, comme : assistance du roi à la messe, ses promenades, les visites que font les princes... Notre préfet veut faire la cour avec son feuilleton qui a pour but de familiariser les français avec les minuties qui les occupaient lorsqu'ils étaient dans l'enfance politique... Tout cela est de l'invention de M. de Tournon qui l'avait pratiqué pour la plus grande gloire de l'Empereur quand il gérait la préfecture du Tibre. » BERNADAU, *Tablettes*, t. IX, p. 281.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9066, lettre de Tournon à Decazes, 10 décembre 1815.

5. Tournon adressait chaque semaine un exemplaire de la *Feuille du Dimanche* au Ministre de la police. — J'en ai retrouvé plusieurs aux *Arch. Nationales*, carton F<sup>7</sup> 9066, dossier 42074, et une aux *Arch. de*



Qu'on se représente ces braves gens, bergers, paysans, vigneronns d'alors, isolés dans leurs landes ou leurs sables, vivant d'une existence toute repliée sur elle-même. La moindre rumeur sinistre les bouleverse, et ils se demandent si ce n'est pas pour aujourd'hui, l'autre Révolution dont on leur parle. Beaucoup d'entre eux, « sans cesse alarmés, ne voient que des complots dans les choses les plus simples », et ne peuvent regarder « se frotter les mains ou sourire un homme connu par ses mauvaises opinions, sans croire qu'il vient d'apprendre par un courrier quelconque une catastrophe<sup>1</sup> ». Comment s'éclairer et se rassurer? Aucun journal ne pénètre jusqu'à leur village. Dorénavant, chaque dimanche, ils participent à la vie politique du pays par une forte provision de notions saines; ils écoutent les nouvelles, les lisent « avec avidité », en causent au cabaret, sur la route; ils ont de quoi occuper leur esprit pendant huit jours, et c'est un travail de méditation d'autant plus efficace que leurs idées, lentes à germer, sont lentes à s'en aller, et creusent un sillon durable. Tournon, du reste, sachant que rien n'est fort comme la vérité, veillait scrupuleusement à ne donner dans sa feuille que des faits exacts, sans nulle exagération, pour bien convaincre ses lecteurs de sa véracité, et se garder leur estime et leur confiance<sup>2</sup>. Il aurait vivement désiré, pour augmenter encore le prestige de sa feuille, que les curés la lisent en chaire: « Je crois dit-il, que ce serait d'un bon effet<sup>3</sup>. » Mais Mgr d'Aviau ne voulut point mêler ainsi religion et politique, et refusa l'autorisation.

Tous les maires et les sous-préfets furent unanimes à louer les avantages de cette méthode pour l'amélioration de l'esprit

*Génélard*, celle du 25 août 1816. Cette dernière contient : des nouvelles de Paris, un article sur la fête du roi, un article sur le voyage du duc et de la duchesse d'Angoulême, des nouvelles des arrondissements, le prix du blé, les noms de ceux qui ont rétracté leur adhésion à l'*Acte additionnel*, et de ceux qui ont fait don de leur cotisation à l'emprunt de 100 millions.

1. *Arch. de Génélard*, lettre de Tournon au sous-préfet de Libourne, 4 avril 1816.

2. Tournon attachait toujours une grande importance à cette loyauté dans l'annonce au public de nouvelles exactes, et il réclama de Deçazes « une publication officielle et franche de tous les faits, afin de réduire chaque chose à sa juste valeur ». *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 28<sup>e</sup> rapp. hebdomadaire, 14 mai 1816.

3. *Arch. de Génélard*, lettre de Tournon au sous-préfet de Libourne, 8 décembre 1816.

public : « *La Feuille du Dimanche*, lui écrit le sous-préfet de La Réole, a déjà puissamment contribué à détruire bien des inquiétudes et à dissiper bien des doutes<sup>1</sup>. » Lui-même pouvait assurer aux ministres que « le bas peuple, éclairé par la lecture du journal, ne croyait plus les absurdités dont, depuis dix mois, on le nourrissait, et dont il avait reconnu cent fois la fausseté<sup>2</sup> ». — « Ces niaiseries, dit-il encore, ne produisent plus le moindre effet<sup>3</sup> », et ses lettres de la seconde moitié de 1816 sont remplies des mêmes affirmations.

Là ne se bornent pas ses efforts et ses moyens de lutte contre les faux bruits. Il sait que « le peuple a toujours quelque méfiance de ce qui provient de l'autorité<sup>4</sup> » ; il tâche donc de se donner des auxiliaires non officiels. Les colporteurs lui paraissent très aptes à servir ses desseins. Fort nombreux à cette époque, ils parcourent les villages, et s'en vont jusqu'aux hameaux les plus reculés des landes porter articles de mercerie, statuettes religieuses, livres de piété, almanachs..., et aussi nouvelles alarmantes, car les libéraux les emploient volontiers à cette besogne. Et ils vont, les semant partout avec ces airs de mystère et de sous-entendus si propres à mettre en ébullition l'imagination simpliste des paysans. Tournon veut se réserver le monopole de cette propagande. Il prend un arrêté pour les obliger tous à se munir d'un livret que lui seul donne, et à bon escient<sup>5</sup>. Ceux qui lui paraissent gens de confiance sont chargés de répandre des nouvelles favorables sur la Cour, la tranquillité publique, les bonnes affaires que la paix procure à chacun, et autres petits avis bien à la portée du vulgaire. Ils distribuent, en même temps, des chansons patriotiques propres à remplacer les couplets bonapartistes qui résonnent encore dans toutes les mémoires. Le profit de ces ventes est poureux, et une gratification vient en outre récompenser les plus zélés de ces gagne-petit<sup>6</sup>. — Une feuille volante où les faux bruits sont réfutés avec humour, et qu'on distribue un peu partout, dans

1. Extraits de lettres des sous-préfets cités par Tournon au Ministre de la police, *Arch. de Gévelard*, 7 février, 14 février 1816, etc.

2. *Arch. de Gévelard*, lettre à Decazes, 10 juin 1816.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9063, 32<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 17 juin 1816. Cf. *Arch. de Gévelard*, lettre du 6 mai 1816 à Decazes.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661. Lettre du 31 janvier 1816 à Vaublanc.

5. Même lettre.

6. *Arch. de Gévelard*, lettre au sous-préfet de Bazas, 13 février 1816.

les cafés, sur les marchés, complète la série de ces mesures préventives<sup>1</sup>.

Mais, pour parfaire cette œuvre de tranquillisation publique, pour garder ses administrés dans cette sécurité sur l'avenir, base de tout travail fécond et gage de tout progrès, comme aussi pour tenir en haleine les divers fonctionnaires et bien coordonner leurs efforts, Tournon ne trouva pas de plus puis-sants moyens que ses visites annuelles du département. Si le type du bon préfet fut celui rêvé et dépeint par Vaublanc dans sa fameuse circulaire<sup>2</sup>, un homme de grande activité physique, sachant bien monter à cheval, et courant sans cesse cantons et communes, on peut dire que nul ne réalisa mieux cet idéal que Tournon. Certes, son département était vaste et, dans certaines régions, d'accès très difficile, avec partout d'horribles chemins<sup>3</sup>. Pour ce cavalier habile, marécages interminables des landes ou sables mouvants des dunes n'apparaissaient pas plus difficiles à franchir que jadis les marais Pontins, ou les gorges de la Sabine, repaires des brigands. Un mois et demi après son arrivée, il commença ses visites qu'il avait achevées au début de l'été suivant<sup>4</sup>. Et chaque année, jusqu'à la fin de sa préfecture, il demeura fidèle à ce devoir de la tournée générale, qu'il faisait en quatre ou cinq voyages, afin de n'être pas « trop longtemps absent du chef-lieu de la préfecture<sup>5</sup> ». L'ordre en était ordinairement le suivant : l'arrondissement de Lesparre et le Médoc, le Blayais et le Libournais, l'Entre-deux-mers, le pays de Bazas et les grandes landes, les dunes et les landes de la Teste, de l'étang de Lacanau et de l'étang d'Hourtin.

Il considérait cette habitude de visites non seulement comme une charge, mais presque comme un besoin physique de sa dévorante activité. « J'ai toujours eu pour principe, dit-il, qu'il faut connaître à fond un pays pour bien l'administrer, parce que rien ne remplace la connaissance des localités<sup>6</sup> » ; et après l'une de ces longues randonnées, il l'annoncera de la sorte à sa

1. *Arch. de Gévelard*, lettres à Decazes, 7 et 8 février 1816.

2. Octobre 1815. — Cf. PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, pages 4 et 5.

3. Cf. page 314 et suiv.

4. Cf. *Arch. départementales de la Gironde*. Série M, dossier personnel du préfet; lettre à Decazes, 1<sup>er</sup> octobre 1815. — Cf. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, lettre à Decazes, 27 juillet 1816.

5. *Id.*, F<sup>10</sup> III, Gironde 6, grand rapport à Lainé, 25 mars 1818.

6. *Mémoires inédits*.

mère : « J'ai fait une tournée de six jours du côté de la Réole, à cheval; de temps en temps, j'ai besoin d'être ainsi secoué<sup>1</sup>. » Il voyait toutes les communes, et même « les villages les plus éloignés ». Et ce n'était pas là une promenade d'agrément, de repos ou de parade; l'infatigable préfet prenait à cœur de tout voir, tout contrôler par lui-même : choses administratives, esprit de la masse et travaux publics. « Partout, dit-il encore, je réunissais les maires, je les entendais sur leurs affaires, et par la vue des lieux, je fixais dans ma tête les faits de l'administration. Les hommes vus pour ainsi dire sur place sont aussi plus faciles à étudier, se montrent plus à nu que dans une audience. Il importe donc à un préfet de voir souvent son département<sup>2</sup>. » — Tournon exigeait le même labeur de tous ses sous-préfets. « Ils me secondent de tout leur pouvoir, écrivait-il à Vaublanc, en parcourant sans cesse leurs communes, et s'attachant à porter jusque dans les moindres hameaux la conviction de la stabilité du gouvernement<sup>3</sup>. » Par ces minutieuses inspections, il imprimait à tous les travaux un universel élan. Beaucoup de particuliers attendaient son passage pour lui exposer leurs litiges divers, et se soumettre à son jugement. Et les paysans lui savaient gré de venir les visiter « jusqu'au milieu de leur désert ». Lui-même trouvait dans « cette administration bottée qui lui plaisait infiniment<sup>4</sup> » un repos de l'esprit.

Un jour cependant, le 6 octobre 1815, au retour de l'une de ces bonnes visites, il éprouva une très vive surprise qui devait bientôt se changer en amère confusion. Une dépêche, signée du duc de Richelieu et timbrée du sceau de l'Etat, l'attendait, qui lui enjoignait de se rendre immédiatement à Paris pour y occuper la place de Secrétaire dans le Conseil des ministres<sup>5</sup>. Cette nomination hâtive, deux mois après son arrivée, le surprit au plus haut point, et le contraria vivement. Il commençait à aimer profondément Bordeaux, comme aussi, en faisant œuvre utile, à s'y gagner des amis de plus en plus nombreux<sup>6</sup>. Pris d'un léger doute, il s'en fut chez le commandant militaire,

1. *Arch. du Verger*, lettre à sa mère, 23 septembre 1816.

2. *Mémoires inédits*.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>10</sup> III, Gironde 9, lettre à Vaublanc, 16 mars 1816.

4. Cf. *Mémoires inédits (passim)*.

5. *Mémoires inédits*.

6. *Id.*



de Vioménil, qui lut et relut la lettre et lui affirma que c'était bien là l'écriture du duc de Richelieu, « qu'il connaissait parfaitement, ajoutait-il, ayant été en correspondance avec lui en Russie<sup>1</sup> ». D'autres personnes consultées furent du même avis sur la nécessité d'obéir sans délai au Président du Conseil. Tournon dès lors n'hésite plus ; il nomme solennellement Barennes son délégué par intérim<sup>2</sup>, écrit une lettre d'adieu et de regrets au « digne chef de la magistrature municipale<sup>3</sup> », et se hâte vers la capitale. A peine arrivé, il court chez le ministre qui demeure stupéfait de revoir si tôt son préfet de la Gironde : la dépêche était fausse !

Comme fiche de consolation, Richelieu annonça à Tournon que c'était là une manœuvre des bonapartistes, et qu'ils l'avaient employée contre de Chabrol, préfet du Rhône. Mais celui-ci, placé sur une ligne télégraphique plus rapide, put donner avis de son prochain départ et recevoir contre-ordre<sup>4</sup>. Le duc se montra « très effrayé » que de pareils moyens fussent mis en usage pour éloigner de leur poste les principaux fonctionnaires. Sur la proposition de Tournon, il décida que dorénavant les ministres enverraient leur signature pour servir de pièce de comparaison, et adopteraient un signe, connu d'eux seuls et des préfets, dont seraient revêtus tous les ordres importants adressés à ces derniers, et renouvelés de temps à autre<sup>5</sup>. — Après avoir mis à profit son séjour dans la capitale pour activer et régler certaines affaires courantes, notre « ex-secrétaire » reprit « fort tristement<sup>6</sup> » le chemin de la Gironde. Les Bordelais rirent beaucoup de la mésaventure préfectorale, et tout de même accueillirent avec satisfaction le retour d'un magistrat dont ils commençaient à connaître la valeur. Ces témoignages d'affection mirent un

1. *Arch. de Gévelard*, lettre de Tournon au duc de Richelieu, 6 octobre 1815.

2. *Arch. départementales de la Gironde*, petit dossier personnel du préfet, arrêté de Tournon. — Cet arrêté se trouve aussi dans le registre n° 38 des arrêtés préfectoraux.

3. *Mémorial* du 10 octobre 1815, n° 452. — Ce même numéro contient un éloge et des adieux en forme pour le préfet : « Appelé à de plus hautes fonctions, M. le préfet de la Gironde vient de quitter son département qui ressentait déjà les bienfaits de son administration... »

4. *Mémoires inédits*.

5. *Arch. Nationales*, F<sup>1c</sup> III, Gironde 9, lettre à Richelieu, 13 octobre 1815.

6. *Mémoires inédits*.

baume sur sa blessure d'amour-propre, et il pouvait en écrire à sa mère, comme épilogue, sa bonne impression dernière : « Je suis tout consolé, parce que j'ai fait quelques affaires importantes dans ce petit voyage. J'ai vu Madame, Monseigneur... qui m'ont traité avec une parfaite bonté... J'ai trouvé ici mille et mille affaires; tout le monde m'a accueilli avec beaucoup d'empressement<sup>1</sup>. » Tout est bien qui finit bien.

..

Ces divers moyens d'action sur l'esprit public demeuraient inefficaces pour rapprocher les deux sociétés hostiles qui se partageaient la haute influence à Bordeaux. Les vieilles blessures de vanité ne se guérissent point par ces moyens-là, et elles dataient de si loin ! Les intendants, au XVIII<sup>e</sup> siècle, et les préfets prédécesseurs de Tournon<sup>2</sup> avaient constaté le mal sans pouvoir y remédier. Lui-même désirait bien vivement réussir : « Tout ce qui peut tendre, écrivait-il à Decazes, à diminuer cette situation entre deux ordres de personnes qui sont sans cesse en contact est utile au service du roi, et je ne néglige rien pour lever les barrières que l'orgueil oppose à cette réunion<sup>3</sup>. » Mais il n'essaya même pas de réconcilier directement, par raisonnement ou par contrainte, ces deux mondes antipathiques; sa manière d'agir fut plus avisée.

Il rétablit dans ce but, et à la vive satisfaction des Bordelais, quelque chose d'analogue aux fameux *recivimenti* qui avaient eu tant de succès à Rome. Deux jours par semaine, il y eut grande réception à la préfecture. « Le mardi, on danse ordinairement jusqu'à une heure, écrit-il; à onze heures, il y a un thé renforcé de glaces, gâteaux, tourtes. Le mercredi on joue, et l'on offre à dix heures aux douairières un thé plus légèrement escorté que celui du mardi<sup>4</sup>. » De temps à autre, un grand dîner vient augmenter la solennité des réceptions. Mais devant le succès toujours croissant des soirées préfectorales, Tournon se décide à mettre deux dîners par semaine, l'un

1. *Arch. du Verger*, lettre de Tournon à sa mère, 31 octobre 1815.

2. Cf. *Mémoires inédits*.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 18<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 27 février 1816.

4. *Arch. du Verger*, lettre de Tournon à sa belle-mère, M<sup>me</sup> de Pancemont, 5 février 1816.

réserve aux plus hautes personnalités de la ville, l'autre aux « artistes » en général. C'est que les Bordelais « ont le goût très vif du plaisir » et des sauteries, et que d'autre part, vu la haine qui divise les deux sociétés, le malheur des temps et le marasme des affaires, presque aucun particulier ne reçoit et n'offre de bal, pas même en carnaval<sup>1</sup>. Le préfet s'applique à combler cette lacune, et l'on invite, sans aucune distinction de parti ou d'opinions, « tout ce qu'il y a de distingué dans tous les rangs<sup>2</sup> ».

Deux fois par semaine donc, le mardi et le mercredi, la belle salle à manger et les grands salons de l'ancien hôtel Saige<sup>3</sup> s'ouvrent devant un nombre de convives qui, parfois, atteint la centaine. On y mange bien; on y boit mieux encore. Outre les meilleurs crus du Médoc, les Saint-Péray et les Cornas de son pays, Tournon offre un certain madère<sup>4</sup> dont les invités sont très friands. Et les hôtes se montrent si accueillants! M<sup>me</sup> de Tournon, épouse accomplie, excellente mère, apparaît comme une « préfète » de choix, gracieuse, aimable, avenante, secondant admirablement les vues de son mari dont elle n'ignore pas les secrets desseins. « Vous seriez ravie, écrit le préfet à sa belle-mère, de la bonne grâce avec laquelle Adèle se démène au milieu de tout ce monde; son succès va toujours croissant, et la foule se porte chez elle<sup>5</sup>. » — Comme aide pleine de tact et de savoir-faire, et comme charme de plus, elle a auprès d'elle la mère du préfet, qui fut jadis si appréciée et si choyée de la haute société romaine. Tournon lui-même, gentilhomme de race et de physionomie sympathique, séduisait du premier coup ses convives par sa conversation piquante et ses vastes connaissances. Il avait déjà vu tant de choses, de personnes et de pays, dans sa longue carrière administrative!

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 48<sup>e</sup> rapport, cité.

2. *Mémoires inédits*.

3. Alors la préfecture.

4. Cf. *Arch. de Gênelard*. — Livre de comptes de Tournon pour les années 1816, 1817, 1818. 100 bouteilles de ce madère lui coûtent 618 francs. La dépense pour pâtisserie et glace est considérable. — *Arch. du Verger*, lettre de Tournon à sa mère, 26 décembre 1819 : « Je prie Just (son frère) de m'envoyer 200 bouteilles de vin que je lui ai demandées : qu'il fasse mettre 50 bouteilles de Saint-Péray qui est fort goûté ici. Le reste en Hermitage. »

5. Lettre de Tournon à sa belle-mère, 5 février 1816, citée.

Avec ces messieurs, on parle politique, mais surtout affaires, projets d'améliorations en tous genres, plans de travaux publics, et Tournon en a de vastes et de fort beaux. Très habilement, il montre combien les intérêts de la ville et du département sont intimement reliés à la Restauration, et profiteront de l'union étroite de toutes les bonnes volontés. A ces dames ravies, il raconte ses voyages lointains; il montre ses riches albums pleins de dessins — car il a le crayon facile et fécond — de vues d'Allemagne, et surtout de plans de Rome et de ses antiques monuments<sup>1</sup>. D'autres fois on débite des poésies, on fait de la musique, du violon, du chant, des jeux, que terminent d'agréables sauteries<sup>2</sup>. Le préfet invite même à danser avec lui les dames « les plus intraitables » sur la question « pureté » royaliste<sup>3</sup>, et comme il se montre charmant cavalier, elles ne refusent jamais. Edmond Géraud, qui était parmi les plus assidus à ces soirées, se plaît à les vanter dans ses *Mémoires*, à célébrer « la bonté et la grâce parfaite du patron... », et le « sourire remarquable de la maîtresse du logis<sup>4</sup> ».

Excellents dîners, beaux-arts, jolie musique, spirituelles conversations, manières distinguées, aimables danseurs et jolies danseuses, les Bordelais ont toujours aimé ces choses-là. D'autre part, chacun voulait être classé dans la bonne société,

1. Au château de Gênelard, se trouve un album vraiment superbe qui contient 63 vues de 0<sup>m</sup> 60 × 0<sup>m</sup> 80, dessinées par Mme de Tournon, et quelques-unes, très vraisemblablement, par le préfet lui-même; tous les noms et les indications sont écrits de sa main; on y remarque des pièces officielles, telle que le *Jardin du Grand César, Élévation des rampes* (signé Montalivet, août 1813). Ce sont des dessins, d'une grande fidélité et d'une grande finesse, des principaux monuments de Rome à ce moment-là, des environs (Albano, Frascati, la villa d'Este) et de quelques sites de la haute Italie (Isola bella, Venise, etc.). C'est celui-là surtout qui faisait l'admiration des Bordelais et Bordelaises. (Cf. *Arch. de M. Meller, Mémoires* d'Edmond Géraud, année 1818 (p. 48). — Au château de Gênelard se trouvent d'autres petits albums dessinés par Tournon qui aimait à parcourir son département le crayon à la main. — Au château d'Avrilly, existent aussi des dessins, plans, cartes, croquis sur Rome et le département du Tibre. Tournon donnait des explications sur tout cela à ses auditeurs émerveillés, car « il savait Rome et ses monuments aussi bien que le maréchal de Saxe savait la guerre ». *Mémoires* d'Edmond Géraud, cités (année 1817, novembre).

2. Lettre à Barante, 17 septembre 1815, citée.

3. *Ibid.*

4. *Arch. de M. Meller. Mémoires* d'Edmond Géraud, année 1818, p. 19. Cf. p. 48, etc.



ou du moins figurer parmi les artistes. Aussi, les soirées à la préfecture furent-elles bientôt avidement désirées et suivies. « Il fallait demander qui n'y était pas », dit encore de certaines d'elles Géraud<sup>1</sup>. Tournon élargit le plus possible ses listes d'invités, se donnant souvent le malin plaisir de prendre la moitié dans le camp ultra, la moitié chez les modérés ou même les libéraux, de présenter les uns aux autres nobles hautains et négociants dédaigneux, et de faire se serrer, au moins par politesse, des mains qui ne s'étaient jamais rencontrées. Parfois même, dans certaines circonstances plus solennelles, ses invitations s'étendaient à tout le département, comme pour la superbe fête qu'il donna au duc d'Angoulême, en janvier 1816, et qui lui coûta seule 8 000 francs.

Certes, le tout n'allait pas sans difficulté ni même quelques accrocs. S'efforcer de réconcilier des gens qui n'en ont pas envie fut toujours chose laborieuse. Des prodiges d'adresse d'abord étaient nécessaires, pour manœuvrer parmi ce monde aux sentiments bigarrés, sans jamais froisser personne. « Il fallait, dit-il dans ses *Mémoires*, que je me tinsse dans une réserve continuelle, et que j'étudiasse et m'es parolais et l'expression de ma figure, pour obtenir cette apparence de concorde. Aussi trouvait-on que j'étais glacial, tandis que mon cœur était avide d'exprimer des sentiments que ma raison me forçait à cacher. Dans les temps difficiles, ce n'est pas une des moindres peines que cette contrainte que doit s'imposer l'homme qui a action sur les autres hommes<sup>2</sup>. » Quelquefois aussi, les présentations réciproques des invités les uns aux autres, que Tournon s'efforce de rendre cordiales, demeurent froides et compassés. On ne s'aborde qu'avec des visages renfrognés que sa mère trouve « profondément comiques<sup>3</sup> ». Il y a même certains hauts-le-corps de mécontentement, et des moues dédaigneuses par trop visibles... « Non, mais avec qui me faites-vous jouer<sup>4</sup>? » Tous ne répondent pas également à ses invitations; Pontet, Dussumier-Fontbrune et de Puysegur ne mettent jamais le pied chez lui « de peur de souiller leur

1. *Arch. de M. Meller. Mémoires d'Edmond Géraud*, année 1818, p. 19. Cf. p. 48, etc.

2. *Mémoires inédits*.

3. Lettre de M<sup>me</sup> de Tournon, mère, 29 février 1816, citée.

4. Même lettre.

pureté », et avec eux deux ou trois dames qui n'ont, il est vrai, « d'autre occupation ici-bas que de médire et de mordre<sup>1</sup> ». Minces déchets et petits déboires inévitables dans l'état des esprits d'alors.

Mais peu à peu les résultats visés par Tournon apparurent évidents; des brèches nombreuses se firent dans la cloison étanche qui ne devaient plus se fermer. Le vieux proverbe français : « il n'y a que le premier pas qui coûte », est surtout vrai en matière d'amour-propre froissé. Les rancunes finirent par s'amollir à la chaude atmosphère des réceptions préfectorales. De s'y voir fréquemment et de s'y mieux connaître, on voulut continuer les relations par politesse, par intérêt ou par besoin. Tournon qui, seul de la société bordelaise, au début, allait en visite chez tous<sup>2</sup>, sans nulle distinction de classes, trouvait mille autres occasions de rendre plus étroites encore ces relations, en intéressant chacun aux questions d'embellissement de la ville, de charité, de beaux-arts, de bien public. Des alliances de plus en plus nombreuses en résultèrent entre la noblesse et le négoce, et l'on peut dire qu'à cette époque vraiment commença l'unification des hautes classes de Bordeaux. Et surtout, chose la mieux dans le plan de notre préfet, de ces deux ailes opposées, les hommes les plus éminents se détachèrent pour faire la moitié de la route, se rencontrer avec lui dans ce camp des idées modérées, où l'on ne voulait de « vengeance d'aucun côté », et seulement du bien pour tous, mettre en commun leur bonne volonté, leurs richesses, leurs talents, leur activité, en vue de ces magnifiques travaux, de ce remarquable esprit d'association, de ce grand élan de bienfaisance qui caractérisa — nous le verrons — la Gironde alors<sup>3</sup>.

1. *Arch. du Verger*, lettre de Tournon à M<sup>me</sup> de Pancemont, 5 février, citée.

2. *Mémoires inédits*.

3. Cette détente, et dans l'animosité des officiers à demi-solde contre le régime, et dans l'hostilité l'une envers l'autre des deux sociétés de Bordeaux, lui valut tout particulièrement les félicitations des ministres : « Le double intérêt que j'attache à la prospérité de Bordeaux m'a fait lire avec une véritable satisfaction les détails que vous m'avez donnés, et je suis heureux moi-même du bonheur des Bordelais. » *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9095, réponse de Decazes, 4 septembre 1816.

## CHAPITRE VI

### LA POLICE

- I. Anarchie dans la police à l'arrivée de Tournon. — Ses réclamations contre l'établissement d'un lieutenant de police à Bordeaux. — Les ministres cèdent aux instances de Tournon; sa joie. — Confiance qu'il accorde d'abord à Decazes; son peu de durée. — Embarras que suscitent au préfet les agents secrets du ministre; crédulité et reproches de ce dernier; vives répliques de Tournon. — Difficultés qu'il a de trouver des agents sûrs; l'un d'eux se joue de Barthez; explications du préfet.
- II. Comment Tournon se sert de sa police; la manière forte envers les « irréductibles »; manière conciliante envers les autres, les officiers à demi-solde, les protestants et les juifs. — Bons effets que tire Tournon des entretiens tête à tête; curieux témoignage à ce sujet. — La police populaire. — Résultats d'ensemble de ces mesures d'ordre.

L'organisation d'une bonne police dans la Gironde devint l'un des premiers soins de Tournon. On peut affirmer qu'elle n'existait plus à Bordeaux, avant son arrivée. La Garde nationale, « recrée sous les batteries du Château-Trompette par l'enthousiasme et le besoin de la défense<sup>1</sup> », la faisait pour les royalistes, et les soldats de Clauzel pour les partisans de Bonaparte. Le lieutenant de police Gaillard, qui en avait reçu officiellement la charge, le 31 mars 1815, n'obtenait plus l'obéissance ni des uns, ni des autres<sup>2</sup>. Le désaccord le plus complet régnait entre lui et l'autorité municipale. Labroüe, premier adjoint qui remplaçait le maire, dédaignait de répondre à ses nombreuses sommations, et finalement lui annonça qu'il ne connaissait pas de lieutenant de police, qu'au surplus, il

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, dossier 26930, lettre de Gaillard au maire de Bordeaux, 26 juillet 1815. — Il avait été confirmé dans ce poste par Fouché le 15 juillet. Les lettres de Gaillard contenues dans ce dossier sont curieuses.

regardait comme détruite une institution de l'ancien gouvernement. La mairie de Bordeaux prenait sa direction « de la Cour de Toulouse » qui entendait ne conserver aucun des fonctionnaires de Napoléon. Tournon trouva le conflit à l'état aigu. Gaillard, pour le mettre de son côté, se prévalait de sa mission officielle, des « ordres du roi », de la « confiance du roi ». Le nouveau préfet, tout en reconnaissant que ses droits étaient « surabondants », en s'étonnant même du mauvais vouloir persistant de Labrouë, comprit que la situation d'un lieutenant de police nommé par Bonaparte, dans une fournaise ultra comme Bordeaux, deviendrait vite intenable; il refusa de voir Gaillard, et celui-ci n'eut qu'à déguerpir<sup>1</sup>.

C'est que Tournon eut toujours une instinctive répulsion pour la police et les policiers<sup>2</sup>. Il avait appris à Rome, à ses dépens, jusqu'où pouvaient aller, dans la voie de l'arbitraire et de l'odieux, les mesures ordonnées par un Savary et les gens à sa dévotion; sa carrière administrative faillit même en être brisée<sup>3</sup>, et il souffrait de se sentir épié par des hommes dont il détestait le métier, sinon le caractère. De fait, cette coexistence du préfet et du commissaire général de police dans les grandes villes entraînait souvent des conflits<sup>4</sup>. Mais Fouché qui tenait pour axiome que l'administrateur « est un mauvais contrôleur<sup>5</sup> »; et voulait, par habitude et tempérament, sa police bien à lui, sous la Restauration comme sous l'Empire, rétablit les commissaires généraux que le gouvernement provisoire de 1814 avait abolis d'un trait de plume. Bordeaux dut donc s'attendre à voir arriver un autre surveillant, en remplacement de Gaillard qu'il n'avait pas voulu supporter. Tournon manifesta son mécontentement à Barante en termes énergiques : « Qu'est-ce qu'un lieutenant de police ? J'ai peine à m'en faire une idée, ou du moins je me fais celle d'un rêveur de conspira-

1. Pour se venger, Gaillard écrivait à Fouché : « M. Labrouë est un homme d'une médiocrité notoire..., cherchant par un enthousiasme qui mène à tous les succès, couvre toutes les fautes, fait et défait toutes les réputations, une consistance (*sic*) à laquelle ne l'élèverait pas son caractère à peu près nul, son esprit étroit, et moins encore sa prévention vindicative. » Lettre du 27 juillet, même carton.

2. Cf. *Mémoires inédits*.

3. Cf. mon article du *Correspondant*, le 10 août 1909.

4. Cf. *Fouché* de L. Madelin, t. I, p. 473 et suiv.

5. *Arch. Nationales*, AF<sup>IV</sup> 1497, note ministérielle de Fouché.



tion qui tourmente tout le monde pour se donner de l'importance. Comment n'est-on pas dégoûté de ces aberrations dont on a éprouvé l'inutilité pour le bien, la capacité pour le mal? Auriez-vous dû souffrir le renouvellement de cette *honteuse superfétation*? Il en résultera que les préfets et les maires ne voudront plus faire la police, que le lieutenant ne le pourra pas, et qu'il n'y en aura plus<sup>1</sup>. » Selon lui, il ne pouvait exister de vraie police, au sens *noble* du mot, qu'en la confiant aux magistrats que leur situation met en contact journalier avec toutes les classes de la société. « L'arrivée d'un agent extraordinaire, ajoutait-il, est un avertissement donné à chacun de se tenir sur ses gardes »; et cet agent, réduit à ses propres moyens, n'a de ressources pour prouver son utilité que « dans la fécondité de son imagination, ou dans le scrupule des opérations des magistrats<sup>2</sup> ». Une telle conviction était si profondément enracinée dans son esprit que, plus tard, il mit comme condition formelle à son acceptation de la préfecture de Lyon qu'il n'y aurait pas de lieutenant de police.

Les ministres se laissèrent convaincre et cédèrent aux instances de Tournon; ils firent une exception en faveur de Bordeaux, et abandonnèrent la direction générale de la police aux mains du préfet. Mais, pour stimuler le zèle de ce dernier, Decazes garda la menace du fameux lieutenant suspendue comme une épée de Damoclès, se contentant, dit-il, « d'ajourner » son envoi. Tournon se montra néanmoins enchanté d'une telle décision, et envoya des *merci* chaleureux. La nouvelle en fut aussitôt joyeusement communiquée au maire de Bordeaux : « La confiance du ministre en vous et moi, lui écrit le préfet, nous ferait, s'il était possible, redoubler d'efforts; elle est du moins une douce et honorable récompense que j'éprouve une véritable satisfaction à vous faire partager<sup>3</sup>. » Il obtint, pour solder ses agents secrets, et pour divers autres frais de police, une somme variant de 4 800 à 5 000 francs par an.

1. Arch. de M. de Barante, Lettre à Barante, 17 septembre 1815.

2. Arch. Nationales, F<sup>7</sup> 9065, dossier 32718, lettre de Tournon à Decazes, 22 octobre 1815. — Decazes, qui n'accorda cette faveur à Tournon qu'à contre-cœur, et sur les instances des autres ministres, a écrit en marge de la lettre de Tournon : « D'après ce système, un Ministre de la police doit être inutile; il suffit d'un Ministre de l'intérieur et de la justice! »

3. Arch. de Gévelard, lettre de Tournon au maire de Bordeaux, 13 novembre 1815.

Plus d'un incident fâcheux, cependant, allait lui prouver les inconvénients qui peuvent résulter, pour un préfet, à rester chef direct de la police départementale. — Afin de montrer le soin qu'il apportait à cette nouvelle charge, et aussi que rien de grave ne pouvait échapper à sa vigilance, il se mit en mesure d'adresser chaque semaine, au Ministre de la police, un rapport détaillé, toujours écrit de sa main, où il relatait les principaux faits divers et les « tendances » de l'esprit public dans toute la Gironde. Il commença ce travail quelques semaines après que Decazes eut pris la direction de la police, approuvant pleinement alors la marche donnée aux affaires par le nouveau ministre, et partageant la confiance générale que tous les royalistes lui témoignèrent dès l'abord. « Sous votre prédécesseur, lui écrivit-il, il m'était pénible de ne pouvoir dire ma pensée tout entière, et j'éprouve une vive jouissance en parlant à un ministre qui sait si bien inspirer la confiance<sup>1</sup>. » Fouché l'avait, en effet, fortement déçu par son manque total de direction ferme, et le peu de netteté de ses circulaires<sup>2</sup>.

Cette confiance ne devait pas empêcher les conflits d'éclater entre un ministre très entier dans ses idées, assez hautain dans sa manière de les faire prévaloir, qui allait jouer en politique un jeu de bascule, flagornant les libéraux, après avoir été porté au pouvoir par les plus exagérés d'entre les royalistes, et un préfet qui entendait ne pas dévier d'une ligne de la route qu'il s'était tracée, et qu'il croyait la bonne. Decazes, soit esprit de métier, soit besoin personnel de contrôle, n'a pas renoncé à

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, lettre à Decazes, 22 octobre 1815. C'est à cette date que commencent ses rapports hebdomadaires. J'ai pu en retrouver et copier, à quelques numéros près, toute la série, soit 172 à Decazes (jusqu'au 12 février 1820) et 46 à Mounier (jusqu'au 22 novembre 1821), éparpillés en désordre dans de nombreux cartons des *Archives Nationales*. Les précieux registres de Genelard en ont comblé les lacunes. Ces rapports donnent un aperçu curieux de la marche de l'esprit public dans la Gironde sous l'administration de Tournon. Ils ont été pour moi une des sources les plus utiles d'informations.

2. Il en avait témoigné ainsi sa surprise à Barante : « ... Quant à moi, je ne trouve pas qu'il ait mis dans les affaires qu'il dirige cette vigueur que nous lui connaissions. Depuis près de deux mois, je n'ai pas reçu de lui cette impulsion que j'attendais, et quelques lettres dans lesquelles il délaie les principes généraux que tout le monde sait par cœur sont tout ce que j'ai reçu. » — *Arch. de M. de Barante*, lettre à Barante, 17 septembre 1815, citée.

Cf. sur ce point curieux, L. Madelin, *Fouché*, t. II, p. 473.

garder ses surveillants secrets, tout auprès des agents du préfet pour les épier, et trop souvent les accuser. Tous frais émoulus dans leur rôle, et désireux de se donner quelque lustre aux regards du maître, ils découvrent mille secrets importants qui échappent, soi-disant, à la connaissance de ce dernier. Les officiers à demi-solde ont formé à Bordeaux une « Légion Beauharnaise » déjà nombreuse et qui menace gravement, prétendent-ils, l'ordre public <sup>1</sup>. Dans un département voisin, on a vu des individus portant un pantalon à bande cramoisie, une veste bleu qui a des boutons blancs : des gens ainsi tricolores ne peuvent être que des fédérés alliés aux pires révolutionnaires de la Gironde <sup>2</sup>. On parle de « chefs tout désignés », de « parents de Bonaparte déguisés », de « révolution complète toute proche »..., en un mot, de choses très graves. — Le maire de Bordeaux, bien neuf lui-même dans sa fonction, a des agents qui s'appliquent de leur côté à noircir les moindres faits, et, avec leur volonté de ne rien omettre, n'apportent dans les *on dit* aucun discernement. Ce sont bien là les « éternels bel-ligérants » <sup>3</sup> de Fouché. Et les libéraux donnent, autant qu'ils peuvent, de l'intensité à ces faux bruits pour le plus grand bien de leur parti. Il en résulte que de Gourgues fait quelquefois, à l'insu du préfet, des rapports alarmistes sur l'état de Bordeaux. Decazes, chose assez surprenante, prête volontiers l'oreille à ces racontars; il manifeste son étonnement à Tournon de n'en rien savoir directement par lui-même, et ne paraît guère éloigné d'accuser sa police de négligence et de mollesse.

Ces reproches, à peine déguisés, ont le don d'irriter notre préfet. Tout en reconnaissant au ministre son droit de ne pas s'en tenir aux rapports hebdomadaires officiels, il lui demande, en termes d'une énergie presque violente, d'accorder « un différent degré de confiance » à ses affirmations à lui, et à celles d'autres « qui, par leurs exagérations, mendient un plus fort salaire » <sup>4</sup>. « Je pourrais, ajoute-t-il, grossir ma correspondance de mille sottises que l'on me dit ou m'écrit chaque jour, pour me persuader que nous sommes sur un volcan; mais j'ai trop

1. Arch. Nationales, F<sup>7</sup> 9066, dossier 47187, lettre de Tournon à Decazes, 17 février 1816.

2. Id., F<sup>7</sup> 9661, lettre du 18 décembre 1815 à Decazes.

3. Cf. L. Madelin, *Fouché*, t. I, p. 475.

4. Lettre du 17 février 1816 à Decazes, citée.

de respect pour vous et pour moi pour vous en entretenir. Le danger n'a jamais existé que dans la tête de ceux qui veulent se rendre recommandables, en donnant des avis qui attirent l'attention. J'ai le droit d'affirmer qu'ils sont entièrement faux... Je crois, Monseigneur, avoir prouvé à Bordeaux, comme ailleurs, que je savais me tracer une ligne bien prononcée entre les partis, que j'étais ferme dans ma marche, inébranlable dans mes résolutions. C'est parce que je n'ai pas voulu m'écarter de ces principes que je suis journellement attaqué par ceux qui accusent d'être du parti contraire quiconque ne veut pas servir leurs passions. Mais je mépriserais ces attaques, et sans m'effrayer des fantômes, je continuerais à parcourir la route que la sagesse et l'honneur m'ont tracée<sup>1</sup>. »

Plus d'une fois, il montrera ainsi au ministre l'inanité, les détails mensongers des rapports clandestins à lui adressés. Decazes, pour le calmer, lui assure qu'il veut seulement « vérifier les dénonciations, tout en méprisant les dénonciateurs<sup>2</sup> ». Ses agents n'en continuent pas moins leur besogne d'amplificateurs et d'espions. La moindre discussion de protocole qui s'élève entre l'autorité militaire et la mairie devient, sous leur plume, un grave conflit; tout individu suspect se change en homme dangereux; le plus petit mouvement d'opinion cache une révolution... C'est toujours au préfet que le Ministre de la police, dans son fébrile besoin d'être renseigné sur chaque détail, demande des explications. Toutefois, instruit par l'expérience, et convaincu d'ailleurs que la police de la Gironde est en bonnes mains, il y mettra plus de formes dans l'avenir.

La grande difficulté d'avoir des agents sûrs, intelligents et consciencieux sera pour le préfet une cause d'ennuis beaucoup plus vifs que ses propos aigres-doux avec Decazes. Pour la ville de Bordeaux en particulier, il n'en trouve qu'avec une peine extrême; car « peu d'hommes veulent prendre un métier qui les expose au bout de quelque temps à être honni par le public. Il faut en changer souvent, sion veut en tirer des services, et l'on est exposé à plus d'un mécompte<sup>3</sup> ». Les uns voient tout en

1. Même lettre.

2. Réponse de Decazes à la lettre de Tournon du 17 février, même carton (sans date).

3. *Archives de Gévelard*, longue lettre au Ministre de l'intérieur, 8 juillet 1819.



rose, les autres tout en noir. Force lui est de faire contrôler soigneusement leurs dires les uns par les autres, tant se montre générale leur tendance à l'invention. Et malgré toutes ces précautions, la préfecture est parfois encore induite en erreur. L'un d'eux se joue de la crédulité du premier secrétaire Barthez. Profitant d'un congé du préfet, il lui affirme avoir vu, à Bordeaux même, dans les mains d'un officier en retraite d'opinions très bonapartistes, une lettre de Paris qui donnait connaissance des rapports les plus confidentiels de Tournon au ministre. Une autre toute pareille, disait-il, avait été adressée à Thomas, ex-aide de camp du général Clauzel. Le même agent annonçait encore, en donnant des renseignements d'allure très précise, le départ pour Lyon et Grenoble de deux révolutionnaires dangereux, Panelli et Sudkoski<sup>1</sup>. Barthez, tout ému, écrivit de nombreuses lettres au ministre sur ces deux affaires, avec maints détails pour les confirmer<sup>2</sup>.

Tournon, à son retour, instruit de la chose, la trouva tellement grave et même invraisemblable, qu'il eut des doutes sur sa réalité, fit venir le dénonciateur, le somma de donner des preuves, et finalement reconnut l'entière fausseté de ses affirmations. Comme Decazes lui demandait, à ce propos, s'il était toujours sûr des avis transmis par ses agents bordelais, il s'attira cette vive réponse : « Je n'en suis pas plus sûr que de tout ce qui provient d'hommes qui se livrent à l'infamie prononcée par l'opinion pour un modeste salaire. Mais c'est parce que je me méfie sans cesse des rapports qui me sont faits, que j'hésite le plus souvent à vous les communiquer et que, même dans ce cas, c'est avec la forme du doute<sup>3</sup>. » Ce fut encore pour le préfet l'occasion de relever vertement l'expression jugée offensante d'un correspondant de Decazes à Lyon qui prétendait que les rapports de Bordeaux étaient *sujets à caution*<sup>4</sup>. « S'il appartient à la police de Lyon, réplique Tournon, il a moins de droits qu'un autre de former de tels soupçons qui, au reste, ne méritent que du mépris<sup>5</sup>. » Et pourtant, encore qu'il professât toujours ce sentiment assez chatouilleux

1. Arch. de Génélard, lettre de Barthez à Decazes, 22 août 1849.

2. Id., lettres du 22 août, 2 sept., 6 septembre 1849.

3. Id., lettre de Tournon à Decazes, 22 septembre 1849.

4. Même lettre.

5. Même lettre.

et irritable sur l'appréciation de sa police, il se vit contraint en plusieurs circonstances délicates de demander au ministre à Paris, des agents plus sûrs que les siens <sup>1</sup> : ils pourraient, une fois découverts et « brûlés », s'en aller ailleurs pour continuer leur ministère.

\*  
\* \*

Malgré ces inévitables tracas, et malgré le petit nombre d'agents <sup>2</sup> que les modestes ressources fournies par le ministre ou votées par le Conseil municipal de Bordeaux lui permettaient d'entretenir, la police de Tournon, telle quelle, fit de bonne besogne. C'est que là surtout, il s'efforça de réunir, dans le degré voulu, les mesures d'énergie aux efforts de modération pour contenir les « incorrigibles » et ramener les « égarés <sup>3</sup> ». Envers les premiers, vieux révolutionnaires et ennemis irréductibles de la Restauration, la devise fut : « Justice pour eux comme pour tous, mais point de pitié ni d'égards <sup>4</sup>. » Quelques actes de vigueur, dès le début, leur inspirèrent une crainte salutaire et durable : envoi sous l'œil de la police, à Limoges, de l'ancien adjoint au maire pendant les Cent-Jours, Forcade, qui s'appliquait à refondre en compagnies les officiers à demi-solde <sup>5</sup> ; arrestation du capitaine Brédelet, l'un des plus dangereux parmi les anciens militaires de Bordeaux, et qui avait coopéré à la distribution « d'un écrit séditieux <sup>6</sup> » ; expulsion du département de l'ex-régicide Garreau, soupçonné de fomenter des troubles à Sainte-Foy <sup>7</sup> ; livraison immédiate au procureur du roi de trois individus de Lesparre qui avaient insulté la Garde nationale <sup>8</sup> ; désarmement de gens « suspects » dans la même ville « sous

1. Cf. *Affaire Randon*.

2. La ville de Bordeaux, en particulier, n'avait que 17 agents pour une population de 85 000 âmes, 10 commissaires de police, et 7 agents secrets. Le Conseil municipal ne votait pour ce service que 25 000 francs, dont 9 000 pour les agents secrets. Cet état de choses excita plusieurs fois les réclamations de Tournon. — Cf. *Arch. de Gévelard*, lettres du 22 septembre et du 8 octobre 1817.

3. *Arch. de Gévelard*, lettre au sous-préfet de Bazas, 13 février 1816.

4. Même lettre.

5. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre de Tournon à Vaublanc, 6 février 1816.

6. Même lettre.

7. *Arch. de Gévelard*, lettre à Decazes, 14 février 1816.

8. *Id.*, lettre au sous-préfet de Lesparre, 16 janvier 1816.

prétexte qu'ils vont à la chasse sans permis<sup>1</sup> »; fermeture d'une loge de francs-maçons à Pauillac, centre de réunion antimonarchique<sup>2</sup>; surveillance attentive de Fieffé « dont le dévouement à Bonaparte » était hautement affiché<sup>3</sup>; arrestation de quatre habitants de Bourg qui ont essayé d'enlever un stock de cartouches à la mairie, mesure qui « produisit un grand effet dans l'arrondissement, et consterna les anarchistes<sup>4</sup> »; envoi en surveillance, à Bazas, d'un sieur Dumaine, maître de danse, « l'un des plus mauvais sujets » et des plus intrépides lanceurs de fausses nouvelles de Bordeaux<sup>5</sup>; telles furent les principales mesures à manière forte qui donnèrent à réfléchir aux plus turbulents. — Il faut reconnaître que, vu les circonstances, l'étendue de la Gironde et sa population, le nombre en demeura très restreint, et que vraiment Tournon, comme il l'affirme, fit usage des lois d'exception « avec toute la modération possible<sup>6</sup> ». En effet, lorsque vint l'abrogation ou l'adoucissement de

1. Même lettre.

2. Même lettre.

3. *Arch. de Gévelard*, lettre à Decazes, 7 février 1846. — Cf. sur Fieffé, ce grand bienfaiteur de Bordeaux, *Biographie* de Fèret, p. 247.

A propos de ces mesures de police, Tournon, après avoir affirmé qu'il veut « la justice pour tous », ajoute : « La véritable force consiste à ne pas se laisser entraîner au courant de passions aveugles. Rien n'est plus facile que d'obtenir des applaudissements, en obéissant à ces impulsions. Mais à quoi aboutiraient ces arrestations multipliées d'hommes peu dangereux, si ce n'est réveiller toutes les inquiétudes ? » (Lettre à Decazes, 7 février 1846, citée.) — « ... Le sous-préfet (de Libourne) désire que j'éloigne (de Sainte-Foy) trois ou quatre hommes connus pour être les instigateurs des troubles; mais avant de me décider à cet acte de rigueur, je veux m'assurer de sa nécessité, parce que j'ai l'expérience de tout le mal que produisent des mesures intempestives, et que je ne pense pas qu'il faille sans une véritable urgence déplacer ainsi des pères de famille... J'ai, par les mêmes motifs, résisté aux demandes qui m'ont été faites par plusieurs de ses collègues pour que je prisse des mesures semblables, en vertu de la loi du 29 octobre... Ces demandes se sont multipliées depuis la révolte des paysans des environs de Grenoble. » (F<sup>7</sup> 9065, 32<sup>me</sup> rapport, 17 juin 1846).

Mais malgré ses efforts de modération, en son désir de procurer vite au département une paix définitive, d'obtenir l'approbation des ministres et sous la violente poussée des ultras, Tournon ne commit-il point quelques actes un peu arbitraires dans ces arrestations et expulsions ? — Je n'oserais répondre absolument par la négative.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, lettre du 5 juin 1846 à Decazes.

5. *Id.* F<sup>7</sup> 9065, 22<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 27 mars 1846.

6. *Arch. Nationales*, F<sup>1c</sup> III, Gironde 6, grand rapport à Lainé, 25 mars 1848.

ces lois, au début de l'année 1817, cinquante individus seulement en avaient encouru l'application, dont 18 mis en arrestation, et 31 en surveillance<sup>1</sup>.

Quant aux officiers à demi-solde, il ne les plaça jamais en bloc dans la catégorie des perturbateurs « incorrigibles », ne méritant aucun égard. Certes, il fallait bien, durant les premiers mois, vu leur état d'esprit, les environner d'active et vigilante surveillance. Un registre spécial, ouvert à la préfecture, contenait les renseignements « presque journaliers » que Tournon recevait sur chacun d'eux. Il s'efforça le plus possible de les tenir disséminés loin des grands centres, et particulièrement hors de Bordeaux<sup>2</sup>. Mais point de tracasseries superflues, ni d'odieuses vexations. Pour eux surtout il voulait de la réserve et de la pitié, s'appliquant avec soin, dans ses propos, sa correspondance, sa manière d'agir, à ne point blesser inutilement leur ombrageuse susceptibilité<sup>3</sup>. D'accord avec le général de Loverdo, il les fit avertir que, non seulement ils n'auraient point à craindre de sa police d'ennuyeuse inquisition, si leur conduite publique était irréprochable, quels que fussent d'ailleurs leurs sentiments intimes, mais encore que tous ses soins tendraient à améliorer leur situation matérielle, à leur procurer des places dans l'administration.

Aussi, cette loyale condescendance du préfet en amena-t-elle un assez grand nombre à la cause royaliste, et fit-elle des autres des ennemis moins acharnés. Un an après son arrivée, il pouvait témoigner d'eux en termes très favorables : « Les officiers à demi-solde qui se présentaient, il y a quelques mois, comme les auxiliaires des anarchistes deviennent chaque jour plus sages ; les uns se marient ; d'autres embrassent des professions utiles ; et ils lient ainsi leur fortune à celle de l'État. D'autre part, ils ne sont plus autant l'objet de la haine publique, et l'amélioration de leur esprit s'opère en raison des égards qui leurs sont témoignés<sup>4</sup>. » — Une façon d'agir analogue envers d'autres adversaires du régime donna des résultats identiques. Son très haut esprit de tolérance vis-à-vis des protestants et des juifs, la protection qu'il leur accorda contre des « soupçons

1. Même rapport.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 1<sup>er</sup> rapport, 22 octobre 1815.

3. *Mémoires inédits*.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 40<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 22 août 1816.



injustes<sup>1</sup> » d'animosité pour le roi — car tout protestant ou juif passait alors, aux yeux d'une certaine classe de gens, pour révolutionnaire avéré<sup>2</sup> — firent sortir beaucoup d'entre eux de l'opposition systématique où ils s'étaient cantonnés par défiance, pour les rattacher franchement à la monarchie. C'était un gain d'autant plus appréciable que plusieurs protestants ou juifs comptaient parmi les hommes les plus distingués et les négociants les plus riches de Bordeaux, tels les Gauthier, les P. Balguerie, les D. Guestier, les Barthez, les Henry Hovy, les Rodrigues et les Lopes Dubec.

L'un des plus puissants moyens, après les soirées de la préfecture, de gagner ainsi à sa cause les « irréconciliables », c'était la causerie à deux dans son bureau. Tournon se plaisait à mander l'un après l'autre ceux que lui signalait sa police comme dangereux, à les entretenir, et nuançait le colloque de sévérité rigide ou de douce persuasion, selon le cas. Dans ce tête-à-tête, il faisait appel au cœur, à la raison, aux intérêts; il parlait travaux, bien public, prospérité générale et particulière, et montrait combien tout cela était inséparable du régime actuel. Que de conversions politiques opérées de la sorte!

Rien de suggestif à cet égard comme l'aveu du chef de cabinet du Ministre de l'intérieur, Lainé, admirablement placé pour bien juger des efforts de Tournon: « Les ministres d'alors, écrit-il, auraient été heureux que les départements eussent été administrés comme l'était celui de la Gironde; ils auraient pu consacrer au bonheur de la France un temps qu'ils étaient obligés de passer à combattre des furieux que M. de Tournon, dans la Gironde, savait contenir, éclairer et consoler, par l'autorité de ses paroles, qui étaient toujours assez graves pour inspirer du respect, et assez bienveillantes pour donner de la confiance. Tel qui se rendait dans son cabinet pour y faire entendre des accents de haine et de vengeance, ou pour éloigner de lui avec amertume des soupçons de conspiration, en sortait calme et honoré de s'être associé, sur la demande du préfet, au succès d'une entreprise d'un grand intérêt public et local. « De telles disputes, disait-il aux plaignants, sont peu dignes de vous et de votre position sociale; abandonnons aux sots et aux oisifs ces

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9063, 38<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 2 août 1846.

2. *Id.*

vaines clameurs ; notre lot à nous c'est de doter notre pays de routes, de ponts et d'établissements publics. Vous êtes sur ma liste comme pouvant concourir utilement, soit par vos conseils, soit par vos talents, soit par vos capitaux, à telle entreprise depuis longtemps désirée. Vous avez un trop bon esprit pour vous refuser à réaliser dans cette circonstance les espérances publiques dont je suis heureux de me trouver l'organe auprès de vous... » De telles paroles, qu'il savait modifier et varier avec un esprit infini pour maîtriser les passions personnelles de ceux qui l'écoutaient, ne manquaient jamais leur effet<sup>1</sup>.

Notre préfet trouvait du reste chez les fonctionnaires de tout grade, ses subordonnés, une bonne volonté générale pour l'aider en cette tâche délicate de la police<sup>2</sup>. « Il s'exerce une police populaire, écrivait-il au ministre, qui est le plus puissant auxiliaire de la police légale... : tous les individus servent comme de sentinelles très alertes à l'administration<sup>3</sup>. » Parfois même ce goût de faire le gendarme dépassait les bornes permises. Un jour, quelques gardes nationaux, pour amuser des enfants, firent s'élever dans les airs, près de Bordeaux, deux cerfs-volants qu'ils avaient taillés en forme d'oiseaux. Les passants crurent reconnaître des « aigles », et voir là « un projet criminel » ! Aussitôt, grand émoi par la ville où la nouvelle se propage rapide ; la foule se précipite pour « faire justice de ces conspirateurs »... ; et le poste voisin arrive juste à temps pour tirer sains et saufs de ses mains les malheureux lanceurs de volants. On apporte solennellement l'oiseau incriminé à Tournon qui, pour calmer la fureur publique, affirme que ce sont là *des grues* bien plutôt que *des aigles*, et fait mettre en liberté les prisonniers, en leur recommandant de ne plus « exciter ainsi le peuple par des représentations équivoques<sup>4</sup> ».

Par l'effet de tant de mesures de pacification et de préservation, d'énergie comme de bonté, au bout d'une année de préfecture, Tournon avait procuré à son département une stabilité très remarquable dans l'ordre et dans le calme<sup>5</sup>. Dorénavant,

1. Arch. de Gévelard, lettre du Bordelais Maître, chef de cabinet du ministère de Lainé, à M. Fortia d'Urban, 30 août 1833.

2. Arch. Nationales, F<sup>ic</sup> III Gironde 7, grand rapport à Lainé, 25 mars 1818.

3. Arch. de Gévelard, 24<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 11 avril 1816.

4. Même rapport.

5. Cf. page 157 et suiv.

en dehors de l'affaire Randon, œuvre de quelques intrigants isolés, de la petite révolte de juin 1817 sur les bords du Ciron, uniquement causée par la famine, d'une certaine effervescence des esprits à Bordeaux en 1819, peu dangereuse, une tranquillité parfaite, nous le constaterons, régnera dans toute la Gironde, à étonner les ministres. Les rapports hebdomadaires du préfet et ses comptes rendus aux divers Conseils généraux se plaisent à le certifier et à le faire constater. « Je me borne à vous interroger, pouvait-il dire à celui de 1817, vous qui vivez au milieu de vos concitoyens : la tranquillité ne règne-t-elle pas ? Les lois ne sont-elles pas respectées ? Le paiement des impôts n'est-il pas fait avec une exactitude que rend presque inexplicable la misère des propriétaires ? Si les malveillants répandent des alarmes, le peuple s'en émeut-il ? » ; et à toutes ces interrogations, ses auditeurs charmés donnaient la réponse qu'attendait Tournon, soulignée par leurs plus vifs applaudissements.

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

## CHAPITRE VII

### VISITES — ORDONNANCE DU 5 SEPTEMBRE ET ÉLECTIONS DE 1816

- I. Nouvelle visite au duc d'Angoulême en janvier 1816; il veut se rendre compte. — Esprit de conciliation du duc. — Il donne à Tournon son entière opinion sur lui. — Intéressantes remarques du préfet sur les idées et la personne du duc. — Bons effets de cette visite pour l'administration de Tournon.
- II. Visite de Canning en mai 1816; portrait que fait de lui Tournon. — Canning étudie avec intérêt Bordeaux et ses environs; il veut entendre plaider les avocats bordelais. — Curieuse manière dont il modifie son opinion sur la tolérance française. — Tournon écrit aux ministres son impression sur Canning; satisfaction de Lainé.
- III. Ordonnance du 5 septembre; impression qu'elle produit à Bordeaux, chez les ultras, chez les modérés. — Opinion des révolutionnaires. — Préparation des élections. — Multiples recommandations des ministres à Tournon. — Efforts de ce dernier pour faire élire Lainé et Ravez; Portrait qu'il donne de l'un et de l'autre. — Les députés élus. — Résultat de ces élections.

Dans cette œuvre difficile de surveillance, d'apaisement, de conciliation, un appui précieux vint à Tournon de la visite du duc d'Angoulême, au début de 1816. Quelques mois plus tard, l'illustre Anglais Canning allait donner à ses travaux l'encouragement de sa sincère et flatteuse admiration, en attendant que le coup de foudre de l'Ordonnance du 5 septembre achevât de briser ce que l'intransigeance des ultras avait de plus irritant. — Le duc d'Angoulême désirait revoir ce pays qui l'avait acclamé naguère, et l'aurait si volontiers accepté comme souverain. Il arriva le 27 décembre à Bazas<sup>1</sup>. Les mêmes ovations,

1. Ces détails relatifs au voyage du duc d'Angoulême à Bordeaux, sont tirés des *Mémoires inédits* de Tournon et de cinq lettres, dont les trois



les mêmes « transports d'enthousiasme » qu'au mois d'août lui firent encore partout escorte. Mais cette fois, sa visite était moins d'apparat que de contrôle; il voulait se rendre compte de l'esprit public bordelais, comme aussi de l'administration de Tournon qu'il avait entendue louer à Paris; il se proposait de voir bien plus que de se faire voir. Et le préfet, comprenant tout ce que des éloges et une approbation publique partis de si haut donneraient d'appui à ses efforts de débutant, l'engagea à visiter une partie de la Gironde. Ils se rendirent ensemble, par bateau, à Blaye; de là, ils poussèrent jusqu'à l'autre extrémité du département, Sainte-Foy, où « toutes les haines religieuses » disparurent, au moins pour un temps, devant l'extrême bonté du Prince<sup>1</sup>. A Bordeaux même, il y eut visite en détail des travaux du pont, revue solennelle de la Garde nationale dont le duc admira la belle tenue, examen fort minutieux des actes administratifs préfectoraux sur lesquels Tournon avait préparé un important manuscrit, réception de tous les fonctionnaires, quelle qu'eût été leur conduite passée. Le duc prit cette dernière mesure sur les conseils mêmes du préfet. — « Oui, répondit le prince à sa demande, cette fois, je serai moins sévère sur le serment que je l'ai été dans le dernier voyage; je recevrai les fonctionnaires qui ont eu la faiblesse de le prêter, lorsque d'ailleurs ils se seront bien conduits<sup>2</sup>. » Pour marquer son contentement et souligner mieux encore cet esprit de conciliation, Tournon donna, pour le jour des Rois, une fête splendide à la préfecture où il invita toutes les personnes les plus considérables de la ville et du département, « plus de huit cents<sup>3</sup>, » et de

premières citées curieuses par les détails qu'elles donnent sur le caractère du prince :

I<sup>o</sup> Arch. Nationales, F<sup>7</sup> 9061, lettre de Tournon à Decazes, 8 janvier 1816. Une copie intégrale s'en trouve aux Arch. départementales de la Gironde, série M. liasse 1802 à 1847.

II<sup>o</sup> Arch. de M. de Barante, lettre à Barante, 9 janvier 1816.

III<sup>o</sup> Arch. Nationales, F<sup>1c</sup> III, Gironde 9, lettre confidentielle de Tournon à Vaublanc, 10 janvier.

Les deux autres, F<sup>7</sup> 9661, 29 décembre 1815 à Decazes, et Arch. de Gévelard, 2 janvier 1816 au même.

1. Lettre du 8 janvier à Decazes, citée.

2. Lettre du 10 janvier à Vaublanc, citée.

3. *Mémoires inédits*. La fête lui coûta 8000 francs.

4. Voici comment le *Mémorial* (8 janvier, n<sup>o</sup> 540) en rendit compte : « Des lampions dessinaient l'architecture de la façade que décoraient des fleurs de lys en couleur, et au milieu desquelles on lisait en lettres de

toutes les opinions politiques. Le prince en demeura enchanté.

Tournon voulut mettre à profit ces bonnes dispositions du visiteur pour connaître, de manière catégorique, ce qu'il pensait de sa conduite. Il n'ignorait point que le parti ultra avait essayé de le circonvenir par des calomnies. Il alla donc franchement au duc, lequel se montrait « d'un facile abord et écoutait bien<sup>1</sup> », et le pria de dire son entière opinion sur ce point délicat. Celui-ci répondit qu'en effet il avait entendu formuler des critiques acerbes contre l'administration préfectorale ; « mais, reprit-il, j'ai scruté avec le plus grand soin, cherché le mal comme le bien, et je n'ai pas découvert qu'il y eût le plus léger reproche à faire ; *tout se réduit, en dernière analyse, à avoir été préfet de Rome*<sup>2</sup> » ; il ajoutait qu'en revanche, beaucoup avaient fait le plus grand éloge de leur préfet.

Cette curiosité de savoir ce qu'on pensait de lui se doublait, pour Tournon, d'une étude attentive du prince et de ses idées politiques : « Vous pouvez croire que j'ai mis à profit, pour l'observer, ces quinze jours passés presque entièrement auprès de lui », écrit-il à Barante<sup>3</sup>. La dominante des impressions adressées confidentiellement à ses amis, c'est l'assurance admirative qu'il donne de la très grande modération du duc, et de son sincère amour pour la Charte. La voix publique accusait un perceuteur, maintenu en charge, d'opinions trop bonapartistes. Le préfet, après nouvel examen, reconnut le bien fondé de cette rumeur, et dit au prince qu'il le destituerait. « Ne faites pas cela, interrompit brusquement ce dernier ; examinez encore bien attentivement avant de vous décider. Je ne suis pas un exagéré, je ne suis pas du faubourg Saint-Germain<sup>4</sup>. » Le préfet lui exposait un jour la nécessité de fortifier l'autorité royale contre l'esprit d'indépendance, « que la révolution avait

feu : Vive le Roi ! — L'enceinte de la cour était aussi illuminée, et, au fond du jardin, un transparent présentait au milieu d'un bosquet, Henri IV et Louis XVIII... Les escaliers, les antichambres étaient ornés d'orangers et de fleurs..., le salon rempli de toutes les autorités et de dames des plus aimables et des plus élégamment vêtues. — Après le souper, on dansa jusqu'à quatre heures, tandis qu'au dehors un peuple immense entourait la préfecture. »

1. *Mémoires inédits*.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>10</sup> III Gironde 9, lettre confidentielle de Tournon à Vaublanc, 1840, citée.

3. Lettre à Barante, 9 janvier, citée.

4. Lettre à Vaublanc, 10 janvier, citée.

rendu le vice dominant de la nation<sup>1</sup> ». — « Sans doute, répliqua le Duc, mais il faut exécuter la Constitution de bonne foi, et laisser aux Chambres leur pouvoir; point de corruption de leur membres. La Constitution, ajoutait-il, est le *résultat nécessaire* de la révolution; il est impossible de revenir à ce que ce bouleversement a détruit sans retour; il faut le remplacer par quelque chose de plus conforme aux idées du temps, et la Charte atteint ce but<sup>2</sup>. » Le préfet soutenait encore devant lui que le projet de loi sur les élections était sage, en ce qu'il appelait à y concourir un grand nombre d'agents du gouvernement qui ne pouvaient contribuer qu'à des choix favorables à sa marche. Le duc combattit très vivement cette opinion, toujours d'après le principe qu'il fallait agir de bonne foi, et ne pas influencer la nation dans ses choix. Un jour, après une discussion de ce genre, assez animée, il dit en riant à Tournon : « Savez-vous bien que je suis plus constitutionnel que vous<sup>3</sup> ! », ajoutant aussitôt; « mais vous connaissez mieux la France que moi ». Et la conclusion des notes de Tournon se condense en ces quelques lignes : « On ne peut avoir plus de bonté, d'amour du bien, de sévère probité; il est constitutionnel de conviction et ennemi de tout despotisme<sup>4</sup>. »

Cette visite fut un événement très heureux pour l'administration préfectorale; elle donna du relief au parti modéré qui naissait, aida Tournon à diriger l'esprit public dans la voie qu'il jugeait seule bonne, et l'environna lui-même de tout le prestige que pouvaient fournir alors les prévenances amicales et ouvertement affichées d'un prince du sang. « Elle a fait des amis au roi, dit le préfet, de tous ceux qui n'ont pas perdu tout sentiment humain...; le désir de la paix, qui est dans tous les discours du prince, calme les exagérations et réconcilie tous ceux que divisaient des nuances d'opinion<sup>5</sup>. »

1. Même lettre.

2. *Id.*

3. *Id.*

4. Lettre à Barante, 9 janvier, citée.

5. Lettre à Decazes, 8 janvier, citée.

Tournon, dans son affection pour Barante, demanda au duc ce qu'il pensait de lui, et avertit confidentiellement son ami de la réponse : « On rend justice entière à vos talents, à vos intentions; mais on a quelque prévention; on craint que vous n'ayez des idées trop conformes à plusieurs de vos amis; on vous accuse de n'avoir pas témoigné assez d'estime pour un personnage qui est devenu très courtisan et très popu-



Au mois de mai suivant, Tournon apprit que Canning, revenant de son ambassade de Lisbonne, était arrivé devant Pauillac; il se hâta de lui écrire pour l'engager à visiter Bordeaux. « Le rôle qu'il sera probablement appelé à jouer dans son pays, mandait-il à Lainé, m'a paru exiger que j'eusse pour lui des attentions plus suivies que pour tout autre étranger<sup>1</sup>. » L'illustre Anglais accepta avec d'autant plus d'empressement que son but secret et son premier désir étaient de constater par lui-même l'état des esprits en France, à ce moment-là. Le préfet l'environna de prévenances, conquis du reste au premier abord par tout le charme qui émanait de sa puissante personnalité. « C'était un bel homme, dit-il de lui dans ses *Mémoires*, d'une taille bien proportionnée, que des traits réguliers et d'une extrême finesse, un front large et chauve, des yeux superbes de forme et pétillants d'esprit et d'expression, des manières nobles et polies, rendaient remarquable au plus haut degré. Jamais je n'avais vu une telle réunion de perfections physiques, et un aussi évident témoignage de supériorité intellectuelle. Sa conversation était tout à fait en rapport avec sa figure, et tenait toutes les promesses de sa physionomie<sup>2</sup>. »

Il se plut à lui montrer tout ce que Bordeaux et ses environs pouvaient avoir de remarquable : les travaux du pont, les divers hospices déjà fort améliorés, la maison d'instruction des sourds-muets, la Brède surtout, où Canning manifesta une vive émotion en contemplant le bureau de Montesquieu, « le seul Français, disait-il, sur lequel les Anglais sont complètement d'accord<sup>3</sup> ». La renommée du barreau bordelais était parvenue jusqu'à lui : il désira donc assister à une séance de la Cour royale. Le premier président trouva une excellente occasion de le satisfaire, pour la réunion des Chambres qui eut lieu à l'occasion du

laire, et que vous avez quitté dernièrement (Decazes)... Tout cela établit de l'éloignement. J'ai beaucoup insisté sur ce que vous valiez; j'ai rejeté sur un caractère et un talent trop forts la cause de plusieurs reproches, et j'ai répondu de la droiture de vos vues. » Lettre à Barante, 9 janvier 1816, citée.

1. Arch. Nationales, F<sup>1</sup><sup>c</sup> III Gironde 9, lettre à Lainé, 6 mai 1816.

2. *Mémoires inédits*.

3. Arch. de Gênelard, lettre de Tournon à Lainé, 20 mai 1816.



dépôt aux Archives des testaments de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Canning fut « ému jusqu'aux larmes <sup>1</sup> » à la lecture de ces deux monuments que fit Émerigon. Ce dernier parla ensuite, dans les termes les plus élogieux, des nobles étrangers qui assistaient à la séance — le prince russe Volkousky était du nombre — et, par la même occasion, de l'Angleterre et de la Russie. Le tout se termina par de très brillantes plaidoiries que firent Saget et Ravez, les deux étoiles du barreau. Canning et Volkousky se retirèrent remplis d'admiration, « touchés extrêmement des hommages qui leur étaient rendus, et remerciant avec la plus vive expansion <sup>2</sup> ».

L'épisode le plus curieux de cette visite fut, sans contredit, la manière dont le grand homme d'Etat anglais eut à modifier son opinion sur la prétendue intolérance du gouvernement français envers les protestants. Notre réputation, sous ce rapport, était alors détestable de l'autre côté de la Manche. L'un des orateurs les plus distingués du Parlement d'Angleterre, sir Samuel Romilli, avait fait en 1815 un tableau fort chargé des massacres protestants à Nîmes et dans le Gard; tableau accentué encore, avec véhémence, par son ami lord Brougham<sup>3</sup>. La libérale Albion, trop heureuse de trouver un nouvel aliment à ses haines séculaires contre la France, s'était, du coup, enflammée de colère. Canning, sans partager toutes les préventions de ses compatriotes, ne tenait pas en bonne estime notre esprit de tolérance; et peut-être le secret désir de mieux s'éclairer sur ce point délicat demeura-t-il le principal motif de son arrêt à Bordeaux. Heureusement, le champ d'expérience ne pouvait être mieux choisi.

Les négociants intéressés dans le commerce avec son pays lui donnèrent, le 7 mai, un grand banquet où furent invités toutes les autorités civiles et militaires, et les Anglais de marque établis à Bordeaux. Tournon, assis à côté de Canning, porta un toast, « fort bien accueilli », à l'union des deux nations « qui avaient appris à s'estimer sans se craindre, et qui désormais ne devaient plus que s'aimer <sup>4</sup> ». Canning à

1. Même lettre.

2. Même lettre.

3. Cf. LACRETELLE. *Histoire de la Restauration*, t. I, p. 401.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>1c</sup> III Gironde 9, lettre de Tournon à Lainé, 8 mai 1816.

son tour, après avoir fait quelques questions au préfet sur les principaux invités, parla longuement, et de manière « remarquable par la pensée et par l'expression <sup>1</sup> », pour dire ses sentiments personnels envers la famille des Bourbons, envers la France amie, et remercier les Bordelais de leur cordiale hospitalité.

Les toasts achevés, il aborda franchement le sujet qui lui tenait tant à cœur, que plusieurs fois déjà il avait effleuré, et parla au préfet de l'intolérance française envers les protestants. Tournon, pour toute réponse, lui montra dix à douze personnes de cette religion, toutes ayant des emplois publics et qui dinaient avec eux. *Canning fut très surpris de ce fait; « mais il ne revenait pas de son étonnement »* lorsque le préfet lui montra encore, tout à côté, Furtado, adjoint au maire, et israélite convaincu. — « Je citerai ce fait au Parlement, à mon arrivée en Angleterre, dit-il, qu'en France, pays accusé d'intolérance, j'ai diné avec un juif et dix ou douze protestants revêtus d'emplois publics...; *jé vois*, ajouta-t-il, *que votre tolérance est bien plus réelle que la nôtre qui n'existe qu'en paroles* <sup>2</sup>. » Il voulut porter la santé de Furtado, et demanda une note à Tournon indiquant la mesure dans laquelle les protestants partageaient les emplois avec les catholiques; il la lut « avec beaucoup d'intérêt ». Elle lui démontrait qu'ils occupaient, dans certaines charges publiques, jusqu'à la moitié des places et que, pour l'ensemble, le nombre des fonctionnaires protestants était bien supérieur, toutes proportions gardées, à celui des catholiques. Canning promit d'user de tous ces renseignements pour faire cesser dans son pays l'opinion courante sur la prétendue intolérance française <sup>3</sup>.

1. Même lettre. — Tournon ajoute: « Je n'en compris que quelques mots, mais j'entendis très bien et avec grand plaisir l'harmonie de cette voie sonore et le charme de sa prononciation. Son débit était d'une admirable facilité, et la parole obéissait parfaitement à la pensée. » *Mémoires inédits*.

2. *Arch. de Gévelard*, lettre de Tournon à Decazes, 9 mai 1816. Cf. *Mémoires inédits*.

3. Lettre de Tournon à Lainé, 20 mai 1816, citée. — J'ai eu la curiosité de savoir quelle suite Canning avait donnée à cette promesse faite à Tournon, de citer au Parlement anglais la tolérance et le libéralisme officiels envers les protestants dans la Gironde. — Le 25 juin 1816, à la Chambre des Communes, en un discours éloquent, il annonça, de fait, s'être trouvé, quelques semaines auparavant, dans la Gironde, « département qui, sur une population de 514 000 habitants, compte 30 000 pro-

Comme pour le duc d'Angoulême, Tournon s'appliqua, par de fréquents entretiens, à bien connaître les intimes pensées de son hôte illustre : elles lui parurent toujours extrêmement favorables à la France. « L'intérêt de l'Angleterre, lui disait Canning, est qu'elle reste forte, et que son commerce prospère<sup>1</sup>. » Un jour, il avoua au préfet qu'un des plus grands problèmes politiques qu'on avait eu à résoudre, dans les derniers temps, « était de savoir si, après la chute de Bonaparte, il fallait faire payer à la France le prix de la guerre en territoires ou en argent ». — « Il y avait un troisième parti, riposta aussitôt Tournon, qui consistait à ne rien exiger d'elle, afin de ne pas diminuer par les souffrances des sujets l'amour qu'ils portaient au roi, et que l'Europe était intéressée à entretenir. » — « Oui, avoua Canning, je crois que ce dernier parti était le meilleur<sup>2</sup>. » — Plusieurs fois, il témoigna de « sa grande horreur » pour les révolutionnaires et pour Bonaparte, regardant son pays comme très intéressé à ce que les premiers fussent réduits à l'impuissance, et à ce que le second ne pût jamais tenter une évasion. Selon lui, il existait une coalition entre les révolutionnaires de tous les pays, que ce fut « Jacobins de France » ou « Sudistes d'Angleterre », et que les souverains avaient intérêt à détruire. Ses idées sur la meilleure forme de gouvernement intéressèrent vivement le préfet qui écrivait : « Quoiqu'il penche par système pour une grande liberté dans les élections et dans l'usage illimité de la discussion parlementaire, il est convenu avec moi, qu'après une grande révolution où le pouvoir démocratique a tout usurpé, il est indispensable de donner à la couronne une plus grande autorité, et que, dès lors, il fallait que les élections fussent en partie dans son influence, que

testants. Sur 5 conseillers de préfecture, il y a, disait-il, 1 protestant ; sur les 24 membres du Conseil municipal, 5 sont protestants. Dans un cortège officiel qui eut lieu pendant mon séjour à Bordeaux, l'archevêque fut le premier en tête, immédiatement suivi par un ministre protestant, etc. Tout cela existe sans créer aucun trouble, ni attirer sur les protestants aucune « inhumaine persécution... » — Bibliothèque Bodleian, à Oxford ; *Les Débats parlementaires*, volume XXXIV, comprenant la période allant du 26 avril au 2 juillet 1816. Mardi 15 juin. *Débats sur les catholiques romains*. — Je dois cette communication à l'aimable obligeance de M. le marquis Antoine d'Albon.

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, lettre à Decazes, 14 mai 1816. — Cf. lettre du 9 mai, citée.

2. Lettre de Tournon à Lainé, 20 mai, citée.

la classe inférieure du peuple ne fût pas appelée à y concourir. C'est, ajoutait-il, parce qu'en Angleterre une portion considérable de nominations des députés aux Communes dépend de la Couronne ou du pouvoir aristocratique que l'on peut, sans danger, abandonner l'autre au pouvoir démocratique. Mais puisque en France, toutes les élections sont faites par un mode uniforme, il faut se garder d'y donner trop d'influence à la partie populaire, dont le propre est d'envahir constamment, à moins d'énormes contrepoids<sup>1</sup>. » — Canning s'en alla enchanté de l'accueil qu'on lui avait fait, de tout ce qu'il avait vu et appris, laissant Tournon lui-même « très satisfait qu'un homme aussi distingué ait pu juger du bon esprit des Français par les Bordelais<sup>2</sup> ».

\*  
\* \*

C'est dans une telle atmosphère déjà bien rassérénée que la fameuse Ordonnance royale du 5 septembre, qui prononçait la dissolution de la Chambre, éclata comme « un coup de foudre ». Elle produisit à Bordeaux, plus peut-être que partout ailleurs, « une vive sensation<sup>3</sup> ». Après la clôture de la session, les ultras avaient accueilli par des acclamations les cinq de leurs députés dont les votes s'étaient toujours mêlés avec ceux des plus irréductibles parmi les exagérés : Lur-Saluces, Dussumier-Fontbrune, Pontet, Filhot de Marans, de Marcellus. Et ceux-là, tout fiers de ces ovations, et tout heureux dans leur rôle d'intransigeance, ne soupçonnaient absolument rien. Aussi mon-

1. Même lettre.

2. *Id.*

Le Ministre de l'intérieur se montra particulièrement heureux et fier de cette visite à ses compatriotes, et ne ménagea point ses chaudes félicitations à notre préfet : « Vous avez agi, lui écrivait-il, de manière à montrer à cet étranger que la France veut et peut être indépendante. Il est heureux que vous l'ayez convaincu, non seulement de la tolérance, mais de la protection que nos lois accordent aux protestants, parce qu'il contribuera à faire cesser ce tumulte qui, dans quelques sociétés anglaises, se lie à des projets destructeurs. Je suis fier que mon pays et ceux qui l'administrent puissent donner à l'étranger l'idée que le roi est aimé, et que toutes les classes attachent à la légitimité la garantie de leur repos et de leurs enfants. » — *Arch. du château d'Avrilly*, lettre autographe de Lainé à Tournon, 25 mai 1816.

3. *Arch. de Gévelard*, lettre du 12 septembre à Decazes.



trèrent-ils « une consternation extraordinaire <sup>1</sup> ». Est-ce qu'il fallait maintenant abandonner le rêve ébauché, renoncer à tout espoir de retour aux institutions de l'ancien régime fondé sur la Chambre introuvable? Selon eux, c'était bien moins pour rentrer dans la Constitution que pour écarter une majorité éminemment royaliste que l'Ordonnance avait été rendue. Ils accusèrent les ministres d'avoir voulu se venger de leurs désagréments personnels, et pour donner plus libre cours à leurs imprécations, les séparèrent nettement du roi. Bref, ce fut dans la classe ultra une ébullition violente et générale des esprits <sup>2</sup>.

Le parti des modérés, négociants, grands propriétaires, avocats et autres, de ces hommes auxquels Tournon avait donné conscience de leur valeur et de leur force, applaudit généralement à la mesure qui mettait pour l'avenir la Charte à l'abri de tout changement. Beaucoup reconnaissaient que, posé le retour complet aux dispositions de cette Charte, il fallait en tirer toutes les conséquences, et que de nouvelles élections étaient de la plus rigoureuse nécessité. D'autres se montraient effrayés de la crise où la réunion inopinée des collègues allait placer le royaume. D'une part, ils redoutaient la nomination des anciens députés, ce qui constituerait un grave désaveu de la mesure prise par le roi; de l'autre, la crainte que les révolutionnaires ne fussent élus en grand nombre les remplissait d'effroi. Plusieurs se cantonnaient dans l'expectative sur les frontières des modérés et des libéraux. Les protestants, peu rassurés jusqu'alors, malgré la protection dont les couvrait Tournon, se rattachèrent franchement au régime, et l'un de ces derniers pouvait dire au préfet : « Maintenant que je crois que le roi veut conserver la Charte, je suis tout à lui <sup>3</sup>. »

Le parti révolutionnaire et tout ce que Bordeaux comptait de bonapartistes incorrigibles, fut en grande liesse et manifesta sa joie « fort bruyamment ». Trop faibles encore pour marcher seuls et présenter des candidats bien à eux, ils allaient, en la circonstance, se ranger complètement sous le drapeau ministériel, et soutenir les hommes patronnés par Tournon. Ils prévoyaient que la balance gouvernementale, allégée à droite

1. Même lettre.

2. Même lettre. — Cf. *Arch. Nationales*, lettre du 12 septembre à Lainé.

3. *Arch. de Gênelard*, lettre à Decazes, 22 septembre.

des royalistes purs, pencherait tôt ou tard et fatalement de leur côté<sup>1</sup>. La brochure de Chateaubriand, *La Monarchie selon la Charte*, dont plusieurs centaines d'exemplaires furent vendus, dès le début, à Bordeaux, augmenta encore l'exaltation passionnée du grand public. — Quant à Tournon lui-même, il avait trop souffert des exigences, et même du dédain des ultras, pour ne point s'applaudir de la fermeté déployée. « Nous avons besoin, écrivait-il à Decazes, d'éprouver quelquefois que le sceptre n'est pas un roseau..., sans crainte que ces actes de vigueur puissent amener aucune commotion dans un pays plus propre à endurer le despotisme qu'à supporter la liberté<sup>2</sup>. »

La première émotion passée, on se prépara, « d'une belle ardeur », aux élections. Les hommes d'extrême droite, d'abord désorientés, se ressaisirent très vite. Le nombre de députés, que l'Ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet, en 1815, avait porté à 402, était réduit cette fois à 258, ce qui devait n'en donner que 5 au lieu de 7 pour la Gironde. Tablant sur ce chiffre, un parti se forma, compact, nombreux, puissant, « d'un bout du département à l'autre<sup>3</sup> », vrai bloc d'ultras, qui tint ce raisonnement : nous avons 7 députés, nous ne devons plus en nommer que 5, la liste est toute trouvée ; nous porterons ceux qui ont voté continuellement avec la majorité, en écartant de manière impitoyable les deux modérés, Dufort et surtout Lainé. Leur devise fut le mot d'ordre du fameux post-scriptum au libelle de Chateaubriand : « *sauver le roi quand même* ». Ils déployèrent une activité et un ensemble dans leurs manœuvres, à étonner le préfet. Pour frapper l'opinion, ils affirment qu'on est à la veille d'une révolution ; le feu couve partout ; la révolte de Didier, en mai, aux environs de Grenoble en offre un indice certain. Ils jouent même, pour la circonstance, de la prétendue évasion de Napoléon à Sainte-Hélène<sup>4</sup>, et semblent vouloir ressusciter à leur profit le système des fausses nouvelles. L'ex-commissaire général Pierre-Pierre, se disant envoyé spécial du roi, fait une active

1. Même lettre. — Les libéraux ne purent présenter un candidat que dans le seul arrondissement de Bazas. Au collège de département, disposant d'une vingtaine de voix, ils les donnèrent aux modérés (45<sup>e</sup> rapport, 10 octobre, cité).

2. Lettre à Decazes, 12 septembre, citée.

3. *Id.*

4. Cf. *Arch. de Gênelard*, lettres de Decazes à Tournon, sur les élections, 10 et 11 octobre 1816.

propagande en faveur du parti, et prétend que le duc d'Angoulême honore d'une protection spéciale les députés les plus royalistes de la dernière Chambre, ce qui revient à sous-entendre que leur réélection est désirée par lui. De tels agissements, qu'aucun ministre n'a motivés, mettent Decazes en fureur, et il enjoint à Tournon de « démentir tout ce qui aurait été dit ou fait à Bordeaux, en son nom, par Pierre-Pierre<sup>1</sup> », et de prendre de sévères mesures contre lui<sup>2</sup>.

Ce qui donne encore plus de relief à pareille lutte, aux yeux de Tournon, c'est que les ministres ne cessent de l'inonder de leurs lettres, pour bien le persuader de la gravité du moment, et de l'importance toute spéciale qu'on attache en haut lieu aux élections de la Gironde. — Pasquier lui affirme que l'Ordonnance du 5, malgré les dénégations des exagérés, a été pleinement voulue par le roi<sup>3</sup>; « nous voilà, écrit-il, à un moment bien décisif pour le repos de la France...; ce qu'il est important que tout le monde sache, et ce que je puis vous annoncer aussi pertinemment que qui que ce soit, c'est à quel point cette grande résolution appartient au roi lui-même, comme il ne l'a prise qu'après la plus mûre délibération, après s'être entouré de toutes les lumières imaginables, et enfin à quel point il en surveille lui même l'exécution... Votre grande ville est une de celles au choix de laquelle il attache le plus d'importance. Ses députés ont toujours, en effet, joué un grand rôle dans toutes nos assemblées<sup>4</sup>. » Lainé le presse d'apporter tout son dévouement et toute sa prudence à l'exécution de l'Ordonnance. « J'espère, ajoute-t-il, que tout le monde finira par y voir la volonté et la nécessité de rétablir l'autorité royale sur

1. Lettre de Decazes, 10 octobre 1816, citée.

2. Tournon peint en termes pittoresques à sa mère cette agitation électorale : « Nous sommes ici dans la fièvre des élections, lui écrit-il ; chacun s'agite, royaliste comme le roi, royalistes autrement que le roi, révolutionnaires ; tout ce monde court, intrigue, loue ses amis, déchire ses ennemis, c'est une véritable comédie..... c'est un choc entre extrêmes : Dieu nous garde des excès ! » *Arch. du Verger*, lettre à M<sup>me</sup> de Tournon, 23 septembre 1816.

3. Louis XVIII l'avait signifié à Ravez, président du collège de Bordeaux, et lui avait témoigné son vif désir de voir la Gironde élire des hommes « modérés et prudents ». « Le département de la Gironde m'a déjà donné de grandes preuves de fidélité et d'amour, lui dit-il. J'en attends un nouveau témoignage dans le choix que vos électeurs vont faire. » Cf. CAPEFIGUE, *Histoire de la Restauration*, t. II, p. 171.

4. *Arch. du château d'Avrilly*, lettre autographe de Pasquier, 1816.

les bases qu'elle a elle-même posées..., en montrant de nouveau la Charte comme signe de ralliement <sup>1</sup>. » Decazes surtout, qui veut stimuler son zèle, lui répète à satiété « qu'aucun département, dans une circonstance d'un si grand intérêt politique, ne pouvait fixer d'une manière plus particulière l'attention du gouvernement <sup>2</sup>. »

Le ministère de la police porta, du reste, à peu près seul le poids de ces élections; il y déploya une prodigieuse activité. La circulaire aux préfets, approuvée par Louis XVIII, leur fut remise par des commissaires extraordinaires. L'envoyé spécial à Tournon fut Saget de Baure, président du collège des Basses-Pyrénées, « magistrat le plus distingué de la capitale, et le député le plus éclairé et le plus fidèle <sup>3</sup> ». Non seulement il était porteur de la lettre officielle où Louis XVIII demandait « tous les efforts pour éloigner les ennemis du trône, et les amis insensés qui l'ébranleraient en voulant le servir autrement que le roi ne voulait l'être <sup>4</sup> », mais on l'avait encore chargé d'instruire verbalement le préfet de toute la pensée confidentielle du gouvernement. Sous le rapport de la convocation, point d'exclusions odieuses, point d'applications illégales des dispositions de haute police pour écarter ceux qui sont régulièrement appelés à voter; surveillance active, mais liberté entière; sous celui des élections, ne nommer que des députés dont les intentions soient de marcher d'accord avec le roi, avec la Charte, avec la nation <sup>5</sup>... C'était, en somme, une déclaration de guerre aux cinq députés ultras de la Gironde, que Decazes aurait voulu voir remplacés par Lainé, Ravez, Dufort, Portal, et Gaston Lacaze, ancien maire de Libourne, son pays à lui, qu'il trouve trop « oublié » dans la représentation nationale.

Ces vues gouvernementales cadraient trop bien avec les idées de Tournon pour qu'il n'apportât point tous ses soins à leur réussite. Il s'appliqua, dès le début, à briser la coalition des ultras, pour éviter à Bordeaux la honte d'une exclusion

1. *Arch. du château d'Avrilly*, lettre autographe de Lainé, 15 octobre 1816.

2. *Arch. de Gênelard*, lettre de Decazes, 15 octobre 1816. Il y a dans ces archives, 7 lettres de lui sur le même sujet.

3. *Arch. de Gênelard*, lettre autographe de Decazes, 17 septembre 1816.

4. DARESTE, *Histoire de la Restauration*, t. I, p. 254.

5. *Arch. de Gênelard*, note contenant les instructions données à Saget de Baure.



comme celle de Lainé qui donnait tant de sollitude « à la prospérité de son pays<sup>1</sup> ». Mais que de difficultés à vaincre ! Les modérés ne parvenaient pas à s'entendre sur leurs candidats, et n'opposaient au bloc, solidement compact, des ultras que des velléités éparses et contradictoires<sup>2</sup>. Le préfet, après avoir sondé le plus possible les dispositions d'un grand nombre d'électeurs, entreprit une tournée spéciale des trois quarts du département et s'en fut à Blaye, Libourne, La Réole, Bazas. Elle le convainquit vite que l'ensemble des candidats « projetés » par Decazes, les Portal, les Dufort, les Lacaze, n'avaient aucune chance, et que s'obstiner à les porter tous était courir à un échec global. Il en avait averti le Ministre de la police en termes catégoriques, et tout son plan se borna désormais à faire des concessions aux royalistes purs, essayer de s'entendre avec eux, « appuyer Dussumier et de Marcellus pour avoir Lainé et Ravez, dont le talent, dit-il, est le moindre mérite<sup>3</sup> ». Il

1. Arch. de Gênelard, lettre à Decazes, 22 septembre 1816, citée.

2. Arch. Nationales, F<sup>1</sup><sup>ic</sup> III, Gironde 3, lettre de Tournon à Lainé, 22 septembre 1816.

3. Lettre à Decazes, 22 septembre 1816, citée. — Voici comment Tournon juge dans ses *Memoires inédits* ces deux illustres Bordelais qui devinrent ses amis intimes. Après avoir donné un résumé de la vie de Lainé, il ajoute : « M. Lainé est d'une haute taille, élancée et maigre, mais d'un port très digne. Les traits sont peu agréables et mal formés, les yeux petits et sans expression, si ce n'est lorsqu'il sourit, les lèvres grosses et le teint olivâtre. Son expression est singulièrement froide, sans manquer cependant de bienveillance. Son caractère est un composé de sentiments très élevés, de parfait désintéressement et d'amour ardent du bien public. Il a beaucoup d'esprit et d'étendue dans l'esprit, en même temps que de la grâce, lorsqu'il se laisse aller à des sujets qui la comportent. Son instruction est aussi étendue que variée. Comme ministre, il a montré toutes les qualités de son âme ; mais je crois qu'une certaine indécision dans les idées, peut-être une trop grande méfiance de lui-même, ont nui à leur développement. Son imagination mobile et impressionnable l'empêche de suivre ses premières vues... » — « Son ami Ravez, qui était aussi à cette époque parvenu à une assez grande célébrité... est doué d'une belle figure noble et expressive : sa taille est assez élevée, mais trop forte ; son maintien est plus raide que digne, et, dans sa démarche, se remarque de l'affectation. Son instruction est très étendue dans la question de Droit, mais ne va pas au delà. Aussi, personne n'est-il moins propre à traiter les matières politiques d'un ordre élevé. Comme avocat, il était au premier rang pour les consultations, mais il perdait de ses avantages aux plaidoiries. Une bonne et solide logique se remarquait dans ses discours plus que des traits de sentiment et de véritable éloquence. Le malheur de M. Ravez est un orgueil excessif qui admettait rarement de contradiction, et qui lui faisait donner à ses propres conceptions une justesse et une importance qu'elles n'avaient pas toujours... » — Une biographie très étudiée

lui fallut tenter démarches sur démarches auprès de ce dernier pour le décider à accepter la candidature, lui démontrer qu'un refus nouveau, après celui de 1815, équivaldrait au « déshonneur »<sup>1</sup>. Ravez cependant n'accepta qu'après de longues hésitations.

Comme cinquième candidat, Tournon aurait voulu Duhamel, de Gourgues, Daniel Guestier ou le comte de Lévis-Mirepoix, pour avoir une majorité de députés constitutionnels ; mais il se gardait bien de les désigner ouvertement, obligé qu'il était d'agir avec une extrême réserve et beaucoup de discrétion, pour ne pas faire de la besogne contraire à ses projets. « Il faut, pour obtenir quelque influence, avouait-il, que je cache soigneusement mon désir d'en avoir, que je paraisse laisser aller librement les diverses volontés... dans un pays où toutes les questions sont traitées avec une excessive vivacité, où les hommes craignent surtout qu'on ne les considère comme dépendant de l'autorité »<sup>2</sup>. Jamais les fameux dîners de la préfecture ne furent plus utilement employés. Là, sous la forme un peu abandonnée de la causerie familière et du tête-à-tête, il manœuvrait et faisait manœuvrer des personnes sûres, en particulier son très habile premier secrétaire Barcennes<sup>3</sup>, pour incliner sans heurt les volontés rebelles à se plier à ses secrets desseins.

Le premier résultat du collège électoral de l'arrondissement de Bordeaux, le principal, lui donna l'espoir de les voir se réaliser. Les hommes qu'il désirait furent nommés candidats au premier tour, Lainé par 70 voix sur 133 votants, Dussumier par 72, Ravez par 71, de Marcellus par 67. Le cinquième, élu un jour plus tard, fut Filhot de Marans. Enfin, le collège électoral définitif nomma, le 5 octobre, au premier tour, Ravez par 110 voix sur 197 votants, et Lainé par 107<sup>4</sup>. Les trois autres députés, Dussumier, de Marcellus, Filhot de Marans, ne furent élus qu'au second tour. Le préfet, bien qu'il eût souhaité voir sortir un autre nom que celui de Marans, comme dernier

de Lainé serait bien intéressante. Les papiers des *Archives d'Avrilly* et surtout ceux des *Archives Bord* formeraient, pour cela, un précieux appoint.

1. Lettre à Decazes, 22 septembre 1816, citée.

2. Lettre du 22 septembre 1816, à Lainé, citée.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>1c</sup> III, Gironde 3, lettre à Lainé 27 septembre 1816.

4. Même lettre. — Portal n'obtint que 29 voix et Dufort 36.

député, éprouva « une joie bien vive<sup>1</sup> » du résultat, tant ses craintes d'un échec possible de Ravez et de Lainé avaient été sérieuses. « Ce triomphe doit vous plaire, écrit-il à ce dernier, car c'est celui de la vertu et des grands talents, de la droiture et d'un royalisme à toute épreuve, sur l'esprit de parti et l'aveuglement, sur de misérables prétentions et de basses jalousies<sup>2</sup>. » — « L'attention que vous avez bien voulu y mettre, surtout en ce qui me regarde, répond l'illustre député, et les suffrages qui me sont donnés de nouveau augmenteraient encore, s'il était possible, mon désir d'être utile au pays que vous administrez avec tant d'habileté<sup>3</sup>. »

Les passions se calmèrent très vite. Les ultras comprirent que leur parti était en baisse, et qu'il serait sage, dorénavant, de renoncer aux espérances surannées, à une opposition stérile. Tournon, maintenant qu'il pouvait parler haut avec moins de ménagement, leur démontra tout ce que leur conduite avait eu d'inconvenant, et même de dangereux. Beaucoup sentirent la justesse du reproche. « Les hommes qui se sont ligüés avec tant de ténacité, écrivait-il à Decazes, pour exclure des élections les personnes les plus dignes de représenter le département, commencent à rougir de leurs manœuvres, et elles ne peuvent plus refuser leur approbation aux choix qui ont été faits malgré elles<sup>4</sup>. » L'esprit de la nouvelle Chambre, dans son ensemble, différait entièrement de celui de l'ancienne ; elle était royaliste sans exagération. Aussi, tous les constitutionnels modérés de la Gironde placèrent-ils en elle leurs plus grandes espérances. Les révolutionnaires eux-mêmes, comprenant que l'heure de nouveaux troubles était passée... ou n'était pas encore venue, et tenus au calme sous la main de Tournon, demeurèrent « parfaitement tranquilles<sup>5</sup> ». Du reste, l'effervescence n'avait jamais atteint les classes inférieures<sup>6</sup>. Les querelles politiques ne troublaient pas alors les couches profondes de la démocratie. Le peuple travaillait, tout entier à l'espoir de s'enrichir dans les loisirs de la paix, sans s'inquiéter

1. F<sup>1</sup><sup>e</sup> III Gironde 3, lettre du 6 octobre 1816 à Lainé.

2. Même lettre.

3. Arch. du château de Gênelard, lettre de Lainé, 13 octobre 1816.

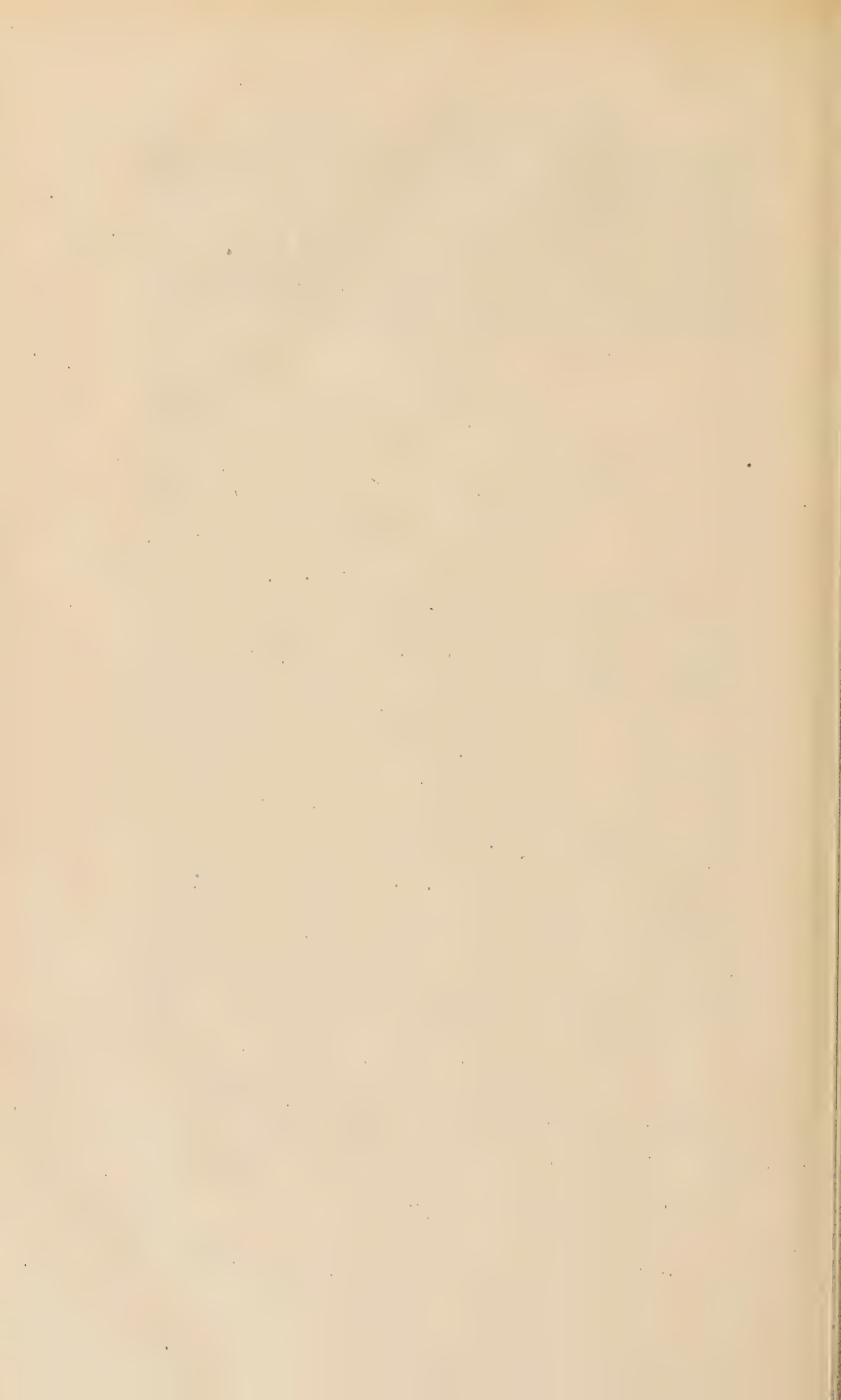
4. Arch. Nationales, F<sup>7</sup> 9065, 45<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 10 octobre 1816.

5. Même rapport.

6. Id.

de Chambres, députés et candidats. Cette disposition générale des esprits au calme et à l'union allait permettre de faire front contre la terrible disette qui guettait les pauvres, en un élan de solidarité peut-être unique dans l'histoire du pays. — La période la plus glorieuse de la préfecture de Tournon, celle des grands travaux, des améliorations durables, de la charité, d'admirables œuvres de bienfaisance, était ouverte.





## DEUXIÈME PARTIE

### LA PÉRIODE ORGANISÉE

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### LA FAMINE EN 1816, 1817, 1818 — RÉVOLTE DE 1817

- I. Menaces de famine dès l'été 1816. — Circonstances aggravantes; vives inquiétudes de Tournon. — Les mesures de préservation. — Il s'efforce d'abord de calmer l'opinion publique. — Inflexible sévérité envers les agioteurs. — Réglementation de la boulangerie. — Création d'une société pour l'acquisition des farines; ses achats à l'intérieur, en Amérique et au Maroc. — Grande quantité de blé qu'elle amène; sécurité qu'elle produit; son désintéressement. — Appel de Tournon à la classe aisée; grand mouvement de bienfaisance dans toute la Gironde. — Instance de Tournon pour obtenir la libre circulation des blés. — Lainé partage ses idées sur ce point; leurs discussions.
- II. Persistance de la disette en 1817. — Révolte des communes sur les bords du Ciron. — Scènes de pillage et d'émeute. — Tournon accourt; ses premières mesures. — Il fait vendre à Villandraut 15 voitures de blé à prix modérés. — Désarmement de 8 communes. — Sa modération dans les poursuites. — La famine persiste dans tout l'hiver de 1817. — Redoublement d'efforts; admirable conduite des riches. — Les grandes entreprises donnent du travail à la classe pauvre.

Cette époque d'activité féconde allait coïncider avec les inquiétudes et les souffrances d'une longue famine. Des pluies persistantes et des froids tardifs, dans les premiers jours de l'été de 1816, occasionnèrent un retard extraordinaire de la moisson qui répandit partout l'alarme. La majeure partie du royaume et plusieurs contrées de l'Europe souffraient du même fléau. Un premier accès pessimiste se manifesta dans Bordeaux dès le mois de juin. En peu de jours, un approvi-

sionnement de 150 000 hectolitres de grains fut enlevé, et les prix du froment passèrent de 25 à 36 francs<sup>1</sup>. Des soins énergiques donnés par le préfet à la libre circulation des céréales, une surveillance « de tous les moments » sur les boulangers, afin de s'assurer qu'ils étaient approvisionnés pour 15 jours au moins, comme les y contraignait la loi, — il en punit même de l'interdiction 27 qui avaient cessé de fabriquer, — ramenèrent vite le calme<sup>2</sup>. Il fut de courte durée. Tous les mois qui suivirent, le prix du blé ne cessa de monter; et vers la fin de novembre, il atteignait et dépassait même 40 francs, véritable chiffre de famine<sup>3</sup>. Les besoins du département, en toutes natures de grains, étaient alors à peu près de 1504515 hectolitres<sup>4</sup>. Or, la récolte ne monta qu'à 999956 hectolitres. Il y avait donc un déficit de 504559 hectolitres, portant presque entièrement sur le froment et le seigle, et qu'il fallait combler à la hâte par des importations. A ce manque de blé et à cette misère, vint s'ajouter, pour la Gironde, la « perte totale de la récolte en vins<sup>5</sup> », ce qui rendit presque nulles les relations avec le Nord et l'Angleterre. « Notre rade, pouvait dire Tournon, depuis longtemps n'avait été aussi peu garnie de navires<sup>6</sup>. »

Tout concourait à rendre la crise plus aiguë et plus inquiétante. La nouvelle de la résistance opposée par les paysans des départements de l'Ouest, Bretagne et Poitou, à l'embarquement des farines, effraya les hommes les plus sensés<sup>7</sup>. Les spéculateurs sur la misère publique entrèrent en action. Des individus, qui ne s'étaient jamais occupés du commerce des grains, se présentèrent sur les marchés ou parcoururent les campagnes pour y acheter, ou simplement arrher, soit en leur nom soit pour le compte d'autrui, des quantités considérables de grains et de farines<sup>8</sup>. Les nouvelles terrifiantes qu'ils semaient partout produisaient ou entretenait une hausse énorme. Les souffrances, les craintes, les murmures du peuple réveillèrent

1. *Arch. de Gênelard*, lettre du 25 juin à Decazes.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 34<sup>e</sup> rapport, 2 juillet 1816.

3. *Id.*, F<sup>11</sup> 726, 49<sup>e</sup> rapport, 22 novembre 1816.

4. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

5. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 7065, 47<sup>e</sup> rapport, 2 novembre 1816.

6. *Id.*

7. *Id.*, F<sup>11</sup> 726, 49<sup>e</sup> rapport, 22 novembre 1816, cité.

8. *Arch. Nationales*, AD<sup>xix</sup> 1 24, 74<sup>e</sup> circulaire de Tournon aux maires, 11 décembre 1816.

les espérances des révolutionnaires qui inondèrent à nouveau le pays de rumeurs sinistres et d'affiches incendiaires. Vers la fin de novembre, l'anxiété tourna presque à l'affolement. Les familles les plus pauvres se mirent à faire des amas de pain<sup>1</sup>. Des scènes fréquentes de désordre se produisaient chez les boulangers. Chaque habitant voulait entasser des provisions chez soi, les plus amples possibles. Les grands mots « d'accaparement », « d'affameurs » du peuple, se mirent à circuler partout, ajoutant la colère à la peur<sup>2</sup>. On parlait de la nécessité de créer au plus tôt des greniers d'abondance, et cette idée trouvait des partisans nombreux chez les fonctionnaires inférieurs. Même la Garde nationale témoignait de dispositions peu rassurantes. Les Bordelais se souvenaient que, malgré toute sa splendeur, le xviii<sup>e</sup> siècle avait été assombri par de nombreuses et rudes famines<sup>3</sup>; ils en craignaient le retour. A toutes ces causes d'appréhension, se joignaient les premiers bruits de l'affaire Randon, semant dans l'air des « *on dit* » troublants d'émeute et de conspiration<sup>4</sup>. — Tournon, « peu disposé cependant à se créer des fantômes », avouait que la situation du pays était devenue plus inquiétante que jamais : « je voyais, dit-il, toute l'étendue du mal, et je vivais dans les plus vives angoisses<sup>5</sup>. » Dans ces graves circonstances, il sut galvaniser les courages autour de lui, et réunir toutes les bonnes volontés en un faisceau compact.

La mesure la plus urgente était de calmer et de rassurer l'opinion publique, de porter jusqu'aux plus lointaines campagnes la certitude que la famine ne pouvait plus revenir comme autrefois. Dans ce but, par le moyen de la *Feuille du Dimanche*, il donna une grande publicité au discours du roi, prononcé le 4 novembre à l'ouverture des Chambres, en insistant sur le passage relatif aux récoltes, à l'assurance donnée qu'elles suffiraient à la consommation. Il adressa ensuite aux maires une vigoureuse circulaire, avec ordre de la répandre partout. « Vous savez, Monsieur le maire, y disait-il, que la récolte de

1. Arch. Nationales, F<sup>7</sup> 9063, lettre de Tournon à Decazes, 2 décembre 1816.

2. Cf. *Mémoires inédits* de Tournon.

3. Cf. CAMILLE JULLIAN, *Histoire de Bordeaux*, p. 535.

4. Arch. de Gévelard, lettre de Tournon à Lainé, 2 décembre 1816.

5. *Mémoires inédits*.



blé a été moyenne, peu inférieure à une année ordinaire, que le maïs, millet et légumes ont été assez abondants, et qu'on a récolté une très grande quantité de pommes de terre... Des arrivages nombreux ont lieu journellement, et l'on attend de l'étranger des grains et farines achetés par la prévoyance du gouvernement et par la spéculation des négociants... Pour arrêter cette hausse qui n'est pas occasionnée par la rareté des grains, *il faut laisser au commerce la plus entière liberté*, favoriser les transports des subsistances, protéger et surveiller les boulangers, fixer le taux du pain à un prix correspondant à celui du blé; il faut surtout s'efforcer de dissiper ces craintes absurdes qui s'emparent des esprits faibles, et qui, faisant faire des approvisionnements par chaque famille, enlèvent tous les grains qui sont sur les marchés. Si, par votre exemple et par votre discours, vous guérissez ces terreurs ridicules, vous aurez déjà beaucoup fait... Enfin, ajoutait-il, vous devez inviter, avec tous les égards possibles, les propriétaires qui possèdent des grains à envoyer régulièrement quelques parties sur le marché, afin que les boulangers puissent toujours s'approvisionner<sup>1</sup>. » Lui-même mit en œuvre tous ses agents de police, « ses colporteurs », les personnes influentes avec lesquelles il était en rapports fréquents dans la Gironde, pour ramener le peuple au calme et à l'espoir.

Une inflexible sévérité envers les agioteurs devait donner un complément nécessaire aux efforts propres à rassurer l'opinion. Insuffisamment armé contre eux, Tournon, qui connaissait bien son code, déterra une vieille loi du 21 prairial an V (9 juin 1797) dont l'article IV portait que chaque marchand de grains et « blétier » serait tenu de se pourvoir d'une patente. Il y soumit rigoureusement tout individu désirant faire le commerce des blés<sup>2</sup>. De la sorte, les spéculateurs lui étaient nominativement connus. En outre, il rappela aux maires les articles 419 et 420 du code pénal punissant d'une amende de mille à vingt mille francs, et d'un emprisonnement de deux mois au moins et de deux ans au plus, tous ceux qui tendraient, « par des sur-offres aux vendeurs, des coalitions, faux bruits, à opérer

1. Arch. Nationales, ADXIX<sup>1</sup> 24, 72<sup>e</sup> circulaire aux maires, 14 novembre 1816.

2. Id., 74<sup>e</sup> circulaire aux maires, 11 décembre 1816.

une hausse factice<sup>1</sup> ». « Il faut, ajoutait-il, que votre vigilance suive les démarches des hommes assez vils pour spéculer sur les besoins du peuple. Vous vous informerez soigneusement si, dans votre commune, on fait des amas de pain, et vous me ferez connaître, sans délai, quelles sont les personnes qui font des approvisionnements dans la vue de revendre plus cher...; la cour prévôtale en fera prompt justice<sup>2</sup>. »

Il importait aussi grandement de réglementer avec soin la boulangerie, pour que le pain n'augmentât pas de façon trop alarmante, au gré des vendeurs. Établir des conditions fixes et uniformes sur un pareil objet demeurerait impraticable. Tournon s'en remit à la sagesse des maires et des Conseils municipaux, leur demandant de s'entendre par régions, et d'unifier les prix dans le plus grand nombre de communes possible. Il fallait « avoir égard aux patentes, aux droits d'octroi, aux loyers des maisons, aux gages des valets, au nombre des fournées... »; « Vous concilierez, leur disait-il, les intérêts des fabricants et des consommateurs, pour que le peuple ne soit plus victime de la cupidité du boulanger, et que celui-ci retire un bénéfice modéré de l'exercice de sa profession<sup>3</sup>. » Les réglementations diverses devaient lui être soumises aussitôt, et approuvées par lui. A Bordeaux même, le maire, sur ses conseils, fixa le prix du pain de la manière suivante : pain « *choine* » 0 fr. 53 le kilogr; pain « *co* » 0 fr. 43; pain « *bis* » 0 fr. 33<sup>4</sup>. Comme les boulangers, au taux où ils payaient le blé, travaillaient souvent à perte, il fit voter des fonds par le Conseil municipal pour les indemniser suffisamment, comme aussi pour l'achat d'un stock de farine<sup>5</sup>. Car ceux de la ville n'étaient tenus qu'à quinze jours d'approvisionnement, et il résultait de cette disposition défectueuse que Bordeaux n'avait pas la réserve nécessaire.

L'acte de Tournon le plus efficace, en l'occurrence, pour calmer les craintes immédiates et assurer l'avenir, ce fut la formation, par son initiative et sous sa présidence, d'une Société borde-

1. Arch. Nationales, ADXIX<sup>1</sup> 24, 74<sup>e</sup> circulaire aux maires, 11 décembre 1816.

2. Circulaire aux maires du 15 octobre 1816.

3. Meme circulaire.

4. Arch. départementales de la Gironde, liasse, Subsistances, approvisionnements, 1816-1838.

5. Arch. de Générard, lettre du 25 juin 1815 à Decazes.

laise pour l'importation des farines<sup>1</sup>. Les plus riches négociants et les grands propriétaires se réunirent à la préfecture, posèrent les bases de leur association, et nommèrent un Comité permanent de cinq membres qui devaient s'entendre avec le préfet et le maire sur toutes les mesures urgentes. En peu de jours, la souscription parmi ses membres fournit plus d'un million<sup>2</sup>. Ils arrêtèrent que tout l'excédent des ventes sur les achats serait intégralement versé à la caisse des pauvres<sup>3</sup>. La société une fois créée et bien en œuvre, Tournon laissa le Comité agir de lui-même le plus possible, se bornant à des rapports de contrôle et de conseil, « convaincu qu'en matière de subsistances la main de l'administrateur doit être invisible, et que toute manifestation de l'autorité est un sujet d'alarme<sup>4</sup> ». — Comme première provision, elle fit acheter 5 000 barils de farine à Moissac et à Nérac. Mais sur la crainte exprimée par Lainé, qui redoutait une concurrence désastreuse avec les autres contrées de la France, cruellement éprouvées elles aussi, la Société renonça à faire toute opération dans l'intérieur du royaume, et le préfet promit de tenir fortement la main à cette convention<sup>5</sup>. D'autre part, les achats faits en Amérique ne pouvaient arriver avant les mois d'avril et de mai. Le Comité se tourna donc vers des pays moins éloignés, et sur les conseils du préfet qui avisa notre consul de Tanger de lui donner aide et protection, elle expédia un petit navire à Mogador, vers cette partie des rives occidentales de l'Afrique, non encore visitées par les négociants de Marseille<sup>6</sup>. Le peu de blé qu'il en rapporta fut précieux surtout par l'effet moral et calmant qu'il produisit.

La certitude acquise par les agioteurs que la Société bordelaise pourrait, avec un tel capital, jeter sur le marché une grande masse de grains à un prix modéré, et leur faire éprouver de lourdes pertes, arrêta leurs cupides manœuvres. Le peuple, devant cet espoir d'arrivages abondants pour l'avenir, avec ce prestige du « million » et des grands noms assemblés, vit disparaître le mal le plus redoutable en la circonstance : l'épou-

1. *Arch. Nationales*, F<sup>11</sup> 726, 49<sup>e</sup> rapport, 22 novembre 1816, et *Mémoires inédits*.

2. Même rapport.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>11</sup> 726, lettre de Tournon à Lainé, 28 novembre 1816.

4. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

5. Lettre du 28 novembre 1816 à Lainé, citée.

6. Même lettre.

vante et la crainte. — A l'exemple du chef-lieu, les villes principales du département formèrent de très utiles sociétés pour assurer leur approvisionnement, toujours sous l'infatigable impulsion et le contrôle du préfet : « Je veille, assurait-il à Lainé, pour que leurs achats se fassent avec prudence, et ne contribuent pas à la hausse des prix<sup>1</sup>. »

Vers la fin du printemps, quand les provisions particulières commencèrent à s'épuiser, ces diverses sociétés, celle de Bordeaux surtout, par les blés amenés d'Amérique, devinrent un précieux « sujet de sécurité », non seulement pour la Gironde, mais pour tout le Sud-Ouest de la France, et même au delà<sup>2</sup>. Au début de juin, plus de 20 000 quintaux métriques de froment furent expédiés par elle en Normandie, à Rouen, au Havre, et 15 000 barils de farine à Paris<sup>3</sup>. Un négociant bordelais, Daniel Guestier, se distingua même de façon particulière, en la circonstance : il refusa un prix très rémunérateur pour des farines d'Amérique en entrepôt, et préféra les expédier au Havre, à ce moment-là dans le besoin, bien qu'il dût les y vendre moins cher<sup>4</sup>. Lainé applaudit fort à ce noble désintéressement, comme aux tentatives de la Société bordelaise pour secourir le reste de la France<sup>5</sup>. « Je continuerai de tout mon pouvoir, lui répond Tournon, à aider... l'approvisionnement de pays plus malheureux que celui-ci...; ces déplacements, moyennant quelques précautions, ne causent aucune inquiétude, et chaque jour je signe de nouveaux permis<sup>6</sup>. »

Ces mesures d'ensemble, tout excellentes qu'elles fussent, ne résolvaient pour ainsi dire que le côté futur et comme négatif de la difficulté : elles n'empêchaient pas la disette de se faire sentir cruelle dans le présent, ni le blé « d'atteindre un prix supérieur aux facultés de la classe ouvrière<sup>7</sup> ». Tournon sut y joindre l'aide immédiate par l'appel aux riches, les quêtes, les bureaux de bienfaisance, l'offre d'un travail bien organisé, par la charité sous ses formes multiples. — Une souscription

1. Lettre du 28 novembre 1816 à Lainé, citée. Cf. *Arch. départementales de la Gironde*, liasse Subsistances, approvisionnements, 1816-1838.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>11</sup> 726, lettre du 12 février 1817 à Lainé.

3. Cf. *Arch. de Gênelard*, lettre du 17 juin 1817, à Lainé.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>11</sup> 726, 68<sup>me</sup> rapport, 12 juin 1817.

5. *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de Lainé, 15 juin 1817.

6. 68<sup>me</sup> rapport, cité.

7. Grand rapport au Conseil général de 1822.



publique et permanente permit de distribuer 5000 soupes pendant quatre mois de l'hiver<sup>1</sup>. Il fit personnellement une quête qui rapporta plus de 40 000 francs<sup>2</sup>, et « redoubla l'aide aux pauvres » de Bordeaux qui ne comptait pas moins de 11 000 indigents<sup>3</sup>. Une société de dames se forma, avec, comme présidente, Mme de Tournon, pour porter secours à domicile aux malades dans la détresse. Lainé prit « à ses frais » la distribution journalière d'une ration de 1 000 livres de pommes de terre<sup>4</sup>. Pour le département, des bureaux de bienfaisance furent créés dans tous les cantons qui en manquaient encore, avec des postes auxiliaires dans les moindres communes<sup>5</sup>. Cette manière de secourir les malheureux apparut vite l'une des plus efficaces ; notre préfet y fit converger avec ardeur le zèle charitable des riches, et toutes les bonnes volontés : « Vous savez, écrivait-il aux maires, que le roi et les princes donnent chaque année près de la moitié du revenu, destiné à soutenir la splendeur de leur rang, pour soulager les départements qui ont le plus souffert des malheurs de la guerre. Que tous les hommes aisés, animés par un si noble exemple, se hâtent de secourir leurs concitoyens que le défaut de récolte plonge dans la misère. Qu'à votre voix, des bureaux de charité se forment dans chaque commune, et que, par une sage répartition des secours, ils assurent, à tous, les moyens de passer la saison rigoureuse<sup>6</sup>. » Ces bureaux auxiliaires, qui avaient à leur tête le maire et le curé, « accrurent d'une manière prodigieuse le bien que faisaient déjà les bureaux cantonaux<sup>7</sup> ».

Au-dessus de ces mesures particulières pour rassurer et pour aider, Tournon en plaçait une plus générale et comme nationale, qu'il jugeait, de beaucoup, la plus importante de

1. *Mémoires inédits*, et rapport au Conseil général de 1817.

2. *Mémoires inédits*.

3. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>11</sup> 726, minute d'une réponse à Lainé, 27 novembre 1816. « A Paris, disait Lainé, on vend un sou la livre, sur les places, des pommes de terre cuites à la vapeur. Je désirerais faire un essai dans la vue de créer des consommations de pommes de terre sur un point où la population indigente mange beaucoup de pain. Votre département ne manque pas de terrains vagues qui donneraient d'abondants produits de cette racine. » Tournon suivit le conseil, et les pommes de terre furent d'un très précieux secours pour la famine de 1817.

5. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

6. 72<sup>e</sup> circulaire aux maires, citée.

7. Grand rapport au Conseil général de 1822.

toutes en ces temps critiques : la circulation sans aucune entrave des grains par la France entière ; car il se montra toujours un partisan convaincu de la liberté du commerce. Dans presque toutes ses lettres relatives à la famine de 1816, comme à celle de 1817, il ne cesse de réclamer aux ministres d'énergiques mesures en vue de prohiber toute retenue des blés, tout accaparement dans les provinces qui ont le grain pour principal produit. Ce point capital devient l'objet de sa plus active surveillance en ce qui concerne son administration ; mais que pouvait-il par delà les limites de la Gironde ? « La plus entière liberté du commerce des grains est maintenue dans mon département, écrivait-il à Lainé ; mais il est bien important que partout la circulation soit libre ; la moindre entrave laisserait sans secours une ville qui attend du dehors plus de la moitié de ses besoins<sup>1</sup>. » Or, dans les régions à blé des vallées de la Garonne et de la Dordogne, dans la Bretagne et le Poitou, la plupart des préfets, sous l'influence des grands propriétaires, partageaient les préjugés de la masse de leurs administrés qui ne voyaient, s'en aller du pays farines et céréales qu'avec une crainte extrême, et n'étaient pas, à beaucoup près, aussi libéraux que Tournon, en matière de commerce. Il en résultait une tendance générale et funeste au resserrement égoïste des provisions chez soi, tendance qui se traduisit même par une véritable révolte des paysans de l'Ouest pour empêcher l'exportation des blés. Tournon en écrivit à tous les préfets des bords de l'océan et de la région du Sud-Ouest, afin de bien les convaincre des dangers de pareilles théories, surtout mises de la sorte en pratique<sup>2</sup>.

Fort heureusement, le Ministre de l'intérieur, Lainé, se montrait partisan résolu et courageux de ces idées, bien qu'il eût à « résister à toutes les instances et à toutes les clameurs qui essayèrent d'ébranler sa résolution<sup>3</sup> », et que cette liberté de circulation fût, en somme, une innovation hardie, qui brisait avec de séculaires habitudes en matières commerciales. « La hausse anticipée, écrivait-il au préfet, est principalement due

1. *Arch. Nationales*, F<sup>11</sup> 726, lettre du 20 octobre 1817 à Lainé.

2 Cf. *Arch. de Gênelard*, lettre du 9 août 1817 à Lainé. — Copie de ces lettres se trouve aux *Arch. départementales de la Gironde*, liasse Subsistances, approvisionnements, 1816-1838.

3. PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 164.

aux approvisionnements que font les préfets et les villes, aux envois de commissaires qui se croisent, qui multiplient des acheteurs ostensibles, et font négliger la voie du commerce. Ce sont des mesures d'autant plus funestes que je ne peux les interdire à la frayeur, et que tous mes soins ne peuvent tendre qu'à les décourager... Je vous prie de faire tout ce qu'il est en vous pour calmer les inquiétudes, et se confier à la circulation naturelle<sup>1</sup>. » Il allait même plus loin que Tournon dans cette voie du libéralisme commercial. Ce dernier s'élevait avec vigueur contre l'agiotage des petits marchands, des divers spéculateurs en blé, et aurait voulu contre eux des pénalités plus sévères. Lainé trouvait suffisante l'application de la loi sur les patentes, aidée du code pénal, dans les cas d'accaparements bien évidents. « Les autres mesures, ajoutait-il, ne servent qu'à amener de bien plus irrémédiables inconvénients. Elles finissent par arrêter la circulation qui vous est si nécessaire à Bordeaux ; elles engendrent les réquisitions, les visites, les taxes, et tout cela ne peut se soutenir que par une sorte de terreur<sup>2</sup>. »

Le préfet de la Gironde maintint son point de vue : « Vos principes sur la liberté du commerce des grains sont les miens, répond-il, et je ne cesse de les mettre en pratique, malgré la tendance des autorités inférieures à s'en écarter. Mais cette liberté s'accommode très bien avec des mesures de précaution et de surveillance. Peut-être, dans l'état actuel de la législation, ces mesures sont-elles trop peu étendues. Ce droit, que donne le paiement d'une faible patente, de commercer sur les grains à celui qui fait déjà d'autres commerces ; ce droit illimité de vendre dans les greniers ; ce défaut absolu de moyens d'approvisionner les marchés peuvent être comptés au nombre des causes de renchérissement. Ce ne sont pas les accaparements que je crains, parce que je sais qu'on n'accapare pas une denrée de grand encombrement et de difficile garde, mais cet agiotage qui, élevant les prix au-dessus du prix naturel, fait souffrir le peuple et le rend ennemi de l'administration. Depuis 25 ans, j'ai vu trois disettes ; je crois qu'autrefois elles étaient plus rares. Cependant, la production s'est accrue dans de plus fortes proportions que la population, et l'introduction des

1. *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de Lainé à Tournon, 25 novembre 1816.

2. *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de Lainé à Tournon, 15 août 1817.

pommes de terre a fourni un puissant préservatif contre les mauvaises récoltes de céréales. Mais avant la Révolution, il y avait de grands propriétaires qui tenaient leurs greniers en réserve, et les familles d'une fortune modique, faisant leur pain dans leur intérieur, s'approvisionnaient de bonne heure. Aujourd'hui, la division des propriétés a divisé les grains entre une multitude de possesseurs que l'inquiétude saisit au moindre renchérissement, et qui resserrent leurs petits approvisionnements, dans la crainte de manquer ou dans l'espoir de gagner. Alors les marchés se dégarnissent, et les prix s'élèvent avec l'inquiétude. D'une autre part, presque toutes les familles qui ne possèdent pas de grains achetant leur pain chez le boulangers, ceux-ci deviennent les régulateurs de ce commerce, et comme le prix du pain croît avec celui du blé qu'ils achètent, ils n'ont aucun intérêt à le faire baisser. Cette situation des choses, qui n'existait pas lorsque l'Assemblée Constituante s'occupa du commerce des grains, mérite d'être étudiée<sup>1</sup>... »

\* \* \*

La disette, hélas ! ne devait pas se terminer avec l'hiver. Durant les mois de mars et d'avril 1817, une sécheresse anormale et désolante, le manque presque absolu de travail pour les ouvriers des campagnes, par suite de l'aridité du sol, de fortes gelées survenues en mai qui abimèrent la vigne, détruisirent une grande parties des légumes et anéantirent à peu près totalement la récolte en fourrages, vinrent semer à nouveau dans les esprits une inquiétude profonde, et redoubler les souffrances<sup>2</sup>. Le peuple qui, devant les nobles efforts de tous pour adoucir sa misère, avait enduré sans trop de plaintes les privations de l'hiver, montra cette fois un sourd malaise et une vive agitation. Des propos séditieux hautement exprimés parmi les ouvriers, des placards incendiaires affichés à Saint-André-de-Cubzac, de nombreuses lettres anonymes et menaçantes aux autorités, indiquèrent que la crise revenait à toute son acuité de décembre. Sous la poussée des rumeurs sinistres, les exci-

1. *Arch. Nationales*, F<sup>10</sup> III, Gironde 9, lettre à Lainé, 22 août 1817.

2. *Id.*, F<sup>7</sup> 9065, 64<sup>e</sup> rapport, 2 mai 1817.



tations de quelques révolutionnaires et l'aiguillon de la souffrance, un commencement de sédition éclata dans le Bazadais, qui aurait pu dégénérer en révolte dangereuse, sans les énergiques mesures du préfet, dès le début du mouvement.

Les habitants des communes qui bordent la rivière du Ciron formèrent, dans la journée du dimanche 1<sup>er</sup> juin, le projet de se rendre au marché de Preignac du lendemain, pour taxer de force le blé et les grains <sup>1</sup>. Plusieurs centaines d'hommes armés de bâtons ferrés s'y concentrèrent donc, le 2 au matin, animés d'intentions d'autant plus malveillantes, que leur nombre allait grossissant davantage. Le marché était très mal approvisionné en blé, mais il s'y trouvait une certaine quantité de maïs. Les paysans offrirent 15 francs le quintal, alors que les vendeurs le maintenaient à 30 et 35. Une dispute s'ensuivit, laquelle dégénéra très vite en rixe et clameurs, et le marché fut entièrement pillé. Tous les efforts du maire, aidé par quelques gendarmes, mais abandonné par la Garde nationale, demeurèrent inutiles pour ramener le calme <sup>2</sup>.

Les meneurs, encouragés par ce premier succès, parcoururent, durant la nuit, les diverses communes des environs pour les soulever à leur tour. Le 3 au matin, un grand feu est allumé dans celle de Noaillans, et le tocsin sonne aussitôt à Budos, à Pujols, aux Illats, donnant partout le signal de l'émeute. Des colonnes de paysans armés se portent, d'une part vers le gros bourg de Villandraut, de l'autre sur l'important moulin de Barsac. A Villandraut, tous les magasins de grains sont pillés, en quelques heures, par ces furieux que ne peuvent arrêter ni le maire, ni le sous-préfet de Bazas, ni la Garde nationale à cheval, accourue au premier bruit, et qui a deux hommes grièvement frappés. La bande dirigée sur le moulin de Barsac en enfonce les portes, et s'empare d'un grand nombre de sacs de farine appartenant aux hospices. La gendarmerie de Castres la disperse d'abord; il y a même un paysan tué. Mais les émeutiers reviennent bientôt en plus grande masse, et forcent les gendarmes à la retraite avec trois des leurs blessés. Quinze communes sont déjà soulevées, et, de tous les bourgs qui bordent la Garonne, on se porte en foule vers les ports pour arrêter et piller les

1. Arch. de Gélénard, lettre du 7 juin à Lainé.

2. Même lettre. Cf. Arch. Nationales, F<sup>11</sup> 726, lettre des 4, 6, 7 juin à Decazes, et *Mémoires inédits de Tournon*.

bateaux de blé<sup>1</sup>. C'est un commencement d'incendie « dont les conséquences peuvent facilement devenir terribles<sup>2</sup> », d'autant plus que le département ne comprend alors, pour son immensité, que 400 hommes d'infanterie de ligne, casernés moitié à Bordeaux, moitié à Blaye, et 250 chasseurs à Libourne<sup>3</sup>.

Le préfet se trouvait alors au fond du Médoc, occupé à surveiller des arrivages de blé, quand il fut averti de ce grave mouvement. De retour à Bordeaux à franc-étrier, il requiert aussitôt deux compagnies d'infanterie, plusieurs brigades de gendarmerie, et une compagnie de chasseurs de Libourne qui se dirigent en toute hâte sur Langon. Il achète un bateau de blé pour 14.000 francs, le fait charger sur 15 voitures, et part le 4 de grand matin avec son convoi et le prévôt. Sur sa route, il trouve les esprits dans une « très vive effervescence ». Le chemin était barré entre Preignac et Villandraut par un grand nombre de paysans en armes. Le préfet, ému de pitié à la vue de ces malheureux « que la faim conduisait au crime<sup>4</sup> », s'avance seul, les écoute, leur parle doucement, leur fait sentir toute la gravité d'une pareille conduite, et les persuade de rentrer chezeux, promettant qu'ils ne seront pas poursuivis. Ces pauvres gens, dont la première exaltation s'est déjà évanouie, lui obéissent et s'en vont tête basse.

Tournon ordonne d'envoyer à l'hôpital un malheureux blessé jeté dans un coin et « qui serait mort sans cette précaution<sup>5</sup> ». En même temps, il écrit à tous les maires d'employer leurs plus énergiques efforts pour ramener à leur village et à leur famille les égarés, assurant le pardon pour tous, sauf pour les principaux meneurs. Des hommes sûrs sont envoyés dans les bois, afin de rechercher et rassurer ceux, en assez grand nombre, qui s'y étaient cachés par peur. Il prend des arrangements avec les marchands de blé de Langon, pour qu'ils fassent conduire, sous escorte, une certaine quantité de blé à Villandraut. Des troupes, disposées le long de la Garonne, de Podensac à la Réole, ont mission de veiller sur les marchés, et d'assurer la libre circulation du fleuve.

1. Lettre du 7 juin à Lainé, citée.

2. *Mémoires inédits*.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>11</sup> 726, lettre du 7 juin à Decazes, citée.

4. Même lettre.

5. *Mémoires inédits*.

Le 5, Tournon se rend à Villandraut, en passant par les villages dont les habitants ont pris part à l'émeute, visite chaque maire, les principales familles, leur parle devoir et raison, et s'assure que les paysans sont bien rentrés chez eux. « Ils parurent sentir, dit-il, toute l'étendue de leur faute, et désignèrent au Prévôt les moteurs du désordre<sup>1</sup>. » Arrivé au canton, il trouva le marché ouvert, mais sans un seul grain, tant les marchands demeuraient effrayés. Tournon y mit en vente ses quinze voitures de sacs à un prix modéré, inférieur au prix d'achat<sup>2</sup>. Cela suffit pour rassurer les esprits, et bientôt le blé afflua de partout. D'autre part, une somme de 10 000 francs qui restait libre sur les fonds de non-valeur de 1815, distribuée intelligemment aux familles les plus nécessiteuses de ces pauvres contrées, produisit le meilleur effet<sup>3</sup>. Les Conseils municipaux furent en outre autorisés à employer tous les « bonis » de leurs budgets pour distribuer du pain aux indigents. — Devant ces mesures pacificatrices, tout était rentré subitement dans l'ordre; notre préfet borna ses précautions au maintien d'une compagnie de voltigeurs à Barsac, pour y séjourner jusqu'à la moisson, dont pouvait disposer le sous-préfet de Bazas, et le désarmement des huit communes qui avaient eu la part la plus active à l'émeute<sup>4</sup>.

Comme épilogue et sanction exemplaire à cette échauffourée, le Prévôt voulait un très grand nombre d'arrestations<sup>5</sup>. Tournon lui persuada que, dans une affaire de ce genre, il suffisait de rechercher et de punir les « boute-feux », en laissant les autres à leurs familles éplorées. Dix hommes seulement furent maintenus en prison, et des agents de police secrets envoyés sur les lieux s'enquirent avec soin des plus coupables d'entre eux, pour ne livrer que ceux-là aux mains de la justice. — Encore une fois, la promptitude dans la décision, l'intervention personnelle, l'énergie de l'attitude devant quelques meneurs, jointe à une grande pitié pour la foule des malheureux entraînés, servirent le préfet beaucoup mieux qu'un déploiement de forces

1. Lettre du 7 juin à Lainé, citée.

2. La différence fut couverte par les fonds du département.

3. Lettre du 7 juin à Lainé, citée.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>11</sup> 726, lettre du 14 juin à Lainé. Ce furent les communes de Sauternes, Noaillans, Bommes, Illats, Budos, Leogats, Landiras et Pujols. On prit 500 fusils.

5. Lettre de Tournon à Decazes, 4 juin 1817, citée.

à grand fracas, ou d'impitoyables mesures de répression. « En me rendant sur-le-champ au centre du mouvement, conclut-il, j'en devins aussitôt maître. Si je m'étais borné à envoyer des troupes, beaucoup de vies, peut-être, auraient été perdues<sup>1</sup>. »

Il était heureux que pareille tentative de rébellion fût ainsi coupée dans sa racine, car durant les derniers mois de l'année et tout l'hiver suivant, une disette, plus rude encore qu'en 1816, allait sévir sur toute la contrée, et favoriser singulièrement les occasions de trouble. — Devant la magnifique apparence des récoltes de juin et juillet, l'espoir redevint général, et Tournon pouvait écrire joyeusement : « L'administration locale sort enfin de cette épreuve avec une force qu'elle n'avait pas encore connue, et il suffira de ne pas perdre l'avantage qu'elle vient d'acquérir pour exercer une noble et puissante influence<sup>2</sup>. » Le prix du blé descendit à 28 francs, et le seigle à 23; « mais personne n'achète, ajoutait le préfet; on s'attend à voir le froment à 20 francs avant un mois<sup>3</sup> ». Ces espérances allaient être cruellement déçues. Les moissons, au battage, ne donnèrent qu'un très faible rendement. Les grains sortirent tout racornis

1. *Mémoires inédits*. — Il se produisit à cette occasion une assez vive escarmouche entre Decazes et Tournon. Ce n'était pas la première; ce ne devait pas être la dernière. Pour rassurer les négociants alarmés et tout le département dans l'inquiétude, le préfet, sitôt le calme revenu, avait adressé une circulaire aux maires, où il narrait brièvement la rébellion, son prompt apaisement, et la tranquillité immédiatement rétablie. Pour lui donner une grande publicité, il la fit insérer dans le *Mémorial*. (*Mémorial* du 6 juin 1817.) — Le ministre de la police le blâma de cette publication hâtive (*Arch. Nationales*, F<sup>11</sup> 726, lettre du 15 juin 1817). — Tournon riposta en ces termes assez secs : « ...Personne plus que moi n'est convaincu des inconvénients des publications faites par les journaux, et vous pouvez vous convaincre, par la lecture du *Mémorial*, que j'en suis extrêmement sobre. Mais dans le cas dont il s'agit, il fallait rassurer à l'instant-même les marchands de grains de tous les départements qui bordent la Garonne, qui avaient arrêté leurs expéditions; il fallait comprimer les malveillants des autres parties du département, en leur annonçant le châtiment. — Ces deux effets ne pouvaient être que le résultat d'une publication instantanée par la voix des journaux. Ils eussent été manqués si j'avais recouru à Votre Excellence. L'inconvénient d'être placé à 150 lieues du centre de l'autorité est très grand, et il le deviendrait encore davantage, si l'administration ne savait pas agir spontanément suivant les circonstances. » (Même lettre.) — Lainé, au contraire, le félicite vivement de sa conduite. (*Arch. de Gênelard*, lettre du 17 juin.)

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9063, 70<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 2 juillet 1817.

3. *Arch. de Gênelard*, lettre du 2 juillet 1817, à Lainé.



par la sécheresse, minces, durs et presque sans farine<sup>1</sup>. De fortes et précoces gelées (en particulier, la terrible gelée de la nuit du 3 octobre), puis des brouillards tenaces, anéantirent la récolte des fèves et des menus grains, « la principale ressource des Landes<sup>2</sup> ». Les vignes donnèrent à peine le quart d'une année ordinaire, et un vin de qualité très inférieure. Rapidement, le blé remonta à 35 et 38 francs, et au début de novembre, il était à 40 francs<sup>3</sup>. Cet état de choses présentait d'autant plus de danger que dans tout le Languedoc, la Gascogne, la Provence, les récoltes avaient été fort mauvaises aussi, et que le Nord ne réalisa pas les espérances données. Les petits commerçants et les boulangers, dans l'attente d'une baisse que tout promettait, n'avaient pas renouvelé leurs approvisionnements, et pour comble de malheur, le défaut d'eau dans la Garonne mettait un grave obstacle à l'arrivée des grains<sup>4</sup>. Très vite, la situation redevint excessivement critique.

Il fallut recommencer les mêmes efforts de surveillance, de quêtes et de charité. Tournon se résolut à donner une organisation nouvelle à la boulangerie, d'après laquelle l'approvisionnement de la ville serait assuré pour trois mois au lieu de quinze jours. Le point où se concentra le meilleur de son énergie fut encore la libre circulation des grains. Beaucoup de petits accapareurs avaient réalisé « des profits énormes », en particulier dans les départements de la Haute-Garonne, du Lot-et-Garonne, du Tarn-et-Garonne, où se trouvait « le centre des spéculations coupables<sup>5</sup> », et donné ainsi un funeste exemple à de trop nombreux imitateurs. Tournon fit savoir à cette engeance maudite qu'il ne garderait plus, cette fois, aucun ménagement, pour châtier de pareilles manœuvres dans son département : « Mettez tous vos soins à la libre circulation des grains, écrivait-il à ses maires, et j'accourrai, s'il le faut, avec des troupes<sup>6</sup>. » Chacune de ses lettres à Lainé, chacun de ses rapports à Decazes, au moment aigu de la crise, contient des excitations vives et réitérées pour que soit levée toute entrave au commerce, en

1. *Arch. de Gévelard*, lettre du 9 août 1817 à Lainé.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, 81<sup>e</sup> rapport, 22 octobre 1817.

3. *Id.*, 83<sup>e</sup> rapport, 12 novembre 1817.

4. *Id.*, 78<sup>e</sup> rapport, 22 septembre 1817.

5. *Arch. Nationales*, F<sup>11</sup> 726, lettre du 12 août 1817 à Lainé.

6. *Mémorial* du 6 juin 1817.

particulier sur les arrivages de Bretagne qui ne se faisaient pas assez vite, au gré de ses désirs<sup>1</sup>. Autour de lui, on parlait encore de greniers d'abondance, d'approvisionnements par des voies extraordinaires et même violentes; il résista au courant, comme en 1816, avec une inflexible énergie, persuadé que réunir des blés « par des moyens inusités, ce serait avertir le peuple d'un danger dont sa crédulité centuplerait l'étendue<sup>2</sup> ». Les riches, sollicités à nouveau par lui, donnèrent avec un zèle d'autant plus digne d'éloges, que de longs mois de charitables aumônes « avaient épuisé leurs moyens d'aider les pauvres<sup>3</sup> ».

Une ressource éminemment précieuse dans cette deuxième crise provint des pommes de terre. Grâce à l'impulsion de leur préfet, qui lui-même suivait les conseils de Lainé, les habitants de la Gironde, en particulier des landes, en avaient planté « une quantité prodigieuse<sup>4</sup> ». La récolte dépassa les prévisions, et sous l'aiguillon de la nécessité, le peuple trouva vite profit et plaisir au nouvel aliment; de cette année, date vraiment, chez nous, la naturalisation du précieux tubercule. D'autre part, la Société bordelaise d'approvisionnement qui, en juin, au moment de la belle apparence des récoltes, s'était dépouillée de ses réserves avec un si noble désintéressement au profit de régions plus besogneuses, un moment prise au dépourvu, se ressaisit vite, et par son intermédiaire, des navires chargés arrivèrent qui calmèrent beaucoup les inquiétudes. Ses membres avaient ainsi rendu de très grands services à leurs concitoyens, ce qui n'empêcha pas les policiers de Decazes de les dénigrer basement, et fournit à Tournon l'occasion de les défendre en termes vengeurs<sup>5</sup>.

1. Lettre du 12 août à Lainé, citée. Cf. F<sup>7</sup> 9661, 82<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 2 novembre 1817.

2. F<sup>7</sup> 9661, 78<sup>e</sup> rapport, 22 septembre 1817.

3. *Arch. de Gênelard*, lettre du 22 octobre 1817 à Lainé.

4. *Arch. Nationales*, 68<sup>e</sup> rapport, cité.

5. On avait même essayé de le calomnier auprès de Lainé. « On a représenté à Votre Excellence sous de fausses couleurs la conduite de la Commission des subsistances, lui écrit Tournon; je dois à la vérité de déclarer qu'elle a fait tout ce qui dépendait d'elle pour assurer l'approvisionnement de la ville, et pour maintenir les prix en un juste rapport avec ceux des pays voisins... Elle a fait vendre chaque jour aux boulangers toutes les quantités dont ils ont eu besoin, et elle a ainsi exclu du marché une foule de petits spéculateurs à la hausse. Je saisis avec empres-

Enfin, nouvelle source de secours, et de l'avis de Tournon la plus efficace sur tous les rapports au bien des pauvres, la période des grands travaux était commencée. On occupait 800 hommes à la démolition du Château-Trompette, 1 200 à la construction du pont, un grand nombre d'autres à la manufacture de tabacs, aux ateliers de charité, à la manufacture des chapeaux de paille. Louis XVIII, sur la demande du préfet, avait accordé, en plus des crédits officiels, 30 000 francs pour les réparations des routes. Tournon lui-même prit 14 000 francs d'économies faites sur les non-valeurs de 1815, 10 000 francs sur les dépenses imprévues de la ville de Bordeaux, qui permirent de créer de nouveaux ateliers au chef-lieu, et d'ouvrir des chantiers sur toutes les principales voies de communication<sup>1</sup>. Aussi notre préfet pouvait-il dire avec joie : « J'ai la consolante certitude que pendant cette longue et pénible cherté des comestibles, un travail bien rétribué n'a pas manqué aux bras valides, et des secours suffisants à ceux qui ne peuvent gagner leurs moyens d'existence<sup>2</sup> ».

Cette organisation générale de travaux rémunérateurs venait d'autant plus à heure propice que, par une lamentable succession d'intempéries presque sans exemple dans l'histoire, la disette se continua encore, en 1818, dans la Gironde, qui en arrivait ainsi à la troisième mauvaise récolte ! « Le grain a tellement souffert par les grandes chaleurs, mandait Tournon à Decazes au début de l'été de 1818, qu'au moment de la battaison, on a reconnu toute l'étendue du mal. Le froment vient de s'élever à 31 et 32 francs, et il est à craindre qu'il soit bientôt plus cher encore. La sécheresse qui dure depuis la fin de mai, en diminuant chaque jour les espérances que donnent le maïs, le millet et les pommes de terre, augmente l'inquiétude générale. On me mande de l'arrondissement de Lesparre que le mal y est déjà si grand, qu'on n'y aura pas pour dix mois de subsistances. Les tournées que j'ai faites dans les arrondissements de Bordeaux, de Blaye et de Libourne, m'ont donné la certitude

sement cette occasion de rendre une éclatante justice à d'estimables négociants. » *Arch. de Gênelard*, lettre du 14 juin 1817 à Lainé, citée. — Pour mieux convaincre et Lainé et Decazes, il leur adressa un rapport imprimé de 10 pages in-4°, contenant le détail des opérations de la Société, son historique et son éloge. — Il se trouve aux *Arch. Nationales*, F<sup>11</sup> 726.

1. Cf. lettre du 14 juin 1817 à Lainé, citée.

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

que partout les céréales seront en moins grande quantité qu'en 1817<sup>1</sup>. » — Heureusement, dans le reste de la France, les récoltes furent bien meilleures. Or, sous la main ferme de Lainé, on s'habitua un peu partout à la libre circulation des grains ; elle ramena dans la Gironde les prix à un taux normal. Les autres moyens d'assistance, fonctionnant désormais de manière presque automatique, permirent de franchir encore cette mauvaise période, sans de trop grandes souffrances.

1. *Arch. de Gévelard*, lettre à Decazes, 22 juillet 1818. — Cf. lettre à Lainé, même date ; *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, 110<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 22 août 1818.



## CHAPITRE II

### L'AFFAIRE RANDON

Premiers bruits de conspiration à Bordeaux. — Tournon s'inquiète et s'informe; il demande à Decazes un agent de police habile et sûr; ce qu'apprend cet agent. — Un ancien officier, Bastide, dénonce le complot à de Loverdo. — Celui-ci en informe aussitôt le préfet. — Arrestation de Randon; examen de ses papiers; ses aveux. — Tournon se convainc de leur inexactitude. — Sur l'ordre de Decazes, il remet tout le dossier au procureur. — Émotion produite à Bordeaux par les arrestations; mesures de Tournon pour la calmer. — Félicitations de Lainé à Tournon; blâme de Decazes; réplique du préfet. — Le procès; tentative d'évasion de Randon; la condamnation. — Jugement de Tournon sur la conspiration de Randon.

Dès le commencement de cette longue disette, une grave affaire était venu greffer d'autres soucis sur les inquiétudes déjà si vives du préfet : la conspiration de Randon. Bien des détails de ce curieux procès sont demeurés inédits, parce que les lettres qui les racontent ne se retrouvent pas aux Archives Nationales<sup>1</sup>. — Au début de novembre 1816, Tournon avait remarqué que les bonapartistes et autres ennemis du régime donnaient des signes étranges d'une confiance anormale, et d'une vive agitation. Des bruits sourds et vagues d'enrôlements et de complot d'embauchage circulèrent dans le public. Il mit

1. Dans le registre-copie n° 2 des *Arch. de Gévelard*, il n'y a pas moins de 52 lettres de Tournon sur cette affaire, dont 25 à Decazes, et quelques-unes de 15 pages!... Or, chose vraiment surprenante, de toutes celles adressées au Ministre de la police, pas une seule ne se trouve aux *Archives Nationales*. — Après de très longues et patientes recherches, je n'y ai découvert que 3 lettres se rapportant à cette affaire : F<sup>7</sup> 9661, lettre du 22 décembre 1816 à Lainé; F<sup>7</sup> 9065, 65<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 12 mars 1817; F<sup>1c</sup> III, Gironde 9, lettre du 22 mai 1817 à Lainé.

aussitôt sur pied toute sa police secrète, pour obtenir des renseignements positifs. Ses agents lui apprirent qu'on attendait avec grande impatience, dans le clan des révolutionnaires, un certain Ali-bey, mameluck de Napoléon, qui avait déjà paru à Bordeaux, et devait y revenir organiser une armée pour l'empereur<sup>1</sup>. Ils lui racontèrent en outre le fait suivant : un certain Ninons, commissaire-priseur à Agen, qui avait appartenu jadis aux administrations militaires, était allé voir à Bordeaux quelques anciens camarades, officiers à demi-solde, en particulier Touzet, l'un des plus mal notés. Ce dernier témoigna au visiteur de l'inquiétude sur ce qu'il avait payé un fort cautionnement, et, pressé d'en expliquer la cause, il annonça que le gouvernement ne pourrait résister aux efforts qui allaient être tentés contre lui, que tous les anciens officiers étaient organisés en corps, que ce corps portait le nom de *Marie-Louise*, que lui, Touzet, avait le grade de chef de bataillon. « Ne sais-tu donc pas, ajouta-t-il, que dans très peu de temps cela va changer ? Nous sommes organisés ; nous avons nos compagnies, nos régiments, et nous connaissons nos officiers, nos capitaines et nos colonels ; notre chef est le général Dufour » (qu'il lui montra sur la promenade<sup>2</sup>).

Tournon n'ajouta d'abord « qu'une faible croyance à ces racontars ». Mais son expérience des affaires lui prouvait que souvent « le dédain de puériles terreurs produit un effet contraire à celui qu'on cherche<sup>3</sup> », d'autant plus que l'esprit public devenait « fort nerveux », par suite de la famine qui commençait à sévir. Il importait donc de s'éclairer au plus vite. Sa police éprouvait de grandes difficultés à pénétrer les intentions des officiers à demi-solde, « d'une extrême méfiance pour tout ce qui ne portait pas leur habit<sup>4</sup> ». Sur sa demande, Decazes lui envoya un agent adroit, nommé Lecamus, avec lequel il concerta tout un plan de « filature », résolu qu'il était de « suivre avec activité et persévérance les fils que le hasard plaçait entre ses mains ». Notre préfet soupçonna même, au début, que ces bruits portaient de mécontents d'une autre sorte, les ultras,

1. Ces détails et les suivants sont tous rigoureusement extraits des lettres de Gévelard, dont la première est du 12 novembre 1816 à Decazes.

2. *Arch. de Gévelard*, lettres du 22 novembre, 10 et 14 décembre 1816, à Decazes.

3. *Id.*, lettre du 10 décembre.

4. *Id.*, lettre du 12 novembre.

dans le but de diminuer la confiance publique à un gouvernement trop libéral à leur gré. — Lecamus parut lier facilement partie avec les officiers suspects. Tournon le faisait surveiller ostensiblement lui-même par ses propres agents, afin de moins donner l'éveil. Mais tout ce qu'il apprenait au préfet se bornait à de vagues généralités. D'après lui, et malgré de nombreuses confidences reçues, il n'existait ni plan, ni association, ni chef capable de grouper en un solide faisceau les volontés éparses. « Tout se réduit, affirmait-il, à des vœux de trouble, à des promesses de se venger des royalistes, à ces rêves enfin que produit l'impuissance... ; leurs espoirs (des révolutionnaires) pour une explosion au mois de janvier se fondent comme il y a un an, sur une invasion que feraient les Autrichiens et les Bavares. Ils ont entre les mains un manifeste prétendu fait par la duchesse de Parme, et sont persuadés que Napoléon s'est enfui de Sainte-Hélène<sup>1</sup>. »

Le seul avantage que retira d'abord Tournon de ces manœuvres fut une liste plus sûre des officiers qui devaient exciter davantage son attentive surveillance. A la fin cependant, Lecamus se renseigna mieux ; il prévint le préfet que les révolutionnaires attendaient, depuis un mois, avec impatience, « un sieur Randon, ex-officier de Mamelucks », lequel se trouvait alors à Lyon, sous un passeport juif, où il feignait de se livrer à un commerce « de pastilles du sérail et d'essence de roses<sup>2</sup> ». Tournon en écrivit aussitôt au préfet du Rhône<sup>3</sup> en le priant de faire arrêter Randon<sup>4</sup>.

Les renseignements recueillis ne s'augmentaient plus, lorsque Bastide, officier en non-activité, à qui un ancien sergent de son régiment proposa d'accepter un grade dans la nouvelle formation, fit à l'un de ses amis, Moinebeau, employé comme lui à la manufacture de tabacs, l'aveu de cette offre. Moinebeau, très royaliste, lui conseilla d'accepter, et de révéler ensuite le plan des conspirateurs aux autorités<sup>4</sup>. Bastide fut donc présenté au mystérieux Ali-bey, déjà dans Bordeaux ; il reçut de lui une carte de chef de bataillon, les contrôles destinés à recevoir le nom des enrôlés, et 174 cartes pour être distribuées à ces der-

1. Arch. de Gênelard, lettre du 9 décembre à Decazes.

2. *Id.*, très longue lettre du 21 décembre à Decazes.

3. *Id.*, lettre de Tournon au préfet du Rhône, 9 décembre.

4. Arch. Nationales, F<sup>7</sup> 9661, lettre de Tournon à Lainé, 22 décembre.

niers. L'ex-officier, porteur de ces documents, se présenta chez le général de Loverdo, et lui dévoila tout le complot. Les cartes contenaient le nom du grade de leur futur porteur, depuis celui du colonel jusqu'au simple tambour. Elles portaient écrits à la main, ces mots : « 1<sup>er</sup> régiment du génie d'élite<sup>1</sup> » ; dans les quatre angles se trouvaient des initiales et en bas la lettre F, avec une imitation de la manière de signer de Napoléon. Au verso, était un cachet représentant un V et un N (Vive Napoléon !). Sur le contrôle destiné à recevoir les noms des officiers et sous-officiers du 1<sup>er</sup> régiment du génie, on avait marqué trois colonnes ; l'une contenait des numéros correspondant à ceux portés sur les cartes ; la deuxième, les titres des divers grades ; la troisième, restée en blanc, était destinée à recevoir les noms des personnes auxquelles les cartes seraient distribuées. Bastide devait les écrire la nuit suivante, sous la dictée même de Randon. Pas une seule n'avait été encore remise à son destinataire, ce qui explique l'ignorance de Lecamus.

Loverdo se rendit aussitôt chez le préfet pour lui faire part de la découverte. Tout cela, joint aux indices déjà recueillis, paraissait cacher un complot sérieux. « Certes, affirme Tournon dans ses *Mémoires*, la situation des esprits me rassurait complètement sur les résultats d'une telle entreprise ; cependant, il y avait dans le pays assez de mécontents, d'hommes sans emploi et réduits au désespoir par la misère, d'officiers licenciés, pour que je ne pusse négliger cet avis. » Ils examinèrent donc tous deux les papiers avec soin, et causèrent longtemps. Nul soupçon ne devait surgir relativement à la véracité de Bastide : il était connu pour un homme sage, père de famille et bon travailleur ; le projet de tromper l'aurait conduit à sa ruine, et rien ne l'obligeait à rompre le silence. Il refusa du reste toutes les offres d'argent que lui proposa Tournon. D'un commun accord, Loverdo et le préfet l'engagèrent donc à continuer ses relations avec Randon, et à poursuivre ses enrôlements, l'essentiel étant de se procurer les noms des affiliés. Tournon fit même entrer dans le complot plusieurs de ses agents secrets, avec beaucoup de facilité, tant la présence du prétendu envoyé napoléonien donnait de facile espoir.

Bientôt, il s'aperçut que la défiance commençait à gagner les

1. Arch. de Génélard. Cf. lettre du 31 décembre à Decazes, citée.



hommes surveillés. Le 18 décembre, Bastide l'avertit que Randon et plusieurs des principaux chefs devaient partir le 19, et déclencher le mouvement de révolte sur plusieurs points : l'arrestation devenait urgente. Le lendemain donc, de grand matin, il se transporta de l'autre côté de la Gironde, à la Bastide, vers un cabaret où logeait le conspirateur, et pénétra dans la maison « avec des gendarmes déguisés et pistolets au poing ». A ce moment critique, Randon montra un rare sang-froid ; il parapha quelques papiers sans témoigner en apparence aucune émotion, et demanda aussitôt à s'entretenir seul à seul avec le préfet. Ce désir réalisé, il lui déclara que son intention était de servir le roi par la découverte du projet de ses ennemis, et que, par conséquent, il ne dissimulerait rien du complot. De fait, il détailla jour par jour sa conduite, désigna tous ses affiliés, donna la clef des chiffres de son carnet<sup>1</sup>, et remit des papiers assez importants qu'il avait réussi à cacher.

Grâce à ces indications, dix des principaux complices furent arrêtés presque sur l'heure. Tournon fit lui-même les interrogatoires de chaque prévenu, et l'examen de tous leurs papiers, assisté ordinairement par de Loverdo, « dans ces longues et pénibles opérations<sup>2</sup> ». Ils apprirent que Randon, dans ce troisième<sup>3</sup>

1. On avait saisi sur Randon : 1° des cartes portant collation de divers grades ; 2° le plan d'organisation, écrit en chiffres sur un carnet ; 3° la minute de deux instructions à ses agents ; 4° une liste de ses agents à Poitiers, Tours, Châtellerauld, Nantes et Béziers. — *Arch. de Gênelard*, longue lettre du 28 décembre à Decazes.

2. Lettre du 21 décembre à Decazes, citée.

3. Voici les détails, dont plusieurs inédits, que Tournon donne sur la vie de Randon dans sa lettre du 21 décembre à Decazes : « Laurent Frédéric Randon, de l'arrondissement de Dieppe, frère d'un négociant demeurant à Paris et d'un officier supérieur du génie, le dernier de 11 frères ou sœurs, a quitté la maison paternelle depuis longtemps, et a servi dans les douanes. A la fin de 1813, il s'offrit pour entrer dans un corps de partisans, et il fut nommé officier par le sénateur Cornudet, commissaire extraordinaire de l'Empereur. — Randon, se trouvant à Fontainebleau au moment du départ de Napoléon pour l'île d'Elbe, fut choisi pour faire partie de la Garde, et il le suivit dans cet exil. Il en revint au mois d'octobre 1814, passa à Bordeaux et voyagea dans la Saintonge. Il affirme qu'il n'était chargé d'aucune mission. Rentré dans les douanes où il paraît s'être fait connaître pour un mauvais sujet, il en fut renvoyé au mois d'août dernier... Il vint à Bordeaux à la fin d'août, y passa deux jours logeant dans un cabaret où les révolutionnaires avaient coutume de se réunir. Il y fit connaissance avec un sieur Maury, tisserand de Béziers, sans travail, et, par son intermédiaire, avec Azéma, sapeur de la Garde nationale... Randon retourna à Saujeon, petite ville de la Saintonge où sa femme avait

voyage à Bordeaux, n'avait cessé de voir des partisans que chaque jour on lui présentait en assez grand nombre. Regardé partout comme un agent supérieur, comme le lieutenant de Bonaparte et son fondé de pouvoirs, il était traité avec grand respect, et chacun de ses ordres recevait une prompte exécution. Des hommes bien à lui, sous le nom d'officiers d'ordonnance, parcouraient les villes du département pour lui gagner des prosélytes. Quoiqu'il n'eût pas un sou vaillant, il recevait et donnait tous les jours à dîner à plusieurs personnes; ses logeurs, soit à Bordeaux, soit à la Bastide, attendaient avec patience leur paiement. Des personnes venaient même solliciter des secours de lui, et Randon, gravement, donnait des *bons* sur le futur trésor impérial, acceptés avec reconnaissance<sup>1</sup>. « Ainsi, remarque Tournon, un jeune homme de 24 ans, de manières et de langage excessivement communs, se faisait le pivot sur lequel devait tourner cette gigantesque machine, et des hommes sensés prenaient assez de confiance dans ce méprisable chef, pour confier à sa direction leur fortune et leur vie...! Quand un parti en arrive à un certain degré d'exaspération et de désespoir, sa crédulité devient excessive, et il se contente des moindres apparences<sup>2</sup>. »

Sans être dupe « de la fable par laquelle Randon espérait se sauver, et trahissait si basement ceux qu'il avait séduits<sup>3</sup> », le préfet tenait grandement à éclairer ce point de ses affirmations, à savoir qu'il n'avait agi que dans l'intérêt du roi, et qu'il travaillait pour le compte du commissaire de police Prévost, à la Rochelle. Il en écrivit donc à son collègue de la Charente-Inférieure qui lui adressa, le 26 décembre, la déclaration suivante, formelle et très motivée de ce commissaire : Randon, en effet, était venu lui offrir ses services au mois d'août « pour découvrir, disait-il, les ennemis du roi<sup>4</sup> ». Prévost avait accepté, et donné même un peu d'argent à cet homme. Il reçut de lui, en retour, quelques détails sans valeur aucune sur

un logement. Il en repartit à la fin d'octobre, vint à Bordeaux et logea dans le même cabaret. Dans un 3<sup>e</sup> séjour, il vit, par le moyen de Maury et d'Azéma, un grand nombre de personnes, et se donnant pour le Mameluck de Bonaparte, sous le nom d'Ali-bey, il reçut la confiance de leurs projets et leur fit adopter ses plans.; c'est à ce 3<sup>e</sup> voyage qu'il fut arrêté.»

1. Lettre du 21 décembre à Decazes, citée, et *Mémoires inédits* de Tournon.

2. *Mémoires inédits*.

3. *Id.*

4. Arch. de Gênelard, lettre de Tournon à Decazes, 26 décembre 1816.

l'état d'esprit des gens aux environs de Saujeon, lieu de son habitation. Devant l'insignifiance de pareils renseignements, le commissaire cessa, dès le milieu de septembre, toute relation avec lui. Or, ce fut en octobre que Randon conçut le plan de sa vaste conspiration, et jamais depuis il ne fournit un seul avis, ni à Prévost, ni à aucun autre agent du gouvernement; il ne parla de sa prétendue mission qu'après son arrestation, et celle de ses complices. Le préfet de la Rochelle le signalait, en outre, comme « un très mauvais sujet, d'une profonde immoralité et criblé de dettes<sup>1</sup> ». Il devint donc évident que, par ses premières relations avec Prévost, Randon avait voulu se ménager des moyens de justification, en cas d'accident<sup>2</sup>.

Les interrogatoires, confrontations, aveux, examens scrupuleux des papiers finis, Tournon et Loverdo demeurent du même avis : la trame a été tout entière ourdie originairement par Randon, qui sut inspirer confiance aux révolutionnaires, et réunir en un seul faisceau tous les fils épars de petits complots, « moins formés réellement que rêvés<sup>3</sup> » ; le centre du mouvement est à Bordeaux, et l'ex-employé des douanes en est l'unique chef ; ses liaisons ne dépassent pas le département, quelques villes de Saintonge, de la route de Bordeaux à Tours et des environs de Béziers, exceptés ; il n'est en relation avec aucune personne élevée en grade. — C'est pourquoi Tournon, persuadé que par l'arrestation de Randon « le mal est coupé dans sa racine<sup>4</sup> », voudrait donner le moins d'éclat possible à pareille aventure, et ne punir que les meneurs les plus ardents, en écartant « cette foule de misérables dont le besoin peut servir d'excuse<sup>5</sup> ». Il s'attacha donc surtout à réunir les preuves de culpabilité contre les principaux chefs, dési-

1. Même lettre.

2. D'après toutes ces lettres officielles, on voit ce qu'il faut penser de la grave affirmation suivante tirée d'un livre, pourtant sérieux dans son ensemble, *Les complots militaires sous la Restauration*, par E. Guillon, docteur ès lettres : « ... Pendant qu'il (Randon) préparait ainsi, sous l'œil bienveillant des autorités locales, un fictif 20 mars, Randon devait adresser ses rapports à un commissaire central de police établi à la Rochelle. Tout à coup, ses rapports cessèrent. L'autorité inquiète demanda son arrestation... » page 93. — Il ne donne, du reste, aucune référence.

3. Lettre du 21 décembre à Decazes, citée. Cf. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre de Tournon à Lainé, 22 décembre 1816.

4. Lettre du 21 décembre à Decazes, citée.

5. Même lettre.

reux même que le seul Randon fût sévèrement frappé. « J'ai pensé, dit-il, que plus libre dans ses mouvements que les tribunaux, la police pouvait atteindre le véritable but, celui de ne présenter à l'action des lois que ceux qui sont réellement dangereux<sup>1</sup>. » Mais, après qu'il eut ainsi réuni tous les matériaux et complété cette première instruction, Decazes lui ordonna de se désister entièrement de l'affaire, et, le 30 décembre, Tournon remit entre les mains du procureur général « toutes les pièces du procès, soigneusement classées<sup>2</sup> ».

Ces arrestations, les multiples et mystérieuses démarches qui les accompagnèrent, avaient produit une émotion profonde à Bordeaux. Les libéraux et révolutionnaires de divers genres, bien qu'atterrés d'abord par l'éclat et la vigueur du coup, y cherchèrent ensuite profit et gain pour leur parti, en donnant à cette « misérable trame » beaucoup d'importance, afin d'agiter l'opinion publique. Le bruit se répandit tout à coup de graves séditions à Lyon, à la Rochelle, à Nantes, et l'effroi gagna même les départements voisins<sup>3</sup>. D'autre part, les royalistes se montrèrent « excessivement exaspérés par l'audace avec laquelle les révolutionnaires se recrutaient<sup>4</sup> ». Il fallait donc calmer au plus vite l'opinion inquiète. Tournon adressa une circulaire à tous ses maires, pour les instruire de l'affaire, et les rassurer : « Rien n'égale, leur disait-il, l'absurdité du complot formé...; cette découverte qui nous a livré les chefs, les complices et tous les papiers, prouve, plus évidemment que jamais, la force du gouvernement et l'impuissance de ses misérables ennemis<sup>5</sup>. » Ils connaissaient ainsi, du même coup, et la tentative de révolte, et son immédiate répression : quoi de plus propre à les rassurer ? Dans les papiers saisis, Tournon avait appris qu'un sapeur de la Garde nationale, Azéma, était l'un des plus anciens et des plus actifs agents de Randon ; il fit opérer son arrestation sur les rangs, le jour de la revue solennelle de fin d'année, en présence de toute la foule ; et ses camarades eux-mêmes le dépouillèrent de son uniforme. — Il impor-

1. Même lettre.

2. *Arch. de Gênelard*, lettre de Tournon au procureur général, 30 décembre 1816.

3. *Id.*, lettre du 6 janvier 1817, à Decazes.

4. Même lettre.

5. *Arch. Nationales*, ADxix<sup>2</sup> 24, 79<sup>e</sup> circulaire aux maires, 20 décembre 1816.



taient en outre d'éclairer les préfets voisins, sur une affaire dont ils ignoraient tous les détails; Tournon, par ses nombreuses lettres<sup>1</sup>, les mit au courant; ils s'empressèrent de donner eux-mêmes des explications à leurs administrés. L'effet de ces mesures fut immédiat : la tranquillité revint aussi vite que l'inquiétude s'était propagée<sup>2</sup>.

Les ministres félicitèrent vivement le préfet de la Gironde de son zèle et de son tact dans la circonstance. Lainé lui assura même que toute sa correspondance avait été mise sous les yeux du roi, et que Louis XVIII en avait exprimé son entière satisfaction. Decazes seul — il ne manquait guère l'occasion de lui dire des choses désagréables — qui aurait voulu amplifier le plus possible l'importance de la conspiration, lui adressa, mêlé à quelques louanges banales, un blâme formel pour avoir agi avec trop de précipitation : « Si l'affaire, disait-il, avait été conduite avec plus de réserve, elle eût donné d'autres résultats; il est regrettable qu'elle soit devenue sitôt judiciaire<sup>3</sup>... »

Tournon, qui avait conscience d'avoir agi au mieux des circonstances, qui n'avait livré les dossiers et les prévenus au procureur que sur l'ordre formel de Decazes lui-même, demeura exaspéré de ce manque de loyauté, ou d'un tel parti pris de le contredire, et sa réponse ne cacha rien de son mécontentement : « Je ne vous tairai pas, disait-il, la peine que votre lettre m'a fait éprouver... Le secret du complot se trouvait, par l'effet des circonstances, entre les mains de beaucoup de gens...; le bruit devenait plus général des enrôlements qui se faisaient par la foule des *polices officieuses* qui existent dans cette ville. Attendre plus tard, c'était s'exposer à voir Randon disparaître avec tous ses papiers, et j'ai su depuis qu'une partie en avait été brûlée la veille. D'un plus long délai, il ne serait résulté qu'un peu plus de dupes et de malheureux compromis. N'est-il pas même inconcevable que ni lui, ni ses complices, dont plusieurs sont des hommes sensés, n'aient pas soupçonné ce qui se tramait contre lui? Un instant suffisait pour détruire la trace

1. Aux *Arch. de Gênelard*, il y en a 17 aux préfets de l'Hérault, du Lot-et-Garonne, de la Charente-Inférieure, d'Indre-et-Loire, de la Vienne, de la Charente, de la Loire-Inférieure et du Bas-Rhin.

2. *Id.*, lettre du 6 janvier 1817 à Decazes.

3. *Arch. de Gênelard*, phrase citée dans la réponse de Tournon à Decazes, 31 décembre 1816.

de tout délit : Randon n'était plus qu'un voyageur muni de passeports; ses complices étaient inconnus; et Bastide qui les aurait dénoncés un imposteur...; tout ce qui précède me justifie.... Je n'ai livré l'affaire à la justice que par ordre, et le Ministre de l'intérieur m'a témoigné de la satisfaction de ma conduite<sup>1</sup>. » Ces arguments, le ton et la forme qui les mettaient en relief, ne souffraient pas de réplique : Decazes se le tint pour dit<sup>2</sup>.

Le 16 mars, la chambre des mises en accusation renvoya vingt des accusés<sup>3</sup> devant la cour d'assises; et à la demande du premier président, Tournon nomma un jury extraordinaire. Quelques jours après, une tentative d'évasion sérieuse fut essayée en faveur de Randon. Sa femme, « d'une audace et d'un esprit d'intrigues fort remarquables », mit à profit son libre accès dans la prison, bénévolement accordé par Tournon, pour en préparer les moyens. Par son intermédiaire et celui d'un soldat détenu pour escroquerie au fort du Hâ, comme Randon, des propositions furent faites à un sergent de la Légion de l'Allier<sup>4</sup>, et à un caporal de la Légion départementale. Ils touchèrent une première somme de 80 francs destinée à gagner les soldats de garde à la prison. Divers individus, choisis préalablement parmi de « très mauvais sujets », devaient se rendre devant le fort dont les portes seraient ouvertes par la garde, enlever le prisonnier, susciter le plus de désordre possible en pillant quelques maisons et des magasins d'armes, puis gagner tous en bloc l'Espagne. L'exécution du plan fut fixé dans la nuit du 22 au 23 mars. Tournon était instruit de tout par ses agents secrets; il fit embusquer un détachement de troupes qui, à deux heures du matin, arrêtaient toute la bande des conjurés<sup>5</sup>.

Le procès commença le 6 mai. Pendant sa durée, les amis

1. Arch. de Génélard, lettre du 31 décembre 1815 à Decazes.

2. Mais pour bien témoigner de son humeur, il ne répondit pas un seul mot à la demande que Tournon lui avait faite de donner à Loverdo un témoignage de satisfaction, et une récompense à Bastide.

3. Ce furent : Randon, Théron, Bédrières, Lhote, Cassaigne, Maury, Chenantais, Azéma, femme Dufault, Péaget, Lemaire, Guérin, Roulhet, Merveilloux, Renoult, Tardy, Sylvestre, Fouquet, Gobillet, Soubiran. — Plusieurs autres étaient contumaces.

4. Cette légion était alors casernée à Bordeaux.

5. Détails tirés des lettres des 22 et 23 mars et 2 avril 1817 à Decazes. Arch. de Génélard. Cette tentative d'enlèvement est tout inédite.

des accusés mirent tout en œuvre pour épouvanter les juges, et peser sur leur décision future. Lettres anonymes avec noms des jurés soulignés à l'encre rouge, menaces d'assassinats, placards incendiaires, drapeau tricolore attaché tout en haut du clocher de Saint-Jean, bruits sinistres et réitérés de meurtres sur les princes par les officiers de la Garde royale, rien n'y manqua des moyens habituels<sup>1</sup>. Une foule très hostile aux accusés ne cessa de remplir les audiences : elle réclamait de multiples et sévères châtiments. Lainé se montra même fort ému du nombre de condamnations à mort que le préfet lui annonça comme susceptibles d'être prononcées, devant l'exaltation de l'esprit public. Untel « arrêt contre cette espèce de multitude en justice, lui écrivait-il, me paraîtrait terrible, et propre à entraîner des conséquences et des comparaisons douloureuses... ; leur jugement, je l'espère, paraîtra aussi juste à l'histoire qu'à l'auditoire<sup>2</sup> ».

Après une quinzaine de jours de débats sans grand intérêt<sup>3</sup>, la Cour rendit son arrêt : il proclamait que Randon, Bédrines, Lhote, Cassaigne et Maury<sup>4</sup> étaient coupables d'attentat et de complot tendant à changer le gouvernement légitime, du crime d'enrôlement..., d'avoir commis et commencé des actes pour parvenir à l'exécution de ces crimes... et les condamnait, en conséquence, à mort. Elle prononçait en outre les peines suivantes : cinq ans de réclusion contre Azéma, femme Dufault, Péaget, Lemaire, Roulhet, Guérin ; quatre ans de réclusion contre Merveilloux, et deux ans contre Renoult. Elle acquittait Sylvestre, Tardy, Gobillet, Fouquet et Soubiran<sup>5</sup>. Les con-

1. *Arch. Nationales*, F<sup>10</sup> III, Gironde 9, lettre du 22 mai 1817 à Lainé. Cf. *Arch. de Gênelard*, lettre du 22 mai à Decazes.

2. *Arch. du château d'Avrilly*, lettre autographe de Lainé (sans date). Tournon lui annonçait 11 condamnations à mort comme probables.

3. Cf. *Mémorial* du 16 mai 1817, n° 1025 et suiv., qui contiennent tous les interrogatoires, accusations et défenses.

4. Cf. *Arch. de la Cour d'assises de Bordeaux*, registres des Arrêts n° 478 à 728, arrêt du 24 mars 1817. Pour Maury et Chenantais, le jury s'était partagé. La Cour, après cinq heures de délibération, prononça qu'elle se réunissait à la majorité du jury relativement à Maury, et à la minorité relativement à Chenantais. En conséquence, elle condamnait Maury à la peine de mort, et Chenantais à la réclusion.

5. Il est curieux de noter que Tournon, qui avait étudié et connaissait admirablement l'affaire, ne range pas les accusés exactement dans le même ordre de culpabilité que la Cour. D'après lui, les plus dignes de châtimement après Randon sont : Bédrines, « qui par une conduite feinte

damnés se pourvurent en cassation; leur pourvoi fut rejeté le 29 juin. A force d'instance, Tournon, qui savait mieux que personne combien la plupart de ces malheureux « fous de bonapartisme <sup>1</sup> » méritaient de pitié, obtint la grâce de trois d'entre eux : Maury, Lhote et Théron; ils virent leur peine commuée en vingt ans de travaux forcés. « J'avais vainement demandé, écrit-il à ce sujet, que Randon seul subît la peine de mort; M. Decazes fut inflexible, et je conserve la lettre par laquelle il refusa la grâce que je sollicitais <sup>2</sup>. » Les autres furent exécutés à Bordeaux, le 5 juillet 1817, au grand désespoir de Randon, qui ne cessa de protester « jusque sur l'échafaud, en invoquant son titre de policier et ses répugnants services <sup>3</sup> ». Il avait réclamé inutilement le bénéfice de l'article 108 du code pénal qui accordait l'impunité aux révélateurs.

Il semble bien que le jugement final à porter sur cette affaire, si diversement appréciée par les historiens, est celui de

a essayé de gagner la confiance des royalistes et qui, par la fortune dont il jouit, est moins que tout autre digne d'excuse. On avait trouvé chez lui des échantillons de draps de couleurs pour les régiments qu'il devait lever; — Péaget, négociant ruiné et étranger, qui avait montré un grand zèle; — Tardy, lieutenant en retraite, chargé de l'organisation d'un régiment d'infanterie; — Gobillet, marin déjà condamné pour cris séditieux; — Cassaigne de Sainte-Foy, individu très mal famé, saisi avec une carte de secrétaire d'Etat (il devait, en cette qualité, organiser le département et la France entière); enfin Lhote et Théron. — Quant à Maury, Tournon dit de lui : « C'est un misérable qui ne semble mériter que d'être envoyé dans un bataillon colonial. » — *Arch. de Gévelard*, lettre à Decazes, 21 décembre 1816; citée.

1. BERNADAU, *Tablettes*, t. IX, p. 438.

2. *Mémoires inédits* de Tournon.

3. *Id.* Sur les détails du procès et de la mort de Randon, cf. *Arch. de Gévelard*, lettres des 8, 15, 22, 24 mai à Decazes, 6 juillet au même; *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 65<sup>e</sup> rapport, 12 mai; F<sup>1</sup> III Gironde 9, lettre du 22 mai à Lainé.

De tout l'exposé de cette affaire, le lecteur peut juger quelle créance il faut accorder à l'affirmation suivante de Bernadau : « On prétend que notre préfet Tournon avait imaginé cette conspiration fabuleuse pour se faire une réputation de grand royaliste auprès du gouvernement occulte qui n'avait pas grande confiance en lui... Randon, qu'il avait chargé d'organiser cette conspiration, exécuta mal les ordres et instructions qu'il lui avait donnés, et, lorsque la chose fut avancée, le dit préfet abandonna le dit Randon, au lieu de l'empêcher de se perdre, en donnant un air de vérité à une fable mal ourdie. » — (*Tablettes*, t. IX p. 543.) Au reste, il fait mourir Randon à l'hôpital (p. 442) et annonce qu'on a exécuté le 5, à Bordeaux, Cassaigne, Bédérines, Maury, Lhote et Théron, sans savoir que ces trois derniers ont été graciés !



Tournon qui la connut mieux que personne dans ses plus menus détails : elle ne fut tout entière que « *l'absurde conception d'un intrigant* », sans valeur ni scrupule aucun, et poussé par la misère aux derniers expédients. Et l'on peut aussi s'étonner avec lui que Randon ait si facilement trouvé des adeptes, et donné corps à ses « velléités » de conspiration<sup>1</sup>.

1. *Mémoires inédits.*

## CHAPITRE III

### L'ESPRIT PUBLIC EN 1817 ET 1818

Profonde tranquillité du département après l'affaire Randon; précieux témoignage; facilité d'émotion de l'opinion publique à cette époque; l'agitation des esprits se borne désormais au chef-lieu. — Discussions des lois diverses dans la société éclairée de Bordeaux. — Craintes passagères causées par les élections de 1817. — L'affaire Louis XVII; anxiété des royalistes; manœuvres des libéraux; ces bruits tombent d'eux-mêmes. — Désordres réitérés au Grand-Théâtre; faiblesses de la police municipale. — Sévère arrêté de Tournon. — Vif incident entre le maire et le lieutenant-général; Tournon les réconcilie. — Nouveaux désordres au petit théâtre des Variétés. — Mécontentement de Decazes et riposte de Tournon. — Impuissance de ce dernier à protéger le public bordelais contre les brochures et pamphlets politiques; leur multiplication; la classe entamée. — Causes qui agissent en sens contraire; les visites en 1818; l'infant don Francisco. — Le duc de Gloucester. — Bentham. — Impression profonde que produit la nouvelle de la libération du territoire; joie de Tournon.

« Cet arrêt fut le dernier prononcé pour crime politique dans le département, et une paix profonde fut conservée<sup>1</sup> » désormais; c'est ainsi que Tournon caractérise, comme d'une vue d'ensemble, l'état de l'esprit public pour les années 1817 et 1818. Ce calme et cette paix frappèrent, dans le gouvernement, ceux qui pouvaient, par comparaison, mieux l'apprécier. « On sait que des ferments de discorde se montrèrent pendant ces trois années (1816, 1817, 1818) dans la plupart des départements, écrira le Secrétaire général de Lainé; ici, la funeste appréhension de la famine agitait les masses; là, de sottes querelles de vanité éclataient entre des fonctionnaires, qui voyaient aussitôt se ranger les divers partis pour ou contre leurs bannières; partout, des haines politiques s'étaient réveillées à l'apparition de l'Ordonnance du 5 septembre,

1. Grand rapport de Tournon au Conseil général de 1822.



conçue pourtant dans le noble dessein de les éteindre. Chaque courrier apportait au ministère de nombreuses lettres plus ou moins alarmantes des préfets, et d'innombrables plaintes de leurs administrés contre eux. Chose singulière! circonstance admirable! pendant tous ces temps de clameurs publiques et de récriminations vengeresses, le département de la Gironde resta comme muet, comme effacé de la carte de France. Non seulement le préfet de ce département n'écrivit jamais pour se plaindre de qui que ce soit, mais qui que ce soit ne se plaignit jamais du préfet <sup>1</sup>... » Tournon se trouvera même parfois dépourvu de matériaux pour ses rapports hebdomadaires, et les renverra à quinzaine. « De quelque côté que je porte les yeux, peut-il dire, je n'aperçois partout que des administrés soumis aux lois, obéissants, pleins de confiance en la sagesse du gouvernement, souffrant avec résignation les maux produits par les intempéries des saisons, et acquittant avec empressement les charges imposées par l'État <sup>2</sup>. » Cette idée de tranquillité parfaite constitue le thème fondamental de toute sa volumineuse correspondance pour les années 1817 et 1818. Seuls, la discussion passionnée, dans les salons et les cafés, des importantes lois proposées ou votées aux deux Chambres et les élections de 1817, l'affaire Louis XVII, d'assez bruyants désordres dans les divers théâtres, les pamphlets semés à profusion, vinrent donner un aliment à « une innocente <sup>3</sup> » fermentation des esprits de Bordeaux.

Dans les divers endroits où se réunissait la partie éclairée de la population bordelaise, les salons, les cercles, les cafés, au barreau, à la Bourse, on suivait avec une vive attention, on discutait avec véhémence, les lois diverses proposées aux deux Chambres. Chacun admirait, critiquait, contredisait, selon ses opinions ou ses intérêts. Certes, il n'entre pas dans le cadre d'une étude, déjà bien longue, d'exposer les raisons et tous les arguments formulés pour et contre; ils n'étaient guère que le reflet et la répétition des discours prononcés par les députés ou les pairs <sup>4</sup>. Qu'il suffise de dire que la loi sur la suspension de

1. Lettre de Maître au marquis de Fortia, 30 août 1833, citée.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 59<sup>e</sup> rapport, 12 mars 1817.

3. Même rapport.

4. Ces lettres où Tournon rend compte aux ministres des opinions diverses des Bordelais, opinions auxquelles il ajoutait souvent ses vues personnelles, sont fort nombreuses, et parfois curieuses.

la liberté individuelle, les cris séditieux, les Cours prévôtales sous la Chambre introuvable, la loi électorale, la loi sur les journaux, dans la session de 1816, les lois sur la presse, le jury, le recrutement, le concordat, dans celle de 1817; les diverses lois financières et les budgets, donnèrent lieu à des commentaires passionnés, quelquefois violents. En ces premiers temps du régime parlementaire, l'opinion publique n'était pas encore aussi blasée, qu'aujourd'hui sur la politique; elle se montrait extrêmement sensible, à Bordeaux, aux contre-coups des événements de la capitale ou des autres villes du royaume, s'alarmait pour la moindre cause, et passait avec une incroyable facilité d'une béate quiétude à un pessimisme exagéré, variations dont témoigne maintes fois Tournon. Les grands bouleversements antérieurs avaient laissé aux esprits une susceptibilité d'émotion vraiment extraordinaire. Notre préfet s'inquiétait du reste de moins en moins de ces ardentes polémiques verbales; il savait que lorsqu'on parle beaucoup en matière politique, on agit d'autant moins; il s'habitua vite à ces « sautes » d'impressions chez les Bordelais, bornant ses efforts à maintenir les plus chaudes discussions dans la sphère des mots, en dehors de toute action. Même les grandes « menaces » contre l'administration préfectorale ne l'émouvait plus guère; « tel est ici, disait-il, le *mode d'évaporation des passions*<sup>1</sup> ».

L'émoi un moment causé par la bataille des élections de 1817 à Paris rentre dans cette catégorie d'émotions fugitives. On fut un moment « très effrayé » de voir sur les rangs des hommes comme La Fayette, Manuel, Constant. « Depuis longtemps, rien n'avait aussi fortement occupé les Bordelais<sup>2</sup> », avoue Tournon; « à la fin, l'anxiété était au plus haut degré, et même dans les classes inférieures de la société, une vive inquiétude se faisait remarquer<sup>3</sup> ». Il n'en fallait pas davantage pour qu'on se crût à la veille d'une autre révolution. La nouvelle « du triomphe des amis du trône », et l'issue des élections une fois connues, firent se dissiper ces subites terreurs.

L'affaire Louis XVII causa une plus durable agitation. Au mois d'août, plusieurs personnes très royalistes de Bordeaux reçurent des lettres de Paris et de Rouen leur annonçant que,

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, 108<sup>me</sup> rapport, 2 août 1818.

2. *Id.* F<sup>1c</sup> III Gironde 9, lettre de Tournon à Lainé, 2 octobre 1817.

3. *Id.*, F<sup>7</sup> 9661, 79<sup>e</sup> rapport, 2 octobre 1817.

dans les prisons de cette dernière ville, se trouvait un détenu qui affirmait être le fils de Louis XVI. Échappé du Temple à la Révolution, enfermé à Vincennes sous l'Empire, renvoyé hors du royaume en 1814, il avait été, après la deuxième Restauration, ramené par Fouché qui voulait se venger de sa disgrâce<sup>1</sup>. Cette nouvelle se répandit très vite, rencontrant une grande croyance « chez les gens du peuple les plus attachés à la légitimité<sup>2</sup> ». Les libéraux s'emparèrent de l'idée avec un joyeux empressement, et, mêlant à la fable « de perfides insinuations », s'efforcèrent de prouver que ce personnage était bien Louis XVII. Quelle bonne aubaine de pouvoir ainsi semer des doutes sur les droits du roi, parmi ses plus fidèles tenants !

Pendant de longs mois, beaucoup d'esprits en demeurèrent profondément troublés. Un manuscrit, qui circula d'abord sous le manteau, publiquement ensuite, et qu'on multiplia par de nombreuses copies<sup>3</sup>, vint porter au comble l'anxiété des royalistes. Par ses détails circonstanciés, ses interrogations habiles, ses arguments spéciaux, il ne pouvait que frapper vivement les naïves imaginations du populaire. « Remarquez, y lisait-on, qu'on a très bien constaté qu'il était mort un enfant au Temple... ; mais jamais que c'était le fils de Louis XVI... Enfin, le soldat français pourra se flatter d'avoir à sa tête un roi vaillant et courageux comme Henri IV, et qui veuille le conduire à la victoire, lorsqu'il sera nécessaire<sup>4</sup>. » La brochure citait encore de menus faits bien propres à remuer le cœur des fervents monarchistes : « Il ressemble, disait-elle, à Marie-Antoinette par le regard et le haut du visage ; le bas rappelle Louis XVI. On parle aussi de diverses marques : une morsure faite par un petit lapin, un stigmaté (*sic*) par le Pape Pie VI... Si cet homme est innocent, pourquoi épuiser goutte à goutte (*sic*) sa force et sa vie ? S'il est coupable, pourquoi, depuis deux ans, ne le frappe-t-on pas<sup>5</sup> ? »

1. *Arch. de Gênelard*, lettre du 6 août à Decazes.

2. Même lettre.

3. Le manuscrit lui-même portait en note : « Comme il y a une foule de personnes puissantes, accréditées, qui empêchent l'impression et la circulation de ce mémoire, il est absolument nécessaire et indispensable d'en faire le plus de copies qu'il se pourra pour le répandre partout. »

4. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661 ; le manuscrit est dans le carton. Il a pour titre : *Les pourquoi, ou quelque chose, en attendant mieux.*

5. *Id.*

Comment ne pas croire à tant de précision ? Aussi, toute la fin de l'année 1817, les discussions, commentaires, arguments pour et contre, allèrent grand train, passionnant Bordeaux ; le faux Charles de Navarre eut des partisans fanatiques et généreux ; quoi d'étonnant, puisqu'il lui en reste encore aujourd'hui ? « Le merveilleux de cette aventure attache la multitude, affirme Tournon, et l'opinion dans les basses classes devient chancelante <sup>1</sup>. » Il fallut le procès de Mathurin Bruneau pour dessiller les yeux à beaucoup, et leur montrer ce qu'était en réalité leur faux Louis XVII, un aventurier et un escroc <sup>2</sup>. Encore, plusieurs de ses chauds adeptes affirmèrent-ils que l'individu paru à l'audience n'était pas celui « auxquels s'attachaient leurs espérances <sup>3</sup> », et demeurèrent-ils enracinés dans leur nouvelle foi royaliste. D'autres semèrent le bruit que Louis XVII, sauvé de sa prison par Mme de Beauharnais qui l'avait élevé comme son fils, était tout simplement le prince Eugène <sup>4</sup>. — Tournon, qui d'abord aurait voulu, pour étouffer ces germes inquiétants, « un jugement correctionnel suivi du plus profond silence <sup>5</sup> », se borna dans la suite à la deuxième méthode ; après avoir donné une vaste publicité au procès Mathurin Bruneau, afin de bien éclairer l'opinion publique, il laissa ces faux bruits aller s'affaiblissant tout seuls.

Les désordres qui éclatèrent plusieurs fois, durant ces deux années, en divers théâtres de Bordeaux, — menus faits divers et très fréquents dans les grandes villes, à cette époque de sourde agitation — eurent beaucoup moins d'importance en eux-mêmes, que par les indices d'un changement dans l'esprit public qui alarma Tournon. Les premiers surgirent d'un prétexte assez futile. Certains jeunes gens de la classe moyenne, à idées libérales, troublaient volontiers les représentations du Grand-Théâtre par des cris, et même des rixes. Le maire, pour les contenir, fit publier un vieil arrêté de 1810 auquel il joignit, sans le soumettre à l'approbation de Tournon, et à l'exemple du préfet de police de Paris, un article interdisant

1. *Arch. de Gévelard*, lettre du 8 novembre 1817 à Decazes.

2. Cf. sur ce personnage et sur l'aventure, le livre, si magistralement documenté, *Louis XVII*, par Maurice Vitrac et Arnould Galopin (p. 227 et 228).

3. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, 92<sup>e</sup> rapport, 22 février 1818.

4. *Id.* 113<sup>e</sup> rapport, 22 septembre 1818.

5. *Arch. de Gévelard*, lettre du 20 octobre 1817 à Decazes.



l'entrée du spectacle avec cannes et parapluies. Un soir, un homme âgé refuse de donner sa canne à la porte, sous prétexte qu'il en a besoin pour s'appuyer, et des jeunes gens le font entrer de force malgré la Garde. L'un de ces derniers, appréhendé aussitôt, se voit enfermé par le commissaire de police. Mais ses camarades escaladent la loge municipale qui lui sert de prison, l'enlèvent, enfoncent les portes, et pendant tout la représentation, se livrent « à des scènes scandaleuses où l'autorité du maire fut méconnue <sup>1</sup> ».

Tournon n'approuvait pas l'arrêté de ce dernier, arrêté d'une exécution presque impossible, à cause des exceptions nécessaires, et aussi des plaintes et des ruses <sup>2</sup>, auxquelles il donnait lieu. Cependant, force lui était bien de soutenir devant le public l'autorité municipale. Il interdit donc pendant six mois l'entrée du théâtre aux meneurs, et livra les plus coupables aux tribunaux. Malheureusement, de l'avis général et de celui du préfet tout le premier, les peines prononcées furent beaucoup trop sévères : un an d'emprisonnement pour l'un des jeunes gens, six mois pour deux autres, et 200 francs d'amende pour un quatrième ; d'autant plus que les condamnés, qui avaient agi surtout par « étourderie », méritaient par ailleurs des égards « pour leurs bons sentiments, et la considération acquise à leurs familles <sup>3</sup> ». — Aussi, les jours qui suivirent la sentence, de nombreux pétards à fulminate et détonation automatique furent-ils jetés au parterre, et même sur la scène, par les amis des condamnés en fureur. La présence et les objurgations du maire demeurèrent inutiles. Il fallut encore la prompte arrivée de Tournon pour rétablir l'ordre et faire évacuer la salle. Afin d'éviter le retour de pareils scandales, il se vit obligé de prendre un nouvel et très sévère arrêté contre les lanceurs de pétards, d'augmenter la police municipale au théâtre, trop molle et trop peu nombreuse <sup>4</sup>, de 20 gendarmes

1. *Arch. de Gévelard*, lettre du 20 août 1817, à Decazes.

2. *Id.*, lettre du 22 août.

3. *Id.*, lettre du 4 octobre.

4. « La mairie de Bordeaux n'a pas un nombre suffisant d'agents, écrivait-il à ce propos ; dix commissaires de police et quelques agents subalternes, connus sous le nom d'appariteurs, sont tout ce qu'elle peut employer dans une ville de 80 000 âmes... Les moyens de force sont moindres encore que les moyens de surveillance : 16 gardes à cheval et 82 à pieds. En y ajoutant 200 hommes d'infanterie de ligne, 120 hommes de la garde dépar-

et 30 hommes d'infanterie, et de faire savoir aux jeunes gens que, désormais, la répression serait impitoyable : « Ils se trompent, dit-il à cette occasion, s'ils s'imaginent qu'ils feront réformer un jugement, en se mettant en hostilité avec l'autorité municipale<sup>1</sup>. »

Le pire, c'est qu'il s'y greffa un incident qui faillit compromettre gravement l'harmonie entre le maire et le lieutenant-général. De Gourgues, après la première échauffourée, avait pris un arrêté ordonnant à l'autorité militaire de mettre des hommes à sa disposition, en cas de nouveaux troubles. Loverdo, d'humeur assez hautaine<sup>2</sup>, trouva l'ordre fort peu protocolaire, enjoignit à ses subordonnés de n'en tenir aucun compte, et de se conformer exactement au décret impérial du 14 décembre 1810 qui réglait les relations des diverses autorités. Le maire, sans en parler à Tournon, porta plainte directement aux ministres. Cela fut, pour Loverdo, l'occasion d'un blâme de la part de Gouvion-Saint-Cyr qui le « blessa extrêmement<sup>3</sup> » et qui menaçait d'établir une « mésintelligence » fort dangereuse à l'ordre public. — Tournon dut employer toute son habileté de médiateur entre ces deux hommes « qu'il estimait et qu'il aimait<sup>4</sup> », pour étouffer ces germes de dissension. En leur prouvant que les mesures avaient été « inconsidérément prises des deux parts<sup>5</sup> », il vint à bout de guérir ces amours-propres froissés, et pour la fête du roi, le 25 août, tous trois parurent souriants dans la tribune municipale du Grand-Théâtre, et donnèrent ainsi au public attentif la preuve « de leur parfait accord<sup>6</sup> ».

tementale et 30 gendarmes, on a l'ensemble des moyens de répression mis à ma disposition et à celle du maire pour contenir une ville immense, remplie d'étrangers de toutes les nations. » *Arch. de Gévelard*, lettre du 22 septembre 1817 à Decazes. — Sa réclamation demeura sans résultat.

1. *Arch. de Gévelard*, lettre du 7 octobre 1817 à Decazes.

2. « On a cru remarquer, écrivait Lainé à Tournon, dans la vivacité du général, une disposition à rabaisser l'autorité municipale, et c'est le Ministre de la guerre qui a fait l'observation que le beau caractère du général avait quelque chose de difficile. » *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de Lainé, 10 novembre 1817.

3. Lettre de Tournon à Decazes, 22 septembre 1817, citée. — Gouvion-Saint-Cyr avait passé du ministère de la marine à celui de guerre le 12 septembre de cette année-là.

4. Même lettre.

5. *Id.*

6. *Id.*

Quelques mois plus tard et nonobstant ces rigueurs, les désordres allaient recommencer sur le petit théâtre des Variétés, rendez-vous habituel des révolutionnaires et de tout ce que la ville comptait de « taré<sup>1</sup> ». — A l'occasion de l'anniversaire du 12 mars, célébré chaque année en grande pompe à Bordeaux, on y joua un vaudeville intitulé : *Le Bouquet du Roi*. Une partie du public applaudit aux couplets qui sont en l'honneur du monarque; mais beaucoup de spectateurs gardent un silence significatif. Le lendemain, les royalistes, pour se venger de cette froideur et accentuer leurs ordinaires ovations, redemandent ces mêmes couplets. Aussitôt, le tumulte éclate violent : « Non, non, à bas!... bis!.. », et il faut faire évacuer la salle au milieu d'un épouvantable « charivari ». — Mêmes scènes pour deux autres pièces, à quelque temps de là : *Victorine ou la Fille guerrière* et *L'enfant du régiment*. Dans cette dernière, les libéraux applaudissent avec transport tous les refrains patriotiques, ou ceux qui peuvent s'appliquer, même de loin, « au fils de Buonaparte<sup>2</sup> ». Le directeur avait même revêtu l'enfant d'un habit bleu et blanc, couleurs auxquelles l'imagination du public, tout comme les policiers secrets de Decazes en leurs rapports, ajoutait facilement du rouge! D'où, manifestations et contre-manifestations fort bruyantes. La police municipale se montra encore, dans cette circonstance, d'une faiblesse et d'une apathie à désespérer Tournon qui en manifesta son mécontentement au maire en termes virulents<sup>3</sup>. Pour couper court à ces désordres, il fit occuper militairement le théâtre aux représentations suivantes, et interdire *La Fille guerrière*, comme servant d'aliment dangereux à une « malveillance... qui tirait parti de tout<sup>4</sup> ».

Decazes dont les policiers, nous le savons, aimaient si fort à exagérer ces incidents, lui en adressa des reproches, comme s'il eût été l'unique et grand responsable. « Il est souvent difficile, répond Tournon, de prévoir l'effet que produira telle ou telle pièce... Celles qui ont excité ces désordres avaient été, l'une approuvée par Votre Excellence, l'autre jouée habituellement à Paris... Les passages applaudis avec fureur étaient loin d'être

1. Arch. Nationales, F<sup>7</sup> 9661, lettre du 16 mars 1818 à Decazes.

2. Id., lettre du 24 avril 1818 à Decazes.

3. Arch. de Gênelard, lettre du 27 avril 1818 à de Gourgues.

4. Id., lettre du 6 juin 1818, à Decazes.



répréhensibles...; applaudir n'est pas une chose défendue; comment d'ailleurs distinguer dans la foule les cabaleurs?... la police... qui ne peut pas exercer une censure plus sévère qu'à Paris, n'a pas, lorsque le désordre arrive, de puissants moyens de répression<sup>1</sup>. » — Ces propos amers avec Decazes le peinaient fort, comme aussi de constater la diminution du loyalisme chez une partie de ses administrés.

Ce qui le navrait par-dessus tout, c'était son impuissance à combattre avec efficacité les causes qui faisaient ainsi incliner vers les idées anti-royalistes une certaine classe de Bordelais. Il voyait autour de lui l'opinion publique travaillée et tirillée avec acharnement dans les sens extrêmes, ultra et révolutionnaire, sans qu'il pût légalement s'y opposer. La période des faux bruits, grâce surtout aux claires et précises nouvelles répandues chaque semaine par la *Feuille du Dimanche*, avait pris fin pour la Gironde. Quelques rumeurs alarmantes passaient bien encore à travers le département : évasion de Bonaparte<sup>2</sup>, grave révolte à Lyon, « cent duels entre officiers de l'ancienne et de la nouvelle armée », invasion de l'Est par les Autri-

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre au même, 16 mai 1818. — Il lui rappelle ailleurs que c'est sur son ordre qu'il a rendu le manuscrit de la pièce de *La Fille guerrière* qu'il n'avait d'abord pas voulu laisser jouer.

2. Une prétendue proclamation de l'Empereur datée de Philadelphie, au peuple américain, eut, à cet époque, un assez grand succès auprès de ses fervents : « Je ne suis plus aujourd'hui, disait-il, comme au temps où l'Europe admirait la France et ses guerriers...; si votre valeur veut seconder mes intentions, elles seront bientôt remplies et rendront le brillant hommage qui est dû à vos guerriers et à des hommes qui savent vivre et mourir pour la prospérité de la patrie... Et bientôt la Grande-Bretagne aura des comptes à rendre aux puissances qu'elle n'a cessé d'envier et qu'elle cessera de vouloir dominer. »

Signé : « NAPOLÉON. »

Une note finale portait cet appel : « Français, on refuse à nos députés la liberté de la presse; terrassons cette meute sanglante qui veut prolonger nos souffrances, et continuer l'horrible projet de vous asservir sous le poids de la captivité. Aux armes ! Aux armes ! » — *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, copie envoyée par le secrétaire de préfecture Barennes pour le préfet en congé, 29 décembre 1817.

Au milieu de 1818, un négociant « très sérieux » avertit même Tournon qu'il se préparait, selon lui, à la Nouvelle-Orléans, et à Mobile (où Clauzel et Lefebvre-Desnouettes étaient occupés d'un grand établissement de culture; *Arch. Nationales*, F<sup>1</sup>° III Gironde 9, lettre de Tournon à Lainé, 12 mai 1818) une expédition considérable dont le but était secret. « Cette expédition, disait-il, dirigée par des bannis français, paraît devoir se composer de plusieurs bâtiments très bons voiliers... On a le projet de tenter avec cette petite escadre de surprendre l'île Sainte-Hélène. » (*Arch. de Gène-*

chiens<sup>1</sup>...; elles disparaissaient sans laisser de trace, tel un nuage dont l'ombre glisse sur la campagne. Il est même à remarquer que leur néfaste influence y disparut plus tôt que dans la plupart des autres contrées de la France. En 1822, lorsque Tournon sera nommé préfet à Lyon, il trouvera son département comme submergé par une avalanche de nouvelles absurdes, et devra combattre énergiquement leurs funestes effets. Et dans le début même de l'année 1817, Lainé lui fait savoir qu'elles courent encore le royaume entier, et débordent par delà ses frontières : « Tous les agitateurs de l'Europe ne sont occupés qu'à répandre partout de fausses nouvelles, écrit-il; l'Angleterre en est particulièrement inondée. C'est à l'aide de mensonges multipliés qu'on a espéré exciter des troubles en France. On sait que, dans l'anxiété des esprits et l'avidité des imaginations, les oreilles de la crédulité s'ouvrent aux récits les plus extravagants et les plus bizarres<sup>2</sup>. »

Mais les faux bruits, dans la Gironde, ont cédé la place aux *brochures politiques* et aux *pamphlets*. Il en sort de partout qui attisent le feu des disputes, et laissent croire aux ultras que la France va périr si l'extrême-droite ne revient pas aux affaires, et aux révolutionnaires que tout est perdu si la gauche ne prend point le gouvernement. Tournon ne peut que constater le mal, énumérer ces libelles, s'en plaindre avec amertume, et s'étonner que rien ne soit tenté au centre pour éviter à la province semblable invasion. Les écrits du colonel Fabvier et du lieutenant de police Sainneville contre le général Canuel qui étalent aux regards du public les scandaleux conflits des divers pouvoirs, à l'occasion de la révolte de Lyon, « sont recherchés avec une grande avidité, et renversent les idées des hommes les plus honorables<sup>3</sup> ». La « Bibliothèque historique » où tout ce qui peut discréditer le pouvoir royaliste est mis au grand jour, le journal *La Minerve* (qui venait de remplacer le *Mercur*e interdit) par lequel les libéraux flagellent sans retenue les moindres fautes du gouvernement, se passent de mains en mains; il arrive jusqu'à 120 exem-

*lard*, lettre de Tournon à Decazes, 27 juin 1818.) — On comprend combien de pareils bruits, lancés dans le public, y entretenait l'espoir des bonapartistes.

1. *Arch. de Gévelard*, lettre du 6 avril 1818 à Decazes.

2. *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de Lainé, 25 mars 1817.

3. *Arch. de Gévelard*, lettre du 12 mars 1818 à Lainé.

plaires à la fois de ce dernier<sup>1</sup>. La brochure enflammée de Fiévée, « qui épouvante tous les amis de la monarchie », est vendu par les libraires, sous le manteau, « en grande quantité, à un prix très élevé<sup>2</sup> ». Les diatribes de Lanjuinais et de Chateaubriand sont envoyées « jusqu'au fond du Médoc<sup>3</sup> ».

A tout cela, il faut joindre quantité de moindres écrits, « l'infâme<sup>4</sup> » *Moniteur royaliste*, *le Furet*, *le Cri du peuple*, *l'Homme gris* de Féret, qui chante les gloires napoléoniennes en les opposant à la honte actuelle de l'invasion, *le Père Michel*, « si propre à ramener les paysans aux idées de 1792<sup>5</sup> »; et tous ces libelles venimeux que les réfugiés de Bruxelles ont mille moyens de faire pénétrer partout. C'est un « déchaînement de presse<sup>6</sup> » d'autant plus dangereux qu'il garde l'attrait du nouveau et l'appât du scandale. Il semble que plus on approche de ce moment si désiré et hâté par le noble duc de Richelieu, la libération du territoire, plus la fureur et les hypocrites attaques des opposants augmentent. « Ces écrits ont déjà fait beaucoup de mal, avoue Tournon, et, selon les apparences, ce mal deviendra chaque jour irréparable<sup>7</sup>. »

Et comment l'arrêter? Ces libelles n'arrivent jamais par la poste, mais sont apportés par des courriers spéciaux, des voyageurs particuliers, des colporteurs des départements voisins, et surtout par les conducteurs de diligence<sup>8</sup>. On les lit avidement, on les commente avec passion dans les clubs et les cabinets littéraires qui vont se multipliant dans Bordeaux<sup>9</sup>. La librairie Couderc, « point de réunion des révolutionnaires », est la principale source d'où se répandent en mille directions tous ces pamphlets qui « infectent » l'opinion publique<sup>10</sup>. Or, Tournon ne trouve rien, ni dans les lois, ni dans les instructions ministérielles, qui lui permette de sévir contre ces foyers de propagande anti-gouvernementale. Il ne peut que s'étonner de voir les hommes de talent écrire tous pour un côté ou pour l'autre des opinions

1. Même lettre.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre du 18 mars 1818 à Decazes.

3. *Id.*, 90<sup>e</sup> rapport, 2 février 1818, cité.

4. *Arch. de Gênelard*, lettre du 21 mars 1818 à Decazes.

5. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, 99<sup>e</sup> rapport, 2 mai 1818.

6. *Id.*, 95<sup>e</sup> rapport, 22 mars 1818.

7. *Arch. de Gênelard*, lettre du 12 mars 1818 à Lainé, citée.

8. Lettre à Decazes du 21 mars, citée.

9. Même lettre.

10. *Id.*

extrêmes, et pas un seul pour le parti modéré<sup>1</sup>; et c'est avec mélancolie qu'il formule ses désirs à ce sujet, qu'il insiste pour que l'on prenne, en haut lieu, et rapidement, des mesures « propres à répandre et à faire goûter des journaux sages, tels que le *Publiciste* ou le *Spectateur* ». Encore n'a-t-il pas d'illusion : « la modération de tels écrits ne leur fait guère espérer la vogue<sup>2</sup> ». Heureusement, la classe entamée de la population bordelaise ne comptait point parmi la plus éclairée, la plus riche, la meilleure, celle qui donnait le ton. Les opposants se recrutaient uniquement — quelques rares négociants et les exagérés, « fort bruyants mais fort diminués », mis de côté — dans la classe des petits marchands, des rentiers de moyenne fortune, de quelques intellectuels, et dans ces bas-fonds de populace interlope qui grouille dans toute grande cité cosmopolite<sup>3</sup>. Les autres, les armateurs, les riches propriétaires, les principaux négociants, tous ces intrépides laborieux, amis de l'ordre, aimaient à suivre leur préfet sur ce chemin des opinions gouvernementales, illustrées alors par les grands Bordelais Ravez et Lainé; et nous voyons Tournon constater, avec une immense satisfaction, que cette classe des hommes modérés inexistante à son arrivée, devient chaque jour « plus nombreuse et plus confiante en ses forces ».

Au reste, si des éléments multiples concouraient à pervertir, selon lui, l'opinion publique, d'autres agissaient en sens inverse pour la ramener dans la bonne voie. — Quelques visites d'hommes illustres vinrent, en ce printemps de 1818, donner un dérivatif calmant à la curiosité populaire. Le premier de ces voyageurs fut l'Infant don Francisco qui retournait à Madrid<sup>4</sup>. Tournon l'avait connu à Rome, lors du séjour de Charles IV en cette ville. Il voulut donc lui faire une réception digne de son nom, et lui offrit un logement à la préfecture. Le prince préféra séjourner dans une toute modeste auberge. « En vain, dit le préfet, je lui proposai d'aller au spectacle, de visiter les monuments, les promenades, les églises...; il ne voulut rien entendre, et passa la journée enfermé avec un

1. 90<sup>e</sup> rapport, cité.

2. 95<sup>e</sup> rapport, cité.

3. Cf. *Arch. de M. le duc d'Audiffred Pasquier*, longue lettre de Tournon à Pasquier, 7 décembre 1819.

4. Il arriva à Bordeaux le lundi 27 avril, et repartit le 28. — Cf. *Bulletin Polymathique*, t. XVI, p. 180; et *Mémorial* du 28 avril 1818.



moine et quelques serviteurs<sup>1</sup>. » Le peuple bordelais, « fort spirituel<sup>2</sup> », se montra singulièrement offusqué de cette absence de curiosité ; et lorsque don Francisco partit, il lui témoigna, pour sa froide et dédaigneuse attitude, tout son mécontentement. Il souffrait de voir « si abâtardi » un rameau de la maison de Bourbon. « Ce pauvre prince, ajoutait Tournon, d'une laideur repoussante, de manières les plus communes, est d'ailleurs d'une excessive médiocrité<sup>3</sup>. »

Peu après le départ du « sauvage infant », arriva le duc de Gloucester, neveu de Georges III<sup>4</sup>. Ce prince, « d'une belle figure, d'une taille forte et élevée », faisait un contraste parfait avec don Francisco, moins encore par ses nobles manières que par sa curiosité de voir et de s'instruire<sup>5</sup>. Il passa trois jours à examiner la ville et ses environs ; il avait entendu vanter l'administration de Tournon, les travaux du pont, la tenue des établissements de bienfaisance. Ces derniers excitèrent son admiration au plus haut degré<sup>6</sup>. En Anglais avisé, « *il ne laissa aucun recoin sans le visiter*, questionnant sur tout avec un intérêt marqué<sup>7</sup> ». Tournon, qui désirait voir les relations commerciales avec la Grande-Bretagne reprendre leur activité d'autrefois, se plut à lui montrer sa ville préfectorale sous son meilleur jour, et lui servit de Mentor dans toutes ses courses.

Le troisième visiteur fut Bentham, père de l'illustre philosophe Jérémie. Il avait passé sa vie au service de la Russie, en qualité d'ingénieur, et arrivait muni de chaudes recommandations<sup>8</sup>. Aux offres empressées de Tournon, il répondit en demandant seulement une grande cour pour loger ses voitures. « Mais vous ne voulez donc pas que je vous conduise au meilleur hôtel ? » répliqua le préfet. — « Non, dit Bentham, je ne loge jamais sous un toit, mais je couche et je vis dans mes voitures<sup>9</sup>. »

1. *Mémoires inédits*.

2. *Id.*

3. *Id.*

4. Il arriva le 6 août 1818. Cf. *Mémorial* du 7 août 1818 et suiv.

5. *Mémoires inédits*.

6. Cf. *Arch. de Gévelard*, lettre de Tournon à Lainé, 12 août 1818, et *Mémorial* du 12 août. « Il avait, dit ce journal, témoigné d'une grande admiration pour les établissements de charité. »

7. *Mémoires inédits*.

8. Cf. *Mémorial*, cité,

9. *Mémoires inédits*.

Et en effet, il fit ranger ses trois chariots dans un enclos indiqué, et s'y établit pour plusieurs jours. Sa femme, ses filles, « charmantes personnes », ses fils, ses gens, « tout vivait, mangeait, s'habillait, couchait dans des voitures disposées à cet effet, comme une horde de tartares<sup>1</sup> ». Tournon qui fut les visiter, se laissa captiver par le charme de la conversation de Bentham, « homme très spirituel et très instruit<sup>2</sup> ». Mais les Bordelais, gens pourtant fort difficiles à étonner, trouvèrent tout de même étrange ce singulier campement<sup>3</sup>.

C'étaient là de menus incidents, propres surtout à fournir aux désœuvrés « un innocent aliment pour leurs conversations de cafés » ; la nouvelle de la libération du territoire produisit une impression beaucoup plus forte. Elle fit une réaction salutaire au pessimisme d'un grand nombre, et causa une joie profonde chez tous les vrais patriotes. « Le départ des étrangers, écrit Tournon, a ramené les gens de biens, et imposé un silence, au moins momentané, aux alarmistes de toute couleur<sup>4</sup>. » Ensuite, le beau succès de l'emprunt contracté par le gouvernement durant l'été de 1818 excita une vive satisfaction. « Dans une ville toute livrée aux intérêts positifs, on juge plus volontiers sur des chiffres que sur des discours » ; aussi l'affluence des prêteurs, le haut prix auquel ils acceptèrent la rente, et les bénéfices réalisés, développèrent-ils à Bordeaux « une confiance qui ne s'était, dans aucune autre occasion, aussi complètement montrée<sup>5</sup> ». Enfin, les magnifiques travaux qui s'accomplissaient alors, la construction du pont, la démolition du Château-Trompette, la réparation des routes, la réorganisation géniale des hospices, orientaient les esprits loin des récriminations de politiciens désœuvrés, vers une saine atmosphère d'activité et de nobles efforts.

Aussi Tournon, malgré les souffrances et les soucis d'une trop longue disette, malgré la violente poussée à Bordeaux vers les idées « subversives », se plait-il à reconnaître lui-même que ces deux années 1817 et 1818 formèrent une période éminemment féconde pour le département, la plus intéressante de

1. *Mémoires inédits.*

2. *Id.*

3. *Id.*

4. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, 400<sup>e</sup> rapport, 12 mai 1818.

5. *Id.*, 403<sup>e</sup> rapport, 12 juin 1818. 

son administration dans la Gironde : « Tout concourt, disait-il, à rendre cette époque remarquable. Le peuple trouve du travail dans une foule d'entreprises..., les grands travaux qui s'exécutent ou se projettent dans le département, excitant des intérêts divers, occasionnent une forte fermentation dans les esprits, qui les éloigne des spéculations politiques, les ramène vers des intérêts positifs ; de toutes parts, des projets sont conçus... Je n'ai qu'à me féliciter de ma position ; j'ai contribué à exciter dans le public le désir de faire des entreprises utiles..; toutes ces opérations rendent mon administration animée, intéressante, et j'ai l'espoir que quelque souvenir honorable s'y rattachera <sup>1</sup>. »

1. *Arch. du Verger*, lettre de Tournon à sa mère, 11 mai 1818.

## CHAPITRE IV

### LE MINISTÈRE DESSOLLES-DECAZES

La démission du cabinet Richelieu surprend et contriste profondément Tournon. — On avait voulu le nommer Ministre de la police; ses réflexions à ce sujet. — Ses amis essayent de le rassurer. — Ses craintes relatives à Decazes; leurs causes; premières escarmouches en 1817. — Les « tracasseries » du Ministre de la police recommencent plus fortes. — Tournon ne peut les supporter et part brusquement pour un voyage dans les Pyrénées. — Sa rencontre avec Lainé qui l'encourage. — Etat des esprits à son retour à Bordeaux; leur fermentation. — Les journaux de Bordeaux; le *Mémorial*, la *Ruche d'Aquitaine*, l'*Indicateur*, la *Tribune*; leurs attaques. — Troubles suscités par les libéraux aux « Feux » de la Saint-Jean; Tournon les réprime vigoureusement. — Visite de Cambronne à Bordeaux; manifestations des libéraux. — Tentatives diverses d'associations secrètes; les vieilles associations royalistes. — Craintes qu'elles donnent aux ministres.

Cette profonde et tout intime satisfaction de notre préfet allait subir un temps d'éclipse, et même de recul, sous le gouvernement de Decazes. L'année 1819 commença pour lui « sous de fâcheux auspices<sup>1</sup> ». Il apprit, avec une extrême surprise, le changement total du ministère Richelieu, et ne comprit d'abord rien à un si « ténébreux mystère<sup>2</sup> ». Cet événement imprévu porta même dans Bordeaux « l'anxiété à son comble<sup>3</sup> ». Comment le roi s'était-il donc « séparé d'hommes qui venaient de délivrer la France des étrangers », et qui, pendant trois ans, avaient « fait front aux plus grands embarras qui puissent accabler un pays<sup>4</sup> » ? L'étonnement se changea vite en profonde contrariété. Les meilleurs amis de Tournon, ceux qui avaient en lui la plus

1. *Mémoires inédits*.

2. *Arch. de M. de Barante*, lettre à Barante, 3 janvier 1819.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, 123<sup>e</sup> rapport, 2 janvier 1819.

4. *Arch. de M. le Duc d'Audiffred Pasquier*, lettre à Pasquier, 2 janvier 1819.



« entière confiance<sup>1</sup> », Richelieu, Lainé, Molé, Pasquier, Roy, quittaient le pouvoir. Il voyait arriver à leur place des hommes qui ne le connaissaient pas, comme Dessolles, Louis, de Serres; les deux qui restaient, Gouvion-Saint-Cyr et Decazes, penchaient vers les libéraux, et de plus, entre ce dernier et lui, existait de vieille date une « méfiance » réciproque. Seul Portal lui témoignait estime et dévouement; c'était bien peu. Tournon prévoyait aussi que la machine gouvernementale allait s'aiguiller du côté gauche et, par cette manœuvre, lui créer de graves ennuis dans Bordeaux; car il se disait fermement résolu, pour son compte, à ne pas changer d'une ligne son plan de conduite: « Vous me connaissez assez depuis quinze ans, mandait-il à Barante, pour savoir que je ne fléchirai devant rien<sup>2</sup>. »

Un autre sujet d'étonnement lui vint d'apprendre qu'il avait été sérieusement question de lui pour une combinaison ministérielle, et qu'on avait voulu le déplacer. Dans les longs pourparlers et les tentatives infructueuses auxquels se livra le duc de Richelieu, vers la fin de 1818, pour refondre son ministère après la nomination de Decazes comme ambassadeur à Saint-Petersbourg<sup>3</sup>, il fit offrir le portefeuille de la police à Tournon<sup>4</sup>. Notre préfet s'en défendit vivement, objectant qu'il ne pouvait accepter, dans les circonstances actuelles surtout, la police pour laquelle il ressentait « la plus grande répugnance »; fort peu convaincu de l'utilité de ce ministère, il se serait « cru un abus<sup>5</sup> ». On n'insista pas. Mais, dans le courant de janvier, il fut proposé pour la préfecture de Lyon. Decazes qui venait de destituer ou de changer seize préfets, dont celui des Landes, aurait vu avec grand plaisir Tournon quitter Bordeaux. Il ne se montrait à son gré ni assez souple envers lui, ni surtout assez complaisant pour sa famille. La réponse du préfet revêtit une forme catégorique: qu'on l'enlève à la Gironde, il démis-

1. *Mémoires inédits*.

2. Lettre à Barante, 3 janvier 1819, citée.

3. Cf. PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 272.

4. Cf. *Mémoires inédits*; lettre à Barante, 3 janvier 1819, citée. — Le bruit de cette nomination prit tellement de consistance dans Paris que même les journaux étrangers l'annoncèrent. La *Gazette de Bayreuth*, du 10 janvier 1819, en parla en ces termes: « La *Gazette d'Augsbourg* annonce, d'après sa correspondance privée de Paris, que le Comte de Tournon, préfet de Bordeaux, est désigné pour la place de Directeur général de la police du royaume. »

5. *Mémoires inédits*.

sionnait immédiatement. « Au point où j'en suis, écrivait-il à son ami Barante, une permutation ne peut être une récompense. N'ai-je pas ici quatre ans d'expérience des hommes et des choses? N'ai-je pas lentement acquis estime et confiance? N'ai-je pas un ensemble de vues administratives mises en partie à exécution? C'est donc ici que je puis utilement servir...; ailleurs, j'aurais à refaire mon étude des hommes et des choses, à courir tous les hasards d'un apprentissage, à me voir peut-être en proie à la *Bibliothèque historique* ou aux *Lettres Normandes*, et cela à quarante ans, après treize ans de fonctions publiques..., je recule devant l'idée de commencer une troisième fois...; ici, je servirai comme je l'ai fait jusqu'à ce jour, par attachement à mon roi, à mon pays, à nos institutions, sans ambition d'honneurs ni d'argent<sup>1</sup>. » Qui lui eût annoncé alors que, dans trois ans, presque jour pour jour, il se verrait moralement obligé d'accepter cette fameuse préfecture de Lyon, l'eût bien étonné! Mais devant ce refus formel, le ministère le laissa tranquillement à Bordeaux. « Non seulement on vous permettra, lui mande Portal pour le rassurer, au besoin on vous priera, de finir les travaux que vous avez commencés et que nul autre ne pourrait diriger avec autant de sérieux<sup>2</sup>. »

Ses craintes restaient quand même très vives sur la nouvelle orientation politique qu'il prévoyait dans le ministère, et le contre-coup qu'en recevrait l'esprit public dans son département. En vain ses amis voulurent-ils le rassurer: « Le nouveau ministère est ami de l'ordre et de la monarchie<sup>3</sup> », lui affirme Lainé; « la dissolution du dernier ministère n'aura aucune conséquence facheuse<sup>4</sup> », ajoute Pasquier, et Barante s'efforce de le convaincre que si « les ministres actuels ont concouru à défendre le roi contre des amis imprudents, passionnés ou légers; ils sont bien unis pour le défendre contre ses ennemis<sup>5</sup> ». Tour-

1. *Arch. de M. de Barante*, lettre à Barante, 28 janvier 1819.

2. *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de Portal, 4 février 1819.

3. *Id.*, lettre autographe de Lainé, 4 janvier 1819.

4. *Id.*, lettre autographe de Pasquier, 13 janvier 1819.

5. *Id.*, lettre de Barante (sans date, mais des premiers jours de janvier 1819): « Je conçois l'anxiété que vous avez dû éprouver pendant douze jours, lui dit encore Barante, de vous trouver en quelque sorte sans ministère. Cependant, tout marchait assez doucement, ce qui prouve bien que la grande masse des Français ne soupire qu'après le repos. Supposez un instant une quarantaine d'écrivains de moins, ou tombant

non, qui voit sur place les espérances que la composition du nouveau ministère a fait naître chez les révolutionnaires bordelais, et qui peut lire les articles de la *Minerve*, Tournon demeure inquiet. Le gros point noir pour lui, c'est l'omnipotence de Decazes, à la fois Ministre de l'intérieur et chargé de la police, par conséquent, chef direct de toute l'administration préfectorale.

Car — et Tournon le savait bien — Decazes, tout en l'estimant ne l'aimait pas. En dehors des divergences politiques et des opinions différentes que l'un et l'autre maintenaient avec une égale intransigeance, il y avait la très délicate question de la famille Decazes, à Libourne. Parce qu'elle était alliée au grand favori, elle se croyait digne d'honneurs particuliers, et se montrait « singulièrement exigeante ». Le père, « qui avait une détestable réputation, avoue Tournon, prétendait à une influence que je ne pouvais lui laisser prendre; de là, mille tracasseries<sup>1</sup> ». Or, pour étendre cette « influence » des siens, Decazes, surtout quand il devint Ministre de l'intérieur en 1819, couvrit de largesses l'arrondissement de Libourne, et s'y fit « de nombreux obligés », à tel point que cette partie de la Gironde sembla échapper, un moment, à l'autorité directe du préfet<sup>2</sup>. De magnifiques écuries sont construites pour vingt étalons de choix, à Libourne; une école d'Enseignement mutuel, capable de contenir trois cents enfants, est établie; la façade de l'église est entièrement reconstruite; une société d'agriculture, largement dotée, s'est fondée en 1818... à Libourne; de la petite propriété qu'il avait près de Guîtres, au Gibeau, Decazes fait un vaste domaine, et construit un magnifique château; il y emploie 200 ouvriers et 500 000 francs par an<sup>3</sup>... Quelle différence avec la manière d'agir toute simple et impartiale de Lainé! Certes, le préfet applaudit de tout cœur à ces bienfaisantes largesses qui sèment l'aisance dans le pays, et s'efforce de les étendre au reste du département; mais c'est

tout à coup en paralysie; ajoutez à cela la condition que les hommes qu'on appelle *ultra-royalistes* aient le sens commun, et renoncent à l'idée qu'eux seuls sont destinés à soutenir le trône et à gouverner la France, et je puis vous affirmer que notre situation cesserait bientôt d'alarmer. »

1. *Mémoires inédits*.

2. Cf. *Arch. de Gévelard*, lettres du 27 juin 1820 à Siméon, et du 8 octobre 1820 à Mounier.

3. Cf. BERNADAU, *Tablettes*, t. IX, p. 653.

trop *exclusivement pour Libourne*, devenu fief intangible et fermé du ministre omnipotent, et c'est aussi trop de luxe en un temps de misère. « Cet arrondissement, depuis longtemps, est soumis à une influence autre que celle de l'administration<sup>1</sup> », écrira, même après la chute du favori, Tournon à Mounier; et quand viendront les élections de 1820, il aura beaucoup de peine à y reprendre pied pour combattre le candidat libéral, soutenu par tout le clan des créatures de l'ex-ministre.

Nous avons déjà constaté de vives escarmouches entre le ministre et le préfet, à propos de l'affaire Randon et de la révolte de 1817. Or, vers la fin de cette année-là, les choses en étaient arrivées à un degré de mésintelligence si aigu, que Tournon fit exprès le voyage de Paris, afin de s'en expliquer nettement avec Decazes. Il parvint à régler momentanément, à l'amiable, les questions en litige. Selon lui, des conseillers « mal choisis et trop écoutés<sup>2</sup> » influaient beaucoup sur la manière cassante du Préfet de police. L'étoile de « l'intrigant ministre » brillait alors de son plus bel éclat; Tournon, comme preuve, en cite un fait typique. A une audience particulière que Louis XVIII lui accorda, il ne vit qu'un seul tableau dans le cabinet du roi, et ce n'était ni le portrait de la reine, ni celui de Louis XVI ou d'un autre membre de la famille: il représentait le duc Decazes<sup>3</sup>!

1. Arch. de Gênelard, longue lettre de Tournon à Mounier, 8 octobre 1820.

2. *Mémoires inédits*.

3. *Id.*, les détails que donne Tournon dans ses *Mémoires* sur Decazes sont précieux à recueillir: « M. Decazes est grand, dit-il, bien fait, agréablement tourné; ses traits sont réguliers et gracieux, ses yeux fort beaux, et l'expression de sa physionomie spirituelle. Un peu de fatuité s'y montre avec une certaine hauteur, fille de l'habitude de l'autorité; et sa conversation, assez animée, n'est remarquable que par une grande assurance. Ses connaissances, sans être étendues, sont variées, et semblent plus le fruit de l'expérience et de l'usage du monde et des affaires que d'études sérieuses... Louis XVIII avait besoin d'aimer, et il préférait pour favori un homme qu'il avait créé à un homme déjà considérable. Aussi, M. Decazes exerça un pouvoir absolu sur lui. Il le voyait plusieurs fois par jour, et lui écrivait dans les intervalles. On croit qu'il lui donnait beaucoup d'argent; du moins, sa dépense dépassait de beaucoup son traitement. Il tenait une maison énorme, avec une table presque ouverte, et des réunions où se pressaient les hommes et les femmes de tous les rangs. Les grands seigneurs attachés à la Cour y étaient surtout assidus; car, de lui, dépendaient toutes les grâces. Le bon et simple Duc de Richelieu était loin d'avoir le même entourage... Mais à mesure que cette faveur se



Les « tracasseries » allaient reprendre plus aiguës sous le nouveau ministère. Decazes lui supprima d'abord, sans indiquer le motif, les fonds primitivement accordés pour frais de police : il jugea que ses agents secrets pouvaient suffire à la besogne<sup>1</sup>. Tournon l'avertit qu'il n'en continuerait pas moins à lui rendre « un compte fidèle de tout<sup>2</sup> ». Et de fait, ses rapports hebdomadaires apprennent au ministre les déplorables résultats que produisent sur l'esprit public et la tranquillité de sa bonne ville de Bordeaux toutes les mesures tendant à favoriser le parti libéral : le rejet de la proposition Barthelemy et la création de soixante nouveaux pairs, entrée fort imprudente, selon lui, dans la voie téméraire des expédients, l'entier octroi de la liberté de la presse, remède qu'il juge trop violent pour la convalescence du pays non encore assez avancée, bref, cette grande poussée vers la gauche qu'inaugure le ministère Dessolles. Elle exaspère les ultras, « plus ardents que jamais<sup>3</sup> », inquiète tous les modérés amis de Tournon, et ne satisfait même pas les libéraux « dont l'audace et l'insolence » vont croissant. Durant quatre années le préfet les a protégés contre les vengeances des royalistes exagérés; « se sentant les plus forts », et soutenus par Decazes, ils oublient ces services et se retournent contre lui<sup>4</sup>. « Cependant, dit celui-ci, je voulais aussi défendre la royauté et les royalistes contre eux<sup>5</sup>. »

Ces constatations et ces remontrances ne servent qu'à irriter la susceptibilité du ministre qui trouve mille manières de le faire sentir à Tournon. Un congé pour raison de santé que notre préfet demande au début d'avril n'est accordé que le 23 août<sup>6</sup>. Le compte rendu annuel sur les diverses parties

développait, la haine de la famille royale croissait avec celle des courtisans. Il fallut donc beaucoup d'adresse à M. Decazes pour se maintenir... Pendant sa faveur, il me parlait un jour de sa sortie du ministère. — « Mais vous y êtes pour longtemps », lui dis-je. — « Moi, répondit-il, j'en sortirai et j'y rentrerai dix fois ! » Depuis ce moment, je n'ai plus eu croyance dans la fortune de M. Decazes, à moins que la fatuité ne fût le premier titre aux biens de l'inconstante déesse. »

1. Arch. de Gênelard, lettre du 12 mars 1819 à Decazes.

2. Même lettre.

3. *Mémoires inédits*.

4. *Id.*

5. *Id.*

6. Arch. Nationales, F<sup>1b</sup> II Gironde 6, lettre du 9 avril 1819. « Je vous

de l'administration du département, exigé par la circulaire du 7 mars 1818, devient l'objet d'amères critiques de la part de Decazes. « Au lieu des observations utiles, des vues étendues et des aperçus nouveaux que je croyais y rencontrer, lui écrit-il, je n'ai trouvé presque partout qu'une énonciation sommaire de faits, qu'une courte analyse dégagée de toutes considérations particulières, et très peu propre, par conséquent, à m'éclairer<sup>1</sup>. » Sans un mot d'éloge pour les admirables travaux en voie d'accomplissement, il trouvait encore que l'instruction publique, les chemins vicinaux, le recrutement, laissaient « beaucoup à désirer<sup>2</sup> » dans la Gironde, et volontiers, il en eût fait Tournon seul responsable. A des remarques, justes en somme et assez modérées, que le préfet lui adressa sur le renvoi de 10 élèves du Collège royal, en mai 1819, Decazes répliqua par une lettre volontairement dure et blessante<sup>3</sup>. Mais plus qu'à ces blâmes directs, le préfet se montrait sensible à l'atmosphère générale de malveillance dont témoignait toute la correspondance du ministre, à « ces petites contrariétés qui blessent vivement celui qui a le sentiment de sa droiture, et qui a été habitué à obtenir l'entière confiance de ses chefs<sup>4</sup> ».

Lui, si friand de louanges et de bonne renommée, et conscient de les mériter, se voir ainsi suspecté, contrecarré par son supérieur immédiat ! Il n'y tient plus, et vers le milieu d'août, après avis préalable et sec à Decazes, part brusquement pour un voyage dans les Pyrénées<sup>5</sup>. Son but était de réfléchir en paix, loin du tourbillon des affaires, sur la situation présente et « s'il ne devait pas démissionner sans retour<sup>6</sup> ». Il visita successivement Pau, les Eaux-Bonnes, Cauterets, Barèges,

prie d'observer, disait Tournon, que depuis le mois de juillet 1815 où je suis rentré en fonctions je n'ai demandé qu'un congé d'un mois. »

1. *Arch. Nationales*, F<sup>1c</sup> III Gironde 9, lettre de Decazes à Tournon, 10 août 1819.

2. *Id.*

3. Cf. pages 517 et 618.

4. *Mémoires inédits*.

5. *Id.*

6. *Id.* Il faut bien reconnaître, d'après ces détails précis et les incidents déjà relatés, que Decazes ne déploya pas, envers Tournon du moins, « ces qualités de savoir-faire, de serviabilité, de bonne grâce, qui furent toujours ses principaux moyens d'action (?) », comme l'assure son historien, M. Ernest Daudet. Cf. *Louis XVIII et le Duc Decazes*, p. 316.

Bagnère-de-Bigorre, Bagnère-de-Luchon, et parcourut ainsi toute la chaîne des Pyrénées, « en dessinant et en faisant des observations<sup>1</sup> ». — A Barèges, il rencontra Lainé, fidèle au rendez-vous. Les conseils de cet illustre et bienveillant ami lui furent très salutaires en la circonstance. Il lui persuada de patienter encore, montrant à des symptômes évidents que le ministère se verrait bientôt contraint de faire machine en arrière. L'événement donna vite raison à l'éminent homme d'État. Tournon se laissa facilement convaincre, et « après un oubli total des choses d'ici-bas<sup>2</sup> », il s'en revint à Bordeaux, le 14 septembre.

Il y trouva les esprits en proie à une singulière fermentation. Jamais, depuis les mauvais jours de 1815, il n'avait vu autant de regards haineux échangés entre les diverses classes de ses administrés. Seulement, les rôles étaient renversés. Alors, il lui fallait contenir les ultras dans leurs menaces contre les révolutionnaires, menaces peu dangereuses au reste, car elles se bornaient à de grandiloquentes déclamations. Maintenant, il devait les garantir à leur tour contre les libéraux beaucoup plus déterminés dans leurs projets de vengeance<sup>3</sup>. Les fameuses soirées de la Préfecture et les jeux de cartes à partenaires « rouges et blancs » ne suffisaient plus à maintenir la bonne harmonie parmi les classes élevées.

Depuis la loi sur la presse, les journaux venaient quotidiennement attiser le feu des colères, avec d'autant plus d'efficacité qu'ils ne craignaient pas de s'attaquer aux personnes, à la vie privée, et de piquer la curiosité publique par l'attrait des scandales. Une véritable fureur de « lecturomanie<sup>4</sup> » s'empara vers cette époque des Bordelais — Les ultras avaient à leur dévotion *le Mémorial* et *la Ruche d'Aquitaine*. *Le Mémorial*, de

1. *Mémoires inédits*. Tournon avait le crayon facile et vigoureux. Il a laissé de nombreux et jolis dessins, en particulier sur le Lyonnais, le Vivarais et l'Auvergne, sur Bayreuth et ses environs, sur Rome et le département du Tibre... Pour la Gironde, il reste de lui : vue de la Teste et des Dunes, en venant de la mer (ébauche); Lormont, près Bordeaux (ébauche); Le château de Montaigne (à la plume, achevé); vue de la Tour dans laquelle était le cabinet de Montaigne; Citadelle de Blaye, vue du fleuve; et quelques autres ébauches.

2. *Mémoires inédits*.

3. *Arch. de M. de Barante*, lettre à Barante, 1<sup>er</sup> octobre 1819. Dans les *Souvenirs* du Baron de Barante, elle est datée faussement du 1<sup>er</sup> janvier 1819, t. II, p. 352.

4. BERNADAU, *Tablettes*. t. IX, p. 619.

beaucoup le plus répandu des journaux de Bordeaux — il avait 1300 abonnés et tirait à 1400 exemplaires, autant que tous les autres réunis<sup>1</sup> — suscita plus d'une fois la colère de Decazes, par des articles à tendance exagérée<sup>2</sup>, et qui valurent à son directeur, Lavigne, de sévères remontrances de la part de Tournon. Peu à peu, sous l'influence de ce dernier qui en fit son journal officiel, le ton du *Mémorial* devint plus modéré, et après la refonte du ministère, en novembre 1819, il accepta de marcher bien en harmonie avec la Monarchie constitutionnelle<sup>3</sup>. Mais précisément à cause de cette teinte moins exagérée, il perdit « beaucoup d'abonnés<sup>4</sup> ». Un extraordinaire engouement portait alors le public vers les écrits les plus violents de droite et de gauche, à l'exclusion des autres. « Dans nos provinces, avoue Tournon, un journal modéré reste sur la table, et on s'arrache toutes les torches qui sont lancées par les deux partis<sup>5</sup>. » Ce fut la *Ruche d'Aquitaine*<sup>6</sup> qui remplaça le *Mémorial* dans la faveur des ultras. D'abord « constitutionnel », le journal d'Edmond Géraud se jeta dans la lutte pour soutenir les idées exagérées, et riposter aux feuilles de gauche.

Celles-ci menaient le combat avec un entrain endiablé. *L'Indicateur*<sup>7</sup>, organe principal des libéraux, avait comme

1. *Arch. de Gévelard*, longue lettre de Tournon à Decazes sur les journaux de Bordeaux, 30 juillet 1819. Le premier numéro du *Mémorial* parut le 19 mars 1814. Le prix des abonnements était de 50 francs par an pour Bordeaux et de 65 pour le dehors. Editeur, Lavigne; Bureaux, porte Dijon, n° 7. Le *Mémorial* avait cessé de paraître du 1<sup>er</sup> avril au 22 juillet 1815.

2. En particulier pour les élections de 1816. Cf. *Arch. de Gévelard*, lettre autographe de Decazes, 17 septembre 1816.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre du 27 novembre 1819 à Decazes.

4. Lettre du 30 juillet à Decazes, citée.

5. *Arch. de M. de Barante*, lettre à Barante 1819 (sans autre date; la fin en est perdue).

6. Le premier numéro parut le 1<sup>er</sup> juillet 1817. Rédacteurs : Ed. Géraud et J.-B. Soulié. Mêmes prix que *L'Indicateur*. Bureaux, Fossés du Chapeau-Rouge, n° 14.

7. *L'Indicateur* avait comme propriétaire l'imprimeur Coudert. Il tirait à 800 exemplaires, avec 700 abonnés. Le prix en était de 52 francs par an pour Bordeaux; et 64 francs pour le dehors. Bureaux : rue Saint-Rémy, n° 14. Tournon dit de lui : « M. Coudert avait d'abord eu la pensée de faire un journal moins hostile au gouvernement; mais les propriétaires du cautionnement ont exigé qu'il devint, dans le Midi, l'écho des journaux révolutionnaires de Paris. » Lettre du 30 juillet 1819 à Decazes, citée. — *L'Indicateur* avait cessé de paraître du 22 septembre 1815 au 1<sup>er</sup> septembre 1818. Son premier numéro parut le 23 septembre 1804.



mission spéciale d'enregistrer leurs pétitions<sup>1</sup>. Car c'était alors la manie, chez les mécontents du régime, au lieu et place des faux bruits ou des pamphlets, de *pétitionner* pour ou contre tout, pour le rappel des bannis, pour l'entier octroi de la liberté de la presse, contre tout changement à la loi électorale, contre toute violation de la Charte... Les libéraux bordelais usaient largement de ce procédé, et *l'Indicateur*, « toujours avide de désordre<sup>2</sup> », défendait avec âpreté les idées du parti, répétant et même amplifiant les articles du *Constitutionnel*. Tournon, plus d'une fois, trouva qu'il dépassait vraiment les bornes, et voulut même le déférer au procureur du roi pour une phrase par trop suggestive : « afin, disait la feuille, d'éviter encore une fois de se lever toute en arme, la France fera retentir, s'il est besoin, ses supplications légitimes jusqu'au pied du trône constitutionnel<sup>3</sup> ». Après réflexion, les poursuites n'eurent pas lieu : on risquait, dans l'état des esprits, un acquittement beaucoup plus dangereux que le silence.

Quelques jeunes gens cependant, riches et ne manquant pas d'esprit, en particulier Philipon, fils d'un négociant de ce nom, Fonfrède et Ducos, fils des Girondins guillotins à la Convention, jugèrent le ton de *l'Indicateur* encore trop modéré à leur guise, et fondèrent *la Tribune*<sup>4</sup>. Ils placèrent leur journal sous la protection de Benjamin Constant, et pour être eux-mêmes à l'abri des poursuites possibles, lui donnèrent comme éditeur un « homme de paille », le sieur Pujos<sup>5</sup>. Ils se firent une spécialité des articles de « politique locale et hargneuse<sup>6</sup> », des attaques personnelles qui, dans une ville où tout le monde se connaissait, faisaient monter à son paroxysme la fureur des partis<sup>7</sup>.

En dehors de ces quotidiens, des écrits violents et nombreux circulaient dans le clan révolutionnaire, lus et commentés avec passion, et que les bonapartistes irréductibles ou

1. Arch. Nationales, F<sup>7</sup> 9661, lettre du 27 novembre 1819 à Decazes.

2. Arch. de Gênelard, lettre du 30 décembre 1819 à Decazes.

3. Arch. Nationales, F<sup>7</sup> 9661, lettre de Tournon à Decazes, 27 novembre 1819. Cf. *Indicateur* du 27 novembre.

4. *La Tribune de la Gironde*. Éditeur Pujos. Prix des abonnements pour Bordeaux 48 francs par mois ; pour le dehors 60 francs. Bureaux : fossés du Chapeau-Rouge, n° 2. Le premier numéro parut le 2 décembre 1819.

5. Arch. de Gênelard, lettre du 2 décembre 1819 à Decazes.

6. Arch. Nationales, F<sup>7</sup> 9662, 3<sup>e</sup> rapport, 22 mars 1820.

7. A côté de ces journaux quotidiens, il y avait encore, comme

les vieux Jacobins avaient mille manières de répandre et de dissimuler. L'un d'eux, venu en droite ligne de Paris, porte ces mots : « Si M. Bavoux n'avait pas été acquitté, nous étions 12.000 français tous disposés à commencer le branle dans la capitale. Vous ne bougez pas plus que des *Termes* dans votre Bordeaux. Il y a pourtant de la besogne, et même plus qu'ailleurs<sup>1</sup>. » Un autre, apporté de Grenoble, lance cette proclamation : « Cent mille poignards sont prêts; ouvrez les yeux et proclamez sous peu la République, ou vous êtes perdus... Aux armes<sup>2</sup> ! » — Que pouvait faire Tournon contre de pareilles « torches » et contre la fureur des journaux, que redoubler de vigilance, prêcher le calme, constater l'animosité croissante des partis, et... avertir le ministre avec tristesse et amertume ?

Lorsque, à ces batailles d'idées, à ces querelles de presse, se joignaient des actes publics de désordre, notre préfet se trouvait plus à l'aise pour agir vigoureusement. Or, le petit clan très actif, très résolu des « ultras-libéraux », ne manquait aucune occasion d'en susciter. — Suivant l'usage des provinces méridionales, la veille de la Saint-Jean était célébrée, à Bordeaux, par des feux allumés dans les rues. A ce plaisir très innocent se joignait un abus qui, de tout temps, avait appelé l'attention des magistrats : on jetait dans le feu des pétards et des fusées, au risque de blesser les spectateurs ou d'incendier les maisons voisines. Cette année-là, devant la fermentation générale des esprits, Tournon défendit de se livrer à ce jeu dangereux, et fit appuyer son arrêté par des détachements de troupes et de gendarmerie. Loind'obéir, des jeunes gens du *Cercle Bonafé*, tous libéraux militants, lancèrent leurs pétards non seulement sur les feux, mais encore sous les pieds des chevaux et parmi les feuille politique, mais irrégulière, le *Journal des Théâtres*, sorte de contre-épreuve des *Lettres normandes*, qui paraissait environ une fois par semaine.

Les imprimés non politiques étaient :

I° *Affiches, annonces et avis divers*. Éditeur, Castillon; bureau, rue du Parlement-Saint-Pierre, 17.

II° *Bulletin Polymathique* du Muséum d'Instruction publique de Bordeaux. Éditeur, Rodrigues; bureau, allées de Tourny, n° 42.

III° *L'ami des Arts*, journal littéraire, d'agriculture et des théâtres. Éditeur, Sazerac; bureau, place Puypaulin, n° 41; il fut continué par *l'Abeille Bordelaise*, 1<sup>er</sup> octobre 1820. Cf. BERNADAU, *Tablettes*, t. IX, p. 739.

IV° *La Corne d'Abondance*, ouvrage poétique et récréatif rédigé par Meste Verdié. Bureau, ruy Pount-long, n° 14.

1. Arch. de Gênelard, lettre du 9 août 1819 à Decazes.

2. Id., lettre du 28 décembre 1819, au même.

soldats. Il en résulta un violent tumulte, avec cris, insultes de la population aux troupes et aux gendarmes qui furent même assaillis de coups de pierres. Cela valut à Tournon de nouveaux reproches de la part de Decazes, et une lettre assez vive du baron Curto, commandant par intérim la 11<sup>e</sup> division. Ce dernier lui enjoignait de protéger mieux ses soldats contre les injures des habitants <sup>1</sup>. Le préfet ordonna une enquête minutieuse, demanda au procureur « un exemple sévère <sup>2</sup> » contre les perturbateurs, fit emprisonner plusieurs jeunes gens, et fermer pour quinze jours le *Cercle Bonafé* <sup>3</sup>. Toutes ces mesures de rigueur n'étaient guère susceptibles de ramener la concorde qu'il désirait tant.

Une autre circonstance fortuite lui permit de constater le revirement rapide — heureusement superficiel — qui s'était opéré dans l'esprit populaire, et le courant d'insubordination qui traversait, malgré lui, les têtes bordelaises. Ce fut la visite du général Cambronne, en octobre 1819. Les libéraux mirent tout en œuvre pour lui faire un triomphe, et dénombrer leur forces à cette occasion. *L'Indicateur* prit d'abord soin d'appeler sur lui l'attention par des éloges dithyrambiques <sup>4</sup>. Dès son arrivée, bon nombre d'officiers à demi-solde se réunirent et allèrent le visiter en corps. Chaque soir, la foule excitée par ceux dont ces manifestations servaient la cause, se portait devant son hôtel pour lui donner des sérénades et crier à pleins poumons : « Vive Cambronne ! Vive la Garde ! » On espérait l'acclamer au théâtre, et des jeunes gens avaient formé le projet d'y chanter, en son honneur, une cantade dont le refrain se terminait par le fameux mot de Waterloo. Le général, sachant que Tournon se préparait à l'interdire, — car « elle n'aurait pas été du goût de tout le monde <sup>5</sup> » — eut le bon esprit de n'y point aller. Ces ovations, du reste, lui plaisaient fort, et il aimait à redoubler les vivats et les applaudissements, en paraissant sur son balcon. Il ne fit de visites qu'au lieutenant général, et ne parut ni chez

1. Arch. de Gévelard, lettre du 28 juin 1819 au baron Curto.

2. Id.

3. Du balcon de ce cercle, des jeunes gens avaient crié : « A bas les soldats ! à bas les gendarmes ! Le peuple ne doit pas souffrir qu'on le tyrannise ainsi ! » Tournon ajoute : « Ce cercle est d'ailleurs fort bien composé, et les négociants les plus estimables y sont inscrits. » Arch. de Gévelard, lettre du 8 juillet 1819 à Decazes.

4. Arch. de Gévelard, lettre du 30 octobre 1819 à Decazes.

5. Arch. de Gévelard, 152<sup>e</sup> rapport, 2 novembre 1819.

le préfet, ni chez le maire, ne donnant audience qu'à des « bonapartistes » très prononcés<sup>1</sup>.

Le dernier soir avant son départ, les libéraux résolurent d'organiser une grandiose manifestation avec musique et cantate, sous ses fenêtres. La foule, attirée en outre par le côté pittoresque du spectacle et le charme d'une soirée magnifique<sup>2</sup>, se porte en nombre immense vers la demeure de Cambronne. Des jeunes gens exaltent encore les échauffés, et encouragent les timides, en chantant des couplets guerriers dont le refrain se termine par ces mots : « *Le Français meurt, mais ne se rend pas.* » A onze heures, les musiciens donnent leur cantate, avec tout l'accompagnement de vivats, d'applaudissements, de cris prévus par les libéraux. Quelques timides « *Vive le roi!* » se font entendre; ils sont vite étouffés par les clameurs adverses, et des royalistes notoires, reconnus aussitôt, se voient obligés de crier malgré eux : « *Vive Cambronne!* » Ils n'ont d'autre consolation que de s'en aller faire de leur côté une petite manifestation, avec sérénade, devant la porte de ce bon de Marcellus, qui ne peut comprendre ce que lui vaut pareil honneur! Et Tournon reconnaît, avec mélancolie, qu'ils sont fort peu nombreux. Où donc est le temps des indicibles ovations à la duchesse d'Angoulême, alors qu'on eût châtié sur l'heure tout cri dissonant? Notre préfet sait bien que ce sont là des caprices de « populace » inconstante, que les Bordelais ont un goût très vif « pour la nouveauté », joint à un penchant inné pour la « résistance au pouvoir » établi, qu'ils ne sont, au fond, nullement méchants; il juge tout de même le contraste un peu violent, et avoue que jamais encore depuis la Restauration, les libéraux ne s'étaient si ouvertement affichés<sup>3</sup>.

Leur activité ne se bornait pas toute à ces manifestations de surface; ils agissaient avec méthode en vue d'un but éminemment pratique: les futures élections de 1820<sup>4</sup>. Quelques-uns des plus déterminés formèrent l'une de ces associations secrètes qui commençaient alors à enlacer la France d'un vaste réseau, sous l'impulsion du Comité central de Paris. Ils voulaient choisir d'avance leurs candidats, et travailler l'esprit

1. *Id.*, lettre du 9 novembre à Decazes.

2. 152<sup>e</sup> rapport, cité.

3. *Id.*

4. Cf. *Arch. de Gênelard*, lettre du 23 juillet 1819 à Decazes.



en leur faveur. Le premier désigné fut Jay de Guitres, rédacteur de la *Minerve*. Le moyen de se reconnaître entre affiliés était curieux : donner à la main droite le petit doigt gauche et porter l'index droit à la bouche <sup>1</sup>. Chez plusieurs se révélait une véritable mentalité d'anarchiste. L'un d'eux n'alla-t-il pas jusqu'à proposer de mettre le feu aux principaux quartiers de la ville, et profiter de la confusion qui en résulterait pour égorger les magistrats <sup>2</sup> ! Certes, l'extravagance du projet ne le rendait guère redoutable : il montrait pourtant à quel degré de farouche détermination on était très vite parvenu, dans un certain milieu. Tournon dispersa ce noyau dangereux, mais demeura triste et inquiet.

Non contents de se réunir eux-mêmes en associations, les libéraux s'appliquaient à tirer parti de celles que les royalistes avaient formées autrefois pour le rétablissement de la monarchie, et dont certaines existaient encore à l'état embryonnaire. L'une d'elles, en particulier, composée d'environ 400 hommes, avait eu comme chef de Gombault, riche propriétaire et capitaine de gendarmerie destitué par Bonaparte, Landié, lieutenant de la même arme, également destitué, et un nommé Bergerac, ancien maître d'école, « musicien de bas-tringues » et assez mauvais sujet <sup>3</sup>. Le danger de ces associations ne permettait pas alors d'être bien difficile sur le choix des hommes qui en faisaient partie. Des certificats signés par les officiers étaient distribués aux divers membres, qui les gardaient comme témoignage de leur dévouement et d'un droit à récompense. Or, un assez grand nombre de ces certificats étaient demeurés par hasard entre les mains de Bergerac. Les libéraux eurent vent de la chose, et plusieurs d'entre eux, se disant royalistes convaincus, obtinrent facilement de ces certificats <sup>4</sup>. Aussitôt, de graves rumeurs de conspirations, d'enrôlements, de réunions secrètes des ultras, auxquels on prête les « plus horribles projets <sup>5</sup> », courent par tout Bordeaux... Les libéraux parviennent même à découvrir, soi-disant, une nouvelle association, et pour preuve, on apporte à Tournon le billet par lequel

1. *Id.*, lettre du 8 juillet 1819 à Decazes, citée.

2. *Arch. de Gévelard*, 145<sup>e</sup> rapport, 22 août 1819.

3. *Id.*, longue lettre du 4 avril 1819 à Decazes.

4. *Id.*, lettre de Tournon au procureur du roi, 4 avril 1819.

5. *Arch. de Gévelard*, lettre de Tournon au Ministre de la guerre, 8 avril 1819.

un certain capitaine Badin convoquait ses affiliés en conciliabule privé<sup>1</sup>.

Il devenait urgent de couper court à de pareils bruits, dangereux surtout en un tel moment. Le préfet fit donc arrêter Bergerac, Landié et un sous-officier de la Légion de la Gironde, Joanny, qui avait eu, autrefois, le titre de sergent-major de la compagnie secrète, et venait de délivrer un des fameux certificats<sup>2</sup>. Après d'assez longs débats, les prévenus furent acquittés, sauf Bergerac retenu pour dettes. Le seul grief relevé contre eux se bornait à des plaintes sur « la faiblesse des ministres », à la promesse de distribuer des armes quand il serait temps, pour se défendre des *Buonapartistes*<sup>3</sup> ! Quant à la convocation de Badin, après interrogatoire et enquête, on prouva que la réunion n'avait d'autre but que d'entretenir, à perpétuité, un drapeau blanc, et de le placer chaque dimanche sur la tour Saint-Michel, en mémoire du 12 mars. Depuis ce jour fameux, 49 individus<sup>4</sup> « de la classe ouvrière » s'assemblaient pour se cotiser, et entretenir leur drapeau en bon état. Rien d'illícite dans ce culte du souvenir ; aussi Tournon se borna-t-il à dissoudre la société sans opérer d'arrestation<sup>5</sup>. — Mais des événements allaient se produire qui devaient d'abord obliger Decazes à se rejeter du côté droit, et le faire tomber ensuite sous un flot de colères.

1. *Arch. de Gênelard*, lettre de Tournon au procureur du roi, 17 mai 1819.

2. *Id.*, lettre du 18 avril. De Gombault fut mis hors de cause, parce qu'il prouva n'avoir jamais distribué de certificats depuis 1815, et ne plus s'être occupé activement de l'association.

3. *Arch. de Gênelard*, lettre du 28 mai 1816 à Decazes.

4. *Id.*, lettre du 9 mai. Tournon donne les noms.

5. Tournon n'écrivit pas moins de 14 longues lettres à Decazes ou au Ministre de la guerre sur les tentatives d'associations en ce temps-là.

Il est vraiment curieux de constater à quel point ces bruits de formation de sociétés secrètes émouvaient alors l'opinion qui toujours leur prêtaient de sinistres desseins, et combien le gouvernement les redoutait. Lainé avait déjà prescrit à notre préfet de bien veiller sur ce sujet délicat, et Decazes ne cessa de lui recommander une inflexible rigueur pour combattre toute tentative analogue. L'idée de la Révolution, si fortement hostile aux associations et qui voulait ne rencontrer devant elle que « de la poussière d'individus », persistait toujours vive.

En annonçant au préfet qu'à Toulouse on enrôle, moyennant salaire, avec seule obligation de porter sur soi une cocarde verte, Lainé lui envoie quelques agents spéciaux, « afin, dit-il, d'éviter à notre ville même le désagrément d'être accusée de devenir, selon le langage qu'on tient déjà, le lieu d'une *conspiration royaliste*. » *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de Lainé, 11 avril 1818.

## CHAPITRE V

### LES ÉLECTIONS DE 1819.

#### L'ASSASSINAT DU DUC DE BERRY.

#### LA LOI ÉLECTORALE DE 1820.

#### LA NAISSANCE DU DUC DE BORDEAUX.

### LES ÉLECTIONS DE 1820.

- I. — Joie des libéraux bordelais devant le résultat des élections de 1819. — Exaspération des ultras; douleur et... inertie des modérés. — Tournon va travailler à « fusionner » ces deux partis. — Effet que produit le remaniement ministériel. — Colère des libéraux à l'annonce de la modification de la loi électorale de 1817.
- II. — La nouvelle de l'assassinat du duc de Berry à Bordeaux; détails inédits que donne à Tournon le comte Amédée de Pastoret. — Vif mouvement de colère; manifestations. — Tournon obligé de lutter contre des projets de vengeance. — Les libéraux se ressaisissent vite. — Le changement de ministère ne satisfait personne; effets produits par l'annonce des lois d'exception; Tournon se plaint de la « mollesse » du cabinet; le « volcan espagnol ».
- III. — Effervescence à Bordeaux durant la discussion de la loi électorale. — Émotion qu'y suscite la nouvelle des troubles de Juin à Paris; inquiétude des ministres; précautions de Tournon. — Le vote de la loi calme instantanément les esprits.
- IV. — Allégresse que suscite chez tous les royalistes la naissance du duc de Bordeaux. — Proclamation de Tournon. — Unanimité, au moins apparente, des sentiments; scènes renouvelées de 1815. — Superbe fête donnée par la Chambre de commerce. — Le berceau du « Petit duc » et Mme « Anniche ».
- V. — Conseils des ministres à Tournon en vue des élections de 1820. — Il fait la visite entière du département; certitude qu'il en rapporte d'une élection royaliste dans 3 collèges d'arrondissement. — Difficultés pour le choix des candidats à Libourne. — La bataille s'annonce chaude et douteuse à Bordeaux; candidature de Balguerie Junior. — Démarches de Tournon en faveur de Ravez. — Malencontreux article de *la Ruche d'Aquitaine*; exaspération des libéraux; les duels; manœuvres conciliatrices de Tournon. — Grand succès des royalistes aux collèges d'arrondissement. — Devant la certitude d'élections ultras au collège de département, Tournon s'en désintéresse. — Les résultats.

Le premier de ces événements fut les élections de 1819. Les libéraux bordelais se montrèrent particulièrement enchantés de leur résultat général<sup>1</sup>. Ils calculaient que, de cette allure, avant deux ans, le gouvernement serait aux mains de leur parti<sup>2</sup>. Nous les avons vus se préparer d'avance, avec une admirable ardeur, à celles qui devaient renouveler, en 1820, toute la députation de la Gironde. Sous la poussée vers la gauche, du ministre Dessolles, leur nombre s'était accru au chef-lieu de manière à former un bon tiers des électeurs<sup>3</sup>. S'ils ne possédaient pas encore sur leurs adversaires l'avantage du nombre, ils avaient celui, bien grand, de « l'uniformité de vue et de l'harmonie des efforts<sup>4</sup> ». Vieux révolutionnaires, fils de Girondins, petits marchands qui gagnaient jadis plus qu'alors au système du Blocus continental, militaires sans emplois, étudiants avides de nouveautés, « jeunes étourdis qui voulaient secouer le joug du gouvernement pour échapper à celui de leurs parents<sup>5</sup> », tout cela formait un bloc d'une parfaite cohésion. Ils ne prenaient même plus la précaution de dissimuler leur haine à la branche aînée des Bourbons, et leur désir d'un changement de régime.

En face d'eux, exaspérés par de tels espoirs que soulignait une joie bruyante, les ultras se disposaient à soutenir chaudement leurs candidats. Mais ils étaient les moins nombreux, et l'appui des constitutionnels leur devenait absolument nécessaire. Ces derniers, profondément affligés par les succès des libéraux, par le scandale de l'élection du régicide Grégoire, par l'audace croissante des révolutionnaires qui « compromettaient leurs intérêts les plus chers<sup>6</sup> », manquaient encore, même en face d'un péril grandissant, de cette énergie, de cette initiative, cause première de tout succès, en matière d'élection. « Modérés par raison et par caractère, amis du repos et de la paix autant pour eux-mêmes que pour la France, disait d'eux le

1. Sur les 54 députés élus, 35 en effet appartenaient au côté gauche, 15 au centre et 4 à droite. Cf. Pasquier, *Mémoires*, t. IV, p. 308.

2. *Arch. de M. le Duc d'Audiffret Pasquier*, lettre confidentielle de Tournon à Pasquier, 7 décembre 1819.

3. Même lettre.

4. *Arch. de Gévelard*, lettre du 21 octobre 1819 à Decazes. Le brouillon autographe s'en trouve aux *Arch. d'Arilly*.

5. Lettre à Pasquier, 7 décembre 1819, citée.

6. Même lettre.



préfet, ils se laissent trop facilement abattre<sup>1</sup> », ne savent pas se réunir, et ont besoin d'un appui. Dans un tel état de choses, Tournon comprit vite que l'unique moyen de lutter contre les libéraux résidait dans la fusion étroite de ces deux classes de royalistes, et en démontra au ministre l'évidente nécessité<sup>2</sup>. Le choix des candidats n'était pas moins important. Il fallait des noms susceptibles de réunir sur eux toutes les voix des modérés, celles des ultras non irréductibles, et même celles des libéraux à demi-teinte. Pour cela, Tournon résolut de porter seulement deux parmi les députés existants, Lainé et Ravez, de remplacer les autres par Desfourniels, Daniel Guestier, de Martignac, et d'agir vigoureusement en leur faveur, bien que par « des efforts tout à fait secrets<sup>3</sup> ».

Sur ces entrefaites, arriva le changement d'une partie du ministère : Dessolles, Saint-Cyr, le baron Louis, les trois qui inclinaient vers la gauche, donnèrent leur démission, devant la volonté nettement indiquée par Decazes de combattre ouvertement le parti libéral. Ils étaient remplacés par des hommes qui appréciaient et aimaient Tournon : Pasquier aux Affaires étrangères, Roy aux Finances et le général de Latour-Maubourg, son ami d'enfance, rappelé de l'ambassade de Londres pour être mis à la Guerre. Événement très heureux pour lui, et qui allait lui rendre confiance en l'avenir, tranquillité dans son administration, et le mieux armer contre les révolutionnaires. L'influence immédiate s'en manifesta dans le ton et la manière d'agir des partis. Parmi les royalistes exagérés, beaucoup et des plus influents, tels que Dussumier-Fontbrune, sortirent de leur inutile et même périlleuse intransigeance pour soutenir le gouvernement et se rallier aux modérés, sous les encouragements empressés de Tournon<sup>4</sup>. Seuls, quelques têtus se cantonnèrent dans une farouche opposition, parce qu'ils ne voyaient pas, dans le nouveau ministère, « certain noms qui, à leurs yeux, représentaient la monarchie tout entière<sup>5</sup> ». Les constitutionnels applaudirent hautement, tandis que les libéraux témoignèrent d'une violente indignation.

1. Même lettre.

2. Lettre à Decazes du 21 octobre 1819, citée.

3. Même lettre.

4. *Arch. de Génelard*, lettre du 23 novembre 1819 à Decazes.

5. Lettre à Pasquier, 7 décembre 1819, citée.

C'était beaucoup moins le remaniement ministériel en lui-même, que l'annonce d'une modification certaine à la loi électorale de 1817 qui passionnait les esprits, à Bordeaux comme dans la France entière. Chose digne de remarque, la classe des modérés, tout en désirant « une loi plus monarchique, et qui donnât plus d'influence à la grande propriété territoriale et industrielle<sup>1</sup> », attachait un tel prix à l'inviolabilité de la Charte, qu'elle craignait un changement, même avantageux, et un « précédent<sup>2</sup> » susceptible d'être invoqué un jour contre la monarchie. Chez les libéraux, cette annonce produisit un véritable « déchainement de fureur<sup>3</sup> » ; elle « a mis le feu partout<sup>4</sup> », avoue Edmond Géraud. Ils s'attachaient à la loi électorale d'alors « comme au fondement de leurs espérances », au palladium sacré et intangible de leurs libertés, et auraient « sacrifié la charte entière à sa conservation<sup>5</sup> ». Ils ajoutèrent leurs pétitions à cette pluie d'écrits collectifs qui tombèrent alors par milliers sur la Chambre, et qui protestaient, en termes souvent injurieux, contre tout changement à la loi électorale de 1817. Ils avaient déjà « pétitionné » en mars pour l'octroi de l'entière liberté de la presse, et obtenu la signature de sept à huit négociants honorables ; cette fois, devant les démarches de Tournon, et « malgré toutes leurs manœuvres, ils ne gagnèrent pas un seul membre de la Chambre de commerce, et ne purent montrer que des noms obscurs<sup>6</sup> ».

\*  
\* \*

L'assassinat du duc de Berry vint imposer une trêve brusque, mais courte, à ces luttes de partis. Tournon l'apprit le matin

1. Le commerce, en particulier, salua avec beaucoup de confiance l'arrivée au pouvoir de Roy. — Dès la première nouvelle du changement de ministère, des ordres furent passés en Bourse pour l'achat de 150 000 francs de rentes sur l'État. — Lettre à Decazes, 22 novembre 1819, citée.

2. « Le respect de la Charte doit être porté selon eux *jusqu'à la superstition* », écrivait Tournon. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9662, 1<sup>er</sup> rapport à Mounier, 2 mars 1820.

3. Lettre à Pasquier du 24 novembre, citée.

4. *Arch. de M. Meller* ; *Mémoires d'Edmond Géraud*, année 1819, p. 62. C'est à ce propos qu'il cite le mot inédit de Talleyrand qu'il trouve « très remarquable » : « Le roi est le bâton de vieillesse de la Révolution, et M. Decazes tuera la royauté avec ce bâton-là ! »

5. Lettre de Tournon à Pasquier, 7 décembre 1819, citée.

6. *Arch. de Gévelard*, 166<sup>e</sup> rapport, 12 décembre 1819.

du 17 février par une lettre confidentielle du comte Amédée de Pastoret<sup>1</sup>. La nouvelle du forfait se répandit dans Bordeaux vers midi, et les détails en furent connus aussitôt, par la réimpression à la main des journaux de Paris. La consternation, générale d'abord, fit place presque immédiatement à un très vif mouve-

1. *Arch. de Gênelard*, lettre autographe, 14 février 1820. — Elle est d'autant plus intéressante que le comte de Pastoret fut un témoin oculaire du triste événement : « ...Mon cher Camille, écrit-il, ces détails ne sont que pour vous ; mais ils pourront vous servir à rectifier ce que diront les autres. Hier au soir, à 11 heures 1/4, Mme la Duchesse de Berry sortait de l'Opéra, et Monseigneur le Duc de Berry, qui y restait encore, était descendu pour la mettre en voiture ; il venait de refermer lui-même la portière, quand un homme, nommé Louvel, s'est précipité sur lui, et, en lui appuyant la main gauche sur l'estomac, lui a donné, de derrière, un coup de poignard au-dessous du sein droit. Le Prince n'a pas cru tout d'abord être frappé ; mais au bout d'un moment, si court que la voiture n'était pas partie encore, et que César de Choiseul qui était de service auprès de lui s'élançait pour courir après l'homme, sans savoir jusqu'à quel point il était coupable, il a porté la main sur sa poitrine, et, en trouvant le poignard, il s'est écrié : « Je suis assassiné ! » Mme la Duchesse a pensé se précipiter de la voiture ; on l'en a empêchée et le Prince, appuyé sur elle et sur M. de Clermont qui était descendu derrière lui, a été transporté dans une petite chambre étroite de l'administration de l'Opéra. Il a demandé au même instant son père et les secours de l'Église.

« Le peu de gentilshommes ou d'aides de camp qui se sont trouvés là se sont précipités, ou pour porter cette funeste nouvelle, ou pour remplir le désir qu'il exprimait. Quelques chirurgiens subalternes sont d'abord arrivés qui l'ont saigné à trois reprises. M. le Duc et Mme la Duchesse d'Angoulême, M. le Duc et Mme la Duchesse d'Orléans, M. le Duc de Bourbon et le Ministre de l'intérieur sont arrivés tout de suite. Je suis accouru aussi alors, et nous avons eu dans ce moment, en lavant le sang dont il était couvert, quelque espérance qui paraissait fondée. Dupuytren et Dubois sont arrivés plus tard. Il n'est resté alors dans la chambre que Monsieur, M. le Duc d'Angoulême, Mme la Duchesse d'Angoulême, Mme la Duchesse de Berry et les personnes nécessaires au service, et depuis une heure jusqu'à six, nous sommes restés à la porte de cette chambre dans une anxiété que vous pouvez concevoir. Un peu avant six heures, on croyait trouver du mieux ; la blessure, quoique profonde de quatre pouces, paraissait rendre du sang. Des vomissements assez forts avaient amené des aliments et point de sang, ce qui prouvait la liberté de la poitrine.

« Le roi, averti par M. Decazes, était arrivé ; le poulx s'était relevé, et quoique le Prince eût voulu recevoir les sacrements, tout paraissait, au moment où le jour s'est levé, annoncer de trop heureuses espérances. — A 6 heures 1/2, les prières des agonisants se sont fait entendre, et, à travers la porte entr'ouverte, nous avons vu Monsieur et Madame, et Mme la Duchesse de Berry à genoux devant le lit : Le Duc de Berry était mort...

« L'assassin, interrogé, a montré une audace et un calme aussi horribles que son crime... »

ment de colère et de « désir de vengeance<sup>1</sup> ». Il fallut prendre des mesures énergiques pour contenir l'exaspération de la multitude, et empêcher de funestes excès. Par un mouvement rapide et « spontané<sup>2</sup> », les divers Corps judiciaires, le Conseil municipal, la Chambre de commerce, un grand nombre de propriétaires, d'avocats, de négociants, se portèrent chez le préfet pour solliciter une occasion de démontrer publiquement leurs sentiments. Elle s'offrit d'elle-même le lendemain. Dès le matin et « sans invitation », on se porta d'un commun élan à la cathédrale où un service solennel fut célébré au milieu « d'une foule prodigieuse, et qui pria dans le recueillement le plus touchant<sup>3</sup> ». Au sortir de l'église, toutes les autorités de la ville, encadrées d'un nombre immense de citoyens de toutes les classes, se rendirent processionnellement à l'Hôtel-de-Ville. Là, le préfet lut une adresse rédigée la veille par une commission spéciale; elle fut approuvée et couverte en trois heures par plus de 1300 signatures<sup>4</sup>. Les Bordelais y demandaient avec instance « des mesures fermes, pour la sûreté de la dynastie et le repos de la nation..., contre les factieux qui avaient armé l'assassin<sup>5</sup> ». « On ne peut se faire une idée, ajoute Tournon, de l'énergie qui animait cette réunion de tout ce que Bordeaux renferme de plus recommandable. Nous avons signé pêle-mêle<sup>6</sup>... » On voyait réunies par la douleur et l'indignation communes des personnes d'opinions fort diverses, et l'on n'entendait exprimer qu'un sentiment, « le désir que le roi sauvât (la France) d'une révolution nouvelle<sup>7</sup> ». Un courrier extraordinaire porta sur-le-champ cette adresse à Paris.

Tournon, en ces tristes circonstances, reconnut, avec une joie très vive, combien l'attachement à l'idée royaliste était encore vivace et profond dans le peuple, et l'inutilité des efforts des libéraux pour le déraciner, malgré des apparences parfois contraires. Cette constatation le rend presque lyrique: « Bor-

1. Arch. de M. le Duc d'Audiffred-Pasquier, lettre de Tournon à Pasquier, 18 février. Copie s'en trouve aux Arch. de Gênelard.

2. *Id.*

3. Arch. du Château du Verger, lettre du préfet à sa mère, 20 février 1820.

4. *Id.*

5. Lettre à Pasquier du 18 février, citée.

6. Lettre à sa mère, 20 février, citée.

7. Lettre à Pasquier, 18 février, citée.



deaux a offert pendant deux jours un spectacle sublime ! écrit-il à sa mère. Une grande cité entière dans le deuil et dans les larmes ; à chaque croisée pendait un drapeau noir ; les rues étaient vides, les églises remplies !... Je vous assure que je n'ai jamais ressenti autant de satisfaction d'être à la tête de cette ville toujours excellente<sup>1</sup>. » Il trouva même, devant la quasi-unanimité et la chaleur de sentiments de son excellent chef-lieu, et par comparaison, que Paris, « qui compte pour à peu près le royaume entier », demeurait « bien froid<sup>2</sup> ».

Les délais de convenance qu'on accorde toujours au deuil à peine finis, le parti exagéré prit prétexte du crime pour se livrer à un élan furibond contre ses adversaires. Tournon avoue qu'il eut, durant « toute une semaine », à lutter contre ce « qui peut s'amasser de plus haineux dans le cœur des hommes<sup>3</sup> ». Toutes les rancunes des ultras, concentrées depuis trois ans, se traduisirent en violentes menaces contre les libéraux dont ils faisaient volontiers les complices de l'assassin. « Applaudissez, vous tous qui avez appelé par vos vœux le désordre et la mort<sup>4</sup> », s'écriait *le Mémorial* ; et *la Ruche d'Aquitaine* renchérisait encore. Il y eut un moment de dangereuse exaltation. Le préfet se contenta de donner des ordres vigoureux à la garnison et à la gendarmerie, quelques conseils calmants aux plus excités, puis laissa les colères fuser toutes seules en paroles et en gestes. Jamais il ne se rendit mieux compte que dans cette occasion combien peu de gravité offraient les projets les plus sinistres des « exagérés » bordelais, lorsque de viriles résolutions venaient les contrecarrer : « Ils sont encore comme de grands enfants, écrit-il à Barante, et un rien les apaise lorsqu'un rien les irrite. Je vois, sur le petit théâtre où l'on joue devant moi, la répétition par des marionnettes de tout ce que vous voyez jouer sur la grande scène à des hommes : les exagérations, les espérances, les vengeances<sup>5</sup>. »

1. Lettre à sa mère, 20 février, citée.

2. *Arch. de M. de Barante*, lettre à Barante, 22 février 1820. Elle est publiée dans les *Souvenirs du baron de Barante*, t. II, p. 405.

3. Mêmes archives, lettre du 22 mars à Barante.

4. *Mémorial* du 18 février 1820.

5. Lettre du 22 mars, citée. — De Barante lui écrivit à cette occasion une lettre d'un pessimisme qui paraît exagéré sur l'état de Paris après l'assassinat. « ...A l'abri de la douleur, nous avons vu se déployer une véri-

Aussi, le rapide retour des libéraux à l'espoir, après leur premier saisissement, et les témoignages qu'il put bientôt en constater, l'inquiétèrent beaucoup plus que les clameurs des ultras. Ils espéraient que la branche aînée des Bourbons était bien frappée à mort, cette fois, dans sa racine. On put lire, le matin du 1<sup>er</sup> mars — date toujours fatidique — sur les murs de l'Hôtel-de-Ville, une affiche ainsi libellée : « Vive Louvel ! encore 3 Louvel, et la France est sauvée<sup>1</sup> ! » A Cadillac, la nuit après le jour où parvint la nouvelle de l'assassinat, on attacha sur la porte du bourg une branche de laurier entourée de rubans tricolores, et l'on dessina des têtes de mort sur la porte du curé<sup>2</sup>. Certes, de pareilles manifestations ne témoignaient rien contre la grande masse ; mais elles donnaient, selon Tournon, des symptômes « d'effrayante perversité<sup>3</sup> » et de terrible résolution chez certains révolutionnaires, qui retenant toute son attention.

Dans cet état d'effervescence, le changement de ministère ne contenta absolument personne. Les modérés auraient voulu Lainé à l'Intérieur, et les ultras ne lisant point les noms de Villèle et de Corbières dans sa composition le jugeaient dangereux. Seule, la retraite de Decazes causa une satisfaction générale. A droite, on le détestait depuis longtemps, et les constitutionnels reconnurent hautement que, vu la situation des esprits, « il était impossible<sup>4</sup> ». La gauche elle-même, qui avait d'abord applaudi ses tendances libérales, le vit partir d'un air d'indifférence assez méprisant. Seuls, le regrettèrent ses nombreux obligés de Libourne. Le projet et le vote des lois contre la liberté individuelle et pour la censure des journaux ne satisfit pas davantage. Certes, il y avait grande majorité d'opinion pour réclamer d'énergiques mesures de défense

table fureur. La faction opposée a été mise dans une disposition de peur qui augmentait sa haine... Le parti ultra est plus fol que jamais... Ces deux armées ennemies ont peur l'une de l'autre, mais les gens sensés ont peur de toutes deux. Il n'est pas absolument impossible qu'on se sauve : la miséricorde de Dieu est grande...! » *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe et inédite de Barante, 27 mars 1820. Cf. *Souvenirs de Barante*, t. II, p. 407, sa lettre à De Serre.

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9662, 1<sup>er</sup> rapport à Mounier, 2 mars 1820.

2. Même rapport.

3. *Id.*

4. *Id.*

contre les tentatives possibles des révolutionnaires. On voulait une nouvelle loi sur les délits de la presse « qui ne laissât pas la nation à la merci d'écrivains sûrs de trouver l'impunité devant un jury, qui ne fit pas dépendre une condamnation de l'action directe que le plus malhabile sait éviter <sup>1</sup> ».

Pourtant, le mot de *lois d'exception* déplut; la droite les avait toujours repoussées par système, depuis 1815, comme entachées de tyrannie; et le grand nombre parmi les modérés voyait avec crainte le pouvoir donné aux ministres de priver un citoyen de sa liberté; ils demandaient, au lieu de la censure pour les journaux, une loi répressive tellement forte par les peines énoncées, que les écrivains fussent « contraints à respecter la religion, la morale et les principes monarchiques <sup>2</sup> ». Le barreau bordelais se montrait unanime à reconnaître que « l'introduction du jury, dans les jugements des écrivains, est incompatible avec la répression des délits qu'ils peuvent commettre <sup>3</sup> ».

Tournon lui-même, comme les modérés et son ami Barante <sup>4</sup>, aurait voulu que le nouveau ministère fit preuve, dès le début, de plus d'énergie, mais sans avoir recours à une législation exceptionnelle. « Il faut en France, lui écrivait-il à ce sujet, beaucoup et fortement gouverner, jalonner la route de bonnes lois..., mais contraindre chacun à n'en pas sortir... Les hommes ne demandent qu'à être menés et conduits, et ils se plaignent de l'indifférence qu'on met à les diriger <sup>5</sup>. » Au lieu et place de cette vigueur qu'il jugeait si nécessaire en l'occurrence, il ne trouvait qu'incertitude et mollesse chez les ministres, et s'en plaignait vivement : « Jamais on n'a plus que lui (le ministère) laissé flotter les rênes de l'administration... Je n'ai pas encore reçu de Mounier une lettre de *direction* ; tout s'est borné à des correspondances de bureau <sup>6</sup>. » Si Decazes

1. Lettre à Pasquier, 18 février 1820, citée.

2. Rapport du 2 mars 1820, cité.

3. *Id.*

4. Cf. *Souvenirs du Baron de Barante*, t. II, p. 407 et suiv.

5. Lettre à Barante, 22 mars 1820, citée.

6. *Id.* — Mounier, auquel il se plaignit directement de ce manque de *direction*, lui répondit : « Rassurez tous ceux qui veulent vivre paisiblement sous le gouvernement véritablement libéral dont nous jouissons. Vous êtes un des préfets auxquels j'aurais cru le moins nécessaire de tracer des règles de conduite. Nous nous sommes reposés avec confiance sur votre

voulait trop, selon lui, l'obliger à suivre une voie unique et qu'il jugeait périlleuse, les nouveaux venus l'abandonnaient trop à sa propre initiative. Bref, le parti libéral qu'on voulait combattre par ces lois draconiennes, contre lesquelles il fulminait, en retirait plus d'avantages que de désagréments; il s'en paraît devant l'opinion publique comme de l'auréole des persécutés. Tournon put constater combien facilement il rebondit, à Bordeaux, de l'état de prostration où l'avait laissé la nouvelle de l'assassinat et les menaces des ultras, lorsqu'il fut évident que les lois d'exception seraient votées <sup>1</sup>. Durant leur discussion, ce parti reçut le secours d'un grand événement politique : la révolution d'Espagne était définitivement consommée, et le roi Ferdinand avait accepté, le 7 mars, la Constitution des Cortez. Puisque là, tout près, de l'autre côté des montagnes, le trône des Bourbons recevait de telles secousses, pourquoi, en France, resterait-il invulnérable à des coups bien portés? Les libéraux bordelais se le dirent tout bas, et Tournon eut à tenir grand compte de ce nouvel appoint dans leur jeu, comme à veiller sur « les étincelles qui arrivaient du volcan espagnol <sup>2</sup> ».

\*  
\* \*

Les seuls jours toutefois où les têtes à Bordeaux s'échauffèrent de manière un peu inquiétante furent ceux où se livrait à la Chambre la grande bataille des élections. Par un hasard fâcheux, le moment le plus aigu de la discussion coïncida avec les opérations du recrutement dans la Gironde <sup>3</sup>. Tournon se trouvait à l'extrémité de l'arrondissement de Lesparre, quand une dépêche de Mounier, apportée par estafette, vint lui apprendre les troubles de Paris du début de juin, en termes fort pessimistes, et lui recommander une extrême vigilance. Il revint à Bordeaux en toute hâte, et trouva sa bonne ville relativement calme; seuls des bruits « extrêmement alarmants y circulaient <sup>4</sup> ». Durant quelques jours, cependant, l'agitation des

fermeté et votre modération. » *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de Mounier, 30 mars 1820.

1. Rapport du 2 mars, cité. — Cf. *Mémoires inédits*.

2. *Arch. du Verger*, lettre de Tournon à sa mère, 10 avril 1820.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9662, 8<sup>e</sup> rapport à Mounier, 12 mai 1820.

4. F<sup>7</sup> 9662, 11<sup>e</sup> rapport, 10 juin 1820.



libéraux s'accrut au point de faire « craindre une explosion<sup>1</sup> ». Les discours des opposants à la Chambre étaient débités dans les cafés et les cercles avec « virulence », et applaudis avec des transports tout méridionaux. Celui que La Fayette prononça le 27 mai fut en particulier accueilli par de furibondes acclamations<sup>2</sup>. N'annonçait-il pas qu'il se croyait délié de son serment de fidélité au roi, puisqu'on travestissait la Charte? Et quelles paroles plus aptes à électriser de jeunes têtes, déjà mises en ébullition par leurs rêves de changements et d'indiscipline, que ces mots du célèbre général, véritable appel à la révolte, sous leur grandiloquence touffue : « Qu'on n'oblige pas les générations, en les menaçant de perdre tous les résultats utiles de la Révolution, à ressaisir elles-mêmes le faisceau sacré des principes d'éternelle vérité et de souveraine justice, principes applicables à tous les gouvernements libres<sup>3</sup>. »

Heureusement, Tournon connaissait bien le caractère bordelais; il savait les libéraux très bruyants, très excités, mais dangereux seulement quand ils avaient l'espoir de triompher... sans trop de péril<sup>4</sup>. Il se contenta de mander aussitôt du voisinage trois brigades de gendarmerie, ce qui, joint à la Garde nationale et aux troupes de ligne, lui parut suffisant pour écarter toute velléité de troubles. Comme les royalistes montraient par trop de « consternation », il fit répandre partout, afin de les rassurer, les discours des partisans de la loi, en particulier la foudroyante réplique de De Serre à La Fayette, la nouvelle du vote final et de la très énergique répression des émeutes à Paris. Cette issue de la lutte « changea en un instant la situation des choses<sup>5</sup> ». La Gauche, qui s'était vue un moment si près du triomphe, perdit de son assurance, et les partis de Droite se ressaisirent. Les menaces et les vaines tentatives des révolutionnaires, en diverses villes, suscitèrent même un mouvement prononcé du royalisme dans la Gironde.

1. *Arch. de Gévelard*, lettre du 22 juin à Siméon.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9662, 10<sup>e</sup> rapport, 1<sup>er</sup> juin 1820.

3. Cf. DABESTE, *Histoire de la Restauration*, t. I, p. 427.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9662, 12<sup>e</sup> rapport, 22 juin.

5. *Arch. de Gévelard*, lettre du 22 juin à Siméon, citée.

\*  
\* \*

La naissance du duc de Bordeaux, le 29 septembre 1820, accentua grandement ce renouveau d'espoir chez les ultras. Elle fit revivre dans la ville et tout le département les mêmes scènes de débordante allégresse que le retour de Louis XVIII, ou la visite du duc et de la duchesse d'Angoulême, en 1815. — Ce fut par un envoyé spécial du duc de Richelieu, accourant à franc-étrier, que Tournon apprit l'heureuse nouvelle<sup>1</sup>. Il en ressentit une joie vive et profonde. C'était à ses yeux, le gage de la perpétuité pour la race royale qu'il aimait, une garantie de stabilité pour la France, une protection pour la génération nouvelle, un bienfaisant stimulant pour les travaux de sa vaste administration. Et cet héritier du trône tant désiré, portait par surcroît, le nom de duc de Bordeaux, de sa bonne ville préfectorale<sup>2</sup>! Que de motifs de se montrer heureux, et comment prévoir alors que de telles espérances pussent être trompeuses? — Aussi, dès l'avis officiel, fit-il répandre cette brûlante proclamation :

#### HABITANTS DE LA GIRONDE!

« Un petit-fils de Henri IV et de Louis XIV, un fils de France vient de naître! Le ciel a donné une consolation à la veuve, une espérance à la patrie, une protection à nos enfants, un soutien à la tige des lys.

« Habitants de Bordeaux, le fils de France portera le nom de notre ville!

« Que ce beau jour voie tous les cœurs réunis dans l'amour du roi et des Bourbons, dans l'amour de notre belle France. Rendons des actions de grâce à Dieu qui conserve par un miracle cette auguste famille qui protégea nos pères, et fera la félicité de nos fils. Que tous les sentiments se confondent et que tout Français digne de ce beau nom fasse entendre le cri de Vive le Roi! Vivent les Bourbons! Vive le Duc de Bordeaux<sup>3</sup>! »

1. *Mémoires inédits.*

2. On sait que ce titre fut donné au jeune prince comme un témoignage de gratitude accordé à cette ville, par la maison de Bourbon, en mémoire de l'accueil fait, en mars 1814, au duc d'Angoulême.

3. *Mémorial* du 2 octobre 1820, n° 2239. *Ruche d'Aquitaine*, 2 octobre, n° 423.

Cette unanimité de sentiments que le préfet demandait à tous ses administrés se fit instantanée et complète. Ce qui restait d'irréductible dans le parti libéral se terra subitement<sup>1</sup>, ne gardant que les élections prochaines comme dernier et faible espoir. La nouvelle se répandit avec la rapidité de l'éclair<sup>2</sup>. Avant que les salves d'artillerie se fissent entendre, et que les tambours de la Garde nationale ne résonnassent, tout Bordeaux était en mouvement dans les rues. Comme aux jours les plus délirants de 1815, « on s'abordait sans se connaître, on se félicitait, on s'embrassait, et des gens qui ne s'étaient jamais vus se précipitaient dans les bras l'un de l'autre, tant chacun était sûr de l'unanimité des sentiments qu'il éprouvait lui-même<sup>3</sup> ». Des groupes nombreux lisaient tout haut la proclamation du préfet, soulignant chaque phrase de leurs applaudissements bruyants. « *Te Deum* » dans les églises, chants dans les rues et les cafés, danses sur les places publiques, illuminations, jeux, revues... on réédita les programmes des jours les plus enthousiastes de 1815. Il fallait bien que Bordeaux se distinguât pour célébrer dignement *son petit Duc* : qu'aurait dit la France entière si la ville du *Douze Mars* n'eût marché la première en pareille occurrence? Aussi, les fêtes ne s'arrêtèrent pas plusieurs jours et plusieurs nuits de suite<sup>4</sup>. Au Grand-Théâtre, au lieu des pièces annoncées du répertoire, on ne voulait que « des hymnes et des chants royaux<sup>5</sup> ». Le premier soir, au lever du rideau, une

1. *Mémoires inédits*.

2. *Mémorial* du 2 octobre, cité.

3. *Id.*

4. *Mémorial* des 3, 4, 5 octobre, etc.

5. Les deux couplets suivants furent particulièrement acclamés et « bissés »;

Heureux enfants de l'Aquitaine  
Unissons aujourd'hui nos voix;  
Le ciel a resserré la chaîne  
Qui nous attachait à nos rois;  
Tressons des palmes immortelles,  
Et faisons redire aux échos  
Ces mots chéris des cœurs fidèles :  
« Vive notre duc de Bordeaux. »

Toi, dont la France et notre ville  
Pleurent les malheurs inouis,  
Auguste reine, sois tranquille,  
Nous te répondons de ton fils.  
Oui, nous jurons tous de défendre  
Ce jeune héritier d'un héros.  
Le *Douze Mars* a su t'apprendre  
Que l'on peut compter sur Bordeaux.

agréable surprise avait été ménagée au public. La toile du fond, en s'écartant, laissa voir à ses regards charmés un magnifique berceau parsemé de roses. Des figures allégoriques étaient debout à côté, et semblaient veiller sur lui avec les images de Henri IV et de saint Louis.

Parmi les fêtes données en ces joyeuses circonstances, celle de la Chambre de commerce mérite une mention spéciale. Au milieu d'une des grandes salles de la Bourse, on avait figuré une vaste rade avec ses grèves, ses rochers, ses grottes et des arbres qui en couronnaient les sommets. Les bords inférieurs du rivage étaient recouverts de mousse et d'algues marines. Des vaisseaux de guerre et des bâtiments de diverses grandeurs flottaient sur un fond « qui représentait parfaitement l'azur des mers<sup>1</sup> ». Du milieu de la rade s'élevait une île où reposait le berceau royal couronné de lis, « image précieuse » sur laquelle se portaient d'abord les regards<sup>2</sup>. Tout autour de cette « ingénieuse composition », se dressait une table de 50 couverts. On avait invité les autorités civiles et militaires, et les personnages les plus considérables de Bordeaux. A l'une des croisées de la salle donnant sur la place Richelieu, un transparent représentait l'enfant royal qui présidait à la prospérité du commerce. Un port richement garni, une ville magnifique dans le lointain, des vaisseaux avançant à pleines voiles formaient le fond du tableau, tandis qu'au-dessus, la Renommée s'élançant dans les airs faisait entendre ces mots : *Illo duce quo non commercium?* « sous ses auspices, jusqu'où ne s'étendra pas le commerce? »

Une foule immense emplissait de sa rumeur et de ses joyeux vivats le quai de Bourgogne, la place Royale, la place Richelieu et même les Quinconces, dont tous les pourtours, en particulier l'hôtel de la Douane et la Bourse, y compris les navires de la rade, étincelaient de splendides illuminations. Le canon dominait par intervalles les chants et les cris, tandis que des feux d'artifice et des « fusées volantes<sup>3</sup> » complétaient le pittoresque du spectacle. Rarement les Bordelais jouirent de plus joyeuse et plus belle soirée. Tournon porta la santé du commerce en un toast fort applaudi... Hélas ! que

<sup>1</sup> *Mémorial* du 12 octobre, n° 2249.

<sup>2</sup> *Id.*

<sup>3</sup> *Bulletin Polymathique*, t. XVIII, p. 416.



d'amères déceptions devaient, sous ce rapport, suivre, et de près, tant de brillantes espérances<sup>1</sup>!

\*  
\* \*

Ce prompt retour aux idées monarchiques était de nature à garantir le succès des élections. Cependant, le ministère se décida à ne les faire que partielles<sup>2</sup>. Les collègues des arrondissements furent convoqués pour le 4 novembre, et ceux des

1. *Mémorial* du 12 octobre, cité.

Un autre épisode de ces fêtes, bien que d'importance historique fort secondaire, mérite cependant d'être rappelé, à titre au moins curieux pour les annales bordelaises : c'est l'achat et l'offrande du célèbre berceau par les *Dames de la Halle*.

Dès le milieu de 1820, les harengères, toujours les premières en manifestations royalistes, eurent l'idée d'offrir à la duchesse de Berry un berceau pour l'enfant qui devait naître. Afin de donner plus de magnificence à ce don, elles y intéressèrent, par une souscription que Tournon approuva fortement et à laquelle il prit sa part, les principaux habitants de Bordeaux. Elles recueillirent 9 000 francs. Le berceau acheté fut solennellement béni par Mgr d'Aviau, le 8 septembre, et exposé ensuite à l'admiration publique dans une des salles du palais Royal.

« Trois députées », les nommées Duranthon, loueuse de chaises dans les promenades publiques et désormais célèbre sous le nom de *Mme Anniche*, Tastet, marchande liquoriste, et Rivaille, femme d'un brocanteur de bijoux, allèrent à Paris et l'offrirent à la duchesse, le 16 septembre. Elles s'étaient rendues à la Cour « en grande coiffe et jupons courts », dans le costume régional. De Sèze, pair et président de la Cour de Cassation et ancien défenseur de Louis XVI, leur servit de Mentor. La princesse les gratifia chacune d'une médaille d'or et d'une chaîne de même métal. Elles furent présentées au Roi le 18, et c'est dans cette entrevue que *Mme Anniche* lui aurait dit crânement « que s'il voulait que la France fût tranquille, il devait chasser tant de canailles dont il était entouré » ! Nos héroïnes publièrent la relation de leur voyage dans une « *Lettre à leurs maris* » qui amusa fort le département, et même la France entière.

De retour dans leur bonne ville, le 29, elles furent reçues « aux acclamations » de leurs compatriotes, et entourées désormais de vénération. Il plut « un déluge de vers » en leur honneur, et le théâtre des Variétés fit jouer une pièce fort applaudie, *Les Dames de la Halle*, dont leur équipée formait le thème. Une médaille à légende gasconne fut frappée afin de perpétuer le souvenir de cette gracieuse offrande d'un berceau par les « Brabes Bourdelèses » au « Noubet Henric ».

Sur tout cet épisode, Cf. *Bulletin polymathique*, t. XVIII, p. 445. *Tablettes* de Bernadau, t. IX, p. 774 et 781 ; *Histoire de Bordeaux* par Bernadau, p. 293 ; *Histoire de Bordeaux* par C. Jullian, p. 736 (il donne une reproduction de la médaille).

2. D'après les diverses lettres de Siméon et de Mounier à Tournon, il semble bien que le premier projet ait été de les faire générales.

départements pour le 15. Malgré des symptômes si rassurants, à en juger par les nombreuses lettres que reçut Tournon, les ministres déployèrent une grande activité pour que le triomphe fût aussi complet que possible. Demande de renseignements « tout à fait confidentiels <sup>1</sup> » sur les futurs candidats, encouragements multipliés à réunir sur un seul nom les voix des ultras et des modérés, conseils de prudence et d'activité, assurance d'une victoire certaine et générale, si toutes les mesures étaient bien prises..., rien n'y manquait pour stimuler le zèle de notre préfet. Au reste, ajoutait Siméon, « j'aime à me reposer entièrement sur les soins que vous prendrez pour le succès de ces élections <sup>2</sup> ».

Tournon n'avait nul besoin de ces recommandations pour donner toute son expérience des hommes et des choses et son entier dévouement à la réussite de cette importante affaire. Il savait très bien « qu'une majorité de libéraux à la Chambre serait *le dernier coup de massue* contre la malheureuse famille des Bourbons <sup>3</sup> ». Il en faisait en outre un point d'honneur, pour lui et tout son département. « Nous avons à soutenir une haute réputation de royalisme et de talent, écrivait-il à Siméon, et je ne négligerai rien pour que les prochaines élections nous laissent notre renommée dans tout son éclat <sup>4</sup>. » — Pour arriver au résultat désiré, il continua la tournée générale du département commencée pour le recrutement, afin de mieux s'éclairer, reconforter les électeurs timides, et entraîner les hésitants. Devant le regain de faveur de l'idée royaliste, il renonça au projet de remplacer les trois députés sortants d'extrême droite, Dussumier-Fontbrune, Pontet, de Marcellus, par les modérés Desfourniels, Guestier et Martignac ; ceux-là, du reste, lui donnèrent l'assurance qu'ils soutiendraient à l'avenir le ministère Richelieu. De cette visite, il acquit la certitude que la majorité ne faisait aucun doute pour les candidats royalistes dans trois collèges d'arrondissements : à Bazas et La Réole pour de Marcellus contre son concurrent libéral de Brézets, l'ancien président de la Cour royale de Bordeaux ; à Lesparre et Blaye pour de Pontet contre Aubert, ancien

1. Arch. de Gênelard, lettre de Siméon, 23 juin 1820.

2. Id., lettre du 31 juillet 1820.

3. Id., lettre sans signature adressée à Tournon, 3 septembre 1820.

4. Id., lettre à Siméon, 22 juin 1820.

sous-préfet de cette dernière ville et député à la Chambre des Cent-Jours; dans l'arrondissement de Bordeaux, *extra muros*, pour Ravez contre Philippon, riche négociant. Seuls, deux arrondissements lui laissaient une vive inquiétude : Libourne, et là ville même de Bordeaux.

Libourne était aux mains « des nombreux obligés de Decazes<sup>1</sup> », et l'influence de Tournon s'y trouvait, de ce fait, vivement contrariée. « Les liens de reconnaissance et d'affection agiront plus fortement que les considérations politiques<sup>2</sup> », avouait-il lui-même à Siméon. Les amis de l'ancien ministre résolurent de présenter un certain Ichon, autrefois collaborateur de Decazes à la police, et celui par les mains duquel il aimait à répandre ses bienfaits sur son pays natal<sup>3</sup>. Les ultra-libéraux, de leur côté, avaient choisi, nous l'avons constaté, Jay de Guitres, et, « travaillant jour et nuit<sup>4</sup> » à son élection, ils se croyaient sûrs du succès. Tournon ne voulait pas d'un tel candidat; il ne connaissait point Ichon et ne désirait nullement avoir comme député une créature de Decazes, bien que, selon Mounier, Ichon valût beaucoup mieux que Jay<sup>5</sup>. Il pensa d'abord leur opposer de Martignac « dont l'élection, disait Tournon, serait si désirable<sup>6</sup> », puis Didier Béchade, président du tribunal de commerce, et propriétaire à Fronsac. Les ultras ne voulurent ni de l'un ni de l'autre; ils couraient de la sorte à un échec certain. Que faire? — Pour favoriser l'union des deux fractions royalistes qui ne parvenaient point à s'entendre, et opérer une « vive impression<sup>7</sup> », le préfet présenta Lainé comme président de ce difficile collège de Libourne. Or, voici qu'en son lieu et place, une nomination « venue d'en haut<sup>8</sup> », où l'on sentait toute l'influence de Decazes, celle de Gaston Lacaze, ami intime de l'ex-ministre, vint

1. *Arch. de Gévelard*, lettre de Tournon à Mounier, 12 septembre 1820.

2. *Id.*, lettre à Siméon, 8 octobre 1820.

3. *Id.*, lettre du sous-préfet de Libourne à Tournon, 20 septembre 1820.

4. *Id.*, lettre de Dufaure, propriétaire de Libourne et ami de Tournon, au préfet, 11 septembre 1820.

5. *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe confidentielle de Mounier à Tournon, 3 octobre 1820.

6. Lettre du 8 octobre à Siméon, citée.

7. Même lettre.

8. *Arch. d'Avrilly*, lettre du baron Capelle à Tournon, 10 octobre 1820.

contrecarrer la nouvelle combinaison. Que de tracasseries pour une seule élection !... Le parti ultra avait définitivement choisi pour candidat Dussumier-Fontbrune ; Tournon résolut de le soutenir avec énergie. Après des efforts, des visites et démarches qui durèrent un mois, il réussit à gagner les modérés à ce candidat de dernière heure, et à préparer ainsi son succès<sup>1</sup>.

Bordeaux surtout lui causa de l'inquiétude. Sa bonne ville allait-elle donc être conquise par l'opposition de gauche ? Il le craignait très fort un moment. Les libéraux, nous l'avons vu, y formaient environ le tiers des électeurs ; mais cette force était comme doublée par une admirable organisation, jointe à une fébrile activité. Dans l'état général de l'opinion et avec la nouvelle loi électorale, le parti comprit qu'il jouait, pour longtemps, son dernier va-tout. Aussi, tous les moyens possibles furent mis en œuvre afin de triompher. « Un Comité directeur » s'organisa qui centralisait les efforts, et envoyait des émissaires jusqu'aux plus lointaines campagnes<sup>2</sup>. Ces envoyés reprenaient, avec un air de conviction imposant, les anciens thèmes : retour forcé de la dime, rétablissement des privilèges, contre-révolution, retour des biens nationaux à leurs anciens propriétaires..., toutes mesures inévitables, disaient-ils, si les libéraux ne remportaient pas la victoire<sup>3</sup>. Dans la ville même où ces vieux clichés étaient usés, le principal argument mis en circulation, et qui impressionnait, parce qu'assez véridique, fut que les nobles avaient déjà une trop large part dans la députation, tandis que le commerce ne s'y trouvait pas représenté. Le nom du candidat qu'ils eurent l'habileté de choisir et de décider finalement à se mettre sur les rangs, *Balquerie Junior*, était bien fait pour rallier les suffrages. Il appartenait à cette grande lignée des Balguerie associée à toutes les nobles et fécondes entreprises de cette époque, à Bordeaux. C'était ce négociant intrépide qui avait envoyé, en 1816, un de ses navires *Le Bordelais* faire le tour du monde, et « tracer de nouveaux sillons au commerce girondin<sup>4</sup> ». Et il mit à soutenir sa candidature « toutes les

1. *Arch. de Gévelard*, lettre de Tournon à Siméon, 6 novembre 1820. — Cf. très longue lettre (12 pages) au même sur les élections et les divers candidats du département, 27 juin 1820.

2. *Arch. de Gévelard*, 20<sup>e</sup> rapport, 22 septembre 1820.

3. *Id.*, lettre du sous-préfet de La Réole, Pirly, 13 septembre 1820.

4. CAMILLE JULLIAN, *Histoire de Bordeaux*, p. 717.



ressources de cet esprit ardent et de cette volonté ferme<sup>1</sup> » qu'il apportait au succès de ses affaires personnelles. Aussi, fut-il énergiquement soutenu par une grande partie du commerce, que la Restauration avait, en somme, déçu dans ses magnifiques espoirs, et par les libéraux de toute nuance.

Pour contre-balancer cette haute influence et opérer la concentration à droite, Tournon avait mis en vedette le beau nom de Ravez. Malheureusement, et comme en 1815, il ne satisfaisait pas un assez grand nombre d'exagérés incorrigibles. Il fallut les manœuvres coutumières du préfet pour obtenir d'un nombre suffisant d'entre eux la promesse de voter en faveur de ce candidat. Son succès paraissait probable, lorsqu'une suite d'articles de *la Ruche d'Aquitaine*, « aussi maladroits qu'inconvenants<sup>2</sup> », vint tout remettre en question. « Chacun connaît aujourd'hui, écrivait-elle, les candidats que le parti libéral oppose à ceux des royalistes...; la plupart sont des hommes marqués au front de l'ineffaçable empreinte de la servitude<sup>3</sup>... (Aux royalistes): N'ayez d'autre système que de nommer des honnêtes gens, des hommes de bonne foi et de bon sens<sup>4</sup>... Il ne faut pas d'une majorité composée de ces députés qui courent la France pour mendier des ovations, et de ces candidats qui présentent pour titres des scandales et de honteuses célébrités... Choisissez des candidats probes, et vous ne verrez pas ces députés trafiquer de leurs opinions et vendre leurs suffrages à la puissance et à l'or des partis<sup>5</sup> ! »

C'était l'injure mêlée à la calomnie. Tout Bordeaux fut, durant plusieurs jours, dans l'ébullition<sup>6</sup>. Des duels fort graves en résultèrent ; le fils de Balguerie Junior se battit avec Larose, auteur des articles ; ils tirèrent deux fois l'un sur l'autre sans s'atteindre, et il fallut les séparer. Le surlendemain, Philippon, fils lui aussi d'un candidat libéral, eut une rencontre avec Ed. Géraud, l'éditeur responsable de *la Ruche*. Les deux adversaires devaient marcher l'un sur l'autre, et tirer à volonté. Géraud fit feu le premier et manqua. Philippon s'avança jus-

1. Arch. de Gênelard, lettre du 2 novembre 1820 à Siméon.

2. Arch. Nationales, F<sup>7</sup> 9662, 24<sup>e</sup> rapport, 2 novembre 1820.

3. *Ruche d'Aquitaine*, 26 octobre 1820.

4. *Id.*, 29 octobre.

5. *Ruche d'Aquitaine*, 26 octobre 1820, citée.

6. Cf. Arch. de Gênelard, lettre de Tournon à Siméon, 2 novembre 1820.

qu'à « quatre pas » de lui et, « maître de sa vie », refusa de tirer<sup>1</sup>. Ce jour-là, les Bordelais durent le salut de leur poète à la générosité d'un jeune libéral. Edmond Géraud, que Tournon avait « tancé » vertement des inconvenants articles, fit paraître, en reconnaissance, une rétractation, du reste assez plate<sup>2</sup>. L'exaspération des partis de gauche se traduisit même par un commencement de petite émeute. Ils résolurent de brûler sur le théâtre le journal ultra; et malgré des forces imposantes de gendarmerie et de police que Tournon, averti, mit à la disposition du maire, il y eut des portes enfoncées, des vitres et des chaises cassées, des quinquets brisés<sup>3</sup>. Le plus grave, c'est que les modérés, les riches propriétaires, les grands négociants, indignés eux aussi, se séparèrent de la droite avec laquelle Tournon avait eu tant de peine à les mettre d'accord. « Comme l'humeur s'est emparée d'eux, avouait ce dernier à Siméon, ils se sont rapprochés des libéraux qui, de leur côté, les ont flattés de leur appui..., ont excité leur jalousie contre les nobles, qu'on présente à leurs suffrages dans une trop forte proportion pour les intérêts d'un département éminemment commercial... Il en est résulté une sorte de scission entre les deux nuances de royalistes qui pourrait amener au collège départemental des résultats inattendus. Jè me suis hâté, dès que j'ai aperçu cette tendance, à ramener l'union. Hier au soir, une assemblée de royalistes de

1. Arch. Nationales, F<sup>7</sup> 9662, 24<sup>e</sup> rapport, 2 novembre 1820.

2. Dans *la Ruche* du 2 novembre. — Il faut constater qu'à partir de ce moment-là, le ton de Géraud vis-à-vis de Tournon, dans ses *Mémoires* comme dans *la Ruche d'Aquitaine*, va changer, et tourner peu à peu à l'aigre-doux. Le journal des ultras, qui pousse le ridicule de l'exagération jusqu'à faire de la réclame « pour deux nouvelles liqueurs » : la *Crème de Lys* et le *Petit lait du Duc de Bordeaux* (*Ruche* du 20 décembre 1821), à la grande joie de *l'Indicateur* qui s'en moque, trouve le préfet trop peu ardent à son gré, et le lui fait sentir. Lorsque ce dernier partit de Bordeaux, seule comme voix discordante, *la Ruche* ne donna que des adieux ternes et froids au grand administrateur, à la vive colère des modérés. — Géraud lui-même, parce que ses *aubarèdes* ont été plus ou moins abîmés avec la construction du pont, et qu'il n'a pas obtenu toutes les indemnités réclamées, se sert envers Tournon d'épithètes plus que vives : « Nos chers ingénieurs, dit-il, se croient toujours appuyés par M. de Tournon qui, élevé à l'école de Buonaparte, en avait religieusement conservé toutes les traditions insolentes et despotiques! » (*Mémoires de Géraud*, année 1822, p. 65.) — Mais où donc était alors le temps des réceptions préfectorales si fidèlement suivies et si vantées par Géraud ?

3. 24<sup>e</sup> rapport, cité.

droite et du centre se tint chez moi, et les bases d'un accommodement y furent posées. Je donnerai tous mes soins à les consolider<sup>1</sup>. » Les fameuses soirées de la préfecture joueront, comme toujours, leur rôle très efficace dans ces démarches conciliatrices.

Le succès vint récompenser tant d'efforts, au delà même des espérances de notre préfet, et presque au delà de ses désirs. Le premier collègue d'arrondissement de Bordeaux élut Ravez par 750 voix contre 481 à Balguerie Junior, et 23 à divers, sur 1 254 votants; Lainé eut dans le second (*extra muros*) 173 voix, Philippon 55, avec 4 à divers, sur 232 votants; à Bazas-la-Réole (3<sup>e</sup> arrondissement), de Marcellus obtint 224 voix, de Brézets 72, avec 4 à divers, sur 300 votants; à Libourne (4<sup>e</sup> arrondissement), 167 voix allèrent à Dussumier-Fontbrune, 97 à Jay, 33 à Ichon, sur 297 votants; à Lesparre-Blaye enfin (5<sup>e</sup> arrondissement), de Pontet eut 139 voix, Aubert 35, et 5 voix furent perdues, sur 179 votants<sup>2</sup>. — Les électeurs s'étaient portés aux urnes avec un très remarquable empressement, puisque, sur un nombre total de 2634 inscrits, et « malgré les difficultés qu'un temps affreux apportait aux voyages<sup>3</sup> », il'y eut 2360 votants. Ces résultats inespérés furent reçus aux acclamations du parti ultra qui manifesta sa joie par de bruyantes manifestations<sup>4</sup>, en attendant de revenir à toute l'intransigeance malhabile de 1815.

Devant un tel renouveau de l'idée royaliste, les libéraux lâchèrent pied définitivement, et se désintéressèrent des élections du collège départemental. La droite porta de Lur Saluces, député de 1815, Didier Béchade, président du tribunal de commerce et le comte Louis du Hamel, ancien préfet. Les modérés proposèrent de s'entendre en maintenant les deux premiers candidats, à condition de remplacer du Hamel par D. Guestier, ou surtout par Balguerie-Stuttenberg. Tournon désirait vivement l'élection de ces trois derniers candidats, tous hommes de haute valeur; mais comme le succès lui paraissait assuré désormais à la cause royale en général, il s'abstint de toute démarche pour ou contre<sup>5</sup>. — L'élan imprimé du côté de l'extrême droite

1. Lettre du 2 novembre à Siméon, et 24<sup>e</sup> rapport, cité.

2. *Arch. de Gévelard*, lettre de Tournon à Siméon, 6 novembre 1820.

3. Même lettre.

4. *Id.*

5. *Arch. de Gévelard*, lettre à Siméon, 12 novembre 1820.

emporta toutes les résistances. Didier Béchade fut élu par 378 voix, de Lur Saluces par 364 et du Hamel par 360, sur 582 votants dans les deux sections<sup>1</sup>. — La Chambre introuvable était vraiment *retrouvée*, selon le mot connu, du moins pour la Gironde.

1. *Indicateur* du 15 novembre 1820.



## CHAPITRE VI

### DERNIÈRE ANNÉE — LE DÉPART

- I. Paix profonde à Bordeaux et dans la Gironde, après la naissance du duc de Bordeaux et les élections de 1820. — Toute l'activité des esprits dérivée vers les grands travaux. — Nomination quinquennale des maires; la nouvelle municipalité de Bordeaux. — De Gourgues est nommé député, malgré Tournon; conseils de ce dernier aux nouveaux élus. — Le peu d'initiative du Conseil municipal de Bordeaux; l'anarchie dans son sein, après le départ de Tournon; curieux témoignages. — Fêtes à l'occasion du baptême du duc de Bordeaux.
- II. Devant le réveil des prétentions ultras, Tournon songe à quitter Bordeaux; avis de Martignac. — Promesse de Richelieu de lui donner la Pairie; opinion de Latour-Maubourg à ce sujet. — Tournon s'en vient à Paris. — Ses lettres à Mme de Tournon sur les intrigues de la Cour et le nouveau ministère. — On lui fait retarder son départ pour Bordeaux; Tournon s'étonne. — De Villèle lui avoue qu'on le désire préfet de Lyon; stupéfaction de Tournon. — Le pour et le contre; insistance de Louis XVIII; il accepte. — L'émotion à Bordeaux et dans la Gironde à cette nouvelle. — Les 88 lettres de regrets; témoignages touchants et unanimes. — Opinion de d'Haussez sur sa préfecture.

Jamais, en effet, durant toute son administration, Bordeaux et le département tout entier n'avaient joui d'un calme aussi général et profond, que depuis la naissance du prince et les élections de 1820. Le parti libéral « qui avait voulu tout préparer en faveur du duc d'Orléans<sup>1</sup> », pour le cas probable où le trône n'eût pas d'héritier, « sembla dès lors se fondre et disparaître à Bordeaux<sup>2</sup> ». Les violentes agitations politiques qui troublaient encore tant d'autres villes, à cette époque, n'y arrivaient que comme des bruits lointains, affaiblis, et n'éveillaient plus aucun écho. Les ultras eux-mêmes, tout au moins durant

1. *Mémoires inédits.*

2. *Id.*

les premiers mois de leur joyeuse allégresse, montrèrent des dispositions beaucoup plus sages et prudentes que jadis, sous la Chambre introuvable. Tournon avait dérivé le gros de l'opposition de gauche et de droite vers les nobles soucis des travaux et de la bienfaisance publique, et émoussé de la sorte ce que chacune gardait de plus amer et de plus dangereux.

Aussi, tous ses rapports à Mounier, toutes ses lettres ministérielles de ce temps-là portent-elles les mêmes phrases : « absence de la moindre inquiétude... calme parfait... paix absolue... ». « Le département que je viens de parcourir, peut-il écrire, jouit de la plus profonde tranquillité... Les animosités, nées de passions différentes, semblent même être éteintes, et depuis six ans que j'administre ce pays, je n'ai vu dans les esprits autant de calme, de modération, d'amour de l'ordre et de la paix... ; partout soumission aux lois, amour pour le roi, exactitude à payer les contributions ; partout esprits remplis des projets formés pour accroître la prospérité du pays... ; on ne s'occupe que des canaux, des routes, des ponts, etc., que le gouvernement fait exécuter ou que la Compagnie des Dunes projette <sup>1</sup>. » Les seules préoccupations lui vinrent du renouvellement quinquennal des municipalités, des fêtes à donner pour célébrer le baptême du duc de Bordeaux, et des ennuis de son départ.

Le mandat des conseillers municipaux et des maires touchait à son terme. Mais il n'y eut presque pas de changement dans toutes les communes de la Gironde. Une expérience de cinq années avait prouvé à Tournon que ses choix de 1816 étaient bons. Il connaissait personnellement l'immense majorité de ses maires ; il tint à les garder tous. La nomination de la municipalité bordelaise lui causa seule des préoccupations. Durant toute sa préfecture, l'influence s'y était partagée entre deux camps, parfois au grand détriment des intérêts de la ville : celui des ultras, avec les adjoints de Labroue, de Montdenard, Arnoux et surtout Beaubens, et des conseillers tels que Dussumier-Fontbrune, le baron Pichon-Longueville, Durfort, de Marbotin, Desèze et d'autres ; et le camp des modérés, comme Balguerie-Stuttenberg, Emerigon, Daniel Guestier, Didier Béchade ou

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9662, lettres à Mounier, 2 et 21 juillet 1821. Le rapport du 12 août n'a que ces mots : « Tranquillité parfaite sous tous les rapports. » — Le dernier est du 22 novembre 1821.

Desfourniels, pour ne nommer que les principaux. Au début, l'autorité et l'influence appartenaient au premier groupe qui avait su mettre de Gourgues, le maire, entièrement à sa remorque. Il fallut tout le tact et l'énergie de Tournon pour donner la prédominance aux modérés, chez qui se trouvaient « les meilleures volontés de bien faire et les plus beaux dévouements ». Le préfet cependant se plaignit toujours de l'esprit timoré, disons le mot, étroit, sans initiative féconde, ni larges idées du Conseil municipal de Bordeaux qui, nous le constaterons, ne pouvait se décider à l'emprunt, seul moyen de relever ses finances obérées, et dont l'entêtement faillit détourner de Bordeaux la dotation Richelieu. — De Gourgues à la fin, entraîné par ce courant d'activité qui enveloppait toute la Gironde, quitta le clan des exclusifs, se montra plus « modéré et ami du bien public<sup>1</sup> », et devint l'auxiliaire zélé du préfet.

Ce dernier voulait donc qu'il fût maintenu dans sa fonction. Or, le 9 mars de cette année-là, le Comité directeur ultra le fit nommer député, en remplacement de Lur Saluces démissionnaire, et malgré l'avis opposé de Tournon. Celui-ci prévoyait de « graves inconvénients à cette réunion de deux qualités différentes dans la même personne<sup>2</sup> » ; il n'était point partisan du cumul de pareilles fonctions. Le maire résidant 6 à 8 mois hors de la ville, l'autorité effective allait passer aux mains d'adjoints hostiles, exagérés ou peu capables. On ne voulut point écouter ses conseils à Paris, et il dut procéder à l'installation de la même municipalité<sup>3</sup>, quelques membres exceptés. Notre préfet mit l'occasion à profit pour lui donner de sages conseils. Après avoir énuméré les grands travaux accomplis, grâce à l'harmonieuse coopération du plus grand nombre, le Château-Trompette démoli, les Quinconces plantées, le Grand-Théâtre, « ce monument sans rival », magnifiquement réparé, les édifices publics restaurés, il ajoutait : « Prenez, Messieurs, pour maxime que les habitants de la cité forment une famille dont vous êtes les tuteurs, et que rien de ce qui l'intéresse ne doit vous être étranger... Si les fonctions municipales sont honorables dans le moindre village, combien elles s'anoblissent dans une cité qui ne cède à aucune

1. *Arch. de Génélard*, lettre de Tournon à Mounier, 12 février 1821.

2. Même lettre.

3. Le 9 septembre 1821. — Cf. BERNADAU, *Tablettes*, t. X, p. 42.

le second rang dans le royaume ! Qu'elles sont douces à remplir, lorsqu'elles s'exercent à l'avantage d'une population spirituelle, obéissante aux lois, fidèle à ses rois, accueillante à tous les sentiments généreux !... Nous attendons beaucoup de vous dans cette seconde période de votre administration ; j'attends surtout avec confiance la continuation de cette amitié qui a rendu si facile et si agréable ma coopération à vos travaux <sup>1</sup>. »

Ses conseils vont vite devenir inutiles, et ses craintes se justifier. Durant la préfecture de son successeur immédiat, le baron de Breteuil, quelques-unes des séances du Conseil tournèrent réellement à l'anarchie. Il faut parcourir, pour s'en rendre bien compte, les lettres que lui écrivaient Desfourniels et le baron d'Haussez sur ce lamentable sujet. « Si (vous remplacez M. de Corbières), lui disait le premier, vous feriez sans doute bientôt cesser la situation de notre *triste* municipalité qui ne peut se compléter en adjoints, parce que personne ne veut entrer dans cette *boutique* où il existe une déplorable organisation. Le brave Conseil municipal, que vous connaissez si bien, est encore pire que vous ne l'avez laissé. Quelques *Brise-raison*, à la faveur de leurs poumons, s'en sont comme emparés ; et les membres sages, qui redoutent surtout les personnalités, leur abandonnent le champ de bataille <sup>2</sup>. » D'Haussez renchérrissait encore : « J'ai trouvé, disait-il, un inconcevable désordre dans l'administration municipale de Bordeaux. Le peu de considération accordée à l'*adjoint dirigeant* (Beaubens), la détestable composition des commissaires de police..., ont entraîné un relâchement complet dans toutes les branches de cette administration à laquelle aucun personnage marquant ne veut se rattacher <sup>3</sup>... » Le Conseil ne se réunissait que pour voir « éclater les discussions les plus inconvenantes <sup>4</sup> » et aussi les plus stériles ; et le nouveau préfet en traduisait les résultats par ces mots vraiment typiques : « *On vole à tous les coins de rue, on verse à chaque pas, et les malades sont encore entassés dans*

1. Arch. de Gênelard, autographe du discours de Tournon à l'installation du Conseil municipal de Bordeaux.

2. Arch. de Gênelard, lettre de Desfourniels à Tournon, 16 décembre 1824.

3. Arch. d'Avrilly, lettre autographe de d'Haussez à Tournon, 1<sup>er</sup> juin 1824.

4. Id., lettre du même, 8 janvier 1824,



*l'hôpital St-André*<sup>1</sup>. » L'influence néfaste de la politique d'exagération ultra du cabinet Corbière-de Villèle, et de Monsieur, les mesures d'inquisition policière des Directeurs Franchet et Delaveau, comme aussi le peu de valeur administrative du baron de Breteuil, sous lequel presque tous les travaux si magnifiquement engagés par de Tournon furent arrêtés, toutes ces causes eurent des effets funestes à Bordeaux : il fallut l'énergie de l'homme habile qu'était d'Haussez pour cicatriser des plaies qui furent longues à se guérir complètement.

Quelques mois après la nomination des municipalités, Tournon eut à s'occuper de célébrer dignement le baptême du duc de Bordeaux (1<sup>er</sup> mai 1821). On devine quel entrain anima ces fêtes qui durèrent plusieurs jours. Lui-même donna une grande soirée à la préfecture, où toutes les personnalités marquantes de la Gironde furent invitées, et qui « fit sensation »<sup>2</sup>. Les Bordelais remarquèrent surtout, au fond d'un bosquet qui remplissait toute la première cour, « un grand tableau éclairé qui offrait l'image chérie de l'enfant royal »<sup>3</sup>. « La capitale seule a pu offrir plus de luxe, écrivait *le Mémorial* ; mais quant à la publique allégresse et à l'effusion unanime des cœurs, il est impossible qu'aucune ville de France ait offert un spectacle plus beau »<sup>4</sup>. Aux réjouissances habituelles, s'ajoutèrent deux cérémonies que le préfet se plut à faire coïncider avec cette date chère aux Bordelais : la pose de la première pierre de l'église Saint-Nicolas de Graves, et surtout celle du nouvel hôpital Richelieu. Tournon avait à cœur de « rendre large le plus possible la part de joie des malheureux dans toutes les réjouissances publiques » ; celle-là était vraiment pour lui la *fête de la charité* unie à la *fête de l'espérance* : il ne vécut jamais à Bordeaux de jour plus heureux que celui-là<sup>5</sup>.

1. Même lettre.

2. *Mémorial* du 3 mai 1821.

3. *Id.*

4. *Id.*

5. Cf. *Discours de Tournon pour la pose de la première pierre de l'hôpital Richelieu*, Arch. Nationales, F<sup>15</sup> Gironde, et *Mémorial bordelais* du 5 mai 1821, n° 3148. Sur la grande fête qu'il donna lui-même à la préfecture, cf. *Mémorial*, du 3 mai 1821, cité.

\*  
\* \*

Le moment approchait donc où Tournon allait quitter son cher département. En 1820, il avait eu, un moment, l'idée de se retirer définitivement de l'administration active. Ses beaux-parents, les de Pancemont, après avoir acquis la certitude que leurs deux fils <sup>1</sup> étaient bien morts dans la retraite de Russie, désiraient se réunir à M<sup>me</sup> de Tournon, désormais leur enfant unique, à Paris. Lui-même était bien fatigué. Il sentait le vent politique souffler à nouveau du côté de l'extrême droite, et voyait les ultras de Bordeaux redresser la tête, recommencer sournoisement leurs attaques contre lui. Aussi, le 22 octobre 1820, écrivait-il à son ami Barante : « Je vais donner tous mes soins à faire élire Ravez et Lainé. J'y attache un très haut prix, car je compte terminer par ces élections ma carrière administrative, et je voudrais que mes derniers travaux fussent honorables pour moi, et utiles à mon pays <sup>2</sup>. » Il s'en vint donc à Paris pour s'occuper de la chose ; mais Louis XVIII qui « le traita avec beaucoup de bonté <sup>3</sup> », et Richelieu, n'eurent aucune peine à le décider de rester encore dans la Gironde, tant son cœur y gardait de profondes attaches. Il l'avoue lui-même ingénument dans ses *Mémoires* : « Je voulais achever tout ce que j'avais commencé, et dont j'attendais, sinon quelque gloire, au moins quelque souvenir <sup>4</sup>. »

1. Charles et Hippolyte de Pancemont, sous-lieutenants au 9<sup>e</sup> cuirassiers, après de terribles souffrances endurées dans l'épouvantable retraite, furent faits prisonniers par les Russes à Vilna, et comme tant d'autres, disparurent sans que la famille parvint à retrouver jamais leurs traces. — Le plus jeune frère de Tournon, Victor, officier comme eux de la grande armée, partagea leur triste sort. Revenu jusqu'à Dantzig, il y fut massacré par les Prussiens. Ils ont laissé tous trois une dizaine de lettres fort intéressantes, et par les détails qu'elles donnent sur les pays traversés, et par le récit des douleurs vues ou endurées. — Deux, datées de Moscou et du bivouac devant Moscou, sont particulièrement curieuses. — *Arch. du Verger* pour Victor de Tournon, et *Arch. de Gênelard* pour les de Pancemont.

2. *Arch. de M. de Barante*, lettre de Tournon à Barante, 22 octobre 1820.

3. *Mémoires inédits de Tournon*.

4. *Id.* — Barante aurait voulu l'avoir comme successeur. « J'avais espéré un moment, mon cher Tournon, lui écrivait-il, que vous seriez mon successeur. Je me réjouissais de mettre une grande administration, en bel ordre et en plein succès, aux mains qui, selon moi, étaient les plus capables de la bien conduire... J'aurais préféré qu'il n'y eût pas d'inter-

Vers la fin de 1821, les mêmes motifs se présentèrent encore plus pressants. Dans les élections de cette année-là, les ultras avaient triomphé au delà de toute espérance, et ce succès n'augmenta pas peu les prétentions et les exigences du parti. A Bordeaux, les « pointus » revinrent à leur plus hautaine intransigeance de 1815. Mais ce qui augmentait le plus les inquiétudes de Tournon, c'était la chute escomptée du ministère Richelieu. Par une lettre confidentielle, Martignac l'avertit de ce changement prochain et certain : « L'intelligence entre les deux extrémités est manifeste et publique, lui disait-il. Toute la salle a pu voir, ce matin, des confidences d'une heure établies entre Dudon et Casimir Périer, de Vaublanc et le général Foy... C'est un mouvement important qui mérite d'être vu de près... Je crois que vous ferez bien de ne pas retarder votre voyage. Le ministère va se *Villeliser* <sup>1</sup>. »

Or, la chute de Richelieu, en pareilles circonstances, signifiait pour lui non seulement l'arrivée au pouvoir de gens dont il ne partageait point les idées et qui, apparemment, n'auraient guère confiance en lui, mais l'ajournement indéfini de son meilleur désir et de son plus légitime espoir : la *pairie*. Le noble duc la lui avait formellement promise dès août 1820, en récompense de son dévouement et de ses travaux : « Je dois vous dire qu'il a été dans ma pensée qu'aussitôt que le Roi ferait des pairs, vous deviez être du nombre, parce qu'il me paraît que vous réunissez toutes les qualités requises pour siéger dans la Chambre haute<sup>2</sup>. » Tournon gardait précieusement cette lettre ; elle pourrait servir au besoin de pièce à conviction. Il voulait cette suprême récompense pour l'honneur

valle de vous à moi : je vous aurais confié la conservation de beaucoup de choses et de personnes pour lesquelles je suis en crainte. » *Arch. d'Avrilly*, lettre de Barante à Tournon, 1821 (sans autre date).

1. *Arch. d'Avrilly*, lettre confidentielle et autographe de Martignac à Tournon, 14 novembre 1821. Martignac, dans ses lettres à Tournon, fait montre — en moins grand toutefois que Vaublanc — de quelques grains de vanité assez comiques à noter. Lorsqu'il fut élu à Marmande, le 4 octobre 1820 par 216 voix contre 84 à son concurrent, il écrivit au préfet qu'il avait été « embrassé par plus de 100 personnes aux cris de : Vive le Roi ! ». Lettre du 24 octobre 1821. — Quelques jours plus tard, il ajoutait : « Vous avez vu que j'ai déjà essayé la tribune. J'ai senti avec plaisir que j'y étais à mon aise, et que j'avais pris justement le diapason de la salle ! » Lettre du 14 novembre, citée.

2. *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de Richelieu à Tournon, 28 août 1820.

de son nom, de sa famille, surtout pour ses enfants<sup>1</sup>, et ne s'en croyait pas plus indigne qu'un autre. Plusieurs, parmi ses amis les plus illustres, s'étaient étonnés qu'il ne fût pas compris dans la célèbre fournée des soixante nouveaux pairs que le roi créa le 6 mars 1819, manière de 5 septembre infligé par Decazes à la Chambre haute<sup>2</sup>. Ils ignoraient les petites rancunes du ministre favori contre Tournon. Mais ce dernier savait assez à quoi s'en tenir sur la manière dont « justice et convenance » s'observaient dans le parti ultra ; l'inqualifiable ingratitude dont il se préparait à payer les services du duc de Richelieu suffisait du reste à lui donner des craintes. Il resterait à Bordeaux très volontiers, tant que cela serait nécessaire ; mais il voulait des assurances précises relativement à son avenir. Il résolut donc de suivre les conseils de Martignac, et d'aller s'enquérir, à Paris même, des intentions ministérielles à son égard. Il partit le 26 novembre 1821.

Au moment de son arrivée dans la capitale, les basses intrigues, les surnoisies et immorales coalitions se tramaient contre le ministère Richelieu ; Tournon en avait la nausée : « Je passe la soirée de salon en salon, pouvait-il écrire à Mme de Tournon, à entendre la plus sombre ou la plus folle politique ; je frémis en pensant à l'exaspération des esprits<sup>3</sup>. » Dans cette mêlée des appétits, il se tint le plus possible à l'écart, en spectateur curieux et attentif de la direction qu'allaient prendre les choses : « J'observe les événements, leurs tendances, et je me déciderai pour ce qui sera honorable en tout temps, sans songer à ce qui serait momentanément utile<sup>4</sup>. »

1. Tournon avait à ce moment-là 4 enfants : deux filles, Alix et Amélie (âgées de 9 et 4 ans) et deux fils, Just et Philippe (âgés de 6 et 1 ans).

2. « J'éprouve une véritable affliction, M. le Comte, lui écrivait à ce moment Latour-Maubourg ; c'est que, dans les préfets qu'on nous a donnés pour collègues, on ait plus compté les rapports de société que les titres effectifs, les petits services de coterie que les services rendus à l'État ; et j'entends le public s'étonner de ce que le préfet qui a fait connaître ses talents à Rome et à Bordeaux ne s'y trouve pas appelé. Ceci n'est pas mon opinion particulière, et l'on est généralement surpris et scandalisé. Je me flatte bien que cet acte de justice et de convenance n'est que retardé. » *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de Latour-Maubourg à Tournon, 20 mars 1819.

3. *Arch. du Verger*, lettre de Tournon à Mme de Tournon, 9 décembre 1821. Ces lettres où le préfet de Bordeaux raconte à Mme de Tournon ses impressions sur le Paris d'alors, sur la crise et le nouveau ministère, sont curieuses ; il y en a huit.

4. *Id.*, lettre du 13 décembre à Mme de Tournon.



L'arrivée au pouvoir de Villèle, Corbière, Peyronnet, Montmorency et autres lui inspira d'amères réflexions et de vives craintes pour son avenir<sup>1</sup>, d'autant plus qu'on ne les regardait, en général, que comme l'avant-garde d'hommes plus exagérés encore : « Les gens qui voulaient Vaublanc et Chateaubriand, écrit-il, ne sont pas satisfaits : il y a *interrègne* en ce moment<sup>2</sup>. »

L'heure était donc on ne peut plus mal choisie pour aborder la question de la pairie. Tournon ne voulut cependant point retourner à Bordeaux sans toucher, au moins, à ce délicat problème. Dans ses audiences de congé — il les croyait telles — chez le duc et la duchesse d'Angoulême, chez Monsieur et les ministres, il se contenta de montrer la fameuse lettre de promesse du duc de Richelieu<sup>3</sup>. Les réponses furent toutes très bienveillantes et affirmatives. Certainement, il avait mérité la pairie; mais on la lui donnerait... dans l'avenir, quand il en serait devenu plus digne encore. Les ministres et Monsieur le comblèrent même de telles prévenances, qu'il en fut étonné<sup>4</sup>. Croyait-on pouvoir le détacher du parti modéré, et

1. Voici comment il le mande à Mme de Tournon : « ...Depuis quelques jours, il était évident que la majorité de la Chambre ne se dissoudrait pas, et qu'elle refuserait au ministère toutes les lois : il fallait céder ou renvoyer la Chambre. Le roi a pris le 1<sup>er</sup> parti, porté à cela par Monsieur, qui n'avait pas confiance aux ministres. Mercredi, au Conseil, tous les ministres donnèrent leur démission. Jeudi soir, le roi les accepta. Monsieur conduisit chez lui MM. de Villèle et Corbière; et on forma le nouveau ministère. La chose n'était pas facile. On voulait d'abord garder Roy et de Serres, mais ils refusèrent. Alors, au lieu de mettre M. de Villèle à l'Intérieur où il pouvait convenir, on lui donna les Finances, et on plaça M. Corbière à ce premier département, quoiqu'il n'ait jamais fait autre chose que le métier d'avocat. On fut bien plus embarrassé pour la Présidence. D'abord, on nomma M. de Blacas; mais de Villèle n'en voulut pas; on parla de M. de Caraman; enfin, on arriva à M. Mathieu de Montmorency. — Cela fait, il fallait remplacer de Serres; imagine-toi qui on a été chercher, je te le donne en mille... *Peyronnet*! A dire vrai, on pense que ce n'est qu'en attendant qu'on puisse gagner M. de Serres; mais ce n'est pas moins un choix plaisant, et je doute qu'il réussisse à Bordeaux... On a parlé de moi pour la police, mais on ne m'a rien proposé, et, quoi qu'il eût dû arriver, j'eusse refusé... Je prévois à Bordeaux des désagréments, parce que (les ultras) prendront de l'ascendant par le triomphe de leur parti : il faudra lutter, et on me donnera tort. Tu sais que je ne cède pas aisément, quand je crois avoir raison. Je serai donc brisé, ne vaut-il pas mieux... ? » *Arch. du Verger*, lettre du 15 décembre.

2. *Arch. du Verger*, lettre du 16 décembre à Mme de Tournon.

3. *Id.*, lettres des 20, 22 et 29 décembre 1821.

4. Il dut « écouler de nombreux dîners de ministres » plus qu'il n'au-

le rallier au clan ultra? Tournon le soupçonna et se tint dans une froide réserve. Plusieurs phrases aussi le laissèrent rêveur. Monsieur lui avait recommandé de différer son départ pour Bordeaux, disant qu'on avait des vues sur lui. Peyronnet, après l'assurance donnée que, dans la dernière réunion ministérielle, on avait résolu de le nommer bientôt conseiller d'État, en attendant la pairie, l'exhorta vivement à rester huit jours encore, « sans en dire le motif<sup>1</sup> ». Que signifiaient ces mots à couvert et que lui voulait-on?

Résolu à percer cette énigme, il s'en fut chez de Villèle, et lui demanda des explications catégoriques : « Je vais vous parler avec franchise, lui dit le ministre. Mon avis n'est pas qu'on fasse de pairs en ce moment; mais vous êtes dans le nombre des personnes qui doivent y arriver promptement. Nous vous considérons comme l'un des hommes les plus capables du royaume, et nous voulons vous donner des occasions plus importantes d'appliquer votre capacité; nous voulons vous grandir afin d'accroître vos titres! » — « Mais, répondit Tournon, je ne vois pas ce qu'on peut faire, à moins de m'appeler à Paris. » — « Non, riposta de Villèle, il y a mieux à faire pour vous et pour le service public; nous pensons à vous mettre au poste le plus difficile, à celui qui exige l'homme le plus fort, à *Lyon*<sup>2</sup>! » — Tournon, demeura un moment « tout abasourdi<sup>3</sup> ». Puis il se récria, affirma qu'il ne pouvait accepter, qu'il ne changerait pas de résidence, et préférerait quitter les affaires. — « Ne croyez pas que nous voulions faire quelque chose qui vous soit désagréable, répondit de Villèle,

rait voulu, et fut même invité spécialement chez la duchesse de Berry. — « Elle aimait peu l'étiquette, dit-il à ce propos, et courait au milieu de la foule avec la gaieté et la légèreté de 15 ans. » Lettre du 16 décembre, citée. — Ce fut aussi durant ce séjour à Paris qu'il prêta serment entre les mains du roi comme gentilhomme de la Chambre. « C'est une cérémonie imposante, écrit-il à Mme de Tournon. Le roi est assis au fond d'une grande salle; tout autour sont les princes, les ministres, etc. — Il faut traverser ce cercle sans épée et sans chapeau, faire les trois révérences, et se mettre à genoux sur un coussin. Le roi vous prend les mains entre les siennes, et le ministre de la maison lit la formule du serment. On dit : Je le jure, et l'on s'en va. Il y a, je t'assure, de quoi intimider. — Mon habit est superbe; il me coûte près de 1 000 francs ! » Même lettre, 16 décembre, citée.

1. *Arch. du Verger*, lettre, du 3 janvier 1822.

2. *Id.* Même lettre.

3. *Mémoires inédits.*

vous resterez maître de choisir; mais ce que je vous propose est tout dans votre intérêt; c'est la première place de la carrière, celle qui vous mènera à tout<sup>1</sup>. » La conversation se continua, de la part du ministre « avec toute la coquetterie possible », de la part de Tournon « avec des refus polis, reconnaissants, mais fermes ». Enfin, pressé et comme à bout d'arguments, notre préfet s'écrie vivement : « Un obstacle invincible s'élève : c'est la présence à Lyon d'un *lieutenant de police*. » — « Cet obstacle n'est rien, on le lèvera et vous resterez seul maître<sup>2</sup>. »

On devine dans quelle profonde perplexité cette proposition étrange et plus qu'inattendue plongeait notre préfet. Lyon, c'étaient tous les ennuis et même les dangereuses incertitudes d'une nouvelle préfecture très difficile, au lieu du succès assuré dans le calme et dans les travaux de Bordeaux. « Accepterai-je, ou persisterai-je dans mon refus? écrivait-il à Mme de Tournon. Je vois des inconvénients des deux côtés. Quitter un lieu où tous les frais d'étude du pays ont été faits, où tout est devenu facile par la connaissance profonde de tous les intérêts, où les succès sont certains..., quitter des travaux d'un grand intérêt, auxquels s'attache quelque gloire, pour aller étudier de nouveaux hommes et de nouvelles choses, au risque de ne pas obtenir cette confiance qui a été acquise avec tant de peines...<sup>3</sup>! » — Et d'autre part, à Lyon, il serait là dans le voisinage de ses deux familles, sa mère en son bien-aimé pays de Claveyson, et ses beaux-parents au château de Gênelard. Cette ville lui rappelait, en outre, des souvenirs d'enfance à la fois joyeux et terribles : ses deux années de collège, dans l'un des faubourgs<sup>4</sup>, et les graves dangers qu'il y avait courus, lui et les siens, pendant le rude siège de 1793<sup>5</sup>. D'ailleurs, comment ne pas être secrètement flatté d'une offre faite, lui disait-on, en vue de « débrouiller » une situation exceptionnellement difficile? Corbière, qu'il vit après de Villèle, insista avec véhémence, et alla jusqu'à lui dire, en montrant son portefeuille, qu'il « était trop vieux pour le conserver longtemps, et qu'il le gardait en réserve

1. Lettre du 3 janvier 1822, citée.

2. Même lettre.

3. Même lettre.

4. A Sainte-Foy-les-Lyon.

5. *Mémoires inédits*. Cf. ma brochure : « Une page inédite de l'histoire de Lyon », Lyon, Vitte 1911 (43 p.).

entre ses mains<sup>1</sup> ». — Puis, c'est Monsieur qui insiste, et Monsieur est l'héritier du trône; enfin Louis XVIII lui-même, dans une audience où il le reçut avec une extrême affabilité, lui dit ces expressives paroles : *Tournon, je vous demande cela en ami*<sup>2</sup>. — Un désir ainsi exprimé était plus qu'un ordre; il fallait accepter ou cesser d'être fonctionnaire. Ce fut l'avis de ses meilleurs amis, Ravez, Lainé, Pasquier, et aussi du noble duc de Richelieu. Seul Talleyrand, dans sa tenace rancune d'être mis à l'écart, lui conseilla vivement de refuser<sup>3</sup>. Tournon, après avoir pesé toutes les raisons pour et contre, se décida pour l'acceptation; elle causa une joie générale aux Tuileries<sup>4</sup>. La nomination officielle parut le 10 janvier 1822<sup>5</sup>.

Ce fut le 14 du même mois que les journaux de Bordeaux, en publiant de lui une circulaire d'adieu à tous les maires, annoncèrent son départ à la Gironde. Il est impossible de dire les sentiments de surprise et l'explosion de regrets qui s'élevèrent, en un vaste concert, de tous les points du département. *Quatre-vingt-huit lettres*, collectives ou particulières, précieusement conservées dans les archives de la famille<sup>6</sup>, attestent la

1. *Mémoires inédits*.

2. *Mémoires inédits*.

3. Lettre du 3 janvier 1822, citée.

4. Tournon se montra longtemps surpris, et de cette insistance, et de ce contentement, d'autant plus que le nouveau ministère ultra savait fort bien ne pouvoir le compter parmi ses partisans. « Malgré cela, dit-il dans ses *Mémoires*, on me traita comme l'homme unique en cette circonstance, et je ne sais vraiment qui m'avait désigné comme tel. » — C'est que Lyon était alors la citadelle redoutée des libéraux, le quartier général de leurs opérations pour tout le Sud-Est, et qu'on y craignait fort quelque sédition grave. — Or, on n'oubliait pas la conduite si énergique à la fois, et si prudente de Tournon envers Clauzel, en 1815. Aussi, les ministres lui donnèrent-ils absolument carte blanche pour sa manière d'agir dans la ville et le département. De Villèle lui proposa même des pouvoirs extraordinaires et une sorte de dictature sur toute cette région du Sud-Est. Tournon la jugea inutile; l'unique mesure qu'il imposa fut d'écarter tout lieutenant de la police, et d'en concentrer les fils entre ses mains. — Cf. *Mémoires inédits*.

5. La lettre officielle de nomination est au *Archives d'Avrilly*.

6. *Arch. du château d'Avrilly*. — « Il nous sera permis, écrit le Conseil municipal, de vous transmettre le témoignage universel de reconnaissance d'une cité qui fut l'objet particulier de vos soins. Le souvenir de votre administration ne s'effacera jamais de la mémoire et du cœur des Bordelais. Permettez-nous aussi de croire que votre pensée se reportera souvent sur une ville à laquelle vous ne pouvez plus être étranger, et où vous ne laissez que des admirateurs et des amis. » *Lettre collective* du



profondeur de ces regrets. Rarement fonctionnaire reçut, à son départ, d'aussi touchants témoignages de reconnaissance et d'estime. Les lettres de particuliers, parce que moins susceptibles d'adieux officiels, sont surtout significatives. « C'est pour mon pays que j'aime, lui écrivait Balguerie-Stuttenberg, que je ressens un très vif regret, *parce que je sais peut-être mieux que d'autres* la perte qu'il a faite; je sais tout ce qu'il vous doit, et tout ce qu'il avait à espérer. Quant à moi, je l'avoue, j'ai perdu tout courage, et je ne me sens de disposition que pour la retraite... Pourvu encore que ce que vous avez conduit à d'aussi étonnants qu'heureux résultats s'achève, j'en serai satisfait<sup>1</sup>... »; et Desfourniels: « ... Il n'y aura que ceux qui vous connaissaient et vous appréciaient comme je le faisais, qui jugeront toute l'étendue de la perte que fait un département qui vous intéressait comme celui de la Gironde. Que vont devenir les monuments dont vous vous occupiez, toutes les améliorations que vous aviez préparées? Enfin, qui soutiendra cet élan que vous aviez donné pour faire le bien? Je coopérais à tout cela pour très peu de chose, et je me sens entièrement découragé<sup>2</sup>. »

Bordeaux et les habitants de la Gironde ne pouvaient se faire à l'idée de ne plus voir cet homme, d'austère bonté, venir partout sur les chantiers encourager les travailleurs, ou accourir chaque année, sur son beau cheval pur-sang, dans les villages les plus reculés des landes, s'informer des misères et des besoins de chacun, avec une condescendance qui gagnait tous les cœurs. Beaucoup, remplis au début d'injustes préventions, s'étaient montrés lents à lui donner estime, confiance, affection. A la

Conseil municipal de Bordeaux, 16 janvier 1822 (avec toutes les signatures).

« Nous venons, lui écrivent à leur tour les membres de la Chambre de commerce, vous exprimer (notre) profond regret..., et vous dire que la mémoire de tout ce que vous avez fait ne saurait s'effacer du cœur d'aucun de ses habitants. Les routes, les établissements utiles que vous avez créés, les magnifiques promenades par lesquelles vous avez remplacé une inutile et odieuse forteresse, l'admirable monument que vous avez fait achever, attesteront à jamais aux Bordelais votre sollicitude pour leur prospérité. Leur reconnaissance perpétuera un souvenir non moins durable de votre justice, de votre impartialité, de votre bienveillance, et surtout de la sagesse avec laquelle vous avez su maintenir parmi eux, au milieu de tant d'orages, une concorde qui ne fut jamais troublée. »  
*Lettre du 17 janvier* (avec toutes les signatures).

1. Arch. d'Avrilly, lettre de Balguerie-Stuttenberg à Tournon, 19 janvier 1822.

2. Id., lettre de Desfourniels à Tournon, 12 février 1822.

fin, Tournon avait conquis cela d'irrésistible manière. Plusieurs années après, d'Haussez trouva son souvenir encore vivace et profond : « Il m'a suffi d'annoncer que je voulais reprendre les choses où et comme vous les aviez laissées, pour inspirer de la confiance<sup>1</sup>, lui avouait-il; sous peine de ne pouvoir marcher, il faut prendre vos allures et suivre la route que vous avez tracée<sup>2</sup>. » Et cette seule volonté, hautement avouée, d'agir en tout comme l'ancien préfet, gagnera au nouveau de vives sympathies : longtemps, pour réussir dans la Gironde, il faudra continuer Tournon<sup>3</sup>.

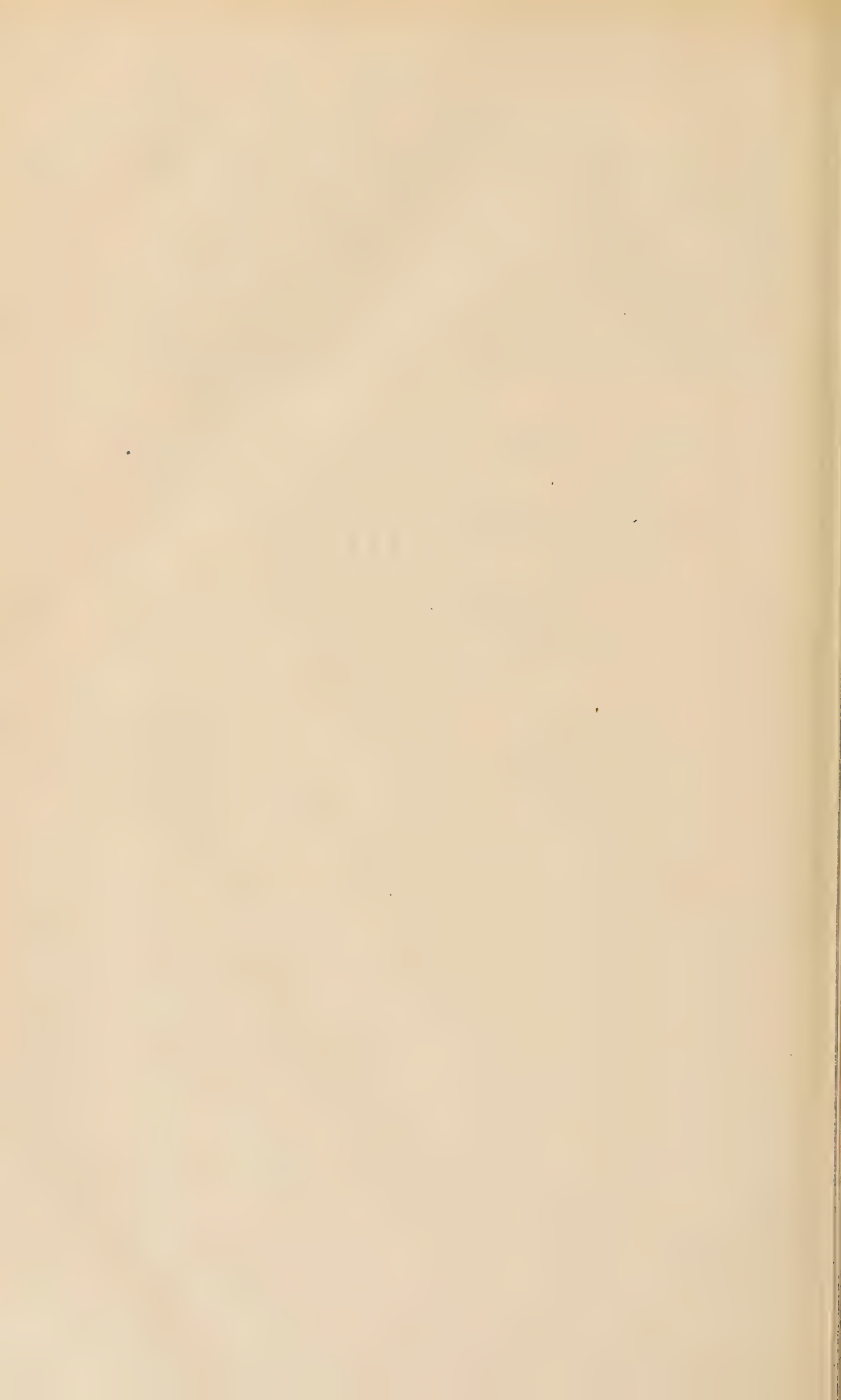
1. *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de d'Haussez à Tournon, 1<sup>er</sup> juin 1824.

2. Lettre du même, 2 août 1824.

3. Cf. *Arch. de Gênelard*, lettre de Desfourniels, 16 décembre 1824, citée.

# LIVRE DEUXIÈME

## L'ADMINISTRATION





# PREMIÈRE PARTIE

## LES FINANCES — LES QUESTIONS MILITAIRES

---

### CHAPITRE PREMIER

#### LES FINANCES

- I. Importance de la question financière à ce moment-là. — L'impôt de cent millions; énormité de la somme fixée pour la Gironde; procédés employés par Tournon pour la recueillir. — Bel élan de patriotisme de la classe riche. — Les difficultés. — Lenteur spéciale des Bordelais à fournir leur quote-part; les voies de rigueur; Tournon en souffre; les résultats.
- II. Les contributions ordinaires; chiffre fantastique des arriérés; comment s'y prend Tournon pour les faire rentrer; il promet le paiement de toutes les vieilles réquisitions; moyens pour faciliter la perception. — Exécutions des percepteurs infidèles ou inactifs. — Rigueurs contre les retardataires. — Empressement de l'ensemble de ses administrés à payer. — Arrêt momentané causé par la famine de 1816 et 1817; Tournon se refuse à sévir.
- III. Les finances du département; ordre admirable introduit dans les finances communales; résultats. — Les finances de Bordeaux; les dettes; l'emprunt de 1817; son succès.
- IV. Contributions indirectes; rétablissement des impopulaires « *Droits réunis* »; ils sont vite « acclimatés »; satisfaction de Tournon. — L'odieux doublement des patentes en 1816; protestation du préfet. — Les octrois. — Conclusion.

Au milieu des difficultés où se débattait alors la nouvelle Restauration, la question financière primait, comme urgence et gravité, toutes les autres questions administratives. Le Trésor était à sec, et, sous les menaces des envahisseurs, il fallait lui venir en aide au plus vite pour tirer la France d'une crise épouvantable. Or, chaque département n'était que l'image en

raccourci de l'anarchie générale sous ce rapport. Pour la Gironde en particulier, Tournon y trouva les finances publiques et communales avec un arriéré et dans un état de gabegie et de désordre invraisemblables. En quelques mois, il eut métamorphosé tout cela, recouvré en entier la quote-part formidable qui incombait au département sur l'imposition extraordinaire de cent millions, imprimé à la perception des impôts publics une régularité automatique et presque parfaite, et placé résolument les moindres communes, les villes et même Bordeaux dans la voie de l'ordre et des économies. S'il n'y avait pas la question bienfaisance et la réorganisation des hospices, ce serait peut-être là son chef-d'œuvre administratif.

L'Ordonnance royale du 16 août 1815 établit un impôt de cent millions à titre de contribution de guerre. Les principaux capitalistes patentables et propriétaires, dans chaque département, étaient tenus d'en faire la première avance, sous la condition d'être remboursés avec le produit de la répartition définitive. La part fixée à la Gironde se monta à 5330 000 francs<sup>1</sup>. Bien que le département n'eût pas subi l'invasion, une pareille somme, à ce moment-là, « n'était pas moins écrasante<sup>2</sup> ». Elle représentait les cinq septièmes de ses contributions réunies<sup>3</sup>, le dix-huitième de la somme à percevoir pour la France entière, et il fallait l'obtenir dans un temps très court. Bordeaux et la Gironde avaient montré tant de chaleur dans les récentes manifestations royalistes qu'on espérait bien, en haut lieu, voir leur zèle aller jusqu'à la bourse inclusivement.

Le soin de la répartition était dévolu aux préfets. Ils devaient, sans doute, n'y procéder qu'avec l'aide d'un comité composé de sept personnes au moins, toutes choisies parmi les plus recommandables. Malgré cette précaution, la voie restait largement ouverte aux erreurs et même aux injustices. Pour éviter les unes et les autres, Tournon se hâta d'assembler les principaux négociants et propriétaires de la ville et du département; il leur exposa loyalement le cas, l'urgence du besoin, l'énormité de

1. *Mémoires inédits*. — *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, lettre à Vaublanc, 15 janvier 1816; — F<sup>10</sup> V, Gironde 2, rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

2. *Mémoires inédits*.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>1</sup> V, Gironde 2, rapport de Tournon au Conseil général de 1817; — et F<sup>7</sup> 9065, lettre à Vaublanc, 15 janvier 1816. — Les départements voisins n'en payaient que le quart, et même moins.

la somme, ses pouvoirs de « forcer au paiement par toutes les voies<sup>1</sup> », et son vif désir d'être impartial. Ses espérances ne demeurèrent point vaines. « La confiance que je commençais à inspirer, dit-il, la franchise de ma démarche, tout me servit en cette occasion<sup>2</sup>. » Un comité répartiteur fut nommé, composé des citoyens réunissant au plus haut degré « les lumières, l'impartialité, l'amour du roi et de la patrie »; le plus grand nombre des membres appartenait au Conseil général. Ce comité s'entoura lui-même d'hommes des diverses professions, les plus capables de donner des notions exactes sur la situation de chaque habitant<sup>3</sup>. Les époques de paiement furent fixées en quatre termes, au 30 septembre, aux 15 et 30 octobre, et au 15 novembre.

Un superbe élan de patriotisme et un accès de noble émulation s'empara de la classe riche en particulier, car on ne demanda rien au peuple<sup>4</sup>. Il s'agissait d'arracher la France à la rapacité de l'étranger : « tout devint possible<sup>5</sup> ». Les familles les plus fortunées furent taxées à 30 000 francs; quelques-unes même payèrent la somme vraiment énorme de 45 000 francs<sup>6</sup>. Les campagnes surtout et les petites villes se montrèrent admirables de dévouement. Parmi elles, Libourne se plaça au premier rang. Douze négociants de moyenne aisance y fournirent ensemble 54 000 francs; les dons de 5 000, 8 000 et même 10 000 francs n'y furent pas rares, et permirent d'alléger d'autant le fardeau de plus pauvres<sup>7</sup>. Les membres du Conseil d'arrondissement de la Réole firent tous abandon définitif au trésor de leur quote-part<sup>8</sup>. Un négociant de Bordeaux, Curciér

1. *Mémoires inédits*.

2. *Id.*

3. *Mémorial* du 17 septembre 1815.

4. *Mémoires inédits*.

5. Grand rapport au Conseil général de 1822.

6. *Mémoires inédits*, et rapport de 1822. — Cette affirmation de Tournon, appuyé par ses lettres officielles au ministre, montre quel cas il faut faire de la boutade de Bernadot : « Les grands royaux ont fait peser cet impôt sur ceux qui ne partagent pas leurs opinions afin d'assurer :

« Leur bien premièrement, et puis le mal d'autrui. »

Ce fut précisément les anti-royalistes que Tournon se vit obligé de contraindre par voie légale au paiement. — Cf. BERNADOT, *Tablettes*, t. IX, p. 250.

7. Journal *l'Indicateur*, 20 septembre 1815.

8. *Mémorial* du 13 juin 1816.

l'ainé, imposé à la somme de 12055 francs, la paya sur-le-champ, et déclara formellement qu'il renonçait à toute espèce de remboursement<sup>1</sup>. Grâce au stimulant contagieux d'un pareil zèle, en peu de jours on réunit plus de *trois millions*<sup>2</sup>. Tournon mit toute son application à encourager, par une élogieuse et large publicité, ces beaux exemples de désintéressement. Il signala au ministre les cas individuels les plus méritants, et fit successivement connaître dans son journal officiel, *le Mémorial*, les noms des communes qui avaient entièrement acquitté cette dette. Libourne tint encore le premier rang sur ce nouveau livre d'or<sup>3</sup>. Sa joie fut grande de pouvoir annoncer au gouvernement, dès le début de décembre, que la contribution était à peu près recueillie en entier dans tous les arrondissements. La somme dépassait déjà quatre millions<sup>4</sup>.

Certes, il était impossible que, dans une affaire de ce genre, tout marchât sans difficultés. Il y en eut de deux sortes. D'abord les réclamations des intéressés qui, malgré le zèle et la probité des répartiteurs, se produisirent en grand nombre. Beaucoup protestèrent, moins dans l'espoir d'obtenir une réduction qu'ils savaient à peu près impossible, que pour éviter d'être compris dans un autre impôt de même nature, et ne point laisser prescrire leur bonne volonté. Car « l'opinion générale était que la taxe ne serait pas remboursée, et qu'elle servirait de base à une autre contribution<sup>5</sup> ». La nouvelle de l'entrée des Espagnols en Navarre donna aussi la crainte que les étrangers, en cas d'occupation du département, ne trouvassent là un tarif tout prêt d'avance des diverses fortunes, pour les frapper<sup>6</sup>. Le préfet calma les inquiétudes en faisant annoncer, avec la retraite des Espagnols, que non seulement cet impôt serait remboursé, mais que toutes les dettes antérieures pour contribution de guerre aux particuliers et aux communes seraient intégralement payées.

Le plus gros ennui en la circonstance vint à Tournon, qui le

1. *Mémorial* du 11 novembre 1815.

2. *Mémoires inédits*.

3. *Mémorial* du 1<sup>er</sup> décembre.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, lettre du 4 et du 19 décembre 1815 à Decazes.

5. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, lettre à Decazes, 29 octobre 1815.

6. *Id.* F<sup>7</sup> 9661, lettre du 7 septembre 1815, citée.



croirait? de la lenteur des Bordelais eux-mêmes à solder leur quote-part. Beaucoup parmi eux se plaisaient à crier très fort : « Vive le roi ! » ou « Vive Madame ! », tant que cela ne coûtait rien ; leur dévouement s'arrêtait exactement à la limite de leurs intérêts. Vers la fin de décembre, le million qui restait encore à recouvrer était dû presque tout entier par le chef-lieu du département<sup>1</sup>. C'est en vain que le maire accourut à l'aide du préfet, et certifia le royalisme pécuniaire de ses administrés : « Bordelais, leur disait-il, le Roi et la Patrie réclament des sacrifices ; avant peu de jours, Sa Majesté saura que la ville fidèle, qui la première acquitta la dette de l'honneur, sera la première à acquitter la dette de la reconnaissance<sup>2</sup>. » Or, ce que Sa Majesté put savoir, c'est que Bordeaux demeura bon premier sur la liste des villes retardataires de la Gironde. Le ministre en témoigna au préfet sa vive surprise : « Je ne puis vous cacher mon étonnement de voir la seule ville de Bordeaux si en retard. Je vous recommande de ne rien négliger de ce qui peut mettre un terme à des lenteurs qu'il est plus difficile d'excuser à Bordeaux que partout ailleurs<sup>3</sup>. »

Tournon n'avait pas attendu ces conseils pour « activer » la rentrée de l'impôt. Après avoir opposé à toutes les réclamations « une fermeté inébranlable », il dut vaincre l'opiniâtreté de plusieurs par une inflexible rigueur, obligé même de faire vendre les meubles de certaines familles, et de recourir à l'humiliant emploi des garnisaires<sup>4</sup>. L'arrêté qu'il porta en cette circonstance est éloquent dans ses divers articles : «... Considérant que la contribution, presque soldée dans tous les arrondissements, présente encore dans la seule ville de Bordeaux un arriéré considérable, que nous avons statué sur toutes les réclamations..., accordé toutes les remises qui nous ont paru justes..., qu'ainsi les retards doivent être attribués à une coupable obstination devant laquelle l'autorité ne peut fléchir, surtout lorsqu'il s'agit, comme dans le cas présent, du recouvrement d'un impôt indispensable au salut de la France, ...tout

1. *Arch. Nationales* lettres 5 F<sup>7</sup> 906, de Tournon à Decazes, 4 et 19 décembre 1815, citées.

2. *Mémorial* du 17 septembre 1815 (signé E. Labrousse, pour Lynch, absent).

3. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065 ; réponse de Decazes à la lettre du 19 décembre 1815.

4. *Id.*, 5<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 19 novembre 1815.

retardataire sera contraint par le placement à domicile d'un ou de plusieurs garnisaires, qui recevra 2 francs par jour, sera nourri au domicile et aux frais du contribuable sans que, sous aucun prétexte, il puisse être placé à l'auberge ou dans une maison tierce..., quel que soit leur nombre, qui ne peut dépasser 10 ; ils resteront chez le contribuable jusqu'à l'entier paiement de sa cote, et ne se retireront qu'au vu d'un ordre à recevoir. Dans le cas où le contribuable refuserait de recevoir les garnisaires qui se présentent, ils se retireront auprès de M. le maire de Bordeaux qui donnera l'ordre à un commissaire de police de se rendre chez le contribuable pour y établir le garniaire, et dresser procès-verbal de toute rébellion... Toute plainte du garniaire ou du recevant sera portée devant le maire de Bordeaux, cela sans préjudice aucun des autres poursuites<sup>1</sup>. » Ces procédés draconiens étaient seuls efficaces pour venir à bout de quelques mauvaises volontés.

Combien Tournon aurait voulu éviter de tels éclats et de tels actes de dure sévérité<sup>2</sup> ! Lui qui avait donné tous ses soins et mis tout son cœur à diminuer pour les Bayreuthois et les Romains les lourdes charges du despotisme impérial, il se voyait contraint de pressurer des Français d'impitoyable manière. Il en souffrit cruellement : « Aucun acte de mes fonctions, avouait-il, n'a exigé de moi autant d'efforts sur moi-même et ne m'a fait éprouver autant de peine<sup>3</sup>. » C'est qu'il se rendait parfaitement compte de la grande gêne, sinon de l'impossibilité réelle d'acquitter leur part, où se trouvaient beaucoup d'habitants. Vers la fin de janvier 1816 seulement, il put annoncer au ministre le succès définitif de sa tenace énergie, et l'entier paiement des millions réquisitionnés<sup>4</sup>. — Vraiment, un tel effort financier, et malgré les quelques retardataires bordelais, alors que le commerce était réduit à néant, que la classe ouvrière souffrait d'une complète « pénurie de travaux publics et privés<sup>5</sup> », que tant d'autres charges pesaient sur la classe aisée, que la vente des vins en particulier, ce grand élément de la richesse girondine,

1. *Arch. départementales de Bordeaux*, registres des arrêtés préfectoraux, registre n° 38, arrêté du 16 décembre 1815.

2. 5<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, cité.

3. Lettre de Tournon à Decazes, 29 octobre 1815, citée.

4. *Id.*, 14<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 31 janvier 1815.

5. *Id.*, 4<sup>e</sup> rapport, 12 novembre 1815.

demeurait presque nulle, un tel effort financier enlève notre admiration<sup>1</sup>.

\*  
\* \*

Il l'enlève d'autant mieux que, pendant ces mêmes mois, la rentrée des contributions ordinaires se faisait partout active. Tournon, dès l'arrivée, trouva son département à peu près déshabitué de cette charge ennuyeuse d'acquitter les impôts. Lainé n'avait-il pas publié, le 15 mars 1815, une proclamation dans laquelle, en qualité de président de la Chambre dissoute, il engageait tout particulièrement les habitants de la Gironde à ne point payer « à *Buonaparte* » les contributions publiques<sup>2</sup> ! Du reste, les compatriotes de Lainé l'avaient prévenu sous ce rapport, et mis d'avance ses avis en pratique. Au 1<sup>er</sup> août 1815, huit jours après la venue du préfet, il restait en recouvrement les rôles de 1813, 1814 et 1815 ordinaires, 1813 et 1814 extraordinaires. La somme à percevoir s'élevait au chiffre formidable de 7.408.588 francs<sup>3</sup> ! — Pour un administrateur comme Tournon, et dans l'intérêt public, laisser s'aggraver encore un pareil état de chose apparaissait intolérable : il eut tôt fait de ramener dans ce chaos l'ordre et la régularité par l'emploi simultané de la manière conciliante et de la manière forte.

Les fêtes pour célébrer le retour des Bourbons duraient encore, lorsqu'une petite affiche et un entrefilet de journal pressant le public de passer à la caisse du receveur vint le

1. L'article 3 de l'Ordonnance du roi, du 16 août 1815, laissait à la disposition des départements la somme qui, sur les dix centimes par franc de non-valeur, demeurait disponible après le recouvrement de la partie afférente au gouvernement. Cette somme s'éleva, pour la Gironde, à 4 831 fr. 26. Le recouvrement total de la contribution extraordinaire y fut donc de 5 334 831 fr. 26. — Cf. rapport de Tournon au Conseil général de 1817. Le remboursement de cette somme fut terminé en 1821.

2. Cf. *Tablettes* de Bernadau, t. IX, p. 193.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>1c</sup> III, Gironde 6, grand rapport à Lainé, 25 mars 1818. Cf. grand rapport au Conseil général de 1822. — Un détail typique donnera quelque idée de la pénurie et de l'anarchie financière en ces années-là : Gary, ancien préfet de la Gironde, avait en vain réclamé, depuis le 23 mars 1813, jour de son départ, jusqu'à l'arrivée de Tournon, une somme de 6 114 fr. 99 qui lui était due sur son traitement. Quand il partit, le Receveur général n'avait en caisse que 3 800 francs qui, aussitôt après, furent employés à la solde de la Compagnie de réserve. — *Arch. départementales de la Gironde*, liasse, correspondance du préfet avec les Ministres 1806-1854, lettre du Ministre de l'intérieur, 28 mai 1816.

rappeler à des réalités moins poétiques<sup>1</sup>. Aux vivats des royalistes et à l'enthousiasme des foules, le gouvernement d'alors se voyait contraint de répondre surtout par d'instantes demandes d'argent. Afin d'engager ses administrés à marcher résolument dans cette voie douloureuse des paiements, Tournon annonça d'abord que toutes les dettes de l'État aux particuliers et aux communes, provenant des frais de guerre dans les années précédentes, seraient très exactement soldées, sous condition d'en donner la preuve claire et forte. Et ces dettes, qu'il appelait « sacrées<sup>2</sup> », se chiffraient par une somme énorme, car le département avait été accablé de réquisitions pour l'année 1813 et une partie de 1814. Elles s'élevaient à 2.200.000 fr. dont 800 000 aux particuliers et 1 400 000 aux communes<sup>3</sup>.

Le préfet comprit que la rapidité et la loyauté dans leur liquidation, en ressuscitant la confiance, très ébranlée, au crédit de l'État, imprimerait le branle à tous les autres paiements. Il ordonna donc que tout porteur de *bon* ou *récépissé*, témoignant de fournitures ou réquisitions antérieures, les remit au maire de sa commune, contre reçu, avant le 20 septembre, à peine d'annulation. Les maires à leur tour devaient, sous leur responsabilité personnelle, les envoyer au sous-préfet avant le 30, et ceux-ci les faire tenir à la préfecture dans l'espace de 15 jours<sup>4</sup>. Prévoyant même les cas, assez fréquents, où ces reçus auraient été perdus, il autorisa les contribuables à les remplacer provisoirement par un certificat du maire constatant le bien fondé de chaque réclamation. Les bureaux de la préfecture devaient, sous sa haute surveillance, vérifier tous ces reçus et bons, et les remettre enfin, signés de lui, aux receveurs, en vu du règlement immédiat ou comme acompte sur les impôts. — A la demande d'un grand nombre de communes, il accorda encore que les sommes dont l'État leur restait débiteur pour anciennes réquisitions de guerre leur fussent payées

1. *Indicateur* du 30 juillet 1815. — Il ordonnait aux percepteurs de ne pas exiger les frais dirigés contre les retardataires depuis le 1<sup>er</sup> avril jusqu'au 20 juillet (arrêté du 2 août).

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817 (très long sur cette question des réquisitions).

3. Cf. *Mémorial* du 3 octobre 1815, et rapport cité au Conseil général de 1817.

4. *Archives départementales de la Gironde*, registre 37 des arrêtés préfectoraux, arrêté du 31 août 1815. Cf. *Indicateur* du 4 septembre.



au moyen de compensations avec la contribution extraordinaire de cent millions<sup>1</sup>. Cette façon d'agir, qui restait conforme aux vues du Ministre des finances, acheva d'ôter le plus fort prétexte aux malveillants pour ne point solder leurs impôts. « Au milieu des difficultés de tous genres qui entourent l'administration, pouvait dire Tournon, elle ne perd jamais de vue que la fidélité à remplir les promesses est la base de tout crédit, et que c'est en consacrant le principe qu'en aucun cas il n'est permis de s'éloigner de la justice, que l'on sert le roi d'une manière digne de lui<sup>2</sup>. » Surtout, il en acquit le droit d'exiger à son tour des autres, scrupules et célérité. Le zèle des maires fut mis à contribution, et leur influence lui servit beaucoup en la circonstance. « Vous savez, leur écrivait-il, que les impositions d'une année devraient être soldées dans le mois de janvier de l'année suivante. Employez toute votre influence sur vos administrés pour les porter à solder les anciens exercices; appelez auprès de vous les principaux contribuables, et engagez-les, par leur dévouement au roi et à la patrie, à solder ce premier tiers de l'imposition de l'année<sup>3</sup>... Parlez aussi aux petits propriétaires chez lesquels les sentiments ne sont pas moins ardents, et faites en sorte qu'ils payent à la fin de chaque mois les termes échus<sup>4</sup>. »

Le solde exact des impôts n'est pas toujours le plus pénible de la charge imposée au contribuable; il y a aussi la manière de les percevoir. Des frais inutiles, des vexations, de doulou-

1. Même arrêté. — Le paiement de ces réquisitions devait en outre être imputé : 1<sup>o</sup> sur les fonds restant libres provenant des *contributions extraordinaires* de 1813 et 1814 (le total de ces contributions s'élevait, dans le département, à 4 025 292 francs) ; 2<sup>o</sup> sur le produit des contributions *directes* arriérées et encore dues au 1<sup>er</sup> janvier 1815 (Lois des 28 avril 1816 et 25 mars 1817). Mais ce ne fut qu'à dater du 28 mai 1816 que le ministre abandonna définitivement au préfet, pour cet usage, les fonds provenant des contributions extraordinaires de 1813 et 1814.

Or, à cette date, il restait encore à payer 600 198 fr. 46 de réquisitions, et le reliquat des *contributions extraordinaires* ne s'éleva qu'à 401 554 fr. 72. Vu la pénurie du Trésor, le paiement de la différence fut long et difficile. — En 1818, elle était encore de 379 625 fr. 77 ; cf. rapports de Tournon au Conseil général de 1817, 1818, 1819.

2. *Mémorial* du 3 octobre 1815, cité.

3. Quatre douzièmes des impôts étaient demandés dans le premier trimestre de 1816.

4. *Arch. Nationales*, ADXIX<sup>1</sup> 24, circulaire aux maires, du 5 février 1816; cf. circulaire du 22 février.

reuses humiliations peuvent en doubler l'amertume, « et la rendre intolérable, en blessant les plus nobles sentiments<sup>1</sup> ». Tournon mit tout son zèle à écarter de tels abus ; obligation faite aux percepteurs « de se rendre fréquemment dans chaque commune pour y faire leur recette », « de lui fournir chaque mois l'état des frais imposés le mois précédent ; « oreille de l'administration toujours ouverte aux plaintes fondées des contribuables » ; « soins constants donnés aux choix de ces agents », réunion en un seul code de perception, « réduit aux termes les plus simples<sup>2</sup> », des dispositions légales antérieures trop multipliées, et parfois même contradictoires..., il ne négligea rien pour rendre, au mieux, facile et tolérable cette levée de trop lourds impôts.

La manière persuasive ne devait cependant pas suffire : on dut y joindre, comme pour l'imposition extraordinaire, les voies de rigueur. Tournon sévit d'abord contre les percepteurs eux-mêmes. Un assez grand nombre d'entre eux avait mis à profit ces temps d'instabilité gouvernementale pour couler une existence fort douce à côté de leur caisse vide... et vidée quelquefois par eux-mêmes. La parfaite insouciance des contribuables à payer se doublait, trop souvent, d'une entière négligence des percepteurs à réclamer. Les coupables retards dans les versements, l'irrégularité des écritures, « l'absence de toute comptabilité », en un mot l'incurie pour la gestion des deniers publics, étaient passés en habitude chez plusieurs d'entre eux. Tournon fit promptement cesser de tels désordres. Les arrêtés préfectoraux de ce temps-là foisonnent en destitutions provisoires ou définitives, et même en saisies de percepteurs. Celui de Lesparre, un sieur Coiffard, ne pouvait produire aucun registre de recette pour l'année 1813 sur laquelle il lui restait encore à recouvrer 40 048 francs : ordre est donné au receveur général de le contraindre à payer « par les voies du droit et même par corps<sup>3</sup> ». Plusieurs percepteurs de cet arrondissement, se prévalant de l'exemple de leur chef, ont commis de scandaleuses négligences : ils sont « forcés à recettes » sur leurs biens personnels<sup>4</sup>. Des garnisaires vont s'établir chez les

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

2. Rapport au Conseil général de 1817.

3. Registre 38 des arrêtés préfectoraux, arrêté du 24 janvier 1816.

4. *Id.* arrêté du 26 janvier 1816. — Étaient particulièrement en

percepteurs des communes d'Audenge, d'Andernos, Biganos, Leige, Lanton, Mios, Pessac et Cestas qui n'ont pas rendu compte des recettes et dépenses communales de l'année 1815<sup>1</sup>. Tous les percepteurs du département se voient tenus de solder, avant le 15 mai 1816, les impôts de 1815, en numéraire ou pièces comptables; le soir de ce jour, les maires devront, sans une seule exception, retirer les rôles de leurs mains et les envoyer à la préfecture; les sommes incomplètes resteront à la charge des dits percepteurs, ce manque « ne pouvant être attribué qu'à la négligence<sup>2</sup> ».

Comme ces mesures, pourtant énergiques, ne pouvaient vaincre encore l'inertie de quelques-uns, le receveur général reçut ordre de contraindre, par toutes les voies de droit, et sous sa propre responsabilité, chaque percepteur en retard, principalement en établissant chez eux et à leurs frais une escorte de gendarmerie, à raison de 5 francs par jour pour chaque gendarme<sup>3</sup>. D'autre part, plusieurs de ces fonctionnaires qui avaient reçu avis de leur destitution, ou l'attendaient à brève échéance, s'étaient permis de prélever sur la caisse à eux confiée le montant de leur gage, et même au delà. Tournon porta, contre eux, l'arrêté suivant: « Tout percepteur, soit en activité, soit remplacé, trouvé en *débet* pour quelque motif que ce soit, lors de la remise de son service au comptable qui le remplacera, sera sur-le-champ signalé par le receveur particulier soit au maire, soit à l'officier de gendarmerie commandant la brigade la plus voisine, qui feront arrêter le prévenu pour être mis à la disposition du tribunal chargé de punir les délits de cette nature<sup>4</sup>. » — Les maires à leur tour, pris en défaut sur cette grave question financière, n'échappaient pas aux sanctions communes. Celui de Saint-André-de-Cubzac avait produit des pièces qui étaient loin de justifier l'emploi des sommes et des denrées par lui reçues pour assurer le service des troupes en 1814. Tournon lui accorda huit jours

retard les percepteurs de Pauillac, Cessac, Saint Estèphe, Begadan, Loirac, Potensac, Saint-Jullien, Queyrac, Saint-Laurent.

1. Arch. départementales de la Gironde, registre n° 40, arrêté du 10 août 1816.

2. *Id.*, registre n° 38, arrêté du 25 mars 1816.

3. *Id.*, arrêté du 11 mars 1816. — Tournon se basait, pour porter cette sévère mesure, sur l'article 40 de la loi du 17 brumaire an VI.

4. Registre 40, arrêté du 3 mai 1816.

pour fournir tout le détail des recettes et dépenses; passé ce délai, il devait être procédé à la liquidation entière de sa comptabilité, d'après les seules pièces déposées aux bureaux de la préfecture<sup>1</sup>. La profondeur du mal légitimait le caractère draconien de ces multiples sanctions.

Par un ricochet trop naturel, ces rendements de compte scrupuleux, et cette sévérité envers les percepteurs, devaient descendre et atteindre les contribuables à leur tour. Les procédés employés pour l'imposition extraordinaire de cent millions contre les retardataires reparurent plus nombreux encore : saisies, ventes forcées, placement de garnisaires, contraintes par corps... La liste s'en allonge, douloureuse et lamentable, dans les nombreux arrêtés préfectoraux de ce temps-là. Tournon se vit même obligé de livrer au procureur du roi les plus récalcitrants, qui ajoutaient au refus de payer les propos offensants et les injures<sup>2</sup>. Bordeaux eut encore le triste privilège de tenir, et de beaucoup, le premier rang dans cette nomenclature des mesures de sévérité. Et cependant, au grand regret du préfet, cette ville absorbait à elle seule, pour couvrir le déficit de ses impôts, la presque totalité, les neuf dixièmes en moyenne, des fonds de non-valeurs, dont l'excédent aurait dû être réparti entre les contribuables les plus malheureux du département. La cause en provenait « de la multitude de petits propriétaires qui, n'offrant d'autre gage que leur maison dépouillée de meubles, et souvent non louée, échappaient au percepteur par le moyen de certificats d'indigence, de procès-verbaux de carence, de leur misère enfin trop bien constatée<sup>3</sup> ». Tournon s'efforça de remédier de son mieux à cette déplorable partialité dans les remises<sup>4</sup>. Mais

1. *Id.*, registre 38, arrêté du 27 septembre 1815.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9063, lettre du 15 janvier 1816, à Vaublanc, citée.

3. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

4. Il ne réussit que faiblement. « Cet état de chose existera jusqu'à ce que le cadastre ait fourni les bases d'une répartition plus régulière et plus exacte, disait-il au Conseil général, et jusqu'à ce qu'une révision de la répartition de la contribution personnelle et mobilière ait proportionné plus exactement le contingent assigné à la ville de Bordeaux, et ceux des autres arrondissements... Conformément à mon arrêté du 18 juin 1817, le directeur des contributions directes a fait dresser l'état des vacances des maisons de Bordeaux en 1819. Il résulte de cet état qu'il y aura lieu de retrancher des rôles de 1820 un revenu imposable de 133 421 francs qui donnera une diminution de contributions de



quelle douloureuse corvée pour lui que ce pressurage financier d'un département et d'une ville auxquels il avait voué, dès le début, toute son affection ! Parce que le roi lui donne, en 1817, 18 000 francs, pour secourir les plus malheureux d'entre les contribuables, il s'écrie avec émotion : « Si mon zèle a ramené de l'ordre dans la rentrée des contributions, mes efforts sont bien payés par la possibilité où me place sa bonté de faire quelque bien<sup>1</sup>. »

D'ailleurs, l'empressement que mit l'immense majorité de ses administrés à répondre à son ardent appel, et le succès vraiment très remarquable de ses efforts, le consolèrent bien du mauvais vouloir d'un petit nombre, comme des tristesses inhérentes à la besogne. « Le zèle des contribuables à s'acquitter fut si grand, nous apprend-il lui-même, qu'au commencement de 1816, l'arriéré de 1813 et 1814 était rentré en totalité, et l'exercice 1815 était en grande partie soldé<sup>2</sup>. » A cette date, il avait fait rentrer pour 4 842 963 francs d'impôts directs, ce qui, ajouté aux 4 500 000 francs de l'imposition extraordinaire, alors soldés, donnait le joli total de 9 342 963 francs<sup>3</sup>. Quelques mois plus tard, ce chiffre atteignait 15 000 000, c'est-à-dire la moitié environ du produit foncier total de la Gironde<sup>4</sup>, et au 1<sup>er</sup> mars 1818, il était à 31 787 353<sup>5</sup> ! — Un an après son arrivée, notre préfet touchait ainsi au terme de son labeur : le paiement de tous les impôts en retard, et l'ordre assuré désormais dans leur perception par une marche méthodique. « Peut-être me sera-t-il permis de faire remarquer qu'à aucune autre époque les recouvrements n'ont été dans une plus favorable situation<sup>6</sup> », disait-il, non sans fierté, au Conseil général de 1817 ; et ce ne fut pas « sans de grands efforts

27 420 francs... » Rapports de Tournon au Conseil général de 1819 et de 1820.

1. Rapport au Conseil général de 1817, cité.

2. Grand rapport au Conseil général de 1822.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, lettre à Vaublanc, 15 janvier 1816, citée.

4. Grand rapport au Conseil général de 1822. — Ce chiffre de 29 à 30 millions de revenus fonciers pour la Gironde est celui que donne le directeur des contributions directes, Deston, dans un *Mémoire explicatif* au préfet (d'une trentaine de pages) protestant contre le chiffre de 40 millions qu'avaient fixé les Commissaires généraux. — Ce curieux document (3 octobre 1816) est aux *Arch. de Gênelard*.

5. Grand rapport du 25 mars 1818 à Lainé, cité.

6. Rapport au Conseil général de 1817, cité.

et sans une volonté bien ferme<sup>1</sup> » que Tournon obtint pareil résultat.

La disette de 1816 et 1817 vint entraver un moment cette belle régularité. Il y eut encore « difficulté extrême<sup>2</sup> » à faire rentrer les impôts ; et les receveurs, qui avaient appris à connaître la rude main du préfet, lui demandèrent à nouveau des garnisaires. Cette fois, il se refusa catégoriquement aux moyens rigoureux ; il sollicita et obtint du Ministre des finances « quelque indulgence<sup>3</sup> » pour les retardataires : trop de misères poignantes s'étaient sous ses yeux, et lui montraient « l'impuissance réelle des contribuables<sup>4</sup> ». Ce ralentissement forcé ne dura guère ; à partir des premiers mois de 1818, « il ne fut plus question d'arriéré<sup>5</sup> ». Le compte de chaque année était « apuré » dès le commencement de l'année suivante, et « cet état de choses devint permanent<sup>6</sup> », pour le plus grand profit du Trésor, des impôts et des imposés<sup>7</sup>.

\*  
\* \*

Suivant une marche logique du général au particulier, et par l'effet de l'impulsion une fois donnée, ce bel ordre introduit dans la perception des deniers de l'État passa aux finances du département, des communes et jusqu'aux impopulaires contributions indirectes. — Le budget départemental où s'alimentaient les grands services publics de la Gironde (voies de communication, hospices, prisons, édifices départementaux), voté annuellement par le Conseil général, demeurait, dans son usage et son emploi, sous l'entière responsabilité du préfet. Nous verrons Tournon user des plus persuasives méthodes pour l'obtenir aussi large que possible ; tant de besoins urgents, de travaux indispensables, et d'immenses perspectives d'améliorations qu'il jugeait nécessaires, s'offraient à son inlassable

1. Lettre du 15 janvier 1816 à Vaublanc, citée.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, 81<sup>me</sup> rapport, 22 octobre 1817.

3. *Id.*

4. *Id.*

5. Grand rapport de 1822.

6. *Id.*

7. « Cette rapidité dans le recouvrement, assure Tournon, loin d'accroître leurs frais, les a réduits ; car, tandis qu'en 1812 ils s'élevaient à  $\frac{1}{80}$ <sup>me</sup> de la recette ou à  $\frac{1}{2}$  p. 100, en 1820, ils n'ont été que de  $\frac{1}{138}$ <sup>me</sup> ou  $\frac{2}{3}$  p. 100 ». Grand rapport de 1822.

activité! Ce budget, qui était en 1815 de 419 000 francs<sup>1</sup>, se rapprocha de 500 000 francs, les années suivantes. Et quand les ministres rognaien trop sur les fonds votés par le Conseil général, Tournon prenait sa bonne plume et les rappelait à l'ordre. « Vous savez que ce département a constamment voté les cinq centimes facultatifs, écrivait-il à Lainé ; cependant, il n'a jamais pu en employer qu'une très faible partie aux améliorations que ses besoins réclament... Ce département supporte une charge énorme (120 000 francs) par suite de son établissement des Enfants Trouvés qui reçoit un grand nombre d'enfants nés dans les départements voisins... ; sa vaste étendue, sans proportion avec sa richesse territoriale, exige d'énormes dépenses pour l'entretien des routes *auxquelles on n'a employé, depuis 4 ans, que la somme de 49 000 francs accordée cette année.* Cette situation particulière exige qu'il puisse disposer d'une somme plus forte que celle de 427 711 francs qui lui est allouée par votredécision du 29 mars. Celle de 460 000 francs lui est indispensable... ; (autrement) tous les services resteront en souffrance. Je ne doute pas que Votre Excellence ne fasse droit à mes justes réclamations; et certes, en (lui) accordant 67 000 francs sur les fonds communs auxquels il en verse 72 000, on ne vous accusera pas d'avoir favorisé le pays qui vous est le plus cher<sup>2</sup>. » Lainé ne pouvait que se rendre à pareille argumentation.

Avec les nombreuses mutations de maires qui accompagnèrent chaque changement de régime, et malgré l'abandon de tous les travaux publics, les budgets communaux, livrés parfois aux caprices individuels, ou n'existaient pas, ou se bouclaient trop souvent par un déficit. Plusieurs communes « *touchaient même à leur ruine*<sup>3</sup> ». Pour y ramener d'abord la clarté, Tournon ordonna aux maires de réunir en un seul tous les comptes des années 1813, 1814 et 1815. Ce point acquis, et les réquisitions ou dépenses faites au nom de l'État pour l'entretien des troupes examinées avec soin et soldées aux communes, la consigne inflexible devint : régularité pour l'économie, « car, disait-il, l'économie est une suite de l'ordre<sup>4</sup> ». Afin d'en

1. Cf. Rapport de Tournon au Conseil général de 1816.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>3</sup> II, Gironde 9, lettre de Tournon à Lainé, 2 avril 1817.

3. *Mémorial* du 18 janvier 1822.

4. *Arch. Nationales*, AD XIX<sup>1</sup> 24, 43<sup>e</sup> circulaire aux maires, 19 juin, 1816.

donner tout le premier l'exemple, il veilla scrupuleusement à ce que, dans les mois de l'été, les comptes de l'année précédente fussent arrêtés dans ses bureaux et, au mois de décembre, tous les budgets réglés et transmis aux maires. « Il est résulté de cette double opération, faite à l'avance pour chaque exercice, écrira-t-il au Conseil général de 1822, une régularité très remarquable. Ainsi, en près de sept années, aucune commune n'a souffert la plus légère perte de ses revenus par l'infidélité de ses agents de perception <sup>1</sup>. » Et l'économie, selon sa formule, vint à la suite de l'ordre. Tout convaincu qu'il était que « les autorités locales sont les meilleurs juges des besoins communaux », et en autorisant d'ordinaire les propositions de travaux ou améliorations diverses votées par les Conseils municipaux, il se fit une loi de ne jamais approuver les demandes qui excéderaient les revenus, sauf le cas d'emprunt de nécessité dûment reconnue <sup>2</sup>. Il exigea même qu'une petite partie des fonds fussent mis en réserve chaque année, moins pour en interdire l'emploi aux communes que pour balancer « la différence pouvant exister entre les recettes réelles et les recettes présumées <sup>3</sup> », et pour faciliter le moyen de subvenir, dans une occasion pressante, à une dépense imprévue. « Souvenez-vous, ajoutait-il aux maires, que toute somme que vous épargnez et que vous pourriez dépenser, augmente vos ressources <sup>4</sup>. »

Aussi, dans toutes les communes autres que Bordeaux, les recettes dépassèrent constamment les dépenses et fournirent, en des temps difficiles, les plus précieux secours. L'excédent global qui était de 192 000 francs en 1815, atteignit 303 000 francs dans la dernière année de l'administration de Tournon <sup>5</sup>. Aussi pouvait-il, après avoir énoncé en trois tableaux les recettes et la nature des dépenses des communes durant les cinq premières années de sa préfecture devant le Conseil général de 1821, résumer les succès de ses efforts par ces suggestives paroles : « Les résultats que j'ai l'honneur de mettre sous vos yeux sont remarquables en ceci, que les communes ayant eu à dis-

1. Grand rapport au Conseil général de 1822.

2. *Arch. Nationales*, ADXIX<sup>1</sup> 24. Circulaire aux maires, 30 janvier 1816.

3. *Id.*

4. *Id.* Circulaire du 19 juin 1816.

5. Grand rapport au Conseil général de 1822.



poser pendant cinq ans d'une somme de 4 268 234 francs <sup>1</sup> pour leurs dépenses ordinaires ou extraordinaires, elles ont trouvé le moyen d'en consacrer un quart à peu près à des constructions ou réparations d'une utilité générale. Les églises, aux plus pressants besoins desquelles on avait à peine pourvu depuis 1810, ont été réparées; des presbytères qui avaient été vendus ont été rachetés; ceux qui existaient encore ont été restaurés ou agrandis; des chemins, des promenades, des ports, des fontaines ont été construits; partout les Conseils municipaux ont porté le même zèle pour employer leurs revenus à des dépenses durables et utiles <sup>2</sup>. »

Entre les diverses communes, la ville de Bordeaux mérite, au point de vue financier, une mention spéciale <sup>3</sup>. Bien que soustrait à l'examen direct du préfet <sup>4</sup>, son budget n'en ressentit pas moins l'influence salutaire de l'ordre que celui-ci imposa dans toutes les choses relatives aux deniers publics. — Elle était fort endettée; elle devait 500 000 francs au Trésor depuis la construction du Dépôt de mendicité <sup>5</sup>, et 262 981 francs aux hospices <sup>6</sup>. Elle avait emprunté, en 1814 et 1815, 147 342 francs pour les dépenses relatives à la Garde nationale <sup>7</sup>. Sans qu'aucun

1. Les recettes des communes pendant ces cinq années (1815, 1816, 1817, 1818, 1819) avaient été de 1 370 139 francs. — Il leur restait donc en caisse, en 1820, 101 905 francs.

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821.

3. Ces détails sur les finances de Bordeaux à cette époque sont d'autant plus précieux que toute la collection des comptes afférents aux années entre 1795 et 1815 a été détruite dans l'incendie de l'Hôtel de Ville en 1862, et que, pour toute la préfecture de Tournon, les archives de la ville relatives à ce point sont extrêmement pauvres.

4. Les budgets de Bordeaux, de Libourne et de Blaye étaient réglés directement par le gouvernement. — D'après l'article 44 de la loi sur les finances du 15 mars 1818, les villes dont les comptes de recettes et dépenses, tant ordinaires qu'extraordinaires, dépassaient 100 000 francs, devaient les rendre annuellement publics par la voie de l'impression.

5. *Arch. Nationales*, F<sup>13</sup> 4714, lettre de Lainé à Tournon, 1<sup>er</sup> juillet 1816. — On sait que la ville devait fournir 800 000 francs pour cette construction, en retour de la cession des terrains du Château-Trompette.

6. Cf. page 358.

7. *Arch. départementales de la Gironde*, registre 38 des arrêtés préfectoraux; arrêté de Tournon, 6 janvier 1816. — Dans ces questions financières relatives à la Garde nationale de Bordeaux on relève des traits vraiment comiques. C'est ainsi qu'elle avait offert, en 1815, sur les conseils du général Decaen, un plantureux festin aux troupes de la garnison qui coûta 23 743 francs. Les autorités établies après le 1<sup>er</sup> avril ne voulurent tenir aucun compte des réclamations des malheureux traités, et ce

travail important fût entrepris, et malgré le délaissement de toute amélioration, même parmi les plus urgentes, la municipalité équilibrait difficilement son budget avec les comptes courants ordinaires<sup>1</sup>. Aussi, quand vint la grande affaire de la démolition du Château-Trompette, on se trouva, dès le début, à court d'argent. Les ressources qui proviendraient de la vente des terrains, c'était pour un futur encore éloigné; tandis que le paiement des ouvriers, les exigences de l'État, et surtout les réclamations des Hospices, énergiquement soutenus par le préfet, pour rentrer dans leurs fonds, c'était pour le présent.

Le Conseil municipal, un peu terne et très timoré, ne savait pas se résoudre au seul acte susceptible de le tirer d'embarras : *l'emprunt*. Tournon, qui depuis longtemps méditait cette opération<sup>2</sup>, dut le pousser en quelque sorte, l'épée dans les reins. « Notre administration municipale, mandait-il au Ministre de l'intérieur, est plus remarquable par sa prudence que par l'étendue de ses vues, et elle redoute toute opération qui exige une grande hardiesse. Je travaille à la convaincre de l'intérêt qu'elle a d'agir avec moins de timidité<sup>3</sup>. » Lainé, de son côté, en pleine conformité de vues avec le préfet, activait au mieux, par ses conseils, cette indispensable opération : « Je crois devoir répéter que la Ville ne sortira de son malaise qu'en créant des rentes sur son Hôtel de Ville, ou par un emprunt combiné..., et ensuite en s'offrant une de ces Banques par qui les capitaux se multiplient à cause de la rapidité de la circulation<sup>4</sup>. »

fut seulement le 26 octobre 1815 que Tournon, trouvant « peu convenable » de faire payer la note à la Garde nationale, prescrivit au maire de tout solder. (Cf. registre 38, arrêté du 26 octobre 1815).

1. Le budget de 1816 fut même en déficit de 235 fr. 05. — Cf. pour les budgets de Bordeaux à cette époque : *Un siècle d'administration, Finances et Octrois*, par la Municipalité bordelaise, t. I, p. 17.

2. *Arch. de Génélard*, lettre de Tournon à Lainé, 12 juin 1817. — Tournon voulait un vaste emprunt qui pût solutionner, avec les autres difficultés, celle du manque de fontaines. Voici comment il fait part de son projet à Lainé : « Je vous entretiendrai d'un projet que je médite depuis longtemps, tendant à procurer à la ville de grands avantages. Il s'agirait de faire un emprunt au moyen duquel on conduirait dans divers quartiers des masses d'eau assez considérables pour pouvoir en vendre la plus grande partie. Le produit des ventes fournirait au remboursement de l'emprunt, et donnerait un profit. Je fais dans ce moment calculer la dépense et le produit des ventes. » Même lettre.

3. *Arch. de Génélard*, lettre de Tournon à Lainé, 17 juin 1817.

4. *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de Lainé à Tournon, 15 juin 1817.

Il fallut bien enfin céder à la nécessité. Tournon discuta lui-même les premières conditions du futur emprunt dans la séance où fut examiné, avec Balguerie-Stuttenberg et D. Guestier, le cahier des charges relatif à la concession du droit de péage sur le pont de Bordeaux<sup>1</sup>. L'un et l'autre y virent « plus de difficultés » qu'à celui du pont; le crédit de la ville ne leur inspirait alors qu'une bien médiocre confiance. Ils se déclarèrent prêts néanmoins à souscrire « pour une somme considérable », à la condition que l'affaire se traiterait à Bordeaux même, et qu'elle serait préalablement autorisée par une Ordonnance royale<sup>2</sup>. Le préfet sonda ensuite les dispositions d'un grand nombre de négociants qui promirent leur concours<sup>3</sup>. Le terrain étant de la sorte bien préparé, on marcha de l'avant. L'Ordonnance qui autorisait l'emprunt parut le 10 octobre 1817. L'émission des obligations, pour une somme de plus de deux millions, réussit au delà des espérances<sup>4</sup>. Les titres se classèrent très vite, et prirent même bientôt une forte plus-value; c'était pour la ville une période d'activité féconde et de libre aisance qui commençait, au lieu de la gêne précédente et de la vie au jour le jour.

Les deux millions servirent à payer toutes les dettes anciennes, à presser la démolition du Château-Trompette, à mettre en état d'être vendus les terrains concédés par le gouvernement, à donner plus d'envergure et d'entrain aux divers travaux municipaux. « La régularité de la ville à payer les intérêts, disait Tournon au Conseil général de 1822, a élevé la valeur des actions bien au-dessus du pair; la régularité a créé le crédit et, par suite, réduit le prix de toutes les fournitures et de toutes les adjudications... La circulation du numéraire, résultat des constructions nouvelles, et le prélèvement que fait l'octroi sur les matériaux qu'on y emploie ou sur les consommations des ouvriers étrangers, indemnisent en partie la ville des intérêts qu'elle paye<sup>5</sup>. » Aussi, le tiers de

1. *Arch. Nationales*, F<sup>2</sup> I, 969, lettre de Tournon à Lainé, 23 septembre 1817; longue et intéressante lettre.

2. Même lettre.

3. *Id.*

4. C'est le premier exemple d'emprunt d'une ville qui ait été réalisé au moyen de l'émission d'obligations. Il fut créé 2249 obligations au prix de 1000 francs chacune. (Cf. Bernadau, *Tablettes*, t. IX, p. 480.)

5. Grand rapport de Tournon au Conseil général de 1822.

cet emprunt était-il déjà remboursé à la fin de 1821<sup>1</sup>. — Certes, Bordeaux n'entra pas encore définitivement dans cette voie des grandes améliorations que désirait Tournon, construction de fontaines publiques, alignements, pavages, égouts...; tout cela ne devait s'entreprendre avec méthode que bien plus tard, après 1850 : sa préfecture n'en demeura pas moins, pour la Ville, une période remarquable d'ordre, d'économie, d'essais féconds et de bienfaisante initiative.

\*  
\* \* \*

Cet assouplissement général de ses administrés à un paiement régulier, prompt, loyal des impôts directs porta ses fruits quand vint le dangereux rétablissement des impôts indirects et des *Exercices*. Nulle part en France, ils n'étaient plus odieux qu'à Bordeaux. Pour amener le public contre le régime impérial, le duc d'Angoulême avait écrit en grosses lettres : *Plus de droits réunis*; et depuis, on avait répété ce cri à satiété. Pendant l'année 1814 et même 1815, le département de la Gironde s'était soustrait, avec un parfait ensemble, à cette charge onéreuse. Tournon, pas plus du reste que le gouvernement, ne pouvait tolérer longtemps un tel mauvais exemple. Il voulut remettre en vigueur, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1816, les principes de la loi du 8 décembre 1814 qui réglait la matière. Peu rassuré sur l'accueil qu'on allait faire à cette mesure impopulaire, et craignant « l'esprit inquiet » de la classe des débitants, il prit quelques mesures préventives : circulaire aux maires pour les instruire de leurs devoirs, et avis au directeur des contributions indirectes pour « que les employés usassent, dans ces premiers moments, de toute la modération<sup>2</sup> » possible. Le succès dépassa ses espérances; dans trois villages seulement, il y eut quelques tentatives de résistance; mais comme Tournon « annonça la résolution de soutenir les agents de la régie par la force militaire », et grâce « à la connaissance qu'on avait de sa fermeté<sup>3</sup> », on se soumit

1. Même rapport. Ce n'est que bien plus tard, en 1852, que commença la série des grands emprunts destinés à des travaux d'utilité publique ou communale, en particulier l'emprunt de 4800 000 francs, en vue de pourvoir la ville d'eau et de fontaines dont elle avait le plus pressant besoin.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>o</sup> 9065, 41<sup>e</sup> rapport, 41 janvier 1816.

3. Même rapport.



très vite, et le nouveau mode d'impôt fut introduit, dès le 1<sup>er</sup> janvier, « sans le moindre obstacle<sup>1</sup> ».

La « vexatoire<sup>2</sup> » loi du 28 avril 1816 — qui pourtant demeura le code des contributions indirectes durant de longues années — vint augmenter encore les sommes à percevoir, les formalités et le droit de visite. Elle parut, dès l'abord, à Tournon très difficile à faire accepter. Les ennemis du régime ne pouvaient manquer si belle occasion; « ils cherchèrent à exciter, contre le pouvoir, l'animadversion publique, parlant de sédition, de destruction des registres, ce qui excita du vacarme à la Bourse<sup>3</sup> ». Le préfet livra quelques-uns des plus exaltés à la Cour prévotale, fit circuler quelques gendarmes en civil, avec ordre d'arrêter quiconque pousserait le cri *A bas les droits réunis*, afficha une proclamation où il annonçait sa résolution inébranlable de faire exécuter la loi..., et tout se calma comme par enchantement. Il aurait cependant vivement désiré éviter à tous les débitants cette très ennuyeuse formalité des Exercices, et voir la ville, ou du moins une corporation de ses débitants, s'abonner avec l'administration des impôts indirects, comme la loi le permettait. Il en différa l'exécution jusqu'au 1<sup>er</sup> juin, pour donner aux intéressés tout le temps que réclameraient les pourparlers. Le Conseil municipal refusa l'abonnement parce qu'il craignait qu'en prenant avec l'administration l'engagement de payer à date fixe une somme considérable, « il n'obtint pas en retour la certitude de la part des cabaretiers d'un remboursement régulier<sup>4</sup> ». Ces derniers ne parvinrent pas non plus à se mettre d'accord pour l'abonnement en corporation.

Les Exercices d'après la nouvelle loi commencèrent donc à la date fixée par Tournon. La sagesse de ses administrés, la passive résignation de tous ces petits commerçants à se soumettre combla de joie notre préfet. « Les Exercices, *cette Méduse* des Bordelais, sont en pleine activité, mon cher

1. Même rapport.

2. *Souvenirs du baron de Barante*, t. II, p. 246, 247.

3. Les lettres sur cette question des *Exercices* sont nombreuses. Cf. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9067, lettre du 18 mai à Lainé; 29<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 22 mai; 30<sup>e</sup> rapport, 30 mai; 32<sup>e</sup> rapport, 18 juin. — *Arch. de Gênelard*, 31<sup>e</sup> rapport, 10 juin; — *Arch. de M. de Barante*, lettre à Barante, 2 juin 1816, etc.

4. *Arch. de M. de Barante*, lettre de Tournon à Barante, 2 juin, citée.

Barante, écrivait-il; après avoir bien pris mes mesures, bien prouvé que, s'ils avaient lieu, c'était uniquement parce que les débitants ne voulaient pas de l'abonnement, j'ai ordonné qu'ils commenceraient le 30 mai. Pendant les trois jours qui viennent de s'écouler, la totalité des débitants a été *exercicée*, sans que le moindre tumulte ait appelé l'emploi des moyens répressifs que j'avais réunis. Nous pouvons donc considérer les exercices comme *acclimatés* dans une ville où l'on ne croyait pas qu'ils réussissent aussi bien<sup>1</sup>... On n'entend pas un seul murmure et les produits de ces quinze jours surpassent les espérances. Il est vrai de dire aussi que les employés remplissent leurs devoirs avec une parfaite modération<sup>2</sup>... Sur 1 500 débitants, à peine 200 ont cessé leurs débits, et ce sont tous des hommes sans ressources qui revendaient verre à verre le vin et l'eau-de-vie. Tous les autres... se montrent parfaitement obéissants<sup>3</sup>. »

Aussi, quand Tournon voyait qu'à Paris on franchissait à la légère la limite du possible, sans égard aux misères dont il était le témoin attristé, comme dans le lamentable doublement des patentes ordonné (même loi du 28 avril 1816) par la Chambre introuvable, beaucoup plus occupée à créer des difficultés aux ministres que soucieuse des véritables intérêts du royaume, il en était exaspéré, et savait le dire au gouvernement : « Il n'y a qu'une voix contre le doublement des patentes; on est d'avis que le recouvrement de ce double droit sera impossible, du moins pour les plus faibles cotes<sup>4</sup>... Toutes les classes repoussent le projet de la Commission; elles le considèrent comme attentatoire à la fortune publique et particulière<sup>5</sup>. » Le pitoyable résultat de cette extension donnée à un impôt, « de sa nature mal distribué », s'exprima par le nombre de

1. Lettre de Tournon à Barante, 2 juin 1816, citée.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 32<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 17 juin 1816.

3. *Arch. de Gévelard*, 31<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 10 juin 1816.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 21<sup>e</sup> rapport, 20 mars 1816.

5. *Id.*, F<sup>1c</sup> III Gironde 9, lettre de Tournon à Vaublanc, 25 mars 1816.

— Tournon ajoutait, comme preuve à l'appui de cette opinion : « Dans un des arrondissements de perception de Bordeaux, les patentes au-dessus de 50 francs ont été imposées dans une proportion donnée, de manière que les patentables devaient payer 109 000 fr. ; il a été impossible de percevoir sur cette somme plus de 74 000 francs. Le reste est tombé en non-valeurs. Le déficit eût été bien plus grand, si nous eussions imposé les cotes au-dessous de 50 francs que le projet de loi atteint. » 21<sup>e</sup> rapport, cité.

plaintes adressées au préfet : elles s'élevèrent au chiffre de 24541 ! « Toutes ont été instruites », disait Tournon, et il ne craignit pas d'accorder en décharges, remises ou modérations, 133 000 francs sur 1 633 907, montant de l'impôt en 1816<sup>2</sup>. Une bonne partie de cette somme dut être passée en non-valeurs. « Ainsi, ajoutait-il, la rentrée d'un impôt exagéré coûtera probablement de 180 à 200 000 francs ou 1/8, sans tenir compte des privations, des sacrifices, des larmes que les portions soldées coûtent à chaque famille, et de la gêne que l'enlèvement de cette somme a occasionnée dans cette multitude de petites industries dont la prospérité contribue si puissamment à la fortune de l'État<sup>3</sup>. » La Chambre de 1817 supprima, dans sa sagesse, cet inepte et cruel doublement des patentes.

Aux impôts indirects se rattache naturellement la question des *octrois*. La loi du 8 décembre 1814 avait rendu aux villes l'administration de leurs octrois<sup>4</sup>, avec défense toutefois de les affermer et d'avoir des régies intéressées. Cette faculté leur fut rendue par la loi du 28 avril 1816. Mais, vu la facilité de voter des centimes additionnels, quand les ordinaires ne suffisaient pas pour équilibrer le budget, un très grand nombre de communes renoncèrent à des octrois onéreux, qu'elles étaient obligées d'entretenir auparavant pour subvenir à leurs dépenses. Seuls, Bordeaux, les chefs-lieux d'arrondissements et quelques gros cantons trouvèrent bénéfice à les conserver<sup>5</sup>. Tournon fit reviser et régulariser tous les tarifs, afin de les rendre plus conformes à une juste répartition. Les villes restaient libres d'adopter le genre de perception qui leur agréait. Les unes percevaient par régie simple, les autres par les soins des contributions indirectes, celles-ci par le mode d'adjudication, celles-là par abonnement avec les consommateurs eux-mêmes. — A Bordeaux, cette question des octrois revêtait une majeure impor-

1 Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

2. *Id.*

3. *Id.*

4. Le décret du 8 février 1812 avait en effet confié la gestion des octrois à l'administration des contributions indirectes, ce qui souleva d'unanimes protestations.

5. Les villes qui conservèrent ainsi leurs octrois furent Bordeaux, Bazas, Blaye, La Réole, Lesparre, Langon, Castillon, Guitres, Montségur, Sauveterre, Saint-Macaire, Sainte-Foy. — Rapport de Tournon au Conseil général de 1818. Il indique, dans ce rapport, le produit moyen des octrois, et le mode de perception propre à chaque ville.

tance. Le Conseil municipal, dans son désir aigu de rendre les finances de la ville plus prospères, grossit les tarifs jusqu'à un chiffre qui souleva les vives réclamations des assujettis, en particulier des négociants en vins, et causa même une véritable grève parmi les expéditeurs de poissons du bassin d'Arcachon. Tournon joua encore, dans la circonstance, le rôle difficile de conciliateur; Bordeaux, d'une part, avait tant besoin d'argent, et de l'autre, le commerce allait si mal! De concert avec l'assemblée communale, il mit à l'étude une revision complète des tarifs et règlements que celle-ci arrêta définitivement dans sa séance du 25 mars 1819. La très importante ordonnance du 9 juin de la même année autorisa sa mise en vigueur<sup>1</sup>.

La soumission des bons habitants de la Gironde à tous ces divers genres de contributions — en mettant à part les octrois de Bordeaux — se continua calme, patiente et admirable durant toute la préfecture de Tournon. Il n'avait trop d'éloges à leur décerner dans chaque session du Conseil général<sup>2</sup>. Le grand courant d'ordre, d'économie, d'activité qu'il fit passer sur tous les services financiers de son département ne contribua pas peu à cette placide résignation.

1. Des modifications nouvelles — devant de nouvelles réclamations — furent encore jugées nécessaires et approuvées par l'Ordonnance du 15 août 1821. — Cf. sur cette question des octrois de Bordeaux, *Un siècle d'administration, Finances et Octrois*, pour la municipalité bordelaise, t. II, p. 423 et suivant.

2. Cf. rapports de Tournon au Conseil général de 1818, de 1819, de 1821.



## CHAPITRE II

### LES QUESTIONS MILITAIRES

- I. Le préfet doit s'occuper de toutes les questions militaires. — La Garde nationale; sa composition. — Difficultés que suscite la direction du Pavillon de Marsan; réplique de Tournon à Decazes. — Gardes nationales des campagnes; tendance à les multiplier; efforts de Tournon en sens contraire. — Zèle apparent de la Garde nationale; son déclin progressif; opinion de Tournon à ce sujet. — La Gendarmerie; antipathie avec la Garde nationale; services qu'elle rend; éloges que lui décerne Tournon. — Les Légions départementales. — Difficultés à les former; dégoût général pour l'état militaire. — Tournon s'efforce de le combattre; minces résultats. — Le déficit encore plus grand pour les Gardes royales. — Opinion du préfet sur les enrôlements volontaires.
- II. Le recrutement; conseils de Tournon pour en assurer la réussite. — Premier tirage au sort dans la banlieue de Bordeaux; vif incident. — Le tirage au sort à Bordeaux; violent tumulte; sang-froid et énergie de Tournon. — Réussite du tirage dans le département; illusion de Tournon. — Impopularité persistante du service militaire. — La désertion en masse; mécontentement de Decazes; Tournon s'en désintéresse.

Quoique plus en dehors des ordinaires attributions préfectorales que celle des finances, les questions militaires allaient cependant peser d'un poids lourd dans les immédiates préoccupations de Tournon. En ces premiers mois de la nouvelle Restauration, les ministres, absorbés par les graves difficultés que suscitaient les exigences et même les insolences des coalisés, se déchargèrent sur les préfets d'à peu près tous les détails de l'organisation gouvernementale en province. Aussi, Tournon dut-il s'occuper, dès le début, et presque en même temps, de la Garde nationale, de la Gendarmerie, des Légions départementales, de la Garde royale et des militaires licenciés, en attendant les soucis de la conscription.

Le préfet n'avait pas d'autre force où s'appuyer que la

Garde nationale. Vers sa rapide organisation se portèrent donc ses premiers efforts. A son arrivée, elle comptait 600 hommes et 80 cavaliers<sup>1</sup>. Trois semaines après, activement secondé par le maire et les officiers, en particulier par le vicomte de Pontac<sup>2</sup>, commandant en chef, il avait porté ce nombre à 2000 hommes à pied, et 150 cavaliers<sup>3</sup>, qu'il pouvait passer en revue, à sa vive satisfaction. « Les compagnies que j'ai inspectées aujourd'hui, écrivait-il au maire, m'ont étonné par la beauté de leur tenue ; je n'ai plus à souhaiter que de les voir acquérir, par de fréquents exercices, une instruction indispensable<sup>4</sup>. » Les riches habitants de Bordeaux lui vinrent en aide avec un grand zèle, et fournirent l'équipement de tous ceux qui ne pouvaient s'en permettre la dépense<sup>5</sup>. Grâce à ces efforts combinés, la duchesse d'Angoulême put assister, le 27 septembre, à une nouvelle et magnifique revue dans le jardin public, au milieu d'une foule immense et enthousiaste. Cinq cohortes de 800 hommes chacune, ayant à leur tête une pièce de canon, et 150 cavaliers se formèrent en un carré imposant dont la duchesse fit le tour, et défilèrent ensuite devant elle et devant les autorités, superbes d'allure et d'entrain. Les Bordelais, amoureux du panache, se montraient aussi fiers et joyeux de contempler le bel uniforme de leurs brillants gardes nationaux que ceux-ci de le faire voir. Cette organisation si prompte valut à Tournon les éloges des ministres, plus qu'aucun autre acte de son administration<sup>6</sup>.

Ce nombre d'environ 4000 à 4500 hommes à pied, 200 cavaliers et 200 artilleurs, ne fut jamais pratiquement dépassé par la ville de Bordeaux<sup>7</sup>. Dans la revue solennelle que le duc d'Angoulême y passa de la Garde, en janvier 1816, elle était restée à ce chiffre. Bien « qu'extrêmement satisfait de son excellent esprit et de sa belle tenue<sup>8</sup> », il reconnut, d'après les

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9663, dossier 32718, lettre à Fouché, 12 août 1815, citée.

2. *Mémoires inédits*.

3. Lettre du 12 août à Fouché, citée.

4. *Mémorial* du 9 août 1815.

5. *Mémoires inédits*, et *Bulletin Polymathique*, t. XIII, p. 358.

6. Cf. lettres des 12 août, 28 août, 25 novembre 1815, citées.

7. Dans le grand rapport à Lainé du 25 mars 1818, il donne le chiffre de 4500.

8. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9664, lettre de Tournon à Decazes, 8 janvier 1816.

raisons fournies par le préfet, qu'une telle force suffisait pour le maintien de l'ordre public, son unique raison d'être, et qu'il serait même dangereux de l'augmenter davantage<sup>1</sup>.

Or, c'était l'époque où le Ministre de l'intérieur Vaublanc abandonnait graduellement la direction de la Garde nationale au comte d'Artois et à ses familiers du pavillon de Marsan. Ceux-ci comprirent vite tout ce qu'une force aussi considérable pouvait donner de relief et de puissance au parti ultra, dans la France entière. Les inspecteurs généraux se mirent à refondre les cadres, changer les officiers modérés, choisir des états-majors à leur dévotion, et préparer des plans pour augmenter considérablement le nombre des Gardes nationales, tout cela en dehors du gouvernement établi<sup>2</sup>. L'inspecteur pour la Gironde était alors le comte de Puységur, d'un royalisme intransigeant, qui ne mettait jamais les pieds chez Tournon, crainte de souiller « sa pureté ». Il avait élaboré, à part lui, un projet qui portait à 46 000 hommes les Gardes nationales du département<sup>3</sup>, et témoignait d'un profond dédain pour l'autorité préfectorale. S'agit-il en effet d'ordre à donner, de proclamation à faire ou de récompense à décerner, il écrit toujours au singulier de la première personne : « je n'accorderai... » « je signalerai... » « j'invite... », sans qu'il fasse jamais mention des magistrats<sup>4</sup>. Le remplacement de Vaublanc par Lainé comme Ministre de l'intérieur<sup>5</sup> n'apporta, tout d'abord, aucune modification à cet état de choses.

En plus d'une circonstance, les Gardes nationales des campagnes, ainsi placées dans la main des ultras, ne mirent ni le zèle, ni l'impartialité voulus dans la répression de quelques désordres publics, et Decazes en manifesta son déplaisir à Tournon<sup>6</sup>. Ce fut, pour le préfet, l'occasion d'exprimer son avis en termes catégoriques : «... Comme elles reçoivent, répliquait-il, deux impulsions, l'une du Prince, l'autre du Ministre de l'intérieur, il est impossible que l'administration puisse agir sur elles en exécutant un plan quelconque... C'est donc de

1. Même lettre.

2. Cf. PASQUIER, t. IV, p. 418.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9067, lettre de Tournon à Decazes, 11 juin 1816.

4. *Id.*, F<sup>1c</sup> III Gironde 9, lettre de Tournon à Lainé, 11 juin 1816.

5. Le 23 avril 1816.

6. Cf. lettre à Decazes, 11 juin 1816, citée.

Paris que tout doit partir, lorsque les deux pouvoirs auxquels la Garde nationale est confiée seront d'accord. Jusque-là, les désordres dont vous vous plaignez se renouvelleront sans cesse. Il est temps, ce me semble, ...de renoncer à *ces simulacres de force publique* qui, sans effet dans les crises, ne font qu'entretenir l'esprit d'indépendance qui corrompt toutes les classes<sup>1</sup>. »

Par ces épithètes amères, Tournon visait les Gardes nationales des campagnes dont il se montra toujours l'adversaire déclaré. Au début de son administration, ces Gardes, dans les villes et les bourgs du département, n'existaient « que sur les contrôles<sup>2</sup> ». Il fallut bien procéder à leur commencement d'organisation, pour avoir au moins un semblant de force qui puisse, selon le terme alors à la mode, « *en imposer aux factieux*<sup>3</sup> ». Mais le zèle des populations à s'enrôler et à s'armer dépassa promptement la limite voulue. Un mois après son arrivée, il y avait dans chaque arrondissement un bataillon de 500 hommes logés au chef-lieu, et des groupes en voie de formation dans un grand nombre de cantons et de communes<sup>4</sup>; chaque village voulait avoir ses Gardes nationales. Une telle manie devint vite l'une des grandes difficultés de l'administration<sup>5</sup>. Ces hommes, trop souvent « grossiers et vaniteux », se laissaient entraîner par quiconque flattait leurs passions, et se montraient d'une grande partialité dans l'exercice de leurs fonctions. Pleinement d'accord avec le comte de Loverdo<sup>6</sup>, Tournon proposa au Ministre de l'intérieur de borner

1. Même lettre.

2. *Arch. Nationales*. F<sup>7</sup> 9065; lettre à Fouché, 12 août 1815, citée.

3. Grand rapport au Conseil général de 1822.

4. Lettre à Fouché, 12 août, citée.

5. Cf. lettre à Decazes, 11 juin 1816, citée.

6. De Loverdo vint remplacer Viomenil dans le commandement de la 14<sup>e</sup> division militaire le 12 octobre 1815.

Voici en quels termes Tournon, dans ses *Mémoires inédits*, apprécie la manière de faire du général à Bordeaux : « ... Sa belle conduite (pendant les Cent-Jours) lui acquit des l'abord, à juste titre, la confiance des Bordelais. Mais ceux qui, parmi eux, poussaient à écraser le parti vaincu, s'emparèrent bientôt de lui et il devint leur chef. Comme je soutenais qu'il fallait fonder la Restauration sur la fusion des opinions et l'oubli des erreurs, je me trouvai naturellement en opposition avec lui. La violence de son caractère rendait cette situation désagréable. Néanmoins, je me maintins, même avec avantage, à force de sang-froid et de fermeté; et, au bout de quelques mois, nous nous trouvâmes tout à fait d'accord, le général ayant reconnu qu'on l'entraînait dans une voix périlleuse en le séparant de moi. C'était un homme très instruit, spirituel et ambi-



l'organisation des Gardes aux villes principales, et de leur fixer un contingent limité. Vaublanc applaudit à ce projet, mais ne lui donna aucune suite<sup>1</sup>; et le préfet n'eut d'autre moyen de parer au danger que d'insister auprès des maires et des personnages influents, pendant ses visites départementales, pour qu'ils modérassent un peu cette sorte de mobilisation générale fort inquiétante. L'expérience lui apprit vite que seules les Gardes à cheval, toutes composées de propriétaires, gens plus sérieux et amis de l'ordre, pouvaient rendre de réels services<sup>2</sup>; il donna tous ses efforts à les multiplier.

Heureusement, Lainé, sur ces divers points, partageait entièrement sa manière de voir et l'aidait de son mieux. « Je me sers (de votre lettre<sup>3</sup>), lui écrivait-il, pour éclairer son Altesse Royale... Je crois qu'on se méprend fort sur les avantages d'une Garde nationale formée sur un aussi grand plan, et je suis si pénétré du danger de former des bataillons, et de répandre des armes dans les communes rurales, que je ne cesse de faire des représentations. Le grand embarras vient de ce que, dans certains départements, on n'a confiance que dans la population des campagnes... Continuez à vous opposer aux entreprises de l'autorité militaire qui tendrait à porter la confusion dans toutes les branches de l'administration<sup>4</sup>. » — Fort d'une telle approbation, Tournon ne craignit pas d'entrer en lutte ouverte contre la redoutable organisation de l'état-major de Puységur qui prétendait régenter, en dehors de l'autorité civile, toutes les Gardes nationales de la Gironde. Il en réduisit de plus en plus le nombre dans les campagnes, où elles devaient, à partir de 1818, cesser d'exister à peu près totalement<sup>5</sup>. L'énergique Ordonnance de Lainé, en 1818, qui brisa, nonobstant l'extrême

tieux. Dans ses relations avec ses inférieurs, il était souvent d'une brutalité qui lui a fait beaucoup d'ennemis. »

1. Lettre de Tournon à Lainé, 11 juin 1816, citée.

2. *Arch. de Gênelard*, lettre à Lainé, 12 octobre 1817. Malgré le petit nombre de chevaux du département, il parvint à former une Garde à cheval d'environ 150 hommes, répartie sur divers points et qui rendit de grands services en particulier pour les troubles et la révolte de 1817, sur les bords du Ciron. Cf. page 139 et suiv.

3. Celle du 11 juin 1816, déjà citée. Elle venait à l'appui d'un grand nombre d'autres.

4. *Arch. du château d'Avrilly*, lettre autographe de Lainé à Tournon, 15 juin 1816.

5. Cf. Rapport de Tournon au Conseil général de 1820.

colère de *Monsieur*, cette puissance par trop indépendante du gouvernement, lui donna gain de cause entier et définitif<sup>1</sup>.

Au reste, Tournon ne s'illusionna jamais sur la véritable valeur militaire des Gardes nationales, tout en les organisant par nécessité. Certes, il fallait bien les encourager par des éloges publics et officiels, d'ailleurs mérités. Elles témoignèrent, au début, d'un zèle si chaud et d'une si grande bonne volonté! S'agit-il de choisir les détachements pour tenir garnison au Château-Trompette, à la citadelle de Blaye ou à celle de la Réole? Les volontaires sortent aussitôt des rangs, en nombre plus que suffisant, aux cris répétés de « Vive le roi! »<sup>2</sup>. — Faut-il se transporter sur un point du département pour éteindre quelque germe de sédition? Les bataillons sont aussitôt prêts à se mettre en marche. C'est ainsi que, lors de la révolte de quelques escadrons de la vieille Garde à Libourne, la Garde nationale de Bordeaux s'y rend immédiatement, et « remet tout en ordre avec beaucoup de promptitude<sup>3</sup> ». — Un jour, le bruit se répand, dans cette même ville de Libourne, que le drapeau blanc a été enlevé au clocher de Gaillac. Grand émoi parmi les Gardes qui forment un détachement, et l'expédient en toute hâte. Fort heureusement pour les habitants du village, ils peuvent prouver que c'est le vent qui a fait choir le drapeau qu'on replace avec beaucoup d'attendrissement<sup>4</sup>! — Une autre fois, quelques hommes de Bordeaux apprennent que des jeunes gens étrangers, commis des grandes maisons de commerce, se sont réunis dans une auberge des faubourgs, soi-disant pour fêter l'anniversaire de Waterloo, et l'annoncent à un poste de la Garde. Sur l'heure, une troupe d'environ quarante officiers et soldats y court en armes et uniformes. Comme les étrangers, sommés par eux de se retirer, refusent froidement, ils sont expulsés avec violence et non sans coups et blessures<sup>5</sup>.

Toute cette ardeur de parade ne trompait pas le préfet. A maintes reprises, il manifesta son peu d'espoir dans la vraie force de résistance de la Garde. Quelques bandes de déserteurs

1. Cf. PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 253 et 254.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9063, 47<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 20 février 1816.

3. *Id.*, F<sup>7</sup> 9661, lettre à Decazes, 18 octobre 1815.

4. *Id.*, F<sup>7</sup> 9063, 5<sup>e</sup> rapport, 19 novembre 1815.

5. *Id.*, F<sup>7</sup> 9067, dossier 56769, lettres à Decazes, 17 juillet 1816, et 3 septembre 1816.

s'étaient formées dans le département, déchets inévitables de l'armée de la Loire, et que « la vie champêtre n'accommodait pas <sup>1</sup> ». Tournon avoue que les moyens de répression lui font presque totalement défaut. « Car, ajoute-t-il, je ne compte pas beaucoup sur les Gardes nationales, quoique j'aie donné tous mes soins à les accroître <sup>2</sup>. » Lorsque la nouvelle se répandit de l'entrée sur territoire français de l'armée de Navarre, jetant « l'alarme dans toutes les classes de la société <sup>3</sup> », de Viomenil l'invita à prendre des mesures pour réunir la plus grande force possible. Il prépara donc une mobilisation générale des Gardes nationales, mais « sans espoir d'en obtenir un concours bien vigoureux <sup>4</sup> », et persuadé que ces « éléments semi-civils et semi-militaires <sup>5</sup> » ne pourraient retarder longtemps la marche d'une armée étrangère, fût-elle espagnole. Aussi le voyons-nous insister vivement, dans sa correspondance avec les ministres, pour la création d'une force plus « régulière <sup>6</sup> », plus disciplinée et plus utile pratiquement. Car, même pour ces devoirs journaliers et indispensables de surveillance, de garde et de police dont elle eut d'abord toute la charge, son zèle des premiers mois alla s'éteignant peu à peu.

A mesure que diminuait sur elle l'influence de Monsieur et de ses partisans, comme aussi leurs faveurs, que faiblit le parti ultra, que les revues ne furent plus l'objet des mêmes acclamations admiratives, la Garde nationale perdit le bel enthousiasme des premiers jours, au point de négliger complètement le service, malgré l'énergie excitatrice de Tournon. « Une espèce de découragement, écrit-il, se manifeste surtout dans la Garde nationale <sup>7</sup>... Tous les efforts pour ranimer son zèle deviennent inutiles; il est à peine pourvu aux besoins les plus essentiels du service. Je sais, par le général de Loverdo, qu'il en est de même à Bayonne <sup>8</sup>. » Dans les violentes secousses qui vinrent ébranler l'opinion publique, comme l'assassinat du

1. *Arch. de M. de Barante*, lettre à Barante, 8 août 1815, citée.

2. Même lettre.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre à Fouché, 5 septembre 1815.

4. Même lettre.

5. *Arch. de Gévelard*, lettre à Decazes, 25 août 1817.

6. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre du 18 octobre 1815, citée.

7. *Arch. Nationales*, 81<sup>e</sup> rapport hebdomadaire. F<sup>7</sup> 9661, 22 octobre 1817.

8. *Arch. de Gévelard*, lettre du 22 octobre 1817 à Lainé.

duc de Berry et la naissance du duc de Bordeaux, elle parut bien « sortir comme par enchantement de son état d'inaction<sup>1</sup> » ; ce ne furent que des éclats fugitifs et des soubresauts d'ardeur passagère. Tournon se voit obligé de l'avouer : « La Garde nationale... n'existe plus que nominalement dans les arrondissements... ; et à Bordeaux, ce n'est qu'avec des soins assidus que nous parvenons à obtenir d'elle quelque service... Elle ne se soutient que par le zèle des chefs, et par cet excellent esprit qui anime ses membres<sup>2</sup> » ; et lorsque, tout à la fin de sa préfecture, il affirme, en faisant son éloge, que « son ombre même en impose encore aux factieux<sup>3</sup> », il ne se dissimule pas que c'est plutôt un éloge funèbre.

Bien plus complète, comme aussi bien mieux justifiée par l'expérience, fut sa confiance en la gendarmerie ; car il constata souvent que « deux gendarmes faisaient plus de besogne en police que dix gardes nationaux<sup>4</sup> ». Elle avait été sa meilleure auxiliaresse à Rome contre les déserteurs et les brigands. Il demeura donc persuadé « que le maintien de l'ordre public est entièrement dans ses mains<sup>5</sup> », et donna les soins les plus assidus à sa réorganisation. Lors de son arrivée à Bordeaux, il en trouva les cadres très incomplets ; et d'autre part, comme les gendarmes étaient presque tous d'anciens soldats de Napoléon, le populaire les environnait d'une haine et d'une défiance tenaces qui nuisaient singulièrement à leur service. Tournon dut même s'interposer plus d'une fois entre eux et la Garde nationale pour éviter des conflits. Afin de redonner à ce corps le prestige indispensable et de le rendre à nouveau utile, il adressa au ministre un travail « très étendu » de refonte complète, dans lequel il demandait le renvoi d'un assez grand nombre d'anciens gendarmes, et leur remplacement par des hommes « éprouvés », n'ayant, autant que possible, « jamais servi<sup>6</sup> ». Ses propositions furent adoptées en haut lieu, et l'avenir prouva que le choix initial avait été bon. En dehors de

1. *Arch. d'Avri ly*. Grand rapport au Conseil général de 1822.

2. Rapports au Conseil général de 1820 et de 1821.

3. Grand rapport au Conseil général de 1822. — JOUANNET, *Statistique*, t. II, p. 302, donne à tort ces mots comme d'un rapport au Conseil général de 1820.

4. *Arch. de Gévelard*, lettre à Decazes, 25 août 1817.

5. 2<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 29 octobre 1815, cité.

6. Même rapport.



l'état-major, composé d'un colonel, d'un chef d'escadron et de six lieutenants, il y eut, répartis en vingt et une brigades, 120 sous-officiers ou soldats, dont 25 stationnés à Bordeaux pour le service de la ville<sup>1</sup>. Dans toutes les circonstances difficiles, ces braves gens furent d'un très précieux concours pour Tournon, qui se plut à leur en témoigner sa publique reconnaissance<sup>2</sup>.

Non seulement l'organisation des forces de police, mais encore les soucis de la nouvelle composition militaire incombaient alors, pour une large part, aux préfets. — Après la dissolution de l'armée de la Loire, et sur la proposition du duc de Feltre, le roi, par l'Ordonnance du 3 août 1815, avait décidé la formation de l'infanterie en 86 « Légions départementales ». Le mot de « régiment » sentait encore trop son bonapartisme : on l'abandonna. Chacune devait être composée de six bataillons d'infanterie de ligne, d'un bataillon de chasseurs à pied, trois cadres de compagnie de dépôt, une compagnie d'éclaireurs à cheval, et une compagnie d'artillerie<sup>3</sup>. Pour remplir les cadres, le préfet devait choisir, parmi les anciens officiers et soldats licenciés du département, « les sujets fidèles et dévoués », et compléter le nombre par l'enrôlement volontaire. La chose était facile à ordonner de Paris; mais, dans l'exécution, que d'entraves imprévues! Tournon ne mit pas longtemps à s'en rendre pleinement compte. Il lui fallut, dès l'abord, lutter contre l'apathie générale, la lenteur et même le mauvais vouloir des soldats licenciés à retourner sous les drapeaux. « Le dégoût pour l'état militaire est si grand, avoue-t-il au ministre, que les

1. *Arch. de Gévelard*, lettre de Tournon à Lainé, 12 octobre 1817.

2. Cf. en particulier, *Arch. de Gévelard*, lettre au Ministre de la guerre, 30 avril 1818; F<sup>7</sup> 9661, lettre du 17 septembre 1815; *Arch. de Gévelard*, lettre du 21 septembre 1816, etc.

3. En outre des 86 légions, il y avait une Légion royale étrangère et 4 régiments suisses. — Le bataillon d'infanterie de ligne était de 8 compagnies, dont une de grenadiers, une de voltigeurs et six de fusiliers. La Légion, officier compris, devait être de 1687 hommes.

Le complet présumé de l'armée française, au 1<sup>er</sup> janvier 1816, calculé d'après les cadres, était de 210 216 hommes, non compris la gendarmerie, les compagnies sédentaires et la maison du roi. — Mais, dans les autres départements comme dans la Gironde, les légions restèrent fort au-dessous du nombre d'hommes fixé. A cette époque, il n'atteignait pas 180 000 hommes. — Cf. *Esquisses historiques de l'armée française* par Joachim Aubert, Saumur, 1837, t. I, p. 241 et suiv.

jeunes gens ne se décident que très difficilement à l'embrasser<sup>1</sup> », et il devait réitérer cet aveu maintes fois. La Girondene se montra jamais un département bien militariste ; il l'était alors moins qu'à aucune autre époque.

La ville de Bordeaux gardait vivace le souvenir de la terreur inspirée par les vétérans de Clauzel ; et dans les campagnes, les deuils, la misère, résultats des multiples levées de l'Empire et du manque de bras, faisaient maudire le métier de la guerre. Les habitants ne souffraient pas directement de l'invasion, et leur patriotisme n'avait point reçu ce coup de fouet stimulateur de l'odieuse présence des étrangers, et de leurs brutales réquisitions. De tout cela, résultait une « hostilité quasi générale » et même, chez les classes inférieures, « de la haine et du mépris<sup>2</sup> » envers les militaires. Le ministre crut même devoir envoyer au préfet un avis confidentiel sur la nécessité de réprimer les incessantes provocations contre eux<sup>3</sup>. Aussi, tous les soldats que libérait l'Ordonnance pour cause d'ancienneté de service, de blessure, de maladie, ou comme soutiens indispensables de familles, s'empressaient-ils joyeusement de prendre leur congé définitif<sup>4</sup>. Les exceptions étaient très rares de ceux qui, sans famille ou sans situation, revenaient avec plaisir dans l'armée, ou s'engageaient volontairement. Les autres, que la nouvelle loi contraignait au retour, ne s'y soumettaient qu'avec lenteur et amertume..., ou ne s'y soumettaient pas du tout. Voilà pourquoi, cinq mois après l'Ordonnance du 3 août, la Légion ne comptait pas plus de 600 hommes sous les armes<sup>5</sup>, guère plus du tiers de son effectif légal, et encore, parmi ce petit nombre, au lieu et place de l'esprit militaire, régnait un grand « esprit de désertion<sup>6</sup> ».

En vain Tournon, pour ranimer le feu sacré, entremêle les hautes considérations morales aux encouragements et même aux menaces : elles ne lui amènent pas un soldat de plus. « La dignité du trône, affirme-t-il aux maires, l'intérêt d'une grande nation, demandent la formation d'une armée... le cultivateur

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 11<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 11 janvier 1816.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre de Tournon à Decazes, 17 novembre 1815.

3. Cf. même lettre.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, lettre du 22 octobre 1815, citée.

5. *Id.*, 11<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 11 janvier 1816.

6. *Id.*, ADxix<sup>1</sup> 24, circulaire aux maires, 16 janvier 1816.

a été rendu à ses travaux, l'orphelin est retourné auprès de la veuve, le vieillard a vu revenir son fils; nul enfin n'a été appelé à cette organisation, lorsqu'il a présenté des causes légitimes qui lui donnaient droit à l'exemption<sup>1</sup>. » Malgré tant de motifs d'aimer le métier, on déserte! — « Faites appeler les parents des déserteurs, ajoute-t-il... employez les voies de douceur et de persuasion. Si les pères ramènent leurs enfants, si les déserteurs se représentent eux-mêmes, je vous autorise à leur délivrer des feuilles de route pour leurs corps... Si vos démarches ne produisent pas de résultats..., déployez l'énergie et le caractère du magistrat... Je donne des ordres pour que la gendarmerie vous seconde, et je prendrai toutes les mesures pour que les coupables soient livrés à la rigueur des lois<sup>2</sup>. » Voies de douceur et moyens de rigueur inefficaces, car, quelques mois après, le Ministre de la guerre se plaindra amèrement « des progrès que fait la désertion dans la Légion du département<sup>3</sup> », et notre préfet n'aura d'autre ressource que de rappeler aux maires ses prescriptions antérieures, et d'en mettre l'exécution « sous leur responsabilité ». Il devait en voir bien d'autres avec les déserteurs, lors de la conscription. Aussi, la Légion de la Gironde n'atteignit-elle jamais la moitié de son effectif qui avait été fixé à 1 700 hommes<sup>4</sup>. Le Conseil d'examen que Tournon avait établi à la préfecture vit défiler devant lui 4407 anciens militaires<sup>5</sup>. Il n'en trouva que 900 susceptibles de concourir à la formation de cette troupe. Et sur ce nombre, il fallait prélever 400 recrues pour les corps d'artillerie et de cavalerie<sup>6</sup>, presque tout le contingent nécessaire aux Gardes royales, et à son tour la désertion allait prélever dans le reste.

Car, plus encore que pour la Légion, le déficit s'afficha lamentable quand il fallut recruter les Gardes royales. Tournon en gémit continuellement dans ses lettres. Elle devaient s'élever au chiffre de 270 pour la Gironde<sup>7</sup>. A la fin de l'année, malgré tout le prestige et les avantages attachés à ce corps, les

1. Même circulaire.

2. *Id.*

3. *Id.*, circulaire aux maires, 8 juin 1816.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 3<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 5 novembre 1815.

5. Même rapport.

6. *Id.*

7. *Id.*

enrôlements ne se montaient qu'à 16<sup>1</sup>. Le duc de Bellune dut autoriser le préfet à prendre ses volontaires dans la Légion elle-même; mais celle-ci, qui, d'après ses prévisions, devait lui en fournir au moins 400, ne lui en donna que 6<sup>2</sup>! Bordeaux paraissait alors si loin de Paris, et six années de vie militaire étaient si longues pour qui ne se sentait pas l'amour du métier! « Les hommes, avoue Tournon, préfèrent servir dans leur pays, avec l'espoir d'un congé prochain<sup>3</sup>. » Le résultat fut qu'en dépit des objurgations des divers ministres et de leurs instances pour démontrer combien une pareille froideur semblait inconvenante aux Tuileries, de la part d'un département à couleur royaliste foncée comme la Gironde, notre préfet ne vint jamais à bout de compléter l'effectif demandé. Il lui resta, comme fiche de consolation, de pouvoir vanter la qualité de ses choix à défaut de leur quantité, et de noter « qu'aucune de ses recrues n'avait été renvoyée pour inconduite<sup>4</sup> ».

Du reste, il faut le dire à la louange de sa perspicacité, dès les premiers jours, il se montra l'adversaire déclaré du système des enrôlements volontaires, prévint et prédit le déficit. Chacune de ses nombreuses lettres où il le constate finit en soulignant le besoin urgent « des moyens coactifs<sup>5</sup> ». « Mon but, écrit-il à Decazes, a été d'attirer votre attention sur la nécessité où le gouvernement sera prochainement de faire un recrutement forcé pour remplir les cadres de l'armée<sup>6</sup>. » Le Ministre de la police plaça ces rapports sous les yeux de son collègue de la Guerre<sup>7</sup>, auquel Tournon s'en était ouvert directement lui-même<sup>8</sup>. Nul doute qu'une pareille insistance, basée sur des faits d'expérience, et venant d'un tel administrateur, n'ait pesé d'un certain poids sur la présentation de la loi de recrutement Gouvion-Saint-Cyr<sup>9</sup>.

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 9<sup>e</sup> rapport, 19 décembre 1815.

2. *Id.*, 12<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 17 janvier 1816.

3. Même rapport.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>1c</sup> III, Gironde 9, lettre à Vaublanc, 16 mars 1816.

5. *Arch. de Génélard*, 6<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 26 novembre 1815.

6. 3<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, cité.

7. Cf. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, réponse de Decazes, 25 novembre 1815.

8. *Arch. de Génélard*, 6<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 26 novembre 1815.

9. Les lettres et les rapports de Tournon étaient souvent lus au conseil des ministres, et ses avis fort appréciés. Nombreuses sont les lettres de Vaublanc, Decazes, et surtout Lainé qui en témoignent.



\*  
\* \*

Après qu'elle fut votée (2 février 1818), Tournon continua ses bons conseils sur la meilleure manière de l'appliquer. « Je prie Votre Excellence, écrivait-il au Ministre de la guerre, de croire l'expérience d'un des plus anciens préfets, de celui qui a établi la conscription dans le pays le moins militaire de l'Europe, à Rome; c'est de la manière dont le recrutement s'opérera cette année que dépend le sort de la loi <sup>1</sup>. » Selon lui, on devait éviter avec le plus grand soin tout ce qui pouvait faire ressembler le *recrutement* actuel (il tenait à ce mot comme chose essentielle) à l'odieuse *conscription* impériale; bien montrer que, dans l'ancien système, les jeunes n'étaient libérés qu'après le délai de 7 ans, et demeuraient toujours susceptibles d'appel, qu'il n'existait ni engagements volontaires, ni remplaçants, que la loi nouvelle enfin n'avait aucun des caractères oppressifs de l'autre. Il fallait en appliquer les divers articles avec beaucoup de douceur et de sagesse aux conscrits de bonne volonté, et montrer une grande fermeté, dès le début, envers les récalcitrants et les déserteurs, si on voulait faire d'elle « un mode national de former l'armée <sup>2</sup> », et non un inutile ou dangereux instrument de tyrannie.

Pour la Gironde en particulier, il signale avec instance l'absolue nécessité d'augmenter le nombre des gendarmes. Non pas que le zèle de ces braves gens lui demeurât suspect; il n'eut toujours que des éloges à leur adresser. Mais il prévoyait qu'au moment du tirage au sort, des conseils de revision, et surtout du départ des jeunes gens à la caserne, leur tâche deviendrait impossible à bien remplir. « Je suis assuré, disait-il, que, dans ce département, aucune opposition patente ne se manifesterait; mais je suis certain aussi qu'une partie des hommes appelés n'obéira pas, et que nos landes se rempliront de déserteurs...; car le goût de la désertion y est indigène... Comment prévenir ce délit et le punir quand il est commis, si le petit nombre de bri-

1. Arch. de Gênelard, lettre à Gouvion-Saint-Cyr, 30 avril 1818. L'original n'est pas aux Archives de la guerre.

2. Arch. Nationales, F<sup>7</sup> 9661, 95<sup>e</sup> rapport, 22 mars 1818.

gades semées sur ce vaste territoire ne compte que quatre ou cinq gendarmes chacune? Assurés de l'impunité, un grand nombre d'appelés deviendront réfractaires. S'ils sont impunis la première année, ils seront en nombre décuplé les années suivantes<sup>1</sup>. » Il demanda donc qu'on portât à 7, au lieu de 5, le nombre des gendarmes des 21 brigades du département<sup>2</sup>, ce qui devait donner un total de 147 hommes au lieu de 105. L'avenir devait amplement justifier ses craintes.

C'était une « grande épreuve » que la levée simultanée de deux classes, après quatre longues années d'interruption, après surtout qu'on avait tant crié dans la Gironde : *Abas la conscription!* et promis formellement son abolition définitive<sup>3</sup>. Les débuts donnèrent à Tournon de vives inquiétudes, et devaient ajouter « beaucoup de peines » à ses autres soucis. Le tirage au sort commença le 21 octobre, par les cantons de la banlieue de Bordeaux, à Pessac. Tournon, pour la circonstance, avait réuni tous ses sous-préfets, encore neufs en ce genre d'opération. Cela leur permettrait d'agir ensuite avec régularité et de manière uniforme dans leurs arrondissements respectifs<sup>4</sup>. Pas le moindre appareil militaire, notre préfet ayant pour principe qu'il faut « accoutumer le peuple à céder à la loi, plutôt qu'à plier devant les baïonnettes<sup>5</sup> ». D'abord tout va bien, et les jeunes gens se présentent l'air très calme. Mais, quand il s'agit pour le premier de tirer son numéro de l'urne fatale, tous, comme si le feu venait subitement d'éclater, sortent en désordre de la salle et courent dans la rue avec des cris assourdissants. Tournon les fait sommer de rentrer par les quelques gendarmes de service : ils refusent. Quel fâcheux augure, et quel mauvais exemple! Il sort alors lui-même, et leur parle doucement. A la voix de cet homme que tous craignent, les jeunes gens se taisent et hésitent silencieux. A bout de patience, Tournon en saisit un au collet, puis, de son bras vigoureux, le ramène presque de force dans la salle. Le geste ne se montrait guère conforme à cette manière douce qu'il avait si vivement recommandée au

1. Même rapport.

2. Lettre de Tournon au Ministre de la guerre, 30 avril 1818, citée.

3. Cf. *Arch. de Gênelard*, 118<sup>e</sup> rapport, 12 novembre 1818.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, 115<sup>e</sup> rapport, 12 octobre 1818.

5. *Mémoires inédits*.

Ministre de la guerre. « Heureusement, le conscrit fut plus sage que moi, nous confesse-t-il, et ne résista pas. Autrement, j'étais perdu, car j'étais dépouillé de ma force morale <sup>1</sup>. » De retour dans la salle, il fait tirer son homme qui amène un mauvais numéro. Lui-même tire pour les suivants de la liste, et chaque fois prend un numéro qui les fait soldats. A cette nouvelle les jeunes gens, un peu honteux de leur caprice et redoutant pareil sort, rentrent pour faire eux-mêmes l'opération, « et tout finit amicalement ».

Le lendemain, avait lieu le tirage pour la ville de Bordeaux. D'après la loi, il aurait dû se faire par cantons; mais le recensement de chacun des six cantons n'existait pas encore; force fut donc de réunir ensemble les 740 jeunes gens <sup>2</sup> des classes appelées, ce qui n'allait pas sans quelque inconvénient. Les « révolutionnaires » mirent à profit pareille agglomération pour semer de surnoises idées de révolte. Tournon avait chargé de la présidence de Castelnau, l'un de ses meilleurs conseillers de préfecture, ce qui était légal. Or, voici que les jeunes gens arrivent par bandes en criant : « Point de numéros! des boules noires et blanches <sup>3</sup>! » De Castelnau se fâche; on crie plus fort : il s'emporte. Alors les conscrits se saisissant des bancs et des chaises, les brisent, les jettent dans la rue, et sortent en un violent tumulte.

Tournon averti s'empresse d'accourir; il est reconnu, et se voit immédiatement entouré d'une foule grondante et exaltée. « On parle cent à la fois, et ce sont des cris à ne pas s'entendre <sup>4</sup>.! » Dans une circonstance tout analogue à Rome, environné de *femelles* qui réclamaient leurs petits, hurlaient, glapissaient et menaçaient sans vouloir l'écouter, il s'était tiré d'affaire en embrassant les moins laides, repoussant les autres et... en sautant dans sa voiture <sup>5</sup>! Il ne trouve pas convenable d'agir ainsi avec les Bordelaises, et veut essayer de moyens moins cavaliers. Il obtient qu'un seul des conscrits portela parole; et

1. *Mémoires inédits*. Tournon ajoute avec mélancolie : « C'est la plus grande faute que j'aie faite dans ma vie administrative que de vouloir ainsi provoquer la force brutale de trois ou quatre cents jeunes gens. »

2. *Arch. Nationales*, F<sup>9</sup>, lettre du 22 octobre 1818, à Lainé.

3. Même lettre. — Cf. *Mémoires inédits*.

4. *Mémoires inédits*.

5. Cf. L. MADELIN, *La Rome de Napoléon*, p. 807.

celui-ci conte ses griefs contre de Castelnau. Tournon l'écoute, puis répond très haut, afin d'être entendu de tous : « De quoi vous plaignez-vous? De la loi? Mais elle est faite pour tous!... D'avoir vingt ans? Eh! bien, changeons, et je vous donne cent louis de retour <sup>1</sup>. » Cette plaisanterie est accueillie par une explosion de rires. Alors, mettant à profit cet amollissement de la colère qu'apporte toujours la gaieté, en quelques mots énergiques, il représente aux jeunes gens leur devoir et leurs torts, les entraîne, tout en parlant, vers la salle, et veut aussitôt y procéder au tirage. Mais de nouveaux cris : « A bas de Castelnau! » se font entendre. Cette fois Tournon se lève, frappe violemment sur la table et s'écrie : « Il est ici par ordre du roi, il n'en sortira que lorsque j'aurai été mis en pièces <sup>2</sup>! » La vigueur de son geste, l'expression ardente de sa physionomie, la connaissance que chacun avait de son indomptable énergie, frappèrent assez les jeunes gens pour imposer momentanément silence. Le préfet aussitôt prend dans l'urne les premiers numéros qui, comme la veille, sont tous mauvais. « Voyant alors le malheur attaché à ses mains <sup>3</sup> », ils viennent tirer eux-mêmes, se calment, « et tout finit très amicalement <sup>4</sup> ».

Comme contraste et consolation à ces incidents qui eussent pu devenir graves, les conscrits de certaines communes, telles que Gradignan et Blanquefort, s'en vinrent drapeau blanc déployé, criant à tue-tête : « Vive le roi <sup>5</sup>! »; et partout dans les cantons du département, on ne trouva que des dispositions excellentes <sup>6</sup>. Mais, instruit par l'expérience, Tournon résolut d'assister à toutes les séances du tirage, bien que la présidence en demeurât à l'un des conseillers de préfecture <sup>7</sup>. Sa seule présence devenait un frein moral et puissant contre toute velléité de désordre. En outre, « afin que les jeunes gens ne perdissent jamais qu'une journée, et pour ne pas leur imposer douze à quinze lieues de marche <sup>8</sup> », par des chemins le plus souvent abominables, il exigea que le personnel

1. *Mémoires inédits*.

2. *Id.*

3. *Id.*

4. *Id.*

5. *Arch. de Génélard*, 116<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 22 octobre 1818.

6. *Arch. Nationales*, F<sup>9</sup>, lettre du 31 octobre 1818, à Lainé.

7. F<sup>9</sup>, lettre du 27 octobre, au même.

8. *Arch. de Génélard*, 118<sup>e</sup> rapport, 12 novembre 1818.



du Conseil, pour la revision comme pour le tirage, se transportât dans chaque canton<sup>1</sup>. Ce lui fut une excellente occasion de revoir lui-même son département par le détail. Il parlait aux maires, aux parents, aux jeunes gens, et s'efforçait de leur montrer « l'abîme » qui séparait le mode de recrutement présent de la conscription impériale<sup>2</sup>. Il voulait que « toutes les réclamations<sup>3</sup> » fussent écoutées avec bienveillance, examinées sérieusement, et les dispositions de la loi interprétées dans le sens le plus favorable<sup>4</sup> aux individus. Parfois même, obligé de classer dans le contingent de jeunes hommes « uniques soutiens de vieillards paralytiques ou estropiés<sup>5</sup> », il regretta vivement que les exemptions ne s'étendissent pas à tous les fils uniques, et présenta au ministre un vœu formel du Conseil de revision à ce sujet<sup>6</sup>. En trois occasions différentes, il sollicita la charité autour de lui, et ouvrit sa bourse pour aider de malheureux jeunes gens, seuls soutiens de familles dans la misère, à s'acheter un remplaçant<sup>7</sup>. Afin de ne point prolonger des inquiétudes inutiles ou des espérances trompeuses, après l'examen de chaque classe, il prononçait la libération complète et définitive pour les numéros supérieurs, aux acclamations enthousiastes des favorisés. De tout cet ensemble de condescendance, de bonté et de pitié, il résulta peut-être quelques hommes de moins pour l'armée<sup>8</sup>, « mais le but principal était atteint : il avait *popularisé la loi*<sup>9</sup> » dans la Gironde.

Par contre, il ne parvint jamais à rendre populaire l'amour même du métier militaire. Les difficultés se présentèrent, plus graves encore que pour les Légions départementales.

1. Même rapport.

2. *Id.*

3. *Arch. de Gévelard*, 130<sup>e</sup> rapport, 12 mars 1819.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>9</sup>, lettre du 2 décembre 1818 à Lainé.

5. *Arch. de Gévelard*, 120<sup>e</sup> rapport, 2 décembre 1818.

6. F<sup>9</sup>, lettre du 2 décembre, citée. — Lainé répond à ce sujet : « Quant au vœu du Conseil concernant les fils uniques, la loi qui admet de nombreuses exemptions pour ceux de veuves, d'aveugles, de vieillards, etc., ne peut faire jouir de la même faveur tous les fils uniques; on éprouve déjà bien des difficultés pour remplir le contingent. » — 7 décembre 1818. F<sup>9</sup>.

7. Même lettre.

8. 130<sup>e</sup> rapport, 12 mars 1819, cité.

9. Même rapport.

Tirer au sort ou passer devant un bienveillant conseil de revision, avec les traditionnels accompagnements de chants, de réjouissances et de « beuveries », de mise en cetemps-là comme aujourd'hui, était en somme obligation assez douce. Mais quand il fallut, quelques mois plus tard, s'en aller loin de la famille en larmes, quitter pour six longues années toutes les menues choses si attachantes du pays, alors apparut le côté sérieux et amer de la loi. Si, du moins, les jeunes gens avaient eu pour attrait le charme de l'imprévu, les courses à travers l'Europe, de grandes batailles à livrer et beaucoup de gloire à gagner, comme les conscrits de l'Empire ! Au lieu de ces aventures qui attirent le soldat français comme attire l'aimant, seule la perspective d'une monotone et interminable vie de caserne s'ouvrait dans leur avenir. La nécessité d'avoir une armée forte, la défense du pays, le patriotisme, ces grands mots dont Tournon leur avait saturé les oreilles, ils les comprenaient peu ; la paix semblait assurée pour toujours. A quoi bon sacrifier ainsi inutilement les plus belles années de sa jeunesse ? Et les moyens d'éviter pareils ennuis se montraient si faciles : les landes n'étaient-elles point là, avec leurs immenses forêts de bruyères, de genévriers et d'ajoncs, leurs marais presque infranchissables, offrant des cachettes sûres, un asile pratiquement inviolable aux insoumis, avec la complicité de tous ? Pour un grand nombre, la tentation était trop forte : ils y succombèrent.

D'abord, Tournon est optimiste ; au moment du départ de la classe, vers le début de mars 1819, 225 jeunes gens se sont présentés en bloc, 180 ont même un peu devancé l'appel<sup>1</sup>. Tout marche à souhait ; l'instinct atavique de désertion chez ses administrés paraît bien mort. Hélas ! avril et mai se passent, le nombre des arrivants n'augmente pas, et il y a plus de 150 retardataires ! Pour comble, le lieu de garnison de la Légion de la Gironde (31<sup>e</sup> régiment d'infanterie) n'est guère loin, à la Rochelle. Ceux que n'acommode pas la vie militaire ont tôt fait, en trois ou quatre journées, de rejoindre leurs foyers. Les rivières à traverser, la Charente et la Gironde, ne forment des obstacles que pour les gendarmes qui les poursuivent. En juin, l'état-major dénonce 133 retardataires et

1. *Arch. de Gévelard*, 130<sup>e</sup> rapport, 12 mars 1819.

117 déserteurs, total : 250 hommes à rechercher<sup>1</sup>. Comment s'y prendre ? A Rome, Tournon avait épuisé tous les moyens de conciliation que la pitié lui inspirait, et les voies de répression que la loi mettait entre ses mains, le tout, au reste, sans grand résultat. Du moins il pouvait contraindre les familles de déserteurs par des mesures coactives, par des garnisaires et des amendes. Dans la Gironde, les parents savent que « légalement » aucune peine ne sera prise contre eux, et narguent les autorités<sup>2</sup>. Pauvres gens pour le très grand nombre, car les riches, moyennant la somme de 1200 à 1400 francs, se sont donné des remplaçants<sup>3</sup>, ils accueillent avec une joie d'autant plus profonde ce fils, leur appui, qui revient presque providentiellement, et le cachent de mille manières ingénieuses, secondés par tous leurs voisins. Decazes s'étonne de cette désertion considérable, et en témoigne à Tournon sa mauvaise humeur : « Lorsque toute la France a accueilli avec soumission et reconnaissance le nouveau mode de service militaire, on ne peut voir sans regret un département qui a marqué si honorablement son attachement à la dynastie légitime rester autant en arrière<sup>4</sup> ! »

Que pouvait le préfet pour parer à ce mal ? Un seul remède lui paraît efficace : la poursuite active, prompte, inlassable, par les gendarmes. Or, ces derniers, trop peu nombreux, n'ont arrêté, en un mois de pénibles recherches, que 10 réfractaires sur 250<sup>5</sup>. Ils sont surmenés et découragés. En vain le préfet annonce-t-il solennellement aux maires que les mesures d'indulgence vont être remplacées par la rigueur<sup>6</sup>. Ceux-ci, tout comme les parents, aperçoivent très bien les limites que ne peut franchir cette fermeté ; et Tournon de le mander à Decazes : « Ce département a toujours eu de nombreux retardataires, malgré les moyens de rigueur excessive employés

1. *Arch. de Génélard*, 138<sup>e</sup> rapport, 12 juin 1819. — Il y avait eu 710 hommes appelés des classes 1816 et 1817 (*id.*, 124<sup>e</sup> rapport, 12 janvier 1819).

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, 135<sup>e</sup> rapport, 12 mai 1819.

3. *Arch. de Génélard*, 151<sup>e</sup> rapport, 22 octobre 1819. Ce prix atteignit bientôt 2000 francs. — A Rome, il n'était que de 400 à 500 francs.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>1c</sup> III Gironde 9, lettre de Decazes, 10 août 1819.

5. *Arch. de Génélard*, 138<sup>e</sup> rapport, 12 juin 1819.

6. *Arch. Nationales*, ADXIX<sup>1</sup> 24, circulaire de Tournon aux maires, 9 août 1819.

autrefois ; on doit peu s'étonner de trouver tant de désobéissance, lorsqu'elle n'entraîne que des peines qui touchent peu les jeunes gens, et pas du tout les familles '... » C'est pourquoi devant l'inutilité de tant d'efforts, il se déchargea de plus en plus de ce soin sur l'autorité militaire, et la désertion demeurera longtemps, dans la Gironde, à l'état endémique.

1. 138<sup>e</sup> rapport, cité.



## DEUXIÈME PARTIE

### LES TRAVAUX PUBLICS

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### LES PLANS DE TOURNON ET LE CONSEIL GÉNÉRAL

Les plans de Tournon; il les forme surtout par un examen personnel des besoins du département. — Il les expose au Conseil général de 1817; nécessité, selon lui, d'un plan d'ensemble. — Ses projets relatifs à la campagne. — Ceux concernant Bordeaux. — L'utile l'emporte sur l'agréable dans ses vues. — Enthousiasme du Conseil général; l'appui que Tournon trouve auprès de ses membres; ses rapports. — Escarmouche de 1817; inutiles efforts du préfet pour faire revenir le Conseil sur un vœu jugé « inconvenant »; la bonne harmonie n'en est pas troublée.

Tournon, pour les travaux publics, eut-il un plan d'ensemble, ou bien son œuvre ne fut-elle que le résultat d'une activité en quelque sorte « fragmentaire », nécessitée seulement par des besoins présents et pressants, en dehors de toute idée une et directrice? — Les plus illustres intendants du xviii<sup>e</sup> siècle, Boucher, Tourny et surtout Dupré de Saint-Maur, avaient laissé de nombreux projets d'amélioration générale de la province de Guyenne, et d'embellissements pour Bordeaux. Dessinés sous Louis XV, et sous Louis XVI, ils dormaient, enfouis depuis longtemps au milieu des papiers de l'Intendance, lesquels « pourrissaient » dans les greniers de la préfecture<sup>1</sup>. Tournon n'eut point, dès l'abord, le loisir de les consulter utilement. Mais depuis trente ans, à travers les révolutions et les guerres, publicistes et journalistes n'avaient cessé d'en

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

entretenir l'opinion publique. Le préfet pouvait donc les connaître et en tirer profit. Ce fut pourtant bien moins par les écrits et les idées d'autrui que par un examen personnel et approfondi qu'il se forma, sous ce rapport, « tout un ensemble de vues<sup>1</sup> », et un plan net des travaux à accomplir.

Une partie s'exécutait déjà quand il le détailla de complète façon au Conseil général de 1817. Après avoir affirmé qu'il s'est livré à une étude très attentive des besoins et des ressources de la ville et du département, il ajoute : « Je dois vous offrir l'ensemble des projets que je conçois pour élever ce pays au point de splendeur auquel la nature l'a destiné. J'ai pensé que de la méthode dans la conception des projets d'amélioration dépendent leur succès, que *c'était manquer le but que de faire le bien au hasard*, qu'on peut, sans mériter le reproche de se livrer à des plans gigantesques, embrasser par la pensée une vaste suite de vues utiles, et arrêter invariablement leur exécution à des époques successives. Quel département offre, autant que celui de la Gironde, les germes nombreux d'une immense prospérité? Mais combien de sources abondantes sont restées pour ainsi dire inconnues! C'est de l'ère de la Restauration que j'aimerais à dater le plan général d'amélioration de ce département. »

Passant ensuite au détail, Tournon énumère ces beaux fleuves, « véritables créateurs de la richesse » pour le pays, qui réclament des travaux pour fixer leurs lits, et dont, jusqu'à ce jour, le hasard seul a réglé le cours. « Et cependant, ajoutait-il, des ports ensablés, la rade de Bordeaux menacée, des rives corrodées témoignent la nécessité d'adopter un plan général de défense. » Sur leurs bords, de vastes marais pourraient devenir de salubres et fertiles territoires. « Un dessèchement méthodique, constamment suivi, aurait bientôt fait atteindre ce but. — D'immenses landes occupent plus du tiers du département..., vaste espace livré à la dépopulation et à l'infertilité. Cependant, il est reconnu que l'écoulement donné aux eaux, des débouchés ouverts aux produits du sol par une navigation intérieure et par des routes, lesensemencements des forêts encouragés, peuvent changer l'aspect de ce désert... Vos vœux se sont souvent élevés vers le Gouvernement, pour solli-

1. Lettre à Barante, 28 janvier 1819, citée.

citer la prompte réalisation du projet éminemment patriotique de M. Brémontier pour l'ensemencement des dunes... Des chemins tracés par un illustre intendant coupent dans tous les sens ce département. Le grand nombre n'existe plus que dans le souvenir des habitants, et l'agriculture languit, parce que ses produits ne circulent qu'à grands frais. Un système de réparations dans lequel les travaux s'exécuteraient successivement, en proportion de leur importance et avec une parfaite solidité, amènerait lentement, mais sûrement, la restauration complète des routes et des chemins vicinaux<sup>1</sup>. »

Si les campagnes offraient ainsi un riche texte aux projets d'améliorations que rêvait Tournon, la ville ne présentait pas de moins importants travaux à ses méditations. « Un hôpital général à construire, pourvoir aux besoins du service militaire, accroître le séminaire, créer des archives, fournir des moyens de réprimer la mendicité, améliorer les prisons, assainir la ville par d'abondantes fontaines, l'embellir par des promenades<sup>2</sup> », telles étaient les principales entreprises dont il voulait commencer la réalisation, « entreprises, ajoutait-il, qui n'excèdent pas nos forces, si nous savons concevoir fortement et *suivre persévéramment un plan d'exécution*<sup>3</sup> ». Il reviendra plus d'une fois sur cette grande idée de la nécessité du travail méthodique et des améliorations progressives, d'après des vues bien réglées dès le point de départ. « La persistance dans l'exécution des plans arrêtés, dira-t-il au Conseil général de 1819, est la première condition du succès... Pénétrés, comme moi, de l'importance de l'esprit de suite en administration, vous ne vous lasserez pas de marcher dans la voie que vous avez ouverte, et vous assurerez ainsi la prospérité du département<sup>4</sup>. »

Il faut remarquer que l'utile l'emporte de beaucoup sur l'agréable dans l'exposé de ces plans divers. C'était une nécessité ; Tournon devait viser d'abord à relever des ruines,

1. Discours de Tournon au Conseil général de 1817.

2. *Id.* Il avait déjà entretenu longuement le Conseil général de 1816 des « deux plus grands travaux légués par le siècle précédent », la construction du *Pont de Bordeaux*, et la démolition du *Château-Trompette*.

3. Même discours.

4. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819. Il devait, dans le grand rapport de 1822, compléter, d'intéressante manière, ses vues « sur les améliorations dont Bordeaux et le département étaient encore susceptibles ».

à parer à des besoins immédiats, avant de songer à embellir. Par là du reste, il se plaçait très bien dans l'état d'esprit de la société bourgeoise d'alors à Bordeaux : moins aristocratique, plus terre-à-terre que la génération du temps de Tourny, elle délaissait le grandiose et le décor, pour envisager surtout le côté pratique des choses.

Un tel programme suscita les applaudissements unanimes et enthousiastes du Conseil général. Et tous les ans, Tournon aimait à venir donner le compte rendu détaillé des œuvres déjà commencées, exposer les projets nouveaux, devant cette assemblée où il ne comptait guère que des admirateurs. Il ouvrait chaque session par un discours dans lequel il reportait invariablement le mérite du bien accompli aux Bourbons, en ces termes un peu grandiloquents mis à la mode par la Révolution et l'Empire, et qu'il terminait toujours par le cri, fort acclamé, de « Vive le Roi ! » Et puis, les membres du Conseil écoutaient, ravis, ces superbes et volumineux rapports que Tournon lisait et commentait lui-même avec sa grande expérience administrative, analyse et synthèse à la fois de toutes les améliorations déjà faites ou à faire. Ils n'en avaient jamais entendu d'aussi complets<sup>1</sup>. C'est pourquoi, guidés par cette main souple et ferme, profondément reconnaissants à leur préfet de si bien comprendre et exprimer les besoins du pays, ils votaient allégrement les centimes additionnels demandés, et vraiment ne savaient rien lui refuser. On peut dire que le Conseil général demeura le grand auxiliaire et le ferme soutien de Tournon dans ses vastes travaux, beaucoup plus que la Chambre de commerce et que le Corps municipal de Bordeaux, à vues trop souvent étroites. Aussi, une « union pleine de charmes », et qui rendait, pour le préfet, « désirée entre toutes<sup>2</sup> » l'époque de l'assemblée, ne cessa-t-elle jamais de régner entre lui et les membres du Conseil. Il pouvait y développer, dans une atmosphère toute de franchise et de confiance, ses plans les plus vastes et les meilleurs pour le bien public, sûr d'avoir, dans ses auditeurs, moins des juges que « des conseillers les plus sages et des amis les plus bienveillants<sup>3</sup> ».

1. Quelques-uns de ces rapports, comme ceux de 1817, 1818, 1821, forment des cahiers de plus de cent pages in-4°.

2. Grand rapport de 1822.

3. *Id.*



Seule une légère escarmouche, assez piquante toutefois, se produisit au Conseil général de 1817. Une Ordonnance du roi portait que, dorénavant, les préfets assisteraient à toutes les séances de délibération des Conseils généraux. Lynch, président cette année-là, voulut bien assurer Tournon « de manière très flatteuse » que ses collègues et lui le voyaient avec grand plaisir investi d'un tel droit, parce que *c'était M. de Tournon qui administrait le département*<sup>1</sup>. Mais comme la Gironde ne garderait pas toujours son préfet actuel, ajoutait-il, le Conseil avait résolu d'émettre un vœu formel pour que ces fonctionnaires fussent, à l'avenir, comme par le passé, exclus des séances.

Lainé auquel Tournon en référa aussitôt, se montra scandalisé d'une telle délibération, la trouva « d'un caractère peu élevé<sup>2</sup> », et engagea vivement ce dernier à faire revenir le Conseil sur un vœu qui, selon lui, allait « déparer ses cahiers ». Notre préfet prit la chose fort à cœur, et fit une longue démonstration à l'assemblée pour lui prouver qu'elle avait tort, que le Conseil général tenait du souverain son organisation, que ses membres étaient partie de l'édifice constitutionnel, et non les mandataires du peuple, et que, dès lors, le même souverain avait le droit de modifier cette organisation; il exposa le peu de danger de la présence des préfets, « puisque le moment, ajoutait-il, où leur conduite est examinée, c'est-à-dire celui où l'on discute leurs comptes, est le moment même où le Conseil leur est fermé<sup>3</sup>... »; enfin, il termina son plaidoyer en insistant sur le peu de convenance de remontrances faites au roi par le Conseil général... d'un tel département. L'orateur en fut pour tous ses frais d'éloquence. Le Conseil, qui avait émis son vœu « à l'unanimité », reconnut très volontiers que la présence du préfet venait, en effet, de donner aux discussions « une célébrité et une exactitude inconnues jusqu'à ce moment<sup>4</sup> »; mais, sans contredire aucune des objections de

1. *Arch. Nationales*, F<sup>1</sup><sup>o</sup> V Gironde 2, lettre confidentielle de Tournon à Lainé, 17 avril 1817.

2. *Id.*, Réponse de Lainé, 6 mai 1817.

3. *Id.*, lettre du 12 mai 1817 à Lainé.

4. Même lettre. — En 1818, le Conseil général fera la même constatation et « avouera que c'est aux renseignements donnés par le préfet sur chaque affaire, à l'instant même où elle se présentait, que seront dus les nombreux et importants résultats de cette session »,... sans du reste changer d'avis sur le fond de la question. *Arch. de Génélard*, lettre de Tournon à Lainé, 30 juin 1818.

Tournon, il n'en persista pas moins à maintenir son fameux vœu, et à réclamer « une complète indépendance<sup>1</sup> ». Tout ce que put obtenir le réclamant fut « qu'on se bornerait de l'exprimer de la manière la plus brève<sup>2</sup> ». — La question, heureusement, ne concernait en rien l'administration préfectorale, et la bonne harmonie demeura intacte entre les conseillers généraux et Tournon.

1. Lettre du 12 mai à Lainé, citée.

2. *Id.*

## CHAPITRE II

### LE PONT DE BORDEAUX ET LE PONT DE LIBOURNE

- I. Rapide aperçu historique sur les divers projets du pont de Bordeaux au xviii<sup>e</sup> siècle; objections de la Chambre de commerce. — Napoléon ordonne sa construction en 1808; modifications diverses au plan primitif. — État du monument à l'arrivée de Tournon; entier découragement de l'ingénieur Deschamps; le nouveau préfet pèse le pour et le contre; son avis favorable. — Il emprunte, en son nom personnel, pour continuer les travaux; importance de cet acte. — Il gagne au pont la protection du duc d'Angoulême. — Joie et activité de Deschamps. — Le manque de fonds; Tournon fait appel aux négociants bordelais. — Longues et très laborieuses négociations; création de la Compagnie du pont. — Redoublement d'activité dans la construction; Deschamps propose de substituer la pierre au fer; grands avantages qu'y voit Tournon. — « L'âge héroïque » des travaux; énormes difficultés de l'entreprise; perfectionnements divers au plan primitif. — Pittoresque spectacle des chantiers; affluence des visiteurs. — Nouvelle pénurie de fonds; Tournon emprunte encore en son nom personnel. — Pose de la dernière pierre; incomparable splendeur de la cérémonie; la revue « sur l'eau »; discours de Tournon; la dernière pierre et les médailles; le dîner sur le pont. — Le pont de service; état du monument au départ de Tournon.
- II. Le pont sur la Dordogne, complément nécessaire de celui de Bordeaux; Tournon fait des ouvertures à la Compagnie pour un nouvel emprunt; facile succès de ses démarches. — Plan et place du pont; difficultés diverses; Tournon fait prévaloir l'emplacement à Libourne sur celui de Cubzac. — Pose de la première pierre; joie des Libournais. — Rapidité extraordinaire des travaux sous la direction de Deschamps. — La route entre les deux ponts; lenteur de sa construction malgré le zèle du préfet; ses vœux à ce sujet.

« Le plus grand ouvrage de ce siècle exécuté en France est certainement le Pont de Bordeaux, tant à cause de la grandeur de l'entreprise que pour les difficultés, jugées jusqu'à ce

moment insurmontables, qu'elle présentait<sup>1</sup> », telle est la manière dont Tournon apprécie l'œuvre superbe qui s'accomplit à peu près tout entière sous son administration. — L'idée de prendre possession de l'autre rive par un pont sur la Garonne datait de plus d'un siècle; tant de précieux avantages y apparaissaient attachés, nonobstant quelques inconvénients! Aussi, les plus illustres intendants du XVIII<sup>e</sup> siècle avaient-ils étudié les divers plans, mais sans oser en entreprendre un seul. Le génie audacieux du célèbre Tourny lui-même recula devant les difficultés d'un pareil monument. Le règne de Louis XV, cependant, marqua par des travaux hardis en ce genre<sup>2</sup>; les ponts de Saumur, d'Orléans, de Neuilly, firent progresser à pas de géant la science hydraulique. Encouragé par ces succès, de Trudaine, en 1772, voulut sérieusement tenter d'unir la Guyenne à la capitale par les deux ponts de Bordeaux et de Libourne. Un ingénieur expérimenté, de Voglie, chargé de visiter les lieux, acquit la persuasion que les fondations, dans la Garonne en particulier, rencontreraient des obstacles insurmontables, et que « la dépense serait incalculable<sup>3</sup> ». Il légitimait ainsi la boutade du maréchal de Richelieu gouverneur de Bordeaux, auquel on offrait la gloire de poser la première pierre du fameux pont, et qui répondit avec ironie : « J'aimerais bien mieux en poser la dernière! » — Dupré de Saint-Maur fut, de tous les intendants, celui qui eut le plus à cœur la réussite du grand œuvre, et prévint le mieux son importance pour la ville et la contrée entière. Mais la Chambre de commerce accueillait ces plans divers avec une méfiance extrême, et tenait mille objections en réserve pour chacun d'eux : danger d'incendie des charpentes en bois, envasement du port, tout le haut du fleuve enlevé à la navigation, ébranlement des piles sous le choc des glaces ou la violence du courant...; elle « se montrait épouvantée des possibilités de ce genre ». Et de la sorte, la Révolution passa sur les meilleurs projets, les ensevelissant dans le silence et l'oubli.

Il fallut l'inflexible volonté de Napoléon pour faire entrer ces rêves dans le domaine de la réalité. Sans s'arrêter aux objections, il ordonna, par le Décret du 24 avril 1808, que le

1. Grand rapport au Conseil général de 1822.

2. Cf. *Arch. de Gênelard*, notice imprimée sur le pont de Bordeaux.

3. Billaudel, *Notice sur Deschamps*, p. 22.



pont serait construit. La lenteur, la difficulté du passage, sur le fleuve, de ses troupes marchant vers l'Espagne avaient excité sa colère. Aussi demandait-il un ouvrage « provisionnel », et de très prompt exécution. Les travaux ne commencèrent toutefois qu'en 1810<sup>1</sup>. Le tablier devait être porté par deux culées en maçonnerie et cinquante-deux palées en charpente. Bientôt après, l'éminent directeur des travaux, Deschamps, pensa qu'il convenait d'élever, également en pierre, deux des piles pour établir une travée mobile destinée au passage des bâtiments de mer. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir que, dans un rayon de plus de trente lieues autour du département, il était impossible de se procurer la quantité de chênes que devait exiger un travail aussi considérable. Et, chose vraiment surprenante, lorsque le système de piles en pierre, comme point d'appui pour toutes les arches, eut été substitué au premier, la même insurmontable difficulté se présenta : pas assez de chênes pour les poutres, les madriers, le plancher du pont. — D'ailleurs, la marine opposait son *veto* à toute fourniture de ce genre un peu importante. Force fut donc de modifier les plans à nouveau, et de substituer le fer au bois<sup>2</sup>.

Ces changements successifs des projets, les bouleversements politiques de la fin de l'Empire, l'extrême pénurie de fonds à la première Restauration, l'alerte des Cent-Jours, toutes ces causes firent que les travaux n'avancèrent qu'avec une désespérante lenteur, malgré le zèle, on pourrait dire l'acharnement, qu'y apportait Deschamps. A l'arrivée de Tournon, il n'existait que cinq piles fondées, et une culée sur la rive gauche, une culée et deux piles, visibles seulement à marée

1. Décret du 26 juin 1810. La longueur du pont devait atteindre 530 mètres. La dépense était évaluée à 2 400 000 francs, et répartie entre l'Etat et la Ville.

2. Le Conseil général des Ponts et chaussées décida de construire les arches en fer forgé, ce qui fut approuvé par un décret du 3 février 1813, projet remplacé peu après par un autre où le fer forgé ne devait servir que de moyen d'assemblage des principales pièces. — Tous ces détails sont tirés du « *Mémoire sur le projet du pont en construction sur la Garonne devant Bordeaux*, par Deschamps, 1815 », 95 pages manuscrites. *Arch. de Génélard*. — Ce précieux document contient tout l'historique du pont avant l'arrivée de Tournon. On sait que Deschamps n'a rien publié sur le pont, bien qu'il méditât un grand ouvrage sur ce sujet. (Cf. Billaudel, *Notice sur Deschamps*, p. 35.) Ses papiers, passés entre les mains de son gendre, Billaudel, sont perdus.

basse, sur la rive droite<sup>1</sup>. Et pourtant, cette seule ébauche avait coûté la somme de 1760 074 francs<sup>2</sup>. De combien donc allaient être dépassées les prévisions du directeur des travaux qui, par de rigoureux calculs, avait fixé la dépense totale à *huit millions*? Aussi, Deschamps nous apparaît-il, à ce moment là, tout près d'un entier découragement. Il n'a rien en caisse pour solder les dépenses les plus urgentes; ses demandes de fonds à Paris demeurent sans réponse; il se voit en butte aux attaques et aux entraves de toutes sortes que lui crée le parti nombreux, et plus puissant que jamais, hostile à la construction du pont. Sa qualité d'ancien fonctionnaire de Napoléon n'est du reste pas faite pour lui gagner des faveurs, dans le Bordeaux de ces jours-là. On parle même couramment de détruire le peu qui est fait et de renoncer, pour toujours, à ce dangereux et trop coûteux monument, « proposition à laquelle beaucoup de gens sensés applaudissent<sup>3</sup> ». C'est pourquoi, trois jours après l'arrivée de Tournon, Deschamps s'en fut le trouver, et l'avertit qu'il allait « immédiatement renvoyer ses ouvriers et fermer l'atelier<sup>4</sup> ». Cette décision était fort grave. « Je compris, dit le nouveau préfet, qu'un ouvrage aussi peu avancé, et contre lequel s'élevaient tant d'objections, une fois abandonné, ne se reprendrait pas de longtemps, et je résolus de faire tout ce qui serait possible pour empêcher cet abandon<sup>5</sup>. »

Après des paroles d'espoir et de réconfort à l'ingénieur, qui ne demandait certes qu'à être encouragé, Tournon alla visiter avec lui les travaux, pour se rendre un compte très exact de la situation. Notre préfet connaissait les immenses avantages qui devaient résulter pour Bordeaux et la région de la grandiose entreprise, et même ses intérêts nationaux. Le pont, c'était une communication assurée en tout temps entre la France et l'Espagne, les provinces Sud-Ouest rattachées aux

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1820.

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1822. — Cf. *Arch. de Générard*. Note manuscrite des dépenses du Pont jusqu'en 1818.

Cette somme se répartit ainsi par année : 1807, 50 000 francs — 1810, 300 000 francs — 1811, 600 000 francs — 1812, 513 000 francs — 1813, 50 000 francs — 1814, 196 774 francs — 1815; 50 000 francs.

3. Grand rapport de 1822.

4. *Mémoires inédits* de Tournon.

5. *Id.*

régions septentrionales du royaume ; le commerce, les relations privées, la marche des armées facilités et mis à l'abri de fréquentes interruptions... ; c'était peut-être l'éclosion d'une ville nouvelle sur la rive droite du fleuve.

Il connaissait moins la nature et la valeur des objections. Deschamps les réfuta une à une devant lui avec force et chaleur. D'abord, pourquoi redouter l'envasement du port, crainte qui formait le principal argument des opposants ? Une forte digue construite en amont sur la rive droite devait redresser le courant, le diriger perpendiculairement aux arches et empêcher les glaces, pendant l'hiver, de frapper les piles en oblique. De la sorte, on attaquerait l'énorme banc de vase qui obstruait les chantiers de construction de la Manufacture, « une des alluvions les plus nuisibles <sup>1</sup> » au port, et l'on balayerait les sables de toute la rade. Trois ponts construits à Londres, sur la Tamise, un peu dans les mêmes conditions, n'avaient eu aucun effet dangereux ; pourquoi en serait-il autrement à Bordeaux ?... « La station des navires de commerce, disait-il, n'a déjà lieu, dans l'état des choses actuel, que depuis la Porte de Bourgogne jusqu'à Bacalan. Quelle raison sérieuse empêchera de leur fixer définitivement et exclusivement cette partie du port ? Si des bassins et des docks sont construits plus tard, ce ne peut être qu'à partir de la Place Royale, en descendant la rivière, sur ce grand et superbe quai des Chartrons <sup>2</sup> » tant négligé jusqu'alors. La partie supérieure, en amont du pont, sera réservée aux bateaux venant du côté de Toulouse, et ceux dont les mâts se baissent à volonté pourront encore passer sous le pont... « Quant à la marine, ajoutait l'ingénieur, on peut prévoir qu'elle ne fera plus construire à Bordeaux. Il est pour elle d'un intérêt majeur de concentrer à Rochefort ses travaux de la région Sud-Ouest. Le commerce de notre ville a besoin de tous ses constructeurs, l'on ne doit pas y faire travailler en concurrence avec les négociants. Qui empêcherait, du reste, aux coques de frégates et de corvettes, bâties encore à Bordeaux, de passer sous les grandes arches, et d'être armées, comme aujourd'hui, à Pauillac ? Ces raisons deviennent parfaitement applicables aux nombreux chantiers de construction pour le

1. *Mémoire* de Deschamps, cité.

2. *Id.*

commerce, établis en Paludate, dont les plus forts navires ne dépassent pas 400 tonneaux au plus<sup>1</sup>. » Ceux à caréner trouveront dans l'aval de la rivière, sur un développement de 8 à 10 kilomètres, des emplacements très favorables à cette opération... Donc, pas d'objection qui tienne contre le pont, tel qu'il en conçoit le plan définitif. Vouloir maintenir, en particulier, la travée mobile que la marine réclame, c'est s'obstiner, sans motif valable, à suspendre le passage des voitures et des piétons, sur une voie de trafic intense, à causer d'énormes encombrements, à couper de fort désagréable manière l'aspect imposant d'une admirable construction, à compromettre sa solidité<sup>2</sup>. Il se chargeait enfin, lui Deschamps, de donner un démenti aux sceptiques qui niaient la possibilité d'établir des piles dans le milieu du fleuve, à l'endroit de sa plus grande profondeur et de son plus violent courant<sup>3</sup>.

De ces minutieuses enquêtes et de ces longs entretiens, Tournon sortit pleinement convaincu de l'utilité, de la grandeur, comme aussi de la possibilité de l'œuvre, et Deschamps à nouveau rasséréné. Tous deux eurent dès lors partie liée pour la réussite de la magnifique entreprise; il en résulta des rapports presque journaliers, et une amitié qui dura autant que la vie. Or, il devenait de jour en jour plus urgent de se procurer des fonds pour conserver un noyau indispensable d'ouvriers, garder les travaux déjà faits à l'abri d'accidents trop graves, et pour atteindre des jours meilleurs. Où donc se les procurer?

1. *Mémoire* de Deschamps, cité.

2. Tournon devait « solutionner », quelques mois après et de manière définitive, cette grave question de la travée mobile. — En somme, les seuls vrais intéressés à sa conservation étaient les constructeurs de navires situés en amont du pont. « A la vérité, écrivait le préfet, cet intérêt est immense, puisque du déplacement des chantiers à Saint-Michel et à Sainte-Croix dépend l'existence de ces deux quartiers peuplés presque uniquement d'individus attachés aux constructions. — Résolu de proposer la construction d'une arche mobile, si elle était nécessaire à la conservation des chantiers dans le lieu qui les occupe, je réunis les 8 constructeurs de navires de Bordeaux, et, en présence de M. Deschamps, je leur montrai les élévations du pont. Après un long examen, ils convinrent tous que les arches du milieu ayant 48 pieds d'élévation au-dessus du fond du fleuve, ils pourraient, à basse mer, faire passer sous ces arches les plus grands navires, et que, dès lors, l'arche mobile devenait inutile à la conservation des chantiers. » *Arch. nationales*, F<sup>2</sup> I, 969, longue lettre de Tournon à Lainé, 2 novembre 1817. — Deschamps fut particulièrement satisfait de cette importante décision.

3. *Mémoire*, cité.



Dans l'état lamentable du Trésor public, il ne fallait point compter sur le gouvernement. Le baron Louis, Ministre des finances, avait à faire face à des nécessités bien plus immédiates que la subvention d'un pont, fût-ce celui de Bordeaux. Deschamps conseilla alors à Tournon de s'adresser à la Chambre de commerce, pour lui demander l'avance des 15 000 francs immédiatement indispensables « en attendant, disait-il, la décision ultérieure qui ne peut manquer d'être bientôt prise pour ce grand ouvrage<sup>1</sup> ». Le préfet reçut favorablement l'idée. Mais la Chambre de commerce gardait toujours ses vieilles préventions de jadis contre le pont. Elle n'avait pas encore cette volonté ferme et cet esprit d'initiative que lui insuffleront peu à peu des hommes tels que Tournon, le grand Balguerie-Stuttenberg, Deschamps et Desfourniels, et qui la distingueront quelques années plus tard; elle restait dans la tradition de prudence et de réserve timorée où elle s'était cantonnée au XVIII<sup>e</sup> siècle. Plusieurs de ses membres faisaient du reste partie du clan hostile au pont : elle refusa. Tournon alors, comme suprême ressource, demanda au receveur général, « qui consentit avec beaucoup d'empressement<sup>2</sup> », une avance de 20 000 francs, à titre de prêt particulier, et « *sous sa responsabilité personnelle* ». Moyen héroïque, certes; mais Deschamps eut l'argent qu'il réclamait, et put maintenir ses chantiers ouverts. « C'est peut-être à cette circonstance, conclut simplement Tournon, que Bordeaux est redevable de cet utile et beau monument<sup>3</sup>. »

La solution de cette impérieuse question financière n'écartait pas toutes les difficultés. Ni le dévouement du préfet, ni le zèle de Deschamps ne pouvaient suffire à désarmer le parti adverse. Lorsque le duc d'Angoulême vint visiter Bordeaux, en août 1815 et en janvier 1816, il essaya de le circonvenir et de gagner une si puissante influence à l'opposition. Le député Dussumier-Fontbrune, qui marchait en tête des ennemis de l'œuvre, le supplia publiquement d'ordonner la démolition des travaux déjà exécutés, car, selon lui, ce pont était un véritable

1. *Arch. départementales de la Gironde*, liasse : Travaux du Pont de Bordeaux, 1813-1816, lettre de Deschamps à Tournon, 29 juillet 1815. La réponse de Tournon est du 4<sup>er</sup> août.

2. Grand rapport au Conseil général de 1822.

3. *Mémoires inédits*.

« malheur pour la ville ! » Heureusement, Tournon veillait. Il conduisit le prince sur les chantiers mêmes, et là Deschamps, plans, chiffres et pièces en mains, lui démontra, par le détail, et la possibilité de la construction, et les immenses avantages qui en résulteraient pour Bordeaux et la France<sup>2</sup>. Le duc, reparti pleinement convaincu, et, dès son retour à Paris, sollicita lui-même des ministres l'argent nécessaire. « Je vois avec plaisir, écrivait-il peu après à Tournon, que le comte Mollé a ordonné des fonds, ainsi que je le lui avais commandé, pour la continuation des travaux du pont auquel je prends beaucoup d'intérêt<sup>3</sup>. » Une telle protection, hautement affirmée, devait faire taire bien des préventions. L'arrivée de Lainé au pouvoir facilita du reste singulièrement les choses ; en Bordelais sage et ami de son pays, il fit voter 200 000 francs pour le seul exercice de 1816<sup>4</sup>.

Aussi, désormais sûr de trouver à Bordeaux, en la personne du préfet, l'appui inébranlable qui lui manquait, sachant que l'œuvre avait à Paris toutes les sympathies de leurs amis communs, Lainé et Molé, Deschamps s'y donna de nouveau tout entier. Afin de bien convaincre les pessimistes qui ne croyaient pas encore l'entreprise viable, il fit, cette année-là, fonder la pile n° 10, au milieu du plus fort courant de jusant, et pendant un été excessivement pluvieux ; elle s'éleva avec rapidité sans la plus légère avarie<sup>5</sup>. C'était de bon augure pour le succès final. Bref, l'habile directeur, activement secondé par son gendre, l'ingénieur Billandel, ne négligeait rien de ce qui lui paraissait susceptible d'améliorer les plans et de hâter leur réalisation. Et Tournon, de son côté, continuait de patronner l'entreprise avec ardeur. Lorsque Molé quitta les Ponts et chaussées pour la Marine, en septembre 1817, notre préfet lui écrivit de recommander fortement « *son pont* » à la sollicitude de Becquey. « Ce que je ne saurai assez dire à mon successeur, lui répond Molé, c'est combien l'on est redevable à votre zèle et à vos soins du bon ordre et de l'activité qui n'ont cessé de

1. *Mémoires inédits de Tournon*. « Je crois rêver encore, ajoute le préfet, quand je me le rappelle ! »

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre de Tournon à Decazes, 8 janvier 1816, citée.

3. *Arch. d'Avrilly*, lettre du duc d'Angoulême à Tournon, 30 mars 1816.

4. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

5. *Id.*

régner dans ces importants travaux<sup>1</sup>. » Les fonds accordés en 1817 furent de 350 000 francs<sup>2</sup>.

Malgré tout ce zèle et ce bon vouloir à Paris comme à Bordeaux, l'ouvrage n'avancait pas assez vite au gré de Deschamps ni au gré du préfet. Avec les sommes consenties chaque année par le gouvernement — et certes, en l'état des finances publiques, il ne pouvait donner plus — il faudrait encore au moins huit ans pour achever le pont<sup>3</sup>. Les résultats d'une telle prolongation apparaissaient bien graves : gêne considérable, et « maintenant éprouvée<sup>4</sup> », dans le passage des bateaux entre l'amont et l'aval de la construction, « danger prochain » d'ensablement de la rade à cause des appareils encombrants nécessaires à l'élévation des piles, frais énormes pour l'entretien des machines, pour le salaire des ingénieurs, contremaîtres, employés divers... Afin obvier à tant d'inconvénients et hâter, dans l'intérêt commun, la jouissance du passage, le préfet eut l'originale et si féconde idée de faire appel au crédit même de ses administrés<sup>5</sup>. Bordeaux avait de riches négociants, passionnés pour le bien public ; plusieurs étaient devenus ses amis intimes, et tous lui accordaient leur entière confiance. Pourquoi ne pas les associer, par un emprunt, à cette entreprise dont ils retireraient ainsi gloire et profit ?

Dès les premiers jours de juin 1817, il fit des propositions en ce genre à Balguerie-Stuttenberg et à Daniel Guestier qui possédaient l'un et l'autre sa particulière estime. On causa du projet dans les réceptions de la Préfecture<sup>6</sup>. Quelque temps après, ces deux négociants, après s'être concertés avec d'autres, lui affirmèrent qu'ils pourraient réunir et prêter *deux millions*, sous condition de percevoir, pendant 99 ans, le produit d'un

1. *Arch. d'Aurilly*, lettre autographe de Molé à Tournon, 24 septembre 1817.

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1818.

3. *Arch. de Gévelard*, note manuscrite de Tournon sur le projet de la Compagnie du pont.

4. Même note.

5. Cf. Grand rapport de 1822, et *Mémoires inédits*.

6. Cf. sur la formation de cette société du pont, *Arch. Nationales*, F<sup>2</sup> I, 969, lettre de Tournon à Molé, 5 août 1817 (autographe de 6 pages); lettres des 23 septembre, 2, 12, 18 et 22 novembre 1817, 14 janvier 1818 à Lainé, du 28 janvier 1818 à de Gérando; F<sup>1</sup> 9661, lettre du 12 janvier 1818 à Decazes.

droit de péage et de divers autres avantages à débattre par avance. Le gouvernement devait s'engager à verser lui-même 600 000 francs par an. Lainé et Molé auxquels s'en ouvrit Tournon acceptèrent l'offre avec empressement, et le chargèrent de toutes les négociations.

Elles furent très laborieuses et durèrent plus de six mois. Il devait à la fois soutenir, comme préfet, les intérêts du gouvernement; et d'autre part, dans son désir d'aboutir, il ne voulait point, à cause d'articles trop sévères du cahier des charges, rompre des pourparlers que les exigences de certains prêteurs rendirent plus d'une fois extrêmement difficiles. Car, il faut bien le reconnaître, les négociants bordelais, pour le grand nombre, voyaient en la circonstance beaucoup plus une « *bonne affaire* » qu'une question de patriotisme municipal désintéressé. — Les conditions approuvées par le ministre stipulaient, en particulier, le prélèvement d'une somme de 25 000 francs, constante quel que dût être le produit du péage, et que Deschamps avait reconnue nécessaire, pour l'entretien courant et annuel du pont<sup>1</sup>. Balguerie et Guestier répliquèrent qu'on enlèverait ainsi le meilleur des bénéfices, que cette clause seule suffirait pour éloigner les prêteurs. Ils offrirent, en place, un paiement proportionnel de 12 p. 100 de la recette brute, évaluée à une moyenne de 188 000 francs par an. Tournon eut à soutenir une « longue discussion », et dut céder pour « ne point rompre la négociation<sup>2</sup> ». On finit par s'entendre en fixant le prélèvement à 10 p. 100. — Le gouvernement voulait en outre que ses représentants pussent intervenir dans les assemblées générales et le règlement du droit de péage. Les prêteurs

1. Le ministre avait d'abord demandé que la somme fût de 35 000 fr. — Balguerie et Guestier avaient offert 15 000 et de se charger de l'éclairage du pont. *Arch. Nationales*, F<sup>2</sup> I, 969, lettre de Tournon à Lainé, 23 septembre 1817.

2. F<sup>2</sup> I, 969, longue lettre de Tournon à Lainé, 2 novembre 1817. — Tournon, pour faire accepter au ministre cette clause, lui affirme que ce produit prévu de 188 000 francs pour le péage est un minimum, et qu'il augmentera sûrement. Il était stipulé que le prélèvement serait réglé chaque semestre, en même temps que le dividende des actionnaires. Ce produit devait être exclusivement destiné à l'entretien du pont, et tout l'excédent mis en réserve pour les besoins à venir. La somme serait versée dans une caisse à deux clefs dont l'une demeurerait entre les mains du préfet, et l'autre dans celles du directeur de la compagnie. — Toute dépense imprévue restait à la charge du gouvernement.



n'y consentirent qu'avec une répugnance extrême. Encore Tournon ne put-il jamais obtenir que l'on acceptât le commissaire du préfet comme l'un des membres du Comité de surveillance<sup>1</sup>. Les prêteurs exigèrent, de plus, qu'une loi vînt sanctionner l'emprunt<sup>2</sup>, et que, si un pont se construisait plus tard sur la Dordogne, les ministres s'obligeassent à ne traiter de son établissement qu'après leur en avoir soumis les conditions. Cette dernière clause cadrerait trop bien avec les plans de Tournon pour ne pas obtenir son entière adhésion. Enfin, la Compagnie posa, comme dernière condition, que le pont serait achevé en quatre ans, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> janvier 1822. En cas de retard, le préfet dut promettre que l'intérêt des deux millions fournis serait avancé par le gouvernement aux associés, à raison de 188 000 francs par an, soit 8  $\frac{1}{4}$  p. 100 du capital.

Lainé et Molé trouvaient de pareilles exigences fort onéreuses, et l'on peut croire que si Tournon n'avait habilement joué, selon l'habitude, son rôle de conciliateur, l'emprunt aurait échoué. Cinq, même, des principaux souscripteurs refusèrent de se soumettre aux conditions jugées comme définitives par les ministres, et se retirèrent; il fallut que Balguerie-Stuttenberg, qui avait déjà signé pour 700 000 francs, se chargeât de couvrir le déficit causé par cette retraite<sup>3</sup>. Ces difficultés et ces heurts de part et d'autre causèrent des lenteurs dont gémissaient vivement et Deschamps et Tournon. « Il est très important que nous obtenions la loi cette année, mandait ce dernier à de Gérando, afin de faire jouir les prêteurs du péage, et surtout d'arrêter l'envasement de la rade que la lenteur des travaux rendrait inévitable<sup>4</sup>. » Elle ne fut donnée que le 10 avril 1818. Malgré le retard, notre préfet se félicita de l'heureuse issue de ces pénibles négociations. C'était la première transaction soumise aux Chambres qui ait eu pour objet un emprunt particulier, en vue d'un monument d'utilité publique. « Cet exemple, affirme-t-il,

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre de Tournon à Decazes, 12 janvier 1818.

2. *Id.*, F<sup>2</sup> I, 969, lettre de Tournon à Lainé, 18 novembre 1817. « Leur demande d'une loi, disait le préfet, est fondée sur la clause d'une indemnité en cas de non-jouissance et d'un remboursement du capital prêté, si cette non-jouissance se prolongeait au delà de 3 ans. »

3. *Arch. Nationales*, F<sup>2</sup> I, 969, lettre de Tournon à de Gérando, 28 janvier 1818, citée.

4. Même lettre.

eut la *plus heureuse influence sur le développement de l'esprit d'association dans toutes les parties de la France*<sup>1</sup>. »

Deschamps envers Tournon, et celui-ci envers la Compagnie du pont et le gouvernement, s'étaient engagés, comme d'honneur, à ce que l'œuvre fût achevée à la date fixée. Ils mirent donc à son exécution un renouveau d'ardeur et d'activité, l'un pour amener les fonds et faciliter toute la partie administrative, l'autre pour inventer ce qui pourrait améliorer, accélérer et embellir le pont. C'est alors qu'il conçut le projet de remplacer le fer par la pierre comme cintre des arches. Le préfet s'enthousiasma de cette idée : tant de précieux avantages en découleraient, si elle pouvait se réaliser ! Plus grande solidité, et « durée dont le terme était inconnu sans réparation<sup>2</sup> », aspect plus imposant et forme plus monumentale, grande économie dans la dépense totale, puisque la différence avec l'évaluation du prix des arches en fer s'élevait à 1 936 000 francs<sup>3</sup> ; certitude presque absolue de terminer le travail en trois ans, que ne donnait pas le système des forges, soumis à de multiples accidents ; perspective de laisser dans le pays les 3 millions qu'aurait coûté ce fer, et répartition de cette somme entre un nombre immense d'ouvriers du département..., tels lui apparaissaient quelques-uns des principaux résultats du nouveau projet.

Or, Deschamps prouvait aux malveillants, par des calculs rigoureux, que les piles étaient de force à résister au poids comme à la poussée des nouvelles arches. Il se rendit à Paris pour achever de convaincre Becquey et les ministres un peu sceptiques, précédé d'une longue lettre de Tournon qui appuyait chaudement son idée<sup>4</sup>. On reconnut la justesse de ses raisonnements. Mais comme garantie suprême, l'éminent ingénieur résolut de soumettre chacune des piles, pendant plusieurs mois, à une charge dépassant 4 millions de kilogrammes, poids bien supérieur à celui des futures voûtes<sup>5</sup>. Une seule se tassa de dix centimètres, mais sans rien perdre de son parfait aplomb, et sans que l'examen le plus attentif fit découvrir le moindre défaut dans les

1. *Arch. de Gênelard*, notice de Tournon sur le pont, citée.

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1822.

3. Notice sur le pont, citée.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>2</sup> 1,969, lettre de Tournon à Decazes, 19 janvier 1819.

5. Rapports de Tournon aux Conseils généraux de 1819 et de 1820. Cf. *Mémorial* du 18 juillet 1819.

joints de la maçonnerie. On pouvait donc hardiment marcher dans cette voie. Becquey approuva le projet le 17 mars 1819.

Dès lors commence l'époque véritablement *héroïque* des travaux du pont. Jamais peut-être Bordeaux, dans tout le cours de son histoire, n'avait vu pareille agglomération d'ouvriers et tant de fiévreuse activité. Plus de deux mille hommes<sup>1</sup> sont employés aux chantiers, sur la rivière, dans les carrières et les forêts. On extrait de la pierre non seulement dans le département, à Saint-Macaire surtout<sup>2</sup>, mais encore dans la Charente-Inférieure et le Lot-et-Garonne. Des pins énormes sont amenés par eau, de la Leyre même, dans les grandes landes. — La Garonne a sous le pont une profondeur moyenne de sept, et dans quelques endroits, de dix mètres. Deux fois par jour, le flux et le reflux gonflent ses eaux jusqu'à cinq et parfois six mètres de hauteur, et ses courants, dans l'un et l'autre sens, atteignent souvent une vitesse de plus de trois mètres par seconde. Elle coule sur un fond de sable et de vase d'une mobilité déconcertante. Pour asseoir les bases d'un édifice aussi considérable, il faut battre à coups de mouton, dans l'emplacement de chaque pile, 220 pieux en bois de pin, les faire pénétrer de 8 à 10 mètres, dans ce sol sans consistance, jusqu'à un terrain résistant, et les recéper de niveau sous l'eau. L'assise de chaque pile, jetée d'abord comme au moule dans un caisson énorme de 23 mètres de long, 7 m. 40 de large et plus de 6 mètres de hauteur, est ensuite descendue sur les pilots destinés à la porter. Ces pilots sont rendus solidaires les uns des autres par une sorte de cloisonnement composé de bois de charpente et de grosses pierres. Un pavé général à pierres libres recouvre tout le lit de la Garonne dans les chenaux des arches<sup>3</sup>.

Ces « enrochements, garantie infaillible mais indispensable de la solidité du pont<sup>4</sup> », enveloppés et agglutinés par la vase, devaient former une couche impénétrable à l'action corrosive des eaux, et assurer la durée indéfinie de l'œuvre. En outre, Deschamps, afin de donner plus de régularité au courant vers le milieu, et même balayer la rade, resserra la rivière, et dimi-

1. Grand rapport de 1822.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9662, lettre à Mounier, 22 juillet 1820. — Il y avait 300 ouvriers sur ce seul point.

3. Cf. BILLAUDEL, *Notice sur Deschamps*, p. 24 et suiv.

4. Rapport de Tournon au Conseil général de 1820.

nua la longueur totale du pont ; les deux culées furent démolies à chaque extrémité, et les deux premières piles devinrent les deux culées nouvelles<sup>1</sup>.

La digue construite à pierres perdues, en amont du pont, vers Floirac<sup>2</sup>, aida puissamment aussi à régulariser le cours du fleuve et à le débarrasser des vases et sables dangereux. « Cette digue, pouvait dire Tournon au Conseil général de 1820, est à peu près terminée. Ses effets sont tels que M. Deschamps les avaient calculés. Le banc de la Manufacture a presque disparu. Un atterrissement s'est formé derrière la digue, et les courants, changeant de direction, arrivent sous le pont à angle droit... et ne le menacent plus. Enfin la digue, quoique uniquement formée de pierres sèches, a parfaitement résisté aux courants et aux glaces du dernier hiver<sup>3</sup>, expérience décisive qui prouve et la bonté des endiguements parallèles, et la facilité de lutter contre la Garonne. Sa construction rendra à l'agriculture plus de 228 *journaux* de terres qui seront promptement en valeur<sup>4</sup>. » De nouvelles inventions apportèrent bientôt d'autres perfectionnements au plan définitif. Par deux trouvailles vraiment audacieuses à l'époque, et que Tournon approuva fort, Deschamps parvint à alléger considérablement cette lourde masse de voûtes contiguës. D'abord, au lieu de

1. L'ouvrage, ainsi modifié, se composait de dix-sept arches reposant sur seize piles en rivière et les deux culées. — Il devait avoir 486 m. 68 de long et 14 m. 86 de large, dont 9 m. 86 pour la chaussée et 2 m. 50 pour chaque trottoir, y compris le parapet. — Les sept arches du milieu seraient d'égale dimension; elles auraient 26 m. 49 d'ouverture, la première et la dernière 20 m. 84, les autres de dimensions intermédiaires et décroissantes. — Une pente légère, partant de la cinquième arche de chaque côté, devait faciliter le raccordement de la chaussée du pont avec les places et les quais aux abords, et favoriser l'écoulement des eaux. — Cf. *Notice* de Billaudel, citée. — Malgré ces dimensions, très grandes pour l'époque, le pont est devenu insuffisant à l'énorme circulation d'aujourd'hui.

2. Elle avait 5 000 mètres de développement, et, dans certaines parties, jusqu'à 14 mètres de hauteur et plus de 30 mètres de base.

3. L'hiver de 1820 fut, en effet, d'une extrême rigueur à Bordeaux, et gêna considérablement les travaux du pont. Le 13 janvier, le passage de la Garonne fut entièrement intercepté par la grande quantité de glaces que charriait la rivière. Le thermomètre descendit à 7° au-dessous de zéro. Cf. *Bulletin Polymathique*, t. XVIII, p. 50.

4. Rapport de Tournon au Conseil général de 1820. Cf. celui de 1819. — Cet accroissement de terrains donna lieu à de longs procès entre le Domaine qui les possédait et les propriétaires de la rive ancienne qui réclamaient des indemnités.



les bâtir massives et pleines, il les ajoura, dans l'intérieur, par une multitude de galeries semblables à des salles de cloître, et en communication entre elles d'un bout à l'autre du pont. Par là, il serait loisible d'explorer l'état des arches sous la chaussée, de les entretenir et de les réparer, sans interrompre la circulation des voitures<sup>1</sup>. Ensuite, Deschamps imagina de mêler intimement la brique à la pierre. Il y voyait un triple avantage : légèreté plus grande, appréciable économie, élégance plus harmonieuse de l'ensemble. Après essai, on constata que les boues de la rivière, cuites au four, offraient une remarquable dureté. Un atelier fut donc établi dans la plaine de Queyries, aux abords du pont. « Ces briques, disait le préfet, reviennent à moitié prix que dans les briqueteries, et, faites en vase de la Garonne, elles sont parfaitement solides... Cet emploi peut rendre moins coûteuses les constructions dans ce pays<sup>2</sup>. » En les alternant avec la pierre sur les côtés, en les distribuant sous les voûtes, de manière à simuler l'appareil des caissons d'architecture, au moyen de chaînes transversales et longitudinales, l'habile ingénieur donnait au monument un aspect d'originale et sévère beauté.

Aussi, les rives du fleuve où se réalisent ces admirables inventions sont-elles le rendez-vous des oisifs et des curieux de toute la ville. On vient même de fort loin à la ronde jouir de ce coup d'œil sans pareil. Représentons-nous en effet l'intense activité de cette fourmilière d'ouvriers qui travaillent partout à la fois, le va-et-vient, les appels, les cris, le mouton qui enfonce à grands coups les longs sapins dans l'eau, le grincement de multiples machines, les grues qui enlèvent les lourdes pierres, les chariots qui roulent, les coups d'innombrables marteaux qui taillent et frappent, les intéressantes manœuvres de la cloche à plonger, la première essayée en France<sup>3</sup>, la très originale fabrication des briques en plein air, les nombreuses barques qui sillonnent le fleuve tout à l'entour des piles..., et l'ordre, et la discipline que l'on sent régner

1. On exécuta même sous chaque trottoir une galerie continue, en forme d'aqueduc, par laquelle on pourrait amener les eaux des coteaux sur la rive droite, et les distribuer dans la ville. — Elles servent surtout aujourd'hui au passage de câbles électriques.

2. Rapports de Tournon au Conseil général de 1849 et de 1820.

3. Elle avait été acquise en Angleterre.

sous l'apparente confusion de toutes ces énergies tendues vers la réalisation d'un admirable concept...; les spectateurs ne se lassent point du tableau. — Tournon lui-même n'a pas de joie plus vive<sup>1</sup> que d'accourir, après son fatigant labeur de bureau, contrôler chaque jour les progrès, encourager les travailleurs de son bon sourire; et quand les ouvriers le voient passer près d'eux, discutant avec Deschamps, ils saluent cordialement, car ils savent que ces deux hommes sont l'âme de l'entreprise. Cette lutte du génie humain contre des éléments qu'on disait indomptables, charme et passionne notre préfet<sup>2</sup>, et chaque fois qu'un étranger de marque, comme Canning, le duc de Glocester, Bentham, vient visiter son chef-lieu, il le conduit en premier lieu et en droite ligne vers « son pont », pour lui montrer ce qu'on peut faire de grand et de rapide à la fois, en France et à Bordeaux, quand on le veut.

Pourtant, il y a des ombres à ce beau tableau. La question financière est toujours là, d'autant plus inquiétante que le temps marche vite et qu'il faut avoir fini, coûte que coûte, à la date désignée. Deschamps a calculé que, pour terminer les travaux en 1821, il a besoin, pour la campagne de cette année-là, de 1 800 000 francs au moins. Or, en additionnant les avances de la Compagnie et du gouvernement, Tournon n'arrive qu'à 1 538 000 francs<sup>3</sup>. Et encore, les ministres trouvent-ils que son département est favorisé d'une manière toute spéciale, et presque au détriment des autres. « Il me fallut bien solliciter, il y a quelques mois, pour obtenir les fonds nécessaires au pont de Bordeaux et à ses accessoires, lui écrit Lainé avec mélancolie; M. le Directeur général, en nous les accordant, nous fit observer que près du 30<sup>me</sup> de son budget se dépensait entre la Dordogne et la Gironde<sup>4</sup>. » Le préfet alors recourt aux mêmes énergiques moyens que dans le début des travaux : il emprunte pour le pont *en son nom personnel*<sup>5</sup>. Quand le Conseil général de 1821 se réunit, Tournon était de ce chef débiteur de 50 000 francs. Cette mesure devait encore demeurer inefficace, tant d'entreprises diverses, en vue de l'achèvement, exigeaient

1. *Mémoires inédits.*

2. *Id.*

3. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821.

4. *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de Lainé, 25 septembre 1821.

5. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821.

des ressources immédiates et multiples! — Pour faire face à tous ces besoins, le préfet, d'accord avec Deschamps, contracta un nouvel emprunt de 400 000 francs avec la Compagnie du pont, au moyen duquel on pourrait atteindre le budget de 1822. Et afin que cette combinaison ne devînt pas onéreuse au gouvernement<sup>1</sup>, on convint que le pont de service<sup>2</sup> serait ouvert le 1<sup>er</sup> octobre de l'année courante, au profit de la Compagnie, comme indemnité de ce prêt accordé sans intérêts, pendant six mois. Les Directeurs consentirent, en outre, à n'exiger le passage des voitures sur le pont de pierre qu'au 1<sup>er</sup> mai de 1822, retard qui donnerait aux voûtes le temps de se consolider entièrement. Ces négociations diverses obtinrent un plein succès. — Tournon et Deschamps, après ces années d'inquiétudes et d'indomptable énergie, allaient, comme récompense, avoir leur journée triomphale. L'un et l'autre, sans trop l'espérer et l'avouer, avaient voulu faire coïncider la pose de la dernière pierre des arches avec la fête du roi, le 25 août 1821. Le directeur des travaux y mit, les derniers mois, tant de célérité et « d'incroyables efforts<sup>3</sup> », que tout fut prêt à la date fixée. Tournon résolut de donner à la cérémonie une splendeur et un éclat dignes de son objet.

Le pont de service est achevé. On a nivelé et sablé le pont de pierre dans toute sa longueur. Une rampe provisoire, richement pavisée et encadrée de verdure, y donne accès de la place de Bourgogne. Dans les chantiers, les ingénieuses machines qui ont servi à la construction, la cloche à plongeur, le broyeur de mortier mû par l'eau, la scie mécanique à récupérer les pieux sous l'eau, et autres inventions si curieuses de Deschamps, les « outils de toute espèce<sup>4</sup> » sont rangés en ordre et couverts de guirlandes. Une magnifique tente « de trois cents pieds de long » se dresse au milieu du pont, et laisse claquer au vent sa belle rangée de drapeaux... Tout est préparé pour la superbe fête.

Le 25, à une heure<sup>5</sup>, après avoir assisté à une messe solen-

1. Onéreuse par le paiement des intérêts aux prêteurs.

2. Sur bateaux appuyés aux piles, en amont.

3. *Mémorial* du 27 août 1821.

4. *Id.*

5. Tous les détails qui suivent sont tirés du *Mémorial* des 26 et 27 août 1821, de la *Ruche d'Aquitaine* du 27 août, et des *Mémoires inédits* de Tournon.

nelle à la cathédrale, les autorités civiles et militaires arrivent à la porte du chantier, et sont reçues par Deschamps et Billaudel. Ce que Bordeaux compte de plus illustre est là. D'abord, tous les ouvriers, portant chacun l'outil de son travail, défilent devant cet imposant aréopage. Le cortège descend ensuite sous la première arche où il admire l'élégante voûte en chaines de pierres de taille et de caissons de briques entre-croisés, et vient passer en revue la Garde nationale et le 41<sup>e</sup> de ligne rangés sur toute la longueur du pont de service. Parvenu à l'extrémité, le groupe des autorités monte au pont de pierre, en passant sous des arcs de verdure. Une fois sur le monument, tous s'arrêtent, frappés, émerveillés de la nouveauté et de la splendeur du coup d'œil...

Mais le cortège vient de s'arrêter sous la partie de la tente destinée à le recevoir. Un amphithéâtre occupé par les dames en orne le fond; à droite et à gauche sont les ouvriers du pont; sur une estrade prennent place les autorités et les plus marquants des habitants de Bordeaux. Le vénérable archevêque, Mgr d'Aviau, arrive, et la cérémonie commence. Les médailles frappées à cette occasion sont enfermées par le préfet dans une boîte de plomb<sup>4</sup>; ensuite viennent les discours. Deschamps, après l'éloge

1. L'une (de 48 millimètres de diamètres, 22 lignes) offre l'image du roi et, au revers, la vue d'une partie du pont sur lequel s'élève une figure colossale de Neptune. Au-dessus, la nymphe de la Garonne, assise, s'étonne du joug qui lui est imposé pour la première fois. L'inscription porte : *Garumna primum ad Burdigalam subacta, ponte arcum XVII imposito, MDCCCXXI.*

La seconde, d'un plus grand module (65 millimètres de diamètre, 30 lignes), représente aussi la figure du roi, et, au revers, l'inscription suivante :

Pont de Bordeaux

17 arches.

La dernière arche

a été fermée le 25 août 1821,

jour de la Saint-Louis,

en présence de M. le comte de Tournon,

préfet du département de la Gironde,

Louis XVIII régnant,

S. Exc. le comte Siméon étant ministre de l'intérieur,

M. Becquey, conseiller d'État, directeur général  
des ponts et chaussées et des mines,

M. Deschamps, inspecteur divisionnaire  
des ponts et chaussées,  
dirigeant les travaux.

Inscriptions copiées sur les exemplaires de la *Bibliothèque natio-*



obligatoire du roi, se tourne vers le préfet, et traduit de la sorte le sentiment unanime : « Et vous, qui représentez l'autorité royale à la tête d'un département qui s'honore de la cité fidèle, vous qui allez poser en ce moment la dernière pierre d'un monument auquel nous nous sommes efforcés de donner le caractère de la solidité et de la durée, quels témoignages de reconnaissance ne vous devront pas ceux qui ont vécu sous votre administration, et qui ont pu apprécier votre amour pour le bien public, et votre zèle infatigable à diriger et à soutenir tous les projets utiles ! Vous avez secondé de tout votre pouvoir l'élan généreux du commerce de Bordeaux, et c'est votre influence qui a fixé l'attention des ministres sur l'achèvement d'une entreprise qui, sans votre appui, eût pu demeurer longtemps encore imparfaite<sup>1</sup>. »

Tournon lui répond en ces termes : « Heureux les peuples dont les jours solennels sont marqués par les bienfaits des rois ! Heureux les rois qui célèbrent leurs fêtes en consacrant des monuments utiles aux peuples !... Je ne vous redirai pas, messieurs, l'histoire de la construction, sans modèle comme sans rivale, sur laquelle vous êtes peut-être encore étonnés d'avoir traversé ce fleuve, libre de joug jusqu'à ce jour. Vous savez que, faible ébauche d'un immense ouvrage, quelques piles s'élevaient à peine au-dessus des eaux, lorsque le roi adopta cette conception d'un autre temps... Comment continuer, comment achever un monument colossal ? Le crédit public a résolu ce problème... C'est vous, messieurs (s'adressant aux directeurs de la Compagnie du pont et aux principaux actionnaires présents), qui avez les premiers ouvert cette route dans laquelle les profits s'ennoblissent par leur objet. A votre exemple, de nombreuses associations se sont formées ; mais la France se souviendra que vous avez les premiers confondu vos intérêts dans les intérêts du trône. Grâce vous en soient rendues, au nom de vos concitoyens ! (S'adressant à Deschamps et Billaudel : ) Que vous dirai-je, messieurs, au nom

*nale*. M. C. Jullian dans son *Histoire de Bordeaux*, p. 722, donne la reproduction de ces deux médailles.

Les médailles renfermées dans la boîte étaient au nombre de 6. Becquey mit à la disposition de Tournon 175 médailles de 23 lignes et 86 de 30 lignes à distribuer. *Arch. de Gévelard*, lettre de Becquey, 13 août 1821.

1. *Mémorial* du 26 août, cité.

de cette population qui va bientôt jouir du fruit de votre génie? Que vous dirai-je que la voix générale n'eût déjà proclamé? Et pourquoi parler de votre habileté dans leur exécution, de ce talent de tout prévoir, de tout préparer pour le succès? Je me tairai : il me suffit de montrer entrepris, continué, achevé par vous, l'admirable monument sur lequel nous sommes réunis... Bordeaux, noble cité, en présence de ton vénéré prélat, plus grand par ses vertus que par ses dignités, en présence de tes pairs, de tes députés fidèles, de tes vigilants magistrats, de ta milice courageuse, de l'élite de tes concitoyens, tu viens dans une pompeuse cérémonie dédier à ton roi le monument dont il dota le fleuve! Et quel autre qu'un nom royal lui serait imposé? Tout ne proclame-t-il pas ici les bienfaits de tes rois? Ces édifices qui te couronnent majestueusement, tes rois les élevèrent; ce port dont tu es fière, c'est ton roi qui, par la paix, en fit cesser l'effrayante solitude; ces arbres qui croissent sur les débris d'une forteresse que ton amour rendait inutile, ton roi les fit planter! Mais tu fus digne, ô Bordeaux! oui, tu méritas ces bienfaits. Voici la Tour<sup>1</sup> sur laquelle flotta le premier pavillon de paix et de bonheur pour saluer le loyal précurseur; voilà la plage d'où s'éleva, pour la défense de la Fille de Louis XVI, le dernier cri de fidélité et de résistance; voilà la cité toujours loyale; et des cœurs de ses habitants, unis dans ce jour d'allégresse, s'échappe le cri que répète la France : « Vive le roi! Vivent les Bourbons<sup>2</sup>! »

Les assistants, d'un même élan d'enthousiasme, redisent le cri de : Vive le Roi! et applaudissent longuement. A ce signal, l'artillerie de la Garde et de la marine font gronder leurs canons, tandis que, de la rive où s'aligne une foule immense, de la place de Bourgogne où stationne la cavalerie bordelaise, des fenêtres et même des toits des maisons garnis de spectateurs, de toute la longueur du pont de service, montent en acclamations formidables les mêmes cris mille fois répétés de : Vive le roi! Vive Tournon! Vive Deschamps! Dans cette fête, qui est vraiment celle de l'activité, de la persévérance, du génie humain, l'unanimité est complète; devant un tel succès les critiques et les pessimistes se sont terrés. Et les Bordelais

1. La Tour Saint-Michel.

2. *Arch. du château de Gênelard*, original du discours de Tournon. Cf. *Mémorial*, cité.

savent, grâce au préfet<sup>1</sup>, que, dans l'ensemble, leur pont sera le plus beau du monde ; cela suffit.

Quand les vivats ont cessé, Tournon, revêtu d'un tablier de maçon, scelle la boîte des médailles dans la dernière pierre, et la pose solennellement à sa place comme clef de la dernière arche. Alors, Mgr d'Aviau, le comte de Monbadon, pair de France et président du Conseil général, le baron de Conteneuil, premier président de la Cour royale, le comte de Mellet, maréchal de camp et commandant la division par intérim, de Gourgues, maire et député de Bordeaux, Ravez, président de la Chambre, accouru pour la circonstance, frappent à leur tour la pierre du marteau. Les ouvriers la scellent et la recouvrent ; l'archevêque bénit solennellement le pont, et la cérémonie est terminée.

Tournon, pour clôturer dignement ce jour inoubliable, eut une idée très vivement goûtée des Bordelais. Il voulut donner, sous la magnifique tente et au milieu même du pont, le dîner qu'il avait coutume d'offrir pour la Saint-Louis. Une table de 150 couverts, artistiquement décorée d'arbustes et de fleurs, y fut donc dressée, et, à cinq heures, les nombreux convives prirent place. Toutes les principales autorités et notoriétés de Bordeaux et du département, religieuses, civiles, militaires et commerciales, sans aucune distinction d'opinions et de partis, se trouvaient réunies : Mgr d'Aviau et les principaux curés, les pairs et députés de la Gironde, l'état-major des troupes et de la Garde nationale, les présidents des divers tribunaux, les membres de la Chambre de commerce, tout le Conseil général, le Conseil municipal, les consuls étrangers, la Compagnie du pont, les ingénieurs et premiers contremaitres, et « beaucoup de personnes de distinction ». Une difficulté s'était présentée

1. Il fit circuler dans le public une notice où étaient notées, en regard de celui de Bordeaux, les diverses mesures des ponts les plus célèbres. Voici ces mesures :

| Ponts                            | Longueur du pont entre les culées | Largeur du pont | Nombre d'arches | Diamètre des arches | Epaisseur des piles. |
|----------------------------------|-----------------------------------|-----------------|-----------------|---------------------|----------------------|
| De Bordeaux, sur la Gironde.     | 486,68                            | 14,86           | 17              | 26,49               | 4,21                 |
| De Waterloo, sur la Tamise .     | 377                               | 12,80           | 9               | 36                  | 6,09                 |
| De Tours, sur la Loire . . . .   | 434,18                            | 14,60           | 15              | 24,40               | 4,87                 |
| De la Guillotière, sur le Rhône. | 570                               | 7,60            | 18 très inégal  |                     | inégaie              |
| De Dresde, sur l'Elbe . . . .    | 441                               | 10,45           | 18              | 16,70               | 10                   |

*Arch. de Générard.*

d'abord qui avait inquiété assez fortement le préfet, et surtout Mme de Tournon : ce jour-là était un jour maigre ! Comment, à pareille fête, satisfaire tant de monde avec du poisson et des légumes ? Le vénérable archevêque, auquel Tournon s'ouvrit de sa préoccupation lui répondit, avec son bon sourire, en rappelant que les malades pouvaient faire gras : « Eh bien, monsieur le préfet, il y aura beaucoup de malades ce jour-là ! » Jamais dîner à Bordeaux ne fut plus gai, plus pittoresque et plus animé. Il couronnait vraiment, de grandiose et symbolique manière, les superbes soirées de la préfecture par lesquelles Tournon s'était efforcé de « fusionner » les deux sociétés antipathiques de la ville qu'on lui disait, dès l'abord, irréconciliables. Est-ce que le pont n'unissait pas deux rives qu'on avait affirmé aussi ne devoir jamais se joindre ? Et là-bas, le Château-Trompette, barrière physique entre les deux quartiers ennemis de la noblesse et du négoce, n'était-il pas disparu pour toujours ?... Chacun pouvait se dire ces choses-là tout bas, et plusieurs les répétaient tout haut. « Le temps le plus agréable » ajoutait encore à d'aussi nombreux motifs de joie « un charme inexprimable <sup>2</sup> ». Aussi, lorsque, au dessert, Tournon eut porté un toast à la santé du roi, à l'union de tous pour la plus grande prospérité de Bordeaux et de la Gironde, « mille cris » de « Vive le roi ! Vive le préfet ! » lui répondirent, avec une chaleur de conviction et un élan unanime qu'il n'avait jamais senti si sincères et si profonds, et qui l'émurent « jusqu'aux larmes ». Le soir, au milieu des autres réjouissances traditionnelles, le peuple admira surtout l'illumination générale du nouveau monument dont de nombreux lampions dessinaient dans la nuit les longues et harmonieuses lignes <sup>3</sup>.

Le pont de service fut ouvert le 29 septembre suivant à deux heures <sup>4</sup>. Seuls, les piétons et les voitures de un à deux chevaux pouvaient le traverser. Des « bagarres » et des bateaux plats demeuraient, comme auparavant, à la disposition des voitures de gros roulage. Il était divisé en trois parties par des barrières, l'une pour les piétons, et les deux autres pour voi-

1. *Mémoires inédits* de Tournon. Le préfet ajoute à cette occasion : « Et cependant, le vénérable vieillard vivait comme un saint. »

2. *Mémorial* du 26 août, cité.

3. *Mémorial*, cité.

4. *Arch. départementales de la Gironde*, registre des arrêtés, n° 47, arrêté du 28 septembre 1821.



tures, cavaliers et bestiaux, à l'aller et au retour. Le prix du passage avait été fixé à un sou par personne et sa charge, cinq sous par cavalier ; les voitures payaient suivant qu'elles étaient à deux ou quatre roues. Comme le lendemain de l'ouverture se trouvait un dimanche, les Bordelais en nombre immense voulurent se donner le plaisir de fouler d'un pied vainqueur la grande rivière. La recette ne produisit pas moins de 1850 francs<sup>1</sup>, somme qui marque, à cinq centimes chacune, 35 000 traversées ! C'était de bon revenu, et de bon augure pour la Société du pont.

Quand le préfet partit, il restait encore à construire, de chaque côté, les chemins de montée, à paver la chaussée, former les trottoirs, placer les parapets, bâtir les quatre pavillons. Tournon estimait ces travaux à la somme de 600 000 fr. Sous sa préfecture, la dépense totale pour le pont avait été de 6 500 000 francs<sup>2</sup>, chiffre qu'on aurait « dépassé de beaucoup, disait-il, si une économie très sévère » n'eût présidé aux travaux. Il ne laissait donc à ses successeurs que des détails à parachever, et comme la dernière toilette à faire, d'une œuvre grandiose dont Bordeaux, sans lui, n'eût vraisemblablement pas joui de longtemps<sup>3</sup>.

\*  
\* \*

Un pont à Libourne se présentait comme le « complément indispensable<sup>4</sup> », et comme la prolongation de celui de Bordeaux. A quoi bon avoir vaincu la Garonne, si sa rivale la Dordogne barrait toujours la grande route de Paris ? Aussi, quand il apparut à tous que sous l'ardente impulsion du préfet et de Deschamps, malgré les opposants et les sceptiques, le superbe monument sur le fleuve devant Bordeaux allait

1. *Tablettes* de Bernadau, t. X, page 47.

2. Grand rapport de 1822, et rapport au Conseil général de 1821. — L'ouvrage, *Bordeaux, aperçu historique*, par la municipalité bordelaise porte (t. I, p. 269) que le pont a coûté 6 500 000 francs ; ce chiffre ne représente que la dépense de 1815 à 1822 : Il faut y joindre 1 760 074 francs qu'avait coûté la construction avant Tournon.

3. Le pont fut livré au roulage le 4<sup>er</sup> mai 1822.

Le rachat du péage s'effectua par décret du 25 août 1861. Un autre décret impérial du 18 mai 1864 réunit à Bordeaux la Bastide qui appartenait à la commune de Cenon.

4. Rapport de Tournon au Conseil général de 1818.

s'achever, le projet du passage de l'autre rivière se présenta naturellement aux esprits. La question argent devait être bien simplifiée par la Compagnie du pont. Tournon encore fit les premières ouvertures : « J'ai trouvé de bonnes dispositions chez tous les prêteurs pour s'intéresser à la construction du pont de Libourne, écrit-il à Decazes. Je vais préparer les esprits à cette nouvelle opération. Je parviendrai à traiter à des conditions très avantageuses. J'ai déjà annoncé que le gouvernement entendait ne rien dépenser pour le pont sur la Dordogne, les frais de construction de la route étant une dépense déjà trop considérable pour lui. Ce sera sur cette base qu'il faudra ouvrir les négociations <sup>1</sup>. » L'intérêt des sociétaires se liait cette fois si intimement avec l'intérêt général, qu'ils se montrèrent unanimes, et consentirent aussitôt un prêt de 1 500 000 francs, à émettre par actions, comme pour le pont de Bordeaux. Il fut sanctionné par la loi du 13 mai 1818 <sup>2</sup>. Tournon, pour hâter la chose, avait fait miroiter aux yeux des ministres le côté glorieux de l'entreprise : « Ces deux fractions d'un même monument seraient terminées presque dans le même temps, mandait-il à Lainé. Ce ne serait pas une faible gloire pour le gouvernement que la construction de ces deux colosses qui ont effrayé nos temps les plus prospères <sup>3</sup>. »

Ce point réglé, il fallut s'occuper du plan et de la place à donner à la future construction. On parla d'abord d'un pont en bois, ensuite d'un pont en fer, comme primitivement à Bordeaux. Tournon appuya fort « vivement <sup>4</sup> », et fit admettre le projet de Deschamps de l'édifier tout en maçonnerie, de neuf arches en arc de cercle, sur le modèle de celui du chef-lieu. C'était plus coûteux, mais combien plus élégant, plus solide et plus rationnel ! L'emplacement donna lieu à des contestations graves et difficiles. Le Conseil supérieur des Ponts et chaussées — et avec lui une partie du gouvernement, — le voulait au passage de Cubzac, afin de n'avoir pas à construire une nouvelle route, et à déplacer la grande voie de

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre de Tournon à Decazes, 12 janvier 1818.

2. *Id.*, F<sup>2</sup> I, 969, lettre de Tournon à Lainé, 18 juillet 1818.

3. *Id.* F<sup>7</sup> 9661, lettre de Tournon à Lainé, 10 février 1818.

4. Grand rapport de 1822. — Il dit même au Conseil général de 1819 que ce fut sur sa « proposition » personnelle que le ministre finit par l'ordonner tout en maçonnerie.

communication Paris-Madrid. Mais, de la sorte, on coupait Libourne d'avec la mer, et l'on ruinait irrémédiablement tous les ports en amont de Cubzac. Tournon s'en fut à Paris pour combattre ce malencontreux projet. Il s'acquitta si bien de sa tâche, et devant le roi lui-même, que Louis XVIII fit pencher la balance de son côté en lui disant : « Vous avez raison ; je ne veux priver ma bonne ville de Libourne d'aucun de ses avantages : je veux les accroître tous<sup>1</sup>. »

Mais après ce succès, quelle fermentation et que de mécontents parmi les Libournais eux-mêmes, gens trop habitués à tout obtenir de Decazes ! « Chacun voulait que le pont fût placé de la manière la plus conforme à ses intérêts privés<sup>2</sup>. » On assaillit le préfet de pétitions et de réclamations. Le projet des ingénieurs faisait passer la route autour de la ville, et plaçait le pont un peu au-dessus de la partie supérieure du port. Le Conseil municipal fit observer qu'une cité nouvelle s'élèverait le long de cette route, et que les maisons de la ville actuelle allaient perdre de leur valeur. Il voulait que la nouvelle voie traversât Libourne par la rue de Périgueux<sup>3</sup>. Tournon répondit à toutes ces objections « que c'était au Conseil des Ponts et chaussées à décider du point le plus convenable aux intérêts généraux de la navigation et de la ville, sans s'occuper des prétentions des propriétaires qui voudraient hausser la valeur de leur maison par le voisinage du pont<sup>4</sup>. Le Conseil municipal avait, du reste, selon lui un moyen facile d'obvier à

1. *Arch. de Gênelard*, discours prononcé par Tournon, pour la pose de la première pierre du pont de Libourne, 25 août 1820, imprimé de 4 pages. L'autographe du discours s'y trouve aussi.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>1c</sup> III Gironde 6, lettre de Tournon à Lainé, 15 juillet 1818.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>2I</sup>, 969, lettre de Tournon à Lainé, 19 septembre 1818. — Dans le même carton se trouve un *Plan sur la route à ouvrir entre les deux ponts*, avec indications écrites de la main de Tournon sur la promenade qu'il propose le long de la nouvelle route de Libourne, et les rues qui devaient la mettre en communication avec l'intérieur de la ville.

4. Lettre à Lainé, 15 juillet 1818, citée. — Dans celle du 19 septembre, il lui disait : « Vous reconnaîtrez que ce serait aller contre les intérêts de la ville que de diriger la route par la rue de Périgueux. Depuis longtemps, on évite partout d'entrer dans les villes, et de plus, il y a ici des inconvénients particuliers qui résultent du peu de largeur des rues, et de la nécessité d'enterrer les maisons dans les remblais qui seront faits aux abords du pont. Quelques intérêts de propriétaires de maisons et de marchands en détail ne peuvent être comparés aux intérêts permanents de la ville qui trouve dans le développement de la route une occasion d'embellissements. »

ces inconvénients qui était d'acheter tout l'espace susceptible de se bâtir le long de la nouvelle route, d'y planter une large promenade, et d'embellir ainsi la ville. Lainé approuva pleinement ces diverses considérations, et fit adopter par Becquey tous les plans de Tournon<sup>1</sup>.

Ces préliminaires terminés, les travaux commencèrent aussitôt, sous la haute direction de Deschamps. La pose solennelle de la première pierre, différée un peu jusqu'à la fête du roi, eut lieu le 25 août 1820. Jamais, de mémoire de Libournais, on n'avait vu semblable enthousiasme et pareille foule. « On ne peut décrire, dit un témoin, la beauté du coup d'œil que présentait, dans ce moment, la délicieuse rive de la Dordogne. Une tente élégante, surmontée du drapeau blanc, s'élevait sur le bord du caisson dans lequel la première pierre devait être posée. Une autre tente, placée en face, était occupée par une foule de dames élégamment parées. Des groupes de tout âge et de tout sexe étaient pressés autour des tentes, et sur la rivière une multitude d'embarcations chargées de spectateurs animaient ce brillant tableau. La joie était peinte sur tous les visages, et le ciel le plus doux favorisait cette fête de famille<sup>2</sup>. » Après les discours d'usage prononcés par l'ingénieur en chef Deschamps et par le préfet<sup>3</sup>, ce dernier descendit dans le caisson, mit dans une boîte de plomb, qui fut scellée immédiatement après, des médailles en platine, en argent et en bronze, et des pièces d'or et d'argent frappées en 1820, la plaça dans une pierre au centre du massif de la culée, recouvrit le tout d'une deuxième pierre qu'il scella, et remonta, salué par les cris mille fois répétés de « Vive Tournon ! Vive Deschamps ! Vive le roi ! »

Notre préfet, après une brillante séance à la Société d'agriculture où il remit à Lacombe une médaille d'encouragement pour ses travaux agricoles, clôtura cette fête par un splendide banquet qu'il offrit aux autorités civiles, judiciaires et militaires et à toutes les notabilités du pays. — « Ainsi s'est terminée cette journée qui laissera de grands souvenirs aux habitants de Libourne, dit le même témoin, et qui semble avoir rapproché

1. *Arch. du château d'Avrilly*, lettre autographe de Lainé à Tournon, 25 septembre 1818.

2. *Arch. de Génélard*, Notice sur la pose de la première pierre du pont de Libourne.

3. L'original du discours du préfet se trouve aux *Arch. de Génélard*.



l'époque de la jouissance d'un monument objet de tous leurs vœux<sup>1</sup>. »

C'est la dernière pierre surtout que Tournon ambitionnait de poser. Aussi Deschamps, confident de son désir, poussa-t-il les travaux avec une « extraordinaire activité ». Toute l'expérience acquise pour le pont de Bordeaux rendait la tâche aisée; les difficultés, du reste, se présentaient beaucoup moins graves. Un an à peine après leur début, le préfet pouvait faire au Conseil général de 1821 cette déclaration : « Les travaux de ce pont s'avancent avec rapidité; toutes les piles sont fondées, et plusieurs sont élevées jusqu'aux huitièmes retombées des voûtes. Les deux culées sont terminées. On fait les dispositions nécessaires pour la pose des cintres et la construction de 3 arches, pendant cette campagne. Les travaux ayant consommé les fonds accordés pour cette année, ils seront alimentés sur l'emprunt de 400 000 francs que j'ai fait dans l'intérêt des deux ponts<sup>2</sup>. » Il avait, au Conseil général de 1819, formulé un jugement d'ensemble de tous ces efforts, en disant, sous les vivats répétés de l'assemblée : « Ainsi, deux beaux monuments attendus depuis des siècles s'élèvent à la fois sur vos deux fleuves. Aux avantages particuliers et permanents qu'en tirera le département, se joint l'avantage de l'emploi d'un énorme capital qui répandra l'aisance dans un nombre infini de familles. Un tel bienfait suffirait seul pour exciter la reconnaissance des habitants de la Gironde<sup>3</sup>. » — Le pont de Libourne fut livré au public le 25 août 1824. Tournon avait quitté Bordeaux depuis deux ans<sup>4</sup>.

La route destinée à unir les deux ponts ne devait pas, tant s'en faut, se terminer aussi vite. En vain le préfet, dont la secrète ambition était, nous l'avons vu, d'inaugurer lui-même tout ce gigantesque ensemble de voies de communication, envoyait-il au Ministre de l'intérieur les plans et les devis de la partie en remblais dans les palus d'Arveyres, la plus difficile et la plus longue de beaucoup à construire, en le priant de faire adopter

1. Notice citée.

2. Rapport au Conseil général de 1821.

3. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819.

4. On sait que le pont de Libourne rappelle exactement par son aspect celui de Bordeaux : c'est le même genre, le même emploi de la pierre et de la brique, le même décor. Il a 211 mètres de long et 12 mètres de large, y compris la largeur des trottoirs qui est de deux mètres. Il possède 9 arches de 19 mètres d'ouverture chacune.

ce projet sans « perdre un moment<sup>1</sup> »; le gouvernement n'avait ni assez de fonds disponibles pour presser le travail de la sorte, ni les mêmes raisons de se hâter que lui. Au reste, quelques propriétaires des terrains que coupait le tracé fait par Deschamps montrèrent un mauvais vouloir et des prétentions à révolter l'éminent ingénieur. Dix ans plus tard, en 1828, cette question des indemnités à payer n'était pas encore définitivement réglée. Certaines de ces prétentions touchaient vraiment à « la folie<sup>2</sup> ». Lainé avait prévu ces difficultés qu'on ne pouvait vaincre que par la loi peu précise du 8 mars 1810, ou par une législation nouvelle : « Il ne sera pas facile, écrivait-il à Tournon, de fixer la direction de l'embranchement de Bordeaux à la Dordogne. Les raisons opposées sont si nombreuses, les intérêts différents sont si ingénieux, que la Commission particulière chargée de ces examens éprouve des embarras<sup>3</sup>... » — Quand le préfet partit, seuls les deux tronçons aux abords des ponts étaient achevés et les plans finis. Il dut, à ses espérances, substituer le vœu que le projet de Deschamps, « parfaitement combiné », ne fût pas changé, et que l'on mît « toute l'activité possible à finir une entreprise dont dépendait le succès de deux ponts<sup>4</sup> ».

1. *Arch. Nationales*, F<sup>2</sup> I, 969, lettre de Tournon à Lainé, 19 septembre 1818.

2. Cf. *Arch. de Génélard*, rapport manuscrit de Deschamps (20 pages) sur les indemnités de terrains de la route neuve; exposé des difficultés, 1828. — Il disait des exigences d'un certain de Brégéas, propriétaire à Ivrac : « Il y a encore quelque chose de plus que la folie, quand on considère qu'avant l'ouverture de la route, ce propriétaire qui ne pouvait ni entrer ni sortir de chez lui que par des chemins impraticables et qui avait offert d'y contribuer pour une somme de 500 francs, a demandé 28 500 fr., c'est-à-dire une somme équivalente à 300 fois la valeur du terrain ! » Rapport cité.

3. *Arch. d'Aurilly*, lettre autographe de Lainé à Tournon, 25 septembre 1818.

4. Grand rapport de 1822.









## CHAPITRE III

### LA DÉMOLITION DU CHATEAU-TROMPETTE

Rapide aperçu historique sur le Château-Trompette. — Tournon désire vivement presser sa démolition; les raisons qu'il en donne. — Ses démarches auprès de Vaublanc et de Lainé. — Les obstacles à Paris et à Bordeaux. — L'Ordonnance du 5 septembre 1816 autorise le commencement des travaux; activité de Tournon et de l'adjoint Blanc-Dutrouilh; plantation du premier arbre des Quinconces; joie des Bordelais. — Plan que Tournon fait adopter pour la place à créer; ses remarques à ce sujet.

Les difficultés financières; les emplacements pour construire ne se vendent pas; amères doléances du Conseil municipal; les causes de ce déficit. — Satisfaction quand même de Tournon; l'état des travaux à son départ; comment il apprécie l'œuvre; reconnaissance des Bordelais envers lui.

Démolir le Château-Trompette constituait le second des grands travaux que les intendants du XVIII<sup>e</sup> siècle rêvèrent d'accomplir, et que Tournon eut l'honneur d'achever en entier pendant son administration. — Les Bordelais avaient toujours détesté l'inutile forteresse. Élevée par Charles VII, à l'extrémité nord de la muraille de Bordeaux<sup>1</sup>, sur les bords de la Garonne, elle devait servir beaucoup plus — et les constructeurs n'en dissimulèrent nullement le véritable but — à « tenir en bride la ville, boute-feu des guerres civiles<sup>2</sup> », qu'à la protéger des ennemis extérieurs contre lesquels, du reste, elle ne tira jamais un seul coup de canon. Louis XIV, qui détestait Bordeaux, en fit quintupler l'étendue par Vauban. Vingt-cinq années de travail et un chiffre respectable de millions furent consacrés à

1. Cf. *Bulletin Polymathique*, tome XVII, année 1819, p. 412, longue notice sur le Château « Tropeite ».

2. Mot de Colbert cité par M. C. Jullian dans son *Histoire de Bordeaux*, p. 503.

cette œuvre. On ne craignit même pas d'abattre quelques-unes des plus belles maisons de ce quartier, estimées gênantes, et ce qui restait des magnifiques *Piliers de la Tutelle*. Mais dans la période des grands embellissements de la ville, au XVIII<sup>e</sup> siècle, et de la splendeur commerciale, l'idée de débarrasser Bordeaux de cette masse encombrante prit corps, et, en 1772, l'intendant parlait couramment au ministre du moment « où le projet de détruire le Château-Trompette s'exécutera ». Dix ans après, Dupré de Saint-Maur traçait sur ses plans le grandiose projet de la place Louis XVI, qui excitait l'admiration de l'Anglais Arthur Joung. Enfin, le 21 août 1785, parurent les Lettres patentes qui ordonnaient la démolition du Château, et consentaient l'aliénation des terrains et des bâtiments aux sieurs Mangin de Montmirail et Gaudran<sup>1</sup>. Vers la fin, de cette même année, la Compagnie concessionnaire acceptait le projet définitif de Louis, l'architecte du Grand-Théâtre<sup>2</sup>.

Les travaux allèrent si lentement qu'en 1790, au moment où la concession prit fin<sup>3</sup>, seuls quelques ouvrages d'avancement avaient été enlevés. La Révolution passa, laissant les choses au même point. Napoléon, lors de sa visite à Bordeaux et par

1. Un arrêt du Conseil d'État du 14 décembre 1785 fixa le prix de vente des terrains à 7 500 000 livres, payables par annuités. Sur cette somme, 300 000 livres devaient être affectées à la construction d'une église dans le quartier des Chartrons. — J'ai retrouvé dans les papiers de la collection Gustave Bord un document curieux : c'est un acte passé devant Girardin et son confrère, notaires à Paris, le 26 juin 1787, par lequel « les sieurs Mangin de Montmirail et Gaudran ont vendu à Nicolas Marie de Léaumont, officier au régiment ci-devant Dauphin Dragons, 1 757 toises de terrains dépendant du Château-Trompette pour 688 950 francs. — Par un autre acte, ils vendirent au même 544 toises pour 607 000 francs. — Suivent des considérations pour établir le bien fondé de ces ventes. Carton : *Gironde W 16*, 4 feuilles manuscrites in-4<sup>o</sup>.

2. D'après ce plan, à la place de la forteresse, et tout au centre du nouveau quartier, devait se trouver un vaste hémicycle de 900 pieds de diamètre, vers lequel convergeraient treize rues monumentales de 54 pieds de largeur, terminées par des arcs-de-triomphe et portant les noms des treize Etats-Unis d'Amérique. Une colonne de 180 pieds de haut et de 15 de diamètre, la colonne *Ludovise*, surmontée de la statue pédestre de Louis XVI, devait dominer cet ensemble grandiose et le compléter. — C'était une œuvre qui ne devait pas avoir de rivale.

— Aux *Arch. de Gévelard* se trouve une gravure (0<sup>m</sup>,90 × 0,50) donnant la perspective de cette place projetée.

3. Ce fut le 24 août 1790, qu'un arrêt du roi révoqua la concession générale accordée à Mangin et Gaudran, on ne sait trop pour quelles causes.

son décret du 24 avril 1808, confirma l'ordre de démolition et fit don à la ville des matériaux et des terrains qui en proviendraient<sup>1</sup>. Malgré ce cadeau, tout demeura encore dans le même état, et lorsque Clauzel arriva, en avril 1815, il put réparer la forteresse assez facilement pour défier, du haut de ses glacis aux solides palissades, la colère des Bordelais.

Tournon, dans les premiers mois de son administration, demeura vivement frappé des périls que venait de faire courir à la ville, durant les mortelles heures de l'affaire Clauzel, cette sorte de *Bastille* détestée, de la gêne qu'une telle masse apportait au commerce, de son danger au point de vue sanitaire, comme de sa laideur au point de vue esthétique. « Il n'offrait plus alors, pouvait-il écrire au Conseil général de 1822, au lieu d'un moyen de défense, qu'un foyer d'infection<sup>2</sup>. » Immense emplacement inutilisé, aussi grand que le vieux Bordeaux, qui allait des Jacobins aux Chartrons et de la Font d'Audèges à la rivière, il coupait, pour ainsi dire, la ville en deux : d'un côté, les vieux quartiers de la Cité et de Saint-Michel, et de l'autre les faubourgs de l'Ouest, les plus commerçants. On se représente facilement encore aujourd'hui, à regarder du haut du pont l'ensemble si pittoresque et si animé que forment les quais de la Garonne et la place des Quinconces, située au centre de courbure, combien la forteresse, dont les murailles venaient presque baigner dans l'eau<sup>3</sup>, devait être une terrible gêne aux mouvements du port. D'ailleurs, rien de plus disgracieux que cette bâtisse informe, sorte de carré allongé et irrégulier, flanqué de ses six bastions trapus. Elle rendait l'abord de la

1. Cf. *Ports maritimes de France*, t. VI, p. 216.

Napoléon mettait, comme condition à cette libéralité — qui par là devenait une lourde charge pour la ville — que le produit des ventes serait consacré :

I<sup>o</sup> A l'acquisition de l'hôtel Saige pour servir de préfecture ;

II<sup>o</sup> Aux grosses réparations de la cathédrale, et aux logements de l'archevêque et du séminaire diocésain ;

III<sup>o</sup> A la construction du Dépôt de mendicité. — Pour ce dernier objet, la ville devait offrir 800 000 francs. Elle ne put en donner que 750 000 en s'endettant de 500 000 francs. — Cf. rapport de Tournon au Conseil général de 1817, et *Arch. Nationales*, F<sup>13</sup> 1714, lettre de Lainé à Tournon, 1<sup>er</sup> juillet 1816, citée.

2. Grand rapport de 1822.

3. Seul, un étroit sentier le long de la rivière servait de communication.

rivière « déplaisant à l'étranger, incommode au public<sup>1</sup> ».

Ces raisons apparaissaient plus que suffisantes pour le condamner aussitôt, et irrémédiablement, aux yeux du nouveau préfet. Il appuya donc de son mieux, auprès du Ministre de l'intérieur, les vœux du Conseil municipal de Bordeaux<sup>2</sup> et du Conseil général « pour démolir cet épouvantail<sup>3</sup> ». Lui-même insista plusieurs fois sur l'urgence du travail. Mais Vaublanc, malgré ses prétentions à une activité inimitable<sup>4</sup>, faisait trop passer les questions politiques avant les travaux publics; rien ne fut décidé sous son ministère, et il fallut l'arrivée de Lainé au pouvoir pour engager définitivement l'entreprise. Tournon, dès sa nomination à l'Intérieur, lui envoya une note sur toutes les affaires en retard dans la Gironde, en lui signalant comme la principale la démolition du Château-Trompette. Lainé se montrait tout acquis à cette grande œuvre; mais que d'obstacles à écarter à Paris comme à Bordeaux<sup>5</sup>!

D'abord le duc de Feltre, Ministre de la guerre, faisait au projet une grave opposition: loin d'abattre la forteresse, il fallait, selon lui, la réparer pour compléter tout un système défensif du côté de l'Océan<sup>6</sup>. « Ce ne sera pas sans peine, répondait Lainé au préfet, que nous parviendrons à vaincre les difficultés que la Guerre nous oppose<sup>7</sup>. » A ce *veto* imprévu, d'autres obstacles venaient se joindre. Après le départ de Clauzel et de la garni-

1. C. Jullian, *Histoire de Bordeaux*, p. 552.

2. Cf. *Arch. municipales de Bordeaux*, cahier de juin 1816 à février 1818, contenant quelques feuilles des délibérations sur ce sujet.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>1</sup><sup>c</sup> V Gironde 2. Rapport de Tournon au Ministre de l'intérieur sur le Conseil général de 1816, 8 août.

4. Il affectait, en particulier, d'écrire lui-même, de sa main, toutes ses correspondances avec les préfets. Cf. *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de Mounier à Tournon le 8 mai 1820. — D'autre part, il avait pour sa personne et sa manière d'administrer des formules laudatives qui faisaient sourire notre préfet: « Il n'y a qu'une voix sur elle (son administration), écrit-il à Tournon; mes ennemis eux-mêmes n'osent la contredire. M. Lainé a reculé d'étonnement en voyant l'immense travail que je faisais tous les jours... Soyez persuadé, Monsieur, que mon administration aurait été bien différente, si j'avais été entièrement libre. J'ose penser que j'aurais rétabli la monarchie dans tout son éclat! — Je vais me livrer dans ma retraite à mon amour pour la littérature... » *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de Vaublanc à Tournon, 16 mai 1816.

5. Cf. *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de Lainé à Tournon, 25 mai 1816.

6. Cf. *Mémorial* du 31 octobre 1815.

7. Lettre de Lainé, 25 mai 1816, citée.



son, les denrées et les munitions diverses du Château avaient quelque peu été mises au pillage. Tournon se vit même contraint d'y établir un *Comité de surveillance* <sup>1</sup>. Or, comme la grosse part de ces provisions, réquisitionnées aux Cent-Jours par le Lieutenant général, n'étaient pas encore soldées, il en résulta une pluie de réclamations qui tomba drue sur la préfecture. Balguerie Junior demandait, en particulier, la restitution de 440 fusils que, dans les mois de mai et juin 1815, il s'était vu contraint de verser au Château; il n'en restait plus que 230, dont le préfet le pria de se contenter <sup>2</sup>. Clauzel, d'autre part, avait fait déloger bon nombre de propriétaires, tenants « d'échoppes », locataires, et même raser quelques constructions trop rapprochées des murailles, et qui gênaient le champ de tir. Tournon dut faire instruire chaque demande d'indemnité de tous ces expulsés, ou prétendus lésés, pour lesquels Louis XVIII, sur son rapport, accorda en bloc 30 134 francs<sup>3</sup>. En retour, quand notre préfet trouvait dans le matériel du Château des manques provenant de négligences ou de vols, il n'hésitait pas un instant à exécuter les coupables. Le Comité de surveillance calculait qu'il devait se trouver dans les caves de la forteresse 14 630 litres de vin; or, il n'en restait plus que 12 996. Tournon contraignit le garde-magasin, un sieur Gérard, à solder intégralement ce qui manquait, à raison de 0,62 le litre<sup>4</sup>.

Bref, il s'efforça d'aplanir toutes les difficultés du côté de Bordeaux, pour ne rien ajouter à celles que Lainé rencontrait du côté de Paris. Et notre préfet avait d'autant plus à cœur de presser la démolition, que la grave disette de 1816 commençait à se faire cruellement sentir. Il prévoyait un hiver pénible, et trouvait dans ce travail, en dehors de tous les autres, l'immense avantage d'occuper utilement un grand nombre d'ouvriers « qui auraient menacé la tranquillité, s'ils n'avaient pas été à la charge de la charité publique<sup>5</sup> ». Enfin, le 5 septembre 1816, le roi signa l'Ordonnance de démolition qui confirmait l'ancienne

1. *Arch. départementales de la Gironde*, registre des arrêtés préfectoraux n° 38, arrêté du 19 octobre 1815.

2. Même arrêté.

3. Cf. *Arch. départementales de la Gironde*, 1 liasse Château-Trompette, 1800 à 1820.

4. Registre 38 des arrêtés préfectoraux, arrêt du 12 octobre 1815.

5. Grand rapport au Conseil général de 1822.

donation des terrains et matériaux à la ville, à la charge de se conformer au plan donné pour la distribution des emplacements. Lainé l'annonça, tout joyeux, à son cher préfet : « Vous pouvez, lui écrivait-il, continuer avec confiance votre projet de préparer au peuple du travail pour cet hiver<sup>1</sup>. »

Les travaux de démolition commencèrent le plus tôt possible, exactement le 2 décembre 1816<sup>2</sup>. Comme il s'agissait d'une entreprise municipale, Tournon en laissa la direction principale au maire, et surtout à l'adjoint Blanc-Dutrouilh, qui s'y donna avec un véritable dévouement. Il se réservait pour lui les alentours de la tâche, la dure partie administrative, les « multiples difficultés qu'il fallut vaincre pour régler les droits que diverses personnes avaient, ou prétendaient avoir<sup>3</sup> », sur les terrains. Les grosses pierres furent employées à la construction du pont, et les autres matériaux vendus aux enchères. Afin d'éviter toute contestation entre l'État et la Ville, Tournon et de Gourgues nommèrent chacun un expert pour établir le bordereau du prix de tous les matériaux vendus<sup>4</sup>. Les travaux s'exécutèrent avec une étonnante célérité. Quatorze mois après leur début, le 22 janvier 1818, Tournon pouvait planter en grande solennité le premier arbre des Quinconces. Les Bordelais, tout joyeux, se pressèrent en grand nombre à cette fête éminemment pacifique. Ils pouvaient à peine croire que sur ce terrain où deux ans auparavant se dressait la sombre forteresse, objet de leur haine, « effroi d'une grande cité<sup>5</sup> », allaient pousser désormais de verdoyants ormeaux, et s'étaler une magnifique promenade : c'était vraiment pour eux la plantation d'un arbre de la liberté.

L'emprunt de deux millions fait par la ville accéléra encore l'œuvre si populaire. « Grâce à cette opération, pouvait dire Tournon au Conseil général de 1818, la démolition a été poussée

1. *Arch. d'Aurilly*, lettre autographe de Lainé, 15 septembre 1816. Tournon, à ce propos, dit de Lainé dans ses *Mémoires inédits* : « Ce ministre était rempli d'amour du bien public et allait au-devant de toutes les idées utiles. Mes relations avec lui ont toujours été parfaitement bonnes, et il m'a secondé de son mieux. »

2. BERNADAU, *Tablettes*, t. IX, p. 368.

3. Grand rapport au Conseil général de 1822.

4. Registre des arrêtés préfectoraux, n° 39 (police générale et travaux publics). Arrêté du 12 décembre 1816.

5. *Mémorial* du 25 septembre 1816.

si activement que ceux d'entre vous, Messieurs, qui ont été quelques mois absents de Bordeaux, verront des arbres croître sur le sol même que recouvraient, lors de leur départ, les énormes fortifications de ce Château<sup>1</sup>. » Aussi, nul travail de ces années fécondes n'émerveilla autant les Bordelais. « Grâce à la sagesse et à la rapidité avec lesquelles les travaux ont été conduits, écrivait l'un d'eux, en janvier 1819, le public jouira bientôt de ce vaste emplacement. L'allée du *Douze Mars* est déjà complantée; les arbres donneront cette année leurs premières feuilles; les bassins destinés à embellir les promenades se creusent, l'œil peut déjà suivre l'alignement des nouvelles rues, le terrain s'aplanit dans les parties où il doit l'être; enfin, les derniers vestiges du fort s'effacent: encore quelques mois, il n'en restera que le souvenir. Jamais les intentions paternelles de Sa Majesté n'ont été mieux secondées<sup>2</sup>. »

Ainsi se dessinait de rapide manière, au lieu et place des laides murailles de la forteresse détestée, l'admirable ensemble des Quinconces, d'après un plan dont Tournon fut le principal inspirateur<sup>3</sup>. Une vaste esplanade s'encadrait à droite et à gauche d'allées spacieuses formées par six rangées d'ormeaux. Vers l'ouest, elle se terminait par un hémicycle lui-même planté de quatre lignes d'arbres, qu'allaient border, de leur gracieuse ligne courbe, des maisons d'architecture uniforme, avec terrasse supérieure vers laquelle convergeraient cinq rues venant des allées de Tourny et du Cours du Jardin public. Le motif central devait être la statue de Louis XVI: la révolution de 1830 arriva qui ne permit pas de l'élever sur son piédestal tout préparé. — Le Conseil municipal s'appliqua de son mieux à parer chaque rue nouvelle, chaque place ou cours dans le voisinage des Quinconces du nom d'une célébrité bordelaise d'alors: Richelieu, Lainé, Tournon, de Gourgues, de Sèze, Dutrouilh, Lynch...; mais il y en avait tellement, selon lui, que le nombre des rues ne suffisait plus: « Il s'en faut, Messieurs, disait le rapporteur, que nous ayons épuisé tous les noms auxquels notre reconnaissante mémoire voudrait

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1818.

2. *Bulletin Polymathique*, t. XVII, p. 148.

3. Il dit dans ses *Mémoires*, à ce sujet: « Je fis adopter un plan de nivellement et de distribution des terrains qui donna à la ville un beau quartier et d'admirables promenades. »

pouvoir réserver un pareil hommage<sup>1</sup> ! » — A l'examen attentif de ce plan, le préfet reconnaissait bien que le terrain laissé libre était vaste, trop vaste pour une ville comme Bordeaux et pour un quartier aussi « passager » ; il avait dû tenir compte de légitimes réclamations et de graves difficultés : « Le soin qu'a eu l'administration, disait-il, d'adopter un plan qui réduit autant que possible la surface destinée aux constructions, afin de ne pas déprécier trop fortement les maisons de l'ancienne ville, a laissé en promenades un terrain peut-être trop étendu. De là est venue, en partie, la nécessité, pour en rompre l'uniformité, de le diviser en trois grandes masses de niveaux différents<sup>2</sup>. » — Et vraiment, quand on parcourt et regarde l'immense échancrure faite dans Bordeaux par cette démolition, on reconnaît qu'il était difficile de faire mieux, et aussi simplement. Certes, on restait loin du plan monumental de Louis ; mais ni l'état des finances publiques, ni la direction de l'esprit bourgeois d'alors n'incitaient à faire aussi grandiose. Et sans doute, les Bordelais d'aujourd'hui préférèrent encore, aux superbes arcs-de-triomphe et à la gigantesque colonne *Ludovise*, cette vaste promenade, l'une des plus belles de la France, si favorable aux grandes fêtes publiques, aux revues, carrousels, expositions, foires et concours.

Enlever vite les derniers vestiges du Château-Trompette, occuper utilement une foule d'ouvriers, dessiner une magnifique esplanade, planter des arbres en grande liesse, tout cela formait le beau côté de la médaille... ; l'envers se présentait moins attrayant, et c'étaient les graves mécomptes financiers qui ne tardèrent pas à survenir. Par une nouvelle Ordonnance du 10 décembre 1816, le roi autorisait la ville à vendre les matériaux et les terrains pour payer les premiers travaux, et rembourser les emprunts faits par la ville. Mais les espérances de voir « s'enlever » de si beaux emplacements pour construire des maisons ne se réalisèrent pas. Malgré le bon marché relatif, 300 francs la toise (en 1785, les emplacements du Chapeau-Rouge s'étaient vendus 500 francs<sup>3</sup>), et le laps de temps très

1. *Arch. municipales*, registre des délibérations du Conseil municipal, séance du 27 avril 1821.

2. Grand rapport au Conseil général de 1822.

3. Cf. BERNADAU, *Tablettes*, p. 741, t. IX. — D'autre part, afin de pouvoir vendre plus vite, le Conseil municipal (séance du 16 septembre 1818)



long, 9 ans, accordé pour payer, les acquéreurs s'abstenaient. « Il y a trop peu de commerce pour espérer voir bâtir 500 belles maisons<sup>1</sup>, » disait fort justement Bernadau. On avait calculé, au début, que la vente des seuls matériaux suffirait à solder les journées de manœuvres; or, à la fin de 1821, il existait sur ce seul objet une différence en perte de 400 000 francs<sup>2</sup>. Il avait fallu recourir à l'emprunt pour payer les ouvriers. Tous ces déboires excitaient les doléances amères du Conseil municipal: « Les budgets des quatre années 1818, 1819, 1820, 1821, disait le rapporteur, ont porté, au nom des recettes présumées de ces quatre exercices, une somme totale de 334 000 francs, comme devant être produite par la vente des terrains du Château-Trompette. Or les ressources que la ville a retirées jusqu'à présent de la vente de ces terrains, ne s'élèvent qu'à 201 281 fr. 39, et il n'est entré dans sa caisse, de cette somme, jusqu'à ce jour, que 59 946 fr. 08...; cela a produit un vide qu'il est important de combler, afin d'assurer les divers services auxquels elle doit fournir, et surtout les remboursements des parties de son emprunt devenues exigibles<sup>3</sup>. » Ces plaintes, plus d'une fois renouvelées<sup>4</sup>, demeuraient stériles<sup>5</sup>; les acquisitions de ter-

avait décidé que la mise à prix ne se ferait qu'aux  $\frac{3}{4}$  de l'estimation des terrains par les experts. Il en résultait que tel emplacement, estimé 40 francs le mètre, devait être néanmoins adjugé, si les enchères n'en élevaient la valeur, à 30 francs. — Le préfet se montra toujours opposé à cette méthode, et une Ordonnance du 26 septembre 1819 obligea de n'ouvrir les enchères que sur une mise à prix égale au montant de l'estimation.

1. *Tablettes*, tome IX, p. 368.

2. Grand rapport de 1822.

3. *Arch. municipales de Bordeaux*. Registre des délibérations du Conseil, séance du 19 juin 1821.

4. Cf. Comptes des recettes et dépenses de la ville de Bordeaux (séance du 16 août 1822). *Arch. de Gévelard*.

5. Cette gêne financière de la Ville imprimait parfois aux lettres que le maire adressait à Tournon quelque chose de maussade et de peureux, sinon de mesquin, dont gémissait notre préfet. La chose se produisit, en particulier, à propos de la construction et rectification de la chaussée entre l'esplanade, alors place Louis XVI, et le port. De Gourgues prétendait que la Ville ne devait rien payer pour ce travail. Tournon lui fit observer qu'il était « entièrement dans les convenances de la Ville, qu'elle en profitait seule, et qu'il n'importait en rien au commerce ». — En bonne justice, la ville, d'après lui, aurait dû payer les  $\frac{2}{3}$  de la dépense; il adopta un moyen terme, et provoqua une délibération du Conseil municipal pour lui soumettre de prendre à sa charge la moitié des frais, ce qui fut accepté. — Le maire ne se soumit... qu'en maugréant. « Je

rains ne se firent que peu à peu, et durèrent de longues années. Lorsque Tournon quitta Bordeaux, 25 emplacements seuls avaient été vendus pour une somme d'environ 500 000 francs<sup>1</sup>, à peine le quart de ce qu'avait escompté le Conseil municipal. La passion de bâtir qui enfiévrerait les Bordelais avant la Révolution, alors que les affaires prospéraient d'incroyable manière, était bien tombée.

Ces mécomptes n'enlevaient pas à Tournon son robuste optimisme, et ne diminuaient guère sa profonde satisfaction de voir s'achever l'œuvre si longtemps désirée. Il constate avec joie qu'à son départ on avait terminé, toutes les plantations, nivelé les diverses allées, et fini les travaux des Quinconces ; seule, l'esplanade restait à remblayer partiellement, et à border d'un mur<sup>2</sup>. « Une belle terrasse, disait-il fièrement, élève

vous prie, Monsieur le maire, lui écrivait fort justement le préfet à cette occasion, de considérer l'étendue des sacrifices que fait l'administration des Ponts et chaussées en faveur de la ville. Sans parler du pont et des abords qui comprendront toute la place de Bourgogne, l'État entretient le port et la chaussée au passage de Lormont, et dans l'intérieur, sous le nom de traversée de la ville, nombre de chaussées des rues les plus importantes. Depuis 5 ans, on a changé, chaque année, en grès une quantité considérable de pavés. Ces sacrifices que fait l'administration générale doivent vous rendre moins pénible celui que vous croyez faire en accédant à l'équitable délibération du Conseil municipal. » — Le total du devis pour cette rectification (on redressait la chaussée en la rapprochant du port), approuvé par Becquey, se montait à 40 500 francs. — *Arch. départementales de la Gironde*, série S, liasse, port de Bordeaux, rive gauche, travaux 1801-1820. Lettre de Tournon au maire, 1<sup>er</sup> juillet 1820. — Toute la correspondance sur cette affaire s'y trouve.

1. Grand rapport de 1822.

2. *Id.* — Il fait, à ce sujet, d'intéressantes recommandations au Conseil général : « Pour accélérer (après son départ) le moment où l'on pourra jouir de cette partie de la promenade sans que les remblais soient terminés, on pourrait se borner à élever la partie de la terrasse correspondante aux rues qui joignent le pavé des Chartrons à la ville, et laisser en contre-bas les espaces qui se trouveraient entre ces allées. Par ce moyen, la terrasse aurait trois grands boulingrins semés de gazon à un niveau inférieur de quelques pieds au niveau général, et cela pourrait, dans cet état, être approprié pour la promenade. A mesure que l'on aurait des terres pour les remblais, on comblerait un des boulingrins, ainsi successivement ; mais en attendant, on jouirait de cette belle place en faisant disparaître les restes des fossés qui la sillonnent dans tous les sens. — Il est à désirer que l'on ne prolonge pas la construction des murs latéraux de la terrasse au delà du 1<sup>er</sup> escalier. La plantation d'arbres dans l'hémicycle, ainsi qu'elle existe au plan approuvé, paraît indispensable pour donner à la place la forme d'un cirque antique. — La prompte construction de bâtiments de bains dans les Quinconces

les promeneurs au-dessus de l'admirable rade qui ceint la ville, et leur permet d'en saisir l'ensemble... Si l'on considère, outre l'avantage d'avoir donné une promenade d'une beauté sans exemple, que les 400 000 francs (de différence entre le coût de la démolition et le prix de vente des matériaux) ont été employés en totalité en main-d'œuvre et que, pendant la disette de 1816 et 1817, ils ont servi à entretenir un atelier de 300 à 400 ouvriers, on trouvera que jamais dépense ne fut plus sagement employée<sup>1</sup>. » — Aussi, nul des travaux accomplis pendant sa préfecture ne lui gagna mieux les sympathies et la vive gratitude de ses administrés. Car, tout en rendant hommage au zèle du maire et au dévouement de Blanc-Dutrouilh, les Bordelais n'ignoraient pas quel était le principal metteur en œuvre et l'infatigable accélérateur des travaux : « Bordeaux sait, pouvait écrire l'un d'eux, à qui surtout il est redevable, et quel est le magistrat éclairé dont la prévoyante activité a tout conduit. Nous n'avons pas besoin de le nommer; la reconnaissance publique le désigne. Marcher ainsi sur les traces de Tourny, c'est mériter d'être un jour placé à côté de lui dans le souvenir de la postérité<sup>2</sup>. »

voisins de la rivière est très souhaitable, ces édifices devant peupler ces vastes espaces et les orner à la fois. L'administration a donné tous ses soins à la rédaction des plans qui depuis longtemps sont soumis à l'approbation du gouvernement. — Si on peut parvenir à faire construire des cafés dans les quinconces opposés, on complètera la décoration de ces promenades de la manière la plus convenable pour la sûreté et pour l'agrément des promeneurs. — Même rapport. Les bains furent construits en 1822 sur les plans de Laclotte.

1. Grand rapport de 1822.

2. *Bulletin Polymathique*, t. XVII, p. 149.

## CHAPITRE IV

### LES ROUTES ET LES CHEMINS VICINAUX

- I. Lamentable abandon des routes dans la Gironde depuis 30 ans. — Les routes royales; la grande artère Paris-Madrid; sa situation; importantes réparations qu'elle subit. — Travaux divers aux routes Bordeaux-Lyon et Bordeaux-Toulouse. — La route Bordeaux-Saint-Malo. — La route Bordeaux-Bayonne par les grandes landes; sa très rapide amélioration. — La route Bordeaux-Bergerac.
- II. Les routes départementales; leur effroyable état; curieux témoignages de l'ingénieur Wiotte et de Tournon; élan que ce dernier suscite dans toute la Gironde pour leur réparation. — Il crée la route de la Teste jusqu'à la Leyre; difficultés que lui oppose la Guerre; les résultats; ses conseils. — Routes de Bordeaux à Lesparre et le Verdon; route de Bordeaux à Pauillac. — Ouverture de la route de Bourg à Montlieu. — Manque de bons chemins dans l'Entre-deux-mers; efforts de Tournon pour y remédier; les routes Libourne-Bazas, et Sainte-Foy-Saint-Macaire. — Route sur la rive droite de la Garonne. — Les autres routes départementales. — Sévérité de Tournon contre les empiétements des propriétaires « riverains ». — Sa lutte contre les roues à jantes étroites et les clous à tête de diamant. — Plantation des routes. — Création de la *Commission de surveillance des routes*; ses heureux résultats.
- III. Les chemins vicinaux; leur pitoyable situation et même leur absence; difficultés à les réparer par suite d'une mauvaise législation. — Méthode employée par Tournon. — Les résultats en 1817 et 1818. La loi du 15 mai 1818; ses funestes effets; vœux de Tournon.

Ces grands travaux n'intéressaient guère que la ville de Bordeaux, et nous savons que les plans de Tournon comprenaient l'amélioration générale et progressive de tout le département. Or, le secours le plus urgent qu'attendait de lui la Gironde était, sans contredit, de remédier, dans la mesure du possible, à l'effroyable état où se trouvaient alors les voies de communication.

L'illustre Tourny, et en général les grands intendants du



xviii<sup>e</sup> siècle, s'étaient occupés avec zèle des voies de communication dans la Guyenne, et avaient, de leur mieux, renouvelé l'admirable réseau de routes qui sillonna le pays à l'époque romaine<sup>1</sup>. La Révolution laissa périliter leur œuvre. L'Empire, au contraire, s'intéressa beaucoup aux Ponts et chaussées. Napoléon, par le décret du 16 décembre 1811, avait entièrement réorganisé le service de la voirie, et les Conseils généraux de 1812 durent fournir un état complet des routes dans chacun des départements, avec un aperçu des travaux les plus indispensables à entreprendre. Mais c'était le moment de la campagne de Russie, la veille des grands désastres, et presque rien ne fut fait des améliorations projetées. Lors de la première Restauration, Pasquier, directeur général des Ponts et chaussées, sollicita en vain de la parcimonie du ministre des finances, le baron Louis, dix-neuf millions pour les réparations les plus indispensables<sup>2</sup>; il ne put obtenir que l'allocation de simple entretien.

On se représente, dès lors, ce que devaient être les routes de la Gironde dans des terrains tour à tour sablonneux, marneux ou marécageux, des routes qui, à une ou deux exceptions près, n'avaient subi aucune réparation depuis 25 ans, et qui, par surcroît, avaient livré passage, en 1808 et 1809, aux lourds et nombreux régiments de l'armée d'Espagne. Le général Thiébault raconte<sup>3</sup> que, déjà en 1808, les voitures, sur la grande voie Paris-Madrid, enfonçaient dans le sable jusqu'au moyeu, et que l'on mettait plus de quarante heures à la parcourir de Bordeaux à Bayonne! Que devait-il en être des autres? Tournon dit des meilleures qu'elles se trouvaient presque partout « en mauvais état », étaient « impraticables » sur plusieurs points, et des autres *qu'on en reconnaissait à peine la trace*<sup>4</sup>. —

1. Cf. *Bordeaux, aperçu historique*, par la municipalité bordelaise, t. I, p. 47. En réalité, les ingénieurs de ce temps-là ne firent, le plus souvent, que suivre et réparer les vieilles chaussées romaines.

2. PASQUIER, *Mémoires*, t. III, p. 29.

3. *Mémoires*, t. IV, p. 388.

4. Grand rapport au Conseil général de 1822.

Sur cet état des routes, au début de la préfecture de Tournon, nous possédons un document très précieux et unique. C'est un rapport en 34 pages de l'ingénieur en chef des Ponts et chaussées de la Gironde, Wiotte, composé sur la demande de Tournon, et intitulé : « *Mémoire sur les routes royales et départementales de la Gironde*, au 30 septembre 1815. » — Arch. du Château de Gênelard.

Une étude rapide, mais bien documentée, des réparations faites pendant sa préfecture aux routes royales, aux routes départementales, aux chemins vicinaux nous montrera exactement et le point de départ et le point d'arrivée.

On comptait alors dans la Gironde six routes royales : une de première classe<sup>1</sup>, celle de Paris à Bayonne par Angoulême, Bordeaux, Bazas et Mont-de-Marsan, et 5 de 3<sup>e</sup> classe. — La première, dite « grande route d'Espagne », n'était au simple entretien que depuis la limite de la Charente-Inférieure jusqu'au pont de Cubzac sur la Dordogne<sup>2</sup>. Cette partie avait été pavée en grès solides dans la campagne de 1813<sup>3</sup>. De ce point, jusqu'à la Bastide devant Bordeaux par le Carbon Blanc, la route courait sur un sol sablonneux, d'un entretien assez facile, généralement bien viable, sauf quelques parties défoncées des anciennes chaussées que Tournon fit relever et paver en grès<sup>4</sup>. — Du chef-lieu à Langon par le Bouscaut, Castres, Podensac, Cérons et Preignac, elle remontait le cours de la Garonne dans un pays très fertile et bien cultivé. En 1812 et 1813, de grands travaux y avaient été exécutés<sup>5</sup>, spécialement des chaussées d'empierrements recouvertes de gravier. Il restait à terminer deux parties de chaussées d'environ 1000 mètres, à la sortie de Podensac et de Preignac, l'adoucissement de la rampe à l'entrée de Castres, et l'exhaussement de la route entre Cérons et Barsac, très exposée aux inondations de la Garonne. Dès l'année 1816, sur la demande du préfet, 45 000 francs furent accordés<sup>6</sup> pour ces travaux qui commencèrent aussitôt. Il voulait faire mettre le plus tôt possible cette grande voie de communication au simple entretien

1. Elle portait le n° 11 et avait 134 012 mètres dans le département.

2. On traversait la Dordogne, au passage de Cubzac, soit en bateau à rames ou à voiles, soit au moyen d'un pont volant établi depuis quelques années à l'imitation de ceux du Rhin. *Mémoire* de Wiotte, cité.

3. Une adjudication avait été passée avec un entrepreneur, en 1811, pour l'entière construction et l'entretien de cette partie, pendant 10 ans, au prix de 907 000 francs; 770 000 étaient alors dépensés. L'entretien annuel en était évalué à 12 000 francs.

4. Pour une somme de 94 000 francs.

5. Travaux donnés en deux adjudications, par baux de dix ans, expirant en 1821. La première, de Bordeaux à Castres, pour 370 000 francs; la seconde, de Castres à Langon, pour 444 000 francs. Il avait été dépensé au 1<sup>er</sup> octobre 1815, 469 000 francs.

6. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

de la limite à la Charente-Inférieure jusqu'à Langon, pour porter ensuite tout son effort de cette ville à la sortie du département<sup>1</sup>.

Car cette partie de la route royale, assise en général sur un mauvais sol, de terre glaise jusqu'à Baulac, de sable sans consistance dans les landes, n'offrait aux voyageurs et aux charrois qu'une suite lamentable de fondrières et de casse-cou qui la rendaient à peu près « impraticable », et qui avaient excité la colère de Napoléon en 1808<sup>2</sup>. Et pourtant, nul chemin de la Gironde n'était plus fréquenté et fatigué par un roulage continu pour le transport des denrées de l'intérieur vers la Garonne, ou en sens contraire, vers Bayonne et l'Espagne. Aussi, le préfet donna-t-il toute sa sollicitude à sa très urgente réparation. Sur ses conseils, les ingénieurs employèrent la plus grande partie des trop modestes sommes accordées par le gouvernement à commencer un « très solide pavé en grès » de Langon à Bazas, à tracer, achever et planter la « belle levée autour de cette dernière ville, ce qui permit aux voyageurs d'en éviter la fort dangereuse traversée ». « Un tel travail, disait Tournon au Conseil général, est prodigieusement cher...; pour construire 5000 mètres de chaussée après Captieux, il a fallu 400 000 pierres calcaires et 150 000 francs; mais l'expérience démontre qu'il est le seul présentant une parfaite solidité<sup>3</sup>. » — On maintenait le reste en état d'être franchi sans trop de difficultés par des blocages et des planches de pins fréquemment renouvelées. Lors de son départ, il existait plus de 10 000 mètres construits ainsi en pavés de grès, 3500 en pavés calcaires et 5000 en planches; et il pouvait donner ces mots comme épilogue à un tel travail : « La route d'Espagne, naguère si mauvaise, est maintenant viable; les deux tiers sont construits à neuf, et le reste est entretenu en bon état<sup>4</sup>. »

Après la grande artère Paris-Madrid, le département n'offrait que deux seules routes à peu près praticables : celle de Bordeaux à Lyon par Coutras et Périgueux, et celle de Bordeaux

1. Cette partie, de Bordeaux à Langon, fut mise en simple entretien en 1818. Tournon en passa adjudication à raison de 234 000 francs pour cinq ans. Cf. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre de Tournon à Lainé, 11 septembre 1818.

2. Grand rapport de 1822.

3. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

4. Grand rapport de 1822.

à Toulouse par La Réole et Montauban. De forts rechargements en solide gravier au delà de Libourne, surtout dans la vallée de l'Isle, partie souvent très humide, trois aqueducs construits dans la traversée de Saint-Médard, remirent la première « à neuf » et en très bon état « dans presque toute sa longueur<sup>1</sup> ». — La seconde n'exigea que des réparations et un entretien relativement peu coûteux. Tournon aurait bien voulu, pour la rendre de tous points excellente, modifier son seul mauvais passage, la traversée de La Réole « où, par la raideur des pentes et la brusquerie des tournants, elle offrait de véritables dangers<sup>2</sup> »; le manque de fonds ne lui permit pas de réaliser son plan; on se contenta d'y remédier au mieux en élargissant le plus possible la périlleuse descente.

Les trois autres routes dites royales étaient « dans l'état le plus affreux », ou « n'existaient presque que sur les cartes<sup>3</sup> ». L'une d'elles cependant, celle de Bordeaux à Saint-Malo par Fontarabie, Blaye, Etauliers, Saint-Aubin et la limite de la Charente-Inférieure, présentait pour la Gironde un intérêt de tout premier ordre. Après la grande voie Paris-Madrid, elle était sans contredit la plus importante du département<sup>4</sup>. Par elle, se faisait tout le transit, qui n'empruntait pas le cours du fleuve, de ce riche pays du Blayais avec Saintes, les ports de La Rochelle et de Nantes, avec le Poitou et la Bretagne. Aussi le préfet donnait-il à sa réfection des soins tout particuliers. Sur ses instantes demandes, les directeurs généraux des Ponts et chaussées, Molé, et ensuite Becquey, accordèrent pour cette route des fonds assez considérables. A la fin de 1818, c'est-à-dire en quatre ans, plus de 125 000 francs y avaient été employés<sup>5</sup>, qui répartis d'intelligente manière, et presque doublés par les charrois et les dons en matériaux que propriétaires et vignerons faisaient gratis avec empressement<sup>6</sup>, rendirent cette importante voie « vraiment praticable<sup>7</sup> ». Au commencement

1. Même rapport.

2. Rapport au Conseil général de 1819.

3. Grand rapport de 1822.

4. Cf. *Mémoire* de Wiotte, cité.

5. Cf. Etat des fonds alloués à la Gironde par les divers services des Ponts et chaussées, *Arch. de Gênelard*.

6. *Arch. Nationales*. F<sup>1</sup> III Gironde 6, lettre de Tournon à Lainé, 15 juillet 1818.

7. Rapport au Conseil général de 1819.



de 1822, il restait encore de longs tronçons de terrains sablonneux entre Fontarabie et Blaye, Etauliers et les confins de la Gironde qui, « sans être mauvais », fatiguaient beaucoup les chevaux. Tournon aurait bien voulu construire toute la partie depuis Blaye jusqu'aux limites de la Charente-Inférieure en grès : les ressources accordées ne lui permirent, en dehors des autres réparations, que de paver la traversée et les abords de Blaye. Mais il laissait tout l'ensemble en fort convenable état<sup>1</sup>.

La route royale de Bordeaux à Bayonne<sup>2</sup> par Gradignan, Barp, Belin et le département des Landes (route dite des grandes landes) n'existait plus en certains endroits. Du chef-lieu à Gradignan, environ 15 kilomètres, elle courait à travers un pays bien cultivé, et comme elle était construite tant en pavés qu'en chaussées d'empierrement ou en bois de pin, elle avait assez bien résisté aux ravages du temps. Puis, elle s'enfonçait brusquement dans les grandes landes en terrain naturel, par un sol très mauvais, et recouvert d'eau une bonne partie de l'hiver. Sur un long espace, on ne reconnaissait guère plus son tracé, au milieu des bruyères et des ajoncs. Aux environs de Belin, se retrouvaient quelques restes d'une ancienne chaussée d'environ 5 kilomètres, fort dégradée ; plus loin, un pont de charpente de 7 travées sur la rivière de la Leyre, construit en 1808 pour le passage des troupes, maintenant pourri et branlant : c'était tout ! Situation d'autant plus regrettable, que cette route formait la communication de beaucoup la plus directe avec Bayonne ; elle abrégait de deux jours le trajet pour les charrois. Jadis, la Poste et les voyageurs suivaient cette direction. Mais le passage de l'armée d'Espagne l'avait tellement abîmée, que l'on adopta, dans les années suivantes, le tracé par Langon, Bazas et Mont-de-Marsan (route dite des petites landes), détour beaucoup plus long, mais passant en un pays plus peuplé, plus fertile et sur un sol meilleur.

1. Grand rapport de 1822. — Cette route s'embranchait à la grande route royale, un peu avant Saint-André-de-Cubzac. Quelques années auparavant, elle allait directement de Fontarabie à Etauliers, par Rayonneau, en suivant un fort mauvais chemin en terrain naturel. La partie Fontarabie-Blaye et Blaye-Etauliers n'était considérée que comme route départementale. Elle portait le n° 157. *Mémoire* de Wiotte, cité. Elle fut mise au simple entretien en 1819.

2. Elle portait le n° 152 et s'embranchait sur la route d'Espagne à la place d'Aquitaine.

leur. D'autre part, cette ancienne voie servait d'unique débouché aux denrées du centre des grandes landes et des marchés de Lipostey<sup>1</sup>.

Elle eut sa large part dans les sollicitudes du préfet. Dès 1816, on répara tous les pavés de Bordeaux à Gradignan, et l'on commença le tracé et l'exhaussement de la chaussée à travers la forêt, avec de larges fossés de chaque côté, « unique mode praticable dans ce terrain sablonneux et sans écoulement<sup>2</sup> ». Tournon ne cessa de pousser à son amélioration durant les années suivantes. « De tous les encouragements que l'on peut donner à la culture dans ces déserts, disait-il au Conseil général de 1819, le plus rapidement agissant est l'ouverture des routes dont les fossés deviennent en même temps des canaux de dessèchement<sup>3</sup>. » — Hélas! en cela comme pour beaucoup d'autres projets, la modicité des fonds accordés, 78 000 francs pour les cinq années de 1816 à 1820, ne lui permit pas de donner corps à ses projets : achèvement entier de la route de Bordeaux à l'entrée des landes (il restait peu à faire dans cette partie); de ce point jusqu'à l'Hospitalet, travail sérieux de défrichement, et ouverture de larges fossés; enfin, dans la 3<sup>e</sup> partie de la route, de l'Hospitalet à la limite, rectifier l'ancien tracé, remplacer les trop vieilles chaussées de pin, reconstruire de mauvais blocages, relever plusieurs ponts, et plus tard les édifier en maçonnerie<sup>4</sup>. Il dut se résoudre aux « réparations provisoires » et indispensables, « faire ouvrir la route à travers les ajoncs et les bruyères sur les trois quarts de sa longueur<sup>5</sup> », consolider les ponts, surtout celui de Belin, et permettre ainsi le passage aux charrois.

La 6<sup>e</sup> route royale du département, celle de Bordeaux à Bergerac par Brannes, Castillon et Sainte-Foy, allait de pair avec les plus mauvaises de la région<sup>6</sup>. Elle se divisait naturellement en deux parties, de Bordeaux à Brannes, et de Brannes à la limite de la Gironde. Ce dernier tronçon, grâce au voisinage

1. Cf. *Mémoire* de Wiotte, cité.

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

3. Rapport au Conseil général de 1819.

4. Cf. rapports divers aux Conseils généraux.

5. Grand rapport de 1822.

6. Elle s'embranchait sur la grande route d'Espagne, au-dessus de la côte du Cypressat, entre le Carbon Blanc et la Bastide. Elle portait le n<sup>o</sup> 156.

des excellents graviers de la Dordogne, était considéré comme à peu près viable. Mais l'autre partie, en quel triste état on l'avait délaissée! Chose à peine croyable, pour cette région, si fertile, si bien cultivée de l'Entre-deux-mers, là tout à proximité de deux beaux fleuves, le grand obstacle au développement de l'agriculture et du commerce des grains résidait en un cruel manque de chemins viables et de débouchés<sup>1</sup>. La principale route qui le coupait en deux n'était même pas tracée dans toute son étendue<sup>2</sup>. Aussi, les voyageurs et les marchandises qui venaient de la direction de Bergerac empruntaient-ils à Saint-Pey-d'Armens une petite route départementale, par Libourne et la route d'Espagne, préférant ainsi un grand détour jusqu'à Bordeaux, aux abominables fondrières de la voie directe<sup>3</sup>.

Tournon sut si bien encourager le zèle des propriétaires voisins et de tous les intéressés, qu'ils donnèrent, dès la première campagne de 1816, 3 000 francs en numéraire, et les communes de très nombreuses prestations en nature, ce qui, joint aux 10 000 francs octroyés par le gouvernement, permit de réparer d'urgence les passages les plus mauvais, construire les petits ponts indispensables, et rendre au bout d'un an le trafic possible<sup>4</sup>. Ces travaux achevés, et grâce à des subsides beaucoup plus abondants obtenus en 1819, 1820 et 1821, soit la somme de 64 000 francs, il fit reprendre le relèvement méthodique de la chaussée depuis l'embranchement de la Bastide, paver les traversées de Brannes et de Sainte-Foy, et entretenir en bon état tout le deuxième tronçon. Les améliorations allèrent si vite qu'à son départ il ne craignait pas de dire au Conseil général : « La route de Bergerac a totalement changé de face : de Bordeaux à Camarsac et de Tizac à Brannes, elle est actuellement en état de parfaite viabilité, et des travaux sont entrepris

1. Tournon pouvait écrire à Lainé sur ce sujet : « Les communications importantes entre la Dordogne et la Garonne, seuls débouchés des denrées de ce pays, sont dans un état de dégradation impossible à décrire. Les habitants sont disposés à faire des sacrifices pour aider à ces réparations, mais il est indispensable que chaque année un fond soit fait pour payer les travaux d'art. » *Arch. de Génélard*, lettre de Tournon à Lainé, 22 septembre 1816.

2. *Mémoire* de Wiotte, cité, et rapport de Tournon au Conseil général de 1819.

3. *Mémoire* de Wiotte, cité.

4. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

sur tous les points intermédiaires<sup>1</sup>. » — « Encore quelques années » de ce même zèle actif, persévérant, intelligent, et le rétablissement complet des grandes artères de la Gironde serait chose faite, à l'immense satisfaction des agriculteurs et des commerçants<sup>2</sup>.

\*  
\* \* \*

« Si les routes royales dans le département exigent des dépenses considérables pour être mises en parfait état d'entretien, on peut dire à l'égard des routes départementales qu'elles sont à rétablir, ou plutôt à créer, et à construire à neuf à peu près dans toute leur étendue »; c'est en ces termes que l'ingénieur Wiotte exposait en 1815 l'état de ces importantes voies de communication<sup>3</sup>; et Tournon pouvait ajouter « qu'elles se trouvaient tellement abandonnées, qu'on en reconnaissait à peine la trace<sup>4</sup> ». — Il y avait, à ce moment-là, dans la Gironde seize routes départementales d'une longueur totale de 507 352 mètres<sup>5</sup>. Or, sur cette étendue, 22 427 mètres étaient construits en pavés, 22 194 en empièvements, et le reste, 462 731 mètres, courait en terrain naturel, ou restait complètement à créer. Et encore, sur les 45 kilomètres de chaussées régulières, plus des trois quarts étaient hors d'usage. Seuls, les traversées de quelques bourgs et villages, les embranchements sur les routes royales, les abords des grandes rivières, présentaient des longueurs de pavés en état passable. Les autres chaussées, « exécutées au temps de la corvée », et abandonnées depuis trente ans et plus, exigeaient « presque toutes une entière reconstruction<sup>6</sup> ». Dans les campagnes, tantôt des empiètements successifs avaient réduit

1. Grand rapport de 1822.

2. Même rapport.

3. *Mémoire*, cité.

4. Grand rapport de 1822.

5. En voici l'énumération : de Lormont au Carbon Blanc; de Saint-Macaire à Sainte-Foy par Sauveterre; de Libourne à Saint-Pey-d'Armens; de Bordeaux à la Teste par Pessac; de Libourne au port de Plagne par Cubzac; de Bordeaux à Mérignac par la Chartreuse; de Bordeaux à Saint-Médard-en-Jalle par Caudairan; de Libourne à la Roche-Chalais par Coutras; de Langoiran au Pavillon par Créon; de Bordeaux à Saint-Macaire par la rive droite de la Garonne; de Bazas à Casteljalous par Grignols; de Bourg à Montlieu par Saint-Savin; de Libourne à Bazas par La Réole; de Bordeaux au Verdon par Lesparre; de La Réole à Duras par Monségur; de Villandraut à Preignac par Sauternes.

6. *Mémoire* de Wiotte, cité.



« presque à rien » la largeur des chemins ; tantôt la bruyère, les genêts, les ajoncs s'en étaient emparés au point que l'on ne distinguait plus leur trace dans la forêt ou les champs d'alentour<sup>1</sup>. Cette coutume d'agrandir son domaine au détriment de la route, ou des'y approvisionner de bonne terre pour l'amender, se montrait même tellement invétérée, que Tournon dut envoyer aux maires une circulaire très sévère sur ce point, et « exécuter » sans pitié les délinquants<sup>2</sup>. Même les parties de ces chemins que les ingénieurs classaient sur leurs cartes comme théoriquement viables « n'offraient, le plus souvent, que des fondrières praticables à peine pour les chevaux<sup>3</sup> ».

Aussi Tournon, après la première visite totale de son département et l'examen attentif des choses, exposa-t-il, non sans amertume, au Conseil général de 1817, la pitoyable situation de ces routes. Jadis, dans le département du Tibre, il avait trouvé aussi « d'affreux chemins » ; mais vraiment ceux de la Gironde dépassaient ce qu'il aurait pu imaginer. A qui donc incom bait pareille incurie ? L'illustre intendant de Tourny n'avait-il pas ouvert d'admirables tracés dans tout le département ? — « Son génie vaste et son esprit observateur, disait le préfet, n'ont presque laissé à ses successeurs d'autres soins que celui d'entretenir ses ouvrages, soins dont malheureusement ils se sont mal acquittés<sup>4</sup>. » Et devant les membres de l'assemblée, un peu étonnés, sinon confus, le préfet étalait quelques échantillons de ce qu'il avait vu : la route de la Réole à Duras est « à peine tracée » ; celle de Villandraut à Preignac n'est encore « qu'un sentier à travers les sables » ; la route qui suit la rive droite de la Garonne « n'existe que dans la nomenclature des voies départementales » ; sur la route de Sainte-Foy à Saint-Macaire, « il est impossible aux voitures de passer » ; la route de Libourne à Bazas, si importante pour cette riche contrée, est dans un état « affreux de dégradation » ; la route de Lesparre « n'existe que sur les cartes, elle est devenue une portion des landes<sup>5</sup> »... ; et Tournon d'insister sur les néfastes résultats pour le bien-être et la richesse publique d'un manque

1. Grand rapport de 1822.

2. Cf. *Arch. Nationales*, ADXIX<sup>1</sup>24, circulaire aux maires, 26 septembre 1816.

3. Grand rapport de 1822.

4. Rapport au Conseil général de 1817.

5. Rapports au Conseil général de 1817 et de 1819.

aussi complet de voies de communications, en un département essentiellement agricole et fort étendu. Il montrait que certains villages des petites et des grandes landes, des bords de l'Océan, de la région de Lesparre et même de l'Entre-deux-mers vivaient isolés et encerclés d'étendues presque infranchissables, comme en un désert. « Messieurs, concluait-il, c'est à refaire son ouvrage (de Tourny) que nous devons mettre notre gloire<sup>1</sup>. »

A l'appel comme à l'exemple de son préfet, toute la Gironde se sentit gagnée par une véritable fièvre de travail, de réparations, de concours des particuliers au bien public. Le Conseil général qui n'avait accordé pour ces routes que 49 000 francs dans son budget de 1816, pris, à son tour, dans le courant, vota, sur les instances de Tournon qui lui détaillait, preuves et chiffres en mains, les besoins les plus urgents, 103 074 fr. en 1817<sup>2</sup>, 169 000 en 1818, et une somme à peu près semblable les années suivantes. — Mais l'auxiliaire le plus efficace fut l'émulation qu'il sut créer entre maires, communes et grands propriétaires pour aider à ces réparations. Chacun de ses rapports sur les routes constate que beaucoup des matériaux, presque tous les charrois nécessaires, de nombreuses journées de main-d'œuvre sont fournis par les habitants « riverains » des chemins<sup>3</sup>. — Des dons volontaires en argent, des quêtes et souscriptions publiques, des votes de fonds par les Conseils municipaux viennent s'ajouter à la masse totale. Une souscription le long de la route de Preignac à Villandraut produit 1 553 francs<sup>4</sup>; une autre près de Blanquefort 1 535 francs<sup>5</sup>; les propriétaires, sur la route de Bordeaux à Saint-Médard, donnent 500 francs<sup>6</sup>; la commune d'Aillas vote 1 500 fr. pour la route de Libourne à Bazas<sup>7</sup>...

1. Rapport au Conseil général de 1817.

2. Il faut y joindre, cette année-là, 50 000 francs que Tournon préleva, en faveur des routes, sur les 60 000 donnés par le gouvernement pour soulager les misères causées par la famine. Il estimait que la meilleure manière de remplir ce but était de fournir du travail aux plus nécessiteux.

3. Cf. tous ses rapports sur les routes au Conseil général, en particulier ceux de 1817 et 1819.

4. Rapport au Conseil général de 1819.

5. *Id.*, de 1820.

6. *Id.*, de 1821.

7. *Id.*, de 1820.

Cf. sur cet empressement des propriétaires à donner leur aide, *Arch. de Gênelard*, 119<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 22 novembre 1818.

Ces sommes étaient minimes, sans doute; mais multipliées par toute la Gironde, et jointes aux offrandes en nature, elles permirent de n'employer les fonds publics votés qu'à l'achat des gros matériaux, à la construction des ponts, aux salaires des manœuvres et ingénieurs, et « doublèrent » ainsi les résultats. Ils furent tels que, deux ans après la mise en train, Tournon pouvait dire au Conseil général : « Des travaux très étendus, exécutés sur les parties des routes départementales les plus dégradées, ont commencé à rétablir les communications sur presque tous les points<sup>1</sup>. » — Ces réparations premières, si urgentes et indispensables, achevées, il fit relever les plans réguliers de chaque route qui manquaient totalement, et l'on put entreprendre la restauration générale et méthodique, et même la reconstitution « à neuf des anciennes chaussées, avec la plus grande solidité<sup>2</sup> ».

Il n'entre point dans le plan de cette Étude de donner le détail complet des réparations faites à chaque route départementale<sup>3</sup>; cinq d'entre elles cependant méritent une mention particulière. — La misère des pauvres habitants des landes, si délaissés par toutes les administrations qui s'étaient succédé avant Tournon depuis les grands intendants, excita toujours sa spéciale pitié; il donna ses meilleurs soins à leur procurer, au moins, d'indispensables débouchés. Dans ce but, en dehors de la route des grandes landes, il entreprit non point la « restauration », — elle n'existait que dans la banlieue de Bordeaux — mais la « création » d'une route du chef-lieu à la Teste. Ce bourg et toutes les communes situées dans le bassin d'Arcachon, qui approvisionnaient Bordeaux « de poisson de mer et de gibier<sup>4</sup> », n'avaient d'autres communications avec la ville que l'immense détour par l'océan et le fleuve, ou d'abominables sentiers à travers 50 kilomètres de forêts et de marécages. Afin de leur donner un accès praticable et direct, Tournon, dès la première campagne de 1816, employa d'abord 5 000 francs à faire des réparations de terrassement, pavages et ponceaux entre

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1818.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre de Tournon à Lainé, 11 septembre 1818.

3. Pour cela, cf. en particulier les rapports de Tournon au Conseil général de 1818 et surtout de 1821.

4. *Mémoire* de Wiotte, cité.

Hautbrion, Pessac et le chef-lieu, et passa ensuite une adjudication de 21 394 francs pour défricher les premières portions des landes situées sur la route future <sup>1</sup>. L'entrepreneur, stimulé par lui, poussa les travaux, durant les années suivantes, avec une telle vigueur, qu'au début de 1819, les voies pouvaient parvenir à la Croix-d'Hins, presque à mi-chemin de La Teste. Déjà, l'écoulement des eaux procuré par de larges fossés latéraux desséchait de vastes landes; des défrichements étendus s'exécutaient parallèlement à la route et semblaient suivre ses progrès <sup>2</sup> », lorsqu'un ordre du Ministre de la guerre fit cesser brusquement cet admirable élan. Motif invoqué : l'ouverture de cette route donnerait trop de facilité à une armée ennemie débarquée à La Teste ! En vain, Tournon s'appliqua-t-il à démontrer que le bassin d'Arcachon était suffisamment défendu par sa barre, qu'en supposant un débarquement possible, le « sol plane » des landes n'offrirait aucun obstacle à la marche d'une armée, quelle que fût la direction qu'elle prît à travers ces déserts... <sup>3</sup>; la ridicule défense de continuer ces utiles travaux ne fut levée que par une Ordonnance royale du 18 octobre 1820.

Le préfet se hâta de faire réparer les dégâts causés par cet arrêt intempestif, de reprendre les travaux « avec une grande activité <sup>4</sup> »; mais, pour ce travail comme pour tant d'autres, il quitta trop tôt la Gironde. Cependant, à la fin de 1821, la route était ouverte jusqu'au vallon de la Leyre, sur une longueur de dix lieues. « Des ponts de pierre, de solides engrèvements, des fossés larges et profonds » faisaient de ce tronçon une des meilleures voies de communication du département, et selon lui, deux ou trois ans suffiraient pour son entier achèvement <sup>5</sup>.

1. Rapport au Conseil général de 1817.

2. *Id.*, de 1819.

3. *Id.*, de 1820.

4. *Id.*, de 1821.

5. Grand rapport de 1822. — Il disait encore de cette route, l'une de ses favorites : « Elle est parvenue au passage de la Leyre. Là, un travail important reste à faire pour franchir cette vallée marécageuse et la rivière qui la forme. On pense qu'une société se chargerait d'y construire un pont de bois moyennant un péage. Mais il restera à élever la chaussée qui y conduira. Pour établir le passage de cette rivière, l'administration projetait de faire cette levée en ligne droite en se dirigeant sur le Teich. La route aurait ensuite traversé cette commune, et se serait dirigée sur La



Tout à l'extrémité droite des landes en partant de Bordeaux, les villes et bourgs considérables de Castelnau, Saint-Laurent, Lesparre, Saint-Vivien, le Verdon, plus ou moins enserrés dans les marécages et les bois, n'avaient d'autre ligne de communication avec le chef-lieu que celle du fleuve. On ne reconnaissait même plus, en maints endroits, le tracé de l'ancienne route. Tournon la fit ouvrir à nouveau, de telle sorte qu'en 1821 elle était accessible aux voitures jusqu'à Lesparre. « Il paraît convenable, disait-il à son départ, de ne pas faire de changement au système suivi jusqu'à ce jour pour la construction de cette route (et de celle de La Teste), système qui consiste à pratiquer une voie gazonnée bordée de bons fossés pour dessécher au loin les landes voisines... et faire un empierrement dans les parties trop sablonneuses<sup>1</sup>. » Sur la même direction, l'importante voie de Bordeaux à Pauillac par Blanquefort, Cantenac, Saint-Julien, qui traverse tous les grands vignobles, richesse du Médoc, fut solidement réparée et construite en chaussée dans la vallée de Blanquefort et la lande de Pezen; un pont près de Macau acheva de la rendre « très viable<sup>2</sup> ». Le rapprochement de la route (n° 14 de Bordeaux à Lesparre) et le voisinage du fleuve avaient fait exclure cette voie des routes départementales et la classer parmi les chemins vicinaux. A la demande du préfet, on la remit de nouveau, en 1819, dans la première catégorie.

Sur la rive droite de la Gironde, le centre important de commerce que formait le gros canton de Bourg (3 000 habitants) ne possédait aucun moyen de communication par terre avec l'intérieur de l'arrondissement de Blaye. Une route de cette ville à Montlieu par Saint-Savin, commencée en 1818, et « construite à neuf sur le tracé d'un ancien chemin totalement détruit<sup>3</sup> », s'achevait déjà vers la fin de 1821. Elle coûta 76 000 francs. Nulle part dans la Gironde les communes, les propriétaires, tous les habitants ne rivalisèrent avec plus d'ardeur que là pour aider l'administration : on avait enfin un préfet qui s'occupait de chemins. Ils en

Teste par Guyan, afin de la rendre utile aux villages de ce nom. Elle avait l'espérance de faire fournir gratuitement les terrains nécessaires par les habitants de ces villages, très intéressés à cette communication. » *Id.* — Elle fut achevée jusqu'à La Teste par le baron d'Haussez qui continua les vues et plans de Tournon, et fit beaucoup pour les routes de la Gironde.

1. Grand rapport de 1822.

2. *Id.*

3. *Id.*

furent récompensés par « les immenses avantages » que produisit la nouvelle voie pour ce riche territoire<sup>1</sup>.

C'est surtout dans la vaste région entre la Garonne et la Dordogne que Tournon porta le meilleur de ses efforts en fait de voies départementales. Deux tracés de routes allant, l'une de Libourne à Bazas par Saint-Jean-de-Blagnac, Sauveterre et la Réole, l'autre de Sainte-Foy à Saint-Macaire par Pellegrue et Sauveterre, se croisaient en ces féconds pays du blé. « Or, disait l'ingénieur Wiotte dès 1815, la première, en très mauvais état, est à reconstruire à neuf dans presque toute son étendue<sup>2</sup> » ; la seconde, affirmait de son côté Tournon, se trouve dans une situation telle « qu'il est impossible aux voitures d'y passer<sup>3</sup> ». L'une et l'autre, d'égale nécessité pour drainer le commerce de ces riches et beaux pays, allaient recevoir « les plus grands soins<sup>4</sup> ». Toute la partie entre Saint-Jean-de-Blagnac et Sauveterre, qui ouvrait l'accès sur la Dordogne, reconstruite à neuf définitivement, la montée presque impraticable à ce dernier bourg remplacée par une pente douce dans le vallon, sur 624 mètres de longueur, des chaussées solides en empièvements établies à la sortie de Sauveterre, aux abords de La Réole, de Saint-Macaire à Saint-André-du-Bois, quelques petits ponts construits sur les rivières, de « grands travaux de restauration en activité » pour les autres parties, telles furent les principales améliorations, sur ces deux routes, que Tournon pouvait énumérer à son départ<sup>5</sup>. Seuls, les tronçons Sauveterre-Sainte-Foy et La Réole-Bazas ne reçurent point, faute de temps et d'argent, les perfectionnements qu'il avait projetés. Mais les voitures pouvaient passer partout, et c'était déjà beaucoup en ces pays et en ce temps-là ! Comme dans la région de Bourg, il n'eut qu'à se louer de la bonne volonté et du magnifique élan des communes et des particuliers pour aider aux travaux, et surtout aux charrois<sup>6</sup>.

Une cinquième route départementale attira spécialement l'attention de notre préfet : celle de Bordeaux à Saint-Macaire en longeant la rive droite de la Garonne. Au début de son admi-

1. Grand rapport de 1822. — Cf. *Arch. Nationales*, F<sup>3</sup> 9661, lettre de Tournon à Lainé, 16 juillet 1817.

2. *Mémoire*, cité.

3. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

4. Grand rapport de 1822.

5. *Id.*

6. *Id.*

nistration, elle n'était ouverte que de Cadillac à Saint-Macaire, sur une longueur de 15271 mètres, dont 4000 en empièvements, et le reste en terrain naturel, vaille que vaille. Or, à cause du pont de Bordeaux qui allait s'ouvrir, Tournon la jugea très intéressante pour communiquer avec Toulouse, et en général avec toute la fertile vallée de la Garonne. D'ailleurs, la grande artère royale Paris-Madrid était assez fréquemment inondée, l'hiver, entre Castres et Langon : la nouvelle route pourrait au besoin la remplacer. Lorsque les fonds demandés furent votés, en 1819, il en fit aussitôt entreprendre le tracé, et à son départ, la chaussée complètement terminée jusqu'à Floirac s'achevait entre ce village et La Souys, et les dispositions étaient prises pour en activer l'entière construction.

D'autres réparations, encore, sur les voies d'un moindre intérêt, au prorata des sommes allouées, et grâce à l'inlassable concours des particuliers, vinrent agrandir et compléter au mieux ce vaste réseau : route de Saint-André-de-Cubzac à Libourne « refaite à neuf en quatre ans<sup>1</sup> », sur les restes d'une vieille chaussée, à travers les riants vallons de Cadillac-sur-Dordogne et de la Rivière, et abaissement de la montée « jusqu'alors inaccessible » qui les séparait; — élargissement de la route de Libourne à la Roche-Chalais par Coutras, et construction d'un pont de pierre à Guîtres; — route du Pavillon à Langoiran par Créon, « entretenue dans sa partie supérieure et construite à neuf », entre ce dernier bourg et la Garonne; — réparations diverses sur tout le parcours de la route de Bazas à Casteljaloux « autrefois interceptée »; — élargissement, et par endroits empièvements, de la route de Preignac à Villandraut, si utile pour l'exportation des grands vins de Sauternes; — construction d'un petit pont et de quelques chaussées sur la route de Bordeaux à Saint-Médard-en-Jalle; — ouverture d'une voie large et praticable depuis la route royale n° 11 jusqu'à La Brède, la patrie de Montesquieu; — pavés des routes de la banlieue et des traversées de Bordeaux remis en bon état<sup>2</sup>...

Il ne suffisait pas de faire construire ou réparer les routes : Tournon voulait, en plus, les défendre et les embellir. Durant

1. Grand rapport de 1822.

2. Cf. grand rapport de 1822, et rapport sur les routes départementales au Conseil général de 1818 et de 1821.

Cf. sur ces mêmes routes, *Mémorial* du 6 janvier 1819.

cette longue incurie administrative de près de trente ans qui avait pesé sur la voirie départementale, beaucoup de propriétaires riverains des chemins publics, s'ils ne s'étaient pas servis d'eux pour agrandir leurs champs, avaient laissé haies, arbres, forêts pousser en toute liberté le long du parcours, au point de rendre certains passages très dangereux pour les voyageurs, sinon impossibles. Le préfet, par des arrêtés motivés, et successifs, ordonna l'élagage de toutes les routes du département<sup>1</sup>; et comme beaucoup parmi les intéressés pensaient que de tels ordres allaient demeurer lettre morte, à l'exemple de tant d'autres avant Tournon, et laissaient les choses telles qu'elles, il enjoignit aux ingénieurs des diverses routes de mettre partout en adjudication publique les travaux de ce genre délaissés jusqu'alors, de les faire exécuter d'urgence, et lui-même porta la dépense intégrale au compte d'impôts des propriétaires négligents<sup>2</sup>. Ce moyen très radical fut aussi très efficace.

Sa lutte contre le système des roues de chars à jantes étroites et des énormes clous « à tête de diamant » qui creusaient d'ornières profondes les meilleures chaussées eut une issue moins heureuse. A sa première défense<sup>3</sup>, les propriétaires et surtout les habitants des landes, objectèrent leur pauvreté et la misère des temps<sup>4</sup> qui leur interdisaient la moindre dépense en matériel. Tournon se laissa fléchir momentanément. Lorsqu'il renouvela son arrêté, beaucoup obéirent, et beaucoup aussi éludèrent la loi en remplaçant les clous à tête pointue par des clous à tête carrée, « dont la saillie au-dessus de la bande dépassait quelquefois trois centimètres<sup>5</sup> », et qui avaient un effet aussi nuisible que les premiers. Malgré ses défenses, appuyées de nombreux procès-verbaux, il partit sans avoir entièrement déraciné cette funeste pratique.

Il dut de même déployer une énergique insistance pour faire planter le bord des routes de « plusieurs milliers d'arbres<sup>6</sup> ».

1. Cf. *Arch. départementales de la Gironde*, Registre des arrêtés préfectoraux, n° 42, arrêtés du 4 novembre 1817 et du 30 mai 1818.

2. Arrêté du 30 mai 1818, cité.

3. Arrêté du 7 décembre 1816.

4. Cf. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre du 10 février 1818 à Decazes, et ADXIX<sup>1</sup> 24, circulaire aux maires, 14 mars 1817. L'arrêté qui devait être mis en vigueur au 1<sup>er</sup> avril fut remis au 1<sup>er</sup> décembre.

5. *Recueil imprimé des actes administratifs*, 2<sup>e</sup> volume, p. 120, arrêté du 6 août 1821.

6. Grand rapport de 1822.



Tournon aimait à joindre l'agréable à l'utile, et il apporta en cela, comme en tant d'autres améliorations, une singulière ténacité pour vaincre l'apathie de ses administrés. Un décret impérial du 16 décembre 1811 ordonnant cette plantation était demeuré entièrement sans effet. Tournon en prit motif pour faire savoir, quelques mois après son arrivée, aux propriétaires « riverains » qu'ils devaient planter les bords des routes longeant leurs champs, sauf dans les parties garnies de murs, de vignobles, ou impropres aux arbres. Des arrêtés souvent renouvelés<sup>1</sup> venaient rappeler à l'ordre les retardataires, et même contraindre ceux qui ne s'acquittaient pas de cette charge avec assez de soin, à remplacer les arbres morts ou chétifs. Une prime devait, au contraire, encourager les zélés qui se distingueraient par les plus belles plantations<sup>2</sup>. Notre préfet ne voulait point « de lacune<sup>3</sup> » en la matière, et le dernier arrêté qu'il prit avant de quitter Bordeaux eut précisément pour objet de faire opérer d'office les plantations manquantes, aux frais des propriétaires négligents<sup>4</sup>. — Les routes de la Gironde lui doivent de magnifiques ombrages, en particulier celle de La Teste, celle de Langon et la belle levée autour de Bazas.

Quelque grands que soient le dévouement et l'activité d'un homme, ils ne franchissent jamais certaines limites sans inconvénients. Ces immenses travaux de réfection des routes, entrepris sur presque tous les points du département à la fois, exigeaient une surveillance locale et une direction centrale auxquelles Tournon ne pouvait suffire seul. Il nomma donc, au début de l'entreprise, une *Commission de surveillance* des routes départementales, qui rendit les plus signalés services. Elle se composait, au chef-lieu, de quatre membres du Conseil général, Filhot de Marans comme président, Sarget, Desfourniels et Leblanc-Noguès. Elle étendait par des sous-commissions son influence effective dans les principales communes intéressées aux réparations. Un conseiller la représentait à Blaye, Lesparre, Bazas, La Réole, Libourne, tandis que des délégués groupaient autour d'eux, dans les can-

1. Cf. Arrêtés du 19 août 1818, du 3 septembre 1819, du 22 novembre 1820.

2. Arrêté du 22 novembre 1820, cité.

3. *Id.*

4. Cf. *Recueil des Actes administratifs*, t. II, p. 180, arrêté du 21 novembre 1821.

tons, les maires, les grands propriétaires, les particuliers les plus zélés. Tournon s'était réservé la haute direction de l'ensemble, et la nomination de tous les membres. Chaque comité local, muni du cahier des charges, devait assister aux adjudications, à la réception des matériaux, visiter souvent les travaux, et envoyer à la préfecture « des observations sur tout<sup>1</sup> ».

Grâce à ce vaste ensemble de bonnes volontés, de surveillances, d'énergies organisées, toute fraude devenait impossible, le zèle des ingénieurs était tenu en haleine, les particuliers encouragés à donner argent, matériaux, charrois, journées, le dévouement de chacun porté à la connaissance de tous, bref, un superbe et unanime élan de travail imprimé à toute la Gironde. — Certes, tout n'arriva point au degré d'achèvement que se proposait notre préfet; et, dans son grand rapport au Conseil général de 1822, il indique le plan que, selon lui, on doit suivre pour achever ce magnifique réseau de routes. Mais tels quels, les résultats n'en demeurent pas moins surprenants, et Tournon pouvait, dans ce même rapport, les résumer en ces termes, non sans quelque fierté, en songeant au triste état des choses du début : « Ainsi, sur tous les points, des reconstructions totales ont été exécutées d'après un système régulier qui n'admet que des travaux parfaitement solides. Partout les plans sont levés, les devis sont prêts, les adjudications passées, et partout les communes ont été appelées à fournir des fonds : il n'y a plus qu'à laisser se développer les germes de toutes parts<sup>2</sup>. »

\*  
\* \* \*

La réparation des routes royales et départementales serait demeurée, d'après lui, « une vaine décoration<sup>3</sup> » pour l'agriculture, sans de bons chemins vicinaux. Or, il se voyait contraint d'avouer que, non seulement ces chemins étaient d'une manière générale « dans l'état de détérioration le plus complet », mais qu'ils « n'existaient réellement pas dans le plus grand nombre des communes du Blayais, du Bourgeais, de l'Entre-

1. Registre 39 des arrêtés préfectoraux, arrêté du 8 août 1816.

2. Grand rapport de 1822. — Cf. *Mémorial* du 6 janvier 1819, long article sur les routes.

3. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

deux-mers... Pour le reste du département, ajoutait-il, ils sont tellement rétrécis par les empiétements des riverains qu'ils ne semblent plus destinés qu'à servir d'écoulement aux eaux pluviales<sup>1</sup>. » Remédier à pareille situation présentait d'énormes difficultés. La première, et la plus grave, venait de « l'incohérence » même et de « l'insuffisance de la législation<sup>2</sup> » sous ce rapport. Tournon ne trouvait où s'appuyer, pour régler les conflits qui surgissaient multiples en la matière, qu'une loi du 9 ventôse an XII, et les règlements administratifs, rendus depuis<sup>3</sup>. A qui appartenait-il, au juste, de réparer les chemins vicinaux? quel classement leur donner? comment surtout, et d'après quel cadastre, obliger à restituer ceux qui les avaient amincis de part et d'autre, jusqu'à les réduire à de simples fossés? Quelles étaient, en cas de contestations, les attributions précises des tribunaux et du préfet? Autant de points fort obscurs dont l'imprécision le gênait singulièrement.

Néanmoins, il crut possible d'étendre, là encore, « ses projets généraux d'amélioration, en attaquant ces difficultés avec méthode, et persévérance ». Par une bonne classification, un mode d'entretien nettement défini, on devait arriver « lentement, disait-il, mais sûrement, à leur complète restauration<sup>4</sup> ». Il les partagea donc en trois classes : les chemins de simple exploitation, de champ à champ, de maison à maison, qu'il laissa entièrement aux soins des propriétaires intéressés ; les chemins servant de passage d'une commune à une autre, et enfin ceux d'un usage plus général et reliant communes, routes et ports. Pour ceux de la deuxième classe, relativement faciles à entretenir et d'un usage plus évident, les prestations en nature par les communes, chacune sur son territoire, lui parurent le meilleur mode de réparation. Mais les chemins de grande communication, d'une tout autre importance et fatigués sans cesse par un roulage parfois intensif, exigeaient des frais considérables. Les longueurs de ces chemins sur les territoires des diverses communes n'étaient nullement proportionnées à leur besoin de s'en servir. Il fallait donc s'efforcer d'égaliser la charge au bénéfice, ce qui contraignait à rechercher des concours éloi-

1. Même rapport.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre du 10 février 1818 à Lainé, citée.

3. Rapport au Conseil général de 1821.

4. Rapport au Conseil général de 1817.

gnés, et que la loi ne rendait nullement obligatoires. Le préfet, après exacte classification de ces chemins, s'arrêta au projet suivant : charger chaque commune de l'entretien d'une longueur déterminée le plus équitablement possible, et établir des péages lorsque la disposition des lieux, passage d'un pont, arrivée à un port, les rendait faciles.

Ces points réglés, Tournon s'efforça de redonner aux chemins leur largeur légale, et s'en prit aux accapareurs avec sa vigueur habituelle. Au début de 1818, il y avait dans les bureaux de la préfecture plus de *deux cents* procès relatifs à ces contestations<sup>1</sup>. D'autre part, avant lui, nul compte exact n'était demandé sur l'emploi des journées de prestations, compte cependant « d'autant plus nécessaire à rendre, disait-il, que les individus compris sur les rôles ont la faculté de se libérer en journées, ou de se racheter en argent, et qu'il doit toujours être rendu compte des fonds perçus sur les particuliers pour une dépense publique<sup>2</sup> ». Il adressa donc aux maires des instructions pour rattacher cette comptabilité aux finances communales, et la faire apurer soigneusement en même temps que les recettes et les dépenses.

Mais là encore, son plus puissant levier d'action fut, comme pour les routes, l'appel aux bonnes volontés de chacun, l'émulation entre propriétaires, la *grande force de l'association*. A sa voix<sup>3</sup>, des comités se formèrent dans presque toutes les communes, les municipalités firent circuler des listes de souscriptions pour journées de prestations volontaires qu'il s'empressa de rendre exécutoires. La *Commission de surveillance* pour les routes départementales prêta son très zélé concours<sup>4</sup>. Cet élan de travail se généralisa d'autant plus vite que la réparation des chemins vicinaux touchait plus immédiatement les intérêts de chaque hameau, de chaque maison, de chaque individu. Aussi, dans l'année, pourtant si calamiteuse, de 1817, la masse des journées d'hommes offertes de la sorte s'éleva à 87 823, et celle des charrois à 17 539<sup>5</sup>. Devant une pareille somme d'efforts, Tournon se prit à espérer qu'il comblerait enfin « ce tonneau

1. Rapport au Conseil général de 1818.

2. Même rapport.

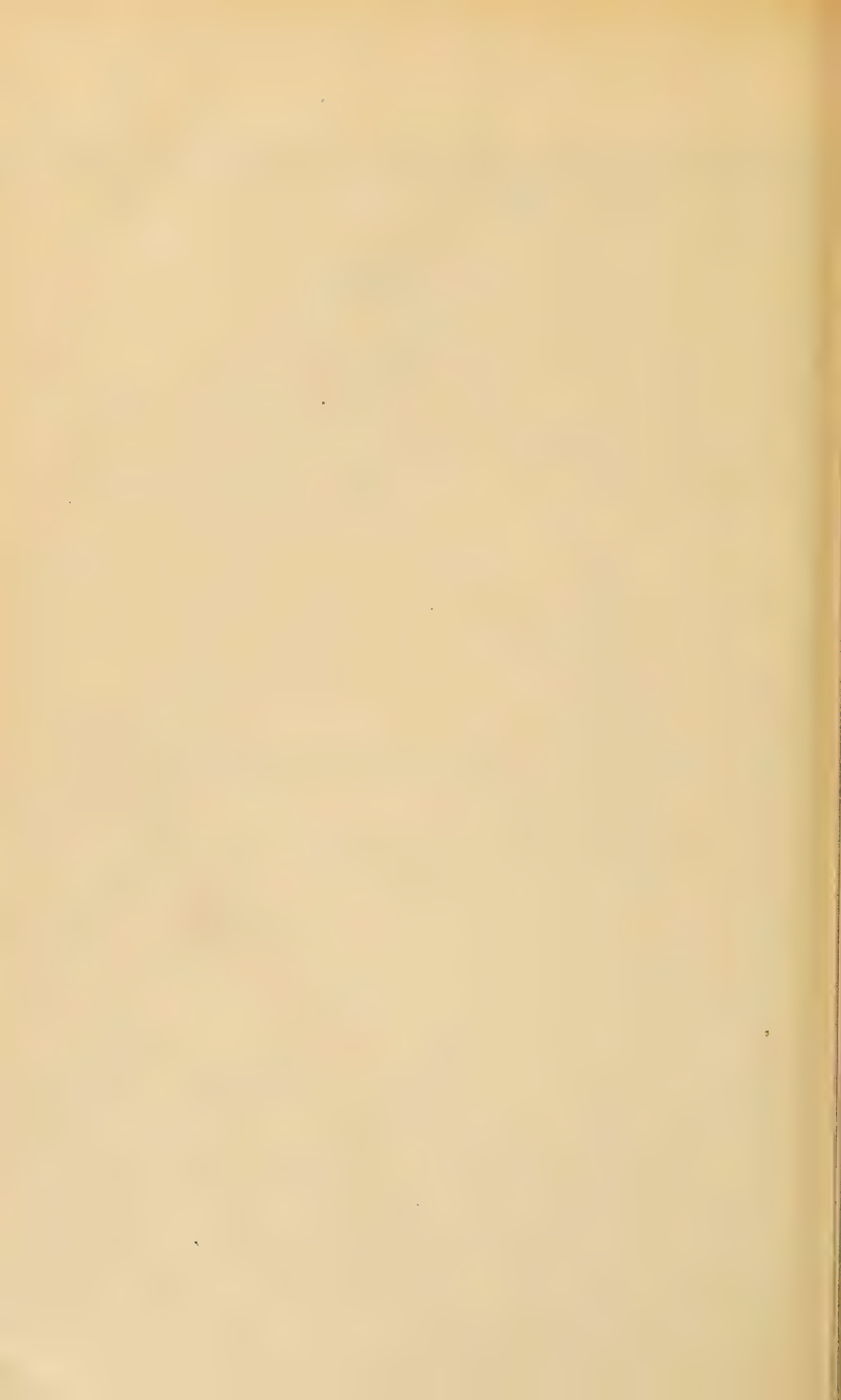
3. Cf. *Arch. Nationales*, ADXIX124, circulaire aux maires, 25 avril 1817.

4. Cf. *Arch. départementales de la Gironde*, Liasse I, correspondance du préfet 1811-1846. Lettre de Filhot de Marans à Tournon, 22 février 1817.

5. Rapport au Conseil général de 1818.







des Danaïdes<sup>1</sup> », comme il appelait le travail de réfection des chemins.

Hélas! au lieu de la loi claire et catégorique, si longtemps promisesur la voirie rurale, et que lui-même avait sollicitée dans un mémoire explicatif à Lainé<sup>2</sup>, on eut celle du 15 mai 1818. Elle portait que les rôles de prestation, même volontaire, devaient être délibérés et votés par les Conseils municipaux, renforcés des dix plus forts imposés, comme pour toutes les contributions extraordinaires. Ceux qui avaient reçu un commencement d'exécution « furent abrogés et restèrent sans effet, jusqu'à ce qu'ils eussent été sanctionnés, et il fallut régulariser ce qui avait été fait jusqu'alors<sup>3</sup> ». Dorénavant, une Ordonnance royale devint nécessaire, même pour recouvrer les rôles de chemins vicinaux. Cette bureaucratie eut pour effet immédiat de refroidir l'ardeur des Conseils municipaux, et de diminuer les offres de journées des particuliers en les décourageant. « On sollicite la réparation de ces chemins, pouvait dire Tournon, on la désire, les intérêts de l'agriculture la réclament, et cependant mille difficultés dans l'exécution paralysent les mesures et retardent le bien<sup>4</sup>. » En fin de compte, il dut presque abandonner ces utiles travaux, et borner ses désirs à des vœux d'une « disposition législative<sup>5</sup> » meilleure, disposition qu'on attendit jusqu'à la loi du 31 mai 1836.

1. Grand rapport à Lainé, 25 mars 1818, cité.

2. Cf. même rapport.

3. Rapport au Conseil général de 1820.

4. *Id.*, de 1818.

5. Grand rapport de 1822.

## CHAPITRE V

### LES TRAVAUX SECONDAIRES — LA NAVIGATION

- I. — Le Palais de Justice; Tournon fait achever celui commencé sous l'Empire. — L'Hôtel de la préfecture; ses embellissements; décoration de la salle du Conseil général; le monument de Tourny. — Les projets pour la caserne de gendarmerie. — Les Archives; leurs vicissitudes sous l'Empire et la première Restauration; leur accumulation dans les greniers de la préfecture; Tournon les sauve d'une « destruction imminente »; les papiers qu'il garde à la préfecture; ordre introduit dans les Archives communales. — Le cadastre; difficultés de sa continuation; Tournon fait cependant cadastrer 14 cantons. — Le recensement. — Ses projets pour donner une quantité d'eau suffisante à Bordeaux. — Autres travaux municipaux; le plan de Pierrugues et les conseils de Tournon.
- II. — Importance des voies de navigation pour le département. — Leur triste état en 1815; incuries des diverses administrations depuis quarante ans. — Opinion de Deschamps sur le port de Bordeaux. — Tournon expose ses projets d'amélioration au Conseil général de 1817. — Il fait lever un plan de la Garonne; les quelques réparations entreprises dans la rade de Bordeaux. — Les autres travaux dans le département. — Ses efforts pour améliorer la petite navigation; l'Isle, le Drot. — Le flotage dans les landes; la Leyre; le Ciron. — Les rêves de Tournon. — Il encourage les premiers essais de navigation à vapeur; le bateau *la Garonne*; succès de l'entreprise; le passage de Cubzac.

En dehors des grandes entreprises qui devaient changer la physionomie générale de toute une partie de Bordeaux, le préfet tourna une part de son activité vers des travaux de moindre envergure : l'achèvement du Palais de Justice, le choix d'un emplacement pour les Archives, le cadastre et diverses réparations aux bâtiments civils<sup>1</sup>. — La Cour royale occupait, en

1. Les réparations et améliorations diverses aux hospices, aux prisons, aux édifices religieux ont été placées, pour plus d'ordre et de clarté, aux chapitres *Bienfaisance* et *Cultes*.



1815, dans les dépendances du Palais Rohan, un local provisoire et reconnu unanimement insuffisant. On avait commencé un nouvel édifice sous l'Empire, entre la rue de Gourgues et des Ayres; mais depuis quatre ans, la construction restait abandonnée « à toutes les intempéries », avec une insouciance qui faisait craindre « la perte prochaine d'une somme de 300 000 francs déjà dépensée<sup>1</sup> ». Tournon s'attacha, dès le début et « avec persévérance », à son achèvement. Des fonds successivement votés, à sa demande, par les divers Conseils généraux, lui permirent de mener l'œuvre à bon terme. En 1817, les dépenses pour réparer les dégradations et achever la maçonnerie s'élevèrent à 8 665 francs, et pour la charpente à 6 800<sup>2</sup>. La décoration et l'ameublement intérieurs durèrent plus longtemps et coûtèrent 70 000 francs. Enfin, en 1820, la Cour royale put occuper le premier étage, tandis que le Tribunal de première instance était installé au rez-de-chaussée. Il logeait auparavant à l'Hôtel de Ville, dans une salle « incommode et inconvenante<sup>3</sup> », dont la location coûtait cependant 500 francs au département. Le nouveau logement parut splendide; « la beauté des salles des Pas-Perdus, affirme Tournon, la noble simplicité de l'escalier, l'élégance de la Grande Chambre et la richesse de sa décoration frappèrent tous les regards, et firent placer ce palais au rang des plus beaux édifices de ce genre<sup>4</sup> ». Tout en regrettant qu'il n'eût pas l'étendue nécessaire, on applaudit au parti heureux que l'architecte Bonfin avait su tirer des diverses salles<sup>5</sup>.

Pour agrandir l'installation, et parfaire la deuxième partie de son plan, le préfet proposa au Conseil général d'acheter et de démolir les maisons qui fermaient les cours du côté des rues de Gourgues et des Ayres, de prolonger les ailes du palais dans les deux sens, afin d'avoir « une Chapelle, une Salle d'appel des jugements de police correctionnelle, un Cabinet pour le Président, un Parquet pour le Procureur général et diverses pièces nécessaires au service<sup>6</sup> », le tout encadré de belles grilles

1. Grand rapport de Tournon au Conseil général de 1822.

2. Rapport au Conseil général de 1817.

3. Grand rapport de 1822.

4. *Id.*

5. Tournon destinait à l'ornementation de la salle des Pas-Perdus la magnifique statue de Montesquieu par Raggi, qu'il obtint de Mounier; elle ne fut placée qu'après son départ, en 1822.

6. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821. — La salle de la

et flanqué de deux portails dignes de ce magnifique ensemble. — Il ne devait pas voir la réalisation de ces derniers projets.

Parmi les édifices publics, l'Hôtel de la préfecture reçut des soins tout particuliers. Tournon le voulait digne des hôtes illustres qui le visitaient, comme des brillantes réunions où la meilleure société bordelaise venait « se fusionner » chaque semaine. Outre les réparations courantes, on construisit un escalier neuf pour monter aux bureaux; on refit en entier le parquet du 2<sup>me</sup> salon; toutes les portes et croisées extérieures furent repeintes, les plafonds refaits à neuf, l'appartement de réception et les cabinets du préfet tapissés, et décorés « avec goût et économie ». En six années, ces réparations coûtèrent 14 500 francs<sup>1</sup>. Le mobilier, évalué en 1815 à 47 547 francs, « soigneusement entretenu », fut augmenté pour la somme de 7 400 francs<sup>2</sup>. Pour orner le grand salon, on acquit de Gérard, « le premier des peintres français », une copie de son fameux portrait du roi, pour 6 000 francs<sup>3</sup>. Enfin, la salle de réunion du Conseil général reçut une décoration plus digne et des fonctionnaires qui venaient y siéger « et de l'importance du Corps qui s'y rassemblait<sup>4</sup> ». Quand Tournon partit, les travaux touchaient à leur terme. « La boiserie en est déjà posée, disait-il, des espaces sont ménagés pour recevoir les médaillons des hommes qui ont illustré par leurs talents ce département qui les a vus naître, et de ceux qui, par leurs services, ont contribué à sa prospérité. Là, vous verrez les Montesquieu et les Montaigne, à côté des Tourny et des Brémontier. Un jour, sans doute, vous y placerez les De Sèze, les Lainé, les Ravez. Là, au-dessous de

cour d'assises, située dans les dépendances de la prison du Hâ, fut rendue, elle aussi, « plus commode et plus saine ». A proximité de la prison, dont le voisinage était commode, Tournon fit disposer des cabinets convenablement meublés, pour les juges d'instruction et les procureurs du roi. La location de chambres éloignées et incommodes coûtait 500 fr. de location au département, comme pour la Cour royale. La dépense totale de l'arrangement atteignit 10 000 fr.

1. Grand rapport au Conseil général de 1822.

2. Cette estimation avait été faite le 4 août 1815. L'entretien du mobilier était donné au préfet, par abonnement et sous sa responsabilité, pour une somme de 4 000 fr. A partir de l'Ordonnance du 17 décembre 1818, un autre système prévalut : le préfet ne devint plus que le dépositaire, et le Conseil général dut voter, chaque année, une somme pour son entretien ou pour l'achat de meubles nouveaux.

3. Rapport au Conseil général de 1819.

4. *Id.*, de 1821.

ces images, seront gravés les noms des membres du Conseil général, afin que vos neveux soient encouragés à se dévouer comme vous à tout ce qui peut être utile à la patrie<sup>1</sup>. » Et sans doute, en citant ces noms des hommes illustres et des bien-fauteurs de son département, il en redisait tout bas un autre que les membres du Conseil proclamaient tout haut : celui de Tournon!

Dans ces hommages rendus aux célébrités bordelaises, il n'eut garde d'oublier celui dont il s'efforçait d'égaler le mérite et la gloire : Tourny. Sur sa proposition, le Conseil général vota l'érection d'une statue en marbre à l'illustre intendant, sur la place portant son nom. « Un marché a été passé avec M<sup>r</sup> Marin, habile statuaire, disait le préfet à son départ; le modèle est terminé et le marbre est mis au point. Ainsi, dans un an, cette statue d'un administrateur à qui la ville et la province doivent une éternelle reconnaissance sera offerte à l'admiration du public<sup>2</sup>. »

Dans ses plans, entraînait aussi la réfection totale de la caserne de gendarmerie située dans la rue des Minimes, et propriété du département. Le bâtiment, trop étroit pour le nombre de ces agents qu'exigeait le service de la ville, et placé hors de l'alignement général, déparait la rue que la construction du nouvel hôpital allait rendre une des plus belles de Bordeaux. Le préfet proposa d'abord de l'agrandir de toute la partie occupée par le colonel et le chef d'escadron, à charge de les indemniser de leur logement dans la ville. Mais l'état de vétusté de l'édifice ne permettait guère de réparations économiques et sérieuses; Tournon fit préparer un devis de reconstruction totale qu'il devait soumettre au Conseil général de 1822. Son départ inattendu de la Gironde le fit, comme tant d'autres, demeurer à l'état de projet<sup>3</sup>.

L'arrangement des Archives dans un local convenable, on peut presque dire leur conservation, eurent pour Bordeaux

1. Grand rapport de 1822.

2. *Id.* La statue ne fut érigée qu'en 1825.

3. Rapports au Conseil général de 1820 et 1821. — On fut obligé cependant de refaire tout le mur de face de l'écurie qui menaçait ruine.

Tournon disait au Conseil général de 1820 : « Vous pouvez vous convaincre, Messieurs, par vos propres yeux, que tous les édifices publics de Bordeaux sont entretenus avec soin, et que partout s'effacent les traces d'horribles dévastations ou d'un long abandon. »

et le département plus de prix que ces constructions matérielles. Les papiers des anciennes administrations demeuraient accumulés, en un lamentable désordre, dans les greniers de la préfecture, désordre auquel l'exiguïté du lieu empêchait totalement de remédier<sup>1</sup>. Après la Révolution, ces Archives avaient été reléguées dans les greniers du Palais Rohan<sup>2</sup>, par le préfet Delacroix. En 1809, Fauchet, obligé d'abandonner l'édifice qui était devenu palais impérial, les fit déménager avec une telle hâte et tant d'insouciance, qu'on les jeta par les fenêtres dans la cour. Elles s'entassèrent ensuite pêle-mêle, sous les combles de l'ancien hôtel Saige, que Napoléon avait désigné comme nouvelle préfecture. En 1814, autre déménagement et autre cause de désordre : à l'approche de l'armée de Wellington, on emballa précipitamment les papiers les plus importants, et particulièrement ceux relatifs à l'aliénation des Domaines nationaux, pour les diriger sur Libourne<sup>3</sup>. Quand le calme fut rétabli, ils en revinrent et réintégrèrent leurs greniers de la préfecture, mais incomplets et en grand désordre<sup>4</sup>.

Tournon les y trouva dans une situation qui l'emplit de colère. « Les rats », l'humidité, « la pourriture » même, selon son expression, faisaient ravage, et les menaçaient d'une « imminente » et inévitable destruction, sans parler du très grave danger d'incendie<sup>5</sup>. La force du plancher ne lui permettait pas d'établir des casiers intermédiaires, de même que l'exiguïté du local rendait toute ébauche de classement impossible. Après les soins les plus urgents, aération, chasse aux rats, arrangement sommaire, il demanda au ministre et au Conseil général un emplacement convenable. Depuis 1816, il revint chaque année avec énergie sur ce chapitre, auprès de l'assemblée départementale. Il eut enfin la satisfaction d'obtenir, en 1818, le local souhaité dans l'ancien couvent des Carmes, aux Chartrons<sup>6</sup>. Le transport et

1. Grand rapport à Lainé, 25 mars 1818, cité.

2. Il était alors la Préfecture.

3. Cf. *Arch. départementales de la Gironde*, 2 liasses, Archives, 1818-1817, et an XII-1867.

4. Rapport du 25 mars 1818 à Lainé, cité. — Cf. *Notes sur les Archives de la préfecture de la Gironde*, par Ferd. Leroy (Extrait des Actes de l'Académie de Bordeaux).

5. Rapport de Tournon aux Conseils généraux de 1816, 1817, 1819, 1820, 1821. — Cf. Grand rapport de 1822.

6. La chose n'alla pas sans difficultés. Le curé et la fabrique de l'église Saint-Louis réclamèrent la jouissance de deux chambres et d'une petite



l'arrangement de tous ces précieux papiers fut fait « avec précaution » et coûta 2000 francs <sup>1</sup>. Les Archives pouvaient attendre désormais un classement définitif : elles étaient à l'abri du danger <sup>2</sup>.

Au moyen d'un arrangement peu dispendieux, Tournon put garder à la préfecture le dépôt de ses propres archives qui étaient, pour le public, d'un usage beaucoup plus fréquent que les anciennes. Il y manquait malheureusement un grand nombre de registres de l'état civil des communes, registres qu'en certaines années on avait négligé de tenir, ou dont le double n'existait point <sup>3</sup>. Par sa circulaire du 26 juin 1816, il invita les maires à constater l'état de leurs archives, et à lui expédier acte de l'inventaire. En 1821, après avoir fait copier les principaux registres dont le double était le plus nécessaire, Tournon rendit cette mesure obligatoire. Il donna ordre à tous les maires de classer soigneusement « les papiers intéressant la commune en général et les habitants en particulier, tels que titres de propriété, de concession, registres de l'état civil, délibérations du Conseil municipal, et actes de l'administration en général <sup>4</sup> ». Chaque commune devait se procurer une armoire ou une caisse en bon état et fermant à clef, pour le placement de ses archives, sous la responsabilité du maire.

Entre ces travaux divers tous plus ou moins urgents, l'un dont la nécessité frappa vivement Tournon, ce fut la continua-

tour dans le couvent. Tournon dut céder, mais il obligea la fabrique à murer toute communication d'avec les *Archives*, détruire les cheminées des chambres, à n'y jamais faire de feu, et à creuser un puits avec une pompe dans la cour. *Arch. départementales*, liasse *Archives* an XII-1867, arrêté du préfet, 28 avril 1820.

1. Rapport au Conseil général de 1819.

2. Ce classement, faute d'argent et d'employés, devait durer longtemps. Le dépouillement méthodique de ce chaos ne commença guère qu'en 1837, avec l'archiviste Gras. Les archives quittèrent, en 1866, le local obtenu par Tournon pour le bâtiment actuel de la rue d'Aviau, dû à l'architecte Labbé.

Les Archives municipales, moins en désordre, occupaient, sous le préfet, l'ancien collège des Jésuites, sur l'avenue des Fossés, où était l'Hôtel de Ville. C'est en 1835 qu'elles furent transportées dans l'ancien Palais Rohan où elles se trouvent aujourd'hui.

3. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817. — Certaines communes étaient même complètement dépourvues de ces registres pour plusieurs années, alors qu'il s'en trouvait deux à la préfecture.

4. *Recueil des actes administratifs*, t. I, circulaire aux maires, du 21 mars 1821.

tion du cadastre pour la ville de Bordeaux, comme pour le département. A son arrivée, il n'y avait que 10 cantons cadastrés (sur 43), formant un total de 99 communes (sur 569), avec, en plus, 46 communes arpentées<sup>1</sup>. On se servait encore dans les autres, pour la répartition de l'impôt, de vieilles matrices datant de 1790, et dont les défauts étaient évidents. Il y avait des écarts énormes dans l'évaluation légale des revenus de terrains, cependant peu dissemblables en valeur, tels que les vignobles du Médoc, des Graves, de Sauternes, la plaine fertile de Queyries, ou les terres à blé de l'Entre-deux-mers. Quelques cantons cadastrés payaient 1/5 de leur revenu, tandis que d'autres, non cadastrés, ne payaient que 1/15<sup>2</sup>. Cette répartition, profondément injuste, des impôts excitait les plaintes les plus amères des propriétaires. Il en était de même dans la ville de Bordeaux où les rôles ne tenaient aucun compte du changement de valeur des vieilles et des nouvelles constructions. — Ces injustices ne pouvaient être légalement prévenues sans le cadastre. Or, le baron Louis avait enjoint aux préfets, par lettre du 8 janvier 1815, et parce qu'il y avait « un arriéré considérable » sur le budget, de borner la confection du cadastre aux expertises des cantons où tous les plans étaient déjà finis<sup>3</sup>. Il en résulta un arrêt presque complet dans ce travail si important.

Tournon insista vivement auprès des divers Conseils généraux pour que cette opération fût reprise et activée le plus possible. Il existait, en particulier, une grande disproportion entre l'arpentage et les expertises, à cause surtout des multiples réclamations des particuliers et des communes. Le préfet donna ses premiers soins à les mettre en concordance. Mais « la pénurie des fonds accordés<sup>4</sup> » ne lui permit pas d'accélérer ce travail comme il l'aurait voulu. En 1820, Roy, Ministre des finances, ordonna même d'arrêter tous les comptes et toutes les opérations au mois de février. Tournon lui fit en vain observer les graves inconvénients, même financiers, de la

1. Rapport au Conseil général de 1817. — Cf. *Almanach du Commerce* de 1820, p. 113.

2. Cf. JOUANNET, *Statistique*, t. II, p. 176.

3. Cf. *Arch. départementales de la Gironde*, 1 liasse, cadastre-expertises 1815-1820, lettre du baron Louis, 8 janvier 1815.

4. Grand rapport de 1822.

suspension de l'établissement du cadastre dans les cantons déjà avancés. Il lui citait, en particulier, le canton de Créon où il n'y avait plus, sur 28 communes, que 15 expertises à terminer. Les « motifs d'économie momentanée » l'emportèrent sur toutes ces raisons. Mais tant de préfets unirent leurs réclamations à celle de Tournon qu'après plus d'une année d'interruption, le gouvernement fit enfin voter la loi du 31 juillet 1821 qui permit la reprise des travaux. On laissait toutes les dépenses à la charge des départements, sauf un fonds commun d'un million, destiné à subventionner ceux dont les ressources seraient par trop insuffisantes. Pour y faire face, les Conseils généraux étaient autorisés à imposer 3 centimes additionnels au principal de la contribution foncière<sup>1</sup>. Depuis cette date, le Conseil général de la Gironde, qui avait reçu de Tournon l'impulsion initiale, employa constamment au cadastre les centimes dont la loi lui permettait de disposer; en dépit de tous ces sacrifices, il ne put voir qu'après 1840 l'achèvement de cette opération si nécessaire. — Malgré tant de fâcheux contretemps, et nonobstant les multiples réclamations des intéressés qu'il « instruisit » toutes loyalement<sup>2</sup>, le préfet, durant six années, avait fait cadastrer 14 cantons, dont 12 entièrement sous son administration<sup>3</sup>.

Au cadastre, se rattache naturellement la question du recensement. Le Conseil général de 1816 avait émis le vœu de posséder un tableau exact du nombre d'habitants du département. Tournon, en attendant que ce travail délicat pût s'exécuter, et pour le satisfaire plus vite, lui donna en 1817 un curieux rapport sur le mouvement de la population, établi d'après tous les documents de statistique découverts à la préfecture. Il y montrait, en particulier, que l'excédent des naissances sur les décès, dans la Gironde, avait été de 664 et de 648 dans les années 1813 et 1814, tandis qu'il montait à 2283

1. La loi du 2 août 1829 éleva jusqu'à 5 le nombre des centimes facultatifs.

2. Cf. *Archives départementales de la Gironde*, 2 liasses de réclamations : 1813-1820 et 1818-1839. On y trouve de typiques exemples des injustices auxquelles donnaient lieu les répartitions de l'impôt alors.

3. Grand rapport de 1822. — Ces cantons étaient ceux de Bègles, Pessac, Blanquefort, Podensac, Cadillac, La Brède, La Teste, Auros, Saint-Macaire, Créon, Libourne et Castillon. Tournon établit en outre, avec le géomètre en chef, un projet de traité pour l'achèvement du cadastre, d'après lequel la dépense totale serait d'environ 1 million 300 000 francs (Même rapport).

et 5328 pour celles de 1815 et de 1816, « effet prodigieux, ajoutait-il, du rétablissement de la paix et de la renaissance de l'industrie<sup>1</sup> ». La population du département, d'après ses calculs, était alors de 472 368. Un dénombrement fait en janvier 1806 avait fourni le chiffre de 514 482 habitants. Enfin, en 1820, Tournon put donner un recensement complet, par cantons et communes, dont Jouannet loue fort l'excellence et l'exactitude<sup>2</sup>. La population totale du département s'élevait alors à 522 041, et celle de la ville de Bordeaux à 89 202.

Tout à côté de ces divers travaux qui reçurent au moins un commencement d'exécution, il faut citer l'un des principaux qui restèrent chez Tournon à l'état de désir, et dont il sollicita en vain des pouvoirs publics la mise en œuvre : l'adduction d'une quantité suffisante d'eau potable à son chef-lieu. Lui qui s'était activement occupé, à Rome, de la question aqueducs et fontaines, et avait vu la ville des Papes jouir d'eau pure en abondance, demeura stupéfait de constater à quel point Bordeaux, malgré le voisinage d'un beau fleuve, manquait de cet indispensable aliment. Quelques puits creusés par les habitants, quelques maigres sources distribuées par un petit nombre de fontaines... et c'était tout ! Il savait pourtant que jadis, durant la période gallo-romaine, le poète bordelais Ausone avait chanté la célèbre « *Fons divona* » et ses eaux ruisselantes. Comment donc une situation aussi favorable au point de vue de l'alimentation et de l'hygiène s'était-elle modifiée si profondément ? — Tournon se mit à étudier, dans ses moments de loisir, les nombreux projets des vieilles Jurades et des Intendants, recherchant les plus efficaces et voulant tenter un essai, mais arrêté toujours par le mauvais état des finances de la ville. Quand le duc de Richelieu vint visiter Bordeaux, en février 1819, et qu'il demanda au préfet une note écrite sur les principaux besoins du chef-lieu, ce dernier insista sur les deux choses qui, selon lui, manquaient le plus : un nouvel hôpital à construire, et des fontaines en nombre suffisant<sup>3</sup>. La

1. Rapport au Conseil de 1817.

2. Cf. JOUANNET, *Statistique*, t. I, p. 419. — Il cite ce recensement en détail en le comparant avec celui de 1831 qui donna 544 225 habitants pour le département en général, et 99 062 pour Bordeaux seul. Au Conseil général de 1818, Tournon donnait 85 000 habitants pour son chef-lieu.

3. Cf. *Arch. de Gênelard*, « note remise à Mgr le Duc de Richelieu, sur sa demande, le 13 février 1819, autographe. »



question hôpital parut la plus urgente, et Tournon partit sans que rien fût essayé pour amener les eaux nécessaires. « Cependant, disait-il, des documents nombreux ont été préparés pour que cet important projet soit exécuté aussitôt que la vente des terrains du Château-Trompette aura permis le remboursement de l'emprunt de deux millions fait par la ville. Il paraît certain qu'on couvrirait en grande partie les frais de l'entreprise au moyen de la vente des eaux pour les usages privés<sup>1</sup>. » Ce grave problème devait occuper les pouvoirs publics à Bordeaux durant presque tout le xix<sup>e</sup> siècle.

Mais quelle chose utile au bien public Tournon ne voulait-il point parfaire, en sa bonne ville de Bordeaux? — Il aurait désiré, nous le savons, plus d'allant et d'envergure dans le Conseil municipal pour réaliser ses projets. Celui-ci, très parcimonieux en tout, ne sut guère, si nous en acceptons la démolition du Château-Trompette, que se montrer zélé « conservateur » de ce qui existait déjà. Il « entretenait soigneusement », reconnaît le préfet, « l'Hôtel de Ville, le Jardin botanique (où furent construits une serre et une orangerie), les promenades, les pavés à la charge de la ville, les eaux d'écoulement... »; il fit élever « l'Obélisque du XII mars, au lieu même où le premier cri de « Vive le roi » avait été poussé par Lynch, en offrant au duc d'Angoulême les clefs de Bordeaux<sup>2</sup> »; il tenta encore l'élargissement de la rue Saint-Denis et de la porte Dijeau, et réussit enfin à mettre sur pied le fameux plan « d'alignements et de redressements » de Pierrugues<sup>3</sup>. — De ce maigre programme, seul le dernier article était vaste, trop vaste même au gré de Tournon qui eût devoir donner sur ce point de sages conseils : « Le plan d'alignement de la ville a été terminé par la Commission municipale, disait-il au Conseil général de 1822; il ne reste

1. Grand rapport de 1822.

2. Même rapport. — Cette colonne fut brisée en 1830.

3. Sur ce curieux sujet, cf. *Mémoire explicatif des projets d'alignement et d'embellissement de la ville de Bordeaux par Pierrugues; Réflexions* présentées au Conseil municipal, par de Gères, sur le nouveau plan de la ville par Pierrugues, 1<sup>er</sup> mai 1817; rapport au Conseil municipal sur ce plan, 9 mai 1822; *Arch. municipales*. — Liasse, cadastre et délimitations 1813-1820, lettre de l'inspecteur des finances au préfet; 10 novembre 1816, sur les accusations portées contre Pierrugues, etc. *Arch. départementales*.

plus qu'à le soumettre à ce Corps et à l'administration supérieure. Elle ne doit pas perdre de vue, dans l'examen qu'elle en fera, que, dans la partie vieille de Bordeaux, toute modification serait destructive de propriétés privées déjà fort avilies; qu'il suffit, au lieu de se livrer à d'immenses détails d'élargissement de rues peu importantes, d'ouvrir quelques grandes lignes à travers cet amas confus de constructions. Ces ouvertures semblent devoir être d'abord la rue Sainte-Catherine jusqu'à la place Saint-Julien, la rue Saint-Rémy jusqu'à la place Dauphine, le prolongement des fossés des Carmes jusqu'à la place Saint-André, une rue qui conduirait de cette place aux fossés de l'Intendance, et quelques autres communications d'une haute utilité. Lorsque la ville pourra faire quelques sacrifices, c'est à procurer l'élargissement de ces voies qu'elle doit les destiner, en évitant de disséminer ses ressources dans une multitude de rectifications peu importantes<sup>1</sup>. » On se conformera d'abord, dans la suite, à ces avis; mais le plan, qui avait demandé sept longues années de rédaction, en exigera beaucoup plus dans sa réalisation.

\* \* \*

« Aucun département du royaume n'a un plus pressant intérêt que le nôtre à veiller sur l'amélioration de sa navigation fluviale. Cependant, rien n'a été fait encore pour remplir cet important devoir imposé à l'administration. Des plaintes s'élèvent contre les changements des courants; les ports se comblent, d'autres se creusent, des rives disparaissent, des îles sortent du milieu du fleuve, et la nature agit seule depuis des siècles dans les deux rivières qui le traversent<sup>2</sup> »; c'est ainsi que le préfet exposait, au Conseil général de 1817, les doléances si nombreuses et si motivées des commerçants sur le triste état de la Garonne et de la Gironde, au point de vue navigation. Et de fait, les communications par eau n'étaient guère meilleures que les communications par terre. Le port de Bordeaux lui-même, « cœur et principe vital de la cité », marchait, d'après Tournon et Deschamps, vers sa ruine com-

1. Grand rapport de 1822.

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

plète et rapprochée, sans que l'autorité compétente eût rien essayé pour le sauver<sup>1</sup>. Et cela durait depuis quarante longues années. Le temps, des atterrissements successifs, la déplorable cupidité des riverains qui construisaient des digues, jetées (ou *peyrats*, en terme du pays) soi-disant pour défendre leurs terres ou faire aborder les barques à la rive, mais le plus souvent pour agrandir leurs propriétés<sup>2</sup>, la formation d'ilots que ces mêmes riverains s'efforçaient de consolider, d'étendre, de cultiver, sinon de rattacher au bord de la rivière, et, par-dessus tout, l'incurie administrative qui tolérait ces abus, avaient produit des envasements graves menaçant la rade de Bordeaux, la perte entière de quelques ports du Haut-Médoc, et l'encombrement des passes de la rive gauche du Bec d'Ambès.

Sur ce dernier point, les navires passaient autrefois entre l'île du Cazeau et la côte du Médoc; ils étaient contraints, en 1813, de contourner par la rive droite, à travers mille périls. Le cours de la Garonne, « obligé de se frayer le principal débouché de ses eaux entre la pointe sud de l'île et celle du Bec d'Ambès<sup>3</sup> », avait cessé de se jeter immédiatement dans la Gironde, et n'y entrait qu'après s'être déversé dans la Dordogne<sup>4</sup>. L'embouchure elle-même du fleuve, vers l'océan, « autrefois spacieuse et bien dirigée », maintenant abandonnée à elle-même et comblée par les sables que le vent d'Ouest faisait tourbillonner sur cette région des hautes dunes, se rétrécissait d'année en année. Il en résultait que les eaux de la mer n'arrivaient plus dans le port de Bordeaux « qu'à la dérobee », selon le mot de Deschamps, « pour obéir à la loi d'équilibre<sup>5</sup> », et que la force des marées ne suffisait pas à le débarrasser de tous ses dépôts de vase. Aussi, les grands

1. Cf. *Mémoire sur le projet général du Pont de Bordeaux*, par Deschamps, cité. — Dans ce magistral rapport, l'illustre ingénieur consacre 28 pages sur 95 à décrire l'état de navigation de la Gironde et du port de Bordeaux.

2. Les graviers, les sables, les terres arrachées au rivage venaient augmenter très vite ces petites digues; des envasements, par grosse rivière, recouvraient le tout et donnaient des terrains d'excellente culture. Cf. *Mémoire* de Deschamps, cité.

3. *Id.*

4. Il en résultait, entre autres désastres, que l'île du Paté, où se trouvait un fort « si important pour la sûreté de Bordeaux et de son port », était entamée sur ses rives et menacée de destruction prochaine.

5. *Mémoire*, cité.

bâtiments de commerce qui, avant la Révolution, arrivaient tout chargés dans la rade, en « calant jusqu'à 6 et 7 mètres », n'y pouvaient accéder, vers 1815, qu'à la condition d'être délestés du tiers au moins de leur cargaison.

Du reste, le port lui-même n'offrait aucune de ces commodités pour le chargement et le déchargement, presque indispensables à une grande ville qui veut attirer le commerce étranger. Deschamps se faisait le porte-parole des plaintes des armateurs et des marins lorsqu'il écrivait : « Ce grand et superbe quai des Chartrons, dont le développement présente un des plus magnifiques points de vue que puisse offrir une ville de commerce, ne se distingue cependant que par la beauté et l'élégance des édifices qui le bordent ; ce qu'il a de remarquable est dû seulement au luxe des particuliers ; l'administration publique n'a pas mis du tout en harmonie ce qui est de son ressort avec les constructions privées... Le quai des Chartrons est étroit, irrégulier et presque toujours encombré par les mouvements du port. Il n'est personne qui ne soit surpris qu'on ne l'ait point élargi, et soutenu par un mur de revêtement que les navires auraient accosté, à cause de la profondeur de la Garonne sur la rive gauche, suivant le grand arc qui s'étend depuis le Château-Trompette jusques à Bacalan. On aurait pu établir, de distance en distance, des débarcadères pourvus de grues ou machines appropriées qui, prenant immédiatement le chargement dans les navires, l'auraient débarqué sans périls, sans avaries et presque sans frais sur le terre-plein même du quai ; on se serait passé, à l'aide d'un moyen aussi simple, de l'intermédiaire de cette grande quantité de bateaux de diverses grandeurs et formes qui ne font qu'embarrasser les manœuvres du port, qui exigent une multitude de marins que l'on pourrait employer plus utilement ailleurs. La pratique assez longue et fort dispendieuse employée aujourd'hui pour opérer le chargement et le déchargement des bâtiments de commerce est véritablement si incommode, que l'on ne conçoit pas que l'on ait différé jusqu'à présent de s'occuper de les remplacer par des procédés plus prompts et plus avantageux, dont tous les grands ports de l'Europe fournissent l'exemple<sup>1</sup>. »

Tout le reste du magnifique réseau fluvial de la Gironde se

1. *Mémoire*, cité.



trouvait à l'avenant. Les petits ports « de La Réole à la pointe de Graves », et de Sainte-Foy à Blaye, se trouvaient « dans un état affreux de dégradation<sup>1</sup> »; ceux de Plassac et de Sainte-Luce étaient perdus, et un chantier de construction dans ce dernier, sur le point de devenir impraticable<sup>2</sup>. « A quoi servent, disait Tournon, ces beaux fleuves qui coupent si heureusement le département, si leurs bords sont inaccessibles? Il est temps, sinon de mettre la main à l'œuvre, du moins d'arrêter un plan général de rectification de la navigation d'après lequel l'administration travaillera, quand les ressources le lui permettront, et auquel elle contraindra de se plier les ouvrages des particuliers<sup>3</sup>. »

Il voulait d'abord faire lever un plan très exact et régulier, non seulement de la Garonne, de la Dordogne et de la Gironde, mais encore des rivières utilisables pour la petite navigation ou le flottage, telles que l'Isle, le Drot, le Ciron et la Leyre<sup>4</sup>; débarrasser l'embouchure de la Gironde de ses sables, et améliorer les passes<sup>5</sup>; introduire « un plus fort courant de flot » dans la rade de Bordeaux, au moyen d'ouvrages exécutés au Bec d'Ambès; préparer la construction de quais réguliers pour ce port, « l'un des plus beaux et des plus sûrs du monde<sup>6</sup> »; tracer, dans la mesure du possible, « un lit immuable à la Garonne » par des travaux successifs, comme il en avait vu sur la Loire et sur le Rhône; bref, empêcher la ruine totale de la navigation, et lui redonner un peu du brillant essor d'autrefois. « Quelque gigantesque que puisse paraître ce projet, ajoutait-il devant les membres du Conseil général, le temps et la persévérance de l'administration viendront à bout de l'exécuter<sup>7</sup>. » — Faute de ressources, beaucoup de ces vues restèrent, pour longtemps, à l'état de projet.

Tournon obtint cependant les fonds nécessaires, 3 000 francs,

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

2. Cf. Grand rapport de Tournon à Lainé, 25 mars 1818, cité.

3. Rapport au Conseil général de 1817.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre de Tournon à Lainé, 19 août 1818.

5. Il chargea, pour ce travail, l'ingénieur Teulère d'un plan qui était achevé à la fin de 1816.

6. Cf. Grand rapport de 1822. — Il voulait que ces quais fussent construits en plans inclinés et terminés par un mur vertical, afin d'attirer les courants le long de la rive. Ce fut le système suivi depuis.

7. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

pour faire lever un plan de la Garonne sur une grande échelle; il devait « servir de base à un système général de défense des rives et d'endigement du fleuve<sup>1</sup> ». Les ingénieurs Wiotte, Tanay, Taillefer et Teulère mirent à ce grand travail toute leur activité et leur dévouement. — A Bordeaux même, les cales d'abordage furent réparées, les pavés refaits<sup>2</sup> et les devis mis à point pour la construction de quais réguliers. La digue de Floirac redressa, nous l'avons constaté, le courant de la rivière qui balaya en majeure partie le redoutable banc de sable et de graviers obstruant les chantiers de construction de la Manufacture, et commença d'heureuse manière le dévasement du port. La démolition du Château-Trompette, la disparition des « infectes » mesures qui déshonoraient la Place Royale, et obstruaient toute cette partie des bords de la rade, lui donna, avec plus de lumière, plus de vie... et plus d'espoir<sup>3</sup>. — Les grands travaux ne devaient s'y faire que bien plus tard, à dater de 1835, époque où la Gironde fut enfin comprise pour 311 000 francs dans la répartition du crédit extraordinaire ouvert par la loi du 30 juin de cette année-là.

En dehors du chef-lieu, en remontant le cours du fleuve et des rivières à partir de l'Océan, importantes réparations à la tour de Cordouan pour restaurer le mur d'enceinte et la porte de marée<sup>4</sup>; balisage des nouvelles passes à l'embouchure de la Gironde, d'après un nouveau plan « dressé et vérifié avec beaucoup de soin<sup>5</sup> »; construction d'un fanal sur la cale de Pauillac; nouvel embarcadère au port si abîmé de Blaye, pour une somme de 31 404 francs, et projet tracé d'une écluse sur une plus vaste échelle pour battre les vases avec assez de force<sup>6</sup>; construction d'un quai vertical avec embarcadère à Castres, aux frais de la commune, pour 12 000 francs; répara-

1. Grand rapport de 1822.

2. Dans son grand rapport de 1818 à Lainé, il estimait cette dernière réparation à 20 000 francs.

3. Les bains, cafés, et toutes les baraques construites sur le bord de la rivière, du Château-Trompette à la porte de Bourgogne, n'étaient pas toutes disparues à son départ; mais les propriétaires de celles qui restaient avaient reçu l'ordre de déguerpir au plus vite. — Il voulait les abords du port entièrement libres, depuis le pont jusqu'à l'extrémité des Chartrons. Cf. Grand rapport de 1822.

4. Rapport de Tournon au Conseil général de 1816.

5. *Id.* Ce balisage coûta 8 000 francs.

6. Grand rapport à Lainé, 25 mars 1818, cité.

tion d'une vingtaine de ponts sur les chemins de halage de la Garonne; quelques rapides et très urgentes améliorations aux petits ports de Langon, Saint-Macaire, La Réole, Bourg, Libourne, Sainte-Foy; tels furent les travaux trop minimes, au gré de Tournon, et vu l'immensité des besoins, que permit, sous sa préfecture, la grande gêne du Trésor public.

On peut dire que la petite navigation, celle qui dépendait beaucoup moins des finances de l'État que de l'initiative de l'administration, de la bonne volonté du Conseil général et des efforts individuels, reçut, grâce à Tournon, une bien plus vive et plus efficace impulsion. Notre préfet aurait voulu qu'on utilisât tous les cours d'eau susceptibles d'être rendus navigables. « Peu de départements, écrivait-il à Lainé, sont aussi bien coupés que celui-ci par des rivières... On rendrait d'immenses services à l'agriculture si on appliquait les principes adoptés en Angleterre pour la petite navigation, au moyen desquels des filets d'eau servent au transport de légers bateaux. Les rivières du Moron, de la Saye, de la Dronne, de l'Isle, du Ciron, du Drot, du Gâmort, de la Leyre, du Guâ et les chenaux qui joignent les étangs de Hourtin et de Lacanau pourraient être rendus navigables pendant six mois de l'année<sup>2</sup>. »

De fait, à son départ, les travaux pour la navigation de l'Isle étaient commencés. Tournon avait, en 1818, chargé Wiotte de visiter toutes les écluses, et de dresser un projet de restauration générale. Il voulait que les bateaux pussent remonter jusqu'à Périgueux, afin de rendre cette navigation vraiment fructueuse pour ce riche pays. « Mon collègue de la Dordogne, disait-il à ce propos, ne me dépassera pas en zèle, pourvu que mon budget soit égal au sien<sup>3</sup>. » Une loi du 5 août 1821 sanctionna l'emprunt de 2 500 000 francs pour cet objet. On estimait la dépense, pour le seul département de la Gironde, à 400 000 francs<sup>4</sup>. Cette somme devait permettre le prompt achèvement des travaux; il n'y avait plus « qu'à presser les ingénieurs et les entrepreneurs<sup>5</sup> ». — Le

1. *Archives Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre de Tournon à Lainé, 16 juillet 1817.

2. *Id.*, lettre du 19 août 1818.

3. *Id.*, lettre du 10 février 1818.

4. Notice sur les travaux de la Gironde, citée.

5. Grand rapport de 1822.

Drot qui coule dans la riche terre à blé de l'Entre-deux-mers devint l'objet des mêmes efforts et des mêmes tentatives. Deux grands propriétaires, Durassier et Trocard, encouragés par Tournon, s'efforcèrent de le rendre navigable, au moyen d'une grue de leur invention propre à faire franchir aux bateaux les nombreux barrages des moulins. C'est sous les yeux du préfet qu'eurent lieu leurs premiers essais jugés satisfaisants<sup>1</sup>. Une Ordonnance royale autorisa l'entreprise le 11 mai 1822 : elle n'obtint pas, dans la suite, le succès attendu.

Plus encore que cette navigation intérieure pour des contrées fertiles, le flottage des deux grandes rivières des landes, la Leyre et le Ciron, attira la sollicitude du préfet. Il avait, nous l'avons constaté déjà, en grande pitié la misère des pauvres villages perdus dans ces immensités, et jugeait que l'un des moyens les plus efficaces de les secourir était d'ouvrir des voies de communication à leurs produits. Les routes et chemins devaient être bien longs et dispendieux à tracer ; pourquoi ne pas utiliser les cours d'eau ? « J'ai vu avec une vive satisfaction, mandait-il à Lainé, que Votre Excellence reconnaissait l'importance, pour la prospérité des landes de ce département, de la rivière la Leyre. Ce cours d'eau qui, pendant 15 lieues, traverse les deux départements de la Gironde et des Landes, offrirait un moyen d'en exporter les produits qui contribuerait puissamment au bien-être des habitants. Il suffirait d'y établir un flottage régulier, pour ouvrir un débouché aux forêts qui bordent ses rives ; peut-être même, de Belin à la mer, pourrait-on y pratiquer une petite navigation<sup>2</sup>. » — Deux expériences consécutives prouvèrent la justesse de ses vues. Des pins de 15 mètres de longueur, coupés dans la forêt de Salles, furent abandonnés au courant de la Leyre et, malgré d'assez nombreux obstacles, arrivèrent en flottant jusqu'à Arcachon. De ce port, des chaloupes les remorquèrent à travers l'Océan, assemblés par douze, jusqu'à Bordeaux. Devant ce succès, on fit venir une partie du bois nécessaire au pont et des pilotis, par le même chemin<sup>3</sup>. — Les travaux, d'après

1. Grand rapport de 1822.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>1c</sup> III Gironde 9, lettre de Tournon à Lainé, 3 août 1818.

3. Tournon faisait remarquer l'importance d'un tel flottage par cela que chacun de ces longs pins, payé 3 à 4 francs sur place, coûtait 40 francs à Bordeaux après le transport par terre.



Tournon, devaient être grandement facilités par ce fait qu'il n'existait pas de moulin sur la rivière même (ceux en petit nombre qu'on rencontrait étaient construits sur des biefs en dérivation), et que seuls les abords du bassin d'Arcachon exigeraient des digues, à cause de la largeur et de l'encombrement du lit. — Malgré la très vive approbation que le projet obtint de Lainé<sup>1</sup>, et les efforts de Tournon qui fit dresser un plan complet des travaux, cet important cours d'eau ne put recevoir que de légères améliorations.

Le Ciron avait déjà été rendu flottable en 1761, et l'on y avait tenté un curieux essai de navigation, avant 1789. Deux associés, Mazer et Martin, se disaient capables de rendre la rivière navigable à leurs frais, moyennant 30 ans de droits exclusifs. Ils voulaient faire parvenir à Bordeaux les marchandises des petites landes et des bords du Ciron : vins, grains, huile, goudron, laines, cire, miel, à moitié prix du transport par terre<sup>2</sup>. Quels immenses avantages devaient résulter d'une telle entreprise pour cette vaste région ! — Mais la Révolution vint qui ensevelit ce projet dans l'oubli. A son arrivée, Tournon trouva même l'ancien flottage presque complètement entravé par les nombreux moulins qui s'étaient construits sur la rivière, et la barraient, au mépris de tous les règlements. Il en résultait des ensablements graves qui soulevaient de trop justes plaintes. Notre préfet dut prendre un arrêté pour fixer la hauteur de chaque déversoir, et protéger les champs des propriétaires riverains<sup>3</sup>. Quelques travaux hâtifs rendirent à nouveau le Ciron flottable jusqu'au moulin de la Trave ; Tournon voulait prolonger cette facilité au moins jusqu'à Beaulac : il

1. « Je vous remercie, écrivait-il à Tournon, d'avoir commencé à réaliser un projet que j'ai aperçu possible depuis ma première jeunesse ; j'ai toujours pensé que la rivière de Leyre pouvait être rendue navigable dans une partie de son cours, et de vieilles traditions m'avaient autrefois appris qu'on avait pratiqué le flottage. Ce que vous venez de faire me donne la plus vive impatience de connaître au plus tôt les moyens que vous proposeriez. Il ne faudrait probablement pas beaucoup de fonds pour faciliter ce flottage qui conduira aux moyens de petite navigation... Je me ferai autoriser à mettre quelques fonds à votre disposition pour préparer l'exécution d'un projet aussi utile. » (*Arch. Nationales*, F<sup>1</sup><sup>c</sup> III Gironde 9, lettre de Lainé à Tournon, 10 août 1818.)

2. Cf. *Arch. de Génélard*, Mémoire du projet de rendre le Ciron navigable, en 1788, par Mazer et Martin (5 pages manuscrites).

3. Cf. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819.

n'eut ni l'argent, ni le temps nécessaires à la réalisation de ces plans. Ajoutons à ces laborieuses tentatives quelques essais de navigation assez heureux sur les canaux et les ruisseaux qui joignaient les marais du bord de la Gironde au fleuve, en particulier sur celui de Béchevelle, et ce fut tout.

Là encore, ses rêves dépassèrent de loin la réalité. Ce plan vaste et général de l'amélioration du port de Bordeaux et des deux fleuves, de leur endiguement progressif, de la création d'un long réseau de navigation intérieure forme l'un des points sur lesquels il insiste avec le plus d'amour (y compris le dessèchement des marais, travail corrélatif du premier) dans son grand rapport de 1822. « Quelque temps qui soit employé à cette immense entreprise, concluait-il, aucun effort ne sera perdu, puisque tous seront coordonnés entre eux, et dirigés vers un même résultat... Mais ce sera seulement lorsque l'administration aura pu faire lever les plans et les nivellements des nombreux cours d'eau du département, qu'elle pourra confier à un syndicat les travaux à exécuter. Alors, une immense étendue de prairies sera améliorée, et les propriétaires pouvant établir une navigation facile sur les moindres filets d'eau, la valeur des denrées s'accroîtra de toute la diminution des frais de transport... Il n'est pas de plus belle tâche à remplir dans l'administration de ce département<sup>1</sup>. »

Il eut du moins la joie d'assister au premier essai, qui fut aussi le premier succès, de la navigation à vapeur en France, et de l'encourager de tous ses efforts. Le consul général des États-Unis pour Brest, Lorient et d'autres ports de l'Océan, Church, en possession du brevet d'importation d'un bateau mû par la vapeur, connu en Angleterre et en Amérique sous le nom de *steamboat*, proposa à Tournon de l'utiliser dans son département. Ce dernier accueillit très favorablement l'idée, et grâce à une société de capitalistes, Church fit construire son bateau à vapeur, *la Garonne*, qu'on lança le 3 août 1818<sup>2</sup>. Le mardi 6 octobre de la même année, le bateau commençait son service pour Langon. Il était superbement aménagé pour l'époque; la salle des premières « décorée avec goût » pouvait contenir 60 personnes, et l'on y trouvait un restaurant de choix; il était

1. Grand rapport de 1822. — Cf. rapport au Conseil général de 1819.

2. Cf. *Bordeaux*, par la municipalité bordelaise, t. II, p. 347.

très rapide aussi, puisqu'il parcourait 9 000 mètres contre un fort courant de jusant<sup>1</sup>, en une heure et demie. Comme toutes les choses nouvelles à Bordeaux en ce temps-là, beaucoup accueillirent l'essai avec des sourires de scepticisme, et lui firent même une sourde opposition. La protection énergique et hautement avouée de Tournon maintint les opposants dans la limite inoffensive de leurs railleries<sup>2</sup>. Elles tombèrent du reste bien vite devant le prodigieux succès de l'entreprise. Chacun voulait faire ce pittoresque et rapide voyage, de si confortable manière. Il y eut encombrement, et la Compagnie se vit dans la douce nécessité d'élever le prix des places<sup>3</sup>. Les capitalistes qui avaient avancé les fonds firent construire aussitôt deux autres bateaux, le *Henri IV* en 1819, le *Français* en 1820, et des services réguliers et journaliers s'établirent entre Bordeaux, Langon, Blaye et Pauillac. Tournon mit à profit cet engouement pour conclure un traité avec Church qui s'engageait à assurer, au moyen d'un bateau à manège, et rendre ainsi beaucoup plus facile et prompt, le dangereux passage de Cubzac. — Le magnifique essor qu'allait prendre la navigation à vapeur dans la Gironde était commencé.

1. *Mémorial* du 12 août 1818.

2. Cf. Grand rapport de 1822. Tournon dit en particulier : « Cet établissement, contre lequel s'élevaient tant de préventions et qui maintenant est reconnu si utile, est dû en grande partie à la protection que lui a accordée l'administration. »

3. Le prix des premières passa de 4 à 5 francs, et celui des secondes de 2 francs à 2 fr. 50.





## TROISIÈME PARTIE

### LA BIENFAISANCE ET L'HYGIÈNE PUBLIQUE

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### RÉFORME GÉNÉRALE DES HOSPICES

État des hospices à l'arrivée de Tournon; dette énorme qui accable ceux de Bordeaux en particulier; le délabrement du mobilier, du linge; entassement des malades; effroyable mortalité parmi les enfants trouvés. — Énormité des arriérés. — Dévouement, impuissance et désespoir de la Commission administrative; elle s'adresse à Tournon; — Premières mesures; emprunt de 40 000 francs à la caisse municipale; remontrances énergiques du préfet au Ministre des finances. — L'admirable lettre de Tournon; elle devient la charte de relèvement des hospices. — Établissement d'un agent responsable pour contrôler les entrées, les sorties, les dépenses intérieures. — Fixation de budgets sévères. — Liquidation des arriérés. — Payement des dettes; vente des vieilles maisons appartenant aux hospices. — Diminution des dépenses. — Fixation de la quantité d'aliments. — Bienfaits produits par les travaux d'intérieur; les ateliers à l'hospice de la Manufacture; la biscuiterie.

Magnifiques résultats de ces efforts; diminution de la mortalité; bon état financier et matériel des hospices vers la fin de la préfecture de Tournon. — La renommée des hospices de Bordeaux s'étend au loin.

Aucune partie de l'administration n'appelaît alors une réforme urgente comme les établissements de bienfaisance publique<sup>1</sup>.

1. Il y avait, à ce moment-là, quatorze hospices dans le département, d'une population habituelle de 3 678 personnes, y compris 2 600 enfants trouvés (*Arch. Nationales*, F<sup>10</sup> III Gironde 6, grand rapport à Lainé, 25 mars 1818). — Ces hospices étaient, pour Bordeaux : l'*Hôpital Saint-André*, rue des Trois-Conils; l'Hospice des *Enfants Trouvés*, en Palu-

« Une dette énorme <sup>1</sup> », 500 000 francs au moins, pesait, à l'arrivée de Tournon, sur tous les hospices, et accablait en particulier ceux du chef-lieu, au point de jeter dans un complet découragement les membres de la Commission administrative. « Les fournisseurs réclamaient inutilement leurs avances <sup>2</sup> » ; le mobilier, le linge surtout, se trouvaient dans un état d'absolu délabrement <sup>3</sup>. A l'hospice de Bienfaisance, les vêtements des pauvres n'avaient pas été renouvelés depuis de longues années <sup>4</sup>, et les malheureux qui l'habitaient n'offraient plus, aux regards des visiteurs, qu'une lamentable cohue de loqueteux. Au grand hôpital Saint-André, *une ruine* <sup>5</sup> qui menaçait de crouler en plusieurs de ses parties, c'était un hideux entassement de 457 êtres vivants et mourants, et les admirables Sœurs de Charité y « gémissaient d'être contraintes de porter un malade au lit où un autre malade attendait la mort <sup>6</sup> ». A l'hospice de la Maternité, l'insuffisance du local se

date sur la façade du port; l'Hospice des *Incurables*, rue des Incurables; l'Hospice de *Maternité*, rue des Incurables; l'Hospice de *Bienfaisance*, rue des Bénédictins; l'Hospice des *Aliénés*, grande rue Saint-Jean.

Pour le département : les Hospices de Libourne, Bazas, Blaye, La Réole, Langon, Monségur, Saint-Macaire, Sainte-Foy, et l'hospice des fous de Cadillac.

1. Grand rapport au Conseil général de 1822. — Tournon ne donne pas le chiffre de cette dette; il est, d'autre part, impossible de le trouver aux *Arch. départementales de la Gironde* ou à celles des Hospices de Bordeaux, très pauvres en documents sur cette époque. Il peut toutefois se fixer approximativement au chiffre donné d'après ce qui suit :

I<sup>o</sup> Par arrêté du 12 janvier 1813, le Ministre de l'intérieur (et le préfet par arrêté du 3 août) avait liquidé le passif des hospices de Bordeaux à la somme de 328 726 francs; la ville devait les acquitter en 5 ans, par annuités de 65 745 francs. Or, au début de 1816, un seul de ces cinquièmes avait été versé; il restait donc du 262 981 francs. Cf. *Arch. départementales*, Registre 38 des arrêtés préfectoraux, arrêté de Tournon, 27 janvier 1816, et registre 40, arrêté du 11 janvier 1817.

II<sup>o</sup> Les hospices devaient, à cette date, 120 000 francs pour les enfants trouvés; cf. page 361.

III<sup>o</sup> 81 000 francs pour solde de dépenses diverses de 1814 et 1815; total 483 981 francs. — En y ajoutant les revenus impayés, on arrive à 500 000 francs, au moins. Cf. Rapport de Tournon au Conseil général de 1816.

Les autres hospices de la Gironde n'avaient que peu de dettes, couvertes, du reste, et au delà, par les vieilles créances sur le département ou l'État.

2. Grand rapport de 1822.

3. Rapport au Conseil général de 1816.

4. *Id.*

5. *Id.* Rapport au Conseil général de 1817.

6. *Arch. Nationales*, F<sup>15</sup> II Gironde, discours de Tournon pour la pose

faisait cruellement sentir<sup>1</sup>. A la maison des Incurables, disposée pour 109 infirmes<sup>2</sup>, le nombre d'occupants était toujours très supérieur à celui des places. « Et les magasins étaient vides, et nul crédit n'existait pour donner un remède à tant de maux<sup>3</sup>. » Les nourrices des enfants trouvés « sollicitaient en vain le paiement de six mois de leur misérable salaire<sup>4</sup> » qui pourtant, d'après l'expression même de Tournon, était d'une « étonnante modicité », 0 fr. 20 par jour et par chaque enfant<sup>5</sup>. A l'arrivée du préfet, 50 de ces malheureux attendaient à l'hospice de la Manufacture la venue des nourrices de la campagne; dans la certitude de ne point recevoir de solde, il ne s'en présentait pas, et « 15 à 18 femmes épuisées<sup>6</sup> » leur partageaient le reste de leur lait, et les prenaient dans leurs bras « le plus souvent pour recevoir leur dernier soupir<sup>7</sup> ». Aussi, sur 801 enfants qui furent exposés en 1815, 452 moururent à l'hôpital<sup>8</sup>! Tournon — tous ses rapports et ses lettres en font foi — resta longtemps bouleversé de ce funeste et sinistre bilan.

L'anarchie financière, cause à la fois et résultat de cette lamentable situation physique, arrivait à son dernier période, avant la faillite générale. Les comptes, bien qu'annuellement débattus par chaque administration, n'avaient jamais été réglés ni apurés, « ceux de Bordeaux depuis 1809, et ceux des autres villes depuis 1806 et 1807<sup>9</sup> ». Aussi, lorsque vers le 1<sup>er</sup> janvier 1817, le Conseil de préfecture eut presque achevé ce formidable travail de revision, on constata que les hospices de la Gironde présentaient, sur les exercices antérieurs, *une note à recouvrer de 673 331 francs, dont 508 266 pour les seuls établissements de Bordeaux*<sup>10</sup>. La plupart des débiteurs opposèrent même la prescription, et beaucoup d'entre eux se trouvèrent

de la première pierre du nouvel hôpital de Bordeaux, 1<sup>er</sup> mai 1821. — Cf. *Mémorial* du 5 mai 1821. — Il y eut jusqu'à 3 malades par lit.

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1816.
2. *Id.*
3. Grand rapport au Conseil général de 1822.
4. *Id.*
5. Rapport au Conseil général de 1816.
6. Grand rapport de 1822.
7. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.
8. *Id.*, de 1821.
9. *Id.* — Cf. rapport au Conseil général de 1818.
10. Rapport de Tournon au Conseil général de 1818. |

insolvables<sup>1</sup>. Sur cette somme, l'État et le département devaient, à l'arrivée de Tournon, 212 000 francs<sup>2</sup> aux hospices pour les enfants trouvés, sans compter les très nombreuses journées de militaires et marins malades ou blessés, de prisonniers espagnols, à peu près toutes impayées<sup>3</sup>. Le préfet ne craignit pas de qualifier publiquement cette situation *d'affreux désordre*<sup>4</sup>.

Il n'y a point lieu toutefois d'incriminer trop hâtivement les Commissions administratives des hospices, et Tournon fut le premier à reconnaître leur probité, leur dévouement, leur bonne volonté<sup>5</sup>. Celle de Bordeaux, en particulier, était composée d'hommes habiles et amis du bien public, tels que Portal, Louis Fabre, Sarget, Didier Béchade, et surtout son éminent président Desfourniels; elle manquait seulement d'expérience, d'un guide très ferme, comme aussi de prestige et de pouvoir pour réclamer impérieusement des ministres et autres débiteurs le paiement des sommes dues. Depuis 1813, elle n'avait pas fait de dettes nouvelles par emprunt<sup>6</sup>, et elle luttait, on peut bien le dire, avec l'énergie du désespoir contre un état de chose « né de circonstances indépendantes » de sa volonté. Les Sœurs de Charité<sup>8</sup> faisaient, à leur tour, l'admiration du préfet par leur inlassable esprit de sacrifice, et leurs ingénieuses combinaisons.

Malgré tout, le moment approchait où, comme Deschamps pour le pont et à la même date, la Commission se verrait contrainte de déposer son bilan, impuissante à dominer une

1. Même rapport.

2. *Arch. Nationales*. F<sup>15</sup> II Gironde, lettre de Tournon au Ministre des finances, 14 septembre 1815. — Ces 212 000 francs provenaient du non-paiement de la somme de 100 000 francs annuellement allouée aux Hospices de Bordeaux pour les enfants trouvés sur le fonds général de 4 millions. Cf. lettre à Vaublanc, 18 novembre 1815. Même carton.

3. Elles montaient à la somme de 70 000. — F<sup>15</sup> II, lettre du 2 janvier 1816. à Vaublanc.

4. Discours de Tournon pour la pose de la première pierre du nouvel hôpital, cité.

5. Grand rapport de 1822. — Il faut convenir, en tout cas, que les prédécesseurs immédiats de Tournon s'étaient désintéressés des Hospices, avec une singulière désinvolture.

6. F<sup>15</sup> II Gironde, lettre de Tournon à Lainé, 3 décembre 1817.

7. Tous les hospices de Bordeaux et du département étaient tenus par les Sœurs de Charité, sauf celui des fous de Cadillac, dirigé par les Sœurs de la Sagesse de Nevers, qui y étaient entrées le 22 septembre 1808.



situation « impossible <sup>1</sup> ». Heureusement, le préfet connaissait à fond cette question des services hospitaliers : à Bayreuth, à Rome surtout, il l'avait étudiée et pratiquée dans tous les détails de son organisation. Les membres de la Commission de Bordeaux, qui savaient son habileté en la matière, lièrent aussitôt partie avec lui : Tournon devint et demeura, non seulement durant sa préfecture, mais longtemps après, leur guide éclairé et toujours écouté.

La chose urgente entre toutes était de se procurer des fonds pour payer les mois de nourrice des enfants trouvés, et enrayer ainsi « l'effrayante mortalité qui frappait les nouveau-nés, à cause du manque de nourrices <sup>2</sup> ». Au 30 septembre, deux mois après son arrivée, la dette des Hospices, pour ce seul objet, allait atteindre 120 000 francs <sup>3</sup>. — Immédiatement, et avant d'avertir le ministre, il s'entendit avec le maire de Bordeaux pour effectuer à la ville un emprunt de 40 000 francs : il devait être remboursable sur les fonds que l'État mettrait à sa disposition pour cet objet. L'opération terminée <sup>4</sup>, il en écrivit au baron Louis pour la faire régulariser, le mettre en face du fait accompli, et lui réclamer de très énergique manière les 212 000 francs qui étaient dus aux hospices. « A ce sujet, je dois, Monseigneur, lui disait-il, appeler toute votre attention sur la nécessité de pourvoir aux dépenses locales de ce département. Vous savez qu'il est, au 1<sup>er</sup> septembre, en arrière dans le paiement de ses contributions, d'une somme de 1 600 000 francs, que cette somme rentre tous les jours, mais qu'elle est à mesure enlevée du département, que la contribution extraordinaire de guerre enlèvera aussi du même pays une somme de près de 6 millions ; qu'ainsi avant la fin de l'année, il sera extrait de ce département qui, à cause de ses cultures coûteuses et de la place de commerce, à cause de la nature de ses relations, a le plus grand besoin d'une masse de numéraire, une somme peut-être égale à la masse existante. Il est évident que toute culture et que tout commerce seraient détruits, et par conséquent, la matière imposable réduite

1. Rapport de 1822.

2. F<sup>15</sup> II Gironde, lettre de Tournon au Ministre des finances, 14 septembre 1815, citée.

3. Même lettre.

4. Il prit cette somme sur les fonds déposés à la caisse de service de la ville.

Cf. Registre 37 des arrêtés préfectoraux, arrêté du 14 septembre 1815.

à rien, si on ne laisse pas à la circulation quelque aliment. Or, il n'y a que le paiement des dépenses diverses qui puisse rendre aux besoins du commerce une portion du numéraire que les impôts pomperont. Ces considérations sont dignes, ce me semble, de fixer l'attention de V. Exc. <sup>1</sup>. » — Le Ministre des finances, qui ne s'occupait guère des départements à ce moment-là, ne put qu'autoriser l'emprunt <sup>2</sup>.

Ce point réglé et la situation générale nettement connue, Tournon adressa aux membres de la Commission une très longue lettre, code complet d'administration hospitalière, et qui devint réellement leur charte constitutive de réorganisation; ils n'eurent qu'à s'y conformer de point en point pour tout renouveler. « Le moment est donc venu, leur disait-il, de porter un œil scrutateur dans toutes les parties de l'administration des hospices, d'en extirper tous les abus, et d'écarter d'une main ferme toutes les causes qui tendraient à les y entretenir. Je vais vous présenter quelques idées que m'inspirent et mon amour pour votre cité, et mon expérience des grandes administrations hospitalières; vous les recevrez comme une nouvelle preuve de la confiance sans bornes que j'ai en vous. Vous pouvez être assurés que ma fermeté à vous soutenir dans les réformes que je vais indiquer sera égale à l'intérêt que je prends aux établissements de bienfaisance <sup>3</sup>. » Venaient ensuite les chapitres divers: comptabilité scrupuleuse, budgets clairement établis, liquidation des arriérés, paiement des dettes, diminution des dépenses, augmen-

1. Lettre au Ministre des finances, 14 septembre 1815, citée.

2. La lettre d'autorisation est du 3 novembre 1815 (F<sup>15</sup> II Gironde).

Mais l'Etat, sur les 212 000 francs qu'il devait, ne put que fournir, au début de 1816, que 25 000, lesquels, joints aux 40 000 francs empruntés, disparurent trop vite dans le gouffre. Tournon se vit contraint d'autoriser, à contre-cœur, la Commission à négocier pour 50 000 francs d'actions sur 110 000 francs qu'elle avait encore sur le Mont-de-Piété. « Ces négociations, disait-il, sont infiniment nuisibles aux établissements de bienfaisance; ces expédients usent le crédit et finissent par le perdre. F<sup>15</sup> II Gironde, lettre du 24 janvier à Vaublanc, citée. — Un extrait des registres des délibérations de la commission (3 pages) est joint à la lettre.

3. Cette admirable lettre a malheureusement disparu, comme tant d'autres documents, des Archives de la Gironde. — J'ai pu en retrouver copie aux *Arch. Nationales*, F<sup>15</sup> II Gironde. Elle est divisée en chapitres et compte 17 pages. Sa date est du 1<sup>er</sup> décembre 1815. — La lettre par laquelle la Commission remercie Tournon de la « bienveillance avec laquelle il s'associe à leurs sollicitudes » est dans le même carton. 12 décembre 1815.

tation des recettes, telles étaient les réformes indiquées, et tels furent exactement les moyens employés.

« La base de la comptabilité de tout grand établissement, disait-il d'abord, est la connaissance exacte du nombre des individus à sa charge. » Or, rien de tel n'existait dans aucun hospice. Les Sœurs, par « des fraudes pieuses<sup>1</sup> », avaient des malades en nombre toujours supérieur à celui porté sur les feuilles de rentrée. Leur ardente charité les inclinait à ne refuser, dans la mesure du possible, aucun de ceux qu'on leur amenait. C'est pourquoi Tournon voulut qu'on chargeât de ce soin « un agent responsable » et « absolument indépendant, pour cette partie de ses fonctions, des Dames hospitalières<sup>2</sup> ». La réforme s'implanta vite dans les établissements tels que les Incurables, la Bienfaisance et les Aliénés dont la population était, pour ainsi dire, inamovible. Mais, pour les maisons à circulation rapide comme le grand hôpital Saint-André, la Commission eut à vaincre, au début, de multiples difficultés : une inflexible fermeté l'imposa sans réplique. Afin d'éviter l'embarras des demi-journées, Tournon fit adopter l'usage des hôpitaux militaires qui consistait à ne pas tenir compte du jour de l'entrée, et à marquer comme journée entière celle de sortie, quelle qu'en fût l'heure. Le registre devait être nominatif, et donner sur chaque individu les détails propres à le faire reconnaître aussitôt<sup>3</sup>. On transmettait chaque matin ces feuilles de journées au Conseil de préfecture et au président de la Commission, et des visites imprévues faisaient connaître « les fraudes à l'instant<sup>4</sup> ».

Une autre charge, bien plus importante encore, fut confiée à l'agent qui devait tenir ainsi à jour les listes de population des hospices : celle de régler et de contrôler scrupuleusement toutes les dépenses intérieures, sous son entière responsabilité. Auparavant, la supérieure de chaque maison s'occupait seule de ces délicates fonctions ; tous les achats et toutes les dépenses étaient faits par les Sœurs, et leur unique reddition de comptes se bornait, le plus souvent... à faire constater le vide de la

1. Même lettre.

2. *Id.*

3. Tournon donne dans sa lettre un modèle de la manière dont ces feuilles individuelles devaient être rédigées.

4. Même lettre.

caisse aux excellents membres de la Commission, qui n'avaient pas le cœur de les en blâmer. « Dans l'état actuel des choses, leur mandait Tournon, je vois bien une Commission administrative dont tous les membres rivalisent de zèle et de lumière ; je vois aussi des Sœurs, modèles de vertu et de dévouement aux intérêts des pauvres ; mais je n'aperçois pas le lien entre ces deux parties dont l'une prescrit, et l'autre exécute. Si les Dames hospitalières, se laissant entraîner par ce mouvement si doux que donne au cœur la vue des maux de nos semblables, dépassent les bornes que le budget leur aura prescrites, comment un administrateur, que ses propres affections rendent en secret complice de la violation de la règle qu'il a tracée, pourra-t-il rejeter cette dépense excédente ? Sur qui ? Sur les Sœurs ? — Elles n'ont que des vertus à offrir en gage. Cependant, j'ai prouvé la nécessité de ne s'écarter en rien des dépenses fixées... *La Commission administrative*, son nom l'explique suffisamment, est pour *administrer* ; elle n'est pas comptable, elle ne doit de compte à personne... ; sur ce point tout est encore à faire. La responsabilité ne pèse sur personne, parce qu'elle ne saurait vous atteindre... Il faut donc établir un agent véritablement responsable et inaccessible à toute autre considération qu'à celle de remplir un rigoureux devoir<sup>1</sup>. »

Le seul inconvénient que Tournon voyait à la chose était le danger de contrister trop vivement, par le bouleversement de vieilles habitudes, les Sœurs de Charité « dont les vertus, ajoutait-il, nous font une loi de ménager la délicatesse, fût-elle même excessive<sup>2</sup> ». On procéda donc dès l'abord avec ménagement et gradation ; mais peu à peu, chaque hospice eut son agent responsable, grâce à un cautionnement versé au Mont-de-Piété, et dès ce moment les abus devinrent à peu près impossibles<sup>3</sup>.

Quelle que soit l'exactitude d'une reddition de comptes, elle n'empêche point, par elle-même, les dépenses de surpasser les recettes, partant, les dettes de se former et grossir, si les unes et les autres n'ont été prévues, comparées et réglées en conséquence. « La source de l'ordre et de l'économie est le calcul présumé des besoins et des ressources d'un établissement quel-

1. Même lettre.

2. *Id.*

3. Grand rapport au Conseil général de 1822.



conque : à défaut de cette base, toute amélioration est impossible<sup>1</sup>. » Ce langage, Tournon l'avait déjà tenu aux membres de la Commission<sup>2</sup> qui se laissèrent du reste convaincre sans nulle peine; dès le commencement de 1816 ils établirent des *budgets*, très nettement rédigés, et d'avance, pour tous les hospices de Bordeaux. — Ils fixaient la population présumée de chaque maison d'après une moyenne proportionnelle à plusieurs années, indiquant « le plus approximativement possible » les dépenses à faire en aliments, en médicaments, en entretien mobilier et vêtements, en réparations générales. Et les comptables recevaient des ordres formels, nonobstant toutes les réclamations que, dans leur pitié, pourraient soulever les bonnes Sœurs, de s'en tenir aux dépenses ainsi établies. « Car, ajoutait le préfet, ces budgets seraient à peu près inutiles, si vous ne vous faisiez pas *une loi* de ne jamais dépasser la dépense nécessaire qu'ils détermineront... Je dis « *nécessaire* », car je suis certain qu'il est dans votre pensée de diminuer, par la plus sévère économie, les charges qui pèsent sur la Ville... Citoyens à la fois et administrateurs, vous saurez accorder aux pauvres tout ce dont ils ont besoin, sans perdre de vue que la ville aussi a des besoins, et que l'injustice commencerait, envers vos concitoyens, au point où la bienfaisance dépasserait de justes limites<sup>3</sup>. »

Une réforme si radicale n'alla pas sans éprouver quelque résistance dans les petits hospices du département où elle contrecarrait des habitudes et des abus invétérés. Mais tous les obstacles s'abaissèrent devant la ténacité du préfet, et dès l'année 1819, il pouvait annoncer au Conseil général « qu'il était parvenu » à les faire établir dans tous les hospices, et que dorénavant, on ne craindrait plus ni dettes ni arriérés<sup>4</sup>.

La liquidation des créances arriérées marchait de pair avec ces bienfaisantes réformes. Nous connaissons leur chiffre formidable : 508 266 francs pour les hospices de Bordeaux et 165 065 pour ceux du département<sup>5</sup>. Le nombre des comptes qu'il fallait apurer s'élevait à 79<sup>6</sup>, dont plusieurs fort compli-

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819.

2. Lettre citée.

3. Même lettre.

4. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819.

5. Cf. page 361.

6. Rapport au Conseil général de 1818.

qués. Tournon fit apporter, dès le début, tout le monceau de paperasses dans l'un de ses bureaux, et le Conseil de préfecture, « s'identifiant avec l'administration des Hospices<sup>1</sup> », entreprit ce « nouveau travail d'Hercule » avec un grand dévouement. En 1818, il ne restait plus que huit comptes à rendre, et en 1820, Tournon eut enfin la satisfaction d'annoncer au Conseil général l'entière mise à jour de cette comptabilité. « Deux ans d'efforts, disait-il, ont mis un terme à dix ans d'incertitude, et tari une abondante source d'abus<sup>2</sup>. » Malgré la disparition ou l'insolvabilité d'un assez grand nombre de débiteurs, les hospices rentrèrent dans la presque totalité de leurs arriérés, tant les réclamations et les poursuites furent énergiques et promptes<sup>3</sup>. En 1820, il n'était plus dû à ceux de Bordeaux que 57 235 francs, « et encore, ajoutait le préfet, ils se rattachent à des discussions portées devant les tribunaux<sup>4</sup>. » Le plus long à payer ses dettes fut encore le Ministre de la guerre pour les journées de soldats et de marins<sup>5</sup>. Après cinq années de persévérants efforts, la situation à ce point de vue devint donc par-

1. Rapport au Conseil général de 1818.

2. Rapport au Conseil général de 1820.

3. Ces rendements de comptes sévères n'allaient point sans récriminations, et même sans discussions aigres-douces entre la Ville et les hospices, lesquelles étonnaient le Ministre des finances. Et Tournon de lui répondre vigoureusement que... si l'Etat payait plus vite ses dettes, tout rentrerait aussitôt dans l'ordre et le calme. « Dans les discussions qui s'élèvent entre la Ville et les hospices, écrit-il, obligé de donner mon avis, je désire pouvoir être fondé à dire à la Ville que rien n'a été négligé pour apurer le recouvrement... Les hospices de Bordeaux n'ont pas été jusqu'ici suffisamment connus. J'ai scruté avec le plus grand soin tous les détails. La Ville s'étonne de leurs dépenses; l'administration des hospices se plaint de la modicité de ses revenus; la Ville et Votre Excellence elle-même opposent cette masse d'arriérés; il faut donc ou qu'ils rentrent, ou qu'on justifie l'impossibilité de recouvrer. Votre Excellence me parle d'éviter de contracter une nouvelle dette, parce que la Ville a déjà payé celle antérieure à 1813. C'est bien ce que je tâcherai d'éviter; mais il est dû aux hospices, par le Ministre de l'intérieur; de la Guerre ou de la Marine, *plus de 300 000 francs*. Il a bien fallu que les Hospices prissent la dépense sur les recettes courantes; et si cette somme leur rentrait en entier, quelle avance! mais elle ne leur rentrera qu'en inscription de Rentes... » *Arch. Nationales*, F<sup>15</sup> 1415, lettre de Tournon au Ministre des finances, 5 mars 1817.

4. Rapport au Conseil général de 1820.

5. Au 1<sup>er</sup> janvier 1820, il devait encore, pour cet objet, 16 897 francs aux Hospices de Bordeaux, 1616 francs à celui de Libourne, 4 498 à celui de Blaye et 19 874 à celui de Bazas. Même rapport.

faitement nette, et Mounier devait en exprimer au préfet, comme à la Commission, sa très spéciale satisfaction.

Par un jeu d'équilibre tout naturel, la rentrée des créances en retard, ainsi que l'ordre scrupuleux établi dans les comptes, permettait d'éteindre peu à peu les dettes anciennes, et de solder les fournisseurs impayés. Le préfet fit inscrire 360 000 francs <sup>1</sup> au budget de Bordeaux en 1816, à la fois pour le solde des cinquièmes arriérés sur les vieilles dettes de 1813, et la quote-part de la Ville aux dépenses des hospices. Cette somme devint l'allocation ordinaire et annuelle affectée à cet usage, sous Tournon <sup>2</sup>. Le gouvernement, sur les 212 000 francs qu'il devait pour les enfants trouvés, ne put guère verser directement à la caisse que 50 000 francs; le reste, soit 165 000 francs, fut inscrit en rentes de 5 p. 400 au Grand Livre de la Dette publique <sup>3</sup>. La dépense intérieure des hospices, « pour le régime économique <sup>4</sup> », selon le mot de Tournon, atteignait en année moyenne 570 000 francs (non compris les enfants trouvés mis à la campagne, et qui demeuraient entièrement à la charge du département <sup>5</sup>). Pour solder ces dépenses courantes, la Commission disposait, en dehors de l'allocation de la ville, d'un revenu (maisons, pensions, rentes, etc.) d'environ 210 000 francs. C'est vers l'augmentation de cette dernière et permanente source de bénéfices que le préfet concentra le meilleur de son zèle. La rentrée des arriérés permettait l'achat graduel de rentes qui portèrent ce revenu, de 207 200 francs au début de 1816, à 222 200 francs en 1817 <sup>6</sup>.

1. Cf. rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

2. En 1821, l'allocation ne fut cependant que 330 000 fr., somme d'ailleurs bien suffisante, vu le bon état financier des Hospices en 1820 et 1821. — Cf. *Arch. de Gévelard*, « Comptes des recettes et dépenses de la Ville de Bordeaux pour l'année 1821, et suite des comptes des années 1817, 1818, 1819 et 1820 ».

3. La loi du 26 avril 1816 faisait des créances des hospices sur le gouvernement et le département des créances sur l'Etat.

4. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819.

5. Les chiffres exacts de ces dépenses furent : en 1815, 576 504; en 1816, 578 059; en 1817, 568 144; en 1818, 544 317; en 1819, 556 506; en 1820, 553 756; en 1821, 558 866. (Rapports de Tournon aux divers Conseils généraux.) — On remarquera que, malgré l'augmentation des pensionnaires des hospices, les grandes améliorations introduites, et l'augmentation du nombre des enfants trouvés, ces dépenses baissèrent, de 1815 à 1821, de près de 30 000 francs.

6. Cf. rapports de Tournon au Conseil général de 1816 et 1817.

Une intelligente et fructueuse opération que Tournon conseilla vivement à la Commission, et dont il obtint autorisation du roi en octobre 1817, vint l'accroître encore de sensible manière : la vente des plus vieilles maisons que les hospices possédaient à Bordeaux, et le placement du capital en provenant au Mont-de-Piété. « Ces propriétés, disait-il, sont toujours sujettes à faire éprouver des non-valeurs soit par défaut de location, soit par des réparations qui excèdent les produits <sup>1</sup>... Que si on objecte que ces établissements, qui ne meurent pas, doivent être préférablement dotés en immeubles dont la valeur se nivelle avec celle de l'argent qu'en capitaux que le temps détériore nécessairement, on répondra que, sur les économies qui pourront être faites facilement sur l'accroissement des revenus, on devra, avec le temps, acquérir des immeubles, mais d'une nature plus conforme aux intérêts des hospices que le sont de vieilles maisons. En établissant l'ordre dans l'administration, en diminuant ses dépenses, en accroissant ses revenus, nous aurons fourni aux administrateurs futurs les moyens de refaire lentement, mais constamment, la dotation immobilière des établissements de Charité que la Révolution a dépouillés des dons accumulés par la pieuse prévoyance de nos pères <sup>2</sup>. » Les maisons ainsi vendues donnèrent, en 1817, un capital de 292 517 francs, et en 1818 de 124 182 francs, qui fut placé à un taux très avantageux.

Parallèlement à cette augmentation de revenus, une notable diminution dans les dépenses de toutes sortes vint apporter à la réforme un complément nécessaire et précieux. Car c'est là « que se trouvaient les grands abus <sup>3</sup> ». En premier lieu, on réalisa une économie appréciable sur les dépenses générales d'entretien de tous les bâtiments hospitaliers que le préfet trouvait très exagérées. « On peut, affirmait-il, les diminuer beaucoup, et par les soins d'agents fidèles, et par l'adoption d'un bon mode de réparations <sup>4</sup>. » Il divisa donc ces sortes de travaux en deux catégories : ceux *nécessaires* chaque année, le bon état des toitures et des murs, le « blanchissage » des chambres, les réparations aux portes et fenêtres..., et ceux qu'il nommait

1. Rapport au Conseil général de 1820.

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

3. Lettre à la Commission, citée.

4. *Id.*



ouvrages *accidentels*<sup>1</sup>. Pour les premiers, il fit adopter le moyen suivant : les architectes dressaient un état des différents ouvrages, maçonnerie, charpente, serrurerie... L'administration, après avoir prévenu le public par affiches, recevait des ouvriers de chaque profession des soumissions cachetées, et choisissait les offres les plus avantageuses. L'élu devenait pour un temps son serrurier, son maçon, son « blanchisseur ». « Une surveillance éclairée<sup>2</sup> » devait facilement montrer si chacun remplissait ses obligations, et les clauses du cahier des charges étaient là pour l'y contraindre, au besoin. Quant aux grands travaux de circonstance, un seul mode devait être adopté : les adjudications publiques, avec visite très sévère de la besogne accomplie<sup>3</sup>. Auparavant, tout se faisait, en la matière, au petit bonheur des ressources et des besoins les plus urgents, sans règle fixe ni suffisant contrôle.

Les frais d'intérieur surtout appelaient d'immédiates réformes et une économie « *sans laquelle leur existence allait nécessairement être compromise*<sup>4</sup> ». Les « dépenses d'entretien de l'immense population des hospices, ne craignait pas d'affirmer Tournon, se sont élevées, ces dernières années, à une somme énorme qui, divisée par le nombre de journées que les individus secourus ont passé aux hospices, porte la dépense de chacun d'eux à un taux sans exemple dans le royaume... chiffre d'autant plus fort... qu'il n'a été fait, dans cette année, presque aucune dépense pour les réparations de bâtiments ou l'accroissement du mobilier<sup>5</sup>. » La principale cause, selon lui, de ce taux surélevé, provenait des « achats par économie faits journellement par les excellentes Dames hospitalières », système qui laissait tout dans l'incertitude, « livré aux chances d'accroissement de prix », et aussi, pensait en lui-même notre

1. Lettre à la Commission, citée.

2. *Id.*

3. *Id.*

4. *Id.*

5. Même lettre. — « En effet, ajoutait-il, en 1814, chaque journée a coûté environ :

|                                          |       |
|------------------------------------------|-------|
| A Saint-André. . . . .                   | 1, 36 |
| Aux Incurables. . . . .                  | 1, 54 |
| A la Bienfaisance. . . . .               | 1, 03 |
| Aux Aliénés. . . . .                     | 1, 43 |
| A la Maternité. . . . .                  | 1, 63 |
| Aux Enfants trouvés (intérieur). . . . . | 1, 08 |
| (extérieur). . . . .                     | 0, 28 |

préfet, aux volontés individuelles des Sœurs, à leurs pieuses fraudes, à leur charitable compassion envers les malheureux. « Ce système, ajoutait-il, s'est introduit dans nos établissements parce qu'il fallait bien, à défaut de crédit — ils n'en avaient, de fait, plus du tout — recourir à celui que donnent les Dames hospitalières : la confiance en leurs vertus. C'est à ce crédit, tout fondé sur des bases surhumaines, que vous avez dû *la conservation de l'existence des hospices*. Mais il faut se hâter de décharger ces Dames des soins multiples auxquels le système d'achat par économie les a assujetties, et des fastidieux détails d'une comptabilité étrangère à leur institution. Vous allez donc vous hâter de passer des adjudications pour toutes les fournitures<sup>1</sup>. » — Ces adjudications eurent lieu aussitôt, les unes par quantité déterminée pour certains objets, les autres avec obligation de ne livrer qu'à mesure des demandes, et de qualité égale à un échantillon déposé. Ce dernier mode avait le grand avantage de laisser aux fournisseurs les soins et les risques de la conservation, jusqu'au moment du besoin<sup>2</sup>. Par une délicatesse à lui bien naturelle, afin de ménager la susceptibilité des Sœurs, et d'adoucir la transition, Tournon les « fit prier » de continuer l'achat des petits articles de consommation difficiles à donner en entreprise, et voulut qu'une somme mensuelle leur fût attribuée à cette intention.

Le point délicat, et même douloureux entre tous, résidait dans la fixation d'une moindre quantité d'aliments pour chaque malade. « Ici, avouait Tournon, les difficultés s'accroîtront, car la pitié luttera contre l'esprit d'économie, et la bienfaisance armera contre nous nos propres sentiments. Il faut, pour parvenir à vaincre ces obstacles, se remplir de cette vérité que les bienfaits qu'une administration répand sur les indigents ne doivent pas être le résultat d'un mouvement désordonné de pitié, mais la suite de sages calculs dans lesquels les intérêts de toute espèce d'une grande cité sont pesés et garantis<sup>3</sup>. » On ne fit pas appel en vain, dans la circonstance, à l'esprit d'incomparable dévouement et à la délicate habileté des Sœurs pour faire accepter de tous les nouvelles rations diminuées et exacte-

1. Lettre à la Commission, citée.

2. *Id.*

3. *Id.*

ment fixées pour chaque sorte de malades, car la Commission ne s'était arrêtée, dans ces pénibles mais indispensables retranchements, « qu'au point où l'humanité lui paraissait une borne<sup>1</sup> ».

Une source nouvelle de bénéfices, et tout imprévue pour la Commission, vint bientôt s'ajouter à ceux provenant de l'augmentation des recettes et de la diminution des dépenses : le produit des travaux exécutés à l'intérieur même des hospices. « Je cherche vainement ce produit dans vos comptes, disait Tournon à la Commission étonnée. Je vois cependant une foule de bras qui seraient susceptibles d'être mis en œuvre. Ne pourrait-on pas, dans une ville qui manque de presque toute espèce de manufacture, tirer parti de ces bras<sup>2</sup> ? » — Le conseil portait en lui les éléments de trop grands avantages pour n'être pas suivi. Quand un peu d'ordre eut été introduit dans l'ensemble, et les réformes amorcées, Desfourniels et ses collaborateurs se mirent à l'œuvre avec une entraînante ardeur : tous les bras valides<sup>3</sup> reçurent un emploi utile, au grand avantage de l'ordre, de la moralité et de l'économie.

Les résultats de tant d'habiles réformes et de si vigoureux efforts, à ne les considérer d'abord qu'en bloc, furent véritablement surprenants. — La mortalité des enfants trouvés, de 452 sur 801 en 1815, tomba brusquement, grâce aux nourrices que des gages régulièrement payés amenèrent nombreuses, à 125 sur 806 exposés en 1816<sup>4</sup>; et cette magnifique « économie d'hommes<sup>5</sup> » qui en résulta suffirait seule pour souligner d'un trait glorieux l'administration de Tournon. Dès 1818, toute la dette des

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817. — Voici la quantité nouvelle d'aliments fixée pour les diverses maisons :

|                             | <i>Pain</i>               | <i>Vin</i>                 | <i>Viande.</i>            |
|-----------------------------|---------------------------|----------------------------|---------------------------|
| A Saint-André . . . . .     | 16 onces $\frac{33}{100}$ | $\frac{44}{100}$ bouteille | 10 onces $\frac{25}{100}$ |
| Aux Incurables              | 18 onces $\frac{23}{100}$ | $\frac{55}{100}$ bouteille | 6 onces $\frac{65}{100}$  |
| Bienfaisance et Maternité . | 20 onces $\frac{96}{100}$ | $\frac{20}{100}$ bouteille | 2 onces $\frac{86}{100}$  |

Même rapport.

2. Lettre citée.

3. Cf. pour le détail, chapitre suivant.

4. Tableau comparatif présenté par Tournon au Conseil général de 1821.

5. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819.

hospices était soldée ; en 1821, les antiques et formidables arriérés liquidés, et « les moyens fournis aux administrateurs futurs de refaire constamment la dotation immobilière <sup>1</sup> » de chaque maison. Que l'on examine le tableau <sup>2</sup> si éloquent des budgets pour tous les hospices de la Gironde en 1820, budgets qui se chiffrent par un bénéfice de 76 198 francs pour ceux-là seuls de Bordeaux, et que l'on compare avec le déficit effrayant de 1815 : cette constatation en dira plus long que n'importe quelle phrase admirative. En outre, des réparations, des améliorations considérables pour chaque maison <sup>3</sup> venaient s'ajouter à ce remarquable apurement financier <sup>4</sup>.

Aussi, notre préfet pouvait-il résumer tant de bienfaits par ces fières paroles au Conseil général de 1822 : « Enfin, au bout

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819.

2. Résultat des Budgets des Hospices pour 1820

| Noms des hospices | Recettes extraordinaires | Recettes ordinaires | Total      | Dépenses   | Excédent des recettes | Excédent des dépenses | (1) Provient d'un placement de capital de 3 100 francs. |
|-------------------|--------------------------|---------------------|------------|------------|-----------------------|-----------------------|---------------------------------------------------------|
| Bordeaux . . .    | 76 112,88                | 553 842 »           | 629 954,88 | 553 756 »  | 76 198,88             |                       |                                                         |
| Cadillac. . . .   | 18 618,31                | 48 919,79           | 67 538,10  | 57 765,87  | 9 972,23              |                       |                                                         |
| Libourne . . .    | 12 472 »                 | 10 192,82           | 22 664,82  | 24 366,48  | » »                   | 1701,66(1)            |                                                         |
| Sainte-Foy . . .  | 4 971,92                 | 2 887 »             | 7 858,92   | 4 993,88   | 2 865,04              |                       |                                                         |
| La Réole . . .    | 1 162,22                 | 3 998,24            | 5 660,46   | 5 678,60   | » »                   | 18,14                 |                                                         |
| Saint-Macaire .   | 3 581,88                 | 1 900,66            | 5 482,54   | 4 048,11   | 1 434,43              |                       |                                                         |
| Monségur . . .    | 1 367,63                 | 2 887,27            | 4 254,90   | 3 63,08    | 891,82                |                       |                                                         |
| Blaye . . . . .   | 12 556,68                | 18 399,98           | 30 956,66  | 22 442,39  | 8 514,27              |                       |                                                         |
| Bazas . . . . .   | 22 516,52                | 3 641 »             | 26 157,52  | 16 235,16  | 9 922,36              |                       |                                                         |
| Langon . . . .    | 664,85                   | 2 493 »             | 3 157,85   | 2 967,51   | 190,34                |                       |                                                         |
| TOTAUX . . .      | 154 524,89               | 649 161,76          | 803 686,65 | 695 417,08 | 109 989,37            | 1 719,80              |                                                         |

Rapport de Tournon au Conseil général de 1821. — L'hôpital de Libourne, qui paraît avoir un déficit, possédait en 1819 un excédent de 6 481 francs, et celui de La Réole de 77 fr. 70. (Cf. Conseil général de 1820.) — Tous les hospices du département avaient donc, en 1820, des excédents de recettes en caisse.

3. Cf. chapitre suivant.

4. Les hospices de Bordeaux, ainsi aiguillés fortement sur la voie de l'ordre et de l'économie, allaient y progresser de remarquable manière. En 1825, quand fut enfin résolue la question du nouvel hôpital, ils purent affecter à la dépense commune 520 000 francs provenant de Rentes sur l'Etat qu'ils possédaient. (Ces rentes furent remplacées par une rente perpétuelle égale que constitua en leur faveur la ville de Bordeaux.) — Cf. *Arch. de Gênelard*, lettre de la Commission des Hospices à Tournon, 29 mars 1825.



de six années, les hospices, libérés de leurs dettes, ont vu leurs bâtiments, leurs mobiliers réparés, la lingerie, les vêtements pour ainsi dire recréés, le sort des malades sensiblement amélioré, et ils possèdent dans leurs magasins un approvisionnement de plus de 100 000 francs<sup>1</sup>. »

Un dernier résultat que Tournon prisait fort pour la gloire de sa bonne ville de Bordeaux sortit naturellement de tous les autres : la brillante renommée de ses hospices qui s'étendit dans tout le Sud-Ouest, et même dans la France entière. Chaque étranger de marque qui venait à Bordeaux voulait les voir. « Le duc de Gloucester, écrit notre préfet à Lainé, qui a tout visité avec l'attention la plus soutenue et un vif intérêt, a témoigné son étonnement et une grande admiration pour nos établissements de charité<sup>2</sup>. » Il en fut de même de Canning en 1816, du duc de Richelieu en 1819, du duc de San Carlos en 1821. Les préfets des environs le priaient d'accepter de leurs malades dans ses hôpitaux, ou lui demandaient ses avis pour réformer les leurs. — Celui des Basses-Pyrénées veut des modèles sur la manière dont receveurs et administrateurs doivent rendre des comptes<sup>3</sup>. Celui du Gers, qui ne possède aucun établissement pour recevoir des indigents incurables, le supplie d'en admettre à Bordeaux, et Tournon se voit, malgré lui, contraint de refuser<sup>4</sup>. Celui de la Haute-Vienne lui réclame des instructions sur les traitements en usage dans son asile d'aliénés<sup>5</sup>. — Ce dernier établissement surtout fait rayonner au loin sa réputation, et lui attire de multiples demandes d'entrées<sup>6</sup>. Lainé même, qui connaît cette

1. Grand rapport au Conseil général de 1822.

2. *Arch. de Gévelard*, lettre du 12 août 1818 à Lainé, et *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre du 12 août à Decazes. — Cf. *Mémorial* du 12 août 1818. « Le duc de Gloucester, y lisons-nous, a vu avec le plus grand détail les hospices des aliénés et des Enfants trouvés : il a donné des preuves réitérées de sa satisfaction », satisfaction à laquelle il joignit d'abondantes aumônes.

3. Cf. *Arch. départementales de la Gironde*, série M, 1 liasse, correspondance du préfet avec les préfets étrangers 1809-1837. — Tournon lui répond par une lettre de quatre pages.

4. *Id.*, lettre du 24 juillet 1818, et réponse de Tournon le 30 juillet.

5. *Id.*, lettre du 10 mars 1817. — Tournon lui répond (3 avril) en envoyant une notice : « Cet établissement, par sa position, son régime économique et son administration intérieure, fixe avec raison l'attention des étrangers, et mérite de servir de modèle aux établissements de ce genre. »

6. Elles sont nombreuses dans cette liasse.

célébrité, le fait visiter avec soin, et, après s'être assuré qu'il est vraiment « le mieux disposé et le mieux tenu des établissements de ce genre en Europe<sup>1</sup> », veut l'agrandir et le mettre sur un pied tel qu'il devienne une maison « centrale pour la guérison des maladies mentales » de toute la région<sup>2</sup>. — Bref, la préfecture de Tournon n'apporta pas seulement de notables améliorations aux hospices de la Gironde : elle fut pour eux l'époque d'une *véritable et définitive résurrection*.

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819.

2. Cf. *Arch. Nationales* F<sup>15</sup> II Gironde, lettre de Tournon à Lainé, 4 novembre 1818.

## CHAPITRE II

### AMÉLIORATIONS PARTICULIÈRES A CHAQUE ÉTABLISSEMENT

- I. L'hospice de la Manufacture; nouveaux déficits en 1816 et en 1817; Tournon obtient du Conseil général leur liquidation; augmentation du nombre des enfants trouvés; motifs de la prédilection de Tournon pour cet établissement. — L'hospice des Aliénés de Bordeaux; sa bonne tenue fait l'orgueil du préfet; augmentation rapide du nombre de ces infortunés; inquiétudes de Tournon; ses moyens d'y pourvoir. Les autres hôpitaux de Bordeaux.
- II. Les sourds-muets; améliorations diverses apportées à cette maison. — « Les vénériens »; absence complète de bâtiment pour les loger à l'arrivée de Tournon; il obtient pour cet usage le Guet-à-cheval. — Le Mont-de-Piété; la catastrophe financière de 1818; les hospices acquièrent la totalité de ses actions.
- III. Les hospices du département; leur situation devient rapidement satisfaisante. — L'hospice de Libourne; Tournon ne peut obtenir sa reconstruction. — L'hospice des fous de Cadillac; l'indépendance de Sœur Vincent; restauration financière; augmentation des aliénés et moyens employés pour y subvenir.

Un rapide examen des améliorations apportées à chaque établissement prouvera mieux encore et les difficultés et la beauté d'un tel relèvement. A Bordeaux, d'abord, les Enfants trouvés, qui étaient pour la grosse part dans les dettes et les arriérés constatés, allaient causer de nouveau, alors que tout marchait par ailleurs vers la réforme et l'ordre, une grave alerte. Par suite du renchérissement général des vivres, et surtout par l'insuffisante allocation du Conseil général, les hospices eurent, de ce fait, un déficit, en 1816 de 42 041 fr., et en 1817 de 85 446 francs<sup>1</sup>. Une loi d'avril 1816 classait ces

1. Rapports de Tournon au Conseil général de 1817 et de 1818.

malheureux enfants en deux catégories : ceux élevés à l'intérieur des hospices et qui demeuraient à leur charge, par conséquent à celle de la ville, et ceux nourris à la campagne dont les frais étaient mis en entier au compte du département<sup>1</sup>. Cette dernière dépense s'éleva, en 1816, à la somme de 142 011 francs. Or, le Conseil général de cette année-là, sous prétexte que la population des Enfants trouvés venait surtout des départements étrangers, lesquels, selon lui, devaient concourir à leur entretien, et aussi pour marquer son vif mécontentement de la nouvelle loi, ne vota que 100 000 francs de subvention, d'où la perte indiquée que la Commission ne put couvrir. En 1817, nouvelle aggravation. Par suite de la famine générale, le déficit monta à 85 446 francs. Cette somme se divisait en deux parties : l'une de 42 347 francs pour « les enfants intérieurs », donc à la charge de la ville. Tournon y pourvut tant bien que mal en négociant des rentes qui appartenaient aux hospices, le Conseil municipal ne pouvant rien fournir. L'autre de 43 099, qui était de nouveau causée par l'insuffisante allocation du Conseil général<sup>2</sup>.

La Commission sentit revenir le désespoir de 1815. Elle prévoyait qu'un nouvel abîme allait se creuser dans ses budgets, s'accroître chaque année, d'autant plus fortement que le nombre des enfants trouvés mis à la campagne s'augmentait par l'habileté même des soins que prescrivait Tournon<sup>3</sup>, et qui diminuaient leur mortalité. L'excès de tout ce dévouement allait-il donc se tourner en mal ? Leur unique ressource fut encore de s'adresser au préfet. « Témoin de vos efforts pour ramener l'ordre dans l'administration des hospices, leur répond ce dernier, je puis, mieux que personne, sentir la peine que doit vous causer le nouveau déficit qui vous menace... Heureux-

1. Dans le service antérieur, cette dernière dépense était supportée concurremment par le département et la commune.

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1818.

3. Il ordonnait aux maires une surveillance attentive et une continuelle sollicitude pour les enfants trouvés placés dans leur commune : « Avant de délivrer des certificats aux personnes auxquelles les enfants ont été confiés, vous aurez l'attention de vous assurer que ces enfants ont été nourris et entretenus convenablement. Vous devez surtout veiller à ce qu'en cas de maladie les soins ne leur manquent pas. C'est un devoir trop conforme à vos sentiments d'humanité pour avoir besoin de le recommander à votre zèle. » *Arch. Nationales*, ADXIX<sup>1</sup> 24, circulaire aux maires, 20 février 1817.



sement, les efforts que vous allez tenter de nouveau seront secondés par une administration qui partage toute votre sollicitude; c'est à cet accord que sera due la fin heureuse de cette nouvelle crise<sup>1</sup>. » — Comme premier remède, il mit d'abord à sa disposition la somme totale due par le département pour le dernier semestre de 1817; et, en 1818, après avoir placé le Conseil général en face du fait accompli, il lui exposa l'état des choses, avec de si catégoriques et lumineuses réclamations, que celui-ci se décida, une fois pour toutes, à voter intégralement les dépenses qui incomberaient désormais au département<sup>2</sup>.

C'était d'autant plus important que le nombre des enfants trouvés allait s'augmenter rapidement chaque année, et passer de 2 082 en 1815 à 3 092 en 1820<sup>3</sup>; la dépense monta de 142 472<sup>4</sup> à 212 008 francs<sup>5</sup> pour les mêmes années. Mais Tournon a bien soin de faire remarquer que cet accroissement de population n'est pas dû à un accroissement égal des enfants exposés (801 en 1815, 837 en 1820); il provient presque tout entier des meilleurs soins à eux donnés dans l'hospice, et qui fournissent ainsi un *gain annuel de plus de quatre cents vies humaines*. « L'effet de cette cause, disait-il au Conseil général de 1819, aura pour terme l'époque où les enfants ayant atteint leur douzième année, et cessant d'être à la charge du département, le nombre des sortants égalera celui des rentrants. Jusque-là, il faut accepter le fardeau qui vous est imposé, en nous félicitant des dépenses, résultat de ces économies d'hommes<sup>6</sup>. » Il partageait du reste entièrement l'opinion du Conseil sur la grande part qui revenait aux départements voisins dans l'exposition des enfants trouvés, et tenait à ce que

1. *Arch. Nationales*, F<sup>13</sup> 448. Lettre de Tournon à la Commission des Hospices de Bordeaux, 30 septembre 1817. La lettre de la Commission à Tournon est du 16.

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1818. — Le Conseil général ne voulut point, cependant, solder les dettes déjà faites avec les finances du département. Il mit à profit la loi du 15 mai 1817 qui appelait les communes au paiement du déficit en la matière, et établit qu'il serait payé en quatre annuités, jusqu'à concurrence de deux tiers pour la ville de Bordeaux, et de un tiers pour les communes rurales.

3. Cf. rapport de Tournon au Conseil général de 1821.

4. Rapport de Tournon au Conseil de 1816.

5. *Id.* de 1821.

6. *Id.* de 1819.

Bordeaux n'eût point une réputation trop mauvaise au point de vue de la morale<sup>1</sup>.

Cette maison de la Manufacture demeura toujours, chez lui, entre les divers établissements charitables, le favori, et, si l'on peut dire, le privilégié. C'est là qu'il avait établi tous les dépôts, tous les ateliers pour les autres hospices. Dès l'hiver de 1817, au premier renchérissement des vivres, une boulangerie centrale y fut construite, au moyen de prêts que firent les membres de la Commission<sup>2</sup> eux-mêmes. Cette boulangerie, « exploitée par les enfants sous la direction d'une respectable Sœur<sup>3</sup> », put fournir, durant ces calamiteuses années de famine, du pain à toutes les maisons, « au taux moyen de 18 centimes 64/100 la livre<sup>4</sup>, économie très appréciable puisque, dans ce même temps, les autres Bordelais le payaient jusqu'à 0 fr. 25, et que le blé valait de 35 à 40 francs<sup>5</sup>. Aussi, devant les magnifiques résultats obtenus, et dès le début de 1818, on reconstruisit toute une aile de ce même et beau bâtiment de la Manufacture, pour le disposer en magasins, en salle d'école et en ateliers de tous genres<sup>6</sup>. La façade intérieure récrépie et badigeonnée, la cour plantée d'arbres mirent un peu de joie, et comme du soleil, dans le cœur de ces pauvres abandonnés. Chaque enfant apprit un métier. Il y eut

1. Il écrivait à Lainé à ce sujet : « Je ne ferai point l'éloge des mœurs de Bordeaux ; mais ce serait en donner une bien mauvaise idée que d'assurer que les enfants naturels sont dans le rapport de 1 à 3 avec les enfants légitimes..., en année commune de 2000 à 2200. On est donc forcé de convenir qu'une grande partie de ces enfants exposés viennent des départements voisins. » (*Arch. Nationales*, F<sup>15</sup> II Gironde, lettre du 8 mars 1817.) — « Je puis vous donner l'assurance, ajoutait-il dans une autre lettre (F<sup>15</sup> II Gironde, 7 mars 1818), que j'ai employé, pour diminuer le nombre des expositions, tous les moyens qui ne sont pas contraires à l'institution des maisons d'enfants trouvés, et qui ne feraient pas craindre la multiplication des infanticides. »

2. Grand rapport de Tournon au Conseil général de 1822. — La formation des divers ateliers dans les hospices contrariait trop de vieilles habitudes pour ne pas rencontrer d'obstacles. — Dans un très volumineux rapport (112 pages) de la Commission à Lainé sur la gestion des hospices de Bordeaux en 1817, on lit à propos de ces ateliers : « M. le Préfet a bien voulu aider la Commission à surmonter les difficultés qu'elle avait à combattre. Une persévérance soutenue de sa part a vaincu des préjugés et déraciné d'anciennes habitudes. » *Arch. Nationales*, F<sup>15</sup> II Gironde.

3. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

4. *Id.*

5. Cf. page 129.

6. Grand rapport de 1822.

« des tonneliers, des menuisiers, des tailleurs, des cordonniers<sup>1</sup> ». Un cellier fut préparé dans lequel on put conserver longtemps le vin nécessaire à la consommation, « au grand avantage des malades<sup>2</sup> ». De vastes greniers reçurent à la fois l'approvisionnement de toute une année. On établit un « magasin central d'étoffes<sup>3</sup> », qui fournit bien meilleur et moins cher. L'administration joignit enfin à tout cela une biscuiterie<sup>4</sup>; et Tournon pouvait donner, dans son grand rapport au Conseil général de 1822, cette suggestive affirmation : « C'est par les enfants (de la Manufacture) que le pain est fabriqué..., les soins donnés aux vins..., tous les vêtements, les souliers, les sabots, et les objets de menuiserie préparés. » Un immense lavoir aux Incurables permit le nettoyage en grand du linge des divers établissements<sup>5</sup>.

Tournon voulait encore que le progrès moral surpassât le mieux-être physique qu'il s'efforçait de leur procurer. « Il faut de plus, disait-il, que leur cœur soit formé à la vertu, et que leur esprit reçoive un développement sans lequel l'ouvrier ne gagne, en exerçant son imparfaite industrie, que de quoi vivre misérablement. Le premier de ces soins est rempli admirablement par les respectables Sœurs qui dirigent l'hospice. On pouvait désirer quelque chose sous le deuxième rapport, non par la faute des instituteurs, mais par l'imperfection des méthodes<sup>6</sup>. » Et voilà pourquoi, en même temps qu'il

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

2. Grand rapport de 1822.

3. Rapport au Conseil général de 1818.

4. Les fondateurs ou bienfaiteurs de la biscuiterie formaient un Conseil qui administrait cet établissement, en dehors du comptable de l'hospice. Le Comité comprenait Tournon, de Gourgues, Desfourniels, Ravez et Louis Fabre, lesquels souscrivirent chacun pour une somme de 1000 francs, remboursable sans intérêt. — La supérieure des Enfants-trouvés prêta elle-même 5000 francs. Les bénéfices devaient tous être intégralement affectés à cet hospice. Cf. *Arch. Nationales*, F<sup>13</sup> 448, lettre de Tournon à Lainé, 28 novembre 1816. Tout le projet du règlement de la biscuiterie se trouve dans ce carton. — Mais auparavant, Tournon avait eu à résoudre les multiples objections de la municipalité, toujours craintive, dont le maire se fit le porte-parole (dangers d'incendie, de concurrence désastreuse, de faillite, etc.). Il y réussit pleinement. (Cf. *Arch. départementales de la Gironde*, série X, hospices, liasse transactions-échanges 1802-1884, lettre de Tournon au maire, 18 novembre 1816, et lettres du maire.) — L'œuvre fut autorisée par Ordonnance du 26 février 1817.

5. Grand rapport de 1822.

6. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

faisait apprendre à ces jeunes bras un métier manuel, pour les mettre plus tard à l'abri de la misère et les rendre utiles à la société, il commença dans cette maison le premier essai à Bordeaux de l'*Enseignement mutuel*, objet de toutes ses faveurs, et qui produisit, de l'avis même des visiteurs, de merveilleux résultats. « Nous y avons essayé, disait-il à ce sujet, la méthode d'instruction qui, inventée en France et négligée comme toutes les choses nouvelles, a dû, pour être appréciée par nous, recevoir en Angleterre une sorte de sanction, et nous revenir sous une dénomination britannique. 80 enfants ont été confiés à un maître qui, après avoir reçu à Paris les instructions nécessaires, nous a offert ses services gratuits. Vous pourrez juger, Messieurs, en vous faisant rendre compte des degrés d'instruction de ces enfants et en les examinant vous-mêmes... de la bonté de la méthode <sup>1</sup>. »

Si l'hospice des Enfants-trouvés gardait les faveurs de Tournon, celui des Aliénés faisait, entre tous, son orgueil. C'est là qu'il menait de préférence les étrangers auxquels il voulait montrer le plus bel échantillon des œuvres hospitalières de son chef-lieu. Sa bonne tenue proverbiale, sa propreté méticuleuse, « l'étonnant esprit d'ordre <sup>2</sup> » qu'y faisait régner la très distinguée supérieure, Sœur Catherine, la grande réputation d'habileté de l'éminent docteur RÉVOLAT le rendaient en tous points digne d'admiration. — Mais cette légitime fierté qu'en tirait le préfet fut vite compensée par les terribles soucis que lui causèrent son exigüité et l'entassement des malades, coïncidant avec une augmentation étrange et rapide des maladies mentales. « Cette affreuse affection, avouait-il avec douleur au Conseil général de 1820, devient chaque jour plus commune. Il est absolument nécessaire d'accroître les maisons qui les reçoivent... pour donner asile à ceux qui sont dans les prisons ou dans leur famille, et qui y portent le trouble et l'effroi... <sup>3</sup> »; et à chaque réunion du Conseil, ce sont les mêmes paroles d'inquiétude. Dès 1816, la maison se composait de 68 loges, et les aliénés y furent, à certain moment, au nombre de 104 ! — Ces loges étaient réservées aux pensionnaires payants <sup>4</sup> ;

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

2. *Id.*

3. *Id.* de 1820.

4. Dans l'hospice des aliénés de Bordeaux, le taux de la journée était



on entassait les autres au mieux, dans des chambres communes.

Mais les plus à plaindre parmi ces malheureux étaient les fous arrêtés par mesure de police. Un dépôt spécial réservé pour eux à l'hospice regorgeait de ces hôtes dangereux. Le conseiller de préfecture Letellier, chargé de ce service dont il s'acquittait, du reste, avec un admirable dévouement, se vit contraint d'en placer un grand nombre à la prison du fort du Hâ, au grand détriment de l'ordre et de la sécurité générale. Le sort des femmes surtout, que l'on devait comme parquer à part, était lamentable. « Le nombre des aliénés s'accroît tous les jours dans la prison du fort du Hâ, écrivait à Tournon le zélé conseiller...; je suis forcé de les mettre ensemble dans la tour dite de la Poudrière. Ce séjour est devenu inabordable par la corruption et les mauvaises odeurs qui sortent de cet endroit. Pour peu qu'elles y séjournent encore, il y a tout lieu de craindre que la plupart ne succombe dans cet affreux séjour.... malgré les soins que la bonne Sœur leur prodigue <sup>1</sup>. »

Dans sa détresse, Tournon demanda au maire le dépôt de la mairie, « si propre à recevoir provisoirement des aliénés <sup>2</sup> ». La réponse fut négative. Et toujours de Bordeaux, de la Gironde, des départements voisins, les demandes d'admissions affluaient, pressantes et motivées, qu'il se voyait contraint de rejeter, le cœur dans l'angoisse, car l'hospice de Cadillac était encombré de pensionnaires, comme celui de Bordeaux. Quel parti prendre ? — Nous avons vu que Lainé, auquel il s'ouvrit de ses

de 1,40 pour les aliénés du département à la charge des familles. Pour ceux qui désiraient des soins spéciaux dans le régime alimentaire (le régime sanitaire était le même pour tous), il y avait des pensions de 1 000 francs et 1 200 francs par an. — Les aliénés des départements voisins envoyés par Tournon aux hospices, sur la demande des familles ou des préfets, payaient 800 francs à Cadillac, et 1 000 ou 1 200 à Bordeaux, selon le régime. — *Arch. départementales*, Liasse : correspondance avec les préfets étrangers 1809-1837, réponse de Tournon, 27 septembre 1818, à une lettre du 15 septembre du préfet des Hautes-Pyrénées, qui offrait 500 francs pour la pension d'un fou de son département.

1. *Archives départementales*, liasse Hospices, rapports et circulaires, lettre de Letellier à Tournon, 17 septembre 1817. — Cf. liasse du Conseil général de 1818.

2. Même liasse, lettre de Tournon au maire, 27 juin 1820. — Devant les graves inconvénients qui résultaient de l'entassement des fous au fort du Hâ, Tournon défendit au concierge, par arrêté du 12 février 1818, de recevoir, sans sa permission expresse, aucun de ces malheureux arrêtés par la police.

douloureuses inquiétudes, résolut d'augmenter considérablement le nombre des loges de l'hospice de Bordeaux. Tournon en fit aussitôt dresser un plan détaillé qu'il lui adressa : « Votre Excellence, ajoutait-il, m'a fait connaître le désir qu'elle avait de former à Bordeaux un établissement central pour la guérison des maladies mentales, en profitant de l'établissement existant, qui est devenu célèbre depuis quelques années, par l'excellente disposition de ses bâtiments, et par les méthodes curatives employées. Je me suis occupé avec beaucoup de soin, concurremment avec la Commission administrative, de la rédaction des projets d'agrandissement, et j'ai l'honneur de vous adresser : 1° un plan de l'édifice existant et des accroissements dont il est susceptible ; 2° une élévation des bâtiments à construire ; 3° un devis approximatif de la dépense ; 4° un rapport de la Commission administrative qui expose très complètement les avantages des projets qui vous sont présentés... L'agrandissement de la maison d'aliénés de Bordeaux étant reconnu indispensable, afin d'y admettre les individus des départements voisins qui sont atteints de cette maladie, j'ai porté mon attention sur l'ensemble des terrains qui environnent la maison actuelle. J'ai reconnu qu'ils étaient bornés par des rues et par des constructions qu'il n'était pas possible de détruire. Dès lors, j'ai dû chercher, dans cet espace peu étendu et très irrégulier, le moyen de placer 150 à 160 loges nouvelles qui, jointes aux 80 qui existent, permettent de placer 240 à 250 aliénés des deux sexes. Il était essentiel que les loges ne fussent pas éloignées de l'habitation des Sœurs, et que le jardin fût conservé, parce que l'emploi qu'y trouvent les aliénés est un puissant moyen de guérison<sup>1</sup>... »

Le départ de Lainé du ministère, et, un an plus tard, celui de Decazes, rendirent stériles de si beaux plans. Tournon, « pressé par les demandes de vingt familles qui réclamaient l'admission de leurs parents<sup>2</sup> », chercha et trouva une solution. Il prit sur lui<sup>3</sup> d'autoriser la Commission des hospices à occuper toute une partie des bâtiments contigus du Dépôt de mendicité (dont n'usait pas le petit Séminaire), les usines, la buanderie, le four et autres dépendances. Le Conseil général de 1821,

1. *Arch. Nationales*, F<sup>15</sup> 1421, lettre de Tournon à Lainé, 4 novembre 1818.

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821.

3. *Id.*

auquel il soumit un plan d'agrandissement de 100 loges à prendre ainsi sur l'ex-dépôt impérial, ratifia toutes ses vues, et donna aux aliénés deux ailes et deux cours de ce bâtiment. Cela permettait de recevoir 80 à 90 pensionnaires de plus, et de porter la population totale à 200 individus des deux sexes<sup>1</sup>. « Une somme modique, ajoutait le préfet, suffira à l'exécution de ces nouvelles loges dont les plans et les devis ont été dressés avec soin par la Commission. Il conviendrait de ne garder dans cette maison que les aliénés en traitement, et d'envoyer à Cadillac ceux qui ne laissent pas d'espoir de guérison. L'hospice de Bordeaux deviendrait, par ce moyen, un vaste établissement où seraient observées, dans tous leurs périodes, les maladies intellectuelles. La maison de Cadillac, moins à portée des soins de l'administration et des secours de l'art, deviendrait un simple dépôt des aliénés incurables<sup>2</sup>. » L'idée était de réalisation facile. Mais le successeur de Tournon, de Breteuil, beaucoup plus ultra que lui, fit rétrocéder, en 1823, toute une aile et une cour au soi-disant petit Séminaire des Jésuites qui devenait un collège de plus en plus prospère, et le grand établissement central rêvé par Tournon ne put se constituer<sup>3</sup>.

Les trois autres hôpitaux de Bordeaux, celui des Vieillards, celui des Incurables et celui de la Maternité, après l'introduction des améliorations générales, ne laissaient, comme « tenue intérieure », que « peu à désirer<sup>4</sup> », selon l'expression même de Tournon. Le premier, contenant 191 vieillards, occupait l'ancienne abbaye de Sainte-Croix, édifice bien construit, remarquable par son cloître, ses corridors, ses salles, ses cours, et son jardin. Il suffisait alors pour le nombre des pensionnaires; les Sœurs de Nevers l'administraient avec intelligence<sup>5</sup>. —

1. Grand rapport de 1822.

2. Même rapport.

3. Cette rétrocession fut payée 25 000 francs à la Commission qui les employa à faire des cellules pour des pensionnaires le long du cours Saint-Jean. Jusqu'en 1845, l'asile fut ouvert aux aliénés des deux sexes. A cette époque, les hommes furent transférés à Cadillac, et l'asile de Bordeaux demeura exclusivement consacré aux femmes. En 1890, l'asile, redevenu propriété de la ville, à la suite d'un long procès, a été affecté à l'installation de l'École du service de santé de la marine, et les aliénées ont été transférées dans la banlieue de Bordeaux, sur le magnifique domaine Picon.

4. Rapport au Conseil général de 1817.

5. En 1838 seulement, le nombre des vieillards s'étant accru, on fut

L'hospice des Incurables, beaucoup trop étroit, fut agrandi d'une étendue considérable de bâtiments, d'une valeur de 20 000 francs, don généreux de la Sœur Artier, la supérieure, qui en fit une maison modèle<sup>1</sup>. — L'hospice de la Maternité occupait quatre maisons attenantes aux Incurables. Bâties dans le principe pour être des habitations particulières, elles ne répondaient pas aux conditions d'un établissement de ce genre. Tournon l'augmenta d'une salle, et fit planter la cour d'arbres ; mais il jugeait indispensable de le transférer dans un autre local plus vaste, plus commode et plus sain<sup>2</sup> ; il avait désigné à cet effet un des hôtels de la rue du Mitrail. Son départ rejeta ce projet dans l'oubli.

\*  
\* \*

En dehors des hospices proprement dits, il existait d'autres établissements se rattachant au même but de charité : les Sourds-muets, le Mont-de-Piété et le dépôt du Guet-à-cheval, qui, tous, se ressentirent de la bienfaisante administration de Tournon. — Les Sourds-muets de Bordeaux, cette magnifique création de l'archevêque Champion de Cicé, formaient le point central où le gouvernement dirigeait tous les enfants des provinces méridionales atteints de cette triste infirmité, soit de 30 à 40 départements<sup>3</sup>. Comme pour les aliénés, le nombre des demandes dépassait de beaucoup celui des admissions ; il n'y avait que 50 places disponibles, alors qu'il en aurait fallu plus de cent. La maison, directement placée sous la surveillance du préfet, et dirigée par les Sœurs de Nevers, admettait cependant « en année commune » 60 élèves, pour une dépense de 66 000 francs, toute à la charge de l'État qui payait une pension de 500 francs par individu et tous les frais d'enseignement<sup>4</sup>.

obligé d'utiliser les anciens bâtiments de service qui exigèrent de grandes réparations.

1. Cf. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821. — La donation fut autorisée par Ordonnance royale du 6 octobre 1820.

2. Grand rapport de 1822. — Ce ne fut que bien plus tard, vers 1880, que ces trois établissements, disséminés dans des quartiers populeux, purent enfin être réunis dans le magnifique hôpital général de Pellegrin (commencé en 1867).

3. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821.

4. Grand rapport à Lainé, cité. — Indépendamment des élèves du gouvernement, la maison recevait des pensionnaires à 600 francs. Cf.



On fit d'assez importantes réparations aux vieux bâtiments, « des écoles, des dortoirs furent construits ; une grille en fer clôtura le jardin ; la cour fut plantée d'arbres », des budgets réguliers introduits ; et Tournon, en annonçant ces améliorations diverses, pouvait ajouter : « Dans peu d'années, cet ancien édifice sera dans le meilleur état<sup>1</sup>. »

La question éducation surtout l'intéressa dans cet asile. Après avoir fait agrandir les ateliers, il veilla soigneusement à ce que les élèves les fréquentassent avec plus d'assiduité, « car, disait-il, l'enseignement (donné) dépasse peut-être le but qu'on devrait avoir en vue pour ces enfants, à qui la société doit des moyens manuels d'existence, et non une instruction élevée qui, trop souvent, les dégoûte des humbles métiers auxquels ils doivent s'adonner<sup>2</sup> ».

Et chaque fois qu'il parlait des améliorations à faire dans cette maison, il insistait sur la nécessité d'une instruction manuelle plus complète pour ces déshérités. C'est par un vœu de ce genre qu'il confia, en partant, à toute la sollicitude du Conseil général un établissement qu'il aimait : « Le local est évidemment insuffisant pour le nombre des malheureux qui en réclament l'entrée, lui disait-il. On ne peut parvenir à son agrandissement qu'en acquérant la maison et le jardin voisins, actuellement en vente, pour y transporter l'école des filles qui se trouverait ainsi séparée des garçons... Avec cet accroissement, on pourrait recevoir plus de 120 élèves des deux sexes, et établir des ateliers de métiers pour tous les élèves, afin qu'en quittant la maison ils ne soient pas à charge à la société<sup>3</sup>. »

Une autre catégorie d'infirmités constituait pour la société une charge beaucoup plus dangereuse que les sourds-muets : ceux atteints de maladies vénériennes. A l'arrivée de Tournon, il n'existait pas de maison pour recevoir ces malheureuses créatures qui, laissées dans le public, « y faisaient pulluler le mal

*Arch. départementales de la Gironde*, liasse : correspondance du préfet de la Gironde avec les préfets étrangers 1809-1837, lettre du préfet des Basses-Pyrénées à Tournon, 3 mai 1820, demandant des renseignements sur l'école des Sourds-et-muets qu'il a entendu vanter, — et réponse du préfet, 10 mai.

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819.

2. *Id.*, de 1820.

3. Grand rapport de 1822. — Il estimait à 50 000 francs l'achat et les frais de réparation.

dont elles étaient infectées<sup>1</sup> ». Les hôpitaux de la ville se les renvoyaient mutuellement comme des pestiférées, et les plus malades allaient se faire soigner dans l'infirmerie de la prison du Hâ<sup>2</sup>. Il y avait bien, au xviii<sup>e</sup> siècle, une « Maison de Force » où l'on guérissait les hommes et les femmes atteints de ces maux; mais durant la Révolution et l'Empire, ces bâtiments devinrent comme une annexe de l'hôpital Saint-André, par trop encombré, qui plaçait là ses convalescents. Les prédécesseurs de Tournon et le maire de Bordeaux avaient en vain réclamé, auprès du gouvernement, un local et des ressources pour mettre fin à cette lamentable situation.

Aussi, quelques semaines après son arrivée, et devant la gravité du mal, le nouveau préfet jugea-t-il nécessaire d'intervenir à son tour<sup>3</sup>. On proposait trois locaux : les bâtiments de l'hospice de Bienfaisance, l'ancienne Chartreuse et le Guet-à-cheval. « Le premier, disait le préfet, n'est pas convenablement disposé, et il serait peu décent de confondre les hommes frappés par le malheur avec ceux que la débauche, et les maladies qui en sont la suite, amèneraient dans la même maison... Quant aux bâtiments de la Chartreuse..., contigus au cimetière de la ville, ils ne présentent que des ruines, et je doute qu'une somme de cent mille francs puisse suffire pour les raccorder avec les nouvelles dispositions. Les bâtiments du Guet-à-cheval sont, au contraire, en très bon état, et quelques légères réparations suffiront pour séparer les sexes<sup>4</sup>. » — Mais ce local, primitivement bâti aux frais de la ville pour le casernement des troupes, avait été concédé provisoirement à l'administration militaire, en 1810, en vue d'y loger les soldats malades..., et la dite administration le trouvant fort commode, prétendait en jouir toujours<sup>5</sup>. Tournon soutint très énergiquement les droits de la Ville<sup>6</sup>; il réclama par trois fois à Vaublanc la prompte solution de ce délicat problème, et l'ouverture d'un

1. Grand rapport de 1822,

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>15</sup> 448, lettre de Tournon à Vaublanc. 11 novembre 1815. Longue lettre, et d'autant plus intéressante que les documents relatifs à cette question sont presque nuls à Bordeaux.

4. Même lettre.

5. Elle voulait en faire un hôpital militaire pouvant contenir 300 malades.

6. *Arch. Nationales*, F<sup>15</sup> 448, lettres du 11 novembre 1815, citée, des 16 et 26 mars 1816.

établissement qu'exigeaient à la fois « et la bonne police d'une grande cité, et la conservation des mœurs<sup>1</sup> ». Il fallut l'arrivée de Lainé au pouvoir pour accorder la prise de possession du bâtiment désiré, et établir enfin le dépôt de vénériens<sup>2</sup>. Une Ordonnance royale du 14 septembre 1816 confirma cette fondation. Elle fixait à 70 le nombre de lits à établir, 60 pour les femmes et 10 pour les hommes. Il en coûta, chaque année, 25 000 francs à la ville<sup>3</sup>.

Le Mont-de-Piété, œuvre du préfet philanthrope Dubois<sup>4</sup>, subit aussi, sous de Tournon, une importante réforme. Le décret impérial du 30 juin 1806, en confirmant son existence, avait affecté sa régie au profit des hospices de Bordeaux. Mais l'insuffisance des fonds de roulement faisait encore une nécessité du concours des actionnaires, et ceux-ci gardaient toujours le droit de surveillance, de concert avec l'administration des hospices. Il en résultait une dualité fâcheuse et des négligences dans le contrôle qui aboutirent à une véritable catastrophe. Le receveur, un sieur Penne, après avoir longtemps pratiqué des fraudes au détriment de l'institution, disparut au commencement de 1818 en emportant 217 874 francs<sup>5</sup>; de là, très grave déficit dans la caisse, et même avenir du Mont-de-Piété fortement compromis. Tournon ordonna, sans hésiter, de vendre les biens du comptable fautif, et de plusieurs agents immédiats de l'administration, qui auraient dû, par une surveillance plus active, prévenir le mal. Les fonds qu'on en retira ne suffirent pas, tant s'en faut, pour combler le gouffre. Le préfet alors, afin de placer l'établissement bien en main d'une seule direction responsable et éclairée, fit racheter par les hospices toutes les actions qui restaient encore aux mains des particuliers. On y employa les fonds provenant de la vente des maisons qui leur appartenaient, opération éminemment avantageuse, puisque les immeubles ne rendaient pas 3 p. 100 net de revenu, et que

1. *Id.* F<sup>15</sup> 448, lettre du 20 mai 1816 à Lainé.

2. La décision ministérielle est du 31 juillet 1816. Le devis des travaux à effectuer pour rendre le Guet-à-cheval propre à sa nouvelle destination se monta à 5549 francs. (F<sup>15</sup> 448.)

3. Grand rapport de 1822.

4. Il fut créé par un arrêté de ce préfet le 15 fructidor an IX (1<sup>er</sup> septembre 1801) et inauguré le 1<sup>er</sup> décembre de la même année.

5. Rapport de Tournon au Conseil général de 1818, et grand rapport à Lainé, cité.

le nouveau placement donna 9 p. 100<sup>1</sup>. Le Conseil d'administration, entièrement réorganisé, « rétablit l'ordre dans la comptabilité<sup>2</sup> » et le Mont-de-Piété devint ainsi, pour les hospices, une source précieuse de revenus<sup>3</sup>. Mais il souffrit longtemps de ce désastre ; malgré la bonne gestion de ses finances, il n'avait en caisse, au 1<sup>er</sup> janvier 1820, que 34 577 francs, somme insuffisante pour la marche régulière des prêts. On peut dire qu'il ne retrouva son équilibre budgétaire que longtemps plus tard, en 1836, par l'ouverture d'un emprunt public et permanent.

\*  
\* \*

Les hospices des arrondissements ressentirent très vite la bienfaisante influence de ces améliorations générales de propriété, d'ordre, de sévère économie introduites dans ceux de Bordeaux. « Les établissements de La Réole, Monségur, Saint-Macaire, Blaye, Bazas et Langon suffirent sous tous les rapports à leur population, pouvait dire le préfet au Conseil général ; ceux de Bazas, Blaye, La Réole sont placés dans des locaux spacieux et bien disposés... La liquidation des créances sur l'Etat a permis de payer toutes les dettes, et a laissé un accroissement dans les revenus... Tous sont maintenant au pair<sup>4</sup>. » Même le modeste hospice de Langon, malgré la modicité de ses ressources, parvenait à balancer recettes et dépenses<sup>5</sup>.

Les seuls établissements hospitaliers qui, en dehors de Bor-

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817. — Cf. Rapport de Tournon au Conseil général de 1820, et *Arch. départementales de la Gironde*, 1 liasse Hospices 1800-1888, lettres de l'administration du Mont-de-Piété.

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1820. L'Ordonnance royale autorisant ce rachat est du 29 juin 1819.

3. On a pu calculer que, de 1802 à 1847, ils encaissèrent, de ce chef, 756 081 francs. Cf. *Bordeaux, aperçu historique* par la Municipalité, t. III, p. 487.

4. Rapports de Tournon au Conseil général de 1819, 1824, et grand rapport de 1822. — Blaye et Bazas, en particulier, ne rentrèrent en possession des fonds dus par le gouvernement pour les journées de militaires que sur les énergiques réclamations du préfet (Cf. Conseil général de 1824).

5. Seul, le petit hôpital de Sainte-Foy eut, en 1819, un léger et accidentel déficit de 388 francs, et en 1820 de 400 francs. — Tournon, à ce propos, demanda au Conseil général de 1824 d'émettre un vœu motivé pour que les communes rurales fussent autorisées, soit au moyen d'économie



deux, causèrent des soucis à Tournon, furent celui de Libourne, et les Fous de Cadillac. — Le local de l'hospice de Libourne était insuffisant, mal aéré, sans cour ni jardin, sur un sol bas et humide, et dangereusement placé dans l'endroit le plus populeux de la ville<sup>1</sup>. Aucune amélioration ne paraissait réalisable aux antiques bâtiments<sup>2</sup>. Le préfet désirait vivement et s'efforça d'amener sa reconstruction totale sur un terrain mieux situé<sup>3</sup>. La ville offrait son concours, et la bonne situation financière de l'hôpital alors existant promettait une aide précieuse; des circonstances indépendantes de sa volonté firent ajourner ce plan, et Libourne n'eut son établissement neuf qu'en 1835.

L'hospice des Fous de Cadillac, comme celui de Bordeaux, devint une source particulière d'inquiétude et d'ennuis réitérés pour Tournon. Cette maison avait comme supérieure une excellente religieuse, Sœur Vincent, dont le cœur valait beaucoup mieux que l'orthographe<sup>4</sup>, mais forte tête, très indépendante, et que le préfet eut toutes les peines à plier aux réformes générales. Longtemps unique directrice responsable de sa maison, elle entendait la gérer toujours à sa guise. Il fallut beaucoup de patience et d'adresse pour la ramener aux règles communes<sup>5</sup>. Elle avait écrit, de sa propre initiative, un long Mémoire

sur leurs dépenses, soit au moyen d'une imposition volontaire, à fonder des lits dans les hospices des chefs-lieux, afin de soulager d'autant les petites villes sur lesquelles pesaient de trop lourdes charges d'hôpital.

1. Cf. rapport de Tournon au Conseil général de 1816.

2. Cet hôpital datait de 1406.

3. Cf. rapports de Tournon au Conseil général de 1820 et de 1821.

4. Quelques jours après l'arrivée de Tournon dans le département, elle lui écrivit cette lettre : « J'ai été tentée d'enfreindre vos ordres. Deux personnes se sont présentées pour placer des aliénés au compte de leur famille. Je les ai envoyées vers vous, et je vous prie de nous autoriser à les recevoir. La modicité de nos journées nous ruine cette année; veuillez y avoir égard. J'ai fait prix pour 800 fr.; n'en diminuez rien, tout est trop cher pour en demander moins. Le vin qui est un objet aussi majeur pour(ai) l'être remplacé par le cidre. On dit que cette liqueur perd de sa caleté (*sic*) à être transporté. Il faudrait le faire venir au moins de la Bretagne. — J'écris à M. Combes pour lui demander de l'argent. — Mes ouvriers ne travaillent qu'à pour donner le pain à leur famille : ils veulent être payés tous les dimanches. »

« Sœur Vincent, fille de la Sagesse. »

*Arch. départementales de la Gironde*, Liasse : asiles d'aliénés, 1816-1835.

5. Cf. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819.

au Ministre de l'intérieur (8 juillet 1815) pour « réclamer » diverses constructions dans son établissement, l'assainissement des loges..., et de l'argent. Pareil écrit avait déjà été présenté en son nom à Madame, duchesse d'Angoulême, lors de sa première visite à Bordeaux. Tournon appuya de son mieux ces demandes hardies, mais « combien justifiées ! » Les Sœurs restent même sans effets, faute de fonds<sup>1</sup>, mandait-il à Lainé. Mais tant d'autres besoins sollicitaient des secours immédiats, que ni Madame, ni le gouvernement, ne purent rien accorder. Force fut donc de s'en tenir uniquement et impitoyablement aux rigoureuses mesures d'économie imposées par Tournon à tous les hospices. — Sœur Vincent le comprit, se soumit à l'ordre, et l'établissement s'en trouva fort bien. Elle avait 10 fr. en caisse au 1<sup>er</sup> janvier 1817, 1 285 fr. en 1818, et 9 972 en 1821<sup>2</sup>.

En dehors de ces dures questions financières, le nombre sans cesse croissant des fous venait, comme à Bordeaux, ajouter encore aux soucis du préfet. En 1818, il avait fait construire 7 nouvelles loges de femmes, pour une somme de 3 003 francs. Le nombre en devint insuffisant; 88 fous s'entassaient en 1819 dans l'hôpital, « nombre bien supérieur à celui qu'il pouvait contenir d'une manière convenable<sup>3</sup> », et 93 en 1820<sup>4</sup>. Devant cette augmentation dangereuse, il fit préparer un plan pour 14 loges de plus, mais l'agrandissement projeté des Aliénés de Bordeaux suspendit ces travaux. Sur la demande du préfet, on employa les fonds votés à cette intention par le Conseil général à construire un vaste grenier pour blés et farines, ce qui donna la possibilité de faire le pain dans l'intérieur de l'établissement, et procura des « économies notables<sup>5</sup> ». — En 1827 seulement, l'adjonction de deux beaux corps de logis distincts permit de séparer les aliénés pensionnaires des deux sexes, et de désencombrer l'hôpital.

1. *Arch. Nationales*, F<sup>15</sup> II Gironde, lettre de Tournon à Lainé, 8 août 1816. — Il écrivit encore au comte de Montmorency pour qu'il intercédât auprès de Madame en faveur de cet hôpital.

2. Cf. rapports de Tournon aux divers Conseils généraux.

3. Rapport au Conseil général de 1819.

4. Sur ces 93, 66 appartenaient à la Gironde (dont 19 aux frais des parents), 26 à la Charente-Inférieure et 1 à la Loire-Inférieure.

5. Grand rapport de 1822.

## CHAPITRE III

### LA DONATION RICHELIEU ET LE NOUVEL HOPITAL

- I. — L'hôpital Saint-André est « une ruine » ; désir général qu'on a de sa reconstruction ; insistance de Tournon auprès du Conseil général. — Son plan ; il veut mettre le nouvel hôpital à la caserne Saint-Raphaël ; opposition du Conseil municipal.
- II. — Visite du duc de Richelieu à Bordeaux ; son but ; curieuse lettre de Lainé à Tournon sur ce sujet. — Le duc annonce au préfet son intention d'employer sa dotation en œuvres de bienfaisance ; ce dernier lui insinue de la laisser entière à Bordeaux. — Richelieu demande une note des plus pressants besoins de la Ville ; Tournon cite l'hôpital et des fontaines. — Visite des terrains de Saint-Raphaël. — *Lettre officielle* du duc à Tournon lui annonçant la donation totale pour Bordeaux. — Joie profonde du préfet ; ses remerciements ; Richelieu veut hâter la construction du nouvel hôpital. — Difficultés qui se présentent ; opposition du Conseil municipal ; activité victorieuse de Tournon ; pose solennelle de la première pierre du monument. — Entraves et retards nouveaux après le départ du préfet et la mort de Richelieu ; d'Haussez achève enfin le nouvel hôpital.

Entre ces bienfaits divers qu'apporta aux hospices de la Gironde l'administration de Tournon, le plus éminent — et le moins connu — demeure la fondation du nouvel hôpital Saint-André, grâce à la donation Richelieu, qu'il réussit à obtenir tout entière pour ce noble but. — Chacun dans Bordeaux à cette époque, et même depuis longtemps, souhaitait la reconstruction du vieil hôpital, fondé en 1390 par Vital Carles. C'était un désir formulé par Tournon à chaque session du Conseil général, et qui toujours se réduisait à un vœu stérile. « Nous nous sommes borné à faire des vœux pour la reconstruction de l'hôpital Saint-André, disait-il dès 1817, car il est trop pénible d'employer des sommes considérables à réparer *une ruine*...

C'est ici que toute votre attention doit se réveiller<sup>1</sup>. » L'antique bâtiment menaçait d'ensevelir les malades sous ses décombres. La toiture était pourrie, les murs fendus de lézardes, dégradés dans leur base, et plusieurs inclinaient de très dangereuse manière<sup>2</sup>. Tournon le fit visiter successivement par plusieurs architectes, et leurs rapports lui donnèrent « les plus sérieuses et les plus vives craintes<sup>3</sup> ». Que faire dans ces graves conjonctures ? Le Conseil municipal n'avait pas de fonds disponibles pour cette œuvre, et prétendait garder encore longtemps, avec des réparations, la « ruine » de Saint-André.

C'est alors que Tournon essaya de faire prévaloir le plan général qu'il rêvait, et qui permettrait, selon lui, de pourvoir dans Bordeaux à tous les divers services en souffrance. Il proposa aux ministres de placer toute la garnison au Dépôt de mendicité<sup>4</sup>, susceptible de contenir facilement les 1500 hommes exigés par la Guerre. On en retrancherait seulement les usines pour les donner aux Aliénés. De la sorte, les deux bâtiments occupés par la troupe, l'ancien petit séminaire de Saint-Raphaël et le couvent Notre-Dame seraient libres. Ce dernier, cédé à l'archevêque pour son petit séminaire, pourrait, avec quelques réparations peu dispendieuses, recevoir 200 élèves. Saint-Raphaël, changé en hôpital, pour une dépense que Tournon fixait à 280 000 francs, deviendrait apte à recevoir 500 lits, « et Bordeaux aurait enfin une maison vaste, aérée, commode », d'où disparaîtrait cette nécessité lamentable de

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

2. Cf. *Arch. de Gévelard*, extrait des registres des délibérations de la Commission administrative des hospices de Bordeaux, 11 février 1825.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>13</sup> II Gironde, lettre de Tournon à Lainé, 4 novembre 1818. Intéressante lettre. — Tournon y donne en détail ses plans sur les moyens de pourvoir dans la ville aux divers services.

4. Tournon avait d'abord le projet de placer au Dépôt l'hôpital lui-même. « Toutes les dispositions intérieures servent, disait-il, et le transport peut s'opérer presque sans dépenses. » En ce cas, on aurait agrandi d'une aile la caserne Saint-Raphaël qui aurait pu loger ainsi la totalité de la garnison. La vente des terrains et des matériaux de Saint-André aurait couvert une bonne part de toutes ces dépenses. Cf. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

Mais en 1817, Mgr d'Aviau demanda au préfet, à titre provisoire, le Dépôt, pour loger les élèves de son petit séminaire, entassés dans l'ancien couvent des Capucins, et Tournon le fit accorder très facilement par le Conseil général de 1818.



mettre jusqu'à trois malades par lit<sup>1</sup>. — Tournon complétait cet ensemble de projets par l'idée de bâtir un temple pour les protestants, un édifice pour le Musée et l'École de Peinture sur le terrain du Château-Trompette, et un beau palais archi-épiscopal, avec cour et jardin, sur le vaste emplacement occupé encore par l'hôpital Saint-André<sup>2</sup>. Selon lui, tout s'arrangeait ainsi pour le mieux. Le Conseil municipal, malgré l'avis favorable des administrateurs des hospices, ne voulut pas de Saint-Raphaël comme hôpital, et les Jésuites du Dépôt de mendicité firent jouer tous les ressorts de leur habile diplomatie pour ne pas être dessaisis du bel établissement où florissait, au lieu et place d'un petit séminaire d'abord demandé par Mgr d'Aviau, un superbe collège. Le préfet s'ingéniait donc à chercher un moyen de trancher ces difficultés, quand la donation Richelieu vint faire, du moins momentanément, s'évanouir la principale.

\* \* \*

Le duc était blessé au fond du cœur de la manière dont la pension viagère de 50 000 francs lui avait été votée. Pour oublier et se distraire, il résolut de visiter la Gironde, administrée au xviii<sup>e</sup> siècle par son grand-père. Il désirait voir en détail ce beau département et son préfet dont il admirait « la prudence et l'habileté », essayer aussi de lui être utile en ouvrant, si possible, de nouvelles relations à son commerce qu'il jugeait « timide », en améliorant ses landes qu'il estimait trop délaissées. « Il ne peut concevoir, écrivait Lainé à Tournon, qu'il existe entre Bayonne et Bordeaux d'aussi vastes terres incultes. Accoutumé qu'il est à faire cultiver et prospérer des déserts d'une autre espèce, il croit possible d'améliorer nos landes. Il pense, comme vous, que l'essentiel est d'établir des communications, et il s'est réjoui quand il a vu dans votre correspondance la possibilité de rendre un jour navigable la petite rivière de Leyre. C'est vers le bassin d'Arcachon et le port de La Teste que se tourne toute sa curiosité... Il sait combien il apprendra auprès de vous sur les contrées que vous administrez si bien ; vous êtes un des hommes en l'habileté et la prudence

1. Lettre du 4 novembre 1818 à Lainé, citée, et *Bulletin Polymathique*, t. XVIII, p. 429.

2. Même lettre.

de qui il a la plus de confiance<sup>1</sup>. » — Notre préfet le reçut en admirateur, en ami, en confident. D'après ses désirs vivement exprimés, il ne mit aucune solennité dans son accueil; le duc « avait peur des réceptions et de tout ce qui est appareil<sup>2</sup> ». En retour, il l'environna de prévenances et de délicatesses, presque toujours à ses côtés dans les nombreuses courses à travers les landes, vers les dunes, sur les bords de la Gironde, se plaisant à le renseigner sur toutes les choses de sa vaste administration. C'étaient deux nobles cœurs, avec plus d'un trait de ressemblance au physique et au moral, éminemment faits pour s'estimer mutuellement et se comprendre, dans leur réciproque amour du bien public.

Un jour, dans une promenade à cheval, alors que son voyage touchait à sa fin, Richelieu confia à Tournon combien « le marchandage » des Chambres pour sa dotation l'avait intimement froissé. Il ajouta qu'il ne voulait rien garder pour lui de la pension faite, mais la partager entre divers établissements utiles, et que Bordeaux ne serait certainement pas oublié<sup>3</sup>. Tournon alors lui insinua que « sa dotation divisée ne serait pas d'un grand secours, tandis que, donnée en bloc pour un seul établissement, elle produirait un bien immense; que Bordeaux, gouverné autrefois par son grand-père, avait des droits particuliers à sa munificence<sup>4</sup> ». Le duc goûta ces vues, et lui demanda une note écrite indiquant les principaux besoins du

1. *Arch. du château d'Avrilly*, lettre autographe de Lainé à Tournon, 25 janvier 1819.

2. *Mémoires inédits* de Tournon. — Voici le portrait physique et moral qu'il donne de lui : « Sa taille était élevée, élancée, élégante; son port noble, mais parfaitement naturel. Ses manières ouvertes, simples, gracieuses, avaient quelque chose de cavalier qui annonçait la franchise. Sa figure était belle, ses traits réguliers, son nez aquilin, mais bien proportionné, ses yeux beaux. De nombreux cheveux grisonnants se bouclaient sur sa tête. C'était un de ces hommes qu'on ne pouvait voir et oublier, et qui plaisait dès le premier coup d'œil, parce que tout en lui annonçait une âme pure, un cœur généreux. — La conversation de M. de Richelieu était solide, nourrie, et dénotait une instruction peu commune, et autant d'expérience des choses que des hommes. Rien de brillant n'échappait de sa bouche, mais toutes ses paroles étaient sensées, ses vues justes, et surtout empreintes de l'amour du bien. Enfin, si rien n'annonçait en lui un homme supérieur, tout montrait la noblesse du caractère et un esprit très au-dessus de la foule. Il me témoigna beaucoup de confiance et m'en donna une preuve touchante (la donation). »

3. Ces détails sont tirés des *Mémoires inédits*.

4. *Id.* — Les Bordelais firent au duc un accueil très sympathique. Géraud

chef-lieu. Tournon la lui composa claire et courte, en insistant sur le manque d'un hôpital convenable et de fontaines suffisantes. Il y disait : « L'état de vétusté et de dégradation de l'hôpital Saint-André fait de sa réédification le plus pressant besoin qu'éprouve la ville<sup>1</sup>. » Il énonçait ensuite les deux projets formés : reconstruire successivement Saint-André, d'après un plan régulier et sur le même emplacement, en profitant de quelques bâtiments encore solides, ou bien placer l'hôpital à Saint-Raphaël. Le premier n'était pas celui de Tournon, il objectait que « cet emplacement au centre de la ville serait peu propice à une construction nouvelle, que les travaux successifs dérangerait le service, et, par leur durée de plusieurs années, incommoderaient gravement les malades..., qu'on ne pourrait jamais élever un édifice régulier et d'un aspect satisfaisant sur ce terrain étroit » ; tandis qu'à Saint-Raphaël, on avait la certitude qu'au moyen de 300 000 francs on donnerait au bâtiment toute l'extension nécessaire. « Il est situé à l'entrée de la ville, disait la note, au centre d'un jardin. Isolé de toutes parts, il domine le quartier environnant et, en cas d'épidémie, il ne peut y avoir de crainte de communication. »

Quant aux fontaines, Tournon se bornait à exprimer le vœu des Bordelais qui « appelaient depuis longtemps » l'introduction d'une quantité d'eau suffisante pour fournir aux divers quartiers : « Avec une somme de 3 à 400 000 francs, on amènerait une belle source à la place Tourny, ajoutait le préfet, d'où elle serait conduite dans tout le quartier qui s'étend du Chapeau-Rouge à l'extrémité des Chartrons. Elle alimenterait les fontaines sur la place Louis XVI, et concourrait à son embellissement<sup>2</sup>. »

Le lendemain, après que Richelieu eut médité ces divers plans, Tournon le conduisit sur le terrain de Saint-Raphaël, et développa lui-même ses vues. Quel bel hôpital on pourrait avoir avec la caserne suffisamment agrandie, et mieux encore si les fonds permettaient d'élever un établissement neuf, là, dans l'immense jardin Coutard, si magnifiquement situé !... Richelieu

nous dit que, dans une brillante soirée que Tournon donna en son honneur, « Richelieu... s'élevait au milieu de la salle, comme un grand débris, objet de la curiosité et de l'attention générales ». *Mémoires*, février 1848.

1. *Arch. de Gênelard*, note (autographe) remise à M. le duc de Richelieu, sur sa demande, le 13 février 1849, citée.

2. *Id.*

« s'enthousiasma » de l'idée, et, dès ce moment, sa détermination fut prise. De retour chez lui, il écrivit à Tournon la lettre officielle annonçant que la donation de sa rente était tout entière pour Bordeaux et son hôpital. « C'est dans le chef-lieu du département que vous administrez, Monsieur le Comte, lui disait-il, que je désirerais voir employer les revenus de la dotation qui m'est accordée... Le souvenir de mon nom et de ma famille y est encore vivant, après un si long espace de temps... Je ne puis m'empêcher d'attribuer à la mémoire de mon grand-père une partie de l'accueil que j'ai reçu des bons habitants de Bordeaux, accueil qui restera pour toujours profondément gravé dans mon cœur. Je consacre donc, dès aujourd'hui, les revenus de la dotation qui m'est accordée à la construction d'un hôpital destiné à remplacer celui qui existe à présent, ou bien à l'augmentation des bâtiments qu'on pourrait assigner pour cet objet. Dans tous les cas, je désirerais que les plans fussent revêtus de mon approbation... Si ma vie se prolonge assez pour que la construction de l'hôpital puisse être achevée, ce qui rendrait alors les revenus disponibles, mon intention est qu'ils continuent à être employés à des établissements utiles à la ville de Bordeaux, sous les mêmes conditions. Je demande, en conséquence, qu'on s'occupe alors d'amener de l'eau dans l'une des parties de la ville qui en manquent, et que, s'il est possible, on élève une fontaine sur la promenade qui remplace le Château-Trompette. Je désire vivement, Monsieur le Comte, et je crois que ce vœu est partagé par tous les habitants de la Gironde, que votre administration se prolonge assez pour que ces plans s'exécutent sous votre direction ; je serai assuré alors de leur succès<sup>1</sup>. »

On devine avec quelle joie profonde Tournon apprit semblable nouvelle. « Je reçois, répondit-il, avec des sentiments impossibles à exprimer la lettre par laquelle vous m'annoncez que vous faites don à la ville de Bordeaux, pour la construction d'un hôpital et de fontaines publiques, des revenus de la dotation que la munificence du roi et la reconnaissance nationale vous ont décernée. Je ne puis avoir la pensée de louer une telle action : les pauvres qui bientôt vous devront un asile vous offriront les seules louanges qui puissent vous plaire. Mais qu'il me soit permis, au nom du département qui tout

1. *Arch. de Génelard*, lettre de Richelieu à Tournon, 14 février 1819.



entier ressentira cet inappréciable bienfait, au de nom la ville qui, par son respectueux attachement à votre nom, a mérité d'être choisie par vous pour objet de votre généreux abandon, qu'il me soit permis de vous témoigner la plus vive reconnaissance. Vos intentions seront religieusement suivies, et je vais prendre toutes les dispositions pour que le noble projet que vous avez conçu reçoive une prompte exécution... Quant à moi, Monsieur le Duc, je n'ai jamais senti plus vivement le bonheur d'administrer cet excellent département. Appelé par votre confiance à l'exécution de vos projets pour sa prospérité, j'y consacrerai tous mes soins, et j'en trouverai la récompense dans les relations que vous me permettrez d'entretenir avec vous<sup>1</sup>. » Richelieu, avec sa modestie habituelle et sa crainte des félicitations, voulut partir de Bordeaux avant que la nouvelle de la donation fût connue ; elle y produisit un vif mouvement de reconnaissance et de joie. Le Conseil d'administration des hospices, le Conseil municipal et de nombreux Bordelais lui écrivirent des lettres de remerciement dont il se montra fort touché<sup>2</sup>. Il désirait, dans l'intérêt même des pauvres, et pour le meilleur effet de son acte généreux, que l'affaire allât vite et que la construction fût hâtée.

Il ne prévoyait pas les multiples difficultés auxquelles devait se heurter son beau projet, ni que son hôpital ne serait achevé que dix ans plus tard. Difficulté d'abord du côté de la dotation elle-même pour laquelle on ne parvenait pas à trouver de domaines suffisants<sup>3</sup>. « Je commence à craindre, mandait-il à Tournon dans son inquiétude, que je n'aie pas fait un trop beau présent à la ville de Bordeaux. Il faudra pourtant que, « fût-ce en cimetières », comme dit M. de Chateaubriand, on complète 50 000 francs par an<sup>4</sup>... » ; difficultés provenant des trop longues

1. *Arch. d'Avrilly*, brouillon autographe de la réponse de Tournon à Richelieu.

2. *Id.*, lettres autographes de Richelieu à Tournon, 20 février et 13 mars 1819.

3. Dessoles avait demandé la création pour Richelieu d'un majorat de 50 000 francs de revenus en biens immeubles, choisis parmi les domaines de la liste civile. La Commission qui examina ce projet l'adopta en proposant de substituer les domaines de l'État à ceux de la Couronne, parce que ces derniers étaient *inaliénables*. On parvint difficilement à trouver des domaines rapportant 50 000 francs.

4. *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de Richelieu à Tournon, 5 mars 1819.

formalités à remplir : loi pour autoriser la donation, choix de l'emplacement du futur hôpital, plan détaillé et devis à soumettre au Conseil municipal et à l'approbation du duc lui-même ; difficultés surtout du côté de ce même Conseil municipal dont tout un clan ne voulait pas de Saint-Raphaël, et s'opiniâtrait à réparer la pitoyable bâtisse de Saint-André. De Gourgues porta même à Paris les « représentations » de ces irréductibles qui faillirent compromettre, par leur opposition intransigeante, la donation elle-même<sup>1</sup>. Tournon en demeurait exaspéré, et Pasquier stupéfait. « Pourtant, lui mandait ce dernier, M. le Maire n'a rien à répondre à ce raisonnement qui est le fondement de votre plan : c'est qu'il est impossible de reconstruire l'hôpital dans le même lieu où il se trouve. Si la partie dissidente du Conseil municipal persiste à rendre toute délibération impossible, il faudra bien que le donateur fasse de deux choses l'une, ou qu'il détermine le ministre à accepter le plan qu'il s'est réservé d'approuver, ou qu'il juge que sa donation est refusée<sup>2</sup>. »

Cette inconcevable opposition enleva au duc une bonne part de la joie intime que ressent tout donateur à voir son cadeau unanimement apprécié, d'autant plus qu'il se prodiguait lui-même à Paris pour aplanir toutes les difficultés. « Je vous prie de me considérer ici comme votre homme d'affaires, écrivait-il à Tournon, et comme celui de la ville de Bordeaux : j'y mettrai tout le zèle dont je suis capable<sup>3</sup>. » Heureusement, notre préfet était là pour atténuer les froissements, raisonner les gens sages, et maîtriser les entêtés. Il fit tant par ses efforts, ses démarches, sa diplomatie, qu'après plus d'un an de tergiversations, tous les obstacles furent levés, le jardin de Saint-Raphaël choisi comme emplacement, et devenu propriété communale<sup>4</sup>, cédé gratuitement par la ville<sup>5</sup>, les plans

1. Lainé écrivait en effet à Tournon : « Il (le duc) exprime le désir que la chose prit fin assez tôt pour ne pas considérer le délai comme un refus d'accepter qui le laisserait libre de donner ailleurs. » *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de Lainé à Tournon, 15 mars 1821.

2. Mêmes archives, lettre autographe de Pasquier, 15 avril 1821.

3. *Id.*, lettre autographe de Richelieu à Tournon (sans date).

4. Cf. *Arch. des Hospices de Bordeaux*, lettre de Tournon à la Commission des hospices, 20 mars 1821.

5. L'Ordonnance qui autorisait la ville à la céder aux hospices est du 23 avril 1821.

arrêtés dans leur ensemble, et toutes choses préparées pour donner une très vive impulsion aux travaux. Lainé en était dans l'admiration : « Je vous félicite, lui disait-il, d'avoir vaincu tant d'obstacles. C'est un présage que vous surmonterez ceux qui se présenteront encore <sup>1</sup>. » Tournon désirait vivement faire coïncider la pose de la première pierre du nouvel hôpital avec le baptême du duc de Bordeaux. Malgré l'exiguïté du temps qui restait, il bouscula tellement et le maire et la Commission des hospices, que tout fut prêt au jour fixé <sup>2</sup>. Spécialement délégué par le duc de Richelieu comme son représentant, il voulut donner à cette nouvelle fête l'éclat que commandaient et son objet et sa date <sup>3</sup>.

Poser la première pierre, c'était bien; mais « dans l'intérêt des pauvres de la ville, il importait surtout d'en voir placer la dernière <sup>4</sup> ». Pour répondre aux désirs du généreux fondateur et suivre ses vues personnelles, Tournon s'efforça de maintenir l'élan si difficilement imprimé, et de presser les travaux. Sur ses instances <sup>5</sup>, le maire traita avec le fermier du jardin de Saint-Raphaël <sup>6</sup> pour sa cession immédiate, et la Commission des hospices mit au concours les plans définitifs <sup>7</sup>. ... Avant que le jury eût choisi celui qu'il agréait parmi les sept présentés, Tournon avait quitté Bordeaux, et Richelieu était mort <sup>8</sup>. Ce fut un double coup très funeste à la bonne marche de l'entreprise. La dotation du noble duc rentra au Domaine, et devint très difficile à liquider; l'opposition du Conseil municipal

1. *Arch. d'Aurilly*, lettre autographe de Lainé à Tournon, 15 mai 1821.

2. Cf. *Arch. des Hospices de Bordeaux*, lettre de Tournon à la Commission, 27 avril 1821.

3. Cf. *Arch. Nationales*, F<sup>15</sup> II Gironde, une brochure de 46 pages que Tournon envoya à Lainé le 8 mai 1821, contenant le détail de toute la cérémonie, qui fut magnifique d'entrain, et les discours de Tournon et de Desfourniels. Cf. *Mémorial*, 5 mai 1821.

4. *Arch. d'Aurilly*, lettre autographe de Richelieu à Tournon, 8 mai 1821.

5. Cf. *Archives des Hospices de Bordeaux*, lettre de Tournon à la Commission, 5 mai 1821.

6. Autrement dit : jardin Coutard. Comme il était en exhaussement sur la rue, les premiers travaux consistaient à enlever la terre qui servit à remblayer la terrasse du Château-Trompette. Ils commencèrent immédiatement.

7. Cf. *Arch. de Gévelard*, lettre de la Commission des Hospices au préfet d'Haussez, 27 novembre 1824.

8. 27 mai 1822.

reprit plus acharnée que jamais; le successeur de Tournon, le baron de Breteuil, n'avait aucune des qualités administratives nécessaires pour surmonter tous ces obstacles. Il fallut l'arrivée de d'Haussez, son énergique décision, et qu'une partie de l'hôpital Saint-André s'écroulât, en février 1825, pour renouer la chaîne interrompue des négociations et des travaux. Le nouvel édifice, qui devait être, en son temps, le plus bel hôpital de France, commencé en 1825, ne fut inauguré qu'en 1829. Il coûta 1 407 950 francs<sup>1</sup>.

1. On avait affecté à la dépense de l'hôpital : 1° 200 000 francs provenant de la dotation Richelieu ; 2° 520 000 francs de rentes sur l'Etat que possédaient les Hospices de Bordeaux ; 3° 300 000 francs que la Ville devait payer en six allocations de 50 000 francs par an. Il y eut, en outre, beaucoup de dons de particuliers. Cf. *Arch. de Gévelard*, lettre de la Commission des Hospices à Tournon, 29 mars 1825.

Aux *Archives de Gévelard*, les papiers concernant l'historique du nouvel hôpital depuis le départ de Tournon jusqu'à l'inauguration sont assez nombreux, et aideraient à une monographie intéressante de l'hôpital Saint-André (Cf. sources, page XXXII). Les lettres de la Commission, de Desfourniels et de d'Haussez sont curieuses. « M. d'Haussez, écrivait en particulier Desfourniels à Tournon, veut absolument faire revivre l'établissement du nouvel hôpital que vous aviez si bien conçu et commencé. Pour y revenir aujourd'hui, il n'y a pas moyen d'éviter d'avoir recours à la Ville, et vous savez d'avance si nous serons bien accueillis au Conseil municipal. Comment faire, cependant, pour avoir les fonds qui nous manquent ? La Commission serait heureuse d'avoir confidentiellement votre opinion ; vous savez le cas qu'elle en fait ; c'est le vœu de tous ses membres que je vous exprime. » (*Arch. de Gévelard*, lettre de Desfourniels à Tournon, 16 décembre 1824.)

En 1827, les administrateurs des hospices lui écrivirent encore ces suggestives paroles : « ... Veuillez, M. le Comte, continuer à vous considérer comme l'un des collaborateurs de cette belle entreprise ; certainement, elle aura bien des fois encore besoin de votre appui protecteur et de vos sages conseils. » (*Arch. de Gévelard*, lettre à Tournon, 8 février 1827, signée de tous les membres du Conseil d'administration.)



## CHAPITRE IV

### LES BUREAUX DE BIENFAISANCE — LA CHARITÉ PRIVÉE — LA MENDICITÉ

Tournon réorganise les bureaux de bienfaisance; son grand arrêté du 20 décembre 1816. — Émulation entre les divers bureaux. — Tournon exige de la direction du Grand-Théâtre le paiement d'une vieille dette; ses idées sur la part du pauvre dans les amusements du riche. — Il fait percevoir une multitude de legs négligés par ses prédécesseurs; constante progression des donations aux établissements de charité durant sa préfecture. — Formation d'un atelier de charité au Dépôt de mendicité. — La Société de charité maternelle. — L'œuvre de M. de Fénelon à Bordeaux. — Secours aux réfugiés espagnols. — La mendicité dans le département; le Dépôt de Bordeaux; opinion de Tournon sur ce genre d'établissement; sa manière de résoudre le problème de la mendicité.

Les hospices n'offraient pas seuls aux malheureux des secours contre la maladie et la misère. Les bureaux de bienfaisance et la charité privée les complétèrent alors de magnifique façon, on « allait rechercher l'infortuné, pour lui porter secours et consolation, jusqu'à sous son toit obscur<sup>1</sup> ». — La loi du 7 frimaire et du 20 ventôse an V (28 novembre et 10 mars 1797) avait institué les bureaux de bienfaisance, un par chef-lieu de canton. A ce compte, la Gironde aurait dû en posséder 48; mais faute de revenus suffisants, ils ne purent être établis dans près de la moitié des cantons, et précisément les plus pauvres, ceux des landes. En 1815, ils ne fonctionnaient que dans les principales villes, sans du reste nul contrôle, « et sans jamais avoir rendu aucun compte aux divers préfets<sup>2</sup> ». — Tournon les réorganisa, et « la charité, ranimée par tous les moyens possibles, procura

1. Cf. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

2. *Id.*

d'immenses soulagements<sup>1</sup> ». Son grand arrêté du 20 décembre 1816 devint comme la charte constitutive de leur nouveau fonctionnement. « Les bureaux de bienfaisance, ordonnait-il, établis dans chaque canton, seront complétés sans retard, et organisés là où il n'en existe pas. Ils tiendront une séance extraordinaire, le 1<sup>er</sup> dimanche de janvier 1817, à laquelle seront invités MM. les maires des cantons pour délibérer sur la classe indigente et les moyens de lui venir en aide; ils présenteront un tableau des individus de leur commune ayant besoin de secours. Ce bureau du canton fixera le nombre de bureaux auxiliaires, *au moins un dans chaque commune ou chef-lieu de cure*. Ce bureau (particulier) sera composé du Maire, du Desservant et des 3 principaux notables, désignés 2 par le Maire, et un par le Curé... Ils sont invités à s'adjoindre des Dames chargées de veiller à la distribution des secours. Ils se réuniront une fois par semaine pour délibérer sur la quotité des secours à accorder à chacun. Ces membres choisiront des Commissaires chargés de se rendre chez les personnes aisées, afin de les inviter à souscrire pour des dons de secours en argent ou en denrées. et pour faire des quêtes, avec l'agrément du Curé. Ils nommeront entre eux un trésorier chargé de recevoir les dons, et payer les dépenses relatives aux distributions. Ces bureaux donneront connaissance de l'emploi, chaque trois mois, au bureau de bienfaisance du canton, et le canton au préfet. Tous les bons citoyens, tous les hommes de bien, ajoutait Tournon, sont invités à redoubler d'efforts pour venir au secours des indigents. Tous les propriétaires sont invités à donner du travail aux ouvriers autant que leur position le leur permettra<sup>2</sup>. »

La classe riche, aristocratie, bourgeois, gens aisés ne demeura pas sourde à ces appels pressants: il y eut chez tous une véritable émulation pour venir en aide aux déshérités<sup>3</sup>. A

1. *Arch. Nationales*, F<sup>11</sup>726, lettre de Tournon à Lainé, 2 décembre 1816.

2. *Arch. départementales de la Gironde*, registre 37 des arrêtés, arrêté du 20 décembre 1816. — Les bureaux de bienfaisance devaient être à nouveau légalement réglés par Ordonnance royale du 31 octobre 1821. Les Commissions seraient de cinq membres dans les communes au-dessous de 5 000 âmes, et de dix dans les communes au-dessus; elles auraient un receveur cautionné, et près d'elles un conseil. Enfin leur comptabilité s'exercerait comme celle des hospices.

3. Cf. C. JULLIAN, *Histoire de Bordeaux*, p. 726.

Bordeaux, le bureau central de charité se distingua tout particulièrement par son zèle, sous l'habile direction et le grand dévouement du négociant Gauthier et du notaire Maillères<sup>1</sup>. Il rayonnait sur toute la ville par ses six bureaux auxiliaires. Les Sœurs de Charité, chargées de s'enquérir des principales misères, et de porter les secours à domicile, s'acquittaient de leur tâche avec ce tact et cette inlassable bonté que donne l'idée du sacrifice et de l'entier renoncement aux choses d'ici-bas. Quatre fois par an, ce bureau tenait une assemblée générale de tous ses membres actifs et honoraires, sorte « *d'assises solennelles* » de la charité, où chacun exposait ses vues d'amélioration et de progrès en bienfaisance<sup>2</sup>. Les quêtes et dons divers, en dehors de la dotation officielle, produisaient en année moyenne 63 724 francs pour la ville, et 52 145 francs dans le reste du département<sup>3</sup>. Certes, de tels secours étaient insuffisants pour soulager les 11 864 pauvres de Bordeaux, et les 11 487 de la Gironde que Tournon estimait devoir être aidés; il y manquait, selon lui, 270 026 francs<sup>4</sup>; mais des dons en nature, très nombreux surtout dans les campagnes, venaient en partie compenser ce déficit. Du reste, grâce au contrôle sévère introduit par lui dans la comptabilité des bureaux, tout de ces précieuses ressources s'utilisait au mieux, et ceux qui donnaient savaient avec certitude que leur aumône irait soulager une souffrance digne de pitié; « car, disait Tournon, il faut que l'ordre apparaisse dans les établissements charitables, comme l'ordre réel y règne<sup>5</sup> ».

Lui-même ne laissait rien perdre de ce que l'administration pouvait légalement obtenir, ou solliciter pour les pauvres. Il demanda à Lainé quelques fonds pour doter de manière permanente le bureau central du chef-lieu, « moyen que je regarde comme le seul qui puisse lui donner une existence solide<sup>6</sup> », ajoutait-il. Dans la pénurie des finances publiques

1. Tournon se plaît à leur rendre un spécial tribut de reconnaissance dans son grand rapport de 1822. — Cf. grand rapport à Lainé, cité.

2. Cf. Almanach du commerce de 1817, p. 193.

3. Rapport au Conseil général de 1818.

4. Même rapport. — Le Conseil municipal de Bordeaux donnait en année ordinaire 25 000 fr. au bureau central de charité. — Cf. grand rapport à Lainé, cité.

5. Rapport au Conseil général de 1817.

6. *Id.*, de 1818.

le Ministre de l'intérieur dut répondre par un refus. — La direction du Grand-Théâtre devait 1 437 fr. 35, en exécution du décret du 9 décembre 1809 sur les droits des pauvres, et le contestait; une fois la preuve faite, le préfet en exigea la restitution intégrale et immédiate. De plus, il décida que cette même direction payerait dorénavant le quart brut des recettes sur bals isolés donnés au Grand-Théâtre, pendant le carnaval, au lieu du dixième irrégulièrement perçu jusqu'alors<sup>1</sup>. Les billets d'entrée gratuits ou vendus clandestinement ne payaient pas la taxe légale, et cela donnait lieu « à de grands abus, contraires au droit des pauvres<sup>2</sup> ». Tournon ordonna aux « Commissaires de charité de vérifier chez les buralistes le nombre exact des billets vendus d'après les talons des carnets, de contrôler sévèrement les entrées, avec pleins pouvoirs de faire arrêter par la police les récalcitrants. « L'intérêt des pauvres, disait-il, exige que les lois sur les droits en leur faveur des billets de spectacles, bals, concerts, courses de chevaux et autres amusements soient régulièrement et strictement exécutées<sup>3</sup>... La part du pauvre doit être prélevée sur toutes les dépenses que fait le riche pour se procurer plus de commodité dans ses plaisirs<sup>4</sup>. »

Une autre précieuse source de revenus pour la même destination fut rouverte par lui, qui avait été négligée sous ses prédécesseurs, avec une singulière incurie : les dons et legs faits aux établissements de bienfaisance. A son arrivée il trouva dans les bureaux de la préfecture de nombreux dossiers concernant des affaires de ce genre, « accumulés pendant de longues années », et qu'il s'empressa de réaliser<sup>5</sup>. « Une exacte recherche en a été faite, affirmait-il; les formes légales ont été remplies, et j'ai obtenu du gouvernement les autorisations nécessaires pour faire jouir les hospices ou les bureaux de bienfaisance d'une masse s'élevant à 36 226 fr. en capital, et à 920 fr. en rentes<sup>6</sup>. » Ces legs et ces dotations allaient subir, durant sa préfecture, une progression ascendante vraiment significative. Depuis

1. *Arch. Nationales*, F<sup>15</sup> II Gironde, lettre du 15 novembre 1815 à Vaublanc.

2. *Arch. départementales de la Gironde*, registre des arrêtés préfectoraux, n° 37, arrêté du 22 avril 1816.

3. Même arrêté.

4. Lettre à Vaublanc du 15 novembre 1815, citée.

5. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

6. *Id.*



son arrivée, en 1815, jusqu'au Conseil général de 1816, vers le milieu de l'année, ils atteignirent 22 000 fr. ; de 1816 à 1817, 51 622 fr. ; de 1817 à 1819, 129 244 fr. ; de 1819 à 1820, 151 250 fr. ; et 1820 à 1822, jusqu'à son départ, 179 324 fr., soit, pour ces sept années<sup>1</sup>, la somme totale de 533 000 fr. Quelle superbe échelle barométrique de la charité ! et aussi quelle plus magnifique preuve du grand mouvement de pitié pour la souffrance que Tournon sut allumer autour de lui<sup>2</sup> !

Et ce mouvement trouvait encore d'autres manières diverses de se manifester, en dehors des bureaux de bienfaisance, des dons, des legs, des quêtes, et toujours avec ingéniosité. Un officier de la maison du roi, de Laval, s'occupa de créer, au début de l'hiver 1815, une grande manufacture de chapeaux de paille pour dames « dont le principal objet était d'essayer de détruire la mendicité ». Le préfet, qui l'encourageait vivement, lui obtint du Ministre de l'intérieur 6 000 fr. pour l'aider à former ses ateliers<sup>3</sup>, et lui concéda dans ce but toute une partie du Dépôt de mendicité. Elle occupa bientôt 200 individus et un grand nombre d'enfants qui trouvaient là, dans les mauvais jours, un petit salaire, le logement et le chauffage. « J'espère, disait Tournon, pouvoir donner plus de développement à cet établissement et lui appliquer les règles qui ont rendu si utiles les maisons des pauvres de Hambourg<sup>4</sup>. »

A côté de ces bienfaisantes institutions, il faut nommer la *Société de Charité Maternelle*<sup>5</sup>. M<sup>me</sup> de Tournon, qui savait si bien seconder toutes les idées utiles de son mari, la présidait avec intelligence et dévouement. Il s'agissait de venir en aide aux mères de familles pauvres, en couches ou nourrices, et de leur fournir les secours indispensables. La Société rendit des

1. Rapport au Conseil général de 1821, et grand rapport de 1822.

2. Ces legs permirent de reconstruire, en 1820 et 1821, une grande partie des maisons de charité. — Cf. grand rapport de 1822.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>15</sup> 2879. Circulaire imprimée de Tournon, 15 décembre 1815, en forme de compte rendu aux habitants, au commerce de la ville et aux 300 premiers souscripteurs des établissements de bienfaisance (12 pages in-4°).

4. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 8<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 12 décembre 1815. — Cf. *Arch. départementales de la Gironde*, registre 37 des arrêtés préfectoraux, arrêté du 16 novembre 1815 sur la formation de ces ateliers.

5. Elle avait été fondée à Bordeaux en 1805 et organisée par l'Ordonnance royale du 21 octobre 1814. Ses présidents d'honneur étaient l'archevêque, le préfet et le maire,

services immenses, particulièrement durant les calamiteuses années de famine de 1816 et 1817.

Les étrangers à la ville de Bordeaux recevaient leur part de cette générale sollicitude pour la souffrance. Un grand nombre d'enfants des montagnes de l'Auvergne, particulièrement des départements du Puy-de-Dôme et du Cantal, venaient tous les ans chercher du travail à Bordeaux. Très rarement accompagnés de leurs parents, abandonnés à eux-mêmes, à leur inexpérience, ils se trouvaient exposés, sans guide et sans appui, à tous les dangers d'une grande ville. — Avec l'agrément et l'appui de Tournon, « et sous la surveillance de l'autorité », des personnes charitables formèrent une association, à l'instar de celle de Paris connue sous le nom d'*OEuvre de M<sup>r</sup> de Fénélon*, pour remplacer auprès de ces jeunes Auvergnats la famille absente, leur procurer une instruction morale et religieuse, « veiller à ce qu'ils soient convenablement traités par leurs maîtres, et bien soignés dans leurs maladies », assurer du travail à ceux qui en manquaient, les mettre en apprentissage chez des gens honnêtes, bref, exercer sur eux une sorte de tutelle officieuse. Le préfet soumit à Decazes les statuts de la nouvelle association qui furent approuvés le 12 avril 1819<sup>1</sup>. Elle préserva du mal un bon nombre d'enfants.

Au milieu de l'année 1821, plusieurs, parmi les réfugiés espagnols fuyant la révolution de leur pays, se trouvaient à Bordeaux dans un état de détresse qui émut de pitié l'âme généreuse de Tournon : il obtint de Mounier une somme de 3 000 fr., pour venir en aide aux plus pressantes misères, « avec tout le secret désirable<sup>2</sup> ». — Quelques mois plus tard, une grave épidémie de fièvre jaune éclatait en Catalogne, apportant avec elle son habituel cortège d'épouvantes et de douleurs. Le préfet s'inquiéta de ses malheureux compatriotes enfermés dans la

1. *Arch. Nationales*. F<sup>15</sup> II Gironde, lettre de Tournon à Decazes, 13 janvier 1819.

Ces statuts imposaient un directeur principal, des commissaires chargés de visiter le logement des enfants, s'enquérir de leur situation...; ils établissaient des cours d'instruction religieuse, des récompenses comme prix de sagesse et d'encouragement. L'emploi des fonds devait être surveillé par une association dont faisaient partie de droit l'archevêque, le préfet et le premier président de la Cour Royale. — Les préfets des départements du Centre en furent officiellement avertis pour qu'ils obtinssent des parents le droit de tutelle officielle sur leurs enfants émigrés à Bordeaux.

2. *Arch. d'Aurilly*, lettre autographe de Mounier, 8 juillet 1821.

ville de Barcelone, et sollicita pour eux la générosité publique. « Ils sont en proie aux horreurs de l'épidémie, mandait-il au rédacteur du *Mémorial*; les bienfaisants habitants de la Gironde ne seront pas sourds aux cris de détresse de leurs concitoyens souffrant sur une terre étrangère. J'ai l'honneur de vous prier d'annoncer dans votre journal l'ouverture d'une souscription en faveur des Français établis à Barcelone; si elle produit une somme supérieure à leurs besoins, les Barcelonais indigents seront appelés à partager ce surplus<sup>1</sup> »; il pria tous les curés d'en expliquer le motif à leur prône, et fit parvenir lui-même les fonds au consul français<sup>2</sup>.

Il semble que devant tant d'efforts concentrés pour le soulagement de toutes les infortunes, il ne devait plus y avoir de vrais miséreux ni de mendiants dans la Gironde. Hélas! ce fléau de la mendicité publique n'est jamais entièrement éteint par la charité, si grande soit-elle, et il préoccupa vivement Tournon. Comme tant d'autres, il chercha en vain contre lui un remède préventif efficace. On sait que, par un décret daté de Bayonne le 25 avril 1808, Napoléon statua qu'il serait fondé à Bordeaux un Dépôt central de mendicité. Une somme de 800 000 francs, à prélever plus tard sur la vente des terrains du Château-Trompette dont il faisait don à la ville, devait pourvoir aux frais de premier établissement. Un second décret du 15 novembre 1811 en ordonna l'ouverture. Il était l'un de ces trente-sept Dépôts bâtis d'abord avec enthousiasme, mais qui ne répondirent pas aux espérances de leur puissant fondateur. A Bordeaux, dès 1812, les fonds manquèrent; on répartit les mendiants entre les divers hospices, et le Dépôt fut converti en hôpital civil (1813), en caserne espagnole et portugaise (1813), en hôpital anglais (1814). A la Restauration, les mendiants rentrèrent dans leur « impériale » demeure, mais pas pour longtemps. Le Conseil général de 1816 décida la fermeture à nouveau d'une maison trop dispendieuse, trop vaste et aussi trop luxueuse pour un tel emploi. Le préfet, tout en reconnaissant que ces immenses bâtiments avaient été construits sur une échelle démesurée, combattit cette suppression<sup>3</sup>. Il

1. *Mémorial* du 30 octobre 1821; il donne la lettre de Tournon du 29 octobre.

2. *Mémorial* du 6 novembre 1821.

3. Son opinion sur ce genre d'établissement est à noter : « L'idée de

voulait un lieu destiné à recevoir les mendiants. « Je vous proposai en 1816, disait-il au Conseil général de 1817, de réduire la population du Dépôt à 200 individus au plus, mais en faisant du lieu où ces individus seraient gardés, non un asile au malheur, non un refuge à la paresse, mais un lieu de correction, de gêne et de travail. Je voulais arriver à l'extirpation de la mendicité par la terreur qu'inspirerait la maison destinée à punir ce délit. Je suis forcé de convenir que le riant assemblage des bâtiments du Dépôt, que ses vastes cours et ses jardins ne répondent pas à l'idée d'un séjour de peine. De plus, cet immense local qui pourrait servir à recevoir 600 à 700 individus ne peut, en bonne administration, être employé pour le quart de ce nombre<sup>1</sup>. »

Le Dépôt fermé, il demanda les bâtiments de la Chartreuse pour « condamner au travail et à une vie sévère les mendiants valides et volontairement à la charge de la société<sup>2</sup> ». L'amour-propre se joignait chez lui au désir de bienfaisance : il voulait

former des Dépôts de mendicité était venue à Bonaparte afin d'éloigner de tous les yeux la misère à laquelle il avait condamné bien des familles, et pour en imposer par des apparences de prospérité... Les fonds pris sur des peuples déjà accablés par l'impôt ont servi à faire la fortune des entrepreneurs et des architectes... Les vagabonds n'ont point été renfermés dans ces hospices (du moins, il en a été ainsi à Bordeaux), et des sommes considérables, dont le dixième eût suffi pour secourir à domicile, ont été ajoutées à l'impôt en pure perte pour la société et pour l'Etat. Des Dépôts de mendicité pourraient convenir aux invalides et aux fainéants, mais ils seront toujours insuffisants pour empêcher et prévenir le vagabondage ; et s'il est des cas où il faut enfermer et corriger des vagabonds, il ne faut pour cela qu'une prison particulière dans la prison générale, et non pas des bâtiments et une régie pour 5 à 600 individus, conformément au plan tracé et exécuté à Bordeaux, ni même pour 200.

« Les véritables pauvres qui deviendraient mendiants par nécessité, retenus dans leurs communes et mis à la charge de leurs parents ou de la commune, il ne resterait pas 80 vagabonds à renfermer ou à corriger ; et le nombre en diminuerait en proportion de l'exactitude à exécuter les lois sur le vagabondage. Des secours seraient accordés aux communes qui se trouveraient avoir un excédent de pauvres que les familles ne pourraient faire exister, et ces secours *n'exigeraient pas le dixième* des sommes affectées aux frais de l'hospice de mendicité à Bordeaux, pour lequel le gouvernement donnait 45 000 francs, le département 45 000 francs, et la ville 30 000. — Gardons-nous bien de vouloir imiter en tout l'Angleterre, et n'ayons pas comme elle une taxe pour les pauvres, dont le produit excède en valeur les recettes de plusieurs Etats du continent ». — Rapport de Tournon au Conseil général de 1816.

1. Rapport au Conseil général de 1817.

2. Arch. Nationales, F<sup>7</sup> 9661, lettre à Decazes, 17 septembre 1817.



éloigner des places publiques et des promenades « ces cadavres ambulants », qui « étalaient leurs ulcères dans les rues », et pouvaient donner aux étrangers une fâcheuse et fausse idée de la charité bordelaise. Le seul moyen, à son avis, de diminuer sensiblement la mendicité, était d'ouvrir une maison de correction qui, par cela seul que le travail y serait obligé, « devenant la terreur des mendiants » les éloignerait peu à peu de ce genre de vie<sup>1</sup>.

Mais la Restauration ne favorisa point ce genre de dépôt. Tournon ne put donner suite à son idée. Il y suppléa de son mieux, d'abord en faisant soigner dans les hospices « une partie du moins de ces malheureux couverts de plaies, objets d'horreur et de pitié<sup>2</sup> », en s'efforçant ensuite de procurer du travail à tous ceux qui en désiraient, par les ateliers de charité ouverts sur les grandes routes, dans les vastes travaux des dunes et les grandes entreprises à Bordeaux. De plus, il enjoignit aux maires de retenir, par tous les moyens possibles, les mendiants vraiment nécessaires dans leur commune d'origine, puissamment aidé en cette œuvre par les bureaux de bienfaisance. Ces mesures n'empêchèrent pas « l'accroissement prodigieux du vagabondage<sup>3</sup> » à partir de 1818, suite inévitable des années de famine et de cherté des vivres. Il en était ainsi dans toute la France, et notre préfet n'y pouvait rien de plus. Il savait, certes, que laisser mendier impunément est une insulte à la charité publique doublée d'un outrage aux lois; mais il comprenait aussi qu'obliger tout mendiant au travail peut devenir une barbarie... C'est là un problème qui, alors comme aujourd'hui, et pour longtemps encore, demeure posé. En somme, son unique solution est celle que lui donna Tournon : la charité clairvoyante, intensive, multipliée sous toutes ses formes.

1. Cf. grand rapport à Lainé, cité, et *Arch. Nationales*, F<sup>15</sup> II Gironde, lettre au même, 9 mai 1817.

2. Rapport au Conseil général de 1817, cité.

3. *Id.*, de 1818.

## CHAPITRE V

### LA RÉFORME DES PRISONS

- I. Horrible situation des prisons de Bordeaux et de la Gironde en 1815. — Tournon, ému de pitié, ordonne d'urgence des réparations aux bâtiments; tous les prisonniers sont réunis au fort du Hâ; séparation des diverses catégories. — Les améliorations du régime intérieur. — Le mieux-être moral qui s'ensuit; établissement d'ateliers pour les hommes, les femmes, les enfants; fixation d'un règlement sévère; joie de Tournon devant les résultats. — Améliorations aux prisons des arrondissements, à Libourne, à Bazas, à Blaye, à Lesparre; les dépôts cantonaux. — Ordre et stricte économie qui s'implantent partout.
- II. La maison centrale de détention à Cadillac; comment Tournon sauve d'une démolition prochaine le beau château du duc d'Épernon; il communique ses projets à Lainé qui les appuie joyeusement. — Modifications apportées par le Conseil des bâtiments; approbation de Decazes. — Tournon pousse les travaux avec une grande activité; tout est fini à son départ.

« Un des plus touchants épisodes de cette lutte contre le mal est la réforme des prisons<sup>1</sup> », que Tournon mena de rapide et vraiment superbe manière. Comme pour les hospices, la constatation de l'état de choses au point de départ et à celui d'arrivée montrera l'étendue de ses efforts et de ses succès. — En 1815, « leur aspect affligeait l'humanité par la mauvaise construction, l'insalubrité et le désordre qui y régnait<sup>2</sup> ». Mélange et promiscuité pitoyable des hommes, des femmes et des enfants, des prévenus et des forçats attendant la chaîne, et, chose plus grave encore, « des vénériens », dans une vaste et unique cour, insuffisance par trop grande des soins donnés à ces malheureux « qui n'avaient ni linge, ni vêtements, et ne recevaient que le pain, la soupe et la paille<sup>3</sup> »; entassement

1. G. JULLIAN, *Histoire de Bordeaux*, p. 727.

2. Grand rapport de 1822.

3. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821.

de tous en des locaux étroits, humides, malpropres; contrôle très superficiel des dépenses, des entrées et des sorties; évasions fréquentes; tel est, en raccourci, le tableau que présentaient alors les deux prisons de Bordeaux, le fort du Hà, la maison d'arrêt de la mairie, et même toutes celles du département <sup>1</sup>. L'ancien fort du Hà, très peu propre à sa nouvelle destination, était devenu prison d'État en 1791; le décret du 9 avril 1811 l'avait fait passer aux mains du département sans changer sa destination. Bien que successivement augmenté de deux corps de logis, il restait fort insuffisant pour une population moyenne de 300 individus. Quant à la maison d'arrêt qui consistait en une salle étroite et obscure, on y écrouait un peu vaille que vaille prévenus de simple police et criminels de bas étage en prévention d'assises. Vraiment, si toutes les prisons du royaume ressemblaient à celles de la Gironde, Bernadau ne paraît point exagérer quand il affirme que, dans aucun état d'Europe, elles n'étaient aussi « mal saines », aussi déplorablement tenues qu'en France <sup>2</sup>.

Rien n'émut davantage Tournon, dès son arrivée, que ce triste sort des malheureux prisonniers. Il présenta au Conseil général de 1816 (avec complément en 1817) un plan général de réformes physiques et morales pour rendre ces établissements à la fois « sains, sûrs et commodes » qui fut aussitôt adopté. Devant l'urgence des besoins, il s'était mis à l'œuvre quelques semaines après son arrivée, bien avant d'y être autorisé au point de vue financier. Un mur d'enceinte enveloppa d'abord complètement l'antique forteresse, et la rendit « une prison parfaitement sûre <sup>3</sup> ». La vaste cour qui occupait le centre fut divisée en quatre parties inégales et séparées par des clôtures; la plus grande restait ouverte aux prévenus de correctionnelle; la deuxième était exclusivement réservée aux femmes; la troisième aux enfants, et la quatrième aux condamnés aux fers. On refit toutes les toitures, les planchers, les portes et les croisées de chaque chambre; les murs de l'intérieur furent recrépis en entier. Afin de donner un logement plus convenable aux simples prévenus, le préfet ordonna la construction de sept chambres

1. Rapports aux divers Conseils généraux. — Cf. JOUANNET, *Statistique*, t. II, p. 236.

2. BERNADAU, *Tablettes*, t. IX, p. 653.

3. Grand rapport de 1822.

nouvelles dans un corridor large et inutilisé ; un escalier neuf assura le service. Dans une tour isolée, dite de la Poudrière, il fit disposer une vaste salle pour recevoir les enfants, et un atelier y fut construit pour eux seuls. On ouvrit des fenêtres dans la prison des malheureuses condamnées à la réclusion qui habitaient des loges infectes aux sous-sols du fort. La construction de la maison centrale de Cadillac devait vider cette partie inférieure de la prison. — Toutes ces améliorations terminées, il donna l'ordre d'amener au fort du Hâ, qui devint ainsi l'unique prison de Bordeaux, les prévenus entassés à la mairie, dans la maison d'arrêt, à la disposition du procureur et des juges instructeurs. De la sorte, on laissait cette salle, très étroite, à la disposition des seuls individus qui, arrêtés par la police, n'avaient qu'un bref séjour à y faire. Le département économisa par cette réunion la dépense d'un concierge, soit 3 000 francs<sup>1</sup>.

Une meilleure situation corporelle des détenus alla de pair avec la restauration de leurs demeures. Des lits de camp furent « établis partout », des couvertures distribuées, des vêtements, « appropriés à la saison », fournis à tous ceux qui en avaient besoin, et le linge blanchi chaque semaine. A l'arrivée de Tournon, le dénûment du vestiaire de certains prisonniers était tel, qu'il prit d'urgence un arrêté pour ordonner l'habillement complet de 50 des plus indigents d'entre eux, aux frais du département<sup>2</sup>. La nourriture devint l'objet « de soins plus constants » ; le pain, la soupe furent mieux faits ; pour boisson, les eaux les plus saines de la ville » étaient distribuées et, pendant les chaleurs, on y ajoutait une « ration de vinaigre<sup>3</sup> ». Tournon fit même établir des bains qui « maintinrent une

1. Tous ces détails, de même que les suivants, sont strictement tirés des rapports de Tournon aux Conseils généraux de 1817, 1818, 1820, 1821 et de son grand rapport de 1822 qui se complètent les uns les autres.

Il exprima au Conseil général de 1822 le désir qu'une façade fût construite à cette prison du Hâ, — qui avait reçu à l'intérieur, disait-il, « toutes les améliorations » épuisée dont elle était susceptible — afin de mettre le bâtiment en harmonie avec l'hôpital édifié du côté opposé.

2. *Arch. départementales de la Gironde*, registre n° 37 des arrêtés préfectoraux, arrêté du 13 décembre 1815. — Ces vêtements, comme ceux donnés dans la suite à tous les indigents des prisons, se composaient pour chacun comme suit : 2 chemises, une blanche et une bleue, une veste, un pantalon, une paire de bas de laine, un bonnet, une paire de chaussettes en lisières de drap, et une paire de sabots.

3. Grand rapport de 1822.



propreté inconnue jusqu'alors<sup>1</sup> ». Les détenus atteints de maladies vénériennes furent traités dans une infirmerie spéciale, et les autres malades envoyés à l'hospice. — Bref, il introduisit dans cette triste demeure « toutes les commodités compatibles avec la situation de gêne et de privation dans laquelle la société est obligée de mettre et de retenir » les prisonniers<sup>2</sup>.

Les améliorations morales suivirent, comme naturellement, le mieux-être physique et causèrent à Tournon « une bien vive satisfaction ». — Le désœuvrement, autant que l'agglomération pêle-mêle des prisonniers, occasionnait de graves désordres. Notre préfet, aux yeux de qui le travail demeura toujours le plus puissant levier de l'énergie volontaire, établit dès l'abord de petits ateliers, en des chambres séparées, pour chaque catégorie de détenus. En 1820, il obtint du Ministre de l'intérieur 8 000 francs pour construire un atelier unique qu'il fit diviser en quatre grandes salles, et qui pouvait contenir plus de cent travailleurs. Il coûta 15 500 francs dont le département paya le surplus<sup>3</sup>. Les hommes y fabriquaient des tresses pour chapeaux de paille. La sûreté de la prison exigeait des métiers d'où les outils fussent exclus. Bientôt, 70 à 80 détenus de cette catégorie fréquentèrent assidûment l'atelier; les enfants étaient occupés à défaire des étoupes et à tresser des cordages, les femmes à des travaux de lingerie et de buanderie, sous la surveillance des Sœurs de Charité. On plaçait, tous les hivers, un poêle dans chaque salle. La moitié du prix des travaux était payée aux prisonniers à la fin de la semaine, et le reste remis pour la sortie de chacun. Un règlement sévère et exactement suivi assujettissait tous les pensionnaires à des heures fixes de lever, de coucher, de repas, de promenades, de travail, de prière et d'instruction religieuse. On créa une petite chapelle, le moins mal possible.

De toutes ces mesures réorganisatrices, sortirent les plus encourageants résultats. Un souffle jusqu'alors inconnu de paix, d'ordre, de résignation et de désir de mieux faire passa sur ces malheureux comme un rayon d'espoir. Tournon nous l'affirme avec une joie non contenue : « L'amélioration physique du sort des prisonniers, les habitudes d'ordre et de propreté, l'instruction religieuse ont puissamment influé sur leurs dispositions

1. Rapport au Conseil général de 1817.

2. *Id.*, de 1821.

3. *Id.*, de 1820.

morales. Instruits par un respectable aumônier... à l'ardente charité, témoins chaque jour des exemples pieux donnés par les Sœurs, objets des soins assidus de l'administration,... en particulier du zèle de M. Letellier, conseiller de préfecture et commissaire, ils ont éprouvé, en général, un heureux changement. La clémence royale, en mettant un prix à la bonne conduite, a excité une émulation généreuse vers le bien, et déjà plusieurs détenus ont obtenu leur grâce à cause de leur amélioration morale<sup>1</sup>. »

Les prisons d'arrondissement, aussi contraires à « l'humanité » que celles de Bordeaux, reçurent à leur tour les perfectionnements que permettaient pour chacune la disposition et l'exiguïté du local. — A Libourne, on acheva des constructions entreprises en 1814, puis suspendues, et qui, sans faire disparaître les vices d'un bâtiment mal choisi, rendirent la prison suffisamment « vaste, sûre et saine » ; il encoûta 11 000 francs<sup>2</sup>. — A Bazas, pour 5 457 francs, on répara un local insuffisant, mais qui devint de la sorte « aussi bien disposé que possible et parfaitement sain<sup>3</sup> ». — La prison de Blaye, vaste et en de bonnes conditions hygiéniques, était la meilleure du département ; avec 3 898 francs, on acheva de la rendre parfaitement convenable<sup>4</sup>. — Celle de Lesparre, située dans le vieux château délabré du duc de Grammont, avait, selon le mot de Tournon, toute la réalité « d'un infect cachot » ; sans vouloir y faire des réparations considérables que ne comportait pas cette ruine branlante, il trouva la condition des malheureux détenus « si intolérable » qu'il ordonna aussitôt la construction de deux vastes chambres dans un atelier sans emploi (coût, 1 800 francs), ce qui « rendit la situation moins horrible ». — Seule, la prison de La Réole ne reçut pas d'améliorations importantes dans les bâtiments ; leur projet se liait avec le déplacement de la halle, en vue de la construction d'un préau : le préfet le réclama en vain.

Inutiles aussi demeurèrent les sollicitations pour avoir de

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821. — Cf. grand rapport de 1822.

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821.

3. *Id.* de 1819.

4. Il exprima plusieurs fois le désir, en vain du reste, que cette prison fût placée hors de la citadelle, car les détenus y échappaient trop à la surveillance des autorités civiles.

meilleurs dépôts cantonaux. « Ces prisons, disait-il, placées sur les lieux d'étapes, reçoivent les détenus qui sont transférés d'un lieu dans un autre. Le plus souvent, ce sont de simples chambres malsaines où les prisonniers contractent des maladies et d'où ils s'évadent facilement. Une seule de ces prisons, celle de Langon, est solide et saine. Je crois nécessaire de construire des prisons semblables à tous les lieux d'étapes où il n'y a pas de prison d'arrondissement ; ce sont : Saint-André-de-Cubzac, Saint-Aubin, Castres, Saint-Médard et Captieux. Ces dépôts doivent être à portée de la gendarmerie ; il est très urgent de faire une semblable construction à Saint-André-de-Cubzac <sup>1</sup>. » Il devait proposer un plan complet sous ce rapport au Conseil général de 1822 ; son départ l'empêcha de le terminer.

S'il ne lui fut pas loisible de mettre tous les locaux des prisons de chaque arrondissement en cet état de convenance relative qu'il jugeait indispensable, au moins réussit-il dans ses nobles efforts pour y introduire, comme au fort du Hâ, plus de discipline, d'ordre, de paix, de bien-être physique et moral. Les Sœurs de Charité et les aumôniers furent, en cette œuvre admirable, ses meilleurs auxiliaires. Une Commission nommée à Bordeaux, en 1819, pour l'inspection journalière des prisons de la ville <sup>2</sup>, et en 1820 une autre « composée des citoyens les plus honorables » pour celles du département, veillèrent au maintien de ces réformes intérieures que Tournon eut la joie de voir achevées avant son départ. Et, chose digne de remarque, tant de travaux se réduisirent à une somme dont la modicité surprend. Pour toutes les importantes réparations et améliorations du fort du Hâ, « qui rendirent cette prison, malgré les vices de sa construction, une des meilleures du royaume », il n'en coûta que 53 000 francs <sup>3</sup>. Le prix moyen de la journée resta ce qu'il était antérieurement, de 0 fr. 60 par jour et par individu <sup>4</sup>.

C'est que, là comme partout, on sut mettre en œuvre les règles de la plus stricte et de la plus sage économie. Des adjudications passées avec les fournisseurs, aux meilleures condi-

1. Rapport au Conseil général de 1819.

2. Elle était placée sous la direction de la Commission centrale de Paris.

3. Grand rapport de 1822.

4. *Id.*

tions possibles et pour plusieurs années à la fois <sup>1</sup>, des budgets soigneusement contrôlés, l'ordre et la probité forcément introduits en ces diverses opérations, empêchèrent l'augmentation des dépenses, malgré l'augmentation du bien-être. « Sous le rapport économique, pouvait dire Tournon, le régime des prisons a éprouvé, dans tout le département, des améliorations. J'ai ordonné la tenue de registres, de telle sorte que les prisonniers qui doivent être à la charge du département, d'après les lois, sont séparés de ceux qui doivent pourvoir à leur subsistance et de ceux qui la doivent recevoir par le soin des maires. Un extrait de ce registre m'est adressé chaque jour, et sert de base à la formation des états de journées. J'ai obtenu du fournisseur du pain des prisons la continuation du prix de 0 fr. 25 la ration, malgré l'extrême renchérissement du prix du blé... J'ai passé avec tous les concierges des marchés pour la fourniture à forfait d'une multitude de petites dépenses qui chargeaient les comptes. Enfin, il n'est aucune partie des dépenses des prisons qui n'ait attiré mon attention, et vous reconnaîtrez, j'espère, que toutes les économies possibles ont été faites <sup>2</sup>. » — Nulle partie de son administration ne lui attira mieux la sympathie publique et la vénération de tous que cette réforme si profondément nécessaire, et nulle ne lui fait davantage honneur.

\*  
\* \* \*

Entre toutes les prisons d'arrondissement, il en existe une qui mérite une spéciale mention, parce que sa création fut due entièrement à l'initiative avisée du préfet : la maison centrale de détention pour femmes à Cadillac. En visitant un jour dans cette ville, vers le début de 1817, les travaux d'agrandissement de l'hospice des Aliénés, il inspecta avec attention le beau château du duc d'Épernon <sup>3</sup> qui, malgré la démolition de deux ailes et les ravages opérés par les révolutionnaires en 93, demeurait assez complet pour « frapper l'imagination par le grandiose de ses proportions, la majesté de l'ensemble, la

1. Rapport au Conseil général de 1820.

2. Rapport au Conseil général de 1817.

3. Ce fut en 1598 que le duc, favori de Henri IV et parvenu au faite de sa puissance, jeta les premiers fondements de cette magnifique cons-



richesse infinie des détails <sup>1</sup>. » Resté la propriété d'un homme peu riche, et se délabrant de plus en plus sous les coups du temps, il allait être vendu pour la démolition. La perte totale d'un pareil bijou d'architecture frappa vivement Tournon qui chercha aussitôt un moyen de le conserver. « Ce château, écrivit-il à Lainé, est un des plus beaux monuments du xvi<sup>e</sup> siècle; il est comparable aux chefs-d'œuvre dont Vignole a orné l'Italie. La pensée m'est venue que ce château échappé à la destruction révolutionnaire pourrait être conservé en le rendant utile au département qui en ferait l'acquisition. Le bâtiment exige de grandes réparations dans sa toiture; mais ses murs et ses voûtes sont en très bon état. Si cette idée vous semble mériter quelque attention, je ferai lever le plan de ce château, et je le soumettrai au Conseil général. Conserver un monument d'un genre dont la France a presque été entièrement dépouillée par la Révolution me paraît un projet digne de vous être soumis <sup>2</sup>. »

Notre préfet se proposait d'abord d'y établir une maison pour la « répression de la mendicité », où il forcerait au travail 150 à 200 mendiants valides. Mais bientôt la vaste étendue et la disposition favorable du local lui firent concevoir une idée plus large et plus utile. Le fort du Hâ regorgeait de prisonniers, et les tristes logements des femmes condamnées à la réclusion excitaient, en particulier, sa commisération; les départements voisins manquaient, plus encore que la Gironde, de locaux pour ces malheureuses; pourquoi ne pas faire du château de Cadillac une vaste maison de détention pour femmes à l'usage de toute la région du Sud-Ouest, qui désencomberrait les prisons particulières? Lainé « goûta fort <sup>3</sup> » et la proposition de conserver le monument, et l'idée du dépôt central. Il appuya l'une et l'autre de tout son crédit, et obtint facilement du roi les 50 000 francs nécessaires à l'acquisition du

truction. — La fureur des révolutionnaires s'exerça violemment sur elle; en particulier le superbe tombeau du duc, de la duchesse et de leurs enfants fut impitoyablement mutilé. — Cf. *La France par départements*, Guyenne, par Ducourneau, t. I, p. 93, — et *Châteaux de la Gironde* par H. Ribaudien, p. 293.

1. DUCOURNEAU, t. I, p. 93, cité.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre de Tournon à Lainé, 10 septembre 1817. — H. Ribaudien (page citée), en disant que Lainé « l'arracha aux mains des démolisseurs », ne nomme même pas Tournon.

3. Grand rapport de 1822.

bâtiment <sup>1</sup>. Tournon passa l'acte d'achat le 17 septembre 1818, et fit rédiger aussitôt, par l'architecte Poitevin, un projet de restauration et d'arrangement apte à rendre le château propre à sa nouvelle destination. « Par sa construction, disait-il en envoyant plans et devis, il présentait une division naturelle entre les divers services. Les souterrains, qui sont parfaitement sains et bien éclairés, offraient une très bonne disposition pour le placement des ateliers et des cuisines; le rez-de-chaussée était naturellement destiné à la chapelle, à l'infirmerie, aux logements des employés, et à un dortoir. Enfin, le premier étage offrait un emplacement assez vaste pour y placer 150 lits. Mais le nombre de 200 détenues que cette maison ainsi disposée permettait de recevoir était trop inférieur aux besoins des départements environnants, et l'économie commandait de porter au moins à 400 le nombre des places... Le moyen le plus convenable d'agrandir (est) l'exhaussement du château dans toutes les parties comprises entre les ailes... à 4 mètres, afin de rendre les chambres parfaitement saines <sup>2</sup>. » Il demandait, en outre, un pavillon d'entrée pour garantir « la sûreté » de la maison.

Le conseil des Bâtiments civils proposa quelques changements au projet; en particulier, il voulut rétablir les deux ailes, au lieu d'exhausser le centre, ce qui diminuait d'une centaine le nombre de lits proposé par Tournon. Poitevin refit ses plans d'après ces indications, en gardant au mieux la « régularité et les belles formes du château <sup>3</sup> ». Le projet montait à 138 419 fr.; de nouvelles retouches le ramenèrent à 112 802, et l'adjudication à 104 713 pour le gros œuvre de maçonnerie, de charpente et de couverture <sup>4</sup>. Les autres menues dépenses devaient grossir la somme jusqu'à 120 000 francs. Decazes approuva plans et devis le 8 mars 1819. (Lainé avait, hélas! quitté le ministère.)

Tournon prit des mesures immédiates pour que les travaux fussent commencés de suite, et poussés avec une grande activité. Au milieu de 1820, la toiture était toute refaite, et les murs des deux ailes élevés « aux  $4/5^{\text{me}}$  de leur hauteur <sup>5</sup> ». Il

1. L'ordonnance royale autorisant l'achat est du 24 juin 1818. — Cf. *Arch. Nationales*, F<sup>16</sup> 404, lettre de Tournon à Lainé, 17 septembre 1818.

2. F<sup>16</sup> 404. Lettre de Tournon à Lainé, 2 décembre 1818.

3. Même lettre.

4. F<sup>16</sup> 404. Lettres de Tournon à Decazes, 8 janvier et 25 février 1819.

5. Rapport de Tournon au Conseil général de 1820.

fallut, en 1821, reconstruire en grande partie les planchers qui s'étaient affaissés en plusieurs points. Ces réparations, jointes aux importantes installations des buanderies, cuisines et autres travaux d'intérieur, retardèrent un peu l'époque prévue pour l'occupation<sup>1</sup>. Enfin, le 17 septembre de cette année-là, Tournon fit annoncer l'adjudication définitive pour l'entreprise générale du service de la maison, pendant neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> novembre. Ce service comprenait la nourriture, le linge de corps et de coucher pour 300 femmes, le blanchissage, le chauffage, l'éclairage et les dépenses pour les travaux d'ateliers<sup>2</sup>. L'entrepreneur devait verser au préalable un cautionnement de 10 000 francs. Le prix s'éleva à 0 fr. 46 par détenue<sup>3</sup>. Au début de 1822, tout était prêt pour recevoir les pensionnaires. — Tournon avait le droit de se montrer fier de son œuvre. « Une dépense totale de 170 000 francs, disait-il, (en y comprenant le prix d'achat), a suffi pour rendre (le château) propre à cette destination, somme bien inférieure à celle qu'on aurait dépensée, si l'on eût bâti une maison de détention. Ainsi, il y a à la fois économie pour l'État, bénéfice pour les habitants de Cadillac, et avantage pour les arts que ressentiront aussi les amis des anciens souvenirs<sup>4</sup>. » Ses contemporains regardèrent à juste titre cette rapide transformation comme l'une de ses plus belles œuvres administratives.

1. *Arch. Nationales*, F<sup>16</sup> 404, lettres de Tournon à Mounier, 27 juillet et 11 octobre 1821.

2. *Mémorial* du 30 août 1821.

3. Grand rapport de 1822.

4. *Id.*

## CHAPITRE VI

### L'HYGIÈNE PUBLIQUE

Importance des mesures d'hygiène publique pour Bordeaux et la Gironde, à ce moment-là. — Graves soucis causés à Tournon par les menaces de la fièvre jaune en 1816; ses moyens de défense; établissement au Verdon d'un navire armé; meilleure organisation des « patentes de santé ». — Nouvelle alerte en 1817 et nouvelles mesures préventives. — Discussion de Lainé et de Tournon sur la durée utile des quarantaines. — L'épidémie de fièvre jaune en Espagne, en 1819: craintes de Tournon; redoublement de précautions; il se plaint de l'incurie espagnole. — Il obtient la création d'un lazaret à Pauillac.

La petite vérole; efforts de Tournon pour vulgariser la vaccination; il obtient des prix pour les plus zélés médecins. — Persistance de la routine; épidémie de vérole à Bordeaux en 1820; inflexible rigueur du préfet. — Il ne peut vaincre les préjugés populaires contre la vaccination. — Il régleme l'exercice de la médecine et la vente des remèdes.

Le constant souci de l'hygiène publique formait un genre de bienfaisance plus nécessaire encore que le mieux-être des malades, des miséreux ou des prisonniers, parce qu'il s'appliquait à tous indistinctement. Et combien de pressants motifs obligeaient Tournon d'en faire l'objet de sa persévérante sollicitude! — A cette époque, la fièvre jaune « demeurait à l'état endémique » dans les Antilles et l'Amérique, et, par les nombreux navires commerçant avec ces pays, menaçait constamment Bordeaux. Elle exerça plusieurs fois ses ravages à travers l'Espagne, en l'absence presque complète de toute législation sérieuse, de tout moyen efficace pour préserver la frontière et les ports de l'Océan. De plus, l'opinion publique, mal guérie des formidables secousses de la Révolution et de l'Empire, s'affolait, au moindre bruit de contagion, avec une incroyable facilité. Aussi, les questions d'hygiène devinrent-elles pour le



préfet la source de douloureuses préoccupations, et la cause de très énergiques mesures.

Les plus graves parmi ces soucis furent causés sans contredit par la crainte de la terrible fièvre jaune. A trois reprises différentes, il dut protéger son département contre ses atteintes possibles. — En août 1816, le bruit se répandit tout à coup qu'une maladie contagieuse régnait à la Guadeloupe, emportant les malades en 24 heures. Le capitaine d'un navire, le *Duc de Feltre*, récemment arrivé, confirma au préfet qu'il s'agissait bien du redoutable fléau<sup>1</sup>. Ce dernier dut créer aussitôt un service sanitaire qui faisait à peu près complètement défaut. Jusqu'au début de 1815, il existait à Pauillac une *Commission de santé* qui veillait tant bien que mal à l'observation des règlements, et envoyait les navires suspects purger une quarantaine à l'île de Patiras. Un sloop de l'État mouillait devant la ville, et forçait les récalcitrants à obéir aux ordres de la Commission. Le départ de ce bateau armé rendit illusoires tous les efforts, et vains tous les ordres. Quelques mois après son arrivée, Tournon en avait réclamé vigoureusement et obtenu le retour. Mais de Pauillac à l'entrée de la Gironde, on compte 10 lieues; et dans ce long trajet, les navires remontant le fleuve n'étaient surveillés que par quelques douaniers épars le long des rives. Rien donc de plus facile que d'opérer des débarquements clandestins, et d'introduire les germes de la maladie, surtout à l'aide des pilotes de Royan, contrebandiers sans scrupules. Pour couper court à cette dangereuse situation Tournon jugea indispensable l'établissement au Verdon d'un stationnaire armé qui ferait escorter par un canot chaque navire jusqu'à Pauillac. « Je prie Votre Excellence, mandait-il à Decazes, de ne pas perdre un instant pour obtenir du Ministre de la marine l'envoi de ce bâtiment..., sans lequel la surveillance que je vais exercer avec la plus grande activité serait sans effet<sup>2</sup>. »

Ce point acquis, il s'efforça de mettre à l'avenir plus d'ordre et de clarté dans les certificats de santé présentés par les capitaines venant des Antilles, certificats qu'il ne trouvait jamais rédigés « d'une manière positive », et qui manquaient d'authenticité<sup>3</sup>. Il lui était, par cela même, bien difficile de se former

1. *Arch. Nationales*, F<sup>8</sup> 51, lettre de Tournon à Lainé, 30 septembre 1816.

2. *Id.*, F<sup>7</sup> 9661, lettre à Decazes, 17 août 1816.

3. *Id.*, F<sup>8</sup> 51, lettre de Tournon à Lainé, 18 juin 1817.

une idée nette de la véritable situation des choses. « Pour mettre fin à cette incertitude, j'ai pensé, disait-il à Lainé, qu'il serait convenable d'adopter les usages suivis dans la Méditerranée. Au départ de chaque bâtiment de l'un des ports de cette mer, le capitaine reçoit une *patente de santé*, revêtue de signatures des consuls ou des autorités locales, et de toutes les formes propres à empêcher la contrefaçon. C'est au vu de cette patente que les Commissions de santé règlent les quarantaines ; elles admettent à pratique, lorsque la patente est *propre*. Ne pourrait-on pas ordonner aux intendants des colonies de délivrer à chaque capitaine de navire une patente dont la forme et le contenu seraient réglés d'avance, et qui serait employée suivant les cas de présence ou d'absence de la maladie?... Cette patente devrait spécifier clairement la situation de la santé dans la colonie, l'intensité de la maladie, ses progrès, son degré de violence contre les étrangers et les indigènes, enfin toutes les circonstances propres à éclairer les Commissions sanitaires d'Europe. Tout navire qui ne serait pas muni de cette patente serait soumis à une quarantaine rigoureuse et le capitaine livré aux tribunaux. Sans ces mesures, les commissions sanitaires resteront dans la plus fâcheuse incertitude, imposeront des quarantaines inutiles et ruineuses pour le commerce, ou admettront des navires dont l'entrée dans nos ports peut être dangereuse <sup>1</sup>. »

Les mesures conseillées étaient fort sages, certes ; mais il y fallait toute une législation nouvelle, approfondie, que Lainé dut renvoyer à plus tard. La chose essentielle pour la Gironde, et que Tournon allait demander avec instance à chaque menace d'épidémie<sup>2</sup>, à chaque session du Conseil général, et qu'il ne devait obtenir que tout à la fin de sa préfecture, consistait dans la création d'un lazaret sans lequel les plus sévères prescriptions perdaient leur meilleure efficacité. Au reste, pour cette fois, l'alerte était vaine : il ne s'agissait, à la Guadeloupe, que d'une maladie locale, d'une « fièvre d'arrivants ».

Cette crainte de la fièvre jaune devait revenir régulièrement chaque année. En 1817, elle fut particulièrement grave. Le 11 septembre, Dutrouilh, médecin de l'hôpital Saint-André, écrivit à l'administrateur commissaire Fabre qu'un enfant de

1. Même lettre.

2. Cf. *Arch. Nationales*, F<sup>s</sup> 51, lettres de Tournon à Lainé, 30 septembre 1816, 22 août 1817.

13 ans, Jean Boyer, venait d'y mourir de la fièvre jaune. On devine l'effet que produisit sur Tournon une affirmation pareille, provenant d'un médecin de réputation notoire, et donnée en termes catégoriques ! L'épidémie tant redoutée s'était-elle donc glissée cette fois sournoisement, et malgré toutes les précautions, dans sa bonne ville de Bordeaux ? — Il ordonna aussitôt une réunion et une consultation de cinq des plus habiles spécialistes de la ville, fit partir pour Sainte-Terre, pays originaire de l'enfant, un médecin qui devrait y recueillir tous les renseignements possibles sur l'état sanitaire (le père de Jean Boyer y était mort, quelques jours auparavant, de la même maladie), le tout dans le plus grand secret, pour ne point alarmer la population si facilement impressionnable. Le résultat de ces enquêtes démontra heureusement que Dutrouilh, malgré ses affirmations contraires, s'était trompé. Ces deux morts se rangeaient dans les cas assez fréquents de fièvre paludéenne<sup>1</sup>. Cet épisode sert à montrer la promptitude et la rigueur des mesures que le préfet était résolu d'opposer au fléau. « Toutes les dispositions avaient été prises très sévèrement par moi, mandait-il à Lainé, pour concentrer la maladie, si elle se fût manifestée comme on pouvait le craindre le premier jour ; j'aurais établi les malades au Dépôt de mendicité, et j'aurais cerné les parties de la ville attaquées... ; l'expérience que j'ai acquise en Italie de ces cas semblables, très fréquents à cause des débarquements faits par les barbaresques, m'aurait guidé<sup>2</sup>. »

Il en prit occasion d'entamer de longues et intéressantes discussions avec le Ministre de l'intérieur sur la manière dont devaient s'opérer les quarantaines, et sur leur durée utile. Lainé voulait unifier le plus possible les règlements. Il soumettait tous les navires provenant des pays infectés, et sans distinction, à 30 jours de quarantaine, et ceux arrivant des pays voisins des premiers, mais indemnes, à une durée de surveillance plus ou moins longue, suivant la nature du chargement et de la situation des équipages. « Si j'avais embrassé un plus grand nombre de circonstances, répondait-il à Tournon, les dispositions prescrites auraient été presque toutes inexécutées, faute de lazarets, et surtout parce que la plupart des Commissions de

1. *Arch. Nationales*, F<sup>8</sup> 51, lettres de Tournon à Lainé des 12, 13, 15, 17, 20 septembre; et *Arch. de Gênelard*, lettre du 2 octobre, au même.

2. Lettre du 17 septembre 1817 à Lainé, citée.

santé s'attachent à soutenir la résistance du commerce, plutôt qu'à la vaincre<sup>1</sup>. » — Tournon lui objecta que la sévérité et la durée des précautions ne s'adaptaient pas suffisamment à la gravité du danger, et ne prévoyaient pas tous les cas. « Il résulte, disait-il, de l'ordre donné de soumettre à une quarantaine uniforme les provenances des pays infectés, qu'un navire qui, chargé de matières susceptibles, a perdu plusieurs hommes pendant la traversée, est reçu sans des précautions plus sévères qu'un navire qui, chargé de matières non susceptibles, a eu une longue traversée sans aucun accident. Cependant les chances d'importation de la contagion sont bien différentes dans les deux cas<sup>2</sup>... » — Lainé tint grand compte des observations du préfet dans son règlement de police sanitaire de 1817<sup>3</sup>.

Ces diverses mesures d'hygiène servirent comme de grandes manœuvres préparatoires à la mobilisation générale de 1819. Au début d'octobre de cette année-là, on apprit que la fièvre jaune avait éclaté à Cadix, et faisait de nombreuses victimes dans toute la région sud de l'Espagne. Des pêcheurs avaient même rencontré, disait-on, dans le golfe de Gascogne, à la hauteur de Bilbao, un navire français, *La jeune Adèle*, dont les sept hommes qui composaient l'équipage étaient morts d'une maladie contagieuse<sup>4</sup>. Cette dernière rumeur se trouva heureusement fausse; mais la nouvelle de l'épidémie devint vite officielle.

Tournon ainsi renseigné eut tôt fait d'encercler son département, aux points dangereux, d'un cordon sanitaire extrêmement rigoureux. Il constitua une Commission centrale de santé composée de médecins, de divers fonctionnaires, du président de la Chambre et du Tribunal de commerce, et qui devait se réunir fréquemment à la préfecture, afin de l'aider et de l'éclairer; il réitéra sa demande à Decazes d'un bâtiment assez fort pour empêcher toute communication des navires

1. *Arch. Nationales*, F<sup>8</sup> 51, lettre de Lainé à Tournon, 2 octobre 1817.

2. *Id.*, lettre de Tournon à Lainé, 27 septembre 1817.

3. « Je vous remercie, Monsieur le Comte, lui disait-il, des réflexions que vous avez bien voulu me communiquer...; j'en ferai usage dans le règlement qui se prépare et qui, en raison des droits à imposer pour assurer le service et des peines à infliger aux contrevenants, exige des dispositions législatives. » — Lettre du 2 octobre, citée. — Suivent deux longues pages d'explications sur ce règlement.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>8</sup> 51, lettre de Tournon à Decazes, 3 octobre 1819. — Ces lettres de Tournon sur le fléau vont devenir, durant ce mois, presque journalières. Il y en a des 3, 4, 5, 7, 9, 11, 14, 16, 22, 26 octobre.



avec la terre, au moment de leur entrée dans la Gironde. En attendant son arrivée, il ordonna au directeur des Douanes de mettre à la disposition de la Commission sanitaire ses six embarcations armées stationnées au Verdon; il établit, d'accord avec le lieutenant général, des postes militaires sur les points du littoral où les débarquements paraissaient le plus faciles; donna aux maires des instructions très détaillées en cas de naufrage; leur prescrivit, en particulier, de brûler immédiatement toutes les épaves que les flots pourraient rejeter, et engagea son collègue, le préfet de la Rochelle, à sévir avec plus de rigueur contre certains pilotes de Royan, contrebandiers avérés. « Le service sanitaire dans l'Océan, écrivait-il à Decazes pour justifier ces ordres, n'étant réglé par aucune loi, il faut bien suppléer à leur silence par des mesures que dictent les circonstances et dont elles excusent l'arbitraire... J'ai puisé pour rédiger (les instructions aux maires) dans les souvenirs des règles sanitaires que j'ai, pendant longtemps, fait pratiquer en Italie<sup>1</sup>. » Pour s'assurer que ses prescriptions ne restaient pas lettre morte, il fit une « grande tournée » sur les côtes de l'Océan et les bords de la Gironde, d'Arcachon à Pauillac, convaincu qu'en ces matières délicates, rien ne vaut l'œil du maître<sup>2</sup>.

S'il pouvait organiser ainsi au mieux la sécurité du côté de la mer, il n'en était pas de même sur la voie de terre. L'incurie du gouvernement espagnol excitait, sous ce rapport, et ses vives alarmes et ses plaintes amères. « Il a bien établi un triple cordon sanitaire, disait-il, dont le dernier est à neuf lieues de Madrid; mais la négligence avec laquelle la surveillance est exercée rend illusoire ces précautions... Un négociant qui m'inspire la plus entière confiance a vu à Madrid un individu qui, quatre jours auparavant, se trouvait à Séville et qui

1. Cf. F<sup>o</sup> 51, lettres citées à Decazes. — Tournon se plaignit plus d'une fois, et avec amertume, de l'inégalité des quarantaines imposées aux navires venant des colonies dans les divers ports de l'Océan, la Rochelle, Rochefort, Nantes, le Havre, où les préfets ne tenaient pas, comme lui, la main à l'application des règles sanitaires. « Il en résulte, disait-il au Conseil général de 1817, une préférence donnée à ces ports, nuisible à celui de Bordeaux. Vous vous élèverez, ainsi que je l'ai fait fréquemment, contre ces complaisances qui, dans quelques ports qu'elles aient lieu, compromettent la santé publique. » — Rapport au Conseil général de 1817.

2. Lettre du 14 octobre, citée.

avait échappé aux surveillants... On ne peut pas se reposer sur les mesures prises par l'Espagne pour concentrer la fièvre jaune dans l'Andalousie où il meurt 80 personnes par jour..., il a été admis à la frontière sur l'exhibition d'un simple certificat de santé qui lui avait été délivré à Madrid, sans aucun examen préalable. Des certificats sont délivrés à Irun par un médecin de village, et par un commis des douanes à quiconque les paye <sup>1</sup>. » Chose plus grave, les douaniers de Bayonne visitaient sommairement les malles et sans aucune précaution..., tandis qu'on purifiait scrupuleusement les lettres venant d'Espagne! « On ne devrait pas s'en rapporter aux mesures que prennent les préfets, ajoutait Tournon à ce propos, parce que, agissant indépendamment les uns des autres, il y a toujours défaut de concert entre eux <sup>2</sup>. » Les ministres louèrent fort et « ce zèle éclairé » et ces énergiques précautions pour préserver la Gironde du redoutable fléau qui, de fait, ne franchit guère les frontières de l'Andalousie <sup>3</sup>.

Tournon mit à profit ces diverses alarmes et ces craintes d'épidémie pour activer à Paris la solution de cette question d'un lazaret qui le préoccupait si vivement. Il ne cessait, dans ses discussions avec Lainé sur la manière d'opérer des quarantaines efficaces, de lui redire que, seul, un établissement de ce genre, « pareil à ceux de la Méditerranée », donnerait une sûreté complète <sup>4</sup>. « Je désirerais, écrivait-il, que vous me fassiez passer une copie du plan de celui de Marseille, avec un exemplaire de ses règlements. En prenant, par ce moyen, connaissance des besoins, je pourrai mieux fixer mes idées sur l'emplacement qui pourrait être convenable. Vous pouvez être assuré que je donnerai tous mes soins à cette importante affaire <sup>5</sup>. » Le départ du ministère de son grand ami devait retarder de cinq ans une création aussi utile. Tournon dut défendre à diverses reprises son projet et ses plans à Paris

1. *Arch. de Génélard*, lettre du 22 octobre 1819, citée.

2. Même lettre. — La loi du 3 mars 1822, et l'Ordonnance royale du 7 août de la même année, devaient enfin régler ce qui avait trait aux services sanitaires, et déterminer clairement les attributions des administrations diverses.

3. Cf. *Arch. Nationales*, F<sup>8</sup> 51, réponses du Ministre de l'intérieur, 19 et 26 octobre 1819.

4. Cf. lettres d'août et septembre 1817, citées.

5. Lettre à Lainé du 22 août 1817, citée.

même, devant le Conseil de santé, et c'est par les démarches ultimes pour mettre la chose au point et amorcer l'entreprise qu'il termina ses relations officielles avec le département <sup>1</sup>.

Des efforts analogues pour lutter contre la petite vérole et « populariser » la vaccine, son antidote, ne devaient pas être couronnés d'un même succès. Il trouva contre ce remède, chez ses administrés, une opposition passive tellement ancrée et tenace qu'il ne put la déraciner. En vain ordonna-t-il d'établir un dépôt permanent de vaccin à l'hôpital des Enfants-Trouvés, qu'il faisait de là transmettre aux médecins des campagnes <sup>2</sup>; en vain rappela-t-il aux maires leurs graves obligations de surveillance à ce point de vue, et se fit-il adresser par eux le tableau des vaccinations accomplies dans chaque commune, pour contrôler leur bonne volonté, et distribuer les récompenses accordées par le Ministre de l'intérieur, le 6 novembre 1812, aux plus dévoués vaccinateurs <sup>3</sup>; en vain prodiguait-il les conseils pour rassurer autour de lui les parents craintifs; la routine demeurait victorieuse, et l'activité d'un trop grand nombre de docteurs au-dessous de leur devoir <sup>4</sup>. Dans les deux années 1817 et 1818, il ne put constater que 12 411 vaccinations officielles <sup>5</sup>: c'était peu pour un si vaste département. Afin d'encourager mieux les médecins, il demanda et obtint du Conseil général de 1818 la fondation de prix nombreux pour les plus zélés en la matière. Dix-neuf prirent part au concours, et huit furent primés <sup>6</sup>.

Tournon voulut décerner lui-même les récompenses en séance solennelle de l'Académie, le 7 mars 1819. Il y mit toute son éloquence et tout son cœur. Après avoir parlé des ravages de la petite vérole aux siècles passés, il ajoutait : « Un homme parut à qui Athènes et Rome auraient dressé des autels, et, grâce à lui, le jour put être assigné où l'un des plus terribles tourments de notre faible race aurait disparu du globe... O Jenner, tu conquis la plus noble palme que puisse cueillir la main d'un

1. Grand rapport de 1822. — Ce lazaret, situé au-dessous de Pauillac à Trompelooup, ne fut commencé qu'en 1822.

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

3. *Arch. Nationales*, ADxix<sup>1</sup> 24, circulaire aux maires, 6 février 1816.

4. Grand rapport à Lainé, cité.

5. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819.

6. *Id.* — Il y eut 6 prix de 200 francs et un de 150.

mortel ! Bordeaux ne fut pas la dernière ville où le bienfaisant préservatif fut employé. Je vois autour de moi plusieurs des célèbres praticiens qui contribuèrent à éclairer les familles, à calmer les craintes, à appeler la confiance... Le Conseil général a voulu offrir aux médecins qui donnent les soins les plus constants à la propagation de cette méthode, non une récompense de leurs travaux, mais une marque de son estime et de sa reconnaissance. Je ne vous dirai pas : redoublez d'efforts ; des hommes tels que vous, messieurs, trouvent dans leur âme l'aiguillon qui sans cesse les excite à faire mieux chaque jour <sup>1</sup>. »

Le zèle de quelques médecins, quelque grand qu'il fût, ne pouvait vaincre seul la négligence ou même la résistance des parents. A Bordeaux, pour une année moyenne comme en 1817, sur 6 969 naissances il n'y eut que 2 320 vaccines ; 306 enfants furent atteints de la petite vérole ; 31 demeurèrent défigurés ou infirmes, et 37 moururent <sup>2</sup>. Pareil résultat ne satisfaisait guère Tournon. En 1820, ce fut bien pire encore : une véritable épidémie de petite vérole s'abattit sur certains quartiers du chef-lieu. Il prescrivit une séquestration très rigoureuse des individus attaqués, fit apposer sur chaque porte de maison, où se trouvait un varioleux, une affiche noire portant en grandes lettres : *Petite vérole*, ordonna aux parents, sous peine de poursuites, « de faire bouillir le linge des morts », au maire, de veiller à ce que l'épidémie ne gagnât pas les écoles, au bureau central de bienfaisance, de retirer tout secours aux entêtés qui refuseraient encore la vaccine <sup>3</sup>... Ces mesures appliquées avec une inflexible rigueur « produisirent bon effet <sup>4</sup> » ; l'épidémie alla s'éteignant peu à peu... sans que pour cela les préjugés disparussent. — Tournon quitta la Gironde avec le regret de les voir plus enracinés que jamais. « La vaccine, disait-il avec étonnement, par le bizarre effet des préventions superstitieuses a pour ainsi dire rétrogradé dans sa marche ! Tous les efforts de l'administration, tous les enseignements de l'expérience ont été vains. Quelques craintes de non préserva-

1. *Arch. de Gévelard*, autographe du discours de Tournon. — La Société Philomatique distribuait de son côté des médailles pour le même objet (Cf. *Bulletin*, t. XVIII, p. 405).

2. Grand rapport à Lainé, cité.

3. *Arch. départementales de la Gironde*, Recueil imprimé des actes administratifs, arrêté du 21 novembre 1820.

4. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821.



tion, suite de faits mal observés, ont saisi l'esprit des parents... L'administration a combattu cette fâcheuse tendance en cherchant à éclairer les familles par la sérieuse investigation de tous les cas douteux, et elle a essayé d'opposer à cette négligence déplorable des mesures coactives qui n'ont pas été sans quelque effet <sup>1</sup>. » Le temps seul devait, à la longue, venir à bout de cette dangereuse routine.

Un autre péril pour la santé publique appela dès le début son attention : le nombre par trop grand de gens, sans diplôme, exerçant l'art de guérir, véritable armée de charlatans habiles à spéculer sur l'ignorance et la crédulité du populaire, et la vente avec affiche de remèdes secrets, soi-disant infail-libles. Dès 1817, il fit dresser un état général des « médecins, chirurgiens, officiers de santé, sages-femmes et herboristes », et tint vigoureusement la main à ce que nul n'exercât sans titre, sous peine de poursuites <sup>2</sup>. — Contre le deuxième abus, il déterra une vieille loi du 21 germinal an II (article 36, titre 34) qui punissait de 26 à 600 francs d'amende, et, en cas de récidive, de 3 à 10 jours de prison, « toute distribution de drogues et préparations médicamenteuses sur des théâtres ou étalages, dans les places publiques, foires et marchés, toute annonce et affiche imprimée qui indiqueraient des remèdes secrets, sous quelque dénomination qu'ils fussent présentés <sup>3</sup> » ; les maires reçurent ordre de se montrer intransigeants sur cette matière, et les charlatans, bateleurs et autres se le tinrent pour dit...

Ainsi Tournon, grâce à toutes ces mesures, parfaitement secondé par « le corps respectable des médecins de Bordeaux, toujours empressé de fournir à l'administration un tribut précieux de zèle et de lumières <sup>4</sup> », grâce à la Commission sanitaire de Pauillac qui, « en des circonstances périlleuses remplit avec courage ses importantes fonctions <sup>5</sup> », réussit — en mettant à part l'épidémie de petite vérole de 1820 à Bordeaux — à maintenir, pendant sept ans, son département en d'excellentes conditions hygiéniques, nouveau bienfait ajouté à tant d'autres.

1. Grand rapport de 1822.

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

3. *Arch. Nationales*, ADXIX<sup>1</sup> 24, 48<sup>e</sup> circulaire aux maires, 25 juillet 1816.

4. *Mémoires inédits*.

5. *Id.*



## QUATRIÈME PARTIE

### L'AGRICULTURE.

### LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE.

---

## CHAPITRE PREMIER

### LES DUNES — LES LANDES — LES MARAIS

- I. La culture des vins et des blés n'est plus perfectible; les terres incultes. — Les dunes; rapide aperçu des travaux faits par Brémontier. — Tournon donne une nouvelle direction à l'entreprise. — La continuation des anciens semis au Verdon, à Hourtin, à La Teste. — Ouverture de nouveaux chantiers. — Améliorations diverses. — Les difficultés à vaincre. — Les résultats. — Conseils de Tournon pour l'avenir. Le monument élevé à Brémontier.
- II. Les landes; leur amélioration fut « le rêve » de tous les administrateurs; les trois grands obstacles. — Comment Tournon essaye de les vaincre; les débouchés à créer. — Le partage des landes. — L'écoulement des eaux; formation de la *Compagnie des Dunes*; espoir et joie de Tournon; il projette une « Ferme d'expérience ».
- III. Les marais; les dessèchements déjà opérés; législation défectueuse. — Les marais régis par les Compagnies syndicales. — Les dessèchements opérés sous l'administration de Tournon; les marais de la presqu'île d'Ambès. — Conseils que donne le préfet pour améliorer les marais de « deuxième classe ».

La culture des grands produits qui avaient fait depuis longtemps la gloire et la richesse de la terre girondine, les vins et les blés, ne se montrait guère plus perfectible. « Les courses fréquentes que j'ai faites dans ce département, écrivait à Lainé notre préfet, m'ont convaincu qu'il avait atteint le maximum de sa prospérité par la culture des vignes, et qu'elle n'était plus

susceptible d'améliorations sensibles. La culture des grains dans l'Entre-deux-mers et les arrondissements de Libourne et de la Réole est également à peu près ce qu'elle peut être; le temps seul, aidé de l'expérience des grands propriétaires, pourra y amener des perfectionnements. Ce n'est donc pas sur ces deux grandes portions de terrains que l'administration doit porter ses vues, si ce n'est pour leur ouvrir des ports, des routes, et des chemins vicinaux<sup>1</sup>. » — En retour, tant d'autres objets, sur cette immense étendue de plus d'un million d'hectares, réclamaient toute sa sollicitude! N'avait-il pas l'œuvre de Brémontier à poursuivre en fixant les dunes, des landes à défricher, des marais à dessécher?

Brémontier avait remarqué que les pins maritimes et diverses essences résineuses poussent fort bien dans les sables des dunes, même entièrement « dénués d'humus<sup>2</sup> ». Il s'agissait seulement de les faire parvenir à une grosseur suffisante pour qu'ils n'eussent plus à craindre d'être ensevelis sous les tourbillons que soulevaient les redoutables vents d'ouest. L'illustre ingénieur crut possible d'y parvenir en élevant d'abord du côté de la mer de simples lignes de fascines « en clayonnages ». Il ensemençait ensuite derrière l'abri de cette espèce de haie une bande étroite « dans l'espoir que l'action du temps protégerait les semis sur les zones intérieures<sup>3</sup> ». L'expérience ne tarda pas à lui démontrer l'insuffisance de cette protection. Les clayonnages, présentant une surface verticale, servaient d'appui aux sables qui s'amoncelaient contre cette espèce de mur, et finalement retombaient en « étouffant » les semis. Brémontier revint alors à l'idée primitive d'une couverture générale qu'il avait d'abord rejetée, comme trop dispendieuse. Après ensemencement, on garnissait le sol de branches de pins, de genêts, d'arbousiers, en enfonçant solidement leurs bouts dans le sable,

1. *Arch. Nationales*, F<sup>ic</sup> III, Gironde 9, lettre confidentielle à Lainé, 3 août 1816.

2. *Mémoire* de Tournon à la Société d'Agriculture du Rhône, 1823. — Cf. *sur les dunes*: Rapports lus par Tournon au Conseil général de 1817, 1818, 1819, 1821; sa longue lettre à Lainé, 13 juillet 1816. *Arch. Nationales*, F<sup>ic</sup> III, Gironde 9; son grand rapport au même, 25 mars 1818, F<sup>ic</sup> III, Gironde 6; son rapport au Conseil général de 1822; notes autographes de Tournon sur les dunes, *Mémoire* de Tournon à la Société d'Agriculture du Rhône, *Mémoire* de Wiotte sur les dunes; Tableau d'ensemencement des dunes, *Arch. de Génélard*, etc.

3. *Mémoire* à la Société d'Agriculture, cité.



et en fixant le tout avec des piquets de bois munis d'un crochet. Cette jonchée présentait ainsi une surface plane et résistante sur laquelle le vent glissait sans soulever la poussière des sables. En peu de temps, la graine germait sous son abri protecteur qui ne la privait ni du soleil, ni de la pluie. Au bout de trois ans, les jeunes tiges surmontaient déjà les restes pourris et devenus inutiles des branchages; leurs racines, longues de 3 à 4 pieds, les fixaient solidement au sol; des genêts, poussés plus vite, leur servaient encore de défense, et quelques années après, les pins pouvaient résister eux-mêmes à la violence des vents, comme à la mobilité des sables.

Après des essais divers à La Teste dans les années 1787, 1788 1789 pendant lesquelles 94 hectares furentensemencés, la Révolution arrêta les travaux qui ne reprirent avec régularité qu'en 1801. Ils durèrent sans interruption, malgré la mort de Brémontier (1810), jusqu'en 1815, bien que très ralentis dans les dernières années de l'Empire et sous la première Restauration. Tournon les trouva complètement suspendus à son arrivée<sup>1</sup>. Durant ces quatorze campagnes, il avait étéensemencé 2085 hectares: 1243 à La Teste, 26 au Cap Ferret, 634 à Hourtin et 182 au Verdon<sup>2</sup>.

Tournon s'enthousiasmait devant l'audace et les succès d'une pareille entreprise: « On demeure frappé d'étonnement, disait-il, en voyant des dunes devenues immobiles par un moyen aussi simple. Avec quelle vénération on prononce dans ces villages, sauvés d'un déluge nouveau, le nom du génie qui les préserva<sup>3</sup>! » Aussi, mettait-il toute son éloquence à énumérer, devant le Conseil général de 1817, les résultats de ce beau travail, pour exciter son zèle à le continuer: « immense valeur » conquise par les mains de l'homme « sur la stérilité même »; rempart opposé aux « funestes vents d'ouest »; propriétés mises à l'abri; écoulement des eaux, « terrible fléau des landes », garanti pour toujours contre les ensablements

1. *Mémoire* cité. — La dépense du mode de plantation finalement adopté par Brémontier s'éleva d'abord de 250 à 300 francs l'hectare suivant l'emplacement. Mais peu à peu on obtint des économies, et la dépense moyenne de 1787 à 1815 ne dépassa pas 200 francs, chiffre bien au-dessous des calculs de l'illustre ingénieur qui portait la dépense du *journal* bordelais, semé et recouvert, à 140 francs, soit 420 francs l'hectare.

2. Cf. *Arch. de Gênelard*, Tableau sur les dunes, cité.

3. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

« qui si souvent changeaient les ruisseaux en lacs » ; en un mot, « la civilisation introduite dans ces déserts ». Et la reprise des travaux lui apparaissait comme extrêmement urgente. Malgré les plantations déjà faites, les sables s'emparaient peu à peu du bassin d'Arcachon, obstruaient les passes du cap Ferret, et menaçaient « d'une destruction totale et prochaine » La Teste, l'Hôpital, Soulac et le Verdon<sup>1</sup>. « Je n'ai pas besoin de vous dépeindre, mandait-il à Lainé, les horreurs auxquelles sont en proie les habitants qui voient s'avancer à grands pas ces masses énormes sur leurs chaumières et sur leurs champs<sup>2</sup>. »

La pénurie des finances publiques vint d'abord mettre obstacle à ses vues. Le directeur général des Ponts et chaussées, Molé, ne voulait et ne pouvait accorder de fonds que pour le simple entretien des travaux commencés ; durant plus d'une année, on ne fit rien d'important. L'arrivée de Lainé au pouvoir permit enfin au préfet la réalisation de l'un de ses plus chers désirs. Il donna dès lors à l'entreprise une organisation nouvelle. Le système adopté depuis l'origine portait en lui-même les germes de difficultés qui devenaient chaque année plus dures à vaincre. Deux administrations, celle des Forêts et celle des Ponts et chaussées, concouraient aux travaux ; celle qui devait les payer<sup>3</sup> n'avait presque aucune part à leur direction ; des agents trop nombreux étaient appelés à donner leur avis ; il en résultait « une lenteur et une insouciance funestes à l'entreprise<sup>4</sup> ». Lainé, sur le rapport de Tournon, obtint du roi une ordonnance (3 février 1817) par laquelle la conduite des travaux fut remise, ainsi que leur payement, à la seule administration des Ponts et chaussées. Le préfet en reçut la haute direction et l'entière surveillance. On supprima la *Commission des Dunes*, comme trop dispendieuse, et même encombrante. Tournon obtint du gouvernement, cette année-là, un crédit de 69 000 fr., et 90 000 pour les campagnes suivantes<sup>5</sup>. Il aurait voulu 120 000 francs pour l'entière exécution de ses plans. Ses efforts

1. Cf. notes diverses de Tournon sur les dunes, citées.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>1c</sup> III, Gironde 9, lettre de Tournon à Lainé, 13 juillet 1816, citée.

3. L'administration des Forêts.

4. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

5. En 1820 et 1821, la somme atteignit même 100 000 francs, grâce à des crédits extraordinaires. — Cf. *Mémoire* de Tournon à la Société d'agriculture, cité.

se portèrent d'abord sur les pointsensemencés par Brémontier, où de graves « avaries » s'étaient déjà produites : La Teste, Hourtin, Le Verdon.

Dans ce dernier territoire, il ne s'agissait pas seulement de protéger le hameau du Verdon, Soulac et d'excellentes terres de culture, mais encore des marais salants précieux qui donnaient chaque année 200 000 à 250 000 kilogrammes de sel, et 60 000 francs de droits au gouvernement<sup>1</sup>. Les tourbillons de sables menaçaient même les passes à l'embouchure de la Gironde. Aussi, pressa-t-on tout particulièrement le travail sur ce point. Il présentait des difficultés extraordinaires contre lesquelles Brémontier avait dû déjà mettre en jeu toute sa persévérante ténacité. « La pointe de Graves, battue par tous les vents et saturée par les gaz salins, est certainement le lieu le moins propre à la végétation<sup>2</sup> », disait Tournon au Conseil général de 1821. Cependant, « à force de soins et de dépenses<sup>3</sup> », on parvint à faire pousser de beaux semis, et à fixer cette surface si mobile « par la croissance de plantes de diverses natures<sup>4</sup> ». En moins de cinq années, Tournon y fit ensemen- 346 cerner 346 hectares. A Hourtin, il n'eut qu'à poursuivre l'œuvre bien commencée, et ajouta plus de 500 hectares aux 634 précédemment fixés. — C'est à La Teste que les plantations reçurent la plus vive impulsion. Là, entre les deux belles forêts, création de Brémontier, une chaîne de sable de 7 kilomètres de long avait pénétré qui menaçait les jeunes pins et le bourg lui-même d'un graduel ensevelissement<sup>5</sup>. Tout cet espace fut semé, et La Teste mis pour toujours à l'abri de ces « montagnes dévastatrices ». On gagna près d'un millier d'hectares « sur le sable aride » ; et lorsque Tournon partit, il estimait à 784 hectares ce qui restait pour fixer entièrement les dunes de ce territoire.

Il ne borna pas son zèle à continuer sur place l'œuvre de Brémontier ; aux anciens ateliers, il en ajouta trois nouveaux : le cap Ferret<sup>6</sup>, Leige et l'Hôpital. « Il faut, disait-il au Conseil général pour justifier cette extension, avoir trois choses en vue

1. *Mémoire* de Wiotte sur les dunes, cité.

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821.

3. *Id.*

4. *Id.*

5. *Id.*

6. Brémontier n'avait fait en ce point qu'un petit essai, et ensemen- 24 hectares.

en prescrivant lesensemencements des dunes : la défense des territoires menacés, la faculté de l'écoulement des eaux des étangs littoraux, le rapprochement des végétaux propres à servir de couverture aux sables<sup>1</sup>. » A multiplier ainsi les ateliers, il préparait sur divers points « comme des magasins de branchages<sup>2</sup> » qui pourraient servir, sept ou huit ans après, à de nouveaux semis, et éviter le très dispendieux transport au loin des fagots de couverture. — Au cap Ferret, le Ministre de la marine cherchait le moyen d'ouvrir un accès facile dans le bassin d'Arcachon ; Tournon lui fit savoir que le plus efficace et le plus urgent était sans contredit la fixation des dunes qui, « versant leur sable dans les passes, les rendaient chaque année plus périlleuses<sup>3</sup> ». Molé<sup>4</sup> s'entendit donc avec Tournon, fournit quelque argent, et ce dernier avait fait ensemenecer, à la fin de 1821, 300 hectares des monticules les plus dangereux. — Non loin de Leige, sur le côté nord du bassin d'Arcachon, une chaîne de dunes se détachait de la masse principale, et devait bientôt ensabler complètement un canal naturel par lequel les eaux des étangs d'Hourtin et de Lacanau s'écoulaient dans la mer : 145 hectares de semis « d'une grande beauté<sup>5</sup> » lui donnèrent une protection efficace. — Enfin, à l'Hôpital, 3 petites dunes envahissaient rapidement le territoire et les abords du village, semant la désolation aux alentours. Le préfet en fit couvrir 162 hectares sur les parties les plus menaçantes, et les redoutables monticules s'arrêtèrent dans leur œuvre de ruine<sup>6</sup>.

Afin de donner à l'entreprise les plus grandes améliorations possibles, Tournon établit deux pépinières, une à La Teste (qu'il appela *Jardin Brémontier*) et l'autre à Hourtin, où il réunit « un nombre considérable d'arbres forestiers<sup>7</sup> ». Il fit dans chacune divers essais de plantation et d'ensemencement dont il retint les meilleurs. Il avait en outre remarqué que des chênes de très belle venue croissaient parmi les pins déjà grandis ; il les multiplia de son mieux, mesure d'autant plus

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821.

2. *Mémoire* de Tournon à la Société d'agriculture, cité.

3. Rapport au Conseil général de 1821.

4. Il avait remplacé à la marine Gouvion-Saint-Cyr, nommé ministre de la guerre, le 12 septembre 1817.

5. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821.

6. *Id.*

7. *Mémoire* à la Société d'agriculture, cité.



utile que ces arbres, si nécessaires à la marine d'alors, étaient dans la région (nous l'avons constaté pour le pont) d'une invraisemblable rareté. Lainé, qui suivait ses efforts avec un vif intérêt, et l'aidait de son mieux, lui envoya des graines de pin de Riga, et l'engagea à les essayer : elles donnèrent d'excellents résultats, et Richelieu promit son crédit pour en procurer de nouvelles<sup>1</sup>. — Une surveillance incessante et active, des « méthodes plus simples enseignées par l'expérience »<sup>2</sup>, surtout des adjudications passées « avec des entrepreneurs sérieux », et sous de très sévères conditions<sup>3</sup>, donnèrent de grandes économies et permirent, comme pour les routes, de faire produire leur maximum de résultats aux fonds octroyés par le gouvernement. C'est ainsi que, dans l'ensemble, le prix de l'hectareensemencé et recouvert ne coûta, sous l'administration de Tournon, que 128 francs au lieu de 209 pour les campagnes précédentes<sup>4</sup>.

Dans des travaux échelonnés sur une aussi vaste étendue, il était difficile que tout marchât sans accrocs ; ils survinrent de diverses sortes. — Durant la terrible année de famine 1817, les fonds promis par le gouvernement n'arrivaient pas. A La Teste, en particulier, il ne restait plus que 600 francs à l'ingénieur pour payer 150 ouvriers qui n'avaient rien touché depuis quinze jours, et que la faim guettait. « La pénurie du pain est si forte, il est si cher, écrivait à Tournon l'adjoint au maire,

1. *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de Lainé, 4 janvier 1819.

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819. — En particulier, les cordons et les piquetages furent supprimés, le recouvrement fait avec moins de bois, « quoique avec une égale solidité », les graines achetées à plus bas prix. Cf. *Mémoire* de Tournon à la Société d'agriculture, cité.

3. Cf. *Arch. départementales de la Gironde*, 1 liasse : Dunes 1791-1819, détail du cahier des charges. L'entrepreneur devait donner, comme garantie, un cautionnement en immeubles égal au montant de la dépense à faire pendant un an. Tous les trois mois, procès-verbal devait être dressé de la contenance ensemencée, avec remarques. — L'administration n'admettait aucune cause telle que cherté des vivres, défaut de bras, difficultés de transport, sécheresse, pluie ou autres motifs « par lesquels l'entrepreneur voudrait pallier sa négligence ou le défaut de succès ». Seuls, les cas fortuits, comme ouragans qui emporteraient les couvertures, devaient donner lieu à une indemnité. L'entrepreneur devait prendre les graines fournies par l'administration, à raison de 20 francs le boisseau de graines de pins, et de 0 fr. 80 le kilog de graines de genêts.

4. Cf. *Mémoire* à la Société d'agriculture, cité.

Une exception était faite pour les ensemencements du cap Ferret où, par suite de difficultés particulières « qui ne se renouvelleront plus », disait Tournon, la dépense fut de 265 francs l'hectare. Mais en 1802, elle avait été de 346 francs. *Id.*

Lalesque<sup>1</sup>, qu'il est extrêmement urgent que les ouvriers soient payés tous les huit jours<sup>2</sup>. » En cette grave occurrence, le préfet accepta avec empressement l'offre faite par quelques grands propriétaires, qui admiraient ses efforts, de fournir les avances nécessaires au régulier paiement de ces pauvres gens<sup>3</sup>. — Une autre fois, tout un groupe de ces mêmes ouvriers y alla de sa petite grève. L'inspecteur des semis trouvait que les transporteurs de branchages pour couverture gagnaient trop : leur salaire ne montait-il pas quelquefois jusqu'à 4 francs par jour ? Il résolut donc de taxer le fagot à 0 fr. 03 cent, au lieu de 0 fr. 04. 80 ouvriers quittèrent aussitôt l'atelier, comme protestation. Tournon ne voulait ni de ces conflits funestes entre employeurs et employés, ni d'interruption dans un travail aussi nécessaire. Il ordonna donc de remettre le fagot de branchages à 0 fr. 04, et tout rentra immédiatement dans l'ordre<sup>4</sup>. — Le rude hiver 1819-1820 causa de grands dégâts dans les semis, en particulier à La Teste où il fallut les recommencer en partie, pour combler les « avaries<sup>5</sup> ». — Enfin, la législation qui devait protéger les jeunes pousses contre les « ravages des hommes et des bestiaux, plus graves là que dans tout autre lieu<sup>6</sup> », restait fort incomplète et défectueuse. Tournon avait vu à Rome les travaux des Marais Pontins et de l'*Agro romano* garantis par des lois particulières ; il en aurait voulu de similaires en France. A leur défaut, il dut soumettre [les plantations nouvelles à une active surveillance, et prendre de très sévères arrêtés : défense de couper les bois de broussailles qui avoisinaient les dunes et pouvaient servir de couverture, à moins de « 2000 pieds de distance des dites dunes<sup>7</sup> » ; défense de parcourir les semis en voiture, et surtout de faire paître le bétail dans les environs.

1. Tournon l'avait choisi comme surveillant confidentiel de tous les travaux des dunes dans cette région.

2. *Arch. départementales de la Gironde*, liasse : dunes 1791-1819. Lettre confidentielle de Lalesque à Tournon, 8 juin 1817. Il y a plusieurs lettres du même genre.

3. *Id.*, lettre de Tournon à l'adjoint de La Teste, 11 juin 1817.

4. *Id.*, lettre confidentielle de Lalesque, 30 mars 1817, et lettre de Tournon, 11 juin 1817. — Cf. *Arch. des Eaux et Forêts de la Gironde*, carton n° 19.

5. Rapport de Tournon au Conseil général de 1820.

6. *Id.*, de 1817.

7. *Arch. départementales de la Gironde*, liasse : dunes 1819-1855, arrêté du 17 juin 1819.

De sérieux dégâts avaient été commis sous ce rapport durant les années d'abandon des travaux 1814 et 1815. Tournon se montra d'une inflexible rigueur contre les bergers, gens trop souvent rapaces et têtus.

Malgré ces difficultés, il parvint à des résultats vraiment surprenants. « *Dans cinq années, pouvait-il écrire non sans fierté, on a plus fait que dans le cours de 30 années précédentes*<sup>1</sup>... On a fini et ensemencé 2500 hectares de dunes, tandis que de 1787 à 1815, on en avait seulement ensemencé 2400<sup>2</sup>. » Et pourtant, les sommes employées sous son administration furent moins élevées, puisqu'elles ne dépassèrent pas 350 000 francs, alors que, sous le régime précédent, elles montèrent à 490 100 francs. — Aussi l'enthousiasme gagne Tournon devant un pareil succès; il le célèbre en termes un peu dithyrambiques : « Déjà les territoires de Soulac, de l'Hôpital, de La Teste sont garantis de l'envahissement des sables; déjà la fixation du cap Ferret permet de s'occuper de l'amélioration de l'entrée du bassin d'Arcachon, havre si important du golfe de Gascogne; déjà on peut songer à l'exécution du canal de jonction des étangs, parce que la fixation des sables qui les environnent est prochaine; déjà, au lieu de ces désolantes collines d'un sable aride, la côte montre de belles forêts ombrageant cette onduleuse ligne de dunes, qui servent au pilote de points de remarque pour le guider dans sa périlleuse course; déjà le cultivateur des landes se livre en paix à ses travaux derrière un abri protecteur<sup>3</sup>...! »

Entre tous ces résultats, le dernier lui demeurait particulièrement cher. Vers la fin du printemps de 1821, il fit à cheval une visite minutieuse et complète de tous les semis, du cap Ferret jusqu'au Verdon<sup>4</sup>. Dans cette longue randonnée qui lui permit de constater le bel entrain des travaux et la pleine réussite des jeunes plantations, il reçut des marques de gratitude qui l'émurent profondément. « Nous et nos enfants, écrit en particulier tout un groupe des habitants de La Teste,

1. *Mémoire* à la Société d'agriculture, cité.

2. Rapport au Conseil général de 1822. — Tournon donne dans ce dernier nombre un chiffre global. Le nombre exact d'hectares ensemencés de 1787 à 1815 fut de 2385. — Cf. tableau donné au Conseil général de 1821, page 443.

3. *Mémoire* à la Société d'agriculture, cité.

4. Cf. rapport de Tournon au Conseil général de 1821.

nous ne cesserons de vivre pour vous dans la plus parfaite reconnaissance, et de dire toujours que, sans la bonté de M. le Comte de Tournon, préfet de la Gironde, une partie très importante de nos patrimoines n'existerait pas<sup>1</sup>. »

Aussi ne quitta-t-il aucun de ses chers travaux de la Gironde avec plus de regret que celui-là. Il laissait au préfet à venir des encouragements et des notes précieuses, afin que l'œuvre se poursuivît méthodiquement. Il estimait la superficie totale des dunes, sur tout le golfe de Gascogne, à 120 000 hectares environ, dont 55 000 pour la Gironde. Or, selon lui, une dépense annuelle de 400 000 francs, augmentée des bénéfices que les nouvelles plantations, parvenues à grosseur suffisante, devaient fournir, comme une sorte d'intérêt composé, suffirait pour leur plantation entière au bout de 20 ou 25 ans; et la somme totale, fixée d'après ses calculs à 130 francs l'hectare, ne devait point dépasser .8 millions<sup>2</sup>. Tournon adoptait l'opinion de Brémontier que « plus de la moitié de la surface des dunes n'avait pas besoin d'êtreensemencée, parce qu'elle consistait en vallées qui se couvriraient naturellement d'arbres, lorsqu'elles ne seraient plus exposées aux invasions des sables mobiles<sup>3</sup> ». Quel magnifique résultat pour un déboursé relativement minime! Car les dunes non fixées dévoraient chaque année 20 à 25 mètres de territoire. On a calculé qu'avec cette vitesse, les mon-

1. Arch. départementales de la Gironde, liasse : Dunes 1791-1849, lettre à Tournon, 9 novembre 1818. — En souvenir de leur grand préfet, les habitants de La Teste appelèrent l'une des allées qui coupaient les dunes plantées par lui : « *allée de Tournon* ». Il m'a été impossible de l'identifier. (Cf. *Bulletin polymathique*, t. XIX, p. 123.) Ils donnèrent, d'autre part, le nom de *Tournon* à la place que le préfet fit planter d'arbres (ce sont, aujourd'hui, de magnifiques ormeaux); mais leurs descendants, un peu oublieux, lui ont substitué le nom de Jean Hameau.

2. *Mémoire* à la Société d'agriculture, cité.

Brémontier avait fixé cette somme à 25 millions, et la durée des commencements à 30 ou 35 ans. Il avait, d'autre part, exagéré le rendement des pins, qu'il évaluait à 15 francs le « *journal* » bordelais, soit 45 francs l'hectare. Tournon, instruit par l'expérience, d'après des calculs sévères, l'établit à 15 francs l'hectare en moyenne. « Chose remarquable, ajoutait notre préfet, on arrive, par suite des améliorations introduites depuis quelques années dans l'ensemencement, à ne pas dépasser la somme calculée par M. Brémontier, quoiqu'on emploie le mode qu'il a reconnu le plus sûr, mais qu'il a abandonné comme trop dispendieux, et qui l'était en effet puisque, suivant ses calculs, chaque hectare aurait coûté 420 francs. » *Mémoire* à la Société d'agriculture, cité.

3. Même *Mémoire*.



tagnes de sables auraient pu recouvrir Bordeaux, dans l'espace de quelques siècles, et l'auraient préalablement noyé sous les eaux marécageuses.

Pour les arrêter dans cette marche de ruine que rien ne pouvait endiguer, sauf les plantations, il ne fallait point de solution de continuité dans les travaux que « la moindre négligence<sup>1</sup> » pouvait gravement compromettre. — Au Verdon, ne jamais se lasser de « refaire » les parties dégradées par la tempête ; en allant vers le sud, diriger les semis de manière à fixer les sables « qui se jettent sur la plaine de Vendays » ; garnir de préférence les dunes qui dominant les étangs de Hourtin et de Lacanau, afin d'en arrêter l'ensablement ; protéger le canal qui conduisait les eaux de ce dernier étang dans le bassin d'Arcachon ; multiplier les ateliers sur des points nombreux, « afin de créer des masses de bois » qui puissent, au bout de 8 à 10 ans, fournir des branchages de couverture ; ne pas « négliger une seule année » les dunes du cap Ferret, jusqu'au complet achèvement ; continuer les expériences des graines d'arbres résineux faites au *Jardin Brémontier* ; enfin, conserver exactement la méthode suivie qui réunissait « la solidité à l'économie<sup>2</sup> », tels étaient les principaux conseils qu'il donnait pour l'avenir, en témoignage de sa sollicitude pour cette œuvre, l'une « des plus vastes qui ait été conçue<sup>3</sup> ».

1. Grand rapport de 1822.

2. *Id.*

3. *Mémoire* à la Société d'agriculture, cité.

**Tableau comparatif de l'ensemencement des Dunes  
de 1787 à 1815 et de 1815 à 1821.**

|                     | Années.   | Hectares. | Sommes<br>dépensées. | Prix par<br>hectare. |
|---------------------|-----------|-----------|----------------------|----------------------|
| La Teste. . . . .   | 1787-1815 | 1 243     | 260 000              | 209                  |
|                     | 1816-1821 | 801       | 110 000              | 136                  |
|                     | avaries   |           | 9 000                |                      |
| Cap Ferret. . . . . | 1801-1803 | 26        | 9 000                | 346                  |
|                     | 1817-1821 | 283       | 70 000               | 247                  |
|                     | avaries   |           | 1 200                |                      |
| Lège. . . . .       | 1819-1821 | 145       | 18 000               | 124                  |
| Hourtin . . . . .   | 1803-1815 | 634       | 80 300               | 126                  |
|                     | 1816-1821 | 476       | 58 000               | 121                  |
| L'Hôpital. . . . .  | 1819-1821 | 162       | 18 500               | 114                  |
| Le Verdon. . . . .  | 1803-1815 | 482       | 140 800              | 292                  |
|                     | 1816-1821 | 346       | 47 000               | 135                  |
|                     | avaries   |           | 7 500                |                      |
|                     |           | 4 601     | 829 300              |                      |

Rapport au Conseil général de 1824.

Tournon voulut « honorer la mémoire » de l'homme célèbre qui avait apporté le salut à ces territoires, en marquant aux sables leur limite. « J'ai conçu la pensée, disait-il au Conseil général de 1818, de perpétuer le souvenir de ce grand bienfait par un simple monument au génie persévérant de Brémontier. » Le Conseil accueillit la proposition avec grande faveur. Un cippe en marbre des Pyrénées fut élevé, par les soins du préfet, « au milieu d'une pépinière d'arbres résineux de toute espèce », sur la première dune fixée par le célèbre ingénieur<sup>1</sup>. Il devait rappeler au passant trop oublieux le nom de celui qui avait « créé » la forêt, et sauvé La Teste d'un désastre prochain. « Le matelot débarqué auprès de la modeste chapelle d'Arcachon, écrivait le préfet quelques années plus tard, l'habitant de La Teste dont les champs ont échappé au déluge de sable, gravissent avec reconnaissance la dune qui couronne le monument élevé à l'auteur de ces bienfaits... Il portera aux âges à venir le nom de Brémontier, qui conçut et entreprit les travaux, et celui de Lainé qui les fit reprendre après les malheurs de 1815<sup>2</sup>. » — Achéons sa pensée... et joignons-y le nom de Tournon<sup>3</sup>.

\*  
\* \*

Tout au sortir de ces « horribles<sup>4</sup> » champs de sables, le préfet pouvait pénétrer dans un « désert » d'un autre genre, mais lui aussi d'une infinie tristesse : *les landes* ! Les landes à l'horizon monotone, succession indéfinie de plaines ou de légères ondulations, couvertes d'ajoncs, de genêts, de bruyères, de broussailles, où dormaient d'immenses flaques d'eau croupissante, et que coupaient çà et là de trop rares bouquets de pins ! Elles occupaient plus de la moitié de ce vaste département de 537 lieues carrées<sup>5</sup>. On n'en connaissait même pas l'étendue, car jamais elles n'avaient été cadastrées<sup>6</sup>. Dans ces espaces arides,

1. Cf. rapports au Conseil général de 1820 et 1821.

2. *Mémoire* à la Société d'agriculture, cité.

3. Le cippe existe encore aujourd'hui. Tournon fit en outre donner le nom de *Brémontier* à toute la dune, et au chemin qui conduisait de La Teste à la mer. Cf. *Arch. départementales de la Gironde*. Liasse : dunes 1791-1819.

4. Lettre de Tournon à Lainé, 13 juillet 1816, citée.

5. *Almanach du commerce* de 1820, p. 113.

6. Grand rapport à Lainé, 25 mars 1818, cité. — Les landes occupaient la plus grande partie des arrondissements de Bordeaux, de Bazas, de Lesparre, et une vaste étendue de celui de Blaye.

apparaissaient de loin en loin quelques pauvres villages, comme séparés du reste du monde, erraient quelques troupeaux « de misérables moutons » ou de bêtes à cornes de race abâtardie<sup>1</sup>, « sur lesquels veillait un pâtre revêtu de la toison de ses brebis, et monté sur de hautes échasses<sup>2</sup> ». En été, c'était un peu « la sécheresse et la nudité des déserts de l'Afrique », en hiver, le « froid tableau des marais de la Sibérie<sup>3</sup> ». La vente des bois et de la résine dans les cantons où croissait le pin, un peu de miel, quelques prairies artificielles, le maïs et le millet (plus tard la pomme de terre), le gibier et quelques têtes de bétail composaient toutes les ressources de ces régions désolées. Et encore, le petit commerce qui se faisait par la Garonne et le bassin d'Arcachon, seuls débouchés « depuis Captieux jusqu'à Hourtin », était-il extrêmement peu rémunérateur, à cause des frais énormes de transport. « Ces frais, disait Tournon, donnent aux denrées (des landes) une valeur excessive et telle, qu'elle ne peut soutenir la concurrence sur les marchés<sup>4</sup>. » Aussi, n'existait-il presque pas de contrées en France où les habitants vécussent dans une pareille misère.

L'amélioration des landes avait toujours été « le rêve des administrateurs<sup>5</sup> » ; mais, de ces rêves il n'était rien résulté de positif. C'est que trois obstacles se dressaient, comme invincibles, devant les meilleures volontés et les plus tenaces efforts, obstacles dont le préfet, à son tour, allait éprouver toute la résistance : le manque presque absolu de voies de communications, — les prétentions réciproques des propriétaires, des communes et aussi de l'État, leurs inextricables disputes pour la possession de ces vastes territoires, — et surtout l'impossibilité de donner aux eaux un écoulement suffisant<sup>6</sup>. Tournon

1. *Arch. Nationales*, F<sup>1</sup><sup>o</sup> III, Gironde 9, longue lettre de Tournon à Lainé (confidentielle) sur les landes, 3 août 1816.

2. *Bulletin polymathique*, t. XIX, p. 123.

3. JOUANNET, *Statistique*, t. I, p. 17.

4. Lettre à Lainé, 3 août 1816, citée.

5. Grand rapport au Conseil général de 1822.

6. Cf. lettre de Tournon à Lainé, 3 août 1816, citée; son grand rapport au même, 25 mars 1818, cité; ses rapports aux divers Conseils généraux, en particulier celui de 1817, le plus important « parce que, selon son expression, il y rassemble en un même tableau les idées conçues depuis longtemps avant lui » sur ce sujet.

A ces trois obstacles, il faut joindre, pour certaines régions, le manque d'eau potable.

cependant voulut, lui aussi, s'attaquer à ce nouveau « travail d'Hercule » ; il eut la joie de réussir sur quelques points, trop faiblement à son gré. Lui qui avait formé de si beaux plans et si énergiquement travaillé, lors de sa préfecture de Rome, pour assainir l'*Agro romano* et dessécher les Marais Pontins, laissait son imagination édifier de beaux plans devant tous ces terrains incultes. « Qui peut parcourir, disait-il au Conseil général de 1817, en lui exposant ses projets d'amélioration, qui peut parcourir ces vastes espaces, où l'homme ne laisse pas de trace, sans désirer qu'ils soient transformés en pays peuplés et fertiles ? » Et la chose ne lui paraissait nullement impossible ; « quand on parcourt, ajoutait-il, les communes d'Audenge, de Mios, de Salles, de Belin, on est frappé du progrès de la culture, et on reconnaît que ce pays n'est pas voué à être toujours désert. Quelques encouragements donnés auxensemencements de pins, quelques allègements sur les contributions des nouveaux habitants, opérant concurremment avec les moyens indiqués (voies de communications, partage définitif de la propriété des landes, écoulements des eaux), feraient bientôt cesser cet affligeant disparate d'un pays inhabité, aux portes de la deuxième cité du royaume<sup>1</sup> ».

La première amélioration, procurer des débouchés aux produits qui « périssaient sur place, à cause de l'éloignement des lieux de consommation<sup>2</sup> », fut celle que Tournon mena le plus loin vers l'achèvement. Nous l'avons vu créer ou rouvrir trois grandes percées à travers les landes : la route directe de Bordeaux à Bayonne par Belin ; la route de La Teste et celle de Lesparre. Les fossés profonds qu'il fit creuser sur leurs bords parallèles procurèrent un écoulement sommaire des eaux et « excitèrent les défrichements<sup>3</sup> » sur les deux côtés. « Plusieurs centaines d'hectares » furent ainsi mis en culture<sup>4</sup>. Une classification exacte des communications vicinales, qu'il ordonna dès 1816, permit ensuite de travailler à leur réparation « d'après un plan invariable<sup>5</sup> ». La navigation et surtout le

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

2. *Id.*

3. Grand rapport au Conseil général de 1822.

4. Rapport au Conseil général de 1821. — Sur les bords du chemin de La Teste, en particulier, qu'il créa jusqu'à la Leyre, plus de 1 000 *journaux* bordelais (333 hectares) furent ainsi mis en culture.

5. Lettre à Lainé, 3 août 1816, citée.



flottage des rivières du Ciron, du Guamort et de la Leyre, rétablie sur plusieurs points, vint compléter cette première ébauche de pénétration des landes. A son départ, il se proposait de tracer le plus tôt possible trois nouveaux chemins secondaires qu'il jugeait indispensables : de Bordeaux à Roquefort par Saucats, de Bordeaux à Audenge avec embranchement à la Croix d'Hins sur la route de La Teste, de Bordeaux à Lacanau par Saint-Médard et Sainte-Hélène, chemin déjà ouvert par lui « sur une lieue de longueur » ; il les laissait en projets à ses successeurs<sup>1</sup>.

Le deuxième obstacle, les prétentions opposées des particuliers et des communes à la possession des landes, et le partage définitif de ces immenses territoires, présentait des difficultés à peu près insurmontables dans l'état de la législation d'alors : Tournon ne put en venir à bout. Les landes avaient été autrefois données en lots divers aux seigneurs par les ducs de Guyenne ou les rois de France. Les seigneurs, à leur tour, en avaient fait des concessions aux communes et aux particuliers. Or, il n'existait ni plan bien délimité, ni titre de propriété bien clair de ces donations successives. Comment départager les prétendants ? Quelques nobles plus ou moins ruinés pendant la Révolution, et qui se croyaient des droits sur certaines parties de ces déserts, les revendiquaient alors hautement, et les communes, depuis longtemps usufruitières, ne voulaient rien en céder. « Il n'est presque pas de village qui ne soit en procès à cet égard », pouvait écrire Tournon<sup>2</sup>. Un an après son arrivée, plus de vingt affaires de ce genre avaient déjà passé sous ses yeux, sans qu'il eût pu « amener les communes, toujours en lutte contre les défricheurs, à transiger<sup>3</sup> ». Il aurait voulu, du moins, d'après les vues et les désirs de Lainé<sup>4</sup>, diviser ces territoires en *pays de culture* et en *pays de paissance* pour les troupeaux, contraindre les bergers des landes « pour les brebis de qui le monde serait trop étroit<sup>5</sup> », et dont les ravages dans les plantations devenaient

1. Grand rapport de 1822.

2. Grand rapport du 25 mars 1818, cité.

3. Lettre à Lainé du 3 août 1816, citée.

4. *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de Lainé à Tournon, 15 juin 1817.

5. Même lettre.

vite irréparables, à ne pas franchir les limites à eux assignées. Les résultats demeurèrent en-dessous des efforts tentés. « Je n'ai pu faire encore comprendre, avouait-il, que les vastes espaces où errent quelques misérables moutons, divisés entre le pâturage et la culture, donneraient une nourriture plus abondante à ces animaux que celle qu'ils y trouvent aujourd'hui<sup>1</sup>. » Son unique consolation de ces succès fut de réclamer énergiquement une législation plus claire, mieux appropriée à la matière, espérant du temps seul « ces grands changements qui sont dans la nature des choses<sup>2</sup> ».

Il entreprit la lutte contre le troisième obstacle, le plus formidable de tous, la stagnation des eaux, d'abord par la fixation même des dunes qui obstruaient peu à peu toutes les petites rivières sur la partie ouest des landes; par la destruction des obstacles, ordinairement des « pêcheries frauduleusement établies<sup>3</sup> », qui « barraient » l'eau; par l'obligation imposée aux propriétaires et aux communes de nettoyer leurs *crastes* ou fossés d'écoulements... Petits moyens bien provisoires et de minimes résultats, pour diminuer de telles masses d'eaux dormantes, en ces immenses plaines qui manquaient presque totalement de la pente nécessaire. — Un autre remède, seul puissamment efficace, s'offrit dès le début à ses méditations : ne serait-il pas possible, d'après un plan sagement conçu, et un nivellement sérieux, de drainer par un long et profond canal ces funestes marécages? L'idée datait de loin. Vauban avait

1. Lettre à Lainé, 3 août 1816, citée.

2. Rapport au Conseil général de 1818.

La seule affaire de ce genre qu'il eut la joie de voir terminer fut la division de la vaste lande d'Etauliers, dite « de la Courtau », dans l'arrondissement de Blaye. — Un ancien acte de donation accordait 7 000 journaux (2 333 hectares) à 22 communes du voisinage. Or, le plan levé sur les limites indiquées par cet acte n'en connaît que 5 300. Il y avait donc erreur dans la démarcation primitive, ou bien les propriétaires limitrophes en avaient usurpé 1 700. D'autre part, la régie du domaine prétendait être propriétaire de cette lande, d'après une loi du 14 ventôse an VII (4 mars 1799).

Tournon ordonna une enquête et une étude très minutieuse de l'affaire, et soumit le dossier aux ministres avec avis nettement favorable aux communes. Ces dernières eurent gain de cause; la lande fut définitivement partagée selon leurs desirs et les vues du préfet; il en résulta un grand bien pour tout ce pays. — Cf. rapport de Tournon au Conseil général de 1818 et grand rapport à Lainé, 25 mars 1818, cité.

3. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

projeté d'en creuser un entre Arcachon et Bayonne, praticable aux plus gros vaisseaux. Dans la suite, les tentatives diverses de quelques philanthropes ou spéculateurs échouèrent les unes après les autres. Malgré ces insuccès, Napoléon, habitué à tout voir plier devant sa volonté, signa le 12 juillet 1808, un décret décidant l'ouverture d'un canal destiné à relier la Garonne à l'Adour par les landes. Les études commencèrent aussitôt; elles furent interrompues par la chute de l'Empire.

Avec la Restauration, les questions de canalisation reprirent de l'importance. En 1820, Becquey, directeur général des Ponts et chaussées, prépara un plan général pour la France dans lequel il indiquait le tracé d'une voie navigable de Bordeaux à Bayonne. Balguerie-Stuttenberg, très vivement encouragé par le préfet, offrit alors de faire exécuter ce travail par une Compagnie, système qui avait donné de si excellents résultats pour les deux ponts. Richelieu et Lainé offrirent leur précieux concours. L'Ordonnance du 21 mars 1821 autorisa donc Balguerie à former une Société qui prendrait le nom de *Compagnie des Dunes*. L'infatigable Deschamps, chargé des travaux préliminaires, se mit aussitôt à l'œuvre, et, dès la fin de l'année, il présentait à Becquey le projet entier, avec plan et devis, d'un immense canal qui devait relier la Charente, la Gironde et l'Adour à travers les grandes landes, et s'appeler *Canal du Duc de Bordeaux*<sup>1</sup>.

C'était pour Tournon la réalisation d'un de ses plus chers désirs. « Lorsqu'en 1817, je vous entretenais de mes idées sur les landes, s'écriait-il au Conseil général de 1821, j'espérais peu voir naître le jour de leur réalisation...; cependant ce rêve que je faisais va peut-être devenir une réalité. Des citoyens hono-

1. Cf. *Arch. de Gévelard*, deux notices sur le canal du duc de Bordeaux, par Deschamps; lettres du même à Becquey, 31 décembre 1824, et à Tournon 5 février 1825 (autographe). L'Ordonnance royale (art. 2) autorisait la Compagnie à faire toutes les vérifications relatives aux dessèchements de marais, communications avec la mer, canaux des landes et d'Arcachon, de la Gironde à Bayonne par les étangs littoraux, et même de la Gironde à la Charente. Le devis s'élevait à 29 millions 558 000 francs. Deschamps présenta un projet qui remplaçait tous ces canaux par une voie unique, canal de l'Adour à Bordeaux par Garosse, et le Barp (coût 12 millions), et de Bordeaux à la Charente par la Seugne (coût : 8 millions). C'était donc une économie de 9 millions 558 000 francs sur le projet gouvernemental. — Cf. *Arch. de Gévelard*, lettre de Balguerie-Stuttenberg à Tournon, 9 novembre 1821.

rables, pour qui le commerce est devenu un moyen puissant de servir leur pays, se sont réunis pour chercher dans les landes la matière de nobles spéculations. Leur crédit leur promet des capitaux suffisants; et pour en diriger l'emploi, ils ont choisi un homme habile, sage et hardi à la fois, qu'une longue étude a familiarisé avec toutes les grandes entreprises<sup>1</sup>... Le zèle de M. Balguerie-Stuttenberg, chef de l'association, en assure le succès, et jamais plus noble entreprise n'a été tentée... L'administration n'a pas été sans influence sur la détermination de ces honorables citoyens<sup>2</sup>. « Malgré toutes ces énergies, ces bonnes volontés, ces généreux et intelligents efforts réunis, le fameux canal ne put même pas s'ébaucher. Les difficultés bureaucratiques opposées par les Ponts et chaussées à Paris, la mort du duc de Richelieu, celle surtout de Balguerie-Stuttenberg (19 août 1825), la sournoise opposition des nouveaux ministres, portèrent des coups mortels à l'entreprise<sup>3</sup>.

Peut-être, si Tournon n'était point parti si tôt, le grandiose projet se fut réalisé quand même; c'était du moins l'opinion de Deschamps, qui avait mis dès l'abord, à sa réussite, une ténacité et un dévouement admirables : « Je ne doute pas, écrivait-il à Tournon, que si vous fussiez resté préfet de la Gironde, ce projet n'eût reçu son exécution, parce que personne mieux que vous ne pouvait y imprimer la direction et le mouvement qui seuls assurent le succès<sup>4</sup>. » Tournon, dans son espoir de voir aboutir ce plan magnifique, employa les derniers mois de sa préfec-

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821.

2. *Id.*, de 1822.

3. La *Compagnie des Dunes* ne comprit en réalité que les associés de la maison Balguerie-Stuttenberg. Ce dernier se réservait d'organiser régulièrement la Société s'il obtenait, de manière définitive et légale, la concession du canal des landes. Elle prit fin par ce seul fait qu'aucun canal ne fut concédé, car la Chambre des députés repoussa, le 2 juin 1838, le le projet établissant une jonction de la Garonne à l'Adour.

4. *Arch. de Gênelard*, lettre autographe de Deschamps à Tournon, 5 février 1825, citée. — Il ajoutait dans cette même lettre : « J'en ai écrit plusieurs fois à M. Becquey, sous les yeux de qui j'ai remis la carte où ce projet est exprimé, toutes les fois que mon service m'a conduit à Paris. M. le Duc de Richelieu l'avait accueilli favorablement, et votre ami, M. Lainé, y a toujours porté un très vif intérêt. Faiblement écouté à l'Administration générale des Ponts et chaussées, pour ne pas dire repoussé par des motifs que je n'ai pu comprendre, j'étais demeuré, pendant quelque temps, dans une sorte d'indifférence sur cette entreprise. Cependant, M. d'Haussez a cherché à renouer cette affaire dont les grands avantages, sous tous les



ture à aplanir les difficultés administratives. Il prépara surtout les communes ou les particuliers, propriétaires des landes, à vendre à la Compagnie des Dunes les terrains nécessaires au canal. Pour faciliter ces ventes, il engagea Deschamps à laisser planer des doutes sur le tracé futur, afin d'obliger tous les intéressés à n'émettre que des prétentions raisonnables. Après les offres dûment signées, on choisirait l'emplacement de manière définitive<sup>1</sup>.

Les dessèchements ainsi supposés accomplis et les débouchés ouverts, le préfet conseilla d'abord, pour mettre les ter-

rapports civils et militaires, comme sous celui de la facilité matérielle d'exécution, sont aussi aisés à apprécier qu'ils sont incontestables...

« Je me suis donc déterminé, sur les très pressantes instances de M. d'Haussez, et d'après la résolution de M. Balguerie de donner suite aux engagements que l'Ordonnance royale du 21 mars 1821 avait imposés à sa maison, à terminer pendant les mois d'octobre et de novembre de l'année qui vient de finir les opérations de nivellements et les autres vérifications... Le 31 décembre dernier, j'ai adressé à M. Becquey *lui-même*, la carte où il se trouve rigoureusement tracé. J'y ai joint un Mémoire fort détaillé où j'expose toutes les considérations qu'on peut faire valoir en faveur de cette entreprise. Je donne une évaluation de sa dépense, en première construction d'abord, et ensuite en entretien annuel, de ses revenus bruts et nets présumés... Plus d'un mois s'est écoulé depuis qu'elles sont parvenues à M. Becquey : aucune réponse n'a encore été faite ni à M. d'Haussez, ni à moi. Je n'ai pas même reçu le simple accusé de réception ordinaire !

« Il est vrai que les bureaux de M. Becquey n'ont pas manqué de me faire part des mesures prises pour reprendre l'ancien projet du canal par les points les plus élevés des petites landes, projet où déjà 150 000 francs ont été employés en opérations inutiles, qui manquera certainement d'eau, où l'on doit emprunter des rivières qu'on ne pourra jamais rendre navigables, projet enfin que je n'ai proposé de rejeter que parce que, l'ayant suivi pendant plusieurs années, de 1810 à 1813, je l'avais reconnu impraticable. Eh bien, c'est sur celui-là qu'est attirée toute la bienveillance de M. Becquey, et pour lequel il vient officiellement de m'annoncer qu'un crédit sur les fonds du trésor royal allait être ouvert au budget de 1825.

« Dans cet état de choses, Monsieur le Comte, et ne pouvant concevoir quels ressorts on met en jeu pour faire accueillir par le gouvernement et surprendre à la religion de M. Becquey une semblable résolution, j'ai recours à vos lumières, à votre zèle, à votre crédit pour prévenir une mesure aussi fâcheuse, ou du moins une indifférence ou une erreur aussi déplorables de la part d'une administration importante... »

Il y eut dans cette affaire des influences cachées et des « dessous » peu honorables pour « l'Etat major » des Ponts et chaussées, qui n'aimait pas Deschamps et le lui fit sentir, particulièrement en refusant son fils, d'injuste manière, aux examens de 1822. (Cf. *Arch. de Gévelard*, lettre de Deschamps à Tournon, 2 novembre 1822, citée.)

1. Grandrapport de 1822.

rains en valeur, les défrichements menés avec prudence. Afin de leur donner une bonne direction, il prit ses mesures pour établir dans les landes une grande « *Ferme d'expériences*, où les habitants verraient appliquer les meilleures méthodes agraires <sup>1</sup> ». Il ne put qu'en soumettre les plans au ministre <sup>2</sup>. Mais le plus sûr moyen d'amélioration consistait, selon lui, dans l'ensemencement sur une vaste échelle. « Le premier, disait-il, exige des dépenses considérables que les produits ne couvrent pas toujours ; il exige surtout des bras nombreux, et les landes sont encore un désert... C'est vers ce but que tous les efforts de l'administration doivent tendre... Les landes étant par ce moyen couvertes en grande partie de pins, des bras seront appelés pour leur exploitation que les routes et les canaux rendront très active. Ces familles défricheront les terrains les plus susceptibles de culture, et successivement ces déserts se peupleront, autant que le permet la nature ingrate des terres <sup>3</sup>. » Du reste, il faisait sienne l'opinion de Lainé, que c'était seulement « par des millions, et lentement, qu'on pouvait cultiver ces déserts <sup>4</sup> ».

\*  
\* \*

Les dunes et les landes ne comprenaient point la totalité des terres infécondes qui abondaient dans la Gironde, et que Tournon classait dans ses plans d'amélioration ; une vaste étendue de marécages venait s'y joindre, dont la superficie était évaluée à 35 000 hectares<sup>5</sup>. On estimait leur valeur globale, avant le dessèchement, à 21 646 000 fr., et après, à 40 398 350. Il s'agissait donc de doubler le prix de ces espaces immenses. Leur mise en

1. Grand rapport de 1822.

2. Deux ans plus tard, il fut nommé au Conseil d'Etat rapporteur de cette affaire. Les *propriétaires-directeurs* du futur établissement lui écrivaient à cette occasion : « Cette ferme, qui faisait partie de vos plans et que vous encourageâtes, s'est ressentie de votre absence. Vous y mîtes la première main ; il vous appartenait d'y mettre la dernière. Nous avons éprouvé une bien vive satisfaction en apprenant que vous êtes nommé rapporteur de cette affaire. » Signé, Verdonnet, etc. *Archives d'Aurilly*, 4 février 1823.

3. Grand rapport de 1822.

4. Lettre autographe de Lainé à Tournon, 15 juin 1817, citée.

5. Grand rapport de 1822. — Dans ce chiffre n'étaient pas comprises les étendues marécageuses qui enserraient les étangs du littoral, et qu'on fixait à 5 000 hectares.

valeur devint l'objet « des soins constants et multiples <sup>1</sup> » de Tournon qui avait acquis à Rome une grande expérience en ce genre de travaux <sup>2</sup>. — La date des premiers dessèchements de marais dans la Gironde remontait au commencement du xvii<sup>e</sup> siècle. Henri IV et Louis XIII portèrent sur cet objet de très sages édits. Mais sous Louis XIV et durant tout le xviii<sup>e</sup> siècle, l'arbitraire et l'anarchie succédèrent à l'ordre établi. Des lois impolitiques accrurent le mal en sacrifiant tantôt les propriétaires aux dessécheurs, tantôt ceux-ci aux propriétaires. De toutes parts s'élevèrent des plaintes; on vit naître une foule de procès que prolongeaient encore des conflits de juridiction; et par ces multiples affaires litigieuses, « les fonds destinés d'abord aux travaux allaient s'engloutir dans le dédale des procédures <sup>3</sup> ».

Ce fut seulement à partir de la loi du 16 septembre 1807 que les dessèchements commencèrent à être soumis à des règles uniformes, susceptibles de concilier les divers intérêts. Malheureusement, le législateur, dans cet acte important, n'avait eu en vue que les grandes opérations faites par les compagnies syndicales. Or, il existait dans toute la Gironde beaucoup de terrains marécageux qui ne pouvaient pas tenter des concessionnaires, qui n'appartenaient ni à l'Etat ni aux communes, et dont le dessèchement ne pouvait être entrepris que par les divers propriétaires. « Je cherche en vain dans la loi, disait Tournon, des règles qui déterminent l'action mutuelle de ces propriétaires les uns sur les autres. Le dessèchement étant demandé par la majorité des copropriétaires, la minorité doit-elle y consentir? Les votes sont-ils recueillis par tête ou par étendue d'intérêt? Voilà les questions importantes qui se présentent chaque jour et qui restent sans solution <sup>4</sup>. » Et notre préfet regrettait, en certains cas, de ne pouvoir appliquer les vieux édits, « usages fort antiques, mais bien appropriés à l'objet <sup>5</sup> ». Il s'efforça néanmoins de tirer le meilleur parti possible de cette législation défectueuse et incomplète. — On peut

1. Grand rapport de 1822.

2. Tournon disait au Conseil général de 1817 : « C'est dans la direction à donner aux travaux des marais que l'Administration pourra rendre au pays d'immenses services. Aucune partie ne mérite autant notre commune attention. »

3. JOUANNET, *Statistique*, t. I, p. 315.

4. Rapport de Tournon au Conseil général de 1818.

5. *Id.*, de 1817.

classer en trois catégories les marais dont il s'occupa : ceux administrés déjà par des Compagnies syndicales ou desséchés par les particuliers, dont il n'eut qu'à encourager les travaux ; ceux dont il fit entreprendre lui-même l'amélioration, et enfin ceux, trop nombreux à son gré, pour lesquels il dut se contenter de donner ses plans.

Au premier groupe appartenait les marais de Bordeaux et de Bruges (1 671 hectares)<sup>1</sup>, celui de Parempuire (800 hectares), de Blanquefort (1 000 hectares), ceux de Saint-Seurin et Verteuil formant un seul bassin de 800 hectares, les marais de Lesparre, Scurrac et Queyrac (1 800) (en moins bon état que les précédents), le marais de Saint-Vivien (850 hectares), l'un « des plus beaux dessèchements de la Gironde, et très bien administré<sup>2</sup> », et enfin les Polders de Hollande (1550 hectares), superbe dessèchement qui avait rendu à l'agriculture « une vaste étendue d'excellentes terres<sup>3</sup> ». Tous ces marais reçurent de grandes améliorations par les soins des Compagnies syndicales existant déjà, mais vivement « soutenues et encouragées par le préfet<sup>4</sup> ». — Il faut leur adjoindre les vastes marais de Saint-Ciers-La Lande (4 618 hectares) et d'Etauliers (773 hectares), sur la rive droite de la Gironde, que le marquis de Lamoignon était parvenu à féconder lui-même, ou qu'il administrait d'admirable façon. « La manière dont il est régi (celui de Saint-Ciers-La Lande), disait de lui Tournon, est au-dessus de tout éloge, et le département doit une vive reconnaissance à ce propriétaire qui, depuis dix ans, s'est voué à remettre en valeur une immense et riche surface que la Révolution avait rendue à l'infertilité<sup>5</sup>. »

En dehors de ces travaux qu'il aiguilla de son mieux vers le progrès, Tournon eut l'initiative directe de trois beaux dessèchements dont deux furent, malgré tous les obstacles, couronnés de succès. D'abord le marais de Béchevelle, de 600 hectares. Ses eaux présentaient un écoulement assez facile ; mais

1. Ces mesures sont données dans le grand rapport de 1822.

2. Même rapport.

3. *Id.* — Le dessèchement de ces marais avait été entrepris en 1670 par les Hollandais, d'où leur nom.

4. Grand rapport de 1822.

5. *Id.* — Tournon désirait établir, sur le marais d'Etauliers, au moyen d'une écluse, une petite navigation qui aurait permis d'embarquer à Etauliers, pour Bordeaux, les lourdes marchandises arrivant par la route de Saint-Malo.



la mauvaise volonté de quelques intéressés, sur lesquels la loi ne donnait aucune action, avait entravé jusqu'alors les plus sages mesures. Le préfet, très bien secondé par les trois plus grands propriétaires du terrain, Sarget, Cabarrus et Verdonnet, fit d'abord lever le plan de l'ensemble et expertiser toutes les parcelles. Les intérêts de chacun furent « discutés et arrêtés en contradictoire défense<sup>1</sup> », et le syndicat put enfin se créer. On commença, en 1817, un large canal intérieur et, en trois ans, les travaux étaient à peu près achevés. En outre du fertile territoire gagné sur les eaux croupissantes, ce canal donna lieu à une active navigation jusqu'après de Saint-Laurent, à la vive satisfaction du préfet qui trouvait là une démonstration évidente de son idée chère et si souvent énoncée<sup>2</sup> : pénétrer les landes par voies d'eau. « Ce dessèchement, disait-il, offre la preuve de semblables entreprises dans tous les marais, et de la possibilité de créer une petite navigation sur tous les cours d'eau qui descendent du plateau des landes<sup>3</sup> ». Même initiative, mêmes procédés et même résultat, pour le marais de Lafitte (300 hectares). Les travaux, commencés en 1818 par la Commission syndicale, se poursuivaient heureusement au départ de Tournon : il ne s'agissait plus que de continuer « avec persévérance ».

Les efforts du préfet pour améliorer les vastes marécages de Montferrand, et de la presqu'île d'Ambès en général, devaient être plus pénibles et moins immédiatement féconds. « J'aurais appliqué aux marais de Montferrand, dont l'assainissement occupe depuis si longtemps l'administration, les principes que j'ai suivis pour Béchevelle, avouait-il au Conseil général de 1819, si les discussions existantes entre les dessécheurs et les propriétaires pouvaient être terminées; j'ai tout fait pour y parvenir. Mais il est des affaires qui, par leur caractère, sont interminables, et je serais tenté de croire que celle-ci est du nombre<sup>4</sup>. » Il prit prétexte d'une grave épidémie de charbon qui éclata dans la région, en juin 1819, parmi le bétail, menaçant même les habitants, pour intervenir directement au nom de l'hygiène publique. Les dessécheurs et la Commission résolument mis de côté, Tournon

1. Grand rapport de 1822.

2. Il y revient dans presque tous ses rapports.

3. Grand rapport de 1822.

4. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819.

convoqua les principaux intéressés et les ingénieurs. Il fit ouvrir une souscription dont le remboursement devait s'effectuer au moyen d'une imposition extraordinaire sur les communes; on dressa un plan des travaux d'écurement les plus urgents, et le préfet en passa aussitôt adjudication pour une somme de 4 800 francs<sup>1</sup>. Cette question de salubrité lui permit d'imposer la continuation du dessèchement aux plus récalcitrants; un arrêté du Conseil de préfecture fixa, en 1821, les droits et les devoirs des divers intéressés et ouvrit enfin, pour cette malheureuse région, l'ère des travaux réguliers qui devaient en faire « l'un des pays les plus riches du département<sup>2</sup> ».

Ces divers marais formaient, dans l'ensemble, les plus importants de la Gironde; mais combien d'autres qui échappèrent à toute action d'assainissement, à cause du manque de fonds, à cause surtout des interminables et désastreuses disputes des ayants droit, et pour lesquels Tournon dut borner ses efforts à des vues et des plans adressés au Conseil général! — De ce nombre étaient les marais vis-à-vis de Bordeaux à Cenon, La Bastide et Floirac (430 hectares), « bien loin d'être dans l'état convenable aux intérêts des propriétaires, comme à la salubrité de la ville<sup>3</sup> »; le marais de Graillan (1200 hectares), celui de Guâ (300 hectares) important à cause des eaux venant de l'étang d'Hourtin, et qui pouvait servir à une navigation littorale intérieure; le marais de Soulac (1 150 hectares) que la mer avait considérablement réduit, et pour lequel il voulait une digue de défense du côté de l'océan; le marais d'Orcins (650 hectares), indivis entre diverses communes qui opposaient à toute amélioration « la force d'inertie », et enfin ces vastes terres incultes connues sous le nom de « *Palus* », palus de Saint-Médard, d'Eyrans, de Saint-Loubès, d'Arveyres, toujours inondés par grosse pluie, susceptibles pourtant de devenir des champs fertiles, si la résistance des particuliers à s'organiser, à concourir aux dépenses, n'avait empêché l'administration d'intervenir<sup>4</sup>.

Dans tout cet ensemble de territoires inféconds, Tournon englobait encore comme susceptibles de dessèchements,

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819.

2. Grand rapport de 1822.

3. *Id.*

4. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819.

au moins partiels, ce qu'il appelait « les marais de deuxième classe », immense étendue autour des étangs du Porge, de Lacanau, de Hourtin et sur tout le bord du littoral. « En donnant à ces eaux, disait-il, un écoulement vers le bassin d'Arcachon et vers la Gironde, on rendrait à la culture ces vastes espaces, et on se procurerait une navigation intérieure importante<sup>1</sup>. » Il n'eut ni les ressources, ni le temps nécessaires pour réaliser ce plan magnifique, et il laissa au plus zélé de ses successeurs immédiats, le baron d'Haussez, qui se fit un point d'honneur de continuer au mieux Tournon<sup>2</sup>, le soin de le commencer par le très important recrutement du chenal de Leige, sur une longueur de 75000 mètres. — Mais Tournon avait, en dehors des résultats déjà obtenus, stimulé les énergies individuelles, donné l'élan et de sages conseils qui devaient, dans la suite, porter de beaux fruits<sup>3</sup>.

1. Grand rapport de 1822.

2. Cf. *Arch. d'Avrilly*, lettres de d'Haussez à Tournon.

3. Dans ces divers travaux, il n'avait pas de plus zélé stimulateur que Lainé qui lui écrivait à propos des marais : « Vous me faites remarquer les nombreux avantages qui résulteraient (de leur dessèchement), produit des terrains rendus à l'agriculture, assainissement de l'air, construction de canaux qui établiraient de faciles communications avec les landes. Vos vues me semblent si justes, et le plan que vous m'avez présenté me paraît si bien entendu, que je désire beaucoup que vous vous assuriez le moyen d'en suivre l'exécution avec le temps. » — *Arch. de Gévelard*, lettre de Lainé à Tournon, 10 octobre 1818.

## CHAPITRE II

### DIVERSES AMÉLIORATIONS AGRICOLES

- I. La pépinière départementale; Tournon l'achève et l'organise définitivement. — Son petit *Musée agricole*. — Rétablissement de la collection des plants de vignes. — « Naturalisation » de la pomme de terre dans la Gironde: les rapports *agricoles* de Tournon avec l'Académie de Bordeaux; distribution de prix pour les plus grands « semeurs de pommes de terre ».
- II. La destruction des loups. — La répression du braconnage. — Les épizooties; leur fréquence et leur danger; mesures sanitaires que prend Tournon. — Perfectionnement des races de bétail; le dépôt d'étalons. — Les courses de chevaux. — Résultats de ces diverses mesures.

A ces travaux importants Tournon s'efforça de joindre des perfectionnements de détails, non moins vivement désirés par les agriculteurs. L'un des plus utiles fut la pépinière départementale. Objet depuis très longtemps d'un vœu général, elle n'entra en réalisation qu'au début de 1813, grâce aux soins du préfet Gary, l'un des meilleurs prédécesseurs de Tournon<sup>1</sup>. Mais à l'arrivée de ce dernier, 2 hectares seulement sur 5 étaient défrichés, les plantations fort négligées et la clôture en ruines. Lui qui aimait si passionnément les arbres et la terre, — goût contracté durant les longues et paisibles années de sa jeunesse, où il travailla aux modestes domaines de la famille, en son cher pays de Claveson, — il ordonna aussitôt l'entière mise

1. Tournon dit de lui qu'il laissa dans le département « le souvenir d'un homme de bien et d'un sage administrateur ». Conseil général de 1817. En souvenir de lui, il donna à la pépinière le nom de Gary.

Les prédécesseurs de Tournon à la préfecture de Bordeaux furent : le conventionnel Thibeaudeau, de 1800 à 1802; Dubois, député au Conseil des Cinq-Cents en 1795, de 1802 à 1804; le chevalier Delacroix, ancien conventionnel et père du célèbre peintre Eugène, de 1804 à 1806; le baron Fauchet, ancien ministre de France aux États-Unis, de 1806 à 1809; le baron Gary, de 1809 à 1813; le baron de Valsuzenay, en 1813-1814, et une deuxième fois en 1815; Fauchet, de nouveau, pendant les Cent-Jours.



en valeur de la pépinière, fit réparer soigneusement les murs d'enceinte, et édifier un portail avec une grille ayant un grand « caractère de noblesse et de simplicité<sup>1</sup> ». Au printemps de 1819, ces divers travaux étaient tous achevés, et les 5 hectares plantés de 50 000 pieds de toutes espèces d'arbres<sup>2</sup>. « J'ai donné tous mes soins, disait notre préfet, à réunir dans cet établissement une collection complète d'arbres fruitiers, en faisant venir de Paris les meilleures espèces, et nous possédons actuellement tous les fruits les plus estimés... auxquels sont joints un grand nombre d'arbres utiles et agréables; les ormes, les châtaigniers, les noyers, les frênes me paraissent mériter la préférence, et on ne saurait trop étendre le goût de la culture des arbres. J'ai fait venir aussi de Paris une collection de graines de céréales, de légumineuses, de fourrageuses, de tuberculeuses que j'ai fait ensemençer avec soin. Les résultats de ces cultures seront recueillis, et nous saurons, au bout de quelques années, quelles sont les conquêtes que notre agriculture peut faire sur celle des pays lointains. Je m'occupe à faire des expériences semblables sur l'éducation des abeilles<sup>3</sup>. »

Ces arbres, plantés le long d'allées bien entretenues, portaient chacun une plaque de fer-blanc avec leur nom scientifique et vulgaire. Le public se plaisait à venir admirer la vaste pépinière et sa belle ordonnance; bien vite, il donna la préférence, dans ses achats, à ces arbres « tous de belle venue<sup>4</sup> ». Pour l'encourager, Tournon s'efforçait de les faire vendre « le plus bas prix possible », et de concilier son désir de répandre ce goût si utile avec le besoin de solder les frais de la pépinière<sup>5</sup>. Il réussit au delà de ses espérances. Alors qu'au début, de 1815 à 1816, 707 arbres seulement avaient été livrés, dans l'hiver de 1820-1821, on en distribua 5 771<sup>6</sup>, et plus de 15 000 durant

1. Rapport au Conseil général de 1827. — La pépinière était située à l'ouest de Bordeaux, derrière le Jardin public, à l'extrémité de la rue Lacave, près de la place Mariadeck. Un puits fut en outre creusé entre la Pépinière et le Jardin botanique, avec frais partagés par la ville et le département. (Conseil général de 1819.)

2. Grand rapport de 1822.

3. Rapport au Conseil général de 1817.

4. *Mémorial* du 14 novembre 1815.

5. Le prix moyen était : 0 fr. 40 pour les arbres de haute tige, et 0 fr. 25 pour ceux de basse tige, plus 0 fr. 05 d'arrachage. *Mémorial* du 14 novembre, cité.

6. Rapport au Conseil général de 1821.

toute sa préfecture. Le montant de la vente dépassa, cette année-là, 4 000 francs, prix suffisant pour couvrir toutes les dépenses<sup>1</sup> : il ne restait plus désormais qu'à maintenir cet établissement dans un état aussi prospère.

Vendre beaucoup d'arbres, distribuer aux principaux agriculteurs les graines ayant donné les meilleurs résultats, c'était bien ; mais *instruire*, à une époque encore toute de routine et de préjugés, c'était mieux encore. Aussi Tournon augmenta-t-il la pépinière d'une utile annexe : dans une partie de la maison du jardinier, il fit établir un dépôt des divers instruments aratoires, « des modèles d'outils », « un herbier des plantes usuelles<sup>2</sup> », et une petite bibliothèque, le tout « propre à répandre le goût des utiles innovations<sup>3</sup> ». Frappé des avantages de cette sorte de petit *musée agricole*, le Conseil général de 1821 lui vota la somme de 4 500 francs qu'il demandait pour élever un pavillon séparé où tout serait mieux classé et disposé. Il fut rapidement construit, et devint le lieu favori de réunion des agronomes de la Gironde qui venaient y échanger leurs idées, faire des rapports sur leurs diverses expériences, en un mot s'y instruire utilement.

Tournon réalisa encore un autre vœu de ses administrés : il établit dans une partie du Jardin Gary une riche collection de plants de vignes, afin de les comparer et d'en sélectionner les meilleurs. Au xviii<sup>e</sup> siècle, l'intendant Dupré de Saint-Maur, aidé par l'Inspecteur général des manufactures Latapie, avait organisé ce vignoble, avec grand succès. On reçut de chaque intendant des généralités de France six échantillons de toutes les espèces de vignes cultivées dans leur région. On en planta ainsi plus de 60 000 dans deux jardins séparés. Ils y réus-

1. *Id.*, de 1822. — Comme dans tous ses moindres actes administratifs, Tournon introduisit un ordre parfait dans ces ventes d'arbres et l'usage des produits en provenant. Le directeur de la pépinière devait tenir un registre à colonnes où étaient inscrits : 1<sup>o</sup> la date de la vente ; 2<sup>o</sup> le nom des acheteurs ; 3<sup>o</sup> les qualités et les espèces d'arbres vendus ; 4<sup>o</sup> le prix de chaque vente ; 5<sup>o</sup> le récépissé de tout acheteur revêtu de sa signature. Le produit, par chaque cent francs, était versé chez le receveur général du département qui avait établi une caisse spéciale sous ce titre : Produit de la vente des arbres de la pépinière départementale applicable aux travaux qui doivent y être faits. — *Arch. départementales*, Registre 39 des arrêtés préfectoraux, arrêté du 13 novembre 1816.

2. Rapport au Conseil général de 1821.

3. *Id.*, de 1822.

sirent à merveille. Ces plants, soigneusement étiquetés, étaient accompagnés d'une notice relative à leur culture, leur accroissement et leur produit. La nomination d'un nouvel intendant vint arrêter dans son essor cette entreprise si utile. Plus tard, la Révolution acheva ce que la négligence avait commencé, et « l'on vit les Vandales de 1793 arracher avec furie ces vignes d'espèces si variées, et dont la culture promettait à cette province et à la France entière de si beaux résultats<sup>1</sup> ». A l'arrivée de Tournon, il ne restait aucun vestige de ces deux jardins. Celui-ci répara de son mieux le désastre, et multiplia dans la pépinière les échantillons de plants de vignes<sup>2</sup>. Il aurait voulu un terrain spécial et séparé pour cette culture; aussi engagea-t-il vivement le Conseil général à faire valoir les droits du département relatifs à l'ancien cloître des Chartreux, promis par la ville en échange d'une portion de la pépinière cédée pour le Jardin botanique; sur l'emplacement de « cette ruine », on aurait trouvé le local désiré. L'opposition de la municipalité l'empêcha de réaliser ce nouveau projet<sup>3</sup>.

Mais parmi les plantes utiles que Tournon s'efforça d'introduire et de multiplier chez ses administrés, la pomme de terre mérite une mention particulière. On sait combien le précieux tubercule de Parmentier eut de la peine à s'acclimater, en certaines régions de la France. En 1815, le préfet constata qu'elle demeurerait encore d'un usage fort restreint dans les campagnes, et qu'elle était même totalement ignorée sur plusieurs points des landes. Il mit à la vulgariser son zèle habituel, et fut bien aidé par les circonstances. La longue famine de 1817 obligea, bon gré mal gré, le paysan à manger des pommes de terre : il s'en trouva fort bien. Nous avons vu Lainé demander à Tournon de faire des expériences en grand « de cette racine » dans certains « terrains vagues<sup>4</sup> » des landes; elles réussirent à merveille, et la plante nouvelle rendit les plus

1. *Bulletin polymathique*, t. XVIII, p. 428. — Les explications manuscrites sur ce vignoble, qui étaient passées aux mains de Brémontier, furent perdues à sa mort.

2. Rapport au Conseil général de 1817.

3. C'est aussi sur les instances de Tournon, en 1816, que furent entreprises les réparations urgentes que nécessitait le pitoyable état du Jardin botanique. Elles occasionnèrent une dépense de 8 000 francs. (Cf. *Arch. municipales*, cahier copie-lettres, avril à août 1816.)

4. *Arch. Nationales* F<sup>11</sup> 726, lettre du 27 novembre 1816 à Tournon.

signalés services durant ces années calamiteuses. La routine était brisée, l'élan donné : il ne s'agissait plus que de le maintenir. D'accord avec le gouvernement qui accorda 3 000 francs de prix, le préfet, par son arrêté du 22 février 1817, promit des récompenses à la meilleure culture de pommes de terre. Il en résulta entre paysans un véritable « concours de plantation » : 300 000 hectolitres en furent récoltés cette année-là dans la Gironde<sup>1</sup>.

Tournon résolut de témoigner son entière satisfaction à ses excellents et dociles cultivateurs, par une séance solennelle de distribution des prix... à l'*Académie royale*. Ne nous étonnons pas trop d'un tel choix. L'Académie de Bordeaux, « cette bonne fille qui ne faisait jamais parler d'elle », selon le mot de Montesquieu, parlait beaucoup en revanche, et pas seulement sur les Belles-Lettres, les Sciences et les Arts. Rien de curieux, et même d'amusant, comme de parcourir les manuscrits de ses rapports à cette époque. Il y a de tout : examen d'un mémoire de M. Labadie sur la Quadrature du cercle<sup>2</sup>, d'un autre sur le bitume<sup>3</sup>, sur les moyens les plus économiques d'épurer en grand les eaux de la Gironde<sup>4</sup>, examen d'aciers purifiés par un nouveau procédé<sup>5</sup>..., et j'en passe.

Mais c'est de préférence vers l'agriculture que nos académiciens se plaisaient à étendre leur universelle compétence. On trouve dans ces manuscrits de nombreuses lettres du préfet demandant leur avis en la matière aux « honorables membres », ou leur communiquant le résultat de ses expériences personnelles ; tout cela avec un charmant abandon, comme en famille. Ainsi, il leur envoie deux boîtes contenant des graines de soude d'Alicante pour être distribuées à ceux de leurs correspondants qui ont des propriétés au bord de la mer<sup>6</sup> ; il les invite à faire connaître ceux parmi eux qui désirent des graines de pins Laricio, dont la Compagnie propage les semis avec ardeur<sup>7</sup> ; il les informe qu'il a reçu spécialement à leur inten-

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1818.

2. Bibliothèque de Bordeaux, manuscrits de l'Académie, année 1819-1820, p. 3, séance du 28 janvier 1819.

3. *Id.*, année 1818-1819, séance du 26 août 1818.

4. Même séance.

5. Année 1819-1820, séance extraordinaire du 24 août 1819.

6. *Id.*, séance du 7 avril 1819.

7. Année 1818, séance du 20 juillet 1818 ; cf. séance du 20 juillet 1820.



tion, de la Maison Vilmorin-Andrieux à Paris, deux livres de graines de fléole pour faire des essais<sup>1</sup>; il s'empresse de les avertir que le gouvernement vient de lui accorder 6 beaux taureaux suisses qui seront répartis entre les arrondissements, et demande leur avis sur l'amélioration de la race bovine, sur l'utilisation d'une nouvelle brouette<sup>2</sup>. Il leur envoie même des échantillons de pommes de terre... Et la docte Assemblée se montrait reconnaissante de ces délicates prévenances..., en donnant à Tournon de bons conseils! Elle lui fit observer, en particulier, que l'étendue de 6 hectares d'ensemencement de pommes de terre qu'il proposait pour gagner la prime de 300 francs était trop considérable; notre préfet acquiesça fort aimablement, comme toujours, à ce vœu de nos académiciens agricoles<sup>3</sup>. Quel milieu mieux assorti que celui-là pouvait donc être choisi pour récompenser les grands semeurs de « la solanée parmentière »?

Ce fut magnifique et même théâtral. Il y eut séance publique, « tenue extraordinairement », et jamais les bons cultivateurs primés qui se trouvaient là n'avaient entendu de si beaux discours. Tournon écrivit le sien de son style le plus ronflant : « Le grand Sully disait, dans son langage énergique : « Le labourage est une des mamelles de l'État », et l'esprit vaste du roi Henri faisait de ce mot naïf et profond l'une des maximes de son gouvernement... Que notre souvenir se replie sur les temps qui précédèrent la Restauration, que notre pensée parcoure les campagnes vides de laboureurs que la guerre avait moissonnés, vides de bestiaux que la réquisition avait arrachés à la charrue... Mais jetons plutôt les yeux autour de nous, admirons le changement... Une plante donnée par l'Amérique à l'Europe, dédaignée d'abord, a lentement, comme toutes les choses utiles, acquis la renommée. Mais cette province, fière de ses autres produits, semblait conserver seule son injuste prévention contre la solanée parmentière<sup>4</sup>... » Et il terminait en félicitant les lauréats de leur noble émulation à produire un tubercule dont l'expérience avait désormais pro-

1. Séance du 9 mars 1820.

2. Séance du 20 janvier 1820.

3. Séance du 1<sup>er</sup> mars 1817.

4. Manuscrit de l'Académie, année 1818, séance du 7 février 1818. — Ce discours se trouve aussi aux *Archives départementales*, liasse du Conseil général, 1818-1819.

clamé les grands bienfaits. Il y eut douze prix distribués, deux de 500 francs, cinq de 300 et cinq de 100<sup>1</sup>. — La pomme de terre recevait ainsi, de très académique manière, son acte de naturalisation dans la Gironde.

\* \*  
\* \* \*

Aux soucis d'améliorer le sol et les plantes, Tournon joignit ceux de protéger le bétail et d'en perfectionner les races diverses. — Il importait, en premier lieu, de défendre les troupeaux dans les campagnes contre les ravages « que commettaient chaque jour les loups<sup>2</sup> ». Durant le rude hiver 1816, ces fauves portèrent la désolation en certaines contrées des landes. Ils avaient fait des fourrés impénétrables de ces déserts leur refuge habituel, et « foisonnaient<sup>3</sup> ». Tournon organisa des battues générales et régulières dans le courant de 1817, et autorisa les communes qui en firent la demande, et les particuliers dont c'était la profession, à se livrer à la destruction de ces redoutables animaux. On abattit, cette année-là, 28 loups, 16 louves et 80 louveteaux<sup>4</sup>. Malgré ces « tueries », leur nombre se renouvelait chaque hiver, comme « les têtes de la Méduse antique ». Il aurait fallu, pour les faire disparaître progressivement, que les mêmes énergiques mesures fussent prises dans les départements voisins, les Landes, le Lot-et-Garonne et, en général, tous ceux de ce versant nord des Pyrénées où les loups avaient leurs repaires, et d'où le froid les chassait chaque hiver dans la plaine, en bandes affamées. Tournon n'eut d'autres ressources à cet égard que d'exprimer ses vœux les plus fermes<sup>5</sup>. Le Conseil général de 1821, sur ses avis motivés, et pour encourager la lutte contre ces carnassiers, doubla la

1. Registre 39 des arrêtés préfectoraux, arrêté du 22 février 1817.

2. *Arch. Nationales*, ADxix<sup>1</sup> 24, circulaire aux maires, du 21 février 1816.

3. Cf. grand rapport à Lainé, 25 mars 1818, cité.

4. Rapport au Conseil général de 1818. — Dans son département du Tibre, Tournon avait trouvé des loups en bien plus grand nombre encore. Durant l'année 1810, on en tua 250. Il est vrai que les primes étaient de 107 francs pour les loups et les louves, et de 32 francs pour les louveteaux. — Cf. *Arch. de Gênelard*, lettre de Tournon à Angles, 21 novembre 1810, et à Montalivet, 9 janvier 1811.

5. Rapport au Conseil général de 1818.

prime pour chaque tête de louveteau et la porta de 5 à 10 francs. En quelques mois, il en fut tué 93<sup>1</sup>.

Un autre mal venait de lui-même se greffer sur ce fléau : le braconnage. Plus d'un paysan, sous prétexte de chasser le loup, chassait le menu bétail des fermes. Beaucoup de déserteurs n'avaient, au reste, d'autre occupation et d'autre moyen d'existence que celui-là. Et comment les réduire à l'obéissance aux lois, dans ces immensités impénétrables, avec si peu de gendarmes ? Les plaintes de Tournon devenaient amères devant l'inutilité de ses efforts : « Je recommande sans cesse, disait-il, de tenir strictement la main aux lois et règlements sur les ports d'armes et permis de chasse ; malgré cela, le braconnage existe impunément<sup>2</sup>... Par la dévastation de propriétés et l'oisiveté vagabonde qu'il occasionne, il est un des fléaux de ce département. Que peut l'administration pour l'arrêter, lorsque les lois, en défendant le port d'armes sans autorisation, prescrivent qu'on ne peut le faire punir qu'au moyen de procès-verbaux dressés par des gendarmes ou par des gardes champêtres ? Vous savez en quel petit nombre sont les premiers et quelle est l'étendue de leurs devoirs ; quant aux seconds, il n'en existe que dans un si petit nombre de communes qu'il est impossible d'attendre d'eux un service vraiment utile. Il faudrait, pour diminuer le braconnage, que chaque commune ait son garde champêtre, et que les lois punissent ce délit avec plus de sévérité. L'administration, dans l'état des choses, est impuissante<sup>3</sup>. » — Et de fait, les trois écueils, d'importance heureusement peu grave, contre lesquels la meilleure énergie de Tournon vint se heurter sans résultats furent : les loups, les braconniers et les déserteurs !

Les loups n'étaient pas les seuls ni les plus terribles ennemis du bétail dans la Gironde. En ce pays de marécages, les maladies charbonneuses faisaient des ravages autrement plus considérables, et « enlevaient parfois des troupeaux entiers<sup>4</sup> ». Et les dangers de contagion pour les voisins devenaient excès-

1. Rapport au Conseil général de 1821. — Les primes étaient de 40 francs pour chaque loup et louve, de 50 fr. pour les louves pleines, de 5 et puis de 10 francs pour les louveteaux.

2. Rapport au Conseil général de 1818.

3. *Id.*

4. Grand rapport à Lainé, cité.

sivement graves, par ce fait que les propriétaires des animaux malades, presque tous dépourvus des plus élémentaires notions d'hygiène, ne prenaient aucune précaution, et n'employaient, comme remèdes, que de grossiers procédés empiriques. Comment, du reste, faire traiter scientifiquement les divers cas ? Il n'y avait qu'un seul vétérinaire pour toute la Gironde, à Bordeaux, et il ne pouvait suffire, d'après l'aveu même de Tournon, au quart de la besogne ! Aussi, dès le début de sa préfecture, vivement frappé de pareils dangers, s'appliqua-t-il de son mieux à les prévenir. Il obtint du Conseil général que quatre spécialistes, très instruits, se partageraient ainsi le département pour les soins à donner : Bordeaux, Libourne-Blaye, La Réole-Bazas, Lesparre<sup>1</sup>. Par ailleurs, il adressait tous les ans aux maires, avec ordre de la transmettre à chaque propriétaire, « une instruction très détaillée<sup>2</sup> » pour préserver les troupeaux des maladies contagieuses. Des poursuites impitoyables devaient être exercées contre tout délinquant. En cas d'épidémie, les mesures les plus sévères étaient prescrites : déclaration immédiate et visite « sans aucun délai » par « l'artiste vétérinaire », en présence du maire ; défense à tous maréchaux, bergers, etc., de « traiter » aucun animal avant cette visite ; ordre de porter, « au lieu de les traîner », les animaux morts d'épidémie à 98 mètres (150 toises) de toute habitation, et de les enterrer à 8 pieds de profondeur ; tous droits donnés au maire de requérir aide et secours des voisins, sous peine de 50 francs d'amende ; défense à tout propriétaire et marchand de vendre, échanger, faire voyager un animal atteint ou même soupçonné de maladie ; obligation pour les maires d'adresser des procès-verbaux sur ces divers cas à la préfecture, de faire souvent des visites et de donner avis de l'état des bestiaux de leur commune ; amende de 300 francs contre tout récalcitrant<sup>3</sup>...

De semblables prescriptions sont, aujourd'hui, entrées dans le courant ordinaire de toute bonne administration préfectorale ; mais à l'époque, il y avait mérite, sinon à les donner, du moins à les faire appliquer, comme Tournon, d'inexorable manière. Elles portèrent leurs fruits : durant ces sept années, aucune

1. Rapport au Conseil général de 1819.

2. Grand rapport à Lainé, cité. — Cf. arrêté du 14 mai 1816, cité.

3. *Archives départementales*, registre 42 des arrêtés, police générale et travaux publics, arrêté du 19 juin 1819.



épizootie générale et grave ne sévit sur le bétail de la Gironde, sauf celle qui éclata soudain, durant l'été de 1820, dans les marais d'Ambès et les communes circonvoisines. Elle fit d'abord et rapidement des « progrès effrayants »; mais grâce aux mesures prescrites promptement et énergiquement appliquées, elle fut enrayée avec « le plus grand succès<sup>1</sup> ».

Le perfectionnement des races de bétail marchait de front avec sa défense. Nous avons vu le préfet avertir, tout joyeux, la docte académie de Bordeaux que le gouvernement venait de lui accorder 6 magnifiques taureaux suisses, un par chaque arrondissement. Les produits en furent, selon lui, « très remarquables<sup>2</sup> », et ils commencèrent d'améliorer les races de bêtes à cornes, qu'il trouvait singulièrement « petites et dégénérées ». — Depuis longtemps aussi, les agriculteurs appelaient de leurs vœux un dépôt d'étalons. Decazes, pour les satisfaire, fit construire à ses frais, près de Libourne, en 1819, des écuries assez vastes pour recevoir vingt superbes échantillons de ces animaux<sup>3</sup>. En 1821, le Ministre de l'intérieur décida qu'on accorderait des primes aux juments poulinières de belles races, et qu'elles seraient distribuées en deux concours, l'un à Libourne et l'autre à Lesparre. Tournon obtint du Conseil général 2 500 francs de prix à cet effet<sup>4</sup>. « Encore quelques années de constance, disait-il, et le département possédera une race de chevaux distinguée<sup>5</sup>. »

Dans le même but, le gouvernement autorisa, en avril 1820, les courses de chevaux dans la Gironde, courses « si propres à l'excitation des amateurs et, par conséquent, à l'amélioration des races<sup>6</sup> ». Il ne fallait point songer à trouver un local convenable aux environs immédiats de la ville, tous occupés par des vignes ou des maisons de campagne. Après minutieuse enquête, Tournon choisit la commune de Gradignan. « En moins de deux mois, dans une belle plaine au sol ferme et uni<sup>7</sup> »,

1. Rapport au Conseil général de 1821. — Cf. arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 1820, *Recueil des actes administratifs*, premier volume.

2. Rapport au Conseil général de 1821.

3. Ils furent répartis dans les principaux cantons.

4. 5 primes de 100 francs, 10 de 80 et 20 de 60. Cf. rapport au Conseil général de 1821.

5. Même rapport.

6. Grand rapport au Conseil général de 1822.

7. *Mémorial* du 18 mai et du 13 juillet.

un circuit en ellipse de 2 000 mètres de tour fut tracé par l'ingénieur Tannay, les chemins pour y parvenir réparés, et un amphithéâtre dressé pour les autorités et les spectateurs. Le droit de concourir s'étendait à la Gironde, et à tous les départements limitrophes. Il y eut foule, et ce fut un beau succès. Quinze chevaux, dont 6 nés dans la Gironde, prirent part aux courses. Les prix étaient alléchants : 800, 1200 et 2 000 fr. Tournon subit sans trop de mécontentement la petite déception de voir le premier de ces prix enlevé par un cheval de la Bordogne, « La Retrouvée » ; il avait obtenu l'essentiel : donné l'impulsion première, et créé un nouvel établissement très utile dans son département<sup>2</sup>.

Comme complément à ces excellentes mesures, une Société d'agriculture, fondée à Libourne au début de 1818, à l'instigation de Decazes, obtint toute la protection du préfet. Il encouragea les plus grands propriétaires du département à s'y affilier. Ce sont, disait-il, « des foyers où s'épurent les théories, au creuset d'une pratique dégagée de routine<sup>3</sup> ». — De tout cet ensemble de mesures salutaires et d'efforts énergiques ainsi coordonnés, il s'ensuivit peu à peu un mouvement continu vers les meilleures manières de planter, de semer, de cultiver, « l'abandon des vieilles » méthodes, une application constante des esprits à « rendre les terres plus fécondes », bref, une marche générale vers le progrès en agriculture, dont le préfet saluait avec joie les bienfaisants résultats<sup>4</sup>.

1. *Mémorial* du 18 mai, cité.

2. Il s'occupa, avant son départ, d'assurer au département la jouissance du champ de courses pendant 30 ans. « C'est ainsi, disait-il au Conseil général de 1821 pour l'encourager à persévérer dans cette voie, que les Anglais ont développé dans la nation ce goût des chevaux qui est devenu la cause de leur multiplication et de leur perfection, ce qui leur procure les moyens de monter une cavalerie excellente, et de faire un commerce très avantageux. »

3. *Arch. de Gênelard*, discours prononcé par Tournon à Libourne, en remettant la croix de la Légion d'honneur à l'un des agriculteurs les plus méritants, Bernard Lacombe, le 20 juillet 1819. — La Société eut pour premier président Decazes, père du ministre, et dirigea ses premiers essais vers l'obtention des prairies artificielles si importantes pour ce département. Elle sema, en particulier, des graines de trèfle de Hollande, données par Decazes, qui réussirent fort bien. Cf. Bernadau, *Tablettes*, t. IX, p. 503; grand rapport de Tournon à Lainé, cité.

4. Cf. rapports de Tournon au Conseil général de 1818 et de 1821.

## CHAPITRE III

### LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

I. Navrant état du commerce à l'arrivée de Tournon; causes de cette stagnation. — Les grands négociants bordelais d'alors. — Tournon les aide de son mieux; il transmet leurs réclamations aux ministres. — L'affaire du navire le *César*. — La question des 40 000 fusils de la maison Balguerie-Sarget.

Efforts des armateurs pour créer de nouveaux débouchés. — Voyage du navire le *Bordelais* autour du monde; le *Henry* en Cochinchine; joie de Tournon. — Pertes et déceptions; causes de la nouvelle torpeur commerciale. — Les 40 vaisseaux que la maison Balguerie-Sarget prête à l'Espagne; opposition de la Chambre de commerce et des autres négociants; protection que Tournon accorde à l'entreprise. — Doléances des commerçants. — Éloge que le préfet donne à leur courage malheureux. — Il se montre partisan de la liberté commerciale.

II. Etablissements créés à Bordeaux pour favoriser le commerce; la *Banque*; son succès. — La *Caisse d'Epargne*; les rapports de Tournon sur ses avantages; elle devient vite populaire. — Le projet de l'*Entrepôt réel*. — L'esprit d'association à Bordeaux en ce temps-là; comment Tournon s'en fait le promoteur; résultats. — Stagnation de l'industrie.

Le commerce demeura la partie faible, « le point noir » de la préfecture de Tournon. Non pas que l'infatigable administrateur n'eût dirigé vers cette branche si importante de la prospérité publique toute l'ingéniosité de son zèle, et qu'il n'eût trouvé autour de lui des énergies admirables, et un vigoureux désir de travail; mais des causes générales qui devaient abattre les meilleures bonnes volontés, « la force irrésistible d'une suite d'événements que la sagesse humaine ne pouvait ni prévoir, ni conjurer<sup>1</sup> », opposèrent d'insurmontables obstacles à la résurrection commerciale de Bordeaux. Tant d'éléments divers

1. JOUANNET, *Statistique*, t. II, p. 385.

avaient contribué à l'amener de l'incomparable splendeur où il brillait dans les dernières années de la monarchie jusqu'à cet « état d'anéantissement <sup>1</sup> » ! — Les guerres incessantes de la Révolution et de l'Empire, cette suite de traités et de batailles, de trêves fallacieuses et de désastreux conflits qui ne donnaient une lueur d'espoir aux armateurs que pour leur infliger ensuite de plus amères déceptions, le Blocus continental que Bordeaux subit sans aucune compensation, la perte des îles françaises Sainte-Lucie, la Martinique, la Guadeloupe, et surtout Saint-Domingue, perle des Antilles et source inépuisable de richesses pour le commerce girondin, la paralysie du marché des vins durant de si longues années, la cessation totale du trafic des noirs sur les côtes africaines, telles furent les principales causes de cette profonde déchéance.

Après l'Empire, il y eut bien, comme vers 1800, un renouveau d'espoir et un sursaut d'activité. On voulut rétablir les vieilles relations commerciales. Les navires des nations du Nord vinrent, comme jadis, apporter leurs marchandises à Bordeaux, et chercher les vins et les eaux-de-vie dont elles étaient privées depuis si longtemps. La prospérité renaissait ; le travail et la vie souriaient au commerce, quand le retour de l'île d'Elbe lui porta un coup fatal. La guerre maritime reprit. Les navires, expédiés avec la plus entière confiance aux Antilles, en Afrique, dans l'Inde, devinrent une proie trop facile pour les croiseurs anglais. Il en résulta des pertes énormes et, cette fois, une réelle désespérance chez les plus intrépides armateurs. Aussi, la paix, après Waterloo, ne produisit plus l'entraînement de 1814. « Le magnifique bouquet de ce feu d'artifice était éteint, ne laissant guère que des cendres <sup>2</sup>. »

Ajoutons, à ces causes de détresse, la continuation d'une mévente presque absolue des vins qui, bien que peu abondants et d'excellente qualité en cette année 1815, encombraient les entrepôts ; l'absence complète de tout travail important, public ou particulier ; le drainage d'argent que produisit l'imposition extraordinaire de cent millions, la rentrée presque forcée des arriérés pour les autres impôts, et nous ne serons plus étonnés que les lettres et les divers rapports de Tournon, dans les premiers

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 23<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 2 avril 1816.

2. MALVEZIN, *Histoire du Commerce de Bordeaux*, t. IV, p. 36.



mois de sa préfecture, soient un perpétuel gémissément sur la situation par trop lamentable du commerce bordelais<sup>1</sup>. Il nous apprend combien les quelques négociants plus hardis qui voulaient tenter fortune, aussitôt après le deuxième retour des Bourbons, eurent d'amers déboires et de pertes cuisantes. « Les expéditions pour la Martinique, écrivait-il à Decazes, ont fait éprouver aux armateurs des pertes sensibles, parce que ce marché s'est trouvé encombré de tout ce qui a reflué de la Guadeloupe, toujours fermée au pavillon français. Elles ont découragé les armateurs qui, privés aussi de l'île de France, ne savent vers quel point tourner leurs spéculations<sup>2</sup>. »

Et pourtant, Bordeaux, grâce à son admirable situation géographique au fond du golfe de Gascogne, au débouché de deux fleuves superbes, en plein sur la grande route d'Espagne, grâce à la sécurité absolue de sa rade, possédait des avantages considérables pour reprendre son ascension vers la prospérité de jadis. D'autre part, parmi ces hommes de modération, d'ordre et de labeur à la tête desquels Tournon s'était résolument placé, dès le début de son administration, il voyait tout un groupe de négociants instruits, laborieux, hardis, qui ne demandaient que la protection éclairée du gouvernement pour se lancer dans de nouvelles entreprises. Qu'il suffise de citer les Daniel Guestier, les J. Bosc, les Verdonnet, les Sarget, les Portal, les Gradis, les Lopès-Dubec, les Béchade, les Johnston, les Desfourniels, les Balguerie Junior, et, entre tous, le grand Balguerie-Stuttenberg dont Tournon devint vite le confident très écouté, l'auxiliaire précieux et l'ami dévoué<sup>3</sup>.

1. Il n'est presque aucun de ses rapports et de ses lettres aux ministres où Tournon ne parle du commerce. On peut y suivre, comme sur un baromètre, son ascension partie d'un point si bas, l'apogée vers 1818, et ensuite le lent déclin jusqu'à la fin de sa préfecture, et qu'il ne ne peut enrayeur.

2. *Arch. de Gévelard*, lettre du 20 janvier 1816 à Decazes, Cf. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 25<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 2 avril 1816.

3. Cf. *Arch. de Gévelard et d'Avrilly*, lettres diverses de Balguerie à Tournon. — Il faut citer à ce propos un passage de la curieuse lettre du Bordelais Maître au marquis Fortia d'Urban. « ... Pourquoi n'ajouterais-je pas ici qu'il suffit souvent d'un homme supérieur pour soulever jusqu'à lui d'autres hommes qui, privés de cette sorte d'attraction, seraient restés ignorés dans la foule, et qui, grâce au noble véhicule dont je parle, sont devenus des hommes distingués, des économistes utiles et des bienfaiteurs de leur pays? M. de Tournon savait à merveille choisir ces hommes-là, et c'est, sans aucun doute, à M. de Tournon que notre cité est redevable

Aussi prit-il, dès l'abord, la résolution de donner à de tels hommes tout l'appui possible, en transmettant aux ministres leurs réclamations, leurs plaintes, leurs désirs, avec avis favorable et souvent très énergique, en les aidant de son mieux, par ses conseils et ses encouragements, dans leurs généreuses tentatives pour trouver de nouveaux débouchés au commerce, et par la création à Bordeaux d'établissements utiles.

Les traités de 1815 demeuraient fort obscurs sur certaines colonies qui intéressaient au plus haut point les négociants de la Gironde. « Il reste de l'inquiétude sur le sort de la Guadeloupe qui n'est pas nommée dans le traité, écrit Tournon à Decazes. On voudrait savoir si nous sommes replacés pour l'Inde dans la même position qu'en 1814, et si des expéditions pourront être faites à Pondichéry et autres comptoirs en deçà du Gange, que nous conservait le traité de l'année dernière<sup>1</sup>. » Les éclaircissements demandés et la sécurité réclamée furent bien longs à venir. Le Directeur général des Douanes, dans le pressant besoin d'argent qui pesait sur le gouvernement, avait assujéti les denrées apportées de la Guadeloupe et de Cayenne, sucre, café, épices, etc., au paiement des mêmes droits qui frappaient les marchandises provenant de l'étranger. Tournon fit parvenir à Lainé une pétition de la Chambre de commerce, exprimée « avec assez d'aigreur<sup>2</sup> », contre cet injuste état de choses, et le Ministre de l'intérieur parvint à faire lever le malencontreux impôt<sup>3</sup>. La même Chambre de commerce se plaignait encore de la quarantaine fort rigoureuse et ruineuse de trente jours sur la rade de Pauillac que Tournon, conformément aux lois et dans son grand désir d'éviter à son chef-lieu toute atteinte de la contagion, imposait aux navires venant de la Guadeloupe, lors de l'épidémie de fièvre jaune qui éclata en octobre 1819, tandis que les navires abordant Brest, Rochefort, la Rochelle et même le Havre ne faisaient que des quarantaines de 4 à 5 jours, et parfois moindres. Tournon transmit à

de l'illustration acquise dans la carrière du bien public par M. Balguerie-Stuttenberg, d'abord simple négociant à Bordeaux... »

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 7<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 4 décembre 1815.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>ic</sup> III, Gironde 9, lettre de Tournon à Lainé, 7 septembre 1816.

3. *Id.*, lettre du 25 septembre 1816.

Decazes cette légitime réclamation, accompagnée de sa personnelle et très virulente protestation contre une injustice et une incurie pareilles<sup>1</sup>.

La maison Balguerie-Sarget (dirigée par Balguerie-Stuttenberg) éprouva la protection spéciale du préfet, dans une très ennuyeuse affaire qu'elle eut pour un de ses navires, le *César*. Elle avait acheté ce bâtiment (qui se nommait alors le *Requin*) à un négociant bordelais, le 8 juillet 1813. Mais quand elle voulut en disposer, le consul anglais Pennell le frappa de séquestre, et mit opposition à son départ, sous prétexte qu'il appartenait jadis à l'Amérique et avait été, de ce fait, saisi dans la rade par les Anglais, après le 12 mars 1814. La maison Balguerie, pour ne pas laisser son navire inoccupé, fournit un cautionnement de 31 680 francs, résultat moyen de l'estimation des experts des deux parties, jusqu'au règlement définitif du litige. Tournon sollicita vivement Lainé et Richelieu de liquider la chose au plus vite. Elle devint le sujet d'une négociation, pour ainsi dire diplomatique, entre l'ambassadeur français à Londres et le gouvernement anglais. Le duc de Richelieu finit par obtenir mainlevée pleine et entière pour le *César*, et les armateurs, rassurés, y firent pour plus de 150 000 francs de réparations. Mais, lorsqu'ils voulurent l'expédier aux Indes, un certain Olgivie, ex-commissaire ordonnateur de l'armée anglaise à Bordeaux, en 1814, fit une nouvelle opposition au nom de son gouvernement, donna une signification en forme aux propriétaires d'avoir à restituer le navire, et envoya même à bord un de ses agents pour en prendre possession devant témoins.

Tournon, indigné d'une telle mauvaise foi, conseilla aux armateurs affolés de mettre à terre, sans aucun ménagement, Olgivie et ses agents, de ne tenir aucun compte des réclamations de ce personnage, et enfin de porter plainte devant le Procureur général. Il informa aussitôt Lainé de cet incident : « Je crains, lui disait-il, que la démarche faite par M. Olgivie n'annonce des prétentions que l'amirauté anglaise pourrait soutenir si ce navire, destiné pour Surate et Bombay, était rencontré en mer par un vaisseau de guerre anglais...

1. Arch. Nationales, F<sup>8</sup> 51, lettres citées à Decazes ; cf. rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

Je n'ai pas besoin de réclamer votre protection pour des négociants recommandables qui rouvrent au commerce une route oubliée, et qui risquent dans une seule expédition de très grands capitaux. Sans les ménagements que j'ai cru indispensables de garder, j'aurais fait partir à l'instant M. Olgivie de Bordeaux. Je me flatte que vous ne blâmez pas une réserve qui m'a coûté beaucoup<sup>1</sup>. »

Nouvel ennui de la maison Balguerie-Sarget, et nouvelle intervention efficace de Tournon. — Les policiers secrets de Decazes, toujours à l'affût de nouvelles sensationnelles et scandaleuses pour faire montre de leur zèle, l'avertissent que certains armateurs bordelais se livrent à de clandestines exportations d'armes, que la dite maison Balguerie, en particulier, vient d'embarquer d'un coup 40 000 fusils ! Et le Ministre de la police de s'en émouvoir, et d'exiger aussitôt des explications immédiates du préfet. La réponse de ce dernier à « Son Excellence » ne fut pas sans quelque ironie. Il affirme n'avoir jamais eu, malgré une surveillance très active, aucune connaissance de commerce pareil. « Quelques caisses de fusils pourraient échapper aux recherches, ajoute-t-il, mais jamais une quantité considérable, telle que celle de 40 000 fusils, qui, par l'encombrement qu'ils occasionneraient, chargeraient plusieurs navires. Je suis donc fondé à croire que l'avis donné à Votre Excellence est entièrement dénué de fondement, et je dois ajouter que la maison Balguerie-Sarget arme en ce moment un navire pour la Cochinchine, et qu'elle attend du Ministre de la guerre l'autorisation d'exporter, à charge de réimporter, la quantité d'armes nécessaires à la défense du navire contre les pirates malais. La même faveur a été accordée aux navires de M. Balguerie Junior pour la Chine et Chandernagor<sup>2</sup>. »

1. *Arch. Nationales*, F<sup>1</sup><sup>c</sup> III, Gironde 9, lettre de Tournon à Lainé, 22 novembre 1816. Cf. lettre du 24 novembre, etc. — Dans ce carton se trouvent de nombreuses lettres relatives à cette affaire ; de Tournon aux ministres, les réponses des ministres, de Balguerie à Tournon, qui l'établissent dans tous ses détails.

2. *Arch. de Gênelard*, lettre de Tournon à Decazes, 22 février 1817.

Au besoin, Tournon savait payer de sa personne, dans l'intérêt du commerce. Le 17 juillet 1821, un terrible incendie éclata à bord du bateau étranger *l'Enigheit*. Le feu, activé par un fort vent d'ouest, se communiqua bientôt au navire voisin *l'Elisa* et menaça la rade « du plus épouvantable désastre ». Le préfet accourt, et, dans l'affolement général, sait diriger les secours avec tant de promptitude, que tout se borne à la perte



Assurés ainsi de l'appui éclairé et énergique de leur préfet, et, par son intermédiaire, de l'aide bienveillante de Lainé, certains que la monarchie était désormais établie sur des bases solides, et après avoir attendu un an pour panser leurs blessures et observer les événements, — les premières grandes expéditions ne commencèrent, en effet, qu'en juin 1816<sup>1</sup>, — les négociants bordelais reprirent courage, et se remirent au travail avec un entrain vraiment superbe. Les îles françaises étaient ruinées, mais des pays neufs s'offraient à leur activité. Les nouveaux États des deux Amériques réservaient à leurs vins « un accueil empressé »<sup>2</sup>. Le Sénégal, la Gambie, la côte occidentale d'Afrique, à défaut de la traite des nègres, invitaient les armateurs au trafic des gommés, des peaux, des bois précieux, des graines oléagineuses. Et pourquoi ne pas reprendre les antiques relations avec la Cochinchine pour commercer du sucre de canne, avec l'Inde et la Chine pour le riz, le coton, le café et les épices?

Aussi, ce fut à qui, parmi les grands négociants, étendrait le plus loin le domaine commercial de Bordeaux. La maison Balguerie Junior envoya son fameux navire, le *Bordelais*, faire le tour du monde par le cap Horn, Valparaiso, les îles Sandwich et la Chine<sup>3</sup>. Tournon, pour récompenser le vaillant armateur de ce voyage mémorable, demanda et obtint pour lui la croix de la Légion d'honneur<sup>4</sup>. La maison Philippon

du premier navire et de l'endommagement du second. Les Bordelais lui surent particulièrement gré de ce bienfait et la Chambre de commerce voulut lui donner un public hommage de sa gratitude. « Considérant, disait-elle dans sa délibération du 18 juillet, que, dans cette circonstance, le salut du port a été dû principalement au dévouement courageux avec lequel M. le comte de Tournon a lui-même dirigé les secours et partagé jusqu'à leur terme les dangers des travailleurs, en oubliant le soin de sa propre conservation... fait constater l'expression de ses sentiments sur ses registres, et les témoigner par une démarche solennelle près de M. le préfet. » Cinq membres de la Chambre de Commerce lui portèrent, signée de tous, la feuille ainsi rédigée. — *Arch. d'Avrilly*, feuille de délibération, avec les signatures.

1. Cf. *Arch. de Gévelard*, lettre de Tournon à Decazes, 25 juin 1816, citée.

2. CAMILLE JULIAN, *Histoire de Bordeaux*, p. 717.

3. Il partit le 19 octobre 1816. et revint à Bordeaux le 19 novembre 1819.

4. *Arch. de Gévelard*. Lettre de Tournon à Decazes, 20 novembre 1819. « Le but de ce voyage mémorable, dit-il dans cette lettre, était d'établir des relations avec la côte ouest du nord de l'Amérique, afin d'y trouver

envoyait, à deux reprises différentes, l'un de ses navires, le *Henry*, en Cochinchine où il fut reçu avec faveur par l'empereur Djiu-Lung. — Mais c'est surtout la maison Balguerier-Sarget qui travailla le plus efficacement à redonner vie et prospérité au commerce de la place. Ses vaisseaux se montrèrent sur les mers de l'Inde, de la Chine, de la Cochinchine, du Chili, du Pérou, partout où il était possible de créer de nouvelles relations <sup>1</sup>.

« Notre place se relève sensiblement, écrit avec joie Tournon, et elle marche de nouveau vers une grande prospérité <sup>2</sup>... Nos négociants sont pleins de courage et ils s'ouvrent de nouvelles routes pour suppléer à l'insuffisance de nos colonies <sup>3</sup>. » Toute l'année 1817, les mêmes causes d'espérance subsistèrent. « Les

dans les pelleteries un objet d'échanges avec les marchandises de la Chine. Cette nouvelle branche de commerce éviterait l'envoi dans ce pays de l'argent monnayé qui est aujourd'hui le seul moyen. De telles vues dans un simple négociant me paraissent mériter l'attention du gouvernement et appeler sur lui la bienveillance du roi. Le peu de bénéfice qu'a produit un voyage de trois ans et un mois me semble donner un droit nouveau à une récompense honorifique qui sera certainement plus précieuse qu'un profit matériel à l'homme assez dévoué aux intérêts de son pays pour avoir tenté une si noble entreprise. » — Le récit de ce voyage fut imprimé sous ce titre : *Journal d'un voyage autour du monde, fait pendant les années 1816, 1817, 1818, 1819 par le Bordelais, de M. Balguerier Junior*; capitaine, Camille de Roquefeuille, Paris, 1822, 2 volumes in-8°.

1. L'un de ses navires, la *Paix*, après avoir séjourné cinq mois dans les ports de la Cochinchine, périt dans la rade de l'île de France. Mais le subrécargue Borel et tout l'équipage purent se sauver, et revenir à Bordeaux. Tournon eut une longue conversation avec Borel sur la situation de ce pays. Il l'engagea à rédiger ses observations sous forme de Mémoire, et l'envoya à Decazes. « J'ai pensé, lui disait-il, que Votre Excellence ne lirait pas sans intérêt une relation qui porte tous les caractères de la vérité et qu'elle trouverait peut-être dans les intérêts de notre commerce d'établir avec la Cochinchine des relations propres à fortifier l'affection que ce peuple semble avoir pour la France. » Il demanda, en même temps, la croix de Saint-Louis pour les deux mandarins de l'Empereur, originaires de la France qu'ils avaient quittée avant la Révolution, et un présent composé « d'armes choisies » pour Djiu-Lung lui-même et ses ministres. — *Arch. de Gênelard*, lettre de Tournon à Decazes, 27 juin 1818.

M. P. de Joinville, qui a retrouvé aux Archives du ministère des colonies ce curieux document, m'en a aimablement donné communication. Borel y parle du bienveillant accueil qu'il reçut des mandarins, de l'agriculture si négligée en Cochinchine, de ses belles forêts, des sentiments d'affection des indigènes envers la France, et de leur haine pour les Anglais, etc.

2. *Arch. de Gênelard*, lettre de Tournon à Decazes, 2 octobre 1816.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 45<sup>e</sup> rapport hebdomadaire, 10 octobre 1816.

affaires continuent à être bonnes; dans les trois mois de mai, juin et juillet, il est entré 7 navires venant de l'Inde, 41 des Antilles et 25 d'Amérique, total 73, dont 42 français<sup>1</sup>. » Ce qui prouve le mieux l'intensité de ce labeur, c'est que les droits de douane qui, pendant les neuf premiers mois de 1816, avaient donné 6 932 000 francs, produisirent, dans le même laps de temps, en 1817, 12 millions 648 245 francs<sup>2</sup>.

Hélas ! si le feu d'artifice fut aussi brillant et dura plus longtemps qu'en 1814, il devait s'éteindre à son tour, laissant les mêmes ruines et les mêmes souffrances. Dès le milieu de 1818, le déclin commença, impossible à ralentir. Les opérations de l'Inde ne donnèrent que de « très faibles produits, à cause du bas prix dans ce pays des marchandises françaises; résultat très fâcheux, ajoutait Tournon, parce qu'il éloignera les commerçants d'une route qui semblait devoir remplacer celles qu'ils ne peuvent plus parcourir<sup>3</sup> ». D'autre part, les navires expédiés en 1816 avaient rapporté « d'immenses approvisionnements » de denrées coloniales. Vers la fin de 1818, il y en avait, dans les divers entrepôts, « pour plus de 120 millions de francs<sup>4</sup> »; or, ces marchandises n'avaient aucun écoulement<sup>5</sup>. Une extraordinaire torpeur commerciale, et une grande rareté de transactions, pesaient à ce moment-là sur l'Europe entière. Les effets des guerres de l'Empire et du Blocus continental se continuaient désastreux et prolongés. Des faillites nombreuses et simultanées à Londres, à Paris, au Havre, à Rouen, atteignirent la place de Bordeaux pour plus d'un million<sup>6</sup>. Des négociants honorables comme Hovy, consul des Pays-Bas, et Bubichon, furent contraints de déposer leur bilan, et eurent un déficit « chacun pour près d'un million<sup>7</sup> ». Les banqueroutes allèrent, dès lors, se succédant à Bordeaux, nombreuses et lamentables, jusqu'à la fin de la préfecture de Tournon.

1. *Arch. Nationales*, F<sup>11</sup> 726, 74<sup>e</sup> rapport, 12 août 1817.

2. *Arch. de Gévelard*, lettre du 12 octobre 1817 à Decazes.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, 96<sup>e</sup> rapport, 2 avril 1818.

4. *Id.*, 122<sup>e</sup> rapport, 22 décembre 1818. — Cf. *Arch. départementales de la Gironde*, série M, liasse: Statistique industrielle 1816-1820, note de Didier Béchade à Tournon sur la situation commerciale qui donne aussi ce total de 120 millions (décembre 1818).

5. *Arch. de Gévelard*, 124<sup>e</sup> rapport, 12 janvier 1819.

6. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, 97<sup>e</sup> rapport, 12 avril 1818.

7. *Arch. de Gévelard*, 142<sup>e</sup> rapport, 2 juillet 1819.

Pour comble d'infortune, les vins, cet aliment fondamental du commerce bordelais, manquèrent presque totalement dans les années 1815, 1816 et 1817. « Leur rareté, avouait Tournon, met un grand obstacle aux transactions, en éloignant de notre rade tous les navires du Nord qui la fréquentaient à cette époque<sup>1</sup> »; et il répète souvent la même plainte. Ces mauvaises récoltes successives donnèrent à plusieurs négociants l'idée que les vins et les eaux-de-vie atteindraient un prix « extrêmement élevé », et ils « fondèrent sur cette élévation d'immenses spéculations ». L'un d'eux, Ducourneau, crut trouver avantage à faire distiller les résidus de raffinage du sucre; il donna à cette fabrication « une extension prodigieuse », et établit non seulement en France, mais encore en Russie et en Amérique, des appareils de distillation en grand nombre<sup>2</sup>. Le crédit de sa maison attira entre ses mains d'énormes capitaux. Au moment où l'affaire commençait à prospérer, les apparences d'une bonne récolte de vins pour 1818 firent aussitôt baisser le prix des eaux-de-vie. « Les spéculateurs ont lutté quelques mois contre la mauvaise fortune, dit Tournon, mais les ressorts ont été tendus au delà de toutes les bornes, ils ont commencé à se briser. » Ducourneau et diverses maisons qui s'étaient associées à lui durent suspendre leurs paiements, avec un passif de 2 500 000 francs.

Ces catastrophes répétées achevèrent de plonger le commerce dans le marasme et l'inaction, à tel point, avouait le préfet, « que le meilleur papier ne se plaçait plus qu'avec de grandes difficultés », tant la défiance était devenue générale<sup>3</sup>.

1. Voici le tableau de la production et de l'exportation des vins bordelais durant la préfecture de Tournon (emprunté à la statistique de la Chambre de commerce; Malvezin. *Histoire du Commerce de Bordeaux* t. IV, p. 47).

| Années | Quantité            | Qualité        | Exportation totale en hectolitres |
|--------|---------------------|----------------|-----------------------------------|
| 1815   | très peu            | merveilleux    | 664 000                           |
| 1816   | 1/4 de grande année | détestable     | 429 000                           |
| 1817   | 1/5 de récolte      | très ordinaire | 207 000                           |
| 1818   | 1/2 récolte         | assez bon      | 519 000                           |
| 1819   | ordinaire           | parfait        | 498 000                           |
| 1820   | bonne année         | ordinaire      | 568 000                           |
| 1821   | moins qu'en 1819    | médiocre       | 596 000                           |

2. *Arch. de Générard*, lettre à Lainé, 12 août 1818.

3. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, 122<sup>e</sup> rapport, 2 décembre 1818. — « Cette stagnation du commerce, disait encore Tournon, prive les propriétaires de tout moyen de vendre leurs vins... Aussi, après une récolte abondante,



Tout semblait du reste concourir alors dans les événements pour ruiner le commerce et accabler les négociants bordelais : la lenteur et le mauvais vouloir des Anglais à rendre la Guadeloupe<sup>1</sup>; leurs perfides manœuvres; les bruits de guerre entre leur pays et l'Amérique, et même avec la Russie, sans cesse répandus; la nouvelle savamment dosée de l'évasion de Napoléon; les épidémies diverses sur le continent et dans les colonies; la fièvre jaune en Espagne et dans la Guadeloupe; la guerre civile dans les Etats de l'Amérique du Sud; le « désordre qui régnait dans les banques des Etats-Unis<sup>2</sup> »; la poussée inquiétante vers le libéralisme qui signala le ministère Decazes<sup>3</sup>; l'assassinat du duc de Berry; les événements d'Espagne, et les rumeurs de conflit possible avec ce pays<sup>4</sup>; « la situation générale des affaires publiques en Europe<sup>5</sup> », et jusqu'à cette sorte de fatalité qui faisait échouer les meilleures combinaisons, et déconcertait notre préfet tout le premier...

Malgré tant de causes défavorables, quelques armateurs bordelais, ne voulant pas s'avouer définitivement vaincus, essayèrent de lutter quelques années encore, par tous les moyens. C'est ainsi qu'au début de 1819, la maison Balguerie-Sarget s'engagea, par contrat, à prêter 40 vaisseaux à l'Espagne pour le transport des troupes et des munitions dans l'Amérique du Sud, contre ses colonies révoltées. Cette affaire est curieuse. Dès que le bruit courut d'un pareil affrètement, une vive opposition se manifesta parmi les autres négociants; ils craignaient, disaient-ils, de voir compromettre le commerce national en l'exposant aux attaques des insurgés. Leurs corsaires avaient, en effet, notifié « une menace directe de représailles<sup>6</sup> », si le

il y a plus de gêne dans les campagnes que dans les années les plus stériles. » *Arch. de Gévelard*, 124<sup>e</sup> rapport, 12 janvier 1819.

1. Il en était résulté une extrême animosité contre eux, à Bordeaux, qui inquiéta plus d'une fois Tournon. C'est ainsi qu'il dut protéger les gens du duc de Gloucester contre les insultes de la populace.

2. *Arch. de Gévelard*, 154<sup>e</sup> rapport, 22 novembre 1819.

3. Tournon lui écrivait à ce propos : « L'inquiétude qui s'est introduite en France dans les esprits les plus sages (a fait) suspendre plusieurs spéculations jusqu'à l'époque où la marche du gouvernement sera plus fortement tracée, et l'avenir mieux garanti contre les factions. » — Même rapport. — Cf. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9662, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> rapports à Mounier, 2 et 12 mars 1820.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9662, 5<sup>e</sup> rapport, 12 avril 1820.

5. *Id.*

6. *Arch. de Gévelard*, lettre de Tournon à Balguerie-Stuttenberg,

pavillon français était employé à faciliter les opérations des Espagnols. L'observation stricte de la neutralité devait s'entendre, d'après ces commerçants, aussi bien des insurgés que des Espagnols. C'est pourquoi 40 chefs de maisons adressèrent à la Chambre de commerce une pétition pour qu'elle priât le gouvernement de s'opposer à l'entreprise. Tant de zèle ne provenait pas uniquement du souci de défendre le commerce en général; un peu de jalousie venait s'y joindre. « Plusieurs des signataires (de la pétition), disait ironiquement Tournon, ont été en traité avec la maison Balguerrie pour fréter des navires, et ce n'est qu'après le rejet de leurs demandes, trop élevées, qu'elles ont conçu des craintes sur cette spéculation<sup>1</sup>. » Le plus grave, c'est que la majorité des membres de la Chambre de commerce partageait leurs craintes ou leurs préventions, et qu'elle fit parvenir à Decazes la note des réclamations.

Heureusement, Tournon s'était posé, dès le début, en défenseur de la maison Balguerrie-Sarget. Pour lui, le contrat est parfaitement licite et la spéculation pleine d'avantages : « Cette opération, 'écrivait-il au Ministre de l'intérieur, ranimerait la construction des navires qui est extrêmement languissante...; elle est très avantageuse à la France, puisqu'elle sera suivie de relations avec l'Amérique du Sud que la faveur de l'Espagne peut rendre très lucratives... Si on s'opposait à cette opération, elle se ferait sans difficulté avec des navires anglais, et la France en perdrait les bénéfices<sup>2</sup>. » Decazes se laissa convaincre par de si bonnes raisons, et donna l'autorisation demandée, à la condition que le drapeau français ne serait pas arboré sur les navires prêtés. La maison Balguerrie-Sarget se soumit très volontiers à cette clause, fit construire et acheta de nombreux navires, car le gouvernement espagnol l'avait sollicitée de porter le fret de 6 000 tonneaux, d'abord stipulé, à 10 000; et l'expédition eut lieu, pour le plus grand bien du commerce en général, et des constructeurs bordelais en particulier.

12 février 1819. — Cette affaire est racontée en détail dans 8 lettres de Tournon, 6 à Decazes et 2 à Balguerrie-Stuttenberg, lettres d'autant plus intéressantes qu'il n'existe, de par ailleurs, presque aucun document sur ce prêt de 40 navires.

1. *Arch. de Gênelard*, lettre du 14 janvier 1819 à Decazes.

2. *Id.*, lettres du 8 janvier, 12 janvier, 22 janvier à Decazes.

Cet heureux événement, joint à une vente des vins plus active en 1820<sup>1</sup>, ramena un moment de vie et d'espoir. Les négociants essayèrent de commercer à nouveau avec Haïti et Saint-Domingue, dont ils ne pouvaient détacher leurs regards<sup>2</sup>. La séparation espérée des colonies espagnoles d'avec la métropole donna lieu à quelques spéculations. Mais il aurait fallu alors un vigoureux appui du gouvernement, et cet appui ne vint pas. Tournon se fit encore le porté-parole des doléances du commerce : « Elles ne pourront s'étendre (ces spéculations), écrivait-il à Mounier, qu'autant que des agents français défendront les intérêts commerciaux auprès du gouvernement. Les négociants, tout en reconnaissant que les ménagements que mérite l'Espagne exigent beaucoup de réserve dans l'établissement de ces relations officielles, désirent cependant vivement que l'exemple de l'Angleterre et celui des États-Unis soient suivis. Ils craignent que les habitants de ces deux pays ne s'emparent exclusivement d'un commerce qui seul peut relever la navigation de la France... Ils verraient avec une vive joie qu'un arrangement quelconque pût être conclu avec le gouvernement de Haïti, parce qu'ils croient que cette île leur offrirait un important débouché. Les relations avec Saint-Domingue continuent à être avantageuses : c'est la seule des Antilles avec laquelle il soit utile de commercer. Le goût des habitants pour les marchandises françaises se soutient, malgré les efforts des Anglais pour leur faire préférer les produits de leur industrie<sup>3</sup>. »

A ces appels, le gouvernement, tombé de rechef aux mains des ultras, répondit par la terrible loi de 1822 sur les douanes, qui doubla et tripla tous les droits. « Dominées par une cohorte de manufacturiers et de propriétaires », les Chambres allaient mener longtemps « une guerre d'embuscades<sup>4</sup> » contre la liberté commerciale si nécessaire à Bordeaux. Cette nouvelle cause de décadence, à laquelle il faut joindre les représailles des États étrangers, qui, les années suivantes, frappèrent de droits énormes les vins et les eaux-de-vie, l'éloignement du pouvoir d'hommes tels que Lainé, Decazes et le duc de Richelieu que le préfet

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9662, lettre à Mounier, 1<sup>er</sup> juin 1820.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9662, 32<sup>e</sup> rapport, 12 février 1821.

3. *Id.*, lettre à Mounier, 12 novembre 1821 ; cf. 32<sup>e</sup> rapport, 12 février 1821, cité.

4. C. JULIAN, *Histoire de Bordeaux*, p. 719.

avait su intéresser à son département avec tant d'habileté, ces nouvelles causes de décadence, dis-je, donnèrent le coup final au commerce de la Gironde. Bordeaux allait rester courbé longtemps, jusqu'après 1848, sous le poids de ses pertes et des lois fiscales de prohibition.

Mais ce qu'il faut bien noter ici, c'est que Tournon parla toujours avec une admiration sans réserve de l'audace entreprenante, des efforts malheureux de ses administrés, sous ce rapport. Il est donc injuste de dire que Bordeaux alors « *ne sut pas*<sup>1</sup> » garder ni reprendre sa suprématie commerciale de jadis. Si les ports rivaux, le Havre et Marseille, grandirent au point de quadrupler leurs affaires comparativement aux siennes, c'est que des événements intervinrent, plus forts que les meilleures volontés humaines. Le Havre, en particulier, était le pourvoyeur de la capitale sans cesse grandissante, et le port naturel des départements du Nord où l'industrie allait prendre un prodigieux essor<sup>2</sup>. Marseille retrouva, dès la paix, tous les éléments de son ancienne fortune : le commerce du Levant, ses rapports avec l'Autriche par le port de Trieste, avec la Sardaigne, les Deux-Siciles, la Toscane, les États-Romains et même les puissances barbaresques<sup>3</sup>. Au contraire Bordeaux perdit toutes ses relations habituelles, sans compensation aucune ; il vit ses meilleurs produits, sous les coups de la concurrence et du système des droits protecteurs, subir un avilissement incroyable et immérité ; il n'avait de résurrection à espérer que de la liberté commerciale.

Cette liberté, Tournon, sans la regarder comme « la panacée universelle », ainsi qu'on le faisait dans la seconde moitié du xviii<sup>e</sup> siècle, en demeura toujours le partisan convaincu. Il était de l'école des Dupré de Saint-Maur, des Turgot et des Lainé. Nous l'avons vu, durant la famine de 1816 et 1817, réclamer

1. BÈRES LE GERS, *Des causes de l'affaiblissement du commerce de Bordeaux et des moyens d'y remédier*, p. 10.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>t</sup> 9664, 91<sup>e</sup> rapport, 12 février 1818. « Le Havre, disait Tournon, attire presque tout le commerce des États-Unis, parce que les denrées apportées de ce pays trouvent, en Normandie et à Paris, un débouché plus facile. »

3. Tournon disait, relativement à Marseille : « Ce ne sont ni les capitaux ni l'activité qui nous manquent, c'est un champ assez étendu sur lequel pourrait se faire la spéculation. Marseille, plus heureuse, a retrouvé le commerce du Levant tout entier. » — F<sup>t</sup> 9065, 23<sup>e</sup> rapport, 2 avril 1816.



énergiquement la libre circulation des grains; il ne cessa, dans ses lettres aux ministres, de protester contre les tarifs des douanes de plus en plus exagérés. « Au nombre des causes qui agissent activement sur la prospérité du commerce, disait-il au Conseil général de 1821, je mettrai au premier rang le système des douanes dont la réforme me paraît indispensable, et le régime colonial qui ne peut être soutenu au moment où le continent d'Amérique échappe à l'Europe. Sans doute, les intérêts du commerce maritime ne doivent pas être préférés à ceux des manufactures; mais il faut faire la part de toutes les branches de l'industrie; car, quel sera le sort des fabricants si les armateurs n'importent pas les matières premières, et n'exportent pas les produits qui excèdent les besoins de l'intérieur<sup>1</sup>? » — Il ne devait point voir lui-même la réalisation de ces sages désirs.

\*  
\* \*

Mais si, en dépit de l'ardente bonne volonté de Tournon et des nobles efforts que nous avons soulignés, le commerce avec les pays étrangers ne parvint pas à remonter le courant qui l'entraînait à sa ruine, du moins il se produisit, à Bordeaux même, un grand mouvement d'association pour des établissements éminemment utiles à tous, la Banque, la Caisse d'Epargne, l'Entrepôt réel, auxquels notre préfet eut une très large part. — Il n'existait alors de Banque qu'à Paris. Et cependant, combien une fondation de ce genre était nécessaire à Bordeaux, pour simplifier et faciliter les diverses opérations commerciales, ramener l'escompte à des taux modérés, garantir un petit intérêt aux dépôts d'argent, accélérer les transactions en émettant des billets au porteur! Ces divers avantages, que Tournon avait constatés dans la capitale, ne pouvaient manquer de frapper son esprit pratique. Sous « ses auspices<sup>2</sup> », et grâce à l'initiative passionnée de Balguerie-Stuttenberg, une société put se former pour fonder la Banque. Mais, dès la première nouvelle du projet, quelle levée de boucliers et quelles disputes pour ou contre! Les changeurs et escompteurs, les courtiers divers firent une campagne acharnée

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821.

2. Grand rapport au Conseil général de 1822.

contre un établissement qui allait leur susciter une concurrence redoutable, réduire leur clientèle et abaisser le taux, trop souvent exagéré, de leurs escomptes <sup>1</sup>. « La Bourse, les cafés, les salons de négociants, écrivait Tournon, retentissent des attaques et des défenses des deux partis <sup>2</sup>. » Pronostic fâcheux, la Chambre de commerce, consultée, décida sans hésiter « qu'une Banque serait nuisible au commerce de Bordeaux <sup>3</sup> ». Heureusement, Tournon et Balguerie étaient de taille à tenir tête à l'orage; l'un sut réunir autour de lui les concours financiers nécessaires; l'autre plaider éloquemment auprès du pouvoir central en faveur du projet <sup>4</sup>. Ils sortirent victorieux de la lutte : la Banque, fondée par plusieurs négociants de la ville, sous forme de société anonyme au capital de trois millions, et autorisée pour trente ans par Ordonnance royale du 24 novembre 1818, commença ses opérations le 1<sup>er</sup> juillet 1819 <sup>5</sup>. Elle obtint un succès rapide, et Tournon pouvait la juger ainsi vers la fin de sa préfecture : « La Banque a pris un développement remarquable; elle est entourée de la confiance générale. Ses billets circulent pour une somme de quatre millions, mais son capital en numéraire, ou en billets à trois signatures est de 10 millions... <sup>6</sup>. Si elle n'a pas été aussi utile aux personnes qui l'ont formée qu'au commerce en général, elle n'en a pas moins atteint le but que ces mêmes personnes se proposaient : mettre la place à l'abri des crises qui trop souvent ébranlaient les crédits les mieux établis <sup>7</sup>. »

Un autre établissement suivit, de moindre envergure, mais plus immédiatement utile aux classes moyennes : la Caisse d'Épargne. Ce fut Tournon qui en « eut le premier l'idée, en voyant le succès de celle de Paris <sup>8</sup> ». Aucune, parmi ses créa-

1. Cf. MALVEZIN, *Histoire du Commerce de Bordeaux*, t. IV, p. 37.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, 102<sup>e</sup> rapport, 2 juin 1818.

3. Même rapport.

4. Tournon écrivait à Lainé, après lui avoir donné toutes les explications nécessaires : « J'estime qu'il y a lieu à autoriser les actionnaires à se former en société anonyme sous le nom de Banque de Bordeaux. » *Arch. de Gévelard*, lettre du 12 novembre 1818 à Lainé.

5. Cf. *Mémorial* du 23 juin 1819.

6. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821.

7. Grand rapport au Conseil général de 1822.

8. *Mémoires inédits*. — C'est l'Angleterre qui vit naître les Caisses d'épargne. Celle de Bordeaux fut la première établie dans les départements, et la seconde en France, après Paris.

tions de bienfaisance, n'excita plus vivement sa sollicitude<sup>1</sup>. De généreux souscripteurs bordelais fournirent d'abord un capital de 10 000 francs, avec lequel on acheta pour 745 francs de rente<sup>2</sup>. Des souscriptions postérieures de 1600 francs permirent de porter ces rentes à 850 francs, somme qui forma le fond dotal de la caisse. Le Conseil de la Banque offrit gracieusement un local dans son hôtel de la rue Esprit-des-Lois, et permit de disposer, le dimanche, de l'un de ses employés, moyennant une petite indemnité annuelle de 265 francs. Une Ordonnance royale du 4 mars 1819 autorisa la fondation, et la Caisse ouvrit le 1<sup>er</sup> juillet de la même année. Ce jour-là, elle n'obtint guère qu'un succès de curiosité. « Les pères de famille venaient, en hésitant, étudier un nouvel élément de prospérité qui leur était offert avec un désintéressement auquel ils n'étaient pas habitués. Ils interrogeaient, avec plus de curiosité que de confiance, les directeurs qui s'étaient réunis en grand nombre pour l'ouverture de la Caisse, et qui, par leur considération, agissaient plus puissamment sur ces esprits timides, que par le développement du plan de l'établissement<sup>3</sup>. Le second dimanche, le nombre des déposants s'éleva à 43, et la somme à 6 128 francs. L'élan était donné. La facilité avec laquelle les remboursements demandés furent faits « servit puissamment à fonder la confiance » qui s'accrut de telle sorte que, le 31 décembre, six mois après son établissement, la Caisse avait reçu 139 582 fr. 80 et délivré 445 livrets<sup>4</sup>.

Aussi, Tournon pouvait-il dire avec un légitime orgueil aux directeurs réunis : « C'est avec une vive satisfaction que, m'arrêtant un moment sur ces résultats, je les compare à ceux qu'a obtenus la Caisse d'Epargne de Paris. Cet établissement, qui à si bon droit nous sert de modèle, a reçu en onze mois 1 044 000 francs ; en sept mois et demi, nous avons reçu 183 000 francs. Il est évident que la comparaison est en notre

1. Cf. *Mémoires inédits*.

2. Ces détails sont tirés du discours prononcé le 25 février 1820 devant l'assemblée des directeurs, par Tournon, président du Conseil d'administration. Ce discours est fort intéressant, parce qu'il contient l'histoire et la genèse de l'entreprise. — *Arch. de Gévelard*, original du discours ; et *Archives municipales de Bordeaux*, discours imprimé.

3. Même discours.

4. *Id.* — Au 19 février 1820, où s'arrêtaient les premiers comptes, il y avait 524 livrets pour 183 151 fr. 85.

faveur, en gardant les proportions entre la population et la masse des capitaux flottants susceptibles, dans les deux villes, de se porter vers les Caisses d'Epargne. Une autre observation qui est encore à l'avantage de notre cité, c'est qu'à Paris les remboursements se sont élevés au 10<sup>me</sup> des versements, tandis qu'à Bordeaux ils ne sont que du 55<sup>me</sup>, preuve d'une plus grande persistance chez nos concitoyens dans la voie de l'économie, lorsqu'ils ont commencé à la parcourir<sup>1</sup>. » Quelle satisfaction pour lui de constater ainsi publiquement le bien moral opéré par son établissement de prédilection ! « Les faibles dépôts versés dans nos mains, ajoutait-il, sont souvent dérobés à la débauche, et l'emploi qu'en fait l'homme qui sait résister à l'entraînement de ses goûts garantit sa santé, en même temps qu'il élève son âme. Souvent, dans les relations que nous donnons avec toutes les classes de la société les fonctions que nous remplissons à tour de rôle, nous avons vu avec attendrissement des exemples du bien qui s'est déjà opéré dans plusieurs familles dont les chefs viennent assidûment grossir, chaque dimanche, le germe qui deviendra le trésor de leurs vieux jours<sup>2</sup>.... Quelle amélioration morale ne peut-on attendre d'elle, lorsque, sur une plus grande échelle, elle procurera à chaque famille peu riche une portion de ses moyens de subsistance ? Déjà, nous avons vu avec intérêt des enfants venir apporter la faible somme qu'ils avaient dérobée à leurs plaisirs, des mères de famille y déposer le germe de la dot de leurs filles, des maîtres généreux y placer pour leurs domestiques, et s'assurer ainsi, par un sacrifice bien entendu, leur fidélité et leur attachement... C'est par de telles institutions que les sociétés s'enracinent, que l'amour du bien, de l'ordre, de la paix y devient le sentiment dominant, et que se forme le véritable esprit public<sup>3</sup>. »

Le succès alla grandissant. Des succursales furent établies dans les principales villes du département. « L'ordre parfait » qui régnait dans une comptabilité nécessairement compliquée, la scrupuleuse exactitude des paiements, le dévouement des directeurs, leur fidélité à venir chaque dimanche, à tour de rôle, pour

1. Même discours.

2. *Id.*

3. Deuxième rapport présenté par Tournon à l'assemblée générale des directeurs de la Caisse d'Epargne, 7 avril 1821. — Cf. *Mémorial* du 22 mai 1821, qui en donne des extraits.



recevoir ou donner l'argent, ne contribuèrent pas peu à augmenter la confiance générale<sup>1</sup>. Au 22 mars 1821, jour où s'arrêta le deuxième compte, le nombre des déposants s'élevait à 1 242, celui des livrets à 4 064, et les sommes versées à 628 349 fr.<sup>2</sup>. Aucun des succès administratifs de Tournon ne lui causa une joie plus profonde ni plus méritée.

La dernière de ces fondations créées durant sa préfecture dans l'intérêt du commerce, fut l'établissement d'un Entrepôt réel dont il patronna fortement la société à son berceau<sup>3</sup>. Chacun, à Bordeaux, sentait la nécessité de diminuer les frais de déchargement et de magasinage des marchandises qui « dépassaient toutes les proportions<sup>4</sup> ». Le système des Entrepôts fictifs avait causé à la ville, dans les années 1817 et 1818, une perte de 95 000 francs<sup>5</sup>. Mais la loi du 8 floréal an XI (28 avril 1803) obligeait les villes maritimes qui voulaient jouir du droit d'Entrepôt réel à fournir, à proximité du port, des magasins solides et assez vastes pour recevoir toutes les marchandises déposées en un même corps de logis, avec une manutention peu coûteuse et une sécurité absolue. Or, Bordeaux manquait totalement de bâtiments de ce genre. Balguerie-Stuttenberg, vivement encouragé par Tournon, fonda, sous la direction de la Chambre de commerce, une nouvelle société qui réunit les fonds nécessaires à la construction de l'Entrepôt<sup>6</sup>. Deschamps rédigea aussitôt les plans du nouvel établissement qui fut construit sur la place Lainé, à quelques pas de la Garonne. Il ne commença à fonctionner que le 4 novembre 1824, trois ans après le départ du préfet.

Tout cet enchaînement de créations bienfaisantes ou de

1. Même rapport.

2. *Id.*

3. Cf. Grand rapport de 1822.

4. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821.

5. Cf. *Arch. municipales*, cahier des séances du Conseil de l'an IX à 1820, séance du 6 septembre 1820. — C'est pourquoi, par règlement du 9 juin 1819, elle supprima la faculté de l'Entrepôt fictif, en laissant subsister l'Entrepôt réel pour ceux qui voudraient en user.

6. Une Ordonnance du roi du 13 mars 1822 « autorisait le maire de Bordeaux à vendre, au nom de la ville, moyennant la somme de 250 000 francs, à la Chambre de commerce, l'ilot n° 21 des terrains du Château-Trompette, augmenté d'une surface de 700 mètres carrés à prendre sur la place Lainé ». Le 26 juin suivant, la Chambre était habilitée à contracter un emprunt de 800 000 francs, et le 13 juillet 1815, un nouvel emprunt de 400 000 francs.

projets superbes, Ponts, Banque, Caisse d'Epargne, Entrepôt, Compagnie des Dunes<sup>1</sup>... qui se succédaient rapidement, avaient pour source première le très remarquable *esprit d'association* vers lequel Tournon sut diriger les bonnes volontés, les énergies et les capitaux de l'élite de ses administrés. Cette idée d'association était anglaise; Tournon en avait déjà essayé la réalisation à Rome, dans la Société formée pour la culture et l'industrie du coton. Puissamment secondé par ce génie créateur qu'était Balguerie-Stuttenberg, il la naturalisa, pour la première fois en France, dans la Gironde. « Le public, dit Maire, apprenait ainsi chaque jour, avec surprise, la formation d'une association nouvelle, où se trouvaient réunis, en paisible comité d'administration, des hommes de toutes les positions sociales et de contraires opinions politiques, qui rivalisaient de zèle et de dévouement pour l'établissement de tel ou tel pont, ou pour telle autre entreprise d'un intérêt local bien entendu. M. de Tournon a eu l'heureux talent de transformer les passions politiques de son temps *en esprit d'association* pour des choses utiles. Les nombreuses associations qu'il a créées parmi nous, au milieu du feu des discordes civiles, ont tout à la fois rapproché les esprits que divisait la politique, et enfanté des merveilles utiles qui lui assureront toujours la reconnaissance de ce département, et une place distinguée parmi les administrateurs dont l'histoire garde le souvenir<sup>2</sup>. » Et le préfet lui-même affirmait qu'une période durant laquelle s'étaient formés « tant d'établissements utiles » n'était pas, même au point de vue commercial, une « période stérile<sup>3</sup> ». Car, de toutes les créations diverses que nous avons signalées, il s'ensuivit « une masse d'affaires considérable », un grand mouvement d'argent où les petits et les pauvres, à sa profonde joie, avaient leur part aussi bien que les riches.

1. Il faut y joindre la Compagnie d'assurance maritime et celle d'assurance mutuelle contre l'incendie. Cette dernière était constituée par une réunion de propriétaires qui mettaient en commun les risques d'incendie courus par chacun d'eux, et s'engageaient à s'indemniser réciproquement des dommages. Elle fut autorisée par Ordonnance royale du 27 octobre 1819.

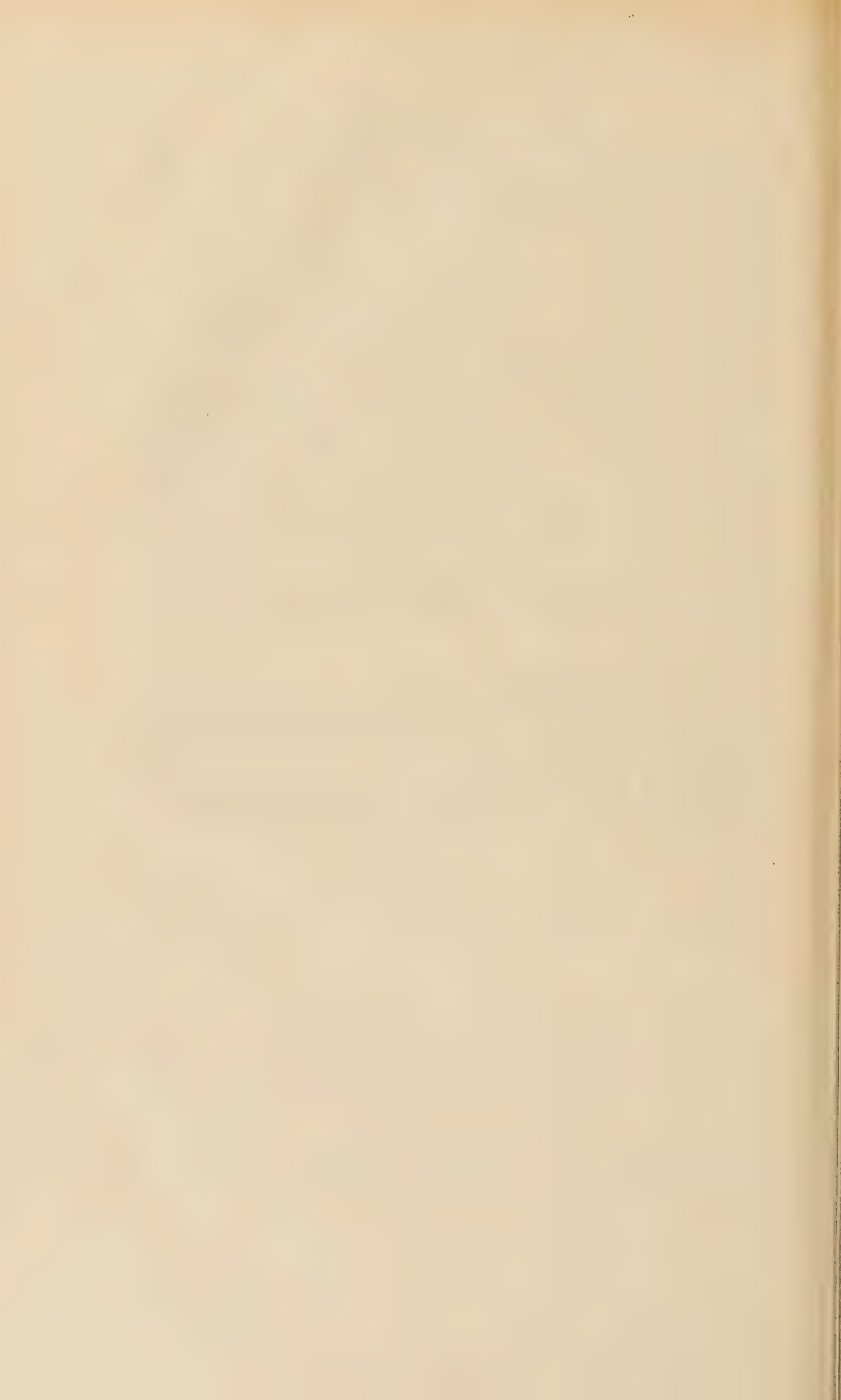
2. Lettre de Maître au marquis Fortia d'Urban, citée.

3. *Arch. de la Chambre de Commerce*, Registre n° 6 des délibérations, p. 12, discours de Tournon à la Chambre de commerce de Bordeaux, 17 avril 1821.

Dans un département comme la Gironde, l'industrie avait alors des rapports trop intimes avec le commerce pour que la stagnation de celui-ci n'entraînât pas la complète paralysie de celle-là. Les manufactures qui avaient donné quelque renom à Bordeaux durant le XVIII<sup>e</sup> siècle, la construction des navires et les corderies, les distilleries, les verreries et faïenceries, et surtout le raffinage des sucres, végétèrent durant toute la préfecture de Tournon. Un moment, en 1817, quand les armateurs, pleins de confiance, crurent au réveil commercial et se lancèrent sur toutes les mers à la recherche de nouveaux débouchés, la construction des navires et les raffineries semblèrent retrouver un peu de vie, dans les vieux quartiers traditionnels de Sainte-Croix et de Saint-Michel. La débâcle de 1819 arrêta net cet essor, et l'industrie, qui du reste avait toujours souffert à Bordeaux, ne reprit élan que lorsque l'application de la vapeur à ses diverses branches vint ouvrir des voies nouvelles aux inventeurs et aux spéculateurs. Tournon ne pouvait rien à cet état de choses, que le faire constater aux ministres, et en gémir <sup>1</sup>.

1. Cf. plusieurs de ses lettres déjà citées pour le commerce, en particulier, F<sup>7</sup> 9662, lettre à Mounier, 1<sup>er</sup> juin 1820; 13<sup>e</sup> rapport, 2 juillet 1820; grand rapport à Lainé, 25 mars 1818, cité. — En dehors des constructions de navires, il cite seulement « quelques fabriques de bouteilles, quelques tanneries et quelques filatures ».

Dans le reste du département, on peut dire que l'industrie était nulle. Il existait une forge de fer des landes à Lugos et une autre à Belliet. Une troisième fut créée à Castelnau-de-Mesme, le 23 juin 1820.





## CINQUIÈME PARTIE

### LE CULTE — L'INSTRUCTION PUBLIQUE — LES BEAUX-ARTS

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### LE CULTE

- I. Principes directeurs de Tournon dans les choses relatives aux Cultes.  
— Sa tolérance hautement affichée envers les protestants et les juifs; il réclame du gouvernement des mesures « contre l'intolérance ». — Comment le préfet applique par des actes cette tolérance; l'affaire Geiseler; apaisement des querelles religieuses à Sainte-Foy; résultats de cette conduite. — Tournon veut soumettre tous les cultes à la stricte légalité; la grande Mission de 1817; les incidents. — La fameuse procession. — Bonne entente de Mgr d'Aviau et du préfet.
- II. Projets de Tournon pour augmenter les traitements du clergé; il est très opposé aux quêtes personnelles; le gouvernement refuse d'entrer dans ses vues. — Loi du 15 mai 1818 sur cet objet. — Réparation des églises et des presbytères; émulation des communes pour ce genre de travaux; les résultats. — Tournon essaye d'introduire de l'ordre dans la gestion des Fabriques.

Dans les choses de la religion, placées en dehors du ressort administratif, trois principes directeurs et invariables allaient guider Tournon : une tolérance hautement affichée, une grande fermeté à maintenir les ministres de tous les cultes dans l'obéissance aux lois, des efforts pour la restauration de la partie extérieure et comme matérielle de la religion catholique, l'amélioration du sort du clergé, la réparation des églises, des presbytères et des cimetières.

Tournon était un catholique pratiquant; il n'était certes pas un dévot. Il garda toujours pour la religion de ses pères « une vénération extrême<sup>1</sup> »; mais, appartenant à une génération d'hommes élevés dans une certaine indifférence, il n'avait pas éprouvé beaucoup de scrupules à aller administrer le « Bien de Saint-Pierre<sup>2</sup> ». Il croyait même très sincèrement, au début, que l'application du régime français aux États-Romains serait bienfaisante et pour le clergé, et pour le peuple, et que le pape, ainsi privé d'un pouvoir temporel dont notre préfet jugeait l'administration médiocre, verrait grandir son prestige moral. Ses sentiments se modifièrent dans la suite.

A Bordeaux, nous le voyons observer fidèlement les prescriptions de ce culte catholique qu'il aimait surtout pour son grand pouvoir moralisateur, et son aptitude à consoler la souffrance et les misères humaines<sup>3</sup>. Mais il professait et exigeait de chacun le respect le plus absolu pour tous ceux qui avaient d'autres convictions que lui. Or, en ce temps-là, surtout dans le midi de la France, la tolérance n'était guère à l'ordre du jour. Les événements de Nîmes et du Gard, et en général l'esprit de réaction qui dominait alors, avaient jeté dans une vive inquiétude les protestants de Bordeaux et de la Gironde. Ce mot de protestant « était devenu synonyme d'ennemi du roi<sup>4</sup> », qualificatif dangereux aux regards des ultras tout-puissants. Et Tournon pouvait voir autour de lui des hommes fort distingués, de très riches et honorables négociants professer cette religion, les D. Guestier, les H. Hovy, les Verdonnet, les Gauthier et les P. Balguerie, ou encore la religion juive comme les Lopes-Dubec, les Rodrigues, les Alexandre et les Mendès. Persécuter, et même simplement tenir à l'écart, pour cause religieuse, de tels hommes, lui paraissait plus qu'injuste, souverainement imprudent et contraire à l'intérêt général. Il

1. L. MADELIN, *La Rome de Napoléon*, p. 289.

2. Victor de Broglie écrit à ce sujet : « Nous trouvions simple et sans conséquences d'être excommuniés, et de prendre en main le patrimoine de Saint-Pierre. Camille de Tournon partageait cette indifférence qui nous était commune. » *Souvenirs*, t. I, ch. II. — Je ne crois cependant pas que Tournon eût accepté d'être préfet de Rome *excommunié*. Je reviendrai ailleurs sur cette intéressante question.

3. Cf. Tournon, *Etudes statistiques sur Rome*, t. II, p. 124 et *passim*; rapport de Tournon au Conseil général de 1817, etc.

4. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9067, 38<sup>e</sup> rapport, 2 août 1816.

voulait que la paix régnât parmi ses administrés, et plus encore l'harmonie religieuse que l'harmonie politique.

Les ministres dans leur ensemble, surtout Vaublanc, ne montraient pas assez d'énergie, à son gré, en vue de maintenir cette paix. « Il est très important, écrivait le préfet, que le gouvernement se prononce hautement, par des actes, contre les hommes qui veulent ramener l'intolérance. Les protestants sont très nombreux dans le département; ils ont entre les mains une grande partie de la fortune territoriale et commerciale; leurs relations avec tout le nord de l'Europe les unissent avec tous les autres protestants; il serait, par conséquent, très impolitique de les mécontenter et de leur donner des inquiétudes... Je crois devoir appeler l'attention de Votre Excellence sur la nécessité de s'opposer de bonne heure aux progrès de l'intolérance<sup>1</sup>. » Durant toute cette fin d'année 1815 et les premiers mois de 1816, il revient sur la même pensée avec d'autant plus de vigueur et d'insistance que la Chambre introuvable semble vouloir s'engager davantage dans la voie de la réaction religieuse. « Il me paraît nécessaire, mande-t-il à Decazes, que le gouvernement intervienne par un acte patent, afin de prouver à tous les protestants, soit de France, soit de l'étranger, que sa ferme volonté est de protéger cette religion<sup>2</sup>. » — « Ne perdez aucune occasion de rassurer les protestants<sup>3</sup> », écrit-il encore au sous-préfet de Libourne; et lorsque M<sup>gr</sup> d'Aviau enverra dans cette ville un chanoine de la cathédrale et quelques prêtres pour y prêcher une Mission, Tournon leur recommandera « fortement », avant le départ, d'éviter avec soin tout « ce qui peinerait les protestants<sup>4</sup> ».

Cette passion de la tolérance, le préfet ne la traduisait pas seulement par des conseils; il savait aussi l'exprimer par des actes. Un négociant luthérien de Bordeaux, Geiseler, avait laissé sa fille unique s'instruire dans la religion catholique et en faire profession. Un prêtre de la paroisse Saint-Louis, l'abbé Lespian, et une vieille demoiselle captèrent à ce point la con-

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 5<sup>e</sup> rapport, 19 novembre 1815.

2. *Arch. de Gévelard*, 6<sup>e</sup> rapport, 26 novembre 1815.

3. *Arch. de Gévelard*, lettre au sous-préfet de Libourne, 8 décembre 1815.

4. *Id.*, lettre à Decazes, 12 mars 1819. Les missionnaires obéirent scrupuleusement à ces conseils, et Tournon les en félicita. Cf. *Arch. de Gévelard*, lettre du 24 mars 1819 à Decazes.

fiance de la jeune fille qu'ils lui persuadèrent d'embrasser la vie religieuse; et, malgré l'opposition des siens, elle disparut de la maison paternelle. Le père alla trouver M<sup>gr</sup> d'Aviau pour qu'il l'aidât à retrouver son enfant. L'archevêque répondit « qu'une vocation aussi décidée ne pouvait être contrariée », et bien qu'il connût la retraite de la jeune fille, il ne voulut point donner la main à son retour chez elle. Le malheureux Geiseler, « plongé dans le désespoir », s'en va conter l'aventure au préfet: il a trouvé l'appui cherché. « Je vis sur-le-champ, dit ce dernier, que les protestants allaient crier à l'oppression, et que l'union qui règne entre eux et les catholiques en serait troublée<sup>1</sup>. »— Aussi, mande-t-il aussitôt le curé de Saint-Louis et celui de Saint-Michel, impliqué dans l'affaire, blâme fortement devant eux l'abbé Lespian, et leur annonce en termes catégoriques qu'il ne souffrira jamais que « les membres du clergé favorisent les fantaisies qui peuvent naître dans une jeune tête, et concourent à briser les liens de la puissance paternelle ». Il leur enjoint de ramener eux-mêmes M<sup>lle</sup> Geiseler à sa famille, ajoutant que, si elle persiste dans ses désirs, son âge lui permettra de suivre sa vocation, même malgré la volonté paternelle, et qu'ainsi le clergé ne sera pas accusé de l'avoir séduite. Ainsi fut fait, à la grande joie des parents<sup>2</sup>.

La petite ville de Sainte-Foy était, parmi toutes celles du département, le foyer le plus dangereux des rivalités entre catholiques et protestants. Nous avons vu Tournon y conduire le duc d'Angoulême, au début de 1816, en mission pacificatrice<sup>3</sup>, et engager les hommes des deux religions à faire partie de la Garde nationale, en témoignage de réconciliation. Un moment apaisées par tant de bienveillants efforts, les haines, « sucées avec le lait », reparurent quelques mois plus tard, aussi ardentes que jamais. Notre préfet s'y rend à nouveau, change la manière douce en manière forte, et, sans chercher désormais « de vaines réconciliations », annonce à tous les habitants « sa ferme résolution de faire sentir le poids de l'autorité » à quiconque troublera l'ordre public, « quelle que soit sa religion ou son opinion politique<sup>4</sup> ». Il fit cesser,

1. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 4<sup>e</sup> rapport, 12 novembre 1815.

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 5<sup>e</sup> rapport, 19 novembre 1815.

3. Cf. p. 110.

4. *Arch. de Gênelard*, lettre du 21 septembre 1816 à Decazes.



quelques années après, une des principales causes de cette rivalité. Par suite d'un ancien décret de l'an XII, « mal interprété », le consistoire protestant de Sainte-Foy avait été mis en possession de l'église de Saint-Avit-du-Moiron, état de choses qui entretenait les catholiques en un violent esprit d'irritation. Tournon obtint des fonds pour faire bâtir un temple protestant dans cette commune, et rendit leur église aux catholiques<sup>1</sup>.

Un nouvel incident vint encore mettre en relief son désir de voir la paix religieuse régner entre tous ses administrés. Un jugement de police municipale condamnait un protestant de Bordeaux à une amende de 6 francs, pour n'avoir pas obéi au règlement qui ordonnait de tapisser la façade des maisons devant lesquelles passait la procession du Saint-Sacrement<sup>2</sup>. Le Consistoire, vivement ému, se réunit et se plaignit au préfet, avec amertume, d'un tel jugement. Tournon, sans rien préjuger sur le fond de l'Ordonnance, qu'en somme il n'approuvait pas, répondit de la manière la plus aimable possible que ce n'était pas du tout comme protestant que l'individu avait été condamné, mais comme citoyen qui devait obéir aux règlements de police; qu'une mesure d'ordre public ne pouvait être contraire à la liberté de conscience garantie par la Charte, et qu'en tout cas le Consistoire, institué par la loi du 26 messidor an IX uniquement pour administrer les biens de son église, n'avait aucun droit à réclamer au nom des protestants en général, soumis comme tous les autres aux lois<sup>3</sup>... Les membres du Consistoire, impressionnés par ces arguments et gagnés surtout par l'esprit conciliant de leur préfet, ne firent plus d'objection, et engagèrent leurs coreligionnaires à se soumettre au règlement critiqué.

Les résultats de cette conduite furent prompts et décisifs. Les protestants, vite et entièrement rassurés, sortirent de leur attitude de réserve et de crainte, pour se ranger parmi les plus dévoués auxiliaires de Tournon, dans son œuvre de restauration générale. Plusieurs devinrent ses meilleurs amis. Ainsi aimait-il à les féliciter publiquement de ce loyalisme désintéressé : « On ne saurait donner trop d'éloges à la conduite des pasteurs,

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821.

2. C'est l'Ordonnance du 11 juin 1814 qui obligeait de tendre le devant des maisons sur le passage de la procession de la Fête-Dieu.

3. *Arch. de Gévelard*, lettre du 22 juin 1818 à Decazes.

avouait-il à Lainé ; l'union entre les catholiques et les protestants n'a jamais été troublée<sup>1</sup> » ; et devant le Conseil général de 1818, il pouvait ajouter : « Dans toute l'étendue du département, les catholiques, les protestants, les israélites ont vécu dans la meilleure intelligence, jouissant les uns et les autres de la plénitude de leur liberté<sup>2</sup>. » Même à Sainte-Foy, les haines s'éteignirent comme un feu où l'on ne jette plus d'aliments. Nous avons vu<sup>3</sup> le grand homme d'État anglais Canning admirer à Bordeaux cette concorde religieuse, et citer en exemple la Gironde et son préfet pour affirmer solennellement, devant les Chambres anglaises, que l'intolérance n'était point du tout en France ce qu'on la croyait dans son pays. Tournon ressentit bien vivement le prix d'un pareil témoignage.

Protecteur impartial des divers cultes, reconnaissant aux protestants d'avoir accepté le régime et de l'aider sans arrière-pensée, plein de gratitude envers le clergé catholique pour ses efforts à « procurer » le bien moral de tous, le préfet entendait que ni les uns ni les autres, dans leur ministère spirituel, ne sortissent de la plus stricte légalité. On a pu le constater déjà pour l'affaire Geiseler. Il donna une nouvelle preuve de cette résolution dans la grande Mission de Bordeaux, en mars et avril 1817. Lainé lui envoya confidentiellement des détails sur les événements de Rennes, où des troubles sérieux venaient de se produire, en pareille occasion, et lui recommanda de surveiller les « prédicants ». Tournon connaissait de vieille date les directeurs de la Mission, l'abbé Rauzan et l'abbé Forbin-Janson. Il les engagea donc, de manière amicale mais forte, « à modérer le zèle de quelques-uns de leurs collaborateurs<sup>4</sup> », et à s'interdire toute digression sur les matières politiques<sup>5</sup>.

1. Grand rapport à Lainé, 25 mars 1818, cité.

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1818.

3. Cf., page 115.

4. *Arch. de Gênelard*, lettre de Tournon à Lainé, 22 mars 1817. — Les missionnaires étaient au nombre de 9, « non compris un frère coupe-choux qui vendait exclusivement les scapulaires et les médailles de la mission », ajoute Bernadau (*Tablettes*, t. IX, p. 418). — L'abbé Rauzan en plaça 2 à Saint-André, 2 à Saint-Louis des Chartrons, 3 à Saint-Michel et 2 à Saint-Seurin. (Cf. *Mgr d'Aviau*, par l'abbé Lyonnet, p. 680. — La Mission commença le 16 mars pour finir le 25 avril (Cf. *Bulletin poly-mathique*, t. XV, p. 184).

5. Cf. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, lettre confidentielle de Decazes à Tournon, 2 avril 1817.



Ses désirs furent scrupuleusement suivis, et Tournon n'eut que des éloges pour la grande modération des Pères<sup>1</sup>. Tout se passa dans un calme et un ordre parfaits. Une foule énorme suivit les exercices de la Mission « avec un recueillement des plus édifiants<sup>2</sup> ». Les églises ne désemplissaient pas; un intense besoin d'émotions et de consolations religieuses se manifestait chez les Bordelais, comme s'ils en eussent été privés depuis très longtemps. — Deux petits incidents vinrent seuls mettre une ombre au tableau. Un libraire voulut profiter de ce général élan de piété pour avancer ses affaires. Il fit réimprimer une prétendue lettre de Jésus-Christ, « très ancienne et très répandue<sup>3</sup> » dans le midi de la France, et en vendit un grand nombre aux « dévotes » bordelaises. Les missionnaires, et Tournon tout le premier, en éprouvèrent un vif mécontentement, et celui-ci s'appliqua de son mieux à faire cesser un tel commerce, qui ne pouvait que jeter le ridicule sur la religion. Le libraire, avisé, s'était adressé uniquement à la mairie, beaucoup plus réactionnaire que la préfecture, pour obtenir la permission, non seulement d'imprimer la fameuse lettre, mais encore de la faire distribuer dans les rues. Tournon ne fut instruit de la chose que par les cris des vendeurs. Il fit aussitôt révoquer l'autorisation donnée, obligea l'imprimeur à rompre sa planche, et invita le maire à ne donner, à l'avenir, de telle permissions « qu'avec la plus grande réserve<sup>4</sup> ».

Le second incident servit, au dire du préfet, à mettre en relief « le bon esprit des missionnaires ». A la grande procession qui clôtura la Mission, quelques royalistes exagérés trouvèrent bonne l'occasion pour essayer une petite manifestation.

1. *Arch. de Gévelard*, lettre du 5 avril à Lainé. — Bernadau dit juste le contraire, et ajoute à ce propos : « La politique est maintenant réfugiée dans les églises, comme aux temps de la Ligue. » (*Tablettes*, t. IX, p. 418.) Mais on sait quel cas il faut faire de Bernadau historien.

2. Lettre du 5 avril, citée.

3. *Arch. de Gévelard*, lettre de Tournon à Lainé, 28 avril 1817.

4. *Arch. de Gévelard*, lettre à Lainé, 28 avril 1817; lettre à Decazes, même jour, et lettre du 2 mai. Decazes, en cette circonstance, demanda à Tournon des explications en termes sévères, et le préfet répondit d'un ton non moins catégorique (lettres citées). Il ajoute comme épilogue à l'affaire : « La prétendue lettre de J.-C. est oubliée depuis plusieurs jours et sa publicité n'a produit aucun effet. » (Lettre du 2 mai.) — Les missionnaires, du reste, en firent sentir, dans leurs sermons, toute l'absurdité.

Ils insinuèrent aux « Pères » la pensée d'annoncer en chaire que toutes les dames qui suivraient le cortège devaient se munir de drapeaux blancs, bordés de vert. Ceux-ci, dans leur zèle « pour donner de la splendeur à une cérémonie importante<sup>1</sup> », accèdent au conseil, et ces dames de préparer aussitôt les petits drapeaux « insidieux ». Heureusement, Tournon est instruit à temps de « cet inconvenant projet<sup>2</sup> » ; il écrit immédiatement à l'abbé Rauzan pour lui rappeler que le blanc est la seule couleur du roi, et qu'il n'en tolérera pas d'autre. Le directeur de la Mission remercia notre préfet de l'avis, donna aussitôt contre-ordre, et les dames suivirent la procession sans drapeaux.

Malgré l'absence des petites bannières vertes et blanches, cette procession, s'il faut en croire les témoins oculaires, fut « un des spectacles les plus imposants<sup>3</sup> » qu'ait vus Bordeaux. Un arrêté du maire, approuvé par Tournon, en avait confié la police à des détachements de cavalerie, et fixé la marche dans ses divers détails<sup>4</sup>. On peut dire que toute la ville s'y transporta. Rues soigneusement balayées et « parsemées de fleurs », maisons pavoisées et enguirlandées, longues lignes de jeunes filles vêtues de blanc, d'hommes « portant des crucifix à la boutonnière », foule innombrable s'avancant dans « un ordre, une décence et un recueillement<sup>5</sup> » remarquables, rien n'y manquait de ce qui pouvait rendre cette marche « vraiment triomphale<sup>6</sup> ». Une croix immense, de 25 pieds de long, était portée à tour de rôle par douze cents gardes nationaux, suivis des principales autorités, de Loverdo, Lynch, Tournon, de Conteneuil, chamarrés de toutes leurs décorations. Arrivée sur la place Saint-André, la foule se tassa ; la croix devait y être plantée sur un autel adossé au chevet de la cathédrale. L'un des prédicateurs à la voix la plus éclatante, l'abbé Guyon, prononça un « émouvant discours<sup>7</sup> ».

1. Lettre du 28 avril 1817 à Lainé, citée.

2. *Id.*, à Decazes, citée.

3. *Bulletin polymathique*, t. XV, p. 184.

4. *Arch. municipales de Bordeaux*, carton 1816-1830, notice imprimée sur la Mission. — La procession sortit par la place Rohan, suivit la rue Rohan, le cours d'Albret, la rue et la place Dauphine, les Fossés de l'Intendance et du Chapeau-Rouge, le quai de Bourgogne, les Fossés de Bourgogne, de Saint-Eloi, de l'Hôtel-de-Ville, des Carmes, des Tanneurs, la rue des Lois, la rue et la place Saint-André.

5. Lettre de Tournon à Lainé, 28 avril, citée.

6. *Arch. municipales*, notice citée.

7. Lettre du 28 avril à Lainé, citée.

où il engageait ses auditeurs à se pardonner leurs torts réciproques. D'après Bernadau, l'orateur fut tellement éloquent qu'il fit « sangloter à qui mieux mieux <sup>1</sup> » un grand nombre de personnes. Tournon, lui, tout en rendant témoignage à l'émotion qui s'empara du public, note avec satisfaction « qu'on ne remarquait pas cet enthousiasme délirant qui, parmi le peuple, devient si promptement du fanatisme <sup>2</sup> ». En un mot, la Mission dans son chef-lieu — au rebours d'autres villes où les mêmes exercices causèrent tant de désordres — réussit à merveille, et ne produisit que du bien « mêlé d'aucun désavantage <sup>3</sup> ». Ses principaux fruits se manifestèrent par des mariages civils célébrés religieusement, et par de nombreuses restitutions <sup>4</sup>. Quoi, selon lui, de plus moral et de plus utile?

Au reste, notre préfet trouva presque toujours <sup>5</sup> dans les

1. BERNADAU, *Tablettes*, t. IX, p. 430.

2. Lettre du 28 avril à Lainé, citée.

3. *Id.*, à Decazes, citée.

4. Lettre du 2 mai à Decazes, citée.

Après la Mission, de pieux Bordelais prirent l'habitude de se rendre au pied de la croix pour prier ou chanter des cantiques. Plusieurs même y attachaient de petits cœurs en bois doré, que leur vendait le sacristain de Saint-André, et sur lesquels ils inscrivaient leurs noms. — Ces réunions devinrent bientôt « extrêmement nombreuses », et se prolongèrent fort avant dans la nuit. Tous les assistants n'étaient pas conduits par des motifs pieux; des filous et autres gens de bas étage se mêlèrent aux fideles. — Tournon, après avoir pris conseil de Mgr d'Aviau, fixa une heure extrême pour ces pratiques, et tout rentra dans l'ordre (*Arch. de Gênelard*, lettres des 15 et 30 mai à Decazes).

La fameuse croix fut enlevée en 1830 de la place Saint-André, et transférée dans l'intérieur de la cathédrale où elle demeura longtemps l'objet de la vénération des fideles. On peut la voir encore aujourd'hui, toute garnie de petits cœurs dorés, derrière le portail qui ouvre sur la place de l'Archevêché.

5. En dehors de l'affaire Geiseler déjà citée, Tournon se trouva, une fois encore, en conflit avec l'autorité diocésaine pour une question de funérailles. — A la suite d'une querelle de théâtre, deux jeunes gens bordelais, Rivière et Cave, se battirent en duel. Le dernier, atteint d'une balle au ventre, fut conduit à l'hôpital et mourut, sans vouloir accepter les secours de la religion. — Le curé de Saint-Paul, sa paroisse, refusa de lui faire des funérailles religieuses. La famille en appela de ce refus à Mgr d'Aviau qui, après avoir pris l'avis de son Conseil, approuva pleinement la conduite du curé et lui enjoignit de s'abstenir de toute participation à l'enterrement du malheureux. — Tournon, apprenant la chose et désireux de donner satisfaction à cette famille en deuil, se transporta chez l'Archevêque et employa « tous les raisonnements les plus propres à le convaincre ». Mgr d'Aviau, qui savait sa théologie autant que Tournon son droit, demeura inflexible. — Le préfet alors

autorités religieuses du diocèse, une bonne volonté parfaite et une grande condescendance à se soumettre à ses désirs. M<sup>sr</sup> d'Aviau n'était pas un combatif au sens politique du mot, ni un tenant des opinions exagérées. Profondément reconnaissant à Tournon de ses efforts pour l'aider au mieux dans l'œuvre de restauration religieuse, il vécut, le plus souvent, avec lui dans une entente pleine de charme, et obligea même une partie de son clergé, de tendances ultra, à suivre la ligne modérée, et à vivre en dehors des disputes politiques. Le préfet se plaisait à le reconnaître, et il donna au vénérable archevêque, dans son grand rapport pour le Conseil général de 1822, un précieux et solennel témoignage de gratitude : « Les hautes vertus, disait-il, l'esprit de paix et de conciliation de Monseigneur sont trop au-dessus de toute louange pour que l'administrateur du département ne se borne pas à déposer ici l'hommage de sa profonde vénération pour ce modèle des prélats. Mais il doit dire que c'est à ses vertus, à cet amour du bien que sont dus une grande partie des succès de son administration, puisque l'union parfaite qui a constamment régné entre le clergé et l'autorité civile a puissamment augmenté les moyens de maintenir partout l'ordre et la paix<sup>1</sup>. »

\*  
\* \* \*

Tout en s'efforçant de maintenir avec fermeté le clergé dans son rôle spirituel, Tournon s'appliqua de son mieux à relever l'Eglise des ruines léguées par la Révolution. « Au premier rang de mes devoirs, disait-il, j'ai mis constamment le rétablissement des églises, des presbytères et l'amélioration du sort des pasteurs<sup>2</sup>. » Il se faisait un noble idéal du prêtre catholique qui devait être, selon lui, « un homme austère dans ses mœurs,

envoya un commissaire de police demander « et au besoin prendre le drap mortuaire refusé par la fabrique », et fit faire à Cave des funérailles convenables. — Mais de tels faits le peinaient beaucoup. « L'administration ne cédera pas, écrivait-il à Decazes à ce propos; mais il devient bien urgent que cette cause de désordre soit écartée, et que l'autorité civile n'ait pas à lutter avec l'autorité religieuse. » *Arch. de Gênelard*, lettre du 15 juin 1819 à Decazes, et *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, 139<sup>e</sup> rapport, 22 juin 1819.

1. Grand rapport au Conseil général de 1822.

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.



compatisant aux faiblesses, charitable, conciliant, prêchant au peuple la modération et la résignation dans ses maux<sup>1</sup> ». Il pouvait voir autour de lui ce modèle souvent réalisé, et il avait constaté par expérience que, dans les paroisses privées d'un tel pasteur, « le vice et le désordre régnaient » et que « le bras de la justice devait frapper incessamment<sup>2</sup> ». — Or le clergé, particulièrement le clergé rural, charitable et dévoué, végétait dans un état voisin de la gêne, sinon de la pauvreté. Comment vivre convenablement et faire quelques aumônes avec les 600 francs octroyés par le gouvernement ? Le sort des pauvres curés des landes excitait surtout sa commisération. Perdus, en quelque sorte, dans ces solitudes, au milieu d'habitants à moitié sauvages et pour la plupart indigents, avec tant de misères à soulager autour d'eux et un si modique traitement<sup>3</sup>, ces humbles étaient vraiment dignes de pitié.

Tournon voulut remédier à cet état de choses d'après un plan régulier applicable à tout le département. Il était l'adversaire convaincu des quêtes personnelles, faites à domicile par le clergé. Sous la poussée de l'opinion publique, chauffée en ce sens par les ultras, et qui portait dans toute la France vers l'augmentation des traitements du clergé, chacun voulait faire montre de zèle, renchérir sur le voisin et donner... surtout « en phrases ». Le préfet ne s'y trompait pas : « Toutes les paroisses, disait-il, sentent la nécessité d'accorder un traitement supplémentaire à leur pasteur, toutes s'engagent à le payer, mais dans presque toutes, le pasteur, réduit au rôle humiliant de solliciteur, ne retire de demandes si contraires à l'esprit de son état que les expressions d'une froide et stérile pitié<sup>4</sup>. » Il voulut donc rendre, sous ce rapport, le sacerdoce à l'indépendance. Son plan était le suivant : les maires de chaque commune devaient faire circuler des listes chez les principaux habitants où ceux-ci écriraient leurs souscriptions volontaires. Ces listes, centralisées à la préfecture, équivaldraient à de véritables rôles de contributions, seraient rendues exécutoires par le préfet, et les percepteurs en prélèveraient le montant comme des impo-

1. Même rapport.

2. *Id.*

3. A ce traitement, venait se joindre un casuel presque partout « insignifiant ».

3. Rapport au Conseil général de 1817, cité.

sitions ordinaires<sup>1</sup>. « Cette mesure, affirmait-il à Decazes, qui n'exciterait ni jalousies, ni craintes, produirait beaucoup plus d'effet pour le clergé actif que les libéralités, qu'on annonce avec tant d'éclat et qui, probablement, n'arriveront pas jusqu'au modeste desservant<sup>2</sup>. » Il trouvait encore l'avantage, dans ce système, d'égaliser les allocations et d'en proportionner la charge aux ressources des communes ; car trop petites ici, trop fortes là, ces allocations, souvent « fruit d'un zèle excessif et qui ne se soutient jamais<sup>3</sup> », créaient des différences de situation injustes entre desservants également méritants. Tournon ne voulait pas que le supplément accordé fût inférieur à 400 francs, et supérieur à 700 francs. De la sorte, le moindre curé de campagne, « recevant 600 francs de l'Etat, un logement évalué à 150 francs en moyenne et fourni par la commune », un petit casuel équivalent en général à ce dernier chiffre, aurait un traitement global de 1300 francs, « somme bien modique en soi, ajoutait-il, mais considérable si l'on considère l'état actuel des desservants et la pauvreté des paroisses<sup>4</sup> ». Le total des souscriptions à recueillir pour atteindre partout cette allocation minimum était, chaque année, de 211 000 francs<sup>5</sup>.

Ces idées, très vivement approuvées par le Conseil général, ne furent pas admises par le gouvernement qui voulait l'uni-

1. Ces sortes de listes à souscriptions existaient déjà, mais le montant n'en était jamais perçu, « ou seulement après que les ecclésiastiques avaient éprouvé toutes les humiliations des refus ». — *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9065, 19<sup>e</sup> rapport, 5 mars 1816.

2. Rapport du 5 mars 1816, cité.

3. Rapport au Conseil général de 1817, cité.

4. Même rapport.

5. Tournon les divisait ainsi :

| 30 allocations de 400 francs 12 000 francs |   |     |            |
|--------------------------------------------|---|-----|------------|
| 98                                         | — | 500 | — 49 000 — |
| 124                                        | — | 600 | — 74 000 — |
| 108                                        | — | 700 | — 75 000 — |

Cette somme de 211 000 francs, comparée à la masse des contributions que payaient les communes dans lesquelles curés et desservants exerçaient leur ministère, donnait une moyenne proportionnelle de 6 p. 100, chiffre curieux à comparer avec la perception du *Denier du Culte* aujourd'hui.

Le nombre de curés ou desservants était donc alors de 360 dans la Gironde (48 curés et 312 succursalistes). Cf. grand rapport à Laine, cité. Le nombre des succursales créées par le décret du 11 prairial, an XII, était de 243 ; 61 avaient été ajoutées par le décret du 30 septembre 1807. Les 11 autres s'étaient établies à la Restauration.

formité partout, et laissa les choses aller vaille que vaille jusqu'à la loi du 15 mai 1818. En permettant aux communes de s'imposer, pour l'allocation au clergé, des centimes additionnels votés par les Conseils municipaux assistés des plus riches de la commune, elle donna « plus de régularité et d'exactitude aux traitements », et fit cesser « l'inconvenance des perceptions faites par les prêtres eux-mêmes<sup>1</sup> ».

Les églises alors dans la Gironde — comme dans la France entière — exigeaient des réparations, plus encore que les traitements du clergé une augmentation supplémentaire. Après 25 ans d'un abandon presque total, beaucoup se trouvaient dans un état de ruine à peu près complète. Tournon fit, dans le courant de l'année 1816, un grand travail de constatation, fixant, d'après un plan général, les réparations les plus urgentes pour remettre les 360 églises — sur 569 communes — ouvertes au culte dans la Gironde, en situation convenable, et ne point laisser s'achever la destruction des autres<sup>2</sup>. Le devis prévu s'élevait à 357 000 francs. A son appel, une grande émulation s'établit entre paroisses, pour la restauration des édifices religieux « ces débris de la fortune des temps anciens échappés à la Révolution<sup>3</sup> ». Dons des particuliers, souscriptions publiques, vote des fonds par les Conseils municipaux, offrande et transport de matériaux, tout cela s'additionna en efforts admirables. « J'aurais presque à nommer chaque commune, disait Tournon, si je voulais désigner celles qui sollicitent des dépenses pour la restauration de leurs édifices communaux..., sans les difficultés du temps, l'administration aurait plutôt à retenir qu'à exciter leur zèle<sup>4</sup>. » On peut évaluer à 350 000 francs le total des dépenses des communes pour la restauration des édifices

1. Grand rapport de Tournon au Conseil général de 1822.

Dans ce projet, le préfet n'avait en vue que le culte catholique. Il en expliquait ainsi la raison au Conseil général de 1817 : « Je ne vous ai pas entretenu des établissements du culte protestant ni de l'entretien de ses ministres, non que je veuille établir une différence entre les deux cultes considérés dans leurs relations avec l'administration, mais parce que la vaste étendue des circonscriptions réformées donne aux pasteurs un nombre si considérable de coreligionnaires qu'ils peuvent, sans que l'administration s'en occupe, faire facilement les sacrifices nécessaires au maintien de leur culte. »

2. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

3. *Id.*

4. *Id.*

religieux, durant la préfecture de Tournon<sup>1</sup>. Aussi, presque pas d'église dans le département qui n'ait eu sa part, plus ou moins importante, de réparation ou d'embellissement.

A Bordeaux, d'importants travaux furent faits à la cathédrale Saint-André, tant pour la décoration extérieure que pour la reconstruction d'une partie des voûtes et des portes, détruites par l'ouragan du 2 mars 1820. Un coup de vent d'une violence inouïe avait jeté bas tout le couronnement de la façade qui, dans sa chute, emporta, sur un large espace, toiture et voûte, et tua ou blessa 113 personnes<sup>2</sup>. Cette dépense s'éleva à 23 296 francs, somme que Tournon obtint en entier du gouvernement<sup>3</sup>. Quand il partit, un projet rédigé par l'architecte Poitevin était prêt pour la restauration générale des voûtes, de la nef et des flèches. De grosses réparations à la toiture et à la charpente de l'église Saint-Louis<sup>4</sup>, les vieilles églises Saint-Seurin et Saint-Michel « soigneusement entretenues<sup>5</sup> », et, pour cette dernière, un plan général dressé pour en empêcher les continuelles dégradations, la restauration partielle de la Chartreuse<sup>6</sup>, la fondation d'une église nouvelle dans la paroisse de Saint-Nicolas-de-Graves, marquèrent encore la préfecture de Tournon. Cette dernière église était réclamée en vain, depuis fort longtemps, par les habitants de ce quartier qui n'avaient, pour tout édifice religieux, qu'une petite chapelle insuffisante, obscure et malsaine. Quand le préfet partit, les murs s'en élevaient déjà à plusieurs pieds au-dessus du sol<sup>7</sup>.

Hors de Bordeaux, une église neuve fut commencée à Talence; la superbe basilique des anciens Bénédictins de La

1. Cf. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821.

2. *Bulletin polymathique*, t. XVIII, p. 123.

3. Rapport de Tournon au Conseil général de 1820.

4. Cf. *Arch. départementales de la Gironde*, liasse, correspondance du préfet 1802-1850, lettre de Berreterot, curé de Saint-Louis, à Tournon.

5. Grand rapport au Conseil général de 1822.

6. Rapport au Conseil général de 1821.

7. Cf. grand rapport de 1822.

Les habitants et le Conseil de fabrique gardèrent à Tournon une profonde reconnaissance de cette construction. « C'est à vous, lui écrivaient-ils, à vos instances, à vos soins pour l'embellissement de cette cité, que nous devons l'église qui se construit rapidement au moyen des fonds que votre heureuse et prévoyante influence a déterminé le Conseil municipal d'accorder ». *Arch. d'Avrilly*, lettre du Conseil de fabrique de la paroisse Saint-Nicolas de Graves à Tournon, 2 février 1822.



Réole eut sa toiture entièrement refaite, et put être à nouveau ouverte au culte, selon l'ardent désir des habitants<sup>1</sup>; à Libourne, on reconstruisit entièrement la façade de l'église, et l'on rebâtit à Saint-Emilion le beau clocher que la foudre avait démoli. Enfin « les églises de Bazas, d'Uzeste, de Saint-Estèphe, de Caudrot, de Sainte-Hélène, du Porge, furent réparées, embellies, ou même reconstruites en grande partie; les plans et les devis pour l'agrandissement de l'église du Bourg dressés, approuvés, et les fonds réunis en grande partie<sup>2</sup> ».

Comme corollaire naturel, à la réparation des églises venait s'ajouter la question des presbytères. A l'arrivée de Tournon dans la Gironde, il y en avait 188 appartenant aux communes; il en manquait donc 172 pour donner à tous les curés ou desservants un logement convenable. Après enquête, il reconnut qu'au terme moyen, un presbytère quelque modeste qu'il fût, avec le petit jardin qui forme son annexe ordinaire, ne pouvait coûter moins de 4 000 francs, non compris ceux de Bordeaux et des principales villes. Or, 168 de cette valeur restaient à acquérir, soit pour une somme de 672 000 francs<sup>3</sup>. Une telle dépense, ajoutée à tant d'autres, devait être écrasante, surtout pour les communes pauvres, de beaucoup les plus nombreuses. « Les communes rurales, disait Tournon, qui ont une population peu nombreuse, un territoire peu étendu, qui payent peu de contributions, et qui néanmoins ont une église à réparer, un presbytère à achever, et qui n'ont d'autres ressources que leurs centimes, sont dans l'alternative ou de laisser tomber leurs édifices, à défaut de moyens, ou de tripler, quadrupler même leurs contributions pendant plusieurs années, et le retard des rentrées amenant le retard dans l'exécution des travaux les rend plus dispendieux<sup>4</sup>. »

1. Grand rapport au Conseil général de 1822.

2. Même rapport.

3. Rapport au Conseil général de 1817.

4. Rapport de Tournon au Conseil général de 1821. — Il prenait comme exemple concret la commune de Sauveterre: « Elle a, disait-il, une population de 572 individus. Le montant de ses contributions foncière et personnelle ne s'élève, en principal, qu'à la somme de 1 000 francs; ses autres revenus, tels que l'octroi et le droit de plaçage, n'excèdent pas 1 000 francs; son église tombe en ruine; le devis que j'ai fait dresser fait élever la dépense de la restauration à la somme de 10 000 francs. Ou il faut doubler pendant dix ans les contributions pour obtenir la somme demandée, et ajourner à dix ans la réparation à faire; ou, si elle se fait

Pour parer à ces graves difficultés, il proposa au Conseil général l'établissement d'une caisse commune qui devait, selon lui, permettre l'achat de tous ces presbytères en six ans. Son plan lui paraissait facilement réalisable. Il fallait créer un fonds primitif de 116 000 francs avec les excédents des centimes additionnels sur les patentes qui appartenaient aux communes, avec la portion libre des revenus communaux, avec les intérêts des avances. « Chaque année, ajoutait-il, on achèterait 28 presbytères. Les communes qui profiteraient de l'acquisition s'imposeraient, pour la dépense, une somme suffisante pour éteindre leur dette en six années. Le fonds central, réintégré, dès la première année, d'une portion de sa dépense, et accru d'une dotation annuelle, ferait de nouvelles acquisitions l'année suivante, et, rentrant successivement dans son avoir, pourrait continuer à acquérir... Au bout de six ans, toutes les communes seraient pourvues de presbytères; et au bout de douze, les avances faites à ces communes retourneraient à celles qui auraient supporté ce léger sacrifice; aucune enfin n'aurait été écrasée par d'énormes centimes additionnels<sup>1</sup>. » Le Conseil général accueillit favorablement cette ingénieuse combinaison. Mais, pas plus que pour les traitements du clergé, le gouvernement ne voulut se prêter à cette expérience. Seules donc, les communes à l'aise purent acheter leurs presbytères. 54 furent ainsi acquis durant la préfecture de Tournon; et quand il quitta la Gironde, des marchés étaient passés pour 12 autres<sup>2</sup>.

Cette liste d'églises à réparer, de presbytères à acquérir s'allongeait encore de presque tous les cimetières « que leur clôture en ruines livrait partout à la dépaissance des bes-

actuellement, il faut ouvrir, si on trouve des prêteurs, un emprunt dont la rentrée de la contribution extraordinaire serait la garantie, mais qui s'accroîtrait du payement d'intérêts nécessairement élevés. » *Id.*

1. Rapport au Conseil général de 1817.

2. Grand rapport au Conseil général de 1822.

Ce plan d'une caisse commune, qui était au fond une application de sa grande idée d'*association*, lui paraissait tellement susceptible « de terminer promptement la question », qu'il y revint encore, sous une autre forme, au Conseil général de 1821. Il proposa la formation d'une caisse de secours, au moyen d'un emprunt de 200 000 francs, réalisable en deux ans. Le Conseil général devait garantir lui-même aux prêteurs le payement des intérêts et le remboursement du capital au bout de 10 ans.

tiaux<sup>1</sup> ». — Jadis, les fabriques pouvaient, de leurs deniers, garder tout cela en convenable état; mais, depuis la tourmente révolutionnaire, et dans « la viduité » où se trouvaient encore un grand nombre d'églises, beaucoup de fabriques ou n'existaient plus, ou ne possédaient rien, ou ne voulaient que difficilement laisser vérifier la situation de leur trésorerie. Tournon fut même obligé de leur rappeler qu'aux termes de l'arrêté du 30 décembre 1809, l'administration devait connaître leurs comptes, non pour les débattre ou pour les arrêter, mais pour juger si toutes les recettes se faisaient exactement, si les Conseils ne laissaient point périmer les titres de leur dotation<sup>2</sup>. C'était là un contrôle important dans l'intérêt général des communes elles-mêmes, obligées de suppléer à l'insuffisance des fonds pour les dépenses du culte. Car, dotées par les lois des biens vendus des anciennes fabriques, des églises supprimées, des rentes qu'elles pouvaient découvrir, les nouvelles fabriques pouvaient causer à leurs communes respectives un grave préjudice, si elles n'apportaient ni zèle dans leurs recherches, ni ordre dans la gestion financière. Le préfet s'appliqua à veiller de son mieux sur ce point, sans réussir toujours comme il l'aurait voulu, tant la chose était délicate et compliquée. Il dut finalement abandonner ces réparations des cimetières à la piété des fidèles, et au zèle des communes. « Je sens qu'en fait de restauration, disait-il avec mélancolie au Conseil général de 1817, le bien ne peut se faire que lentement, et je n'aperçois que trop fréquemment la borne où s'arrête le possible<sup>3</sup>. »

1. Rapport au Conseil général de 1817.

2. *Id.* — Cf. *Arch. municipales de Bordeaux*, cahier copie-lettres du maire au préfet 1816 à 1818; Tournon réclame les comptes en retard des fabriques de Saint-Michel et de Saint-Paul.

3. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

## CHAPITRE II

### L'INSTRUCTION PUBLIQUE

- I. Rapide notice sur la situation de l'instruction supérieure à cette époque; l'enquête de Lainé; il demande son avis à Tournon. — Opinion de ce dernier sur l'enseignement supérieur à Bordeaux. — L'enseignement secondaire; le Collège royal; défaveur marquée dont il est l'objet de la part du public. — Réformes que voudrait y introduire Tournon : plus de sévérité dans le choix des maîtres; plus de scrupuleuse attention dans l'admission des élèves « boursiers ». — Lainé demande à Tournon son avis sur les réformes à introduire dans l'Université en général. — Efforts de Tournon pour rendre au Collège royal lustre et popularité. — Inutilité de la tentative; le clergé s'empare de l'instruction à Bordeaux. — Triste état de l'enseignement secondaire dans les « Pensions ». — L'Ordonnance royale du 29 février 1816 relève le niveau des études. — L'enseignement primaire est dans une situation pire encore; organisation des « Comités »; les Frères des Écoles chrétiennes multiplient leurs établissements.

*L'enseignement mutuel* dans la Gironde; grande importance qu'y attache Tournon; ses essais en ce genre à l'hospice des Enfants-Trouvés; beaux résultats; création de nouvelles écoles d'enseignement mutuel.

- II. La question des Séminaires dans la Gironde; insuffisance des locaux à Bordeaux et pénurie d'étudiants ecclésiastiques. — Mgr d'Aviau obtient pour son petit séminaire le Dépôt de mendicité; comment les Jésuites en eurent vite fait un florissant collège. — Résistance inutile du préfet. — Etablissement d'un petit séminaire à Bazas. — Tournon ordonne la fermeture des écoles ecclésiastiques de Cadillac et de Cardan; Cadillac reçoit enfin l'autorisation.

L'affaire relative à l'enseignement de la Déclaration de 1682; résistance passive de Mgr d'Aviau; objections du préfet; les professeurs du grand séminaire signent la promesse « sans le dire à l'archevêque ».

Pas plus que pour le culte, dans l'état de la législation d'alors, les préfets n'avaient à exercer d'action directe sur les établissements d'instruction publique. La tâche en incombait aux divers recteurs d'Académie, qui ne faisaient appel à l'administration départementale que lorsque leur autorité ne suffisait



plus pour assurer l'exécution des lois. — On sait que, de 1815 à 1820, le régime de l'Université napoléonienne demeura en vigueur dans ses rouages essentiels. L'Ordonnance royale du 17 février 1815, en supprimant purement et simplement ce grand corps, lui avait substitué, sous l'autorité centrale d'un *Conseil royal de l'Instruction publique*<sup>1</sup>, dix-sept universités régionales, régies chacune par un recteur assisté d'un Conseil où entraient de droit les évêques et les préfets. Le retour de l'île d'Elbé ayant eu lieu peu après sa publication, elle demeura lettre morte. A la seconde Restauration, le ministère eut donc un nouveau parti à prendre sur cette grave question. Il était difficile d'appliquer l'Ordonnance rendue avant les Cent-Jours; elle aurait entraîné une augmentation de dépenses que la situation financière ne permettait point. Pasquier, chargé alors de l'Intérieur par intérim, proposa au roi de se servir provisoirement de l'ancienne organisation telle que l'avait conçue Bonaparte<sup>2</sup>. Mais, pour n'avoir point l'air de l'accepter intégralement ni de renoncer tout à fait à ce qu'on avait entrepris, on remplaça le Grand Maître de l'Université, et tout son dispendieux entourage de dignitaires, par une *Commission provisoire de l'Instruction publique* composée de cinq membres.

Louis XVIII approuva ce plan, et la Commission fut formée avec Royer-Collard comme président, de Sacy, Cuvier, Guéneau de Mussy et l'abbé Frayssinous. Elle eut à faire marcher l'Université à travers mille obstacles, la soutenir d'abord contre les attaques les plus vives et les plus injustes des ultras, et ensuite contre celles, non moins injustes, du parti libéral dans les années suivantes. En 1816, Lainé crut devoir remplacer ce provisoire par une organisation définitive. Pour s'éclairer dans ce travail, il demanda secrètement à quelques préfets leur avis sur l'état de l'instruction publique dans leur département, et sur ce qu'ils pensaient eux-mêmes du régime de l'Université Impériale. Au premier rang de ces confidents, se plaça Tournon. Cette enquête nous a valu quatre longues lettres de notre préfet, d'autant plus précieuses que les documents sur l'enseignement en France à cette époque sont très rares et peu connus<sup>3</sup>.

1. La présidence en était attribuée à un prélat, de Bausset.

2. Cf. PASQUIER, *Mémoires*, t. IV, p. 473.

3. *Arch Nationales*, F<sup>1</sup><sup>o</sup> III, Gironde 9, lettre du 26 sept. 1816. — *Arch.*

Tournon nous y expose la situation de l'enseignement officiel dans la Gironde, et donne son opinion sur les améliorations selon lui indispensables pour empêcher l'accaparement de toute l'instruction publique par le clergé. — L'enseignement supérieur à Bordeaux ne comprenait que la Faculté de Théologie avec ses cours de dogme, d'Écriture Sainte, de morale et discipline ecclésiastique. Ces matières étaient trop en dehors de sa compétence, pour que Tournon voulût s'y immiscer. La Faculté des Lettres avait été supprimée en 1815 comme foyer supposé de libéralisme<sup>1</sup>.

En tête des établissements d'enseignement secondaire se plaçait le *Collège royal*<sup>2</sup>. Il devint l'objet de toute la sollicitude et des

de *Génélard*, lettre du 16 mars 1817 (10 pages); lettre du 18 avril; lettre du 11 juillet.

1. C'est seulement le 16 novembre 1839 que les Facultés des Sciences et des Lettres ouvrirent leurs cours dans une aile de l'Hôtel de Ville.

2. En dehors du Collège royal, des institutions ou pensions, des séminaires et des établissements d'enseignement primaire, il y avait alors à Bordeaux comme écoles spéciales :

*L'Ecole royale de médecine* (rue de Lalande, n° 49), avec onze professeurs;

*L'Ecole de botanique*, située dans l'enclos des Chartreux. Les cours n'avaient lieu que d'avril à novembre ;

*L'Ecole d'hydrographie*, avec leçons publiques et gratuites, dans une des salles de la Bourse ;

*L'Ecole de dessin et de peinture*, installée au Musée de la ville, et depuis longtemps florissante sous la direction du célèbre peintre Lacour ;

*L'Ecole royale d'équitation*, placée dans les bâtiments construits en 1754 à la suite du Jardin public ;

*L'Ecole de théorie commerciale*, avec leçons publiques et gratuites dans une des salles de la Bourse, trois fois par semaine. — D'après Tournon, c'était la plus florissante et la plus utile de Bordeaux. Fondée en 1802, sur la demande de la Chambre de commerce, elle comprenait tout un cycle complet d'études générales qui durait deux ans. La première année, on y donnait : un tableau des connaissances humaines, un précis de logique, de méthode, de grammaire, de littérature, de chronologie générale et commerciale, les règles des ouvrages qu'on peut avoir à composer dans le commerce, le tableau de toutes les découvertes célèbres dans l'agriculture, l'industrie et le commerce, la table raisonnée de tous les ouvrages entrepris sur le globe pour le commerce, une idée de la géographie astronomique, physique et politique, spécialement appliquée aux peuples commerçants. — Dans la seconde année, on développait : « toutes les connaissances qui composent la théorie du commerce proprement dit » ; abrégé des diverses espèces de commerce ; aperçu général sur l'histoire naturelle, description de toutes les marchandises, des monnaies, des papiers de crédit, des diverses mesures et poids, des divers genres de communications, telles que caravanes, routes, navigation intérieure et

encouragements les plus bienveillants du préfet. Dès 1816, il le visita avec soin, « examina » les élèves, s'enquit de la marche de l'enseignement, et reconnut que les études, « sans aucune comparaison plus fortes que dans les pensions <sup>1</sup> », restaient cependant bien au-dessous de ce qu'on devait attendre de professeurs habiles, pour un établissement de cette importance. Le degré d'instruction dans la langue latine, la plus travaillée des matières, lui parut inférieur, d'une classe au moins, à son niveau normal. « L'enseignement des mathématiques est encore plus faible, ajoutait-il, et celui de l'histoire et de la géographie à peu près nul. L'instruction des rhétoriciens en grammaire générale, logique et physique est aussi très faible <sup>2</sup>. »

La situation morale était meilleure, encore que Tournon ne s'en montrât pas pleinement satisfait. Le Collège royal de Bor-

extérieure, l'art d'établir la balance générale du commerce d'un peuple; l'état commercial de tous les peuples anciens et modernes; la législation du commerce; l'analyse des codes de commerce avant, sous et depuis Colbert. — Les études étaient terminées par un cours complet de morale « s'élevant jusqu'à l'Être suprême, et fondant sur cette grande idée la probité, la loyauté, la justice et toutes les vertus généreuses dont le commerce a un si grand besoin ». Plus de 50 élèves suivaient régulièrement les cours de cette école. « Des hommes âgés s'y rendent souvent pour les écouter, ajoutait Tournon, et tel voyageur qui n'y avait été conduit que par la simple curiosité, s'est montré longuement assidu par le goût qu'il prenait à cette nouvelle science... Elle honore Bordeaux et la France chez les nations étrangères qui demandent souvent aux professeurs des plans pour créer des écoles semblables et des personnes instruites pour y professer. » *Arch. Nationales*, F<sup>1</sup><sup>c</sup> III, Gironde 9, lettre du 26 septembre 1816 à Lainé, citée.

1. *Arch. de Gévelard*, lettre du 16 mars 1817 à Lainé, citée. — Cf. rapport de Tournon sur l'instruction publique, au Conseil général de 1817.

2. *Id.* — J'ai pu trouver, aux *Archives Nationales*, une intéressante confirmation de ces appréciations de Tournon. C'est un rapport (dix pages) sur l'état de l'enseignement dans le Collège royal de Bordeaux, adressé au ministre, vers 1818, par les inspecteurs Ampère et Rendu. — Après avoir exposé la situation médiocre des études dans les diverses classes, depuis la sixième, ils formulent ainsi leur jugement sur les classes supérieures :

*Deuxième classe* : « Cette classe est la plus faible de toutes relativement. Les compositions sont données de telle sorte que l'élève n'a qu'à achever les phrases dont le professeur lui donne le premier mot par écrit... Le professeur ne sait pas le grec. »

*Rhétorique*. « Les élèves sont presque exclusivement exercés à l'explication des auteurs..., et à traduire du latin en français, sans développement des principes de l'art d'écrire. »

*Mathématiques élémentaires*. « Cette classe se compose d'un très grand nombre d'élèves, parce qu'à Bordeaux où le commerce est le principal

deux avait subi le sort de tous les grands établissements d'instruction; « des idées d'insubordination, des vices honteux s'y étaient introduits à des époques de relâchement <sup>1</sup> », coïncidant avec les grands désastres de l'Empire. La nécessité où se trouvaient les chefs de recevoir « sans examen les élèves à bourse », souvent âgés, la difficulté pour eux d'obtenir, après de longues formalités, l'expulsion de ceux qui corrompaient les autres, rendaient presque impossible le rétablissement de la discipline. Quelques exemples de fermeté sévère, au début de la Restauration, n'avaient pu suffire à extirper le mal qui était profond, ni surtout à enrayer la défaveur croissante du collège dans l'opinion publique. Tournon fut stupéfait de constater combien tenaces et vives se montraient les préventions contre cet établissement, et quelle mauvaise réputation il avait dans l'opinion publique : « J'ai interrogé les parents, avouait-il à Lainé, et je les ai trouvés imbus de l'idée que les collèges royaux étaient des écoles d'impiété et de mauvaises mœurs. J'ai parlé aux mères, et j'ai vu que la sévère discipline de ces maisons les effrayait pour leurs enfants, qu'elles préféraient les molles complaisances des maîtres de pension qui se prêtent facilement aux caprices des familles, et qui, par l'emploi d'une adroite adulation, par une sorte de charlatanisme à mettre en lumière les moindres succès, répandent dans le cœur des mères les innocentes douceurs de la vanité maternelle satisfaite. Enfin,

but des habitants, ils mettent une grande importance à ce que leurs enfants reçoivent ce genre d'instruction... Les jeunes gens nous ont paru faibles. On leur enseigne la géométrie avant l'algèbre. »

*Mathématiques spéciales.* « Le professeur fait à ses élèves un cours complet, et comme il enseigne successivement ce qui devrait l'être aux mathématiques élémentaires, cette partie de l'enseignement remplit toute l'année. »

*Classe de physique.* « Les élèves ont répondu assez médiocrement... Nous avons du reste remarqué la même faiblesse, ou une plus grande encore, dans presque tous les cours de physique des établissements publics. Les élèves sont convaincus que cette étude est accessoire. »

*Classe de philosophie.* « Le professeur est malade une partie de l'année. Les élèves paraissent faibles. »

« Dans ce Collège royal, comme dans presque tous les autres, on exerce beaucoup plus la mémoire des élèves que leur intelligence, et il s'agit bien moins pour eux de raisonner juste sur des objets de la plus haute importance, que de réciter exactement des discours appris par cœur. »

— *Arch. Nationales*, F<sup>17</sup> H, 3436 (1815 à 1820).

1. Lettre du 16 mars 1817 à Lainé, citée.



j'ai reconnu que les maîtres de pension les plus estimables n'étaient pas exempts de manœuvres peu délicates tendantes à entretenir la défaveur dans laquelle sont les établissements dépendant immédiatement de l'Université<sup>1</sup>. »

C'était donc comme une levée de boucliers générale contre elle, une vraie ligue « capable de discréditer les meilleures choses ». Pour les royalistes ultra, d'abord si puissants dans la Gironde, et en dehors de toute considération de morale ou de discipline, elle gardait la tâche indélébile d'être une création impériale, et plus tard, pour les libéraux, celle de faire la part trop large à l'éducation religieuse, et de s'inféoder au clergé. — La grande habileté avec laquelle les Jésuites, sous le nom de *Pères de la Foi*, changèrent le petit séminaire en un collège, le plus prospère de Bordeaux, n'allait pas peu contribuer à augmenter ce discrédit.

Tournon, partisan convaincu de cette Université tant décriée, était d'avis « qu'il ne fallait pas détruire une chose bonne en soi, parce qu'elle n'était pas reconnue comme telle par tout le monde<sup>2</sup> », mais s'efforcer de l'améliorer. Il ne voulait surtout pas que le clergé s'emparât de toute l'éducation civile, et il prévoyait que, si le courant d'opinion défavorable continuait sa marche, sans réaction de la part du gouvernement, il en deviendrait bientôt et fatalement le maître absolu. Or, le préfet considérait cette « mainmise » comme « un malheur<sup>3</sup> ». Le seul moyen de l'éviter, selon lui, était d'introduire, dans les collèges royaux, quelques réformes qu'il estimait urgentes et de facile réalisation. « Alors, ajoutait-il, ces établissements ne craindront point de rivaux. » Il en indiquait à Lainé deux principales, capables de gagner à nouveau la confiance des parents, et d'amener des élèves dans les classes désertes.

D'abord, une extrême sévérité dans le choix des maîtres. L'Académie de Bordeaux lui paraissait, sous ce rapport, très bien partagée. Le recteur de Sèze, « homme éminent par le mérite littéraire et la douceur des mœurs », les deux inspecteurs, les huit membres du Conseil académique, Larrouy, proviseur du Collège royal, « l'homme le plus propre à réhabiliter

1. Même lettre.

2. *Arch. de Génélard*, lettre du 18 avril 1817 à Lainé, citée.

3. Même lettre.

le collège dans l'opinion publique », le censeur Sémélet, les dix professeurs, — en exceptant ceux de rhétorique et de seconde, qui furent du reste changés, — tous étaient dignes de leur charge par le savoir, la conduite et le caractère. Mais il fallait, d'après lui, « sans hésiter et sans être arrêté par aucune considération », éloigner ceux qui ne jouissaient pas de l'estime publique, et exiger des autres une conduite telle que « la malignité ne puisse s'y attacher ». « Il serait sage, ajoutait-il, et conforme aux idées qui règnent dans une grande partie des habitants de ce pays, d'exiger que toutes les personnes attachées au Collège royal portassent constamment le vêtement long qui leur est attribué. L'éducation donnée dans cette maison prendrait ainsi une apparence plus religieuse qui satisferait beaucoup de familles <sup>1</sup>. »

En second lieu, même scrupuleuse attention dans le choix des élèves. Pour faire cesser les plaintes trop souvent légitimes des parents et des maîtres sur l'introduction de « vices honteux » par des boursiers âgés, il jugeait indispensable d'établir une sorte d'examen d'entrée, sérieux et « documenté ». « La bourse devenue le prix, non seulement des services des parents, ajoutait-il, mais de la conduite de l'enfant, deviendrait de bonne heure, pour ceux qui la solliciteraient, un motif d'émulation, et la sévérité qu'on apporterait aux examens rassurerait les parents des autres enfants, contre les mauvais germes qui se sont si souvent introduits par cette voie. Il serait facile de combiner les moyens d'exercer cette surveillance par l'intermédiaire des autorités locales avec le droit qu'a l'Université de faire les nominations. Au reste, ce qu'elle leur céderait de ce droit serait tout à l'avantage de l'instruction publique et, par conséquent, dans son intérêt <sup>2</sup>. » Ces mesures de vigilance et de précaution contre les mauvais choix devait marquer, disait-il, le pas le plus important « vers la conquête de la confiance des familles ».

De telles réformes, d'après lui bien faciles, suffiraient à « élever le collège de Bordeaux au-dessus de toute comparaison <sup>3</sup> ». Il possédait un vaste et superbe local ; il pouvait offrir des traitements considérables aux professeurs, une « honorable exis-

1. Même lettre.

2. *Id.*

3. *Id.*

tence actuelle et future aux moindres maîtres d'école »; il avait une magnifique bibliothèque, « des fonds suffisants enfin » pour payer « tous les secours qui tendent à abrégier le travail... Que ces ressources soient bien employées, disait le préfet en terminant, et bientôt on verra le collège prendre rang parmi ceux qu'on cite dans le royaume <sup>1</sup>! » Au contraire, le résultat « de la résistance à se soumettre à ces dispositions serait la transmission de l'enseignement dans les mains du clergé, habile à accroître ces dispositions (du public à l'égard du collège), et plus habile encore à en tirer parti ».

Lainé, « vivement intéressé » par ces « vues » de Tournon sur le Collège royal de Bordeaux, lui demanda de les étendre jusqu'à l'Université en général, et d'exposer les améliorations qui, selon lui, seraient susceptibles de la rendre plus florissante. — « Je me permettrai d'abord de vous indiquer, répond le préfet, que l'opinion semble exiger qu'à la tête de cette vaste administration des établissements d'instruction se trouvent placés des hommes soit éminents par leurs dignités ecclésiastiques, soit connus du public par leurs sentiments religieux. Telle, du moins, me paraît être la tendance des esprits dans le pays que je suis à portée d'observer <sup>2</sup>. » Tournon avoue, d'autre part, que les relations du Conseil central de l'Université avec les collèges lui semblent établies d'une manière très imparfaite. Elles n'existaient que par l'intermédiaire des Inspecteurs généraux qui considéraient cette mission « comme une corvée ». « Leurs visites, toujours prévues, disait-il, sont très rapides...; ils évitent autant qu'ils peuvent de les renouveler...; ils ne rapportent que des idées fausses de ce léger examen, et les résultats de leur surveillance sont à peu près nuls. D'autre part, les magistrats locaux, considérant la surveillance sur les établissements d'instruction comme dévolue exclusivement à l'Université, ne s'en occupent jamais; il en résulte que tous ceux de ces établissements qui sont hors de la vue du Recteur sont abandonnés à eux-mêmes. L'Université tombera, malgré le gouvernement, si elle ne renonce pas à l'état d'isolement dans lequel elle est placée... Il faut cependant considérer que le clergé tend à obtenir le monopole de l'ensei-

1. Même lettre.

2. *Id.*

gnement, et que la loi qui le donne à l'Université sera impuissante, le jour où la confiance des familles aura été conquise par le clergé. Certes, je suis bien éloigné d'exclure le clergé de la carrière de l'enseignement; mais je le suis également de le lui confier exclusivement. Il faut parvenir à le ranger sous l'autorité universitaire, toutes les fois qu'il enseignera les lettres humaines <sup>1</sup>. »

Pour renforcer tout ce système de défense, pour faire sortir les Conseils rectoraux de chaque académie de leur funeste isolement, de leur apathie, sinon de leur incurie, Tournon voulait donc que les hommes politiques les plus éminents de la région, les premiers magistrats, vinssent l'aider de leur autorité, de leur avis et de leur influence. Il ne s'agissait pas de créer un nouveau centre d'administration, mais d'élargir un peu ces règlements sévères où l'Université restait figée, de donner à chaque établissement un organe de surveillance vraiment actif et intéressé qui pût y faire pénétrer, avec plus de stimulant et de vie, la confiance des pères de famille. Lainé approuva fort ces idées; elles cadraient parfaitement avec ses propres desseins; on sait qu'il ne put les réaliser.

Tournon, du moins, s'essaya de lui-même à la réforme. Il trouvait le recteur, de Sèze, le proviseur du collège, Larrouy, trop mous à son gré. Il demanda et obtint des Inspecteurs généraux le renvoi immédiat à leurs familles de quelques élèves comme mauvais sujets, et le changement des professeurs de rhétorique et d'humanités qui n'avaient plus assez la confiance des parents. Il voulut présider lui-même la distribution des prix du Collège royal, en 1816, pour y faire entendre de sévères paroles : « ... Jeunes élèves, disait-il, des temps orageux ont passé; cette maison n'a pas été à l'abri de leurs ravages. Vos magistrats, vos chefs, plus libres dans l'emploi de leur autorité, sont dans la résolution de fermer par une inflexible sévérité tout accès au retour de ces désordres. Une inexorable et prompte justice rendra, s'il le faut, sa force à la discipline, et éloignera de ce séjour de la vertu quiconque n'en serait pas digne. Mais c'est de vous-mêmes que nous attendons l'oubli de ces moments désastreux; c'est à vous à imposer silence à ces voix si promptes à publier le mal, si lentes à

1. Même lettre.



dire le bien... Unissez-vous donc pour rendre enfin ce Collège le modèle des établissements d'instruction publique, et pour forcer la confiance des pères de famille par le spectacle que vous donnerez d'une société vertueuse, animée de véritables principes religieux, et appliquée uniquement aux études solides<sup>1</sup>. »

Vains efforts et paroles inutiles ! Le courant suivit sa pente, et le dédain public pour les établissements universitaires ne fit que s'accroître. Lainé avait échoué dans sa tentative : que pouvait Tournon seul pour enrayer une pareille défaveur ? Rien ne fut changé dans les règlements de l'Académie, et les mêmes causes amenèrent les mêmes effets. Au début de mai, en 1819, à propos d'un simple pensum, les élèves les plus âgés du Collège royal se mutinèrent dans une des cours, organisèrent un « chahut » formidable, injurièrent les surveillants, et leur lancèrent des pierres dont une atteignit le censeur qui arrivait pour rétablir l'ordre ! Certes, on se montra sévère : il y eut le lendemain dix expulsions de pensionnaires ou bourgeois<sup>2</sup> ; mais quel scandale à Bordeaux, et quel profit pour les

1. *Arch. de Gévelard*, original du discours de Tournon.

Le recteur de Sèze le remercia vivement de ce courageux discours. — Mêmes Archives, lettre du 10 septembre 1816.

2. Ces expulsions devinrent le motif de quelques remarques assez curieuses de Tournon, et d'une réplique fort amère de Decazes. — Le préfet, après avoir raconté l'incident au ministre, ajoutait : « Quelque peu important que soit cet événement, il fait cependant faire de graves réflexions sur le système de l'Instruction publique. Tandis que, d'un côté, un proviseur et des maîtres sont exposés à des insultes et à des outrages de la part de leurs élèves, de l'autre, ces derniers peuvent être privés de leur avenir par un simple ordre d'un chef qui, en les expulsant d'un collège, leur ferme l'entrée de toutes les maisons d'éducation du royaume. Un tel ordre de chose est trop évidemment vicieux pour être maintenu ; il faut qu'il y ait une organisation telle, qu'elle offre des garanties aux chefs en même temps qu'aux élèves. On ne peut les trouver que dans une organisation qui lie les établissements publics à toutes les institutions locales, et qui la place sous la garantie de tous les pères de famille, sous la protection de toutes les autorités constituées... Il n'a jamais été dans ma pensée de toucher au système universitaire dont les avantages sont évidents à mes yeux. Mais c'est précisément parce que je regarde le maintien de la centralisation comme très utile, que je dois signaler les dangers que court le système, que je dois indiquer les moyens de conservation que mon expérience me suggère, et ma position me permet d'examiner avec maturité... Les jeunes gens sont plus audacieux contre des proviseurs et des professeurs qu'ils ne le seraient si ces derniers avaient l'appui des magistrats appelés par la loi à former

écoles adverses! Aussi, en 1820, il n'y avait plus que 40 pensionnaires<sup>1</sup> et quelques boursiers, dans ce vaste établissement construit pour 200 élèves; et « la baisse » allait continuer encore. Pour se consoler, Tournon faisait constater à Decazes combien ses prédictions du début étaient justes. « En 1817, lui écrivait-il, je prévoyais l'envahissement de l'enseignement par le clergé : que l'on compte le nombre d'enfants élevés par lui, et ceux qui reçoivent l'instruction au Collège royal, et on reconnaîtra si j'ai jugé sainement<sup>2</sup>. »

En dehors du Collège royal, l'instruction secondaire était donnée à Bordeaux, dans quinze pensions ou institutions<sup>3</sup> approuvées par l'Université (d'après Tournon, deux seules méritaient ce titre, les autres n'étant que des écoles primaires renforcées)<sup>4</sup>, et dans des établissements particuliers à Libourne, La Réole, Bazas, Cadillac et Sainte-Foy<sup>5</sup>. Dans une enquête gé-

avec eux un Conseil de surveillance et de haute protection. L'Ordonnance royale du 17 février 1815 avait créé ce conseil; mais elle n'a pas été exécutée... Je continuerai à exprimer franchement mon opinion à Votre Excellence sur l'enseignement public comme sur toute autre partie de l'administration; ce sera à elle de faire de mes observations l'usage qu'il lui conviendra. »

Decazes parut offusqué de ces remarques, et répondit par cette lettre assez violente, à phrases fortement soulignées : « J'apprécie et je distingue parfaitement les motifs qui peuvent diriger des fonctionnaires dans la libre expression de leurs vœux et de leurs idées. Mais autre chose est d'indiquer avec franchise des moyens de conservation, autre chose est d'exprimer dans les formes absolues une réprobation... Ce ne sont là ni des conseils, ni des avis, mais des décisions dont j'ai dû vous faire remarquer le peu de convenance. Je sais bien que c'est au gouvernement à faire des observations des administrateurs sous ses ordres l'usage qui lui convient, sans avoir besoin que ceux-ci lui rappellent. Mais il a aussi le droit et le devoir de leur rappeler à eux-mêmes les bornes et le ton dans lequel de semblables observations doivent toujours se renfermer pour être convenables! » — Je laisse au lecteur le soin de juger si vraiment Tournon avait dépassé les « bornes convenables ».

*Arch. Nationales*, F<sup>17</sup> H 3436, lettres de Tournon à Decazes, 22, 24 mai, 29 juin 1819, et réponse de Decazes, 13 juillet.

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1820.

2. Lettre à Decazes, 24 mai 1819, citée. — Il ajoutait dans son 436<sup>e</sup> rapport, 2 mai 1819 (F<sup>7</sup> 9661) : « L'organisation actuelle de l'Université, laissant les collèges hors de la surveillance et de la protection des autorités constituées, me paraît cause des désordres qui s'y manifestent souvent, et qui dépeupleront bientôt les collèges royaux pour remplir les petits séminaires. »

3. Grand rapport à Laine, 25 mars 1818, cité.

4. Lettre à Laine, 16 mars 1817, cité.

5. Seuls, les établissements de Libourne et La Réole avaient le titre de

nérale qu'il fit, en janvier 1816, sur l'état de l'enseignement, le préfet y trouva les études à un degré de médiocrité qui le stupéfia. Même la science de la langue latine, à laquelle « tout était sacrifié<sup>1</sup> », lui parut fort au-dessous de l'ordinaire. « Pour donner un exemple, disait-il à Lainé, du peu de soin des maîtres, je n'ai pas trouvé, dans un des établissements d'instruction publique, une seule carte du monde ancien pour l'intelligence des auteurs que les enfants passent leur journée à lire<sup>2</sup>. » Quelques règles d'arithmétique, un peu d'orthographe, venaient s'ajouter à ce latin superficiellement appris; et c'est avec un tel bagage intellectuel que l'immense majorité des enfants de bonne famille, dans la Gironde, sortait des pensions « pour entrer dans les comptoirs, ou pour vivre dans l'oisiveté<sup>3</sup> ». Seuls, quelques jeunes gens d'élite prenaient « d'eux-mêmes un plus haut vol, et promettaient de devenir des hommes distingués<sup>4</sup> ». Le principal souci des professeurs, souvent eux-mêmes d'instruction très inférieure, se bornait à faire donner à leurs élèves l'éducation religieuse, et ce brillant de tenue mondaine qui remplaçait tout le reste aux yeux d'un grand nombre; et, par les petits soins corporels, par mille adresses et flagorneries envers les familles, à s'attirer le plus possible d'élèves, fût-ce au détriment de l'établissement voisin.

L'Ordonnance royale du 29 février 1816 qui plaçait les écoles secondaires sous la surveillance de *Comités cantonaux*, et que Tournon fit appliquer avec une inexorable fermeté, releva ce niveau par trop abaissé des études. On eut des professeurs plus capables, une émulation d'ordre plus relevé entre chaque maison, et des programmes moins superficiels. Le préfet pouvait affirmer à Lainé, en 1818, que « tous les instituteurs étaient munis de diplômes délivrés par le recteur de l'Aca-

collège. — Le décret du 1<sup>er</sup> mai 1802 par lequel le lycée de Bordeaux remplaçait l'École centrale (installée le 5 mai 1796 dans l'ancien local du collège de Guyenne), établissait des écoles secondaires, en outre de celles nommées, à Blaye, Gironde, Monségur, Baurech. — Cf. JOUANNET, t. II, p. 11. — Ces quatre écoles avaient cessé de fonctionner lorsqu'il fallut, d'après le décret du 17 mars 1808, que les maîtres de pensions envoyassent leurs élèves au lycée ou au collège autorisé.

1. Lettre à Lainé, 16 mars, citée.

2. *Id.*

3. *Id.*

4. *Id.*

démie et agrées « par lui-même<sup>1</sup> ». Le nombre des établissements passa dans Bordeaux de 15 à 19, et dans le reste du département, de 5 à 9<sup>2</sup>.

Les études primaires n'étaient pas dans un meilleur état que l'enseignement supérieur et secondaire ; et vraiment, si l'on juge de la France entière par la Gironde — or, rien n'autorise à penser qu'elle fût une exception — l'instruction publique officielle, au commencement de cette seconde Restauration, révélait une décadence profonde. A Bordeaux même, la moitié au moins des enfants, plus de 2 000, dit Tournon<sup>3</sup>, n'avait « d'autre école que les rues et les places publiques ». Huit cents environ fréquentaient les écoles privées, et les Frères des Écoles chrétiennes pouvaient en recevoir un nombre égal dans leurs neuf établissements<sup>4</sup>. Pour les campagnes, c'était pire ; seules, les grosses communes possédaient une école, et le préfet, dans ses visites et ses enquêtes, y trouva des maîtres « incapables d'enseigner même à écrire un peu correctement<sup>5</sup> ». On n'avait pas de local pour ouvrir une école<sup>6</sup>, ou pas d'argent pour payer le modeste salaire de l'instituteur ; et surtout, on ne trouvait pas d'homme disposé à remplir ce rôle, en somme ingrat, ou offrant des garanties suffisantes de moralité et de savoir<sup>7</sup>. On peut affirmer que sept sur dix des enfants, dans la Gironde, ne recevaient alors aucune espèce d'instruction, sauf parfois les rudiments du catéchisme.

Tournon, pour combler dans la mesure du possible cette grave lacune de l'administration publique, appliqua dans toute sa rigueur, comme pour l'éducation secondaire, l'Ordonnance royale du 29 février 1816. Les Comités cantonaux chargés de veiller sur l'instruction élémentaire des enfants, furent organisés partout. Les instituteurs, « qui ne remplissaient pas les importantes conditions d'une conduite parfaitement régulière », se virent écartés sans exception, et l'on « n'accorda le droit

1. Grand rapport à Lainé, 25 mars 1818, cité.

2. Outre ceux de Libourne, La Réole, Bazas, Cadillac et Sainte-Foy, cités, il s'en ouvrit à Caudéran, Blaye, Saint-Magne et Flauyagues.

3. Rapport au Conseil général de 1817.

4. Même rapport. — Cf. rapport à Lainé, 25 mars 1818, cité.

5. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819.

6. Jouannet, dans sa *Statistique*, t. II, p. 15, constate que, vers 1835, à peine une cinquantaine de communes possédaient une maison d'école !

7. Cf. rapport au Conseil général de 1817, cité.



d'enseigner qu'à des hommes dignes de remplir cette honorable mission<sup>1</sup> ». L'article 8 de l'Ordonnance établissait que chaque école aurait pour surveillants spéciaux le curé ou desservant, et le maire de la commune. Le préfet, pour ne point laisser régner en maître, l'un ou l'autre de ces deux visiteurs, et éviter des conflits possibles, leur rappela qu'ils n'avaient « rien à exiger ni à prescrire individuellement », mais seulement à contrôler, au moins une fois par mois, l'état matériel et moral de la classe, à « faire faire des exercices sous leurs yeux », et à rendre compte de l'ensemble au Comité cantonal. « Concourez, ajoutait-il, par tous les moyens, à l'éducation des principes de religion et de morale. »

L'amélioration des finances communales permit de multiplier les écoles. Lui-même, par correspondance, se tenait constamment en rapport avec les Comités, et dans ses visites annuelles du département, il aimait à les réunir plusieurs à la fois pour coordonner leurs efforts, et mieux exciter, par l'émulation, leur ardeur et leur zèle. Dans son grand résumé administratif au Conseil général de 1822, il se plaît à reconnaître leur dévouement, et que, de cet ensemble de bonnes volontés, résulta une progression notable de l'instruction élémentaire<sup>2</sup>. — A Bordeaux même, les Frères des Écoles chrétiennes devinrent, à ce point de vue, ses meilleurs collaborateurs, comme les Sœurs de Charité et les aumôniers le furent pour la réforme des hospices et des prisons. En 1819, encouragés par lui, ils fondèrent une nouvelle école dans le quartier commercial et populeux des Chartrons<sup>3</sup>, et une autre en 1820. Notre préfet se montra toujours plein de vénération pour ces admirables instituteurs des plus pauvres parmi les enfants de son chef-lieu. « Leur éducation, disait-il au Conseil général de 1819, est religieuse et morale, autant que leur instruction est solide<sup>4</sup>. » Ils eurent bientôt dans leurs mains presque toute l'instruction

1. Même rapport.

2. Cf. grand rapport de Tournon au Conseil général de 1822.

3. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819. — Cette même année, ils fondèrent aussi un établissement à Bazas, vite très prospère, aux frais d'un habitant de cette ville, Granger, dont la vie sans éclat fut remplie d'actes inspirés par l'amour du pays. — Cf. JOUANNET, *Statistique*, t. II, p. 47.

4. Rapport de Tournon au Conseil général de 1819.

primaire de Bordeaux, et la gardèrent jusqu'à la fin de la Restauration<sup>1</sup>.

Notre préfet trouva encore un puissant élément d'amélioration de l'instruction primaire dans la méthode par *l'enseignement mutuel*, dont il demeura toujours le partisan convaincu et le propagateur zélé. Cette méthode, appelée encore *méthode Lancastrienne*, du pays de son origine, introduite en France par un Bordelais, le pasteur protestant Martin (fils) sous le ministère de Montesquiou, avait été, aux Cent-Jours, favorisée le plus possible à Paris par Carnot, Ministre de l'intérieur. Le préfet en comprit vite les avantages; il la nommait « un grand moyen d'amélioration morale <sup>2</sup> ». Il l'essaya pour la première fois dans la Gironde, au début de 1817, à l'hospice des Enfants-Trouvés. L'école compta bientôt 80 élèves, et donna d'excellents résultats. Aussi, cette manière d'enseigner se propagea-t-elle avec rapidité dans tout le département. Martin, de retour de la capitale, ouvrit, le 10 mars 1817, un cours d'enseignement mutuel, sorte d'*École normale* pour les instituteurs qui voulaient connaître et adopter ce genre inédit. Ils vinrent en grand nombre; et furent des « semeurs » de l'idée nouvelle.

Dès le milieu de 1819, Bordeaux comptait 10 écoles mutuelles pour garçons et 2 pour filles, avec 800 enfants, et les arrondissements 12 écoles avec 769 enfants<sup>3</sup>; un an après, ces mêmes arrondissements en avaient 19, avec 1741 élèves<sup>4</sup>. La principale de ces écoles, fondée directement par Decazes à Libourne, ensei-

1. On peut même affirmer, d'une manière générale, que l'histoire des écoles de garçons, à Bordeaux, se confondit pendant longtemps avec l'histoire des Frères des Ecoles chrétiennes. Par une délibération prise le 29 mai 1758, la municipalité de la ville les avait appelés à y enseigner officiellement. Ils y eurent bientôt quatre écoles florissantes. Ils furent destitués par une délibération du Conseil général de la commune, le 20 avril 1794, au grand détriment de l'instruction publique. — Le 5 août 1806, sur la demande de Mgr d'Aviau, un arrêté préfectoral autorisa le maire de Bordeaux à installer les Frères dans les maisons qu'ils occupaient autrefois. Ils y prospérèrent de longues années. — Ce ne fut que le 20 juillet 1831 que le Conseil municipal vota l'ouverture de l'Ecole mutuelle de la place Sainte-Eulalie. De là sortirent, après diverses transformations, l'école élémentaire de la rue Villeneuve, et l'école supérieure de la rue Pellegrin.

2. Rapport au Conseil général de 1817.

3. *Id.* de 1819.

4. Rapport de Tournon au Conseil général de 1820.

gnait 300 enfants. On étendit l'enseignement mutuel jusqu'aux militaires; et le 28 février 1819, Tournon inaugura solennellement une école dans la caserne Notre-Dame, à Bordeaux<sup>1</sup>. Cette méthode permettait « d'économiser le nombre des maîtres », si difficiles à recruter, et de tenir « une multitude d'enfants sous la discipline d'un seul ». « Dans tous les essais, affirmait Tournon, on a reconnu la fécondité du principe qui, rendant chaque enfant tour à tour élève et maître, force sans cesse son attention et excite l'émulation... On a joint à l'enseignement de la lecture, de l'écriture et du calcul, celui du dessin linéaire et des tracés de figures géométriques; je me suis assuré, par un long examen, des progrès des enfants dans cette branche de connaissances primaires si utile aux ouvriers de toutes les professions<sup>2</sup>. » Durant toute sa préfecture, ce « grand succès<sup>3</sup> » ne se démentit pas un seul instant, succès d'autant plus méritoire qu'il fallait vaincre, parfois, des préjugés tenaces et de sourdes hostilités.

\*  
\* \*

Cet aperçu historique de l'éducation publique sous Tournon, dans la Gironde, trouve son complément nécessaire dans la question des séminaires. Comme pour le culte en général, Mgr d'Aviau rencontra dans le préfet un auxiliaire tout dévoué à la prospérité de ses écoles religieuses, aussi bien que le naturel défenseur de la loi, quand il voulait passer outre, ou lorsqu'il s'agit d'enseigner les fameuses propositions de 1682.

De tous les diocèses du royaume, celui de Bordeaux était le plus dépourvu de prêtres en exercice<sup>4</sup>. Les vocations n'abondaient pas dans la Gironde, et l'archevêque, très préoccupé de « cette disette », se vit contraint d'envoyer l'économe de son grand séminaire, l'abbé Lacombe, chercher des jeunes gens dans les diocèses de Saint-Flour, du Puy et de Rodez<sup>5</sup>. Des locaux pour les loger, suffisamment vastes et salubres, lui faisaient aussi défaut. L'entassement des élèves du grand et du

1. BERNADAU, *Tablettes*, t. IX, p. 596.

2. Rapport au Conseil général de 1819, cité.

3. Grand rapport de 1822.

4. Cf. *Histoire des Séminaires de Bordeaux*, par l'abbé Bertrand, t. I, p. 247.

5. Cf. *Mgr d'Aviau*, par l'abbé Lyonnet, t. I, p. 637.

petit séminaire dans l'ancien couvent des Capucins occasionna des maladies funestes<sup>1</sup> ; « cinq ou six élèves périrent coup sur coup<sup>2</sup> ». Il fallait aviser au plus vite. Mgr d'Aviau aurait voulu l'ancien petit séminaire de Saint-Raphaël, converti en prison pendant la Révolution, et qui servait encore de caserne à un régiment d'infanterie. Mais il aurait nécessité de trop coûteuses réparations ; et d'ailleurs, où loger les soldats ? L'archevêque tourna alors ses regards vers le couvent Notre-Dame, « vaste, en bon état, et situé à la porte<sup>3</sup> » de la cathédrale, occupé lui aussi par la troupe « qui y commettait d'épouvantables dégradations<sup>4</sup> ». Tournon demanda et obtint du roi le local souhaité<sup>5</sup>.

Mais le Conseil municipal fit savoir au préfet que le couvent était depuis longtemps propriété de la ville, à charge pour elle d'entretenir 1500 hommes de troupes à Bordeaux, et Saint-Raphaël n'en pouvait contenir que 800<sup>6</sup>. Le Ministre de la guerre déclara de son côté que, tant qu'on n'aurait pas pourvu au logement des 700 autres, l'Ordonnance ne pourrait être exécutée, et en appela au roi mieux informé<sup>7</sup>. C'est alors que Mgr d'Aviau, toujours ingénieux quand il s'agissait du bien de son diocèse, s'avisa que le Dépôt de mendicité, alors disponible, ferait superbement son affaire pour loger ses élèves à l'étroit. Il sollicita donc du préfet, au nom de l'humanité, leur transfert dans ce local, « à titre provisoire », jusqu'à ce que les bâtiments du petit séminaire fussent séparés et assainis<sup>8</sup>. Tournon accepta aussitôt pour ces motifs « qui n'avaient même pas besoin d'apologie<sup>9</sup> », comme il le disait au Conseil général de 1817, et pleinement approuvé par ce dernier. — Le petit séminaire était alors dirigé par les Jésuites sous le nom de « Pères de

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

2. *Arch. de Génélard*, lettre à Lainé sur les séminaires, 11 juillet 1817.

3. *Mgr d'Aviau*, par l'abbé Lyonnet, t. I, p. 640.

4. *Id.*

5. L'Ordonnance royale autorisant le préfet de la Gironde à mettre l'archevêque en possession de l'ancien couvent est du 25 avril 1816.

6. *Arch. municipales de Bordeaux*, cf. cahier-copies de lettres du maire au préfet, 1816 à 1818.

7. Rapport de Tournon au Conseil général de 1817.

8. « Le zèle qui vous anime pour tout ce qui intéresse la religion, lui écrivait-il, me donne la confiance que vous voudrez bien appuyer ma demande auprès du Conseil général. » — *Arch. départementales*, liasse du Conseil général 1816-1817, lettre de Mgr d'Aviau au préfet, 1<sup>er</sup> juin 1816.

9. Rapport au Conseil général de 1817.



la Foi ». Mgr d'Aviau, leur élève reconnaissant de la Flèche et de Poitiers, les avait chargés de cette mission, en attendant qu'ils pussent ouvrir une maison d'éducation dans son diocèse. Le nouveau local était magnifique : vastes salles, grande cour plantée d'arbres, situation très avantageuse aux abords de la ville et tout proche de la campagne<sup>1</sup>. Les Jésuites allaient tirer un beau parti de tout cela. Avec cette habileté d'emprise sur les familles bourgeoises qui les distingua toujours, ils eurent tôt fait de changer et l'esprit et l'aspect du petit séminaire. Les internes délaissèrent peu à peu la soutane, et on admit les externes<sup>2</sup> ; presque plus de vocations ecclésiastiques, mais en revanche, au lieu de 80 à 100 modestes et laborieux jeunes gens, 300 élèves et des meilleures maisons de Bordeaux<sup>3</sup> ; au lieu d'une humble pépinière sacerdotale, le collège le plus florissant de la ville !

Tournon, qui craignait que l'enseignement secondaire ne passât tout entier entre les mains du clergé, ne vit pas ce changement d'un bon œil. Il essaya de résister à ces visées d'illégalité indépendante, en avertit Lainé<sup>4</sup> et, sur son avis, pria l'archevêque de vouloir bien donner des ordres pour que, « *immédiatement*, les externes cessent d'être admis, et que les élèves de plus de deux ans de cours soient vêtus de l'habit ecclésiastique<sup>5</sup> ». On obéit quelque temps à l'injonction ; mais la sourde résistance de l'abbé Desbrosse, directeur du collège, qui se sentait soutenu par le public<sup>6</sup> ; l'engouement général et la pro-

1. Le Dépôt de mendicité était alors situé à l'est de Bordeaux, dans le faubourg Sainte-Croix, sur la belle rue Saint-Jean.

2. Les règlements universitaires portaient que les internes devaient revêtir l'habit long après deux ans d'études, et que les externes ne seraient pas admis dans les séminaires.

3. C'est le chiffre donné par Tournon dans son grand rapport de 1822. — Il disait avec mélancolie au Conseil général de 1820 : « Le Dépôt de mendicité que vous avez prêté à Mgr l'archevêque a cependant moins pour but l'enseignement religieux que les lettres humaines. Il en sort peu d'élèves pour le grand séminaire, quoiqu'il s'y trouve réunis 280 jeunes gens. »

4. *Arch. de Génelard*, lettre à Lainé sur les séminaires, 11 juillet 1817.

5. *Id.*, lettre à Mgr d'Aviau, 18 juillet 1817.

6. Desbrosses répondit de manière assez hautaine à une modeste observation du Recteur de l'Académie, de Sèze, qu'il « regardait comme contraire à sa conscience de repousser les jeunes gens qui se présentaient comme externes, et qui montraient de la vocation pour l'état ecclésiastique ». *Arch. de Génelard*, lettre de Tournon à Lainé, 22 juil-

pension à ne voir « de bonne éducation que par les soins du clergé<sup>1</sup> » ; le départ du ministère de Lainé ; enfin, chose beaucoup plus grave, la connivence elle-même de l'Université et de la *Commission d'Instruction publique* qui connut tous « ces abus » par de Sèze, par les Inspecteurs généraux, et cependant « garda le silence » ; toutes ces causes réunies vinrent à bout de la résistance de Tournon. Au reste, les études étaient bonnes dans le prétendu séminaire, l'éducation très satisfaisante. Le fermer en pareil essor, c'était contrister très vivement Mgr d'Aviau qui aimait fort son beau collègue ; c'était surtout contrarier les meilleures familles bordelaises qui trouvaient là l'établissement rêvé pour leurs enfants. Decazes ne lui donnait aucun ordre, ni aucune réponse positive à ses questions. Il ferma donc les yeux, et laissa les choses aller leur cours.

L'archevêque lui-même ne parlait pas de rendre le local ; bien au contraire, il écrivit à Tournon pour le prier d'appuyer au Conseil général sa demande de cession définitive du Dépôt. Vu les circonstances, cette solution était la meilleure, et notre préfet s'y prêta volontiers. « L'expérience de cinq années, disait-il plus tard, prouve combien il est désirable que ce bel établissement soit conservé dans le lieu même où, au grand avantage de la religion et des lettres, il a pris naissance<sup>2</sup>. » Les membres du Conseil donnèrent leur pleine adhésion à la requête ; le seul prix de ce don fut l'obligation contractée par l'archevêque d'entretenir dans son collège 20 jeunes gens choisis par eux<sup>3</sup>. Les Jésuites devaient y rester jusqu'en 1828.

Le petit séminaire de Bordeaux, sous l'habile main des Jésuites, avait donc tourné en collège, et ne fournissait plus

let 1817. — Cette riposte stupéfia d'autant plus notre préfet qu'il savait très bien que, parmi les externes, il n'y avait presque pas de vocations religieuses, et que le résultat de l'entrée des Jésuites au petit séminaire avait été d'en diminuer considérablement le nombre !

1. Même lettre.

2. Rapport au Conseil général de 1821.

3. Grand rapport de 1822. — On a vu (Cf. page 394, renvoi 4) que le vrai projet de Tournon était d'abord de mettre l'hôpital général au Dépôt de mendicité. Ensuite, il voulut ce bel établissement pour les 1500 hommes de troupes que la ville devait loger, en donnant les usines y attenantes à l'hospice des aliénés. De la sorte, le couvent Notre-Dame serait devenu libre pour le petit séminaire ; la caserne Saint-Raphaël, pour un devis se montant à 280 000 francs, aurait formé le grand hôpital, capable de contenir 300 lits. En tout cas, le préfet estima toujours comme *provisoire* l'établissement du Collège au Dépôt.

que très peu de sujets pour la prêtrise. Pour obvier à ce grave inconvénient, Mgr d'Aviau, d'une « inépuisable charité<sup>1</sup> », fonda, de ses deniers personnels, et par souscription publique, un nouveau séminaire à Bazas. Il fut autorisé par Ordonnance royale du 30 juin 1819, et devint « la véritable pépinière du sacerdoce » pour le diocèse, avec ses 180 et même ses 200 étudiants<sup>2</sup>. Le gouvernement lui accorda, en 1820, une subvention de 8000 francs. Mais elle ne devait être que passagère, et les ressources s'établirent vite au-dessous des besoins les plus urgents. L'archevêque eut de nouveau recours à son intermédiaire habituel, le préfet, pour exposer sa détresse au Conseil général : « Le petit séminaire de Bazas a une existence légale, lui mandait-il; mais elle est si précaire et si chancelante que mes pensées ne se portent jamais sur cet établissement, qui renferme les plus chères espérances du diocèse, sans exciter en moi les plus vives alarmes. Un secours extraordinaire avait été accordé en décembre dernier; aujourd'hui le ministre me dit de ne pas compter sur lui et me renvoie vers vous<sup>3</sup>. » — Sur le plaidoyer de Tournon, le Conseil général vota un important subside et le don d'un bâtiment attenant au séminaire.

Notre préfet favorisait donc avec zèle les pieux desseins de l'archevêque..., et lui barrait la route avec non moins de zèle, quand il voulait trop visiblement franchir la limite légale. — Des travaux furent faits au grand séminaire, en 1819 et 1820, d'après une demande que Mgr d'Aviau avait présentée lui-même au ministre; ce dernier autorisa une dépense prévue de 16 866 francs. Or, quand il fallut régler, la note se montait à 18 723 francs. Tournon ne pouvait admettre de pareils écarts : « Je crois devoir vous faire remarquer, Monseigneur, écrivait-il, qu'il serait convenable, vu les difficultés qu'éprouvent de semblables paiements, d'ordonner qu'il ne fût fait aucune dépense à votre grand séminaire sans qu'au préalable, ces dépenses soient autorisées<sup>4</sup>. » — Mais les deux incidents les plus sérieux en ce

1. Rapport de Tournon au Conseil général de 1820.

2. *Id.*, et grand rapport de 1822.

3. *Arch. départementales*, liasse du Conseil général, 1820-1821, mémoire de Mgr d'Aviau présenté par Tournon au Conseil général de 1820.

4. *Arch. départementales*, papiers de l'Archevêché, liasse, grand séminaire de Bordeaux, lettre de Tournon à l'archevêque, 28 mars 1820.

Le grand séminaire de Bordeaux, était situé dans l'ancien couvent

genre furent relatifs à la création de nouvelles écoles ecclésiastiques, et à l'enseignement des propositions de 1682.

En 1814, l'archevêque avait établi, sans aucune autorisation, deux pensions ecclésiastiques à Cadillac et à Cardan, chacune contenant une vingtaine d'élèves. Devant les succès brillants, quoique mondains, de son petit séminaire, et poussé par l'entrepreneur abbé Lacombe, il voulut leur donner une plus grande extension, et les transformer en petits collèges. Tournon, qui déjà ne laissait subsister qu'à contre-cœur le fameux collège « déguisé » du Dépôt de mendicité, ne voulut pas tolérer ce nouvel accroc au règlement; d'accord avec Lainé, il rappela Monseigneur à l'ordre, avec autant de fermeté que de respect. Le Ministre de l'intérieur, pour couper court à tout projet de ce genre, prescrivit même, dès le milieu de juillet 1817, la fermeture immédiate des deux écoles<sup>1</sup>. Le préfet, afin de ne point donner à la mesure un caractère trop brutal, demanda et obtint un sursis jusqu'aux vacances<sup>2</sup>, mais se montra inflexible à la rentrée des classes. « Je remplis mon devoir, Monseigneur, disait-il, en vous prévenant de l'obligation où je suis d'empêcher l'ouverture des écoles ecclésiastiques de Cadillac et de Cardan. Si mon zèle pour soutenir les intérêts temporels de votre Église vous paraît digne de quelque témoignage de satisfaction, vous ne pourrez m'en donner de plus précieux qu'en m'épargnant la douleur de prendre des mesures administratives pour l'exécution des volontés du roi<sup>3</sup>. » Mgr d'Aviau et l'abbé Lacombe,

des Capucins, rue Française; il comptait une moyenne de 110 élèves, et présentait chaque année 20 à 25 jeunes gens aux ordinations (rapport de Tournon au Conseil général de 1819). — Il était dirigé par les Sulpiciens qui avaient eux-mêmes succédé aux Lazaristes.

1. *Arch. de Gênelard*, lettre de Tournon à Mgr d'Aviau, 18 juillet 1819. — Il se basait sur l'Ordonnance du 5 octobre 1814, qui ne permettait d'ouvrir de nouvelles écoles secondaires ecclésiastiques qu'avec l'autorisation expresse du roi. — En retour, elle laissait ces écoles et leur personnel sous la direction exclusive des évêques, avec faculté de recevoir des dons et legs. Les élèves, dispensés de suivre les cours des lycées ou collèges, étaient également de payer les droits d'examen et le diplôme du baccalauréat.

2. *Arch. de Gênelard*, lettre du 22 juillet 1817 à Lainé. — « L'effet (de cette tolérance) sera le même, opinait Tournon, et les familles perdant l'espoir de voir les ecclésiastiques seuls chargés de l'enseignement, tourneront leurs vues vers les écoles séculières dirigées par le gouvernement. » — Douce illusion !

3. *Arch. départementales*, papiers de l'Archevêché, 3<sup>e</sup> liasse : séminaire



devenu directeur de l'établissement de Cadillac, comprirent que Tournon se montrerait inflexible; ce dernier lui affirma qu'il venait de faire sa demande légale au Recteur, qu'il était en règle, et ouvrit son école. Or, le dit abbé avait simplement « *prie* » de Sèze de solliciter l'autorisation royale... sans l'avoir encore obtenue. Tournon, apprenant la chose, se mit en colère, et écrivit à Mgr d'Aviau une lettre très vive et très amère, à phrases fortement soulignées, pour se plaindre de cette déloyauté, et lui annoncer l'ordre, par lui donné au maire de Cadillac, de fermer l'école « illégalement ouverte, et de s'opposer à la réunion des élèves<sup>1</sup> ». Enfin, arriva l'autorisation souhaitée qui mit fin à cette polémique dure pour Tournon; mais elle ne concernait que Cadillac, et Cardan resta fermé<sup>2</sup>.

L'archevêque allait avoir sa revanche dans la question relative à l'enseignement de la Déclaration de 1682. Lainé voulait que tous les évêques de France exigeassent, selon la loi, de leurs supérieurs et professeurs de grand séminaire, la promesse d'enseigner la doctrine contenue dans les quatre articles de la Déclaration. Il chargea Tournon de cette délicate mission. Notre préfet va donc chez Mgr d'Aviau, non sans quelque inquiétude sur le résultat de sa démarche. Il le trouve en compagnie de deux ecclésiastiques qui ont toute sa confiance, les abbés Boyer et Moutardier. Ce dernier, doyen de la Faculté de théologie et professeur de dogme, avait signé la Déclaration en 1808. Tournon juge sa présence de bon augure, et débute par un argument *ad hominem*. — « Je viens, monseigneur, pour vous faire connaître les volontés du roi et vous engager à donner, en 1818, la même preuve d'adhésion aux principes avoués par le clergé de France qu'en 1808<sup>3</sup>. » Dès les premiers mots, Mgr d'Aviau lui fait comprendre qu'il a, sur ce point, des « idées très arrêtées » que rien ne changera. Il commence par nier avoir eu, en 1808, connaissance de la déclaration des professeurs de son séminaire, « assurant qu'au contraire il

de Cadillac et de Cardan, lettre de Tournon à l'archevêque, 3 octobre 1817.

1. *Id.*, lettre de Tournon à Mgr d'Aviau, 7 novembre 1817. — Cf. *Arch. de Gênelard*, lettre du 5 novembre à l'abbé Lacombe; de la même date au recteur de l'Académie; du 8 novembre à Lainé.

2. Papiers de l'Archevêché, liasse citée, lettre du 9 novembre à Mgr d'Aviau.

3. *Arch. de Gênelard*, longue lettre de Tournon à Lainé, 11 avril 1818.

avait refusé personnellement à cette époque de faire, ou de faire faire, la Déclaration prescrite, qu'il avait persisté dans ce refus. plusieurs fois renouvelé, par des lettres au Ministre des cultes, et n'avait jamais approuvé la déclaration de ses professeurs... » Tournon lui représente alors qu'en ne blâmant pas directement, il a suffisamment donné à entendre qu'il ne regardait pas la Déclaration comme contraire aux principes de la religion, que, par conséquent, il peut permettre, s'il n'ordonne pas... — Mgr d'Aviau riposte « qu'il considère les quatre propositions comme contraires à l'autorité du pape, que l'assemblée du clergé de 1682 les avait publiées par condescendance pour le roi alors animé contre le Souverain Pontife, que Louis XIV lui-même, en 1693, avait écrit au Pape que les propositions cessaient d'être considérées comme principes du droit français, que Bossuet s'était repenti de sa faiblesse, qu'il avait abandonné ces maximes, se bornant à prier le Pape de ne pas les condamner, que depuis Innocent XI jusqu'à nos jours tous les Souverains Pontifes avaient réprouvé ces principes que n'admettait aucun autre pays catholique, que, par conséquent, il ne peut les faire enseigner dans son séminaire.

Tournon, un peu interloqué par cette avalanche d'arguments, se borne à lui représenter « les inconvénients très graves » qui pourraient être la suite de ce refus ; il lui apprend que « tous les évêques de France » ont donné leur adhésion aux désirs de Lainé, lui montre l'éclat qu'aurait une conduite « diamétralement » opposée à celle du reste du clergé, le parti qu'allaient en tirer les ennemis de la religion, au moment où il s'agit de faire approuver un « concordat auquel on reproche trop de condescendance pour le Pape » ; lui avoue enfin qu'il pourrait résulter de cette intransigeance le changement des professeurs, la suspension de l'enseignement de la théologie dans le séminaire, et la fermeture de cet établissement.

Quelque graves que soient ces perspectives, Mgr d'Aviau reste inébranlable, ne répondant « que par monosyllabes aux vives instances <sup>1</sup> » de Tournon. Ce dernier met fin à une conférence trop longue et pénible <sup>2</sup> pour lui, en priant l'archevêque de ne pas faire, du moins, obstacle à la Déclaration que vou-

1. Même lettre.

2. Il écrivait à Lainé : « L'âge avancé et les vertus apostoliques de notre Prélat rendent très pénible cette discussion qui peut lui être désa-

draient souscrire ses professeurs. L'abbé Boyer, et l'abbé Moutardier surtout, qui ont approuvé « du geste » les arguments du préfet, lui font savoir que le prélat est résolu à ne jamais céder sur ce point, et que la seule chose à tenter sera d'obtenir son silence. Tournon, ainsi averti, agit auprès des conseillers de l'archevêque afin qu'ils l'engagent à ne point blâmer ouvertement ceux qui obéiront à la loi, et, en écrit lui-même au directeur et aux professeurs du grand séminaire : « Quoique le gouvernement connaisse votre attachement aux doctrines du clergé gallican, leur disait-il, il désire, qu'ainsi que les autres professeurs de théologie, vous souscriviez la promesse d'enseigner la Déclaration de 1682<sup>1</sup>. » Le supérieur, l'abbé Carbon, qu'il visita, lui parut parfaitement disposé<sup>2</sup>. L'abbé Duclos, supérieur général de Saint-Sulpice, fut consulté pour savoir si l'on pouvait se soumettre *sans le dire à l'archevêque*. Enfin, après quelques jours d'incertitude et de pourparlers, Tournon reçut, signée de tous les professeurs du grand séminaire, la promesse d'enseigner les fameux articles, et annonça, joyeux, à Lainé, le succès de ces pénibles démarches<sup>3</sup>.

gréable, et il faut le sentiment de mes devoirs pour m'avoir soutenu dans cette occasion ». Même lettre.

1. *Arch. de Génélard*, lettre du 18 avril 1818.

2. « Il considère, écrivait Tournon à Lainé, les principes de la Déclaration de 1682 comme la véritable base de nos libertés, et il a déjà fait à Paris la promesse de les enseigner. » — Le côté délicat de la chose, c'est qu'il avoua au préfet que l'archevêque, « sans défendre expressément la promesse, lui avait dit qu'il pensait qu'elle ne devait pas être faite ». Mêmes *Archives*, lettre à Lainé, 18 avril 1818.

3. *Id.*, lettre à Lainé, 22 avril 1818. Mgr d'Aviau se renferma dans le silence demandé.

## CHAPITRE III

### LES BEAUX-ARTS

- I. La préfecture de Tournon coïncide avec un réveil littéraire et artistique dans la Gironde; les « diners d'artistes ». — Jouannet commence sa *Statistique* sur les conseils du préfet; Géraud lui dédie quelques-unes de ses œuvres. — Comment Tournon encourage l'éloquence. — La Société philomathique; la Société Linéenne. — Relations de Tournon avec l'Académie de Bordeaux.
- II. Il procure au Musée un nouveau local. — Mauvaise réputation des Bordelais au point de vue artistique. — Comment Tournon obtient de nouveaux tableaux. — Il fonde la société des *Amis des Arts*; les souscripteurs parisiens. — Le Grand-Théâtre à Bordeaux; sa restauration sous Tournon; les grands acteurs qui viennent y jouer.

Tournon aimait les Beaux-Arts<sup>1</sup>. Lui-même assez bon dessinateur, écrivain au style clair et alerte, il taquinait volontiers la muse. Sa préfecture dans la Gironde coïncida avec un véritable réveil littéraire et artistique. « Bordeaux, délivré de ses angoisses, se mit à écrire et à rimer avec autant d'enthousiasme qu'à trafiquer et à bâtir<sup>2</sup>. » Certes, l'influence du préfet sur ce mouvement ne pouvait qu'être assez indirecte; il joua cependant, du mieux qu'il put, son « petit rôle de Mécène », par les encouragements prodigués aux lettrés et aux savants. Tout ce que son chef-lieu comptait d'illustrations intellectuelles était invité à tour de rôle aux « diners d'artistes » qu'il donnait chaque semaine. Ce fut vite comme une sorte de cercle officiel, très fréquenté. Chacun s'efforçait d'apporter sa quote-part en musique, poésie, débits, spirituelles causeries. Edmond Géraud y lisait quelques-unes de ses pièces, alors toutes chaudes d'ar-

1. Il dit lui-même dans ses *Mémoires inédits*, à propos des fouilles à Rome : « Ami des Arts depuis mes premières années, et doué de quelque chaleur d'âme... »

2. G. JULLIAN, *Histoire de Bordeaux*, p. 729.



deur romantique, et Antonin de Sigoyer, secrétaire particulier de Tournon, y récitait des vers sur « Rome » ou sur « le vin de Bordeaux <sup>1</sup> »... Il en résulta des liaisons fructueuses, une émulation générale, plus de goût pour les choses de l'esprit, si délaissées, dans la Gironde, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle.

Plusieurs, parmi ces savants et ces poètes, aimaient à prendre le préfet pour confident de leurs travaux, et à lui faire hommage de leurs œuvres nouvelles. Jouannet entrepris sa *Statistique* d'après ses conseils. Le préfet dut même obliger les maires à ne point lui refuser les renseignements nécessaires. Le peuple alors prêtait à des travaux de ce genre de secrets desseins d'inquisition tracassière. « Il en est de la statistique d'un pays comme de son cadastre, leur mandait-il ; l'ignorance seule peut s'en alarmer. On se souvient comme, à la première nouvelle du cadastre, beaucoup de gens s'effrayaient ; et maintenant, ce même cadastre est désiré, sollicité par tous les propriétaires, par ceux mêmes qui ont le moins de lumière. De même, avant peu, les départements qui n'ont point encore de statistique feront des sacrifices pour en obtenir une ; sous toute administration régulière, juste et bienveillante, un pays gagne à être bien connu <sup>2</sup>. »

Géraud, de son côté, dédiait à Tournon ses pièces nouvelles, et ce fut même l'occasion de quelques aimables lettres : « Daignerez-vous accepter favorablement ce petit recueil ? écrivait le poète ; bien qu'au milieu de si graves fonctions, vous avez toujours su trouver le temps d'avoir du goût. » — « Je vous sais le meilleur gré, monsieur, répondait le préfet, d'avoir songé à me faire lire vos vers. *Dieu vous bénira, car vous aimez les vers*, m'écrivait, il y a quelques années, l'abbé Delille. Cet horoscope s'est réalisé jusqu'à ce moment, et ce n'est pas une des moindres bénédictions du ciel, que

1. Quelques-unes de ces pièces se retrouvent aux *Archives de Gênelard*.

2. *Arch. Nationales*, AD XIX<sup>1</sup> 24, circulaire aux maires, 26 septembre 1818.

Jouannet ne devait terminer sa statistique qu'en 1837. Il regretta bien vivement le départ de Tournon, en 1821. « La Statistique de la Gironde, entreprise sous vos auspices, n'est point terminée, lui écrivait-il..., qui me rendra vos lumières, votre expérience, vos connaissances locales, vos vues lointaines et toujours justes ! Je perds tout, M. le comte, en perdant vos conseils. » *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de Jouannet, 6 janvier 1822.

d'avoir à lire des vers aussi aimables que les vôtres. Au milieu de mes sombres dossiers, je vois figurer avec un vrai plaisir le trop mince volume, et je me distrais avec vos gentils troubadours. En dépit de mes ennuyeux griffonnages, je puis dire encore : *et in Arcadia ego*, car l'amour du Beau est dans mon cœur encore entier<sup>1</sup>. » Lorsque Géraud fonda, en 1817, avec Delille-Séjourné, *la Ruche d'Aquitaine*, première revue littéraire qu'ait possédée Bordeaux, ils soumièrent « leur plan » à Tournon, et le modifièrent suivant ses indications, de manière « à servir les bons principes littéraires, frères des bons principes politiques<sup>2</sup> ».

C'est par l'éloquence que *Bordeaux brillait alors du plus pur éclat* ; la réputation de ses avocats s'était étendue au loin, et le barreau gardait la direction et la tête du mouvement littéraire. Tournon, fier de cette gloire, aimait à conduire les étrangers de marque qui venaient voir sa bonne ville, le duc d'Angoulême, Canning, le duc de Gloucester, à une séance du palais pour entendre les magnifiques plaidoiries d'un Ravez ou d'un Lainé. Nos orateurs voyaient là une ingénieuse et délicate méthode d'encouragement.

De même qu'aux particuliers, Tournon donna tout le concours possible aux diverses sociétés de sciences ou d'art. A son arrivée, il n'existait que la *Société Philomathique*<sup>3</sup> qui, depuis

1. *Ach. de M. Meller*, à Bordeaux, lettre de Tournon à Géraud, 7 janvier 1818.

2. Mêmes *Archives*, lettre de Tournon au rédacteur de *la Ruche*, 29 avril 1818. — Géraud dit à ce propos dans ses *Mémoires* (année 1817, p. 165) : « Nous demeurons frappés de certaines idées très lumineuses que nous développe M. le préfet, et des connaissances variées qu'il nous laisse apercevoir dans cette entrevue. Assurément, M. de Tournon est bien supérieur à tous les préfets que nous avons eus jusqu'à présent. »

3. La *Société Philomathique* était issue du *Muséum d'Instruction publique*. Fondé par Rodrigues en 1801, sous le préfet Dubois, et avec l'autorisation du gouvernement, le Muséum constituait une sorte de cercle mi-privé, mi-public, où les amateurs et abonnés trouvaient des journaux, des livres, des tableaux et collections d'histoire naturelle, et même des conférences et des concerts. — En 1808, Rodrigues proposa aux abonnés de former entre eux une société littéraire ; la proposition fut acceptée, un règlement établi, et la *Société Philomathique* se trouva fondée. C'était un peu la rénovation de l'ancien Musée de Bordeaux. Elle avait pour but « d'exciter l'émulation, d'animer l'industrie, de réunir les talents, et de contribuer aux progrès des connaissances utiles et agréables ». — Elle tenait une séance générale tous les premiers mardis de chaque mois, et quatre séances publiques par an consacrées à la littérature, à des distributions de prix pour concours, et terminées par un concert. — Ses travaux sont consignés dans le *Bulletin Polymathique*.

son origine en 1808, avait exercé une sorte de monopole littéraire et était devenue, « en face des Facultés aphones et du lycée dressé militairement<sup>1</sup> », l'asile de la science désintéressée. Notre préfet aimait à se rendre aux invitations de ses membres et à présider les séances les plus solennelles<sup>2</sup>. — Un nouveau groupe d'amateurs des sciences botaniques se forma, en 1818, sous ses auspices, qui prit le nom de *Société Linéenne*. Quelques jeunes gens suivaient avec zèle le professeur de l'école de botanique, Dargelas, dans ses herborisations. Laterrade<sup>3</sup> conçut l'idée de célébrer, avec cette jeunesse studieuse, une fête en l'honneur de Linné. Le jour en fut fixé au solstice d'été, « époque heureuse où la terre, encore parée des fleurs du printemps, nous montre déjà les espérances de l'automne<sup>4</sup> ». Le lieu du rendez-vous était la lande d'Arlac, près de Bordeaux. Il y eut nombreuse et gaie société. Pour en perpétuer le souvenir, on convint de célébrer pareille fête tous les ans, le jeudi qui suivrait la Saint-Jean<sup>5</sup>, et la Société Linéenne se trouva instituée. Tournon s'empessa de se faire inscrire comme membre, en félicitant Laterrade d'une si heureuse initiative. Plusieurs villes, entre autres Paris et Montpellier, fondèrent, à l'instar de Bordeaux, des *fêtes linéennes*. Ce fut une occasion de correspondance entre les diverses sociétés ; l'étude de la botanique y gagna beaucoup, quoi qu'en dise Bernadau en ses railleries<sup>6</sup> ; le goût se répandit de cette science aussi amusante qu'utile, et l'on connut mieux la riche flore girondine.

Les relations de Tournon avec l'Académie de Bordeaux

1. C. JULLIAN, *Histoire de Bordeaux*, p. 705.

2. Cf. *Bulletin Polymathique*, t. XVIII, p. 302, séance du 29 août 1820.

3. Cf. sur Dargelas et Laterrade, *Biographie* de Férét, p. 166 et 385.

4. *Bulletin Polymathique*, t. XVIII, p. 227.

5. *Id.*, p. 262. — Les publications de la Société Linéenne, connues sous le titre d'« *Actes* », formèrent plus tard un recueil scientifique volumineux et très estimé. — Ses observations agricoles étaient consignées dans un recueil mensuel, *l'Ami des Champs*.

6. Il parle ainsi de la société : « Formation spontanée à Bordeaux d'une Société Linéenne... par des garçons apothicaires et chirurgiens..., avec quelques demi-docteurs qui dissertent sur tout,

Vont classer tout ce qui végète,  
Oubliant leurs graves travaux  
Sur la bourrache et sur la pâquerette,  
Et parlent de la moindre herbe  
Comme on parlerait d'un héros ».

étaient particulièrement cordiales. Nous avons vu combien, à propos de menues questions d'agriculture, il se montrait plein de délicates attentions pour elle<sup>1</sup>. Cette déférence, il la mettait encore à exaucer, dans la mesure du possible, ses moindres désirs. Depuis la Révolution qui l'avait dépouillée, l'Académie était pauvre, et sollicitait en vain l'appui du gouvernement<sup>2</sup>. Lainé ne disposait d'aucun crédit pour ce genre de secours. Tournon sut intéresser le Conseil général à ces trop justes demandes, et lui faire voter des subsides pour les prix<sup>3</sup> qu'elle se proposait de distribuer. Il obtint aussi du Conseil municipal qu'elle jouît seule de son local et de la bibliothèque, à des jours réservés. Enfin, à sa requête, Lainé, par lettre du 21 août 1817, autorisa la Compagnie à reprendre son ancien titre d'*Académie royale* : « Toutes les fois, ajoutait le préfet à cette occasion, qu'elle jugera à propos de me faire des communications sur ses intérêts, ses découvertes, et sur les prix qu'elle aura distribués, je m'empresserai d'en faire part au ministre qui l'honore de sa particulière bienveillance<sup>4</sup>. »

\*  
\* \*  
\*

Tournon, au point de vue Beaux-Arts, s'occupa surtout du Musée de Bordeaux. Son passage dans la Gironde fut marqué

1. Cf. page 462.

2. L'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts avait été instituée par lettres patentes du 5 septembre 1712. — Les biens qu'elle devait à la générosité de quelques-uns de ses membres lui permirent de multiplier ses concours et ses encouragements aux Sciences et aux Lettres. — Un conseiller au Parlement, J.-J. Bel, mort en 1739, lui légua sa bibliothèque et le vaste local qui portait encore, du temps de Tournon, le nom d'*Hôtel de l'Académie*. — En 1793, à la suppression des Académies et à la nationalisation de leurs propriétés, elle fut entièrement dépouillée de ses biens, quoique non dotée par le Trésor. En 1796, déshéritée et de son nom et de ses richesses, elle essaya de se reformer sous le titre modeste de *Société d'Histoire Naturelle et d'Agriculture*, ensuite sous celui de *Société des Sciences, Belles-Lettres et Arts*.

3. Cf. manuscrits des Procès-verbaux de l'Académie (Bibliothèque de Bordeaux), 1<sup>er</sup> volume, lettre du préfet au secrétaire, 10 octobre 1818.

4. *Id.*, lettre de Tournon au Président, 9 septembre 1817. — Il prenait même part à ses séances, autant que le lui permettait son accablante administration. C'est ainsi que, dans la séance du 27 août 1821, il lut un « *Mémoire sur les travaux entrepris à Rome par l'administration française, de 1810 à 1814.* » — L'autographe se trouve aux *Archives de Générard*. Il est aussi reproduit dans le volume des *Actes* imprimés, de cette année-là.



par deux progrès : le changement du local, et la création de la Société *les Amis des Arts* pour l'achat de nouveaux tableaux. — A son arrivée, le Musée occupait la salle étroite de la Bibliothèque, dans l'ancien Hôtel de l'Académie<sup>1</sup>. L'entassement des tableaux empêchait leur mise en valeur, et faisait refluer ceux récemment acquis jusque dans l'escalier, au grand désespoir du conservateur Lacour. Cette accumulation devint même la cause de la perte d'un chef-d'œuvre; le *Christ en Croix* de Jordaëns<sup>2</sup>. Tournon voulut remédier à pareil désordre. Le transfert de la Cour royale dans le nouveau Palais de Justice, qu'il faisait achever, devait laisser libres trois grandes salles du Palais Rohan. Quel vaste et bel emplacement pour la galerie de tableaux, et même pour l'école de dessin<sup>3</sup>! Lacour, qu'il avait chargé de visiter ce local et de donner son avis, en fut dans l'enthousiasme : « Je n'opposerai point, lui écrivait-il, la beauté de votre projet au vil usage qu'on veut faire de ce local... Bordeaux a été successivement administré par des préfets dont l'indifférence pour les Arts a nourri celle des Bordelais; et lorsque après tant d'années, vous venez, Monsieur le préfet, leur donner l'exemple d'un amour sincère des Beaux-Arts, d'une connaissance profonde de leur théorie, d'un désir constant de les protéger..., doit-on craindre que votre sollicitude pour l'école de dessin échoue devant l'intention sacrilège, en quelque sorte..., de ceux qui voudraient faire du palais où jadis présidait la Justice une dégoûtante écurie<sup>4</sup>? »

C'est qu'en effet, tout un clan du Conseil municipal voulait, en cas d'évacuation de ces trois salles, y établir des écuries,

1. Ce local comprenait alors, outre la Bibliothèque et le Musée, l'École de dessin et la Collection d'histoire naturelle, le tout dans une pitoyable accumulation. « L'école de dessin, disait Tournon à Lainé, est placée dans deux ou trois pièces obscures et humides où les plâtres sont entassés, et où les élèves ne peuvent se placer tous. » *Arch. Nationales*, F<sup>15</sup> II Gironde, lettre à Lainé, 4 novembre 1818, citée.

2. Cf. sur cette affaire, H. DE LA VILLE DE MIRMONT, *Histoire du Musée de Bordeaux*, t. I, p. 593 et suiv.

3. En demandant à Lainé l'autorisation de réaliser son idée, il ajoutait : « J'ai pensé qu'il importait à Bordeaux de posséder un Musée qui ne fût pas inférieur à ceux de Toulouse ou de Lyon, et qu'il était plus important encore d'y établir une école de peinture qui répandit le goût des arts dans cette partie du royaume. » Lettre du 4 novembre 1818, citée.

4. LA VILLE DE MIRMONT, *Histoire du Musée de Bordeaux*, t. I, p. 310, lettre de Lacour à Tournon, 11 novembre 1818.

remises et cuisines dont on manquait, lorsqu'un membre de la famille royale venait habiter Bordeaux<sup>1</sup>. Les partisans du « sacrilège » se heurtèrent à l'inflexible résistance de Tournon, qui ne poussait pas ses opinions royalistes jusqu'à sacrifier au logement des chevaux d'un prince l'existence de son Musée. La victoire lui demeura finalement, et son projet fut sanctionné par une délibération du Conseil municipal, le 17 mai 1819. Il pressa le maire pour qu'il fit terminer les réparations et adaptations intérieures avant le 1<sup>er</sup> mai 1821, date du baptême du duc de Bordeaux<sup>2</sup>. Ce jour-là, de fait, le public put admirer la nouvelle et intelligente installation de son musée, « digne de l'une des premières cités du royaume<sup>3</sup> ».

Il fallait garnir le local convenable, enfin trouvé. Or, le Musée de la ville, en 1815, était fort pauvre en tableaux, puisque la salle, aménagée pour 65, n'était pas complétée, et qu'elle ne possédait que très peu d'œuvres de réelle valeur. Bordeaux ne passait point alors pour une ville amie des Beaux-Arts. Ne l'accusait-on point, à tort sans doute, de se désintéresser systématiquement de tout ce qu'elle savait étranger au commerce, et n'allait-on pas jusqu'à dire, en parlant de mauvais tableaux : « Cela est bon pour les Bordelais » ? Aussi, depuis vingt ans, nombreuses s'étaient élevées les doléances de tous les hommes intelligents, que leurs fonctions ou leur goût avaient amenés à s'occuper d'art dans le département. Tournon, bien secondé par Lacour, s'appliqua de son mieux à faire cesser et de telles préventions et de trop justes plaintes. Grâce aux demandes motivées et réitérées<sup>4</sup> qu'il fit parvenir à Lainé, à Decazes, à Mounier, des dons précieux vinrent enrichir non seulement le Musée de Bordeaux, mais les églises de la ville, le Palais de Justice et le Musée de Libourne<sup>5</sup>. Parmi les plus

1. *Histoire du Musée de Bordeaux*, t. I, p. 310, lettre de Tournon au maire, 13 novembre 1818.

2. Cf. dans l'*Histoire du Musée de Bordeaux*, citée, les lettres de Tournon au maire, p. 310, 316.

3. Grand rapport de Tournon au Conseil général de 1822. — Le musée s'ouvrit de manière définitive et régulière que le 5 mai. — Les dépenses pour l'aménagement intérieur des nouvelles salles s'élevèrent à 8 393 francs.

4. « Le musée se compose d'un certain nombre de *morceaux médiocres* », disait Tournon à Lainé; lettre du 4 novembre 1818, citée.

5. Cf. rapport de Tournon au Conseil général de 1821, et son grand rapport au Conseil général de 1822.

6. Le Musée de Libourne, situé dans une pièce dépendante de l'Hôtel

beaux de ces tableaux, il faut citer : la *Duchesse d'Angoulême au lit de mort de l'abbé Edgeworth*, par Menjaud, *Adieux d'Hector et d'Andromaque* par Trézel, le *portrait du Duc d'Angoulême* par Quinson, le *Christ couronné d'épines* de Bergeret (pour l'église Saint-André), *Tobie rendant la vue à son père*, par Léon Paillères, la *Duchesse d'Angoulême s'embarquant à Pauillac* le 1<sup>er</sup> avril 1814 par Gros, et surtout un *portrait de Louis XIV*, par Mignard<sup>1</sup> ; parmi les marbres, le buste de Montaigne par Deseine, le buste de Monsieur par Romagnesi, celui de la Duchesse d'Angoulême par Valois, une superbe collection de plâtres et de moulages que Tournon obtint de Mounier, en 1821, et qui manquaient tant à l'école de dessin<sup>2</sup>, et particulièrement la magnifique statue en marbre de Montesquieu, par Raggi, qui devait orner la salle des Pas-Perdus du nouveau Palais de Justice, et dont l'acquisition fut toute due à son intervention personnelle<sup>3</sup>. L'intérêt que la Restauration témoigna, au moins jusqu'en 1822<sup>4</sup>, aux musées du département, devait provoquer « une véritable renaissance artistique ».

Les « dons » ainsi obtenus ne suffisaient pas, au gré de notre

de Ville, avait été fondé en 1814, sous la mairie de Gaston de Lacaze. Il fut particulièrement enrichi par Decazes.

1. La liste complète des envois faits sous Tournon se trouve dans l'*Histoire du Musée de Bordeaux*, citée, p. 356. — Il y en a une vingtaine, — A ces envois, il faut ajouter le magnifique portrait de Louis XVIII, par Gérard, acquis par le Conseil général pour le grand salon de la préfecture. — Il coûta 6 000 francs (grand rapport de 1822).

2. Cf. rapport de Tournon au Conseil général de 1822, et *Histoire du Musée de Bordeaux*, citée, p. 352. — L'envoi du gouvernement se composa de 25 caisses.

3. Lors de son inauguration, le 22 avril 1822, Degranges-Bonnet, le premier avocat général, disait : « ... C'est M. le comte de Tournon qui, le premier, conçut l'heureuse idée de placer la statue de Montesquieu dans le sanctuaire de la justice. Témoignons hautement à cet habile administrateur notre affection et notre gratitude. Puissent ces sentiments que partagent tous les habitants du département, devenir sa plus douce récompense. » *Arch. de Gênelard*.

Bonfin, en lui envoyant le plan du piédestal, lui disait : « Elle donne (la statue) à la salle qui la reçoit un nouveau caractère, et sa majesté s'étend à tout ce qui l'environne. » — *Id.*, lettre de Bonfin à Tournon, 12 avril 1822.

4. Les envois de tableaux, à la suite des expositions, se firent en effet plus rares, après le départ de Tournon. — Il faut toutefois signaler la belle collection de tableaux que Lacaze offrit à la ville, en 1828, pour le prix de 60 000 francs, auquel Charles X contribua, sur sa cassette, pour une somme de 40 000 francs.

préfet. Pourquoi son principe de l'*association*, qui, par ailleurs, avait fait merveille, ne serait-il point applicable en la matière, et pourquoi les Bordelais ne contribueraient-ils pas de leur bourse personnelle à ce renouveau du goût? En outre des œuvres acquises, cela ferait tomber les calomnies relatives à leur trop grand désintéressement pour le Beau, dont Tournon rougissait bien un peu! C'est dans cette intention qu'il réussit, avec le concours de plusieurs amateurs d'art éclairés et zélés, en particulier du généreux Fieffé, à fonder, vers la fin de 1819, la Société des *Amis des Arts*. « Elle a pour but, disait le *Mémorial*, de répandre dans Bordeaux le goût des arts..., d'encourager les peintres, de leur vivant, par l'achat de leurs ouvrages..., et de les animer d'une nouvelle ardeur<sup>1</sup> ».

Chaque membre s'engageait à verser une somme de 100 francs, et les fonds souscrits devaient être employés en achats de tableaux à répartir par le sort entre les sociétaires. Il était spécifié que, dans ces achats, les artistes bordelais seraient toujours préférés, à mérite égal. Tournon, nommé président de la Commission par l'assemblée générale des divers membres<sup>2</sup>, sut recruter de nombreux adhérents à la société nouvelle. Louis XVIII, qu'il fit solliciter par le Ministre de l'intérieur, écrivit lui-même son nom en tête de la liste, et souscrivit pour 20 actions, Monsieur pour 5 actions, le duc et la duchesse d'Angoulême, chacun pour 10 actions, le duc de Berry pour 5 actions, et Decazes pour 10. A ces noms illustres, se joignirent ceux de Portal, du duc de Richelieu, du duc de Damas, de Ravez... C'étaient 71 souscriptions, soit 7 100 francs, qui arrivaient ainsi en droite ligne de Paris aux *Amis des Arts*. Quel plus précieux encouragement? Aussi, peu de mois après sa fondation, le nombre des membres atteignait 140, et l'on pouvait acheter déjà quelques « précieux tableaux<sup>3</sup> ». Le mouvement fit « boule de neige », et la jeune société pouvait, le 25 novembre 1821, exposer, dans la salle de l'Athénée, toute « une petite galerie » des belles œuvres acquises, avant qu'elles ne fussent dis-

1. *Mémorial* du 20 janvier et du 20 mai 1820. — Le *Mémorial* du 20 mai ajoutait : « Nous saisissons cette occasion pour remarquer que c'est à son goût (de Tournon) éclairé et à son amour pour les Beaux-Arts que nous devons la fondation de la Société. »

2. Cf. *Mémorial*, 20 mai 1820.

3. *Mémorial* du 9 septembre, 1820.



tribuées entre les heureux membres favorisés par le sort <sup>1</sup>. Rien ne pouvait donc mieux que la nouvelle Société, exciter à la fois l'émulation, le zèle au travail des jeunes peintres, et multiplier le nombre des amateurs d'art.

A ce reproche de manquer de goût qu'on leur faisait trop volontiers, les Bordelais avaient cependant une éloquente riposte à faire : montrer leur Grand-Théâtre, « le plus beau monument de ce genre qui existe en France et peut-être en Europe », comme le disait Tournon <sup>2</sup>. Les Parisiens ne trouvaient-ils même pas, non sans un arrière-sentiment mal déguisé de jalousie, sa superbe salle, avec le merveilleux plafond de Robin, « trop belle pour la province <sup>3</sup> », et surtout pour Bordeaux ? — Quand le préfet arriva, il restait beaucoup à faire pour achever l'ornementation intérieure de la salle, et placer ainsi cet incomparable édifice nettement au-dessus de ses rivaux. Le Conseil général et le Conseil municipal répondirent avec empressement à son appel; dès le milieu de 1818, les travaux de restauration furent confiés à l'architecte Bonfin, et conduits avec une célérité remarquable et un talent parfait.

« Un goût à la fois pur et sévère, disait un Bordelais du temps, a présidé au choix des dessins qui, en faisant ressortir les beautés de l'architecture, lui conservent, en même temps, cette forme austère qui n'exclut pas l'élégance. Le fond des loges est d'un demi-ton vert uni. La coupole est divisée en seize compartiments tendants au centre, et ornés de caissons que séparent des guirlandes de fruits relevées par des attaches d'or... Le système général de la coupole, ainsi que celui des autres parties de l'architecture de la salle est blanc et or, sur un fond gris, légèrement azuré et qui produit un effet très brillant. Sur la devanture des loges, sont des guirlandes de fruits et de fleurs. Les premières sont richement ornées, et reposent sur de grands médaillons où brille une rosace d'or. L'entablement qui détermine le pourtour du paradis, les colonnes et la galerie qui leur sert de soubassement, sont peints en marbre blanc veiné; toutes les

1. *Ruche d'Aquitaine*, 23 novembre 1824, et *Histotre du Musée de Bordeaux*, p. 342.

2. Grand rapport de 1822.

3. Le Grand-Théâtre de Bordeaux, entrepris en 1773, sur l'initiative du Maréchal de Richelieu, gouverneur de Guyenne, et construit d'après les plans de l'architecte parisien Louis, fut inauguré le 7 avril 1780. — La salle peut contenir 1 350 spectateurs. Il a coûté 3 millions.

moulures sont taillées en ornements et rehaussées d'or. On remarque en buste *Corneille*, *Racine*, *Molière* et *Quinault*, ayant pour supports des figures de génies qui les couronnent de palmes et de lauriers. La frise d'avant-scène est ornée des images de *Piccini*, *Gluck* et de *Sacchini*. Les emblèmes de la *Tragédie* et de la *Comédie* sont figurés à droite et à gauche de l'avant-scène. Au centre du rideau brille une lyre de forme antique sur un fond vert clair, semé de rosettes d'or. La frise du bas présente dans sa largeur trois sujets rappelant des scènes d'*OEdipe à Colonne*, du *Tartufe* et de *Phèdre*<sup>1</sup>... »

On acheta un nouveau lustre « de la forme la plus élégante »; les banquettes des loges, le plancher, le rideau furent refaits à neuf; le parterre put, dès ce moment, s'asseoir; « enfin, disait Tournon, l'intérieur de ce monument a été mis dans toutes ses parties en harmonie avec son admirable décoration extérieure<sup>2</sup> ». — L'ouverture de la magnifique salle, ainsi restaurée, eut lieu le 10 octobre 1818, en grande solennité; on joua *le Misanthrope*, *les Prétendus* et *la Fête indienne*. Les Parisiens pouvaient à bon droit se livrer à leurs petits accès de jalousie: de longtemps, ils ne posséderaient semblable merveille! Une telle scène était digne en tous points d'entendre les superbes accents des plus grands tragédiens d'alors; Talma, Georges aîné, Mlle Mars vinrent y jouer *Athalie*, avec ses chœurs, devant une salle comble et enthousiaste<sup>3</sup>. — Le retour des Bordelais aux nobles jouissances des Beaux-Arts se faisait définitif et complet.

1. *Almanach du Commerce* de 1820, p. 202.

2. Grand rapport au Conseil général de 1822. — Un magasin pour loger les différents décors fut aussi construit sur les nouveaux terrains du Château-Trompette, ce qui mit le théâtre à l'abri d'un grave danger d'incendie.

3. BERNADAU, *Tablettes*, t. IX p. 616. — Talma avait déjà débuté au théâtre de Bordeaux, le 4 octobre 1817. — Il venait y donner douze représentations, à raison de 1 000 francs chaque, prix qui émerveillait Bernadau. « Cet homme qui gagne beaucoup est cependant peu fortuné, ajoutait-il, parce qu'il est grand et mauvais joueur. Ce qui vient par la flûte s'en va par le tambour! » *Tablettes*, t. IX, p. 475.

## CONCLUSION

Si, d'une vue d'ensemble, on compare l'état où se trouvait le département de la Gironde, quand arriva Tournon, à celui dans lequel il le laissa, comment ne pas être frappé de la profonde transformation survenue dans presque toutes les branches de l'administration, et des progrès réalisés?

Au point de vue *politique*, Bordeaux, le 23 juillet 1815, était dans une situation exceptionellement dangereuse; un conflit grave menaçait d'éclater entre la population exaspérée, et les soldats de Clauzel en fureur. Le préfet, par sa prudence et sa fermeté, parvint à garder son chef-lieu « *vierge de sang* », à *dérober peut-être Clauzel à la mort, et la ville à la destruction*. Malgré les difficultés suscitées par le « gouvernement de Toulouse », des inquiétudes causées par l'affaire Faucher, au milieu de l'effervescence ultra, il sut tout réorganiser, choisir, en se gardant d'une trop facile intransigeance, des fonctionnaires dignes d'éloges, former le parti modéré qui n'existait pas, et commencer, pour le plus grand bien public, la « fusion » des deux sociétés de Bordeaux, si antipathiques l'une à l'autre. Grâce à son journal la *Feuille du Dimanche*, et par des visites annuelles de tout son département, il vint à bout de détruire les effets désastreux produits par les fausses nouvelles.

Après l'affaire Randon, en dépit des « tracasseries » que lui suscitaient les policiers secrets de Decazes, et sauf quelques accès peu dangereux d'agitation libérale ou ultra en 1819 et en 1820, il maintint tout son département, jusqu'à son départ, dans une atmosphère de tranquillité telle qu'on put, à Paris, le dire, par comparaison, comme *muet, et effacé de la carte de France*. — « Tel fut l'esprit d'ordre, de justice et de fermeté apporté par M. de Tournon dans toutes les parties de l'administration, concluait à son tour le *Mémorial*, qu'en moins de deux ans, la sécurité

reentra dans les âmes, et l'ordre commença partout à se rétablir<sup>1</sup>. » — J'ajoute, pour rester impartial, qu'une partie du mérite appartient à l'aimable population bordelaise, plus facile à gouverner alors que les Lyonnais ou les Marseillais, par exemple, et qui se laissa paisiblement guider par la « main souple et fine » de son préfet.

C'est par le côté *administratif* surtout que le passage de Tournon dans la Gironde reste éminemment fécond. A son arrivée, on n'y trouvait guère que ruines et désordre partout. Il sut « réorganiser » et « restaurer » chaque chose, d'admirable manière. — En quelques mois, il rétablit dans la perception des impôts, dans les finances du département et des communes, une régularité et un esprit d'économie depuis longtemps inconnus, fait rentrer au Trésor 30 millions dans l'espace de trois ans. La Garde nationale est promptement « reformée », et la loi militaire appliquée sans secousse. Il mène jusque près de son achèvement le magnifique pont de Bordeaux, commence le pont de Libourne, ouvrages que sans lui la Gironde eut, sans doute, attendus longtemps, car il emprunte, pour les continuer, en son nom personnel. La démolition du Château-Trompette, si désirée de tous les Bordelais, s'accomplit rapidement; et quand Tournon part, les belles plantations des Quinconces sont terminées. Il répare et rend « viables » toutes les routes royales et les routes départementales, qui étaient alors « dans un effroyable état », et ouvre plusieurs voies de communication importantes. Le Palais de Justice, commencé sous l'Empire, et menacé de « perte prochaine » en son abandon, est achevé; les Archives mises en lieu sûr, la petite navigation et le flottage dans les landes repris avec méthode.

Tournon, de plus, encourage l'agriculture par diverses améliorations, rétablit la pépinière départementale qu'il fait planter de 50 000 arbres, fixe « *plus de dunes en 5 ans que les autres en 30 ans* », opère quelques beaux dessèchements de marais, et concourt de son mieux à la formation de la *Compagnie des Dunes*. Il protège le commerce, amène la création d'établissements fort utiles, comme la Banque et la Caisse d'Épargne. Il sait garder par sa tolérance et sa fermeté la paix religieuse, restaure un grand nombre d'églises, acquiert 54 presbytères nouveaux,

1. *Mémorial* du 18 janvier 1822.



défend autant qu'il peut le Collège royal contre d'injustes préventions, fait ouvrir 30 écoles, bientôt florissantes, d'Enseignement mutuel, donne de l'élan aux Belles-Lettres, crée la Société des *Amis des Arts*, et trouve enfin un nouveau local pour le Musée.

Mais le chef-d'œuvre de cette vaste administration est sans contredit la réorganisation, vraiment géniale, des hospices, et tout ce qui a trait à la bienfaisance et à la charité publiques. Notre préfet parvient, en cinq ans, à faire liquider l'énorme arriéré de dettes et de créances qui s'était accumulé sur les hôpitaux depuis 1789 ; on répare le matériel ; par la fixation de budgets sévères, la nomination d'agents responsables, par des travaux d'intérieur bien ordonnés, une ère d'économie et de prospérité toute nouvelle s'ouvre pour ces établissements, à tel point qu'au départ du préfet, après leurs dettes payées, ils ont une réserve de plus de 100 000 francs. Les malades et les pauvres voient leur triste condition changer, et comme un rayon d'espoir filtrer jusqu'à leur cœur. La bonne tenue de certains hospices de Bordeaux émerveille les visiteurs, et leur renommée s'étend au loin. Tournon, encore, obtient du duc de Richelieu toute sa dotation pour la construction d'un nouvel hôpital dont il a la joie de poser la première pierre ; il améliore notablement l'horrible sort des prisonniers, crée à Cadillac une maison centrale de détention pour 300 femmes, et conserve, du même coup, aux Arts, un beau spécimen d'architecture. Il sait maintenir son département en d'excellentes conditions hygiéniques, malgré de graves menaces d'épidémie. Il suscite enfin autour de lui un tel mouvement de bienfaisance et de charité mutuelle dans toutes les classes, qu'après trois années de famine consécutives, il peut donner, au Conseil général de 1822, cette solennelle affirmation que « *le peuple, dans la Gironde, souffrit moins, peut-être, que partout ailleurs*<sup>1</sup> ». — Bref, sous son ardente impulsion, un souffle de pitié active passa sur Bordeaux et sur le département, tel qu'ils n'en avaient jamais connu, non pas même au temps de l'aristocratie religieuse de 1400, ou des intendants philosophes de 1750.

Certes, il serait injuste d'attribuer à Tournon seul de si beaux résultats. Il eut, dans presque tous ses fonctionnaires,

1. Grand rapport au Conseil général de 1822.

des collaborateurs zélés, très dévoués à l'œuvre commune, et lui-même tout le premier se plait à le reconnaître. Si, dans les premières années de sa préfecture, il fut en somme peu aidé par la municipalité et la Chambre de commerce, en tant que « Corps<sup>1</sup> », du moins trouva-t-il autour de lui, et dès le début, un « ensemble d'individualités » extrêmement remarquables. Qu'il suffise de nommer Desfourniels pour la réorganisation des hospices, Letellier pour la réforme des prisons, Deschamps pour le pont, Blanc-Dutrouilh pour la démolition du Château-Trompette, les ingénieurs Billaudel, Wiotte et Tannay pour les routes et la fixation des dunes, de Lamoignon et Lacombe pour les travaux d'agriculture, Daniel Guestier, Balguerie Junior, et, par-dessus tous, le grand Balguerie-Stuttenberg pour le commerce et le prêt des capitaux, Martin fils pour l'organisation de l'Enseignement mutuel, et Lacour pour le musée... Tournon sut connaître leur valeur, les « lancer » de son mieux; et il demeura comme le moteur central qui mit en mouvement toutes ces activités multiples et fécondes. N'est-on pas allé jusqu'à dire que c'est à lui que Bordeaux devait Balguerie-Stuttenberg?

\*  
\* \*

Mais quels que soient le dévouement et la valeur administrative d'un homme, l'histoire impartiale trouve toujours des réserves à formuler. — Pour Tournon, elles sont de diverses natures. D'abord, il n'a pas ce prestige que donne une vie politique uniforme et qui n'a jamais changé. Tournon a servi Napoléon avant de servir Louis XVIII; il fut préfet de Rome avant d'être préfet de Bordeaux. Et l'on éprouve comme une sorte de malaise et de regret à le voir remplacer toujours, dans ses lettres de la Restauration, le mot Napoléon par *Buonaparte*, à l'appeler « oppresseur » ou « tyran ». — Il faut ajouter, pour être juste, que cette manière d'écrire était comme officielle en ce temps-là, que les meilleurs parmi les hommes politiques

1. Nous savons ce qu'était la municipalité, et nous avons constaté que la Chambre de commerce, craintive ou circonvenue, mit obstacle, plus d'une fois, aux meilleurs projets de Tournon. Elle se montra, en particulier, hostile au pont; elle fit une vive opposition à la création de la Banque; elle s'efforça de faire échouer l'armement et le prêt à l'Espagne des 40 navires de la maison Balguerie-Sarget.

d'alors, les Lainé, les Pasquier, les Barante, et tant d'autres, avaient agi comme notre préfet, et que lui-même ne crut jamais, par ce changement, avoir en rien dévié de la ligne droite. « J'ai influé sur la félicité d'hommes nombreux, écrit-il à sa mère en 1818; grâce au ciel, je puis par la pensée parcourir toute cette étendue d'années sans avoir à rougir d'une seule de mes actions; ce bonheur est le plus grand possible; je le dois tout entier à ce que vous m'avez enseigné à aimer et à faire<sup>1</sup>. » Ce sont là de fières et bien nobles paroles.

Tournon appartenait à une famille où les traditions royalistes furent toujours en grand honneur. Il s'était rallié au régime de l'an VIII par nécessité<sup>2</sup>, par désir d'être utile à son pays, sans penser d'ailleurs, un seul instant, adhérer ainsi, rétrospectivement, aux idées de la Révolution. Il avait fait partie de ce petit groupe « particulièrement sympathique des premiers nobles<sup>3</sup> », qui apportèrent au nouveau gouvernement un concours que Bonaparte prisait fort, Ségur, Broglie, Barante, Forbin-Janson. A Rome, il servit l'Empire avec tout son dévouement; mais le despotisme napoléonien, dont il constatait les funestes effets, affaiblit peu à peu son affection pour le maître. En 1814, il hésita cependant, et ne donna que tard son adhésion à Louis XVIII. Voici du reste comment il explique lui-même ce changement : « Quoique préparé à cette catastrophe (l'abdication de l'Empereur), j'en fus accablé, car depuis douze ans, j'avais été habitué à compter sur la fortune de Napoléon... Les malheurs de la France me déchiraient le cœur. Je fus voir mes amis, et tous avaient déjà pris parti pour le nouveau gouvernement. Mes anciens sentiments, mon éducation, les souvenirs de ma jeunesse, mes relations de famille, l'évidence du besoin absolu d'une paix solide, le souvenir de tout le mal que le despotisme avait fait à la France, et l'espérance qu'un gouvernement favorable à une sage liberté pourrait être établi par les Bourbons, tout me portait à suivre leur exemple. Je fis ma soumission au Roi, dégage que j'étais par l'abdication et le départ de Napoléon<sup>4</sup>. »

1. *Arch. du Verger*, lettre de Tournon à sa mère, 23 juin 1818, à l'occasion de son quarantième anniversaire.

2. Il était le troisième d'une belle famille de onze enfants. Or, la Révolution avait réduit à bien peu le domaine de cinq à six fermes du château de Claveson, dont le revenu constituait toutes les ressources de la famille.

3. L. Madelin, article du *Correspondant*, cité.

4. *Mémoires inédits*.

Du moins, il résista, durant les Cent-Jours, aux sollicitations comme aux menaces de Napoléon, qui voulait employer encore un administrateur de ce mérite, et ne changea pas à nouveau, tel Molé ou Benjamin Constant, par exemple. Plus tard, quand il vit le ministère mettre trop, selon lui, barre à droite, et quand vint la discussion de lois qu'il n'approuvait point, comme la loi de septennalité<sup>1</sup> (session de 1824), la loi du sacrilège (session de 1824), il se plaça résolument dans l'opposition, quelles qu'en fussent être les conséquences pour son avenir. « Quoique M. de Villèle attachât du prix à mon vote, dit-il, je me rangeai du côté des opposants... Dès ce jour, nos relations changèrent tout à fait... Je crois bien que, si j'avais eu une autre conduite, je serais resté en faveur, et qu'on m'aurait donné une Direction générale. Le public me désignait assez pour les Ponts et chaussées, qui auraient convenu à mes études comme à mes goûts. D'ailleurs, c'était pour notre fortune une immense différence : 50 ou 60 000 francs au lieu de 16 000. Mais l'idée qu'il me faudrait agir à la Chambre par complaisance, voter sans conviction, me soulevait le cœur. *Ma réclame de vote était pour moi un besoin au-dessus de tous les autres.* Je ne fis donc aucun pas vers le ministère. » En 1830, « frappé au cœur » par la chute de la branche aînée des Bourbons, il donna sa démission de Conseiller d'État, mais garda le « fardeau » de la pairie, croyant encore pouvoir être utile à la chose publique. On peut donc dire que, lorsqu'il s'est agi de travail et de dévouement, Tournon n'a pas regardé aux couleurs du drapeau, il lui a suffi de savoir que c'était celui de la France.

Seconde réserve : dans le procès des frères Faucher, puisqu'il avoue peu croire à la culpabilité des accusés, pourquoi ne prit-il pas avec énergie et hautement leur défense ? Certes, il aurait empiété ainsi sur le rôle de la justice, et dans l'état d'exaltation où se trouvait alors Bordeaux, son intervention, très probablement, fût demeurée stérile ; mais elle l'eût grandement honoré.

1. Il dit dans ses *Mémoires* à propos de cette loi : « Monsieur, me rencontrant à un cercle de Mme la duchesse de Berry, me fit l'honneur de me parler de la loi comme ayant obtenu toute son approbation. J'eus la naïveté de mettre en avant quelques arguments défavorables, et d'exprimer ma volonté de repousser le projet ; Monsieur me quitta brusquement, et depuis ce jour sa manière d'être, gracieuse et obligeante envers moi, devint sèche et froide. Voilà ce qu'on gagne par la franchise avec les princes. Le lendemain, j'écrivis *non* sur mon bulletin. »



— Il semble bien, en outre, que dans ses démêlés avec Decazes, il se soit montré d'une susceptibilité excessive, et n'ait pas toujours gardé, en ses « ripostes », la mesure voulue, ni même observé le respect dû à son supérieur. Il croyait trop, parfois, à l'infailible justesse de ses idées et de ses plans. — Lui qui se dit « avoir en horreur » la police, les policiers et leurs manières inquisitoriales, est contraint d'employer, à son tour, les moyens « répugnants », pour exercer utilement la police à Bordeaux, de faire surveiller ses agents les uns par les autres, et de favoriser leurs « basses » et réciproques délations. Dans l'affaire Randon, Tournon feint de croire aux dires de l'accusé, qu'il n'a travaillé que pour le compte du commissaire de police de La Rochelle, et le maintient dans l'espoir d'une diminution de peine, afin de mieux l'encourager à trahir ses complices. — Enfin, le programme qu'il expose au Conseil général de 1817 semble bien vaste, et d'envergure presque démesurée pour une seule préfecture. N'eût-il pas été préférable de moins entreprendre à la fois, et de mieux parfaire chaque entreprise ? — Je laisse aux spécialistes le soin de répondre. Il me paraît toutefois que si, à Rome, notre préfet, du moins au début, se montra quelque peu accablé sous le poids de son immense travail de mise au point dans tous les rouages administratifs, sa préfecture à Bordeaux semble beaucoup mieux équilibrée, et qu'alors, en pleine possession de ses belles facultés administratives et de sa vaste expérience, il domina très bien la situation.

\*  
\* \*

Ces réserves faites, on doit reconnaître que Tournon fut une noble physionomie, très attachante et singulièrement curieuse à étudier de près. — Fils modèle, il environna tous les siens de charitable sollicitude, et garda pour sa mère, en particulier, un véritable culte et une profonde affection. Excellent père de famille, il goûtait si vivement les joies du foyer domestique qu'on le voyait « pleurer<sup>1</sup> » de contentement à recevoir de bonnes nouvelles de son « cher petit monde ». — D'une probité, d'une loyauté, d'une courtoisie à toute épreuve, passionné

1. *Arch. du Verger*, lettre du préfet à Mme de Tournon, 1<sup>er</sup> juin 1818. — « Ceux qui étaient auprès de moi, ajouta-t-il, ont cru qu'il m'était arrivé un malheur. »

pour les Beaux-Arts, très modéré à une époque où il y avait du mérite à l'être, d'une tolérance à étonner Canning, désintéressé, généreux, ami des pauvres et des souffrants, au point de quitter Bordeaux avec plus de 60 000 francs de dettes<sup>1</sup>, d'une puissance de labeur qui excite l'admiration, nous le voyons se donner sans réserve à sa rude tâche, d'un cœur alerte et joyeux. « Mon intérêt pour ce département est au plus haut degré, écrivait-il à Lainé, et je ne puis, en y prolongeant mon administration, avoir d'autre vue que de contribuer à sa prospérité<sup>2</sup>. » Il appartenait entièrement à cette catégorie d'administrateurs, trop rares en tous les temps, qui ne voient dans leurs fonctions qu'un motif nouveau de se dévouer au bien public. Aimant Bordeaux, Tournon y fut aimé plus encore qu'il ne l'avait été à Bayreuth et à Rome. « *Il m'est impossible de vous exprimer à quel point vous êtes aimé, admiré et regretté dans cette contrée*<sup>3</sup>, lui écrira d'Haussez, plusieurs années après son départ... Je me suis borné à me dire votre ami, et tout le monde s'est empressé à me seconder<sup>4</sup>. »

Mais la qualité que ses administrés appréciaient surtout en lui, c'était son amour de la justice et sa grande impartialité. Peut-être cela explique-t-il la singulière absence de critiques envers l'œuvre préfectorale, qu'on remarque dans des journaux très opposés à la politique modérée de Tournon, tels que *l'Indicateur* et *la Tribune de la Gironde*. « C'est à ceux qui ont été admis dans son intimité à parler de ses qualités personnelles, dit *le Mémorial*. Pour nous qui n'avons vu que l'homme public, nous aurions encore une tâche immense à remplir, s'il nous fallait rappeler les faits qui caractérisent sa manière d'administrer, son coup d'œil juste, rapide et étendu dans les affaires, son attention aux moindres détails, sa prudence et sa *prodigieuse activité*. Mais ce que nous ne pouvons passer sous silence,

1. *Mémoires inédits*. — Il est juste d'ajouter qu'il en avait fait une bonne part à Rome. — Il dit à ce propos : « J'appliquai encore ici (à Bordeaux) mon principe que, sur l'argent donné par le gouvernement, on ne peut rien économiser, parce que la dépense de cet argent est un moyen d'administration sur lequel le gouvernement a le droit de compter. »

2. *Arch. Nationales*, F<sup>7</sup> 9661, lettre à Lainé, 10 février 1818.

3. *Arch. d'Avrilly*, lettre autographe de d'Haussez à Tournon, 2 août 1824, citée.

4. *Id.*, lettre du 1<sup>er</sup> juin 1824, citée.

ce que tout le monde a reconnu dans M. le Comte de Tournon, c'est... *la justice et l'impartialité*. C'est par là qu'il a su se faire également respecter et estimer des hommes de toutes les opinions... Jamais on n'a pu lui reprocher un acte arbitraire, un acte de passion ou de persécution<sup>1</sup>. »

Aussi, beaucoup parmi les Bordelais le plaçaient-ils, sans hésiter, sur le même rang que l'illustre Tourny<sup>2</sup>. Longtemps après son départ, en 1858, alors sans doute que la profondeur de perspective permettra de mieux juger, par comparaison, la magnifique administration de Tournon et la beauté de ses travaux, le Conseil général lui votera l'érection d'un buste en marbre à placer dans la salle des délibérations<sup>3</sup>; bien lointain et modeste hommage pour tant de brillants services<sup>4</sup>. — Nous pouvons donc conclure que dans ces sept années, de 1815 à 1822, sous les ministres modérés Richelieu, Lainé, Pasquier..., années de beaucoup les plus fécondes, comme aussi les plus difficiles, de toute cette époque d'accalmie réparatrice et de relèvement national, la Restauration mérita pleinement son beau nom, du moins dans la Gironde, avec « le grand préfet de Louis XVIII<sup>5</sup> », Camille de Tournon.

1. *Mémorial* du 18 janvier 1822, cité. Cf. sur ce même sujet, diverses lettres d'adieu, en particulier celle de la Chambre de commerce, 17 janvier 1822, citée.

2. Cf. *Mémorial* du 18 janvier 1822, cité. — Un distique composé par de Tranchère, directeur général des douanes de la Gironde, se répéta dans la ville avec succès :

« Bordeaux reconnaissante et fière de son nom,  
« A côté de Tourny, place déjà Tournon. »

*Arch. d'Aurilly.*

3. *Arch. d'Aurilly*. — Extrait des délibérations du Conseil général de 1858. — Cf. *lettre du préfet de la Gironde à Mme de Tournon*, lui annonçant ce vote et l'érection du buste, le 14 décembre 1858.

4. Ce buste se trouve encore dans la salle des délibérations de l'ancienne préfecture à Bordeaux. Il en existe une belle reproduction dans les salons de Mme la comtesse Jean de Chabannes La Palice, petite-fille du préfet (24, rue Barbet-de-Jouy, à Paris).

5. C. JULLIAN, *Histoire de Bordeaux*, p. 722.

VU LE 23 DÉCEMBRE 1913

*Le Doyen de la Faculté des lettres  
de l'Université de Paris*

A. CROISET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris*

L. LIARD.



# INDEX

## DES NOMS DE PERSONNES ET DE LIEUX<sup>1</sup>

### A

Abd-el-Kader, XXXII.  
 Adour (rivière de l'), 449, 450.  
 Agen, 147.  
 Agro romano, 440, 446.  
 Aillas (canton d'Auros), 326.  
 Albano (ville d'), 93.  
 Albon (marquis Antoine d'), 116.  
 Alexandre (négociant de Bordeaux), 492.  
 Ali-Bey (surnom de Randon), 147, 148, 151.  
 Alicante, 462.  
 Allier (dép<sup>t</sup> de l'), 155.  
 Ambès (bec d'), 349, 351, 455.  
 Ambès (marais d'), 467.  
 Ampère (inspecteur d'Académie), 511.  
 Andalousie, 428.  
 Andernos (canton d'Audenge), 237.  
 Anglès, 5.  
 Angoulême (duc d'), 11, 13, 14, 15, 25, 32, 36, 37, 38, 45, 51, 52, 54, 58, 79, 80, 193, 200, 246, 252, 283, 347, 494, 534, 540.  
 Angoulême (duchesse d'), 14, 17, 23, 28, 33, 36, 45, 54, 57, 59, 61, 71, 186, 193, 200, 219, 392, 539, 540.  
 Angoulême (ville d'), 318.  
 Aquitaine, 40, 201.  
 Arcachon, 250, 327, 328, 354, 355, 395, 427, 436, 438, 441, 443, 444, 445, 449, 457.  
 Arlac (lande d'), 535.  
 Armagnac (général d'), 24, 31, 32.  
 Arnoux (adjoint de Bordeaux), 212.  
 Artier (sœur), 386.

Arveyres (palus d'), 303, 456.  
 Athènes, 429.  
 Aubert (député des Cent-Jours), 204, 209.  
 Audenge (canton d'), 237, 446, 447.  
 Augsburg, 175.  
 Aulard (A.), IX.  
 Auros (canton d'), 345.  
 Auvergne, 181, 408.  
 Ausone (poète), 346.  
 Aviau (Mgr d'), XXIII, 71, 86, 203, 294, 297, 394, 395, 493, 494, 499, 500, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530.  
 Avignon, 20.  
 Avrilly (château d'), V, VI, XIII, XXX, 93.  
 Azema (complice de Randon), 151, 153, 155, 156.

### B

Bacalan, 281, 350.  
 Badin (ex-capitaine), 188.  
 Bagnères-de-Bigorre, 181.  
 Bagnères-de-Luchon, 181.  
 Balguerie Junior (Jean-Étienne), 28, 06, 207, 209, 309, 471, 474, 475, 546, Iguerie-Stuttenberg (Pierre), IV, 7, 28, 106, 209, 212, 223, 243, 283, 285, 286, 287, 449, 450, 454, 471, 472, 473, 483, 484, 487, 488, 492, 546.  
 alguerie-Sarget (maison), 473, 474, 486, 479, 480.  
 Barante (baron Prosper de), IV, 17, 39, 41, 51, 61, 73, 97, 99, 111, 112, 175, 176, 195, 197, 216, 248, 546, 547.

1. Quelques noms très souvent répétés, Tournon, Bordeaux, Gironde, de même que les destinataires des lettres du préfet, les nombreux auteurs de sources diverses cités au bas des pages, n'ont pas à prendre place dans cet index. — Ajouter les noms de personnes donnés par ordre alphabétique, à la Bibliographie, page XXIII, XXXIV et suiv.

- Barante (baron Claude de), XXI.  
 Babœuf (François-Noël), XXXII.  
 Barbé-Marbois (François, marquis de), XXXII.  
 Barcelone, 409.  
 Barèges, 180, 181.  
 Barennes (conseiller de préfecture), 16, 22, 37, 57, 90, 123.  
 Baron (officier de grenadiers), 17.  
 Barp (le, canton de Belin), 321, 449.  
 Barsac (canton de Podensac), 138, 140, 318.  
 Barthélemy (marquis François de), 179.  
 Barthéz (conseiller de préfecture), 57, 102, 106.  
 Bas-Rhin (département du), 154.  
 Basses-Pyrénées (département des), 121, 375.  
 Bastide (ex-officier), 148, 149, 150, 155.  
 Bastide (la), 45, 150, 151, 299, 318, 322, 323, 456.  
 Batré (conseiller de préfecture durant les Cent-Jours), 57, 75.  
 Baure (Saget de), 121.  
 Bavière, 81.  
 Bavoux (François, jurisconsulte), 184.  
 Bayonne, 20, 25, 26, 257, 317, 319, 321, 395, 409, 428, 446, 448.  
 Bayreuth, V, XXI; 6, 7, 69, 175, 181, 363, 550.  
 Bazadais (pays du), 138.  
 Bazas, 58, 88, 104, 119, 122, 138, 140, 204, 209, 249, 318, 319, 321, 324, 325, 326, 330, 331, 333, 360, 368, 374, 390, 444, 466, 505, 518, 520, 521, 527.  
 Beaubens (adjoint de Bordeaux), 212, 214.  
 Beauharnais (Eugène de), 81.  
 Beaulac (canton de Bazas), 319, 355.  
 Beaurech (canton de Créon), 519.  
 Béchade (Didier), 205, 209, 210, 212, 362, 471.  
 Béchevelle (marais de), 356, 454, 455.  
 Becquey, 5, 284, 288, 289, 294, 302, 314, 320, 448, 450, 451.  
 Bédérines (complice de Randon), 155, 156.  
 Begadan (canton de Lesparre), 237.  
 Bègles (canton de), 345.  
 Bel (Jean-Jacques), 536.  
 Belin (canton), 321, 322, 354, 446.  
 Bellicot (canton de Belin), 489.  
 Bellune (duc de), 262.  
 Benjamin-Constant, 548.  
 Bentham (père du philosophe Jérémie), 171, 172, 292.  
 Beresford (maréchal), 14.  
 Bergerac (ville de), 322, 323.  
 Bergerac (chef d'association à Bordeaux), 187, 188.  
 Bergeret (Pierre, peintre), 539.  
 Bernadon (Pierre), XX, 26, 32, 44, 53, 85, 157, 229, 313, 499, 535, 542.  
 Berry (duc de), 192, 247, 479, 540.  
 Berry (duchesse de), 133, 203, 220, 548.  
 Béziers, 150, 152.  
 Biganos (canton d'Audenge), 237.  
 Bilbao, 426.  
 Billaudel (Jean-Baptiste), 279, 284, 294, 546.  
 Blacas (duc de), 219.  
 Blanc-Dutrouilh (Pierre-Romain), 310, 311, 315, 424, 425, 546.  
 Blanquefort (département des Landes), 80.  
 Blanquefort (canton de la Gironde), 266, 326, 329, 345.  
 Blanquefort (marais de), 454.  
 Blayais (pays du), 88, 320, 334.  
 Blaye, 58, 64, 110, 122, 139, 144, 181, 204, 209, 243, 249, 256, 320, 321, 329, 333, 351, 352, 357, 360, 368, 374, 390, 444, 448, 466, 512, 520.  
 Blücher (maréchal) 6, 7.  
 Bodleian (bibliothèque, à Oxford), 116.  
 Bombay (ville de), 473.  
 Bommes (canton de Langon), 140.  
 Bonafé (cercle) 184, 185.  
 Bonfin (Michel-Jules, architecte), 339, 359.  
 Bord (papiers Gustave), 306.  
 Bordeaux (duc de), 200, 201, 212, 215, 258, 401.  
 Bordeaux (marais de), 454.  
 Borel (subrecargue), 476.  
 Bosc (Jean-Jacques, négociant), 471.  
 Boucher (Claude, intendant), 271.  
 Bourbons (Maison des), 196, 198, 200, 204, 233, 274, 296.  
 Bourbon (duc de), 11, 37, 193.  
 Bourg (chef-lieu de l'Ain), 82.  
 Bourg (canton de la Gironde), 67, 104, 324, 329, 330, 353, 505.  
 Bourgeois (pays du), 334.  
 Bouscant (le), 218.  
 Boyer (abbé), 529, 531.  
 Boyer (Jean), 425.  
 Brannes (canton) 322, 323.  
 Brède (la), 113, 331, 345.  
 Brédelet (ex-capitaine), 103.  
 Brégeas (de, propriétaire), 304.  
 Brémontier (Nicolas), 273, 340, 434, 435, 437, 442, 444.  
 Brémontier (jardin), 438, 443.  
 Brémontier (dune), 444.  
 Brest, 356, 472.  
 Bretagne, 128, 135, 143, 320.  
 Breteuil (Louis, baron de), 214, 215, 385, 402.  
 Brézets (baron de), 62, 75, 204, 209.  
 Broglie (Victor, duc de), 492, 547.  
 Brœue (de la), 22.

Brougham (lord), 114.  
 Bruges (marais de), 454.  
 Brune (maréchal), 20.  
 Bruneau (Mathurin), 163.  
 Brutails (J. A., directeur des Archives départementales de la Gironde), IV, XXII.  
 Bruxelles, 83.  
 Bubichon (négociant), 477.  
 Budos (canton de Podensac), 138, 140.

**C**

Cabarrus (Jean-Valère), 453.  
 Cadillac (canton), 196, 331, 345, 360, 362, 374, 383, 385, 391, 418, 419, 421, 518, 520, 528, 529.  
 Cadillac (sur Dordogne), 331.  
 Cadix, 426.  
 Camarsac (canton de Créon), 323.  
 Cambronne (général), 185, 186.  
 Campaniac (ex-conseiller de préfecture), 57.  
 Canning (Georges), 109, 113, 114, 115, 116, 117, 291, 375, 496, 534, 550.  
 Cantal (département du), 408.  
 Cantenac (canton de Castelnau-de-Médoc), 329.  
 Capitole (le), 7.  
 Captieux (canton), 319, 417, 445.  
 Caraman (Philippe, prince de), 219.  
 Carbon (abbé), 531.  
 Carbon-Blanc (canton), 318, 322, 324.  
 Cardan (canton de Cadillac), 528, 529.  
 Carles (Vital de), 393.  
 Carnot (Lazare), 522.  
 Carnot (famille), XXXII.  
 Casimir-Périer, 217.  
 Cassaigne (complice de Randon), 155, 156, 157.  
 Castanos (général), 53.  
 Casteljaloux (Lot-et-Garonne), 324, 331.  
 Castelnau (de, conseiller de préfecture), 57, 265, 266.  
 Castillon (éditeur à Bordeaux), 184.  
 Castillon (canton), 249, 322, 345.  
 Castres (canton de La Brède), 138, 318, 331, 352, 417.  
 Caudairan (canton de Blanquefort), 324, 320.  
 Caudrot (canton de Saint-Macaire), 505.  
 Cauterets, 180.  
 Cavaignac (famille), XXXII.  
 Cave, 499, 500.  
 Cayenne, 472.  
 Caze, 75.  
 Cazeau (île du), 349.  
 Céleste (Raymond), IV.  
 Cenon (marais de), 456.

Cenon (commune, canton du Carbon-Blanc), 299.  
 Cérons (canton de Podensac), 318.  
 Cessac (canton de Targon), 237.  
 Cestas (canton de Pessac), 237.  
 Chabannes la Palice (comte Jean de), III.  
 Chabannes la Palice (comtesse Jean de), III, 531.  
 Chabrol (comte de, préfet du Rhône), 90.  
 Champagny (Jean, duc de Cadore), XXXII.  
 Chandernagor, 474.  
 Changarnier (général), XXXII.  
 Charente (rivière), 268, 449.  
 Charente (département), 154.  
 Charente-Inférieure (département), 151, 289, 318, 319, 326, 321, 392.  
 Charles VII, 305.  
 Charles X, 539.  
 Chateaubriand, 119, 219, 399.  
 Châtellerault, 150.  
 Chauvet (archiviste de la Gironde), IV, XII.  
 Chenantais (complice de Randon), 155, 156.  
 Chicou-Bourbon (conseiller de préfecture), 57, 58.  
 Chine, 474, 475, 476.  
 Choiseul (comte César de), 193.  
 Chollet (comte), 71.  
 Church (consul des États-Unis), 356, 357.  
 Cicé (archevêque Champion de), 386.  
 Ciron (rivière), 108, 138, 351, 353, 354, 355, 447.  
 Clauzel (général), II, IX, XII, 15, 16, 18, 18, 20, 21, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 38, 40, 41, 44, 47, 49, 54, 96, 102, 167, 222, 260, 307, 308, 309, 543.  
 Clauzel (Mme), 31.  
 Clavel (Georges), IV.  
 Claveyson (département de la Drôme), V, 221, 458, 547.  
 Clermont (comte de), 193.  
 Cochinchine, 474, 475, 476.  
 Coëtlosquet (général comte de), 36, 37.  
 Coiffard (percepteur de Lesparre), 236.  
 Colbert, 305, 511.  
 Combes (architecte), 391.  
 Consalvi (cardinal), 4.  
 Constant (Benjamin), 161, 183.  
 Conteneuil (baron de, premier président de la cour royale à Bordeaux), 297, 498.  
 Conteneuil (Victorin de, sous-préfet de Blaye), 58.  
 Corbière, 196, 214, 215, 219, 221.  
 Cordouan (tour de), 352.  
 Cornas (vin de), 92.

Corneille, 542.  
 Cortez (constitution des), 198.  
 Coudert (imprimeur), 182.  
 Courtau (lande de la), 448.  
 Courleault (Paul), IV, XX.  
 Coutard (jardin), 397.  
 Coutras (canton), 319, 324, 331.  
 Créon (canton), 324, 331, 345.  
 Croix (marquise de), IV.  
 Croix-d'Ilins (canton de Pessac), 328, 447.  
 Curcier (négociant), 229.  
 Curto (général, baron), 185.  
 Cuvier, 509.  
 Cypressat (côte du), 322.

## D

Damas-Crux (Etienne-Charles, duc de), 25, 32, 36, 37, 38, 40, 41, 540.  
 Dantzig, 216.  
 Dardelle, 77.  
 Dargelas (Raymond), 535.  
 Daru (comte Napoléon), XXXII.  
 Davout (maréchal), 9.  
 Dauphiné, V.  
 Decaen (général), 243.  
 Decaze (premier président de la Société d'agriculture de Libourne), 468.  
 Decaze (Elie, duc), II, III, IX, XX, XXXIII, 8, 51, 67, 80, 83, 91, 98, 99, 100, 101, 102, 113, 119, 120, 121, 122, 124, 141, 142, 143, 144, 145, 147, 153, 154, 155, 157, 166, 167, 174, 175, 177, 178, 179, 180, 182, 185, 188, 191, 192, 193, 196, 197, 205, 218, 263, 262, 253, 300, 301, 384, 408, 420, 423, 426, 427, 467, 468, 471, 472, 473, 474, 476, 479, 480, 481, 493, 502, 517, 518, 522, 526, 538, 539, 549, 540.  
 Degrauges-Bonnet (avocat général), 539.  
 Dejean (général), 6.  
 Delacroix (préfet de Bordeaux), 342, 458.  
 Delacroix (Eugène, peintre), 458.  
 Delaveau (directeur de la police), 215.  
 Delille (abbé), 533.  
 Delille-Séjourné (rédacteur de *la Ruche d'Aquitaine*), 534.  
 Denis (Ernest), IV.  
 Denucé (dame Charron), 17.  
 Derancy (conseiller de préfecture), 37.  
 Deseine (Louis-Pierre, sculpteur), 539.  
 Desbrosse (abbé), 525.  
 Deschamps (Claude, ingénieur), 279, 280, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 280, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 301, 302, 303, 304, 348, 349, 350, 362, 449, 450, 451, 546.  
 Desfourniels (Jacques-Antoine), 191, 204,

213, 214, 283, 333, 362, 373, 381, 402, 471, 546.  
 Dessolles (général marquis Jean), 175, 179, 190, 191, 399.  
 Deston (directeur des contributions directes), 529.  
 Deux-Siciles, 482.  
 Didier (Jean-Paul), 119.  
 Dieppe (arrondissement de), 150.  
 Djin-Lung (empereur de Cochinchine), 476.  
 Dordogne (département), 353.  
 Dordogne (rivière), 135, 287, 292, 300, 302, 304, 318, 323, 330, 349, 351.  
 Drée (comte de), 58.  
 Drée (château de, Saône-et-Loire), XXXIII.  
 Dronne (rivière), 353.  
 Drot (rivière), 351, 353, 354.  
 Dubois (baron Paul, chirurgien), 139, 193.  
 Dubois (Dieudonné, préfet de la Gironde), 458, 534.  
 Ducaunnès-Duval (Pierre-Ariste, directeur des archives municipales de Bordeaux), IV.  
 Duclos (abbé), 531.  
 Ducos (fils du conventionnel), 183.  
 Ducourneau (négociant), 478.  
 Dudon (baron), 217.  
 Dufault (femme, complice de Randon), 155, 156.  
 Dufort (négociant), 51, 52, 119, 121, 122.  
 Dufour (général), 147.  
 Dumaine, 104.  
 Dumoulin (procureur du roi), 42.  
 Dupont (général), 32.  
 Dupré de Saint-Maur (Nicolas, intendant), 271, 278, 306, 460, 482.  
 Dupuytren (baron Guillaume, chirurgien), 193.  
 Duranthon (femme, surnommée *M<sup>me</sup> An-niche*), 203.  
 Duras (canton de Lot-et-Garonne), 324, 325.  
 Durassier (propriétaire), 354.  
 Durfort (conseiller municipal de Bordeaux), 212.  
 Dussumier-Fontbrune (député de la Gironde), 28, 52, 53, 71, 94, 117, 122, 123, 191, 204, 206, 209, 212, 283.

## E

Eaux-Bonnes, 180.  
 Edgeworth (abbé), 539.  
 Ekmülh (prince d'), 9.  
 Elbe (île d'), 150, 470, 509.  
 Emerigon (Marc-Pierre, avocat), 114, 212.



Entre-deux-mers (région de l'), 78, 88, 323, 326, 334, 344, 354.  
Épernon (duc d'), 19, 418.  
Escure (Pierre d'), sous-préfet de Bazas, 58.  
Este (villa d'), 93.  
États-Romains, 482, 492.  
Etauliers (canton de Saint-Ciers-la-Lande), 320, 321, 448, 454.  
Etauliers (marais d'), 454.  
Exelmans (général), 7.  
Eymet (Dép<sup>te</sup> de la Dordogne), 80.  
Eyran (palus d'), 456.

F

Fabre (Louis, négociant), 362, 381, 421.  
Faucher (frères), 36, 41, 42, 43, 44, 548.  
Faucher (César), 41, 42, 43.  
Faucher (Constantin), 42.  
Fauchet (baron, préfet de l'Empire), 16, 37, 342, 458.  
Feltre (duc de), 259, 308.  
Fénelon (œuvre de), 408.  
Féret (Édouard), III, XXXIV.  
Ferret (cap.), 435, 436, 437, 438, 439, 441, 443.  
Fieffé (Charles Montgey de Livreville), 75, 104, 540.  
Fieffé (Eugène, écrivain), XXXII.  
Filhot de Marans (député de la Gironde), 52, 53, 117, 123, 333.  
Flauyagues (canton de Pujols), 520.  
Fleming (comte de), 6.  
Floirac (canton du Carbon-Blanc, 290, 331, 352, 456.  
Fonfrède (Henri, fils du conventionnel), 183.  
Fontainebleau (château de), 450.  
Fontarabie (village du Blayais), 320, 321.  
Forbin-Janson (Charles-Auguste, évêque, comte de), 496, 547.  
Forcade libéral bordelais), 75, 103.  
Fouché, 5, 9, 28, 41, 53, 96, 97, 99, 100.  
Fouquet (complice de Randon), 155, 156.  
Fragonard (Alexandre, peintre), XXXII.  
Franchet (directeur de la police), 215.  
Francisco (don, infant d'Espagne), 171.  
Frascati, 93.  
Frayssinous (Denis, évêque), 509.  
Fressynet (Philibert, général), 6.  
Fronsac (canton), 502.  
Furtado (Abraham, adjoint à Bordeaux), 115.

G

Gabrielli (cardinal), 4.  
Gaillard (ex-lieutenant de police), 62, 96, 97.

Gaillard (papiers), 9.  
Galineau (de, ex-président du tribunal de première instance), 62.  
Galopin (Arnould), 163.  
Gambie (colonie), 475.  
Gard (ville de), 6.  
Gange (fleuve du), 472.  
Gard (départ<sup>mt</sup> du), 114, 492.  
Garonne (rivière), 135, 138, 139, 141, 142, 278, 289, 291, 294, 299, 305, 307, 318, 349, 323, 324, 330, 331, 349, 350, 351, 352, 449, 450, 487.  
Garreau (Pierre, conventionnel), 103.  
Garosse (département des Landes), 449.  
Gary (préfet de la Gironde), 233, 458.  
Gary (jardin), 460.  
Gascogne province de, 142.  
Gascogne (golfe de), 426, 441, 442, 471.  
Gaudillère (François), IV.  
Gaudran, 306.  
Gauthier (Jean-Élie, négociant), 22, 106, 405, 492.  
Gébelin (directeur de la bibliothèque de la ville, à Bordeaux), IV.  
Geiseler (négociant luthérien), 492, 494, 496, 499.  
Génélar (château de, Saône-et-Loire, IV, VI, VII, XIII, 4, 9, 93, 99, 221.  
Georges III (roi d'Angleterre), 171.  
Georges (Mlle Marguerite, actrice), 542.  
Gérando (baron de), 287.  
Gérard (baron François, peintre), 340, 539.  
Géraud (Edmond), IV, XXXI, 93, 94, 182, 192, 207, 208, 532, 533, 534.  
Gers (départ<sup>mt</sup> du), 375.  
Gères de Camarsac (sous-préfet de Lesparre), 58, 67.  
Gibean (lieu du, canton de Guîtres), 477.  
Gilly (général comte Jacques), 82.  
Girardin (notaire), 306.  
Gironde (fleuve), 292, 349, 351, 352, 396, 449, 457.  
Gironde (canton), 519.  
Glocester (duc de, 171, 292, 375, 479, 534.  
Gluck (Christophe, compositeur), 542.  
Gneisenau (Auguste, général comte de), 6.  
Gobillet (complice de Randon), 155, 156, 157.  
Gombault (ex-capitaine de gendarmerie), 187.  
Gourgues (vicomte Marie-Joseph de), XX, 61, 62, 100, 123, 165, 213, 297, 310, 311, 313, 381, 400.  
Gouvion-Saint-Cyr (Laurent, maréchal de France), 9, 40, 165, 173, 191, 262, 438.  
Gradignan (canton de Pessac), 266, 321, 322, 467.

Gradis (maison David), 471.  
 Graillan (marais de), 456.  
 Grammont (Jacques, maire de Bordeaux en 1815), 37, 61.  
 Granger (propriétaire de Bazas), 521.  
 Gras (Jean-Baptiste, archiviste), 343.  
 Grave (pointe de), 351, 437.  
 Grave (château de la), XXXIII.  
 Graves (vignobles des), 344.  
 Grenoble, 82, 102, 104, 119, 184.  
 Grégoire (abbé), 190.  
 Grèze (La, sous-préfet de Libourne), 58.  
 Grignols (canton de), 324.  
 Gros (Antoine, baron, peintre), 539.  
 Grouchy (maréchal, marquis de), 5.  
 Guadeloupe, 423, 424, 470, 471, 472, 479.  
 Guérin (complice de Randon), 455, 456.  
 Guestier (Daniel, négociant), 106, 123, 133, 191, 204, 209, 212, 245, 285, 471, 492, 546.  
 Guiche (duc de), 24, 25, 30, 34, 32, 36, 37.  
 Guillac (canton de Libourne), 256.  
 Guitres (Jay de), 187, 205, 209.  
 Guitres (canton de), 177, 249, 331.  
 Guizot, 5.  
 Guyan (canton de La Teste), 329.  
 Guyon (abbé), 498.  
 Guyenne (province de), 271, 278, 317, 447.

## H

Haïti (île de), 481.  
 Hambourg, 407.  
 Hameau (docteur Jean), 442.  
 Hamel (vicomte André-Victor du), 61, 123.  
 Hamel (comte Louis du), 209, 210.  
 Harlé (Edouard, directeur des Archives de l'Académie de Bordeaux), IV.  
 Haussez (Charles Lemercier de Longpré, baron d'), 214, 215, 224, 329, 402, 450, 451, 457, 550.  
 Hauthrion (canton de Bordeaux), 328.  
 Haute-Garonne (département de la), 142.  
 Haute-Vienne (département de la), 375.  
 Havre (Le), 133, 487, 472, 477, 481.  
 Henri IV, 48, 111, 162, 200, 202, 453, 463.  
 Hérault (département de l'), 154.  
 Hercule, 368, 446.  
 Hermitage (vin de l'), 92.  
 Hollande (polder de), 454.  
 Hôpital (l', canton de Saint-Vivien), 436, 437, 438, 441, 443.  
 Horn (cap), 475.  
 Hospitalet (canton de Belin), 322.  
 Houdetot (Frédéric, comte d'), 4.  
 Hourtin (étang de), 88, 353, 438, 443, 457.  
 Hourtin (village de, canton de Saint-

Laurent-de-Médoc), 435, 437, 443, 445.  
 Hovy (Henri, négociant), 106, 477, 492.

## I

Ichon (agent de police), 205, 209.  
 Ile-de-France, 471.  
 Illats (canton de Podensac), 138, 140.  
 Indes (les), 470, 472, 473, 475.  
 Irun (Espagne), 428.  
 Isle (rivière de l'), 328, 351, 353.  
 Isola-Bella, 93.  
 Ivrac (canton du Carbon-Blanc), 304.

## J

Jenner, 429.  
 Joanny (sous-officier), 188.  
 Joinville (Pierre de), IV, 476.  
 Johnston (William, négociant), 471.  
 Jordaëns (Jacob, peintre), 537.  
 Jouannet (François-René), VIII, XXXIV, 346, 533.  
 Jullian (Camille), IV, XXXIV, 295, 305.

## L

Labadie (Ernest, bibliophile, à Bordeaux), IV.  
 Labadie (Jean-Baptiste), 462.  
 Labbé (Pierre-Auguste, architecte), 343.  
 Laborde (général), 41.  
 Labrouë (de, adjoint de Bordeaux), XX, 31, 37, 96, 97, 212.  
 Lacanau (étang de), 88, 353, 438, 443, 457.  
 Lacanau (village de), 447.  
 Lacaze (Gaston, maire de Libourne), 121, 122, 205, 539.  
 Lacroix (Michel, architecte), 315.  
 Lacombe (Jean-Baptiste, terroriste), 80.  
 Lacombe (chevalier Bernard de), 468, 546.  
 Lacombe (abbé Jean-Baptiste), 523, 528.  
 Lacour (Pierre, peintre), 537, 538, 546.  
 La Fayette (général marquis de), 161, 199.  
 Lafitte (marais de), 455.  
 Lainé (Ministre de l'Intérieur), III, IX, XX, XXXII, 7, 51, 52, 57, 60, 66, 67, 77, 80, 106, 113, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 132, 133, 134, 135, 136, 141, 142, 143, 144, 145, 154, 156, 159, 175, 176, 177, 181, 188, 191, 196, 205, 209, 216, 222, 233, 244, 244, 253, 255, 275, 284, 286, 287, 300, 302, 304, 308, 310, 311, 337, 340, 353, 375, 383, 384, 389, 392, 395, 401, 405, 418, 424, 425, 426, 436, 439, 444, 449, 450, 452, 457, 461, 472, 473, 475, 481, 482, 487, 496, 509, 515,

516, 517, 519, 525, 526, 528, 529, 530, 531, 534, 536, 537, 538, 546, 550, 551.  
**Lalesque** (adjoint au maire de La Teste), 440.  
**Lamoignon** (Chrétien-René, marquis de), 454, 456.  
**Landes** (département des), 175, 321, 464.  
**Landié** (ex-lieutenant), 187, 188.  
**Landiras** (canton de Podensac), 140.  
**Lane** (capitaine de navire), 83.  
**Langoiran** (canton de Cadillac), 324, 331.  
**Langon** (canton), 20, 139, 249, 318, 319, 321, 331, 333, 363, 356, 357, 360, 374, 390, 417.  
**Languedoc**, 82, 142.  
**Lanton** (canton d'Audenge), 237.  
**Larose** (rédacteur à *la Ruche d'Aquitaine*), 207.  
**Larrouy** (proviseur du Collège royal de Bordeaux), 513, 516.  
**Lastour** (comte de), 23, 35, 36.  
**Laterrade** (Jean-François), 535.  
**Latour-Maubourg** (général de), 191, 218.  
**Lavigne** (directeur du *Mémorial bordelais*), 182.  
**Léaumont** (Nicolas-Marie de), 306.  
**Leblanc-Noguès**, 333.  
**Lecamius** (agent de police), 147, 148, 149.  
**Lee** (William, consul des États-Unis), 83.  
**Lefebvre** (maréchal, duc de Dantzig), 167.  
**Leige** (canton d'Audenge), 237, 437, 443, 457.  
**Leipzig** (bataille de), 9.  
**Lemaire** (complice de Randon), 155, 156.  
**Léogats** (canton de Langon), 140.  
**Lespare** (ville de), 58, 64, 66, 67, 79, 80, 82, 103, 144, 204, 209, 236, 249, 324, 325, 326, 329, 333, 444, 446, 466, 467.  
**Lesparre** (arrondissement de), 88, 198.  
**Lesparre** (marais de), 454.  
**Lespian** (abbé), 493, 494.  
**Letellier** (conseiller de préfecture), 57, 383.  
**Levis-Mirepoix** (comte de), 123.  
**Leyre** (rivière de la), 289, 321, 328, 351, 354, 355, 395, 395, 446, 447.  
**Lhote** (complice de Randon), 155, 156, 157.  
**Libournais** (pays du), 88.  
**Libourne**, 39, 58, 64, 67, 80, 104, 121, 122, 139, 144, 177, 178, 193, 205, 209, 229, 230, 243, 256, 262, 278, 299, 300, 301, 302, 303, 120, 323, 324, 325, 326, 330, 331, 333, 342, 345, 353, 360, 368, 374, 391, 434, 466, 467, 468, 493, 505, 518, 520, 522, 538.  
**Limoges**, 103.  
**Linné**, 535.  
**Lipostey** (département des Landes), 322.

**Lisbonne**, 113.  
**Loirac** (canton de Saint-Vivien), 237.  
**Loire** (fleuve), 351.  
**Loire-Inférieure** (départ. de la), 154, 312.  
**Londres**, 81, 477.  
**Lopès-Dubec** (Benjamin, négociant), 106, 471, 492.  
**Lorient**, 356.  
**Lormont** (canton du Carbon-Blanc), 32, 181, 324.  
**Lot-et-Garonne** (départ. du), 142, 154, 289, 464.  
**Louis** (architecte), 306, 541.  
**Louis** (baron, ministre des finances), 175, 191, 283, 317, 344, 363.  
**Louis** (saint), 202.  
**Louis XIII**, 453.  
**Louis XIV**, 200, 305, 453.  
**Louis XV**, 271, 278.  
**Louis XVI**, 19, 75, 80, 114, 162, 178, 271, 296, 306, 311.  
**Louis XVII** (affaire), 160, 161, 162.  
**Louis XVIII**, 6, 16, 20, 27, 40, 71, 111, 120, 121, 144, 154, 178, 200, 216, 222, 294, 301, 309, 509, 539, 540, 546, 547.  
**Lumbroso** (collection), 9.  
**Lur Saluces** (député de la Gironde, comte Louis Alexandre de), XX, 36, 37, 52, 53, 117, 209, 210, 213.  
**Lynch** (comte Jean-Baptiste), 11, 14, 37, 61, 71, 275, 311, 347, 498.  
**Lyon**, 81, 82, 102, 148, 153, 167, 175, 220, 221, 222, 319, 337.  
**Lyonnais** (le), 181.

## M

**Macon** (canton de Blanquefort), 329.  
**Macdonald** (maréchal, Alexandre, duc de Tarente), 9.  
**Madelin** (Louis), I, IV, VI, XXV, 4, 9.  
**Madrid**, 427, 428.  
**Maillères** (Guillaume-Nicolas, notaire), 405.  
**Maitre** (chef de cabinet de Lainé), 471, 488.  
**Malmaison** (château de la), 8.  
**Manche** (la), 114.  
**Manuel** (Jacques-Antoine), 161.  
**Marbot** (général, baron de), VI.  
**Marbotin** (de, conseiller municipal de Bordeaux), 212.  
**Marcellus** (Marie-Louis-Auguste de Martin du Tirac, comte de), 52, 53, 117, 122, 123, 186, 204, 209.  
**Marie-Antoinette**, 114, 162.  
**Marmande** (Lot-et-Garonne), 217.  
**Mars** (Mlle, actrice), 542.  
**Marsan** (pavillon de), 6, 253.

Marseille, 132, 428, 482.  
 Martignac (J.-B. Sylvère-Gaye de), 22, 191, 204, 205, 217, 218.  
 Martin (propriétaire), 355.  
 Martin (fils, pasteur protestant), 522, 546.  
 Martinique (la), 470, 471.  
 Mattei (cardinal), 4.  
 Maury (capitaine de gendarmerie), 42.  
 Maury (complice de Randon), 150, 151, 156, 157.  
 Mazer (propriétaire), 355.  
 Méditerranée, 424.  
 Médoc (région du), 78, 88, 92, 139, 329, 344, 349.  
 Meller (Pierre), IV, XXXI.  
 Mellet (général comte de), 297.  
 Mendès (négociant), 492.  
 Menjaud (Alexandre, peintre), 539.  
 Mérignac (canton de Pessac), 324.  
 Merveilloux (complice de Randon), 155, 156.  
 Metz, 82.  
 Meudon, 7.  
 Mignard (Pierre, peintre), 439.  
 Mios (canton d'Audenge), 237, 446.  
 Mobile (ville), 167.  
 Mogador, 132.  
 Moinebeau (affaire Randon), 148.  
 Moissac (Tarn-et-Garonne), 132.  
 Monbadon (pair de France, Lafaurie de), 64, 71, 297.  
 Monsieur (comte d'Artois), 193, 215, 219, 220, 222, 353, 256, 539, 540, 548.,  
 Montaigne (château de), 181.  
 Montaigne (portrait et buste de), 340, 539.  
 Montalembert (Louis-François-Joseph, comte de), 23, 30, 31, 36.  
 Montalivet (Jean-Pierre, comte de), 4, 93.  
 Montdenard (de, adjoint de Bordeaux), 212.  
 Montauban, 320.  
 Mont-de-Marsan, 318, 321.  
 Montesquieu, 113, 331, 339, 462, 539.  
 Montesquiou (abbé François, duc de), 4, 522.  
 Montferrand (marais de), 453.  
 Montjau (Madier de), XXXII.  
 Montlieu (Charente-Inférieure), 324, 329.  
 Montmirail (Mangin de), 306.  
 Montmorency (Mathieu, duc de), 219.  
 Montpellier, 20, 535.  
 Montségur (canton), 249, 324, 360, 371, 390, 519.  
 Moron (rivière du), 353.  
 Moscou, 216.  
 Mounier (Claude-Philippe, baron), IX,

XXXII, 5, 178, 197, 198, 205, 212, 339, 369, 408, 481, 538, 539.  
 Montardier (abbé), 529, 531.  
 Munkacs (ville de Hongrie), V.  
 Mussy (publiciste, Guéneau de), 509.

## N

Nantes, 150, 153, 320, 427.  
 Napoléon <sup>(1)</sup>, 3, 4, 7, 8, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 26, 28, 47, 56, 59, 60, 75, 76, 77, 79, 96, 97, 100, 116, 119, 147, 148, 149, 150, 151, 166, 167, 187, 258, 278, 280, 307, 319, 342, 409, 410, 449, 509, 546, 547, 548.  
 Napoléon II, 26, 81.  
 Navarre (Charles de), 163.  
 Navarre (province de), 230, 257.  
 Necker (Mme), XXXII.  
 Nérac (Lot-et-Garonne), 132.  
 Neuilly (pont de), 278.  
 Nevers (sœurs de), 362, 385, 386.  
 Nîmes, 79, 82, 114, 492.  
 Ninons (commissaire-priseur), 147.  
 Noailles (famille de), XXXII.  
 Noaillan (canton de Villandraut), 138, 140.  
 Normandie, 133.  
 Noslitz (général comte), 6.  
 Nouvelle-Orléans (ville de la), 167.

## O

Olgivie (commissaire-ordonnateur anglais), 473, 474.  
 Orcins (marais d'), 456.  
 Orléans (ville d'), 9, 278.  
 Orléans (famille d'), XXXII.  
 Orléans (duc et duchesse d'), 493.  
 Oudinot (maréchal, duc de Reggio), 5.  
 Oxford, 116.

## P

Pallières (Léon, peintre), 539.  
 Panceмонт (Adèle de, épouse du préfet), 92.  
 Panceмонт (Charles de, sous-lieutenant au 9<sup>e</sup> cuirassiers), 216.  
 Panceмонт (Hippolyte de, sous-lieutenant au 9<sup>e</sup> cuirassiers), 216.  
 Panelli (révolutionnaire), 102.  
 Parempuire (marais de), 454.  
 Parme (duchesse de), 148.

1. Les pages où se trouvent les mots *Bonaparte* et *Buonaparte* sont indiquées ici, avec celles qui portent le mot *Napoléon*.



Parmentier (Antoine, agronome), 461.  
 Pasquier (Etienne-Denis, duc), XXXI,  
 4, 5, 6, 8, 39, 40, 47, 120, 175, 176, 191,  
 317, 400, 509, 546, 551.  
 Pasquier (duc d'Audiffred), IV.  
 Pastoret (comte Amédée de), 193.  
 Pataras (île de), 423.  
 Pau (ville de), 180.  
 Pauillac, 104, 113, 237, 281, 329, 352,  
 357, 423, 427, 431, 472, 539.  
 Pavillon (le, Entre-deux-mers), 324, 331.  
 Péaget (complice de Randon), 155, 156,  
 157.  
 Pégot (général), 31, 32.  
 Pellegrue (canton), 330.  
 Pennell (consul anglais), 473.  
 Périgueux, 301, 319, 353.  
 Pessac (canton), 237, 264, 324, 328, 345.  
 Peyronnet (Charles, comte de), 22, 51,  
 62, 72, 219, 220.  
 Pézen (lande de), 329.  
 Philadelphie, 32, 76, 167.  
 Philippon (père, négociant), 209, 475.  
 Philippon (fils), 207.  
 Picard (lieutenant-colonel), IV.  
 Piccini (compositeur), 542.  
 Pichon-Longueville (baron Raoul), 212.  
 Pie VI, 162.  
 Pierre-Pierre (commissaire général de  
 police), 119, 120.  
 Pierrugues (Chevalier P.), 347.  
 Pietro (cardinal di), 4.  
 Pirly (Thomas, sous-préfet de la Réole),  
 42, 58.  
 Plagne (port de), 324.  
 Plassac (port de), 351.  
 Podensac (canton), 139, 237, 318, 345.  
 Poitevin (Pierre, architecte), 420, 504.  
 Poitiers, 150.  
 Poitou (province du), 128, 135, 320.  
 Pondichéry, 472.  
 Pontet (Pierre-Bernard), 52, 53, 71, 94,  
 117, 204, 209.  
 Pontins (Marais), 88, 440, 446.  
 Porge (canton de Castelnau de Médoc),  
 505.  
 Porge (étang du), 457.  
 Portal (Pierre-Barthélemy, baron), 121,  
 122, 175, 176, 362, 471, 540.  
 Preignac (canton de Podensac), 138,  
 139, 318, 324, 325, 326, 331.  
 Prévost (commissaire de police de la  
 Rochelle), 151, 152.  
 Provence, 142.  
 Pujols (canton de Podensac), 138, 140.  
 Pujos (éditeur de la Tribune), 183.  
 Puy (diocèse du), 523.  
 Puy-de-Dôme (département du), 408.  
 Puysegur (comte de), 72, 94, 253, 255,  
 Pyrénées, 180, 181, 444, 464.

## Q

Queyrac (canton de Lesparre), 237.  
 Queyrac (marais de), 454.  
 Queyries (plaine de), 291, 344.  
 Quinault, 542.  
 Quinson (peintre), 539.

## R

Racine, 542.  
 Raggi (Nicolas-Bernard, sculpteur), 339,  
 539.  
 Ramel (Jean-Pierre, général), 20.  
 Randon, XX, 77, 82, 108, 129, 146, 148,  
 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156,  
 157, 549.  
 Rateau (baron Auguste, procureur  
 général), 42.  
 Rauzan (abbé), 496, 498.  
 Ravez, XX, 22, 43, 51, 52, 77, 114, 120,  
 121, 122, 123, 124, 191, 205, 207, 209,  
 216, 222, 297, 340, 381, 534, 540.  
 Raynes (baron de, colonel de gendar-  
 merie), 72.  
 Rayoneau (Blayais), 321.  
 Rendu (inspecteur du Collège royal),  
 511.  
 Rennes, 496.  
 Renoult (complice de Randon), 155,  
 156.  
 Réole (ville de La), 41, 42, 58, 64, 87, 89,  
 122, 139, 204, 209, 229, 249, 256, 320,  
 324, 325, 330, 333, 351, 353, 360, 374,  
 390, 434, 466, 505, 518, 520.  
 Révolat (docteur), 382.  
 Rhône (départ), VII.  
 Rhône (fleuve), 90, 148, 351.  
 Ribadieu (Henry), 419.  
 Richelieu (Louis-Armand Duplessis, duc  
 de, maréchal de France), 541.  
 Richelieu (Armand-Emmanuel, duc de),  
 II, III, XX, 90, 174, 175, 178, 200, 204,  
 213, 216, 217, 218, 219, 222, 278, 311,  
 346, 375, 393, 395, 396, 397, 399, 401,  
 439, 449, 450, 473, 481, 540, 551,  
 Rignoux (général), 20.  
 Rivaille (femme), 203.  
 Rivière (La, canton de Fronsac), 331.  
 Rivière (libéral bordelais), 499.  
 Robespierre, 80.  
 Robin (peintre), 541.  
 Roche-Chalais (La, Charente), 80, 324,  
 331.  
 Rochefort, 8, 281, 427, 472.  
 Rochelle (La), 32, 151, 152, 153, 268,  
 320, 427, 472.  
 Rodez (diocèse de), 523.

Rodrigues (négociant), 106, 492.  
 Rodrigues (fondateur du *Museum*), 184, 534.  
 Romagnesi (sculpteur), 539.  
 Rome, V, VI, VII, XXV, XXX, 3, 4, 6, 7, 49, 57, 67, 91, 93, 181, 258, 265, 269, 346, 363, 429, 453, 487, 547, 549, 550, 561.  
 Romilli (sir Samuel), 114.  
 Roquefeuille (capitaine Camille de), 476.  
 Roquefort (grandes landes), 447.  
 Rouen, 133, 161, 477.  
 Roulhet (complice de Randon), 155, 156.  
 Roussillon, 53.  
 Roy (Antoine, comte), 175, 191, 219.  
 Royan, 423, 427.  
 Royer-Collard (Pierre), 509.

## S

Sabine (montagnes de la), 88.  
 Sacchini (Antoine, compositeur), 542.  
 Sacy (Antoine-Isaac, baron Silvestre de), 509.  
 Sade (marquis de), XXXII.  
 Saget (Louis-Joseph de, avocat), 114.  
 Saige (hôtel), 92.  
 Saint-André-de-Cubzac (canton), 10, 137, 237, 300, 301, 118, 324, 331, 357, 417.  
 Saint-André-du-Bois (canton de Saint-Macaire), 330.  
 Saint-Aubin (canton de Saint-Ciers-la-Lande), 320, 417.  
 Saint-Avit-du-Moiron (canton de Sainte-Foy), 495.  
 Saint-Ciers-la-Lande (marais de), 454.  
 Saint-Domingue (île de), 13, 470, 481.  
 Sainte-Foy (canton 79, 80, 103, 104, 110, 157, 249, 322, 323, 324, 325, 330, 351, 353, 360, 374, 390, 494, 495, 496, 518, 520).  
 Sainte-Foy-les-Lyon (Rhône), 221.  
 Sainte-Hélène (île de), 119, 148, 167, 447, 505.  
 Sainte-Luce (port de), 351.  
 Sainte-Lucie (île de), 470.  
 Saint-Emilion (canton de Libourne), 505.  
 Saintes (Charente-Inférieure), 320.  
 Saint-Estèphe (canton de Pauillac), 237, 505.  
 Sainte-Terre (canton de Castillon), 425.  
 Saint-Flour (départ du Cantal), 523.  
 Saint-Jean-d'Angély, 32.  
 Saint-Jean-de-Blagnac (canton de Pu-jols), 330.  
 Saint-Jean-de-Luz, 20.  
 Saint-Julien (canton de Pauillac), 237, 329.  
 Saint-Laurent (canton), 237, 329, 455.  
 Saint-Loubès (palus de), 456.  
 Saint-Macaire (canton), 249, 289, 324, 325, 330, 331, 345, 353, 360, 374, 390.  
 Saint-Magne (canton de Belin), 520.  
 Saint-Malo, 320, 454.  
 Saint-Médard (canton de Coutras), 320.  
 Saint-Médard d'Eyrans (canton de La Brède), 417.  
 Saint-Médard d'Eyrans (palus de), 456.  
 Saint-Médard-en-Jalle (canton de Blanquefort), 324, 326, 331, 447.  
 Saintonge, 150, 152.  
 Saint-Peray (vin de), 92.  
 Saint-Pétersbourg, 175.  
 Saint-Pey-d'Armens (canton de Castillon), 323, 324.  
 Saint-Sauveur (canton de Pauillac), 67.  
 Saint-Savin (canton), 324, 329.  
 Saint-Seurin (marais de), 454.  
 Saint-Vivien (canton), 329.  
 Saint-Vivien (marais de), 454.  
 Salle (Alexandre de la, sous-préfet de Libourne), 39, 58, 67.  
 Salles (canton de Belin), 446.  
 Salles (forêt de), 354.  
 Sandwich (îles), 475.  
 Sardaigne, 482.  
 Sarget (Jean-Auguste, baron), 333, 362, 455, 471.  
 Saucats (canton de La Brède), 447.  
 Saujeon (Charente-Inférieure), 150, 152.  
 Saumur, 278.  
 Sauternes (canton de Langon), 140, 324, 331, 344.  
 Sauveterre, 249, 324, 330, 505.  
 Savary (duc de Rovigo), 97.  
 Saye (rivière), 353.  
 Sazerac (éditeur de l'*Ami des Arts*), 184.  
 Schmidt (Charles), XXXIV.  
 Seurac (marais de), 454.  
 Ségur (Philippe-Henri, marquis de), 547.  
 Sémelet (censeur du collège royal), 514.  
 Sénégal, 475.  
 Senneville (Denis de, secrétaire général de préfecture), 57.  
 Serres (Pierre, comte de), 175, 190, 219.  
 Seignes (rivière de la), 449.  
 Séville, 427.  
 Sèvres (ville de), 7.  
 Sèze (Romain de, défenseur de Louis XVI), 203.  
 Sèze (Victor de, recteur de l'Académie de Bordeaux), 212, 311, 340, 513, 516, 526, 529.  
 Sibérie, 445.

Sigoyer (Antonin de Bernardy, marquis de), 57, 533.  
 Siméon (Joseph-Jérôme, comte), 204, 205, 208, 294.  
 Soubiran (complice de Randon), 155, 156.  
 Soulac (canton de Saint-Vivien), 136, 437, 441.  
 Soulac (marais de), 456.  
 Soulié (rédacteur de *la Ruche d'Aquitaine*), 182.  
 Soult (maréchal, duc de Dalmatie), 82.  
 Souys (la, rivière), 331.  
 Sudkoski (révolutionnaire), 102.  
 Sully (Maximien de Béthune, duc de), 463.  
 Surale (ville de), 473.  
 Sylvestre (complice de Randon), 155, 156.

## T

Taillefer (ingénieur), 352.  
 Talence (canton de Bordeaux), 504.  
 Talleyrand, 3, 6, 8, 53, 192, 222.  
 Tallien (Jean-Lambert, conventionnel), 13, 80.  
 Talma (François-Joseph, acteur tragique), 542.  
 Tanger (ville de), 132.  
 Tannay (ingénieur), 352, 468, 546.  
 Tardy (complice de Randon), 155, 156, 157.  
 Tarn-et-Garonne (département du), 142.  
 Tastet (femme), 203.  
 Teich (le, canton de La Teste), 328.  
 Teste (la, canton), 88, 181, 324, 327, 328, 329, 333, 345, 395, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 446, 447.  
 Teulère (ingénieur), 352.  
 Théron (complice de Randon), 155, 157.  
 Thibaudeau (conventionnel), 458.  
 Thiébault (général, baron), VI, 317.  
 Thielman (Jean-Adolphe, général prussien, baron de), 6, 9.  
 Thomas (aide de camp de Clauzel), 102.  
 Thomas (Pierre, pasteur protestant), 79, 80.  
 Thouvenot (Pierre, général), 20, 26.  
 Tibre (département du), 93, 181, 325, 464.  
 Tizac (canton de Guîtres), 323.  
 Toscane, 482.  
 Toulouse, 20, 25, 36, 37, 38, 39, 40, 49, 97, 188, 281, 320, 337, 337.  
 Tournon (Mme de, mère du préfet), XXXI, 92.  
 Tournon (Mme de, épouse du préfet), VI, 93, 134, 216, 218, 219, 221, 407.

Tournon (Just-Hippolyte de, frère du préfet), XXXI, 74, 92.  
 Tournon (Victor de, officier de la Grande armée, frère du préfet), 216.  
 Tournon (Alix, Amélie, Just, Philippe de, fils et fille du préfet), 218.  
 Tournon (comte Philippe de), XXII.  
 Tournon (comte Just de), IV.  
 Tourny (Louis-Aubert, marquis de), XX, 271, 274, 278, 315, 316, 325, 326, 340, 341, 551.  
 Tours (ville de), 150, 152.  
 Touzet (ex-officier), 147.  
 Tranchère (de, directeur des Douanes de la Gironde), 551.  
 Trave (moulin de la), 355.  
 Trézel (Pierre-Félix, peintre), 539.  
 Trieste, 482.  
 Trocard (propriétaire), 354.  
 Trotigneau (de, officier d'état-major), 9.  
 Trudaine (de Montigny, Jean-Philibert, administrateur), 278.  
 Turgot (Etienne-François, marquis), 482.

## U

Urban (marquis Agricol Fortia d'), 171.  
 Uzeste (canton de Villandraut), 505.

## V

Valmy (général, Kellermann, duc de), 6.  
 Valois (Achille-Étienne, sculpteur), 539.  
 Valparaiso, 475.  
 Valsuzenay (Claude-Louis Bruslé, baron de), 458.  
 Vauban (Sébastien, marquis de), 19, 305, 448.  
 Vaublanc (Vincent Viénot, comte de), IX, 56, 88, 89, 217, 219, 253, 255, 262, 308, 388, 493.  
 Vulabelle (Achille de, historien), 43.  
 Vendays (plaine de), 443.  
 Venise, 93.  
 Verdier (éditeur de la Corne d'abondance), 184.  
 Verdon (le, canton de Saint-Vivien), 324, 329, 427, 435, 436, 437, 441, 443.  
 Verdonnet (négociant), 452, 455, 471, 492.  
 Verger (château du, Ardèche), IV, XXI.  
 Versailles, 6, 7.  
 Verteuil (marais de), 454.  
 Vignole (Jacques Barozzio, dit, architecte italien), 419.  
 Villandraut (canton), 138, 139, 140, 324, 325, 326, 331.

Villèle (Jean-Baptiste, comte de), 196, 215, 219, 220, 221, 222, 548.  
 Villeneuve (Pons-Louis-François, marquis de), 38, 39, 41.  
 Villette (faubourg de la), 5.  
 Vincennes, 162.  
 Vincent (Sœur), 391, 392.  
 Vioménil (Charles-Joseph du Houx, marquis de), 11, 37, 40, 43, 90, 254, 257.  
 Vitrac (Maurice), 163.  
 Vitrolles (Eugène-François d'Arnaud, baron de), 5.  
 Vivarais (le), 181.  
 Voglie (de, ingénieur), 278.  
 Volkonski (Pierre-Michailovitch, prince russe), 114.

## W

Waterloo, 5, 16, 18, 26, 185, 256, 470.  
 Wellington (Arthur Wellesley, duc de), 342.  
 Wiotte (ingénieur), 317, 324, 330, 352, 353, 546.

## Y

Young (Arthur, agronome anglais), 306.  
 Ysabeau (Alexandre-Clément, conventionnel, 13, 80.

## Z

Zola (Émile), XXXII.

## ERRATA

Page 58, renvoi 2, lire *Chicou-Bourbon*, au lieu de *Chicon-Bourbon*.  
 Page 114, lignes 6 et 9, lire *Volkonski*, au lieu de *Volkouski*.  
 Page 184, au IV<sup>e</sup> du renvoi, lire *Aboundence* au lieu de *Abondence*.  
 Page 196, 20<sup>e</sup> ligne, lire *Corbière* au lieu de *Corbières*.  
 Page 219, renvoi 1, lire *de Serre* au lieu de *de Serres*.  
 Page 237, 2<sup>e</sup> ligne des renvois, lire *Podensac* au lieu de *Potensac*.  
 Page 256, 19<sup>e</sup> ligne, lire *Guillac* au lieu de *Gaillac*.  
 Page 284, 9<sup>e</sup> ligne, lire *Molé* au lieu de *Mollé*.  
 Page 306, 11<sup>e</sup> ligne, lire *Young* au lieu de *Joung*.  
 Page 360, renvoi 1, lire Cf. *page 363*, au lieu de *361*.  
 Page 386, 11<sup>e</sup> ligne, lire *rue du Mirail* au lieu de *Mitrail*.  
 Page 419, 5<sup>e</sup> ligne des renvois, lire *Ribadiou* au lieu de *Ribaudien*.  
 Page 458, renvoi, lire *Thibaudeau* au lieu de *Thibeaudeau*.  
 Page 488, 10<sup>e</sup> ligne, lire *Maitre* au lieu de *Maire*.  
 Page 539, 6<sup>e</sup> ligne, lire *Pallières* au lieu de *Paillères*.



# TABLE DES MATIÈRES

---

## LIVRE PREMIER

### LA POLITIQUE ET L'ESPRIT PUBLIC

---

#### PREMIÈRE PARTIE

##### LA PÉRIODE D'ORGANISATION

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### LA NOMINATION — LE DÉPART

Talleyrand veut offrir une préfecture à Tournon en 1814 ; opposition des Princes. — Conduite de Tournon aux Cent-Jours ; ses refus aux offres de Napoléon ; la combinaison royaliste manquée ; son entrevue avec Blücher. — Louis XVIII le nomme préfet de Bordeaux ; Tournon s'instruit sur son nouveau poste. — Decazes veut lui confier une opération de police contre Napoléon ; refus de Tournon. — Les ministres le pressent de se rendre à Bordeaux ; son départ. — Sa mission confidentielle auprès de Davout. — État de l'opinion dans les départements qu'il traverse. — Son arrivée à Bordeaux . . . . .

Pages.

3

#### CHAPITRE II

##### L'AFFAIRE CLAUZEL

(Ce chapitre, augmenté d'une notice sur la vie de Tournon, a été couronné à l'inauguration des *Jeux Floraux* de Lyon, 19 novembre 1912, où il a obtenu le *Prix d'Histoire* et la *Violette d'argent*.)

I. Aperçu très rapide sur l'histoire de Bordeaux depuis 1789 ; le peu d'enthousiasme des habitants pour la Révolution. — Faveur qui accueille l'arrivée de Bonaparte au pouvoir. — Détachement pro-

- gressif du régime napoléonien ; le 12 mars ; prompt réveil de l'idée monarchique. — Consternation à la nouvelle du retour de Napoléon ; opposition à l'Administration des Cent-Jours. — Joie folle du public à l'annonce de Waterloo et du retour des Bourbons. — Douleur de Clauzel et de ses soldats. — Le Château-Trompette. — Dangers de la situation.
- II. Premiers actes de Tournon ; son entrevue avec Clauzel. — Visite des principaux fonctionnaires ; leur état d'âme. — La Garde nationale ; arrivée du comte de Montalembert. — Menaces de Clauzel ; terreurs réciproques. — Arrivée du duc de Guiche et de nombreux *missi dominici*. — Conduite étrange de Clauzel ; exagérations de son *Exposé justificatif*.
- III. Tournon reçoit la nouvelle de la fatale Ordonnance du 24 juillet. — Les trois partis à prendre. — Il annonce à Clauzel sa mise en accusation ; incidents de l'entrevue. — Précaution de Tournon. — Il apporte à Clauzel ses passeports. — Fureur populaire quand l'Ordonnance est connue. — Issue probable des événements sans l'habile conduite de Tournon . . . . . 12

### CHAPITRE III

#### NOUVELLES DIFFICULTÉS : LE GOUVERNEMENT DE TOULOUSE ; LES FRÈRES FAUCHER ; LA VISITE DU DUC D'ANGOULÊME ; LES ÉLECTIONS DE 1815.

- I. Les multiples commissaires royaux ; leurs prétentions. — Le comte de Damas-Crux. — Le gouvernement de Toulouse et le marquis de Villeneuve. — Habile conduite de Tournon ; fin du conflit.
- II. Les frères Faucher ; leur arrestation. — Leur procès ; leur exécution. — Opinion de Tournon sur eux.
- III. La visite du Duc et de la Duchesse d'Angoulême. — Proclamation de Tournon. — Réception enthousiaste des Bordelais. — Conduite des Princes. — Ils règlent avec de Tournon la question Rome et Clauzel. — Sur les conseils du préfet, la Duchesse invite ses partisans à la modération.
- IV. Les élections de 1815 ; efforts de Tournon en faveur de Lainé et de Ravez. — Le collège électoral ; les résultats. — Le Duc d'Angoulême part pour repousser l'invasion espagnole. — Heureuse influence de cette visite pour l'administration de Tournon . . . 35

### CHAPITRE IV

#### LES FONCTIONNAIRES

- I. Principes directeurs de Tournon dans le choix des fonctionnaires ; intransigeance des ultras ; sa modération. — Les Conseillers et le Secrétaire général de préfecture. — Les sous-préfets. — Les maires ; importance que Tournon attache à leur choix. — État d'esprit des maires ; statistique des changements de maires, adjoints et conseillers municipaux. — Le Conseil général trouve

- les destitutions insuffisantes ; refus de Tournon de les augmenter.  
Le maire de Bordeaux. — Les autres fonctionnaires.
- II. Conduite de Tournon à l'égard de ses subordonnés ; ses exigences ; son contrôle ; ses encouragements. — Difficultés à faire obéir les maires ; fermeté et condescendance du préfet. — Comment il sait prendre la défense des fonctionnaires et de leurs intérêts. — Résultats de cette conduite . . . . . 55

## CHAPITRE V

## LA DIRECTION DE L'ESPRIT PUBLIC

- I. État des opinions dans la Gironde. — Les *ultras* ; caractère particulier de leur royalisme ; leur intransigeance ; leurs appuis. — Opinion de Tournon sur leur incapacité de nuire. — Les *modérés* ; faiblesse numérique du parti. — Opposition violente des deux sociétés de Bordeaux ; nobles et négociants. — Les *libéraux*. — Les officiers à demi-solde ; leur état d'âme. — Le peuple est royaliste sans conviction. — Indifférence politique dans les campagnes. — Exceptions : les protestants à Sainte-Foy ; les républicains à Lesparre. — Ravages des fausses nouvelles dans l'esprit public ; leur origine ; elles viennent surtout d'Amérique.
- II. Lutte engagée par Tournon contre les fausses nouvelles. — La *Feuille du Dimanche* ; sa composition ; ses effets. — Les colporteurs. — Les visites annuelles du département ; leur efficacité. — Méaventure de Tournon faussement rappelé à Paris.
- III. Ses efforts pour rapprocher les deux sociétés à Bordeaux. — Les soirées de la préfecture ; leur grand succès. — Les petits déboires. — Elles commencent d'opérer la « fusion » désirée. . . . . 70

## CHAPITRE VI

## LA POLICE

- I. Anarchie dans la police à l'arrivée de Tournon. — Ses réclamations contre l'établissement d'un lieutenant de police à Bordeaux. Les ministres cèdent aux instances de Tournon ; sa joie. — Confiance qu'il accorde d'abord à Decazes ; son peu de durée. — Embarras que suscitent au préfet les agents secrets du ministre ; crédulité et reproches de ce dernier ; vives répliques de Tournon. — Difficultés qu'il a de trouver des agents sûrs ; l'un d'eux se joue de Barthez ; explications du préfet.
- II. Comment Tournon se sert de sa police ; la manière forte envers les « irréductibles » ; manière conciliante envers les autres, les officiers à demi-solde, les protestants et les juifs. — Bons effets que tire Tournon des entretiens en tête-à-tête ; curieux témoignage à ce sujet. — La police populaire. — Résultats d'ensemble de ces mesures d'ordre. . . . . 96

## CHAPITRE VII

## VISITES — ORDONNANCE DU 5 SEPTEMBRE ET ÉLECTIONS DE 1816

- Pages.
- I. Nouvelle visite du duc d'Angoulême en janvier 1816; il veut se rendre compte. — Esprit de conciliation du Duc. — Il donne à Tournon son entière opinion sur lui. Intéressantes remarques du préfet sur les idées et la personne du Duc. — Bons effets de cette visite pour l'administration de Tournon.
- II. Visite de Canning en mai 1816; portrait que fait de lui Tournon. — Canning étudie avec intérêt Bordeaux et ses environs; il veut entendre plaider les avocats bordelais. — Curieuse manière dont il modifie son opinion sur la tolérance française. — Tournon écrit aux ministres son impression sur Canning; satisfaction de Lainé.
- III. Ordonnance du 5 septembre; impression qu'elle produit à Bordeaux, chez les ultras, chez les modérés. — Opinion des révolutionnaires. — Préparation des élections. — Multiples recommandations des ministres à Tournon. — Efforts de ce dernier pour faire élire Lainé et Ravez; Portrait qu'il donne de l'un et de l'autre. — Les députés élus. — Résultat de ces élections . . . . 109

## DEUXIÈME PARTIE

## LA PÉRIODE ORGANISÉE

## CHAPITRE PREMIER

## LA FAMINE EN 1816, 1817, 1818 — RÉVOLTE DE 1817

- I. Menaces de famine dès l'été 1816. — Circonstances aggravantes; vives inquiétudes de Tournon. — Les mesures de préservation. — Il s'efforce d'abord de calmer l'opinion publique. — Inflexible sévérité envers les agioteurs. Réglementation de la boulangerie. — Création d'une société pour l'acquisition des farines; ces achats à l'intérieur, en Amérique et au Maroc. — Grande quantité de blé qu'elle amène; sécurité qu'elle produit; son désintéressement. — Appel de Tournon à la classe aisée; grand mouvement de bienfaisance dans toute la Gironde. — Instance de Tournon pour obtenir la libre circulation des blés. — Lainé partage ses idées sur ce point; leurs discussions.
- II. Persistance de la disette en 1817. — Révolte des communes sur les bords du Ciron. — Scènes de pillage et d'émeute. — Tournon accourt; ses premières mesures. — Il fait vendre à Villandraut 15 voitures de blé à prix modérés. — Désarmement de 8 communes. Sa modération dans les poursuites. — La famine persiste durant tout l'hiver de 1817. — Redoublement d'efforts; admirable conduite des riches. — Les grandes entreprises donnent du travail à la classe pauvre . . . . . 127



## CHAPITRE II

## L'AFFAIRE RANDON

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Pages. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Premiers bruits de conspiration à Bordeaux. — Tournon s'inquiète et s'informe ; il demande à Decazes un agent de police habile et sûr ; ce qu'apprend cet agent. — Un ancien officier, Bastide, dénonce le complot à de Loverdo. — Celui-ci en informe aussitôt le préfet. — Arrestation de Randon ; examen de ses papiers ; ses aveux. — Tournon se convainc de leur inexactitude. — Sur l'ordre de Decazes, il remet tout le dossier au procureur. — Émotion produite à Bordeaux par les arrestations ; mesures de Tournon pour la calmer. — Félicitation de Lainé à Tournon ; blâme de Decazes ; réplique du préfet. — Le procès ; tentative d'évasion de Randon ; la condamnation. — Jugement de Tournon sur la conspiration de Randon . . . . . | 146    |

## CHAPITRE III

## L'ESPRIT PUBLIC EN 1817 ET 1818

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Profonde tranquillité du département après l'affaire Randon ; précieux témoignage ; facilité d'émotion de l'opinion publique à cette époque ; l'agitation des esprits se borne désormais au chef-lieu. — Discussions des lois diverses dans la société éclairée de Bordeaux. — Craintes passagères causées par les élections de 1817. — L'affaire Louis XVII ; anxiété des royalistes ; manœuvres des libéraux ; ces bruits tombent d'eux-mêmes. — Désordres réitérés au Grand-Théâtre ; faiblesses de la police municipale. — Sévère arrêté de Tournon. — Vif incident entre le maire et le lieutenant-général ; Tournon les réconcilie. — Nouveaux désordres au petit théâtre des Variétés. — Mécontentement de Decazes et riposte de Tournon. — Impuissance de ce dernier à protéger le public bordelais contre les brochures et pamphlets politiques ; leur multiplicité ; la classe entamée. — Causes qui agissent en sens contraire ; les visites en 1818 ; l'infant don Francisco. — Le duc de Gloucester. — Bentham. — Impression profonde que produit la nouvelle de la libération du territoire ; joie de Tournon. . . . . | 159 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## CHAPITRE IV

## LE MINISTÈRE DESSOLES-DECAZES

La démission du cabinet Richelieu surprend et contriste profondément Tournon. — On avait voulu le nommer Ministre de la police ; ses réflexions à ce sujet. — Ses amis essayent de le rassurer. — Ses craintes relatives à Decazes ; leurs causes ; premières escarmouches en 1817. — Les « tracasseries » du Ministre de la police recommencent plus fortes. — Tournon ne peut les supporter et part brusquement pour un voyage dans les Pyrénées. — Sa rencontre avec Lainé qui l'encourage. — Etat des esprits à son retour à Bordeaux ; leur fermentation. — Les journaux de Bordeaux : *le Mémorial*, *la Ruche d'Aquitaine*, *l'Indicateur*,

*la Tribune*; leurs attaques. — Troubles suscités par les libéraux aux « Feux » de la Saint-Jean; Tournon les réprime vigoureusement. — Visite de Cambronne à Bordeaux; manifestations des libéraux. — Tentatives diverses d'associations secrètes; les vieilles associations royalistes. — Craintes qu'elles donnent aux ministres. . . . . 174

## CHAPITRE V

### LES ÉLECTIONS DE 1819; L'ASSASSINAT DU DUC DE BERRY; LA LOI ÉLECTORALE DE 1820; LA NAISSANCE DU DUC DE BORDEAUX; LES ÉLECTIONS DE 1820.

- I. Joie des libéraux bordelais devant le résultat des élections de 1819. — Exaspération des ultras; douleur et... inertie des modérés. — Tournon va travailler à « fusionner » ces deux partis. — Effet que produit le remaniement ministériel. — Colère des libéraux à l'annonce de la modification de la loi électorale de 1817.
- II. La nouvelle de l'assassinat du duc de Berry à Bordeaux; détails inédits que donne à Tournon le comte Amédée de Pastoret. — Vif mouvement de colère; manifestations. — Tournon obligé de lutter contre des projets de vengeance. — Les libéraux se ressaisissent vite. — Le changement de ministère ne satisfait personne; effets produits par l'annonce des lois d'exception; Tournon se plaint de la « mollesse » du cabinet; le « Volcan espagnol ».
- III. Effervescence à Bordeaux durant la discussion de la loi électorale. — Émotion qu'y suscite la nouvelle des troubles de Juin à Paris; inquiétude des ministres; précautions de Tournon. — Le vote de la loi calme instantanément les esprits.
- IV. Allégresse que suscite chez tous les royalistes la naissance du duc de Bordeaux. — Proclamation de Tournon. — Unanimité, au moins apparente, des sentiments; scènes renouvelées de 1815. — Superbe fête donnée par la Chambre de Commerce. — Le berceau du « Petit duc » et Mme « Anniche ».
- V. Conseils des ministres à Tournon en vue des élections de 1820. — Il fait la visite entière du département; certitude qu'il en rapporte d'une élection royaliste dans 3 collèges d'arrondissement. — Difficultés pour le choix des candidats à Libourne. — La bataille s'annonce chaude et douteuse à Bordeaux; candidature de Balguerie Junior. — Démarches de Tournon en faveur de Ravez. — Malencontreux article de *la Ruche d'Aquitaine*; exaspération des libéraux; les duels; manœuvres conciliatrices de Tournon. — Grand succès des royalistes aux collèges d'arrondissement. — Devant la certitude d'élections ultras au collège de département, Tournon s'en désintéresse. — Les résultats. . . . . 189

## CHAPITRE VI

### DERNIÈRE ANNÉE — LE DÉPART

- I. Paix profonde à Bordeaux et dans la Gironde, après la naissance du duc de Bordeaux et les élections de 1820. — Toute l'activité

- des esprits dérivée vers les grands travaux. — Nomination quinquennale des maires ; la nouvelle municipalité de Bordeaux. — De Gourgues est nommé député, malgré Tournon ; conseils de ce dernier aux nouveaux élus. — Le peu d'initiative du Conseil municipal de Bordeaux ; l'anarchie dans son sein, après le départ de Tournon ; curieux témoignages. — Fêtes à l'occasion du baptême du duc de Bordeaux.
- II. Devant le réveil des prétentions ultras, Tournon songe à quitter Bordeaux ; avis de Martignac. — Promesse de Richelieu de lui donner la Pairie ; opinion de Latour-Maubourg à ce sujet. — Tournon s'en vient à Paris. — Ses lettres à Mme de Tournon sur les intrigues de la Cour et le nouveau ministère. — On lui fait retarder son départ pour Bordeaux ; Tournon s'étonne. — De Villèle lui avoue qu'on le désire préfet à Lyon ; stupéfaction de Tournon. — Le pour et le contre ; insistance de Louis XVIII ; il accepte. — L'émotion à Bordeaux et dans la Gironde à cette nouvelle. — Les 88 lettres de regrets ; témoignages touchants et unanimes. — Opinions de d'Haussez sur sa préfecture. . . . . 211

## LIVRE II

### L'ADMINISTRATION

#### PREMIÈRE PARTIE

#### LES FINANCES — LES QUESTIONS MILITAIRES

##### CHAPITRE PREMIER

###### LES FINANCES

- I. Importance de la question financière à ce moment-là. — L'impôt de cent millions ; énormité de la somme fixée pour la Gironde ; procédés employés par Tournon pour la recueillir. — Bel élan de patriotisme de la classe riche. — Les difficultés. — Lenteur spéciale des Bordelais à fournir leur quote-part ; les voies de rigueur ; Tournon en souffre ; les résultats
- II. Les contributions ordinaires ; chiffre fantastique des arriérés ; comment s'y prend Tournon pour les faire rentrer ; il promet le paiement de toutes les vieilles réquisitions ; moyens pour faciliter la perception. — Executions des percepteurs infidèles ou inactifs. — Rigueurs contre les retardataires. — Empressement de l'ensemble de ses administrés à payer. — Arrêt momentané causé par la famine de 1816 à 1817 ; Tournon se refuse à sévir.
- III. Les finances du département ; ordre admirable introduit dans les finances communales ; résultats. — Les finances de Bordeaux ; les dettes ; l'emprunt de 1817 ; son succès.

|                                                                                                                                                                                                                                                         |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| IV. Contributions indirectes; rétablissement des impopulaires « <i>Droits réunis</i> »; ils sont vite « acclimatés »; satisfaction de Tournon. — L'odieux doublement des patentes en 1816; protestation du préfet. — Les octrois. — Conclusion. . . . . | 227 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## CHAPITRE II

### LES QUESTIONS MILITAIRES

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. Le préfet doit s'occuper de toutes les questions militaires. — La Garde nationale; sa composition. — Difficultés que suscite la direction du Pavillon de Marsan; réplique de Tournon à Decazes. — Gardes nationales des campagnes; tendance à les multiplier; efforts de Tournon en sens contraire. — Zèle apparent de la Garde nationale; son déclin progressif; opinion de Tournon à ce sujet. — La gendarmerie; antipathie avec la Garde nationale; services qu'elle rend; éloges que lui décerne Tournon. — Les Légions départementales. — Difficultés à les former; dégoût général pour l'état militaire. — Tournon s'efforce de le combattre; minces résultats. — Le déficit encore plus grand pour les Gardes royales. — Opinion du préfet sur les enrôlements volontaires. |     |
| II. Le recrutement; conseils de Tournon pour en assurer la réussite. — Premier tirage au sort dans la banlieue de Bordeaux; vif incident. — Le tirage au sort à Bordeaux; violent tumulte; sang-froid et énergie de Tournon. — Réussite du tirage dans le département; illusion de Tournon. — Impopularité persistante du service militaire. — La désertion en masse; mécontentement de Decazes; Tournon s'en désintéresse. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 251 |

## DEUXIÈME PARTIE

### LES TRAVAUX PUBLICS

## CHAPITRE PREMIER

### LES PLANS DE TOURNON ET LE CONSEIL GÉNÉRAL

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Les plans de Tournon; il les forme surtout par un examen personnel des besoins du département. — Il les expose au Conseil général de 1817; nécessité, selon lui, d'un plan d'ensemble. — Ses projets relatifs à la campagne. — Ceux concernant Bordeaux. — L'utile l'emporte sur l'agréable dans ses vues. — Enthousiasme du Conseil général; l'appui que Tournon trouve auprès de ses membres; ses rapports. — Escarmouche de 1817; inutiles efforts du préfet pour faire revenir le Conseil sur un vœu jugé « inconvenant »; La bonne harmonie n'en est pas troublée. . . . . | 271 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|



## CHAPITRE II

## LE PONT DE BORDEAUX ET LE PONT DE LIBOURNE

Pages.

- I. Rapide aperçu historique sur les divers projets du pont de Bordeaux au xviii<sup>e</sup> siècle; objections de la Chambre de commerce. — Napoléon ordonne sa construction en 1808; modifications diverses au plan primitif. — État du monument à l'arrivée de Tournon; entier découragement de l'ingénieur Deschamps; le nouveau préfet pèse le pour et le contre; son avis favorable. — Il emprunte, en son nom personnel, pour continuer les travaux; importance de cet acte. — Il gagne au pont la protection du duc d'Angoulême. Joie et activité de Deschamps. — Le manque de fonds; Tournon fait appel aux négociants bordelais. — Longues et très laborieuses négociations; création de la compagnie du pont. — Redoublement d'activité dans la construction; Deschamps propose de substituer la pierre au fer; grands avantages qu'y voit Tournon. — « L'âge héroïque » des travaux; énormes difficultés de l'entreprise; perfectionnements divers au plan primitif. — Pittoresque spectacle des chantiers; affluence des visiteurs. — Nouvelle pénurie de fonds; Tournon emprunte encore en son nom personnel. — Pose de la dernière pierre; incomparable splendeur de la cérémonie; la revue « sur l'eau »; discours de Tournon; la dernière pierre et les médailles; le dîner sur le pont. — Le pont de service; état du monument au départ de Tournon.
- II. Le pont sur la Dordogne, complément nécessaire de celui de Bordeaux; Tournon fait des ouvertures à la Compagnie pour un nouvel emprunt; facile succès de ses démarches. — Plan et place du pont; difficultés diverses; Tournon fait prévaloir l'emplacement à Libourne sur celui de Cubzac. — Pose de la première pierre; joie des Libournaï. — Rapidité extraordinaire des travaux sous la direction de Deschamps. — La route entre les deux ponts; lenteur de sa construction malgré le zèle du préfet; ses vœux à ce sujet . . . . . 277

## CHAPITRE III

## LA DÉMOLITION DU CHATEAU-TROMPETTE

- Rapide aperçu historique sur le Château-Trompette. — Tournon désire vivement presser sa démolition; les raisons qu'il en donne. — Ses démarches auprès de Vaublanc et de Lainé. — Les obstacles à Paris et à Bordeaux. — L'ordonnance du 5 septembre 1816 autorise le commencement des travaux; activité de Tournon et de l'adjoint Blanc-Dutrouilh; plantation du premier arbre des Quinconces; joie des Bordelais. — Plan que Tournon fait adopter pour la place à créer; ses remarques à ce sujet.
- Les difficultés financières; les emplacements pour construire ne se vendent pas; amères doléances du Conseil municipal; les causes de ce déficit. — Satisfaction quand même de Tournon; l'état

|                                                                                                          |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| des travaux à son départ; comment il apprécie l'œuvre; reconnaissance des Bordelais envers lui . . . . . | 305 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## CHAPITRE IV

## LES ROUTES ET LES CHEMINS VICINAUX

- I. Lamentable abandon des routes dans la Gironde depuis 30 ans. — Les routes royales; la grande artère Paris-Madrid; sa situation; importantes réparations qu'elle subit. — Travaux divers aux routes Bordeaux-Lyon, et Bordeaux-Toulouse. — La route Bordeaux Saint-Malo. — La route Bordeaux-Bayonne par les grandes landes; sa très rapide amélioration. — La route Bordeaux-Bergerac.
- II. Les routes départementales; leur effroyable état; curieux témoignages de l'ingénieur Wiotte et de Tournon; élan que ce dernier suscite dans toute la Gironde pour leur réparation. — Il crée la route de la Teste jusqu'à la Leyre; difficultés que lui oppose la Guerre; les résultats; ses conseils. — Route de Bordeaux à Lesparre et le Verdon; route de Bordeaux à Pauillac. — Ouverture de la route de Bourg à Montlieu. — Manque de bons chemins dans l'Entre-deux-mers; efforts de Tournon pour y remédier; les routes Libourne-Bazas, et Sainte-Foy-Saint-Macaire. — Route sur la rive droite de la Garonne. — Les autres routes départementales. — Sévérité de Tournon contre les empiétements des propriétaires « riverains ». — Sa lutte contre les roues à jantes étroites et les clous à tête de diamant. — Plantation des routes. — Création de la *Commission de surveillance des routes*; ses heureux résultats.
- III. Les chemins vicinaux; leur pitoyable situation et même leur absence; difficultés à les réparer par suite d'une mauvaise législation. — Méthode employée par Tournon. — Les résultats en 1817 et 1818. La loi du 15 mai 1818, ses funestes effets; vœux de Tournon. . . . .

316

## CHAPITRE V

## LES TRAVAUX SECONDAIRES — LA NAVIGATION

- I. Le Palais de Justice; Tournon fait achever celui commencé sous l'Empire. — L'hôtel de la préfecture; ses embellissements; décoration de la salle du Conseil général; le monument de Tourny. — Les projets pour la caserne de gendarmerie. — Les Archives; leurs vicissitudes sous l'Empire et la première Restauration; leur accumulation dans les greniers de la préfecture; Tournon les sauve d'une « destruction imminente »; les papiers qu'il garde à la préfecture; ordre introduit dans les Archives communales. — Le cadastre; difficultés de sa continuation; Tournon fait cependant cadastrer 14 cantons. — Le recensement. — Ses projets pour donner une quantité d'eau suffisante à Bordeaux. — Autres travaux municipaux; le plan de Pierrugues et les conseils de Tournon.

- II. Importance des voies de navigation pour le département. Leur triste état en 1815; incuries des diverses administrations depuis quarante ans. — Opinion de Deschamps sur le port de Bordeaux. — Tournon expose ses projets d'amélioration au Conseil général de 1817. — Il fait lever un plan de la Garonne; les quelques réparations entreprises dans la rade de Bordeaux. — Les autres travaux dans le département. — Ses efforts pour améliorer la petite navigation; l'Isle, le Drot. — Le flottage dans les landes, la Leyre; le Ciron. — Les rêves de Tournon. — Il encourage les premiers essais de navigation à vapeur; le bateau *la Garonne*; succès de l'entreprise; le passage de Cubzac. . . . . 338

## TROISIÈME PARTIE

### LA BIENFAISANCE ET L'HYGIÈNE PUBLIQUE

#### • CHAPITRE PREMIER

##### RÉFORME GÉNÉRALE DES HOSPICES

- État des hospices à l'arrivée de Tournon; dette énorme qui accable ceux de Bordeaux en particulier; le délabrement du mobilier, du linge, entassement des malades; effroyable mortalité parmi les enfants trouvés. — Enormité des arriérés. Dévouement, impuissance et désespoir de la Commission administrative; elle s'adresse à Tournon; — Premières mesures; emprunt de 40 000 francs à la caisse municipale; remontrances énergiques du préfet au Ministre des finances. — L'admirable lettre de Tournon; elle devient la charte de relèvement des hospices. — Établissement d'un agent responsable pour contrôler les entrées et les sorties, les dépenses intérieures. — Fixation de budgets sévères. — Liquidation des arriérés. — Payement des dettes; vente de vieilles maisons appartenant aux hospices. — Diminution des dépenses. — Fixation de la quantité d'aliments. — Bienfaits produits par les travaux d'intérieur; les ateliers à l'hospice de la Manufacture; la biscuiterie.
- Magnifiques résultats de ces efforts; diminution de la mortalité; bon état financier et matériel des hospices vers la fin de la préfecture de Tournon. — La renommée des hospices de Bordeaux s'étend au loin. . . . . 359

#### CHAPITRE II

##### AMÉLIORATIONS PARTICULIÈRES A CHAQUE ÉTABLISSEMENT

- I. L'hospice de la Manufacture; nouveaux déficits en 1816 et en 1817; Tournon obtient du Conseil général leur liquidation; aug-

- mentation du nombre des enfants trouvés; motifs de la prédilection de Tournon pour cet établissement. — L'hospice des Aliénés de Bordeaux; sa bonne tenue fait l'orgueil du préfet; augmentation rapide du nombre de ces infortunés; inquiétudes de Tournon; ses moyens d'y pourvoir. Les autres hôpitaux de Bordeaux.
- II. Les sourds-muets; améliorations diverses apportées à cette maison. — « Les vénériens »; absence complète de bâtiment pour les loger à l'arrivée de Tournon; il obtient pour cet usage le Guet-à-Cheval. — Le Mont-de-Piété; la catastrophe financière de 1818; les hospices acquièrent la totalité de ses actions.
- III. Les hospices du département; leur situation devient rapidement satisfaisante. — L'hospice de Libourne; Tournon ne peut obtenir sa reconstruction. — L'hospice des fous de Cadillac; l'indépendance de Sœur Vincent; restauration financière; augmentation des aliénés, et moyens employés pour y subvenir. . . . . 377

### CHAPITRE III

#### LA DONATION RICHELIEU ET LE NOUVEL HOPITAL

- I. L'hôpital Saint-André est « une ruine »; désir général qu'on a de sa reconstruction; insistance de Tournon auprès du Conseil général. — Son plan; il veut mettre le nouvel hôpital à la caserne Saint-Raphaël; opposition du Conseil municipal.
- II. Visite du duc de Richelieu à Bordeaux; son but; curieuse lettre de Lainé à Tournon sur ce sujet. — Le duc annonce au préfet son intention d'employer sa dotation en œuvres de bienfaisance; ce dernier lui insinue de la laisser entière à Bordeaux. — Richelieu demande une note des plus pressants besoins de la Ville; Tournon cite l'hôpital et des fontaines. — Visites des terrains de Saint-Raphaël. — *Lettre officielle* du duc à Tournon lui annonçant la donation totale pour Bordeaux. — Joie profonde du préfet; ses remerciements; Richelieu veut hâter la construction du nouvel hôpital. — Difficultés qui se présentent; opposition du Conseil municipal; activité victorieuse de Tournon; pose solennelle de la première pierre du monument. — Entraves et retards nouveaux après le départ du préfet et la mort de Richelieu; d'Haussez achève enfin le nouvel hôpital . . . . . 393

### CHAPITRE IV

#### LES BUREAUX DE BIENFAISANCE — LA CHARITÉ PRIVÉE LA MENDICITÉ

Tournon réorganise les bureaux de bienfaisance; son grand arrêté du 20 décembre 1846. — Émulation entre les divers bureaux. — Tournon exige de la direction du Grand-Théâtre le paiement d'une vieille dette; ses idées sur la part du pauvre dans les amusements du riche. Il fait percevoir une multitude de legs négligés par ses prédécesseurs; constante progression des donations aux établissements de charité durant sa préfecture. —



|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Formation d'un atelier de charité au Dépôt de mendicité. — La Société de charité maternelle. — L'œuvre de M. de Fénélon à Bordeaux. — Secours aux réfugiés espagnols. — La mendicité dans le département; le Dépôt de Bordeaux; opinion de Tournon sur ce genre d'établissement; sa manière de résoudre le problème de la mendicité . . . . . | 403 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## CHAPITRE V

## LA RÉFORME DES PRISONS

- I. Horrible situation des prisons de Bordeaux et de la Gironde en 1815. — Tournon, ému de pitié, ordonne d'urgence des réparations aux bâtiments; tous les prisonniers sont réunis au fort du Ha; séparation des diverses catégories. — Les améliorations du régime intérieur. — Le mieux-être moral qui s'ensuit; établissement d'ateliers pour les hommes, les femmes, les enfants; fixation d'un règlement sévère; joie de Tournon devant les résultats. — Améliorations aux prisons des arrondissements, à Libourne, à Bazas, à Blaye, à Lesparre; les dépôts cantonaux. — Ordre et stricte économie qui s'implantent partout.
- II. La maison centrale de détention à Cadillac: comment Tournon sauve d'une démolition prochaine le beau château du duc d'Épernon; il communique ses projets à Lainé qui les appuie joyeusement. — Modifications apportées par le Conseil des bâtiments; approbation de Decazes. — Tournon pousse les travaux avec une grande activité; tout est fini à son départ. . . . .

416

## CHAPITRE VI

## L'HYGIÈNE PUBLIQUE

- Importance des mesures d'hygiène publique pour Bordeaux et la Gironde, à ce moment-là. — Graves soucis causés à Tournon par les menaces de la fièvre jaune en 1816; ses moyens de défense; établissement au Verdon d'un navire armé; meilleure organisation des « patentes de santé ». — Nouvelle alerte en 1817, et nouvelles mesures préventives. — Discussion de Lainé et de Tournon sur la durée utile des quarantaines. — L'épidémie de fièvre jaune en Espagne en 1819: craintes de Tournon; redoublement de précautions; il se plaint de l'incurie espagnole. — Il obtient la création d'un lazaret à Pauillac.
- La petite vérole; efforts de Tournon pour vulgariser la vaccination; il obtient des prix pour les plus zélés médecins. — Persistance de la routine; épidémie de vérole à Bordeaux en 1820; inflexible rigueur du préfet. — Il ne peut vaincre les préjugés populaires contre la vaccination. — Il réglemente l'exercice de la médecine et la vente des remèdes. . . . .

422

## QUATRIÈME PARTIE

L'AGRICULTURE — LE COMMERCE  
ET L'INDUSTRIE

## CHAPITRE PREMIER

## LES DUNES — LES LANDES — LES MARAIS

Pages.

- I. La culture des vins et des blés n'est plus perfectible; les terres incultes. — Les dunes; rapide aperçu des travaux faits par Brémontier. — Tournon donne une nouvelle direction à l'entreprise. — La continuation des anciens semis au Verdon, à Hourtin, à La Teste. — Ouverture de nouveaux chantiers. — Améliorations diverses. — Les difficultés à vaincre. — Les résultats. — Conseils de Tournon pour l'avenir; le monument élevé à Brémontier.
- II. Les landes; leur amélioration fut « le rêve » de tous les administrateurs; les trois grands obstacles. — Comment Tournon essaye de les vaincre; les débouchés à créer. — Le partage des landes. — L'écoulement des eaux: formation de la *Compagnie des Dunes*; espoir et joie de Tournon; il projette une « Ferme d'expérience ».
- III. Les marais; les dessèchements déjà opérés; législation défectueuse. — Les marais régis par les Compagnies syndicales. — Les dessèchements opérés sous l'administration de Tournon; les marais de la presqu'île d'Ambès. — Conseils que donne le préfet pour améliorer les marais de « deuxième classe ». . . . . 433

## CHAPITRE II

## DIVERSES AMÉLIORATIONS AGRICOLES

- I. La pépinière départementale; Tournon l'achève et l'organise définitivement. — Son petit *Musée agricole*. — Rétablissement de la collection des plants de vignes. — « Naturalisation » de la pomme de terre dans la Gironde; les rapports *agricoles* de Tournon avec l'Académie de Bordeaux; distribution de prix pour les grands « semeurs de pommes de terre ».
- II. La destruction des loups. — La répression du braconnage. — Les épizooties; leur fréquence et leur danger; mesures sanitaires que prend Tournon. — Perfectionnement des races de bétail; le dépôt d'étalons. — Les courses de chevaux. — Résultats de ces diverses mesures. . . . . 438

## CHAPITRE III

## LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

- I. Navrant état du commerce à l'arrivée de Tournon; causes de cette stagnation. — Les grands négociants bordelais d'alors. —

Tournon les aide de son mieux; il transmet leurs réclamations aux ministres. — L'affaire du navire *Le César*. — La question des 40 000 fusils de la maison Balguerie-Sarget.

Efforts des armateurs pour créer de nouveaux débouchés. — Voyage du navire le *Bordelais* autour du monde; le *Henry* en Cochinchine; joie de Tournon. — Pertes et déceptions; causes de la nouvelle torpeur commerciale. — Les 40 vaisseaux que la maison Balguerie-Sarget prête à l'Espagne; opposition de la Chambre de commerce et des autres négociants; protection que Tournon accorde à l'entreprise. — Doléances des commerçants. — Éloge que le préfet donne à leur courage malheureux. — Il se montre partisan de la liberté commerciale.

- II. Établissements créés à Bordeaux pour favoriser le commerce; la *Banque*; son succès. — La *Caisse d'Épargne*; les rapports de Tournon sur ses avantages: elle devient vite populaire. — Le projet de l'*Entrepôt réel*. — L'esprit d'association à Bordeaux en ce temps-là: comment Tournon s'en fait le promoteur; résultats. — Stagnation de l'industrie. . . . . 469

## CINQUIÈME PARTIE

### LE CULTE — L'INSTRUCTION PUBLIQUE LES BEAUX ARTS

#### CHAPITRE PREMIER

##### LE CULTE

- I. Principes directeurs de Tournon dans les choses relatives aux Cultes. — Sa tolérance hautement affichée envers les protestants et les juifs; il réclame du gouvernement des mesures « contre l'intolérance ». — Comment le préfet applique par des actes cette tolérance; l'affaire Geiseler; apaisement des querelles religieuses à Sainte-Foy; résultats de cette conduite. — Tournon veut soumettre tous les cultes à la stricte légalité; la grande Mission de 1817; les incidents. — La fameuse procession. — Bonne entente de Mgr d'Aviau et du préfet.
- II. Projets de Tournon pour augmenter les traitements du clergé; il est très opposé aux quêtes personnelles; le gouvernement refuse d'entrer dans ses vues. — Loi du 15 mai 1818 sur cet objet. — Réparation des églises et des presbytères; émulation des communes pour ce genre de travaux; les résultats. — Tournon essaye d'introduire de l'ordre dans la gestion des Fabriques. . . 494

#### CHAPITRE II

##### L'INSTRUCTION PUBLIQUE

- I. Rapide notice sur la situation de l'instruction supérieure à cette époque; l'enquête de Lainé; il demande son avis à Tournon. — Opinion de ce dernier sur l'enseignement supérieur à Bordeaux.

— L'enseignement secondaire ; le Collège royal ; défaveur marquée dont il est l'objet de la part du public. — Réformes que voudrait y introduire Tournon : plus de sévérité dans le choix des maîtres ; plus de scrupuleuse attention dans l'admission des élèves « boursiers ». — Lainé demande à Tournon son avis sur les réformes à introduire dans l'Université en général. — Efforts de Tournon pour rendre au Collège royal lustre et popularité. — Inutilité de la tentative ; le clergé s'empare de l'instruction à Bordeaux.

Triste état de l'enseignement secondaire dans les « Pensions ». — L'ordonnance royale du 29 février 1816 relève le niveau des études. — L'enseignement primaire est dans une situation pire encore ; organisation des « Comités » ; les Frères des Écoles chrétiennes multiplient leurs établissements.

*L'enseignement mutuel* dans la Gironde ; grande importance qu'y attache Tournon ; ses essais en ce genre à l'Hospice des Enfants-Trouvés ; beaux résultats ; création de nouvelles écoles d'enseignement mutuel.

- II. La question des Séminaires dans la Gironde ; insuffisance des locaux à Bordeaux, et pénurie d'étudiants ecclésiastiques. — Mgr d'Aviau obtient pour son petit séminaire le Dépôt de mendicité ; comment les Jésuites en eurent vite fait un florissant collège. — Résistance inutile du préfet. — Établissement d'un petit séminaire à Bazas. — Tournon ordonne la fermeture des écoles ecclésiastiques de Cadillac et de Cardan ; Cadillac reçoit enfin l'autorisation.

L'affaire relative à l'enseignement de la Déclaration de 1682 ; résistance passive de Mgr d'Aviau ; objections du préfet ; les professeurs du grand séminaire signent la promesse « sans le dire à l'archevêque » . . . . .

508

### CHAPITRE III

#### LES BEAUX-ARTS

- I. La préfecture de Tournon coïncide avec un réveil littéraire et artistique dans la Gironde ; les « dîners d'artistes ». — Jouannet commence sa *Statistique* sur les conseils du préfet ; Géraud lui dédie quelques-unes de ses œuvres. — Comment Tournon encourage l'éloquence. — La Société philomatique ; la Société Linéenne. — Relations de Tournon avec l'Académie de Bordeaux.

- II. Il procure au Musée un nouveau local. — Mauvaise réputation des Bordelais au point de vue artistique. — Comment Tournon obtient de nouveaux tableaux. — Il fonde la société des *Amis des Arts* ; les souscripteurs parisiens. — Le Grand-Théâtre à Bordeaux ; sa restauration sous Tournon ; les grands acteurs qui viennent y jouer. . . . .

532

CONCLUSION. . . . . 543

INDEX DES NOMS DE PERSONNES ET DE LIEUX . . . . . 553





